



SOCIAL WATCH

R A P P O R T 2 0 0 9

Faire travailler les finances **D'ABORD LES GENS**

PLUS DE SOIXANTE RAPPORTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE
DU MONDE ENTIER DÉMONTRENT QUE LA SEULE ISSUE
À L'ACTUELLE CRISE ÉCOLOGIQUE ET ECONOMIQUE
EST D'INVESTIR DANS LES GENS.

UN RAPPORT CITOYEN SUR LES PROGRÈS POUR ÉRADIQUER
LA PAUVRÉTÉ ET PARVENIR À L'ÉQUITÉ DE GENRE DANS LE MONDE

SOCIAL WATCH RAPPORT 2009



◎ **SOCIAL WATCH RAPPORT 2009**

D'abord les gens

SOCIAL WATCH

COMITÉ DE COORDINATION

Emily Joy Sikazwe (Zambie), co-président. Nancy Baroni (Canada), Tanya Dawkins (États-Unis d'Amérique), Yao Graham (Ghana), Yasmin Ismail (Égypte), Allam Jarrar (Palestine), Himanshu Jha (Inde), Gustavo Luna (Bolivie), Edward Oyugi (Kenya), Norayda Arabella Ponce Sosa (Guatemala), Maria Victoria Raquiza (Philippines), Genoveva Tisheva (Bulgarie), Mirjam van Reinsen (Union européenne) and Roberto Bissio (Uruguay, *ex officio*).

Le secrétariat international de Social Watch est basé à Montevideo-Uruguay, dans les locaux de Third World Institute (ITeM).

Directeur de la rédaction

Roberto Bissio

Rédacteur en chef

Amir Hamed

Production

Ana Zeballos

Correction de style en français

Chantal Pittard

Assistants d'édition

Gustavo Alzugaray et Enrique Buchichio

Correction

Alejandra Trelles et Denise Pomiès

Equipe de recherche en Sciences Sociales du Département de Sociologie de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de la República, Uruguay

Gabriel Errandonea (Coordinateur)

Gabriel Gómez, Daniel Umpiérrez, Ruy Blanco

Coordinateur de plaidoyer

Natalia Cardona

Campagnes et communications

Jana Silverman (Coordinateur)

Agustín Fernández

Traduction

Olga Acosta, Claire Avellan, Gévy Baudry, Alicia Bermolen, Julia Bucci, Laura García Bouvier, Veronique Le Ny, María Noel Lluch, Roberto Olalde, Margarita Polo, Álvaro Sahonero, Silvina Taranco, Alejandra Trelles, Victoria Whitelaw.

Appui technique

Arturo González

Design et développement de sites web

Andrea Antelo, Ximena Pucciarelli, Ernesto Rapetti

© Copyright 2009

INSTITUTO DEL TERCER MUNDO

18 de Julio 1077/903, Montevideo 11100, Uruguay

item@item.org.uy

Fax : +598 (2) 902 0490 int. 113

Cette publication est financée par l'Union européenne et Oxfam Novib.



Le Secrétariat international de Social Watch reçoit également un financement et le soutien de la Ford Foundation et de la Coalition des Flamands Nord Sud Mouvement 11.11.11.

Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité des ses auteurs et du réseau Social Watch et ne peut en aucun cas être considéré comme le reflet de l'avis de l'Union européenne, Oxfam Novib, la Ford Foundation et 11.11.11.

Le contenu de cette publication peut être reproduit par des organisations non gouvernementales, à des fins non lucratives, (prière d'envoyer une copie des textes en question). Toute autre forme de reproduction, de mise en mémoire ou de transmission électronique ou mécanique des données à des fins commerciales exige une autorisation préalable d'ITeM.

Conception maquette originale : MONOCROMO

Présentation graphique : FORMA ESTUDIO

Téléphone : +598 (2) 916 3273

www.formaestudio.com

Imprimé par : Gráfica Mosca

Imprimé en Uruguay

Edition réalisée en vertu de l'Art. 70 de la Loi 13.349 (Commission du Papier)

ISSN : 1688-664X

Dépôt légal : 351.920

Pour faire des commandes et des demandes de renseignements, veuillez contacter :

Social Watch

Casilla de Correo 1539

Montevideo 11000, Uruguay

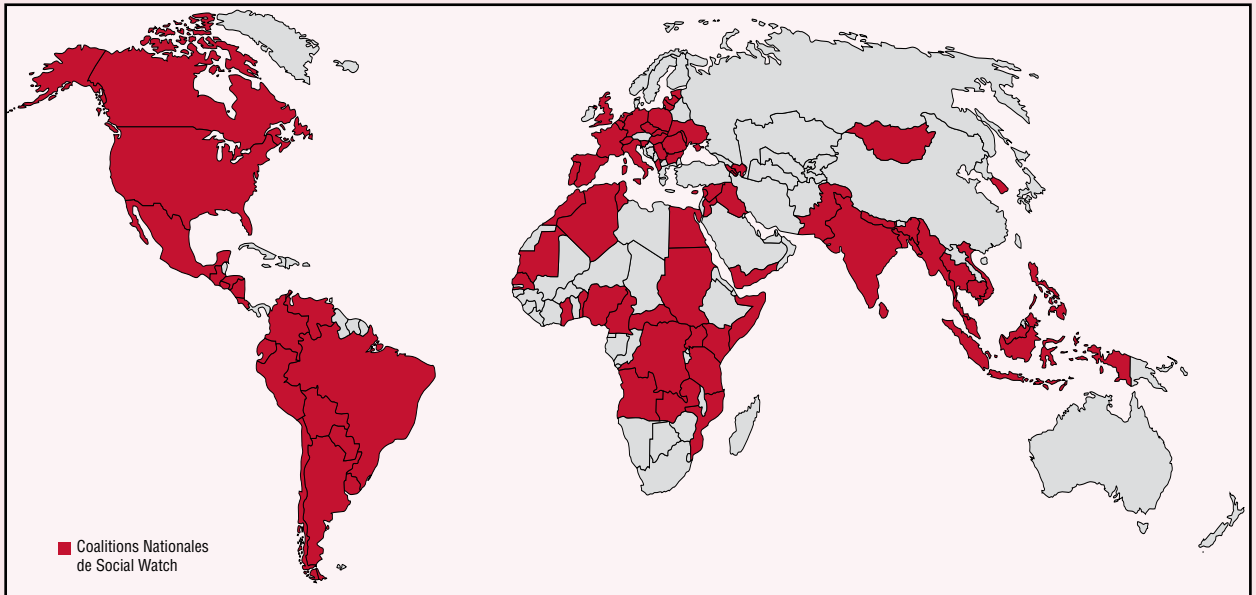
socwatch@socialwatch.org

www.socialwatch.org

Téléphone : +598 (2) 902 0490

Fax : +598 (2) 902 0490 int.113

Social Watch dans le monde



ORGANISATIONS QUI ENCOURAGENT ET DÉVELOPPENT L'INITIATIVE SOCIAL WATCH :

• ALBANIE :

Human Development Promotion Centre (HDPC), hdpc@icc-al.org

• ALLEMAGNE :

Social Watch Germany, jensmartens@globalpolicy.org, www.social-watch.de ; Coordinating Committee : Evangelischer Entwicklungsdienst (EED) ; Global Policy Forum Europe ; Terre des Hommes Germany ; Werkstatt Ökonomie ; WOMNET ; Asienhaus ; Aktion Brot für die Welt ; Deutscher Caritasverband ; DGB-Bildungswerk ; Diakonisches Werk der EKD ; FIAN Sektion der Bundesrepublik Deutschland ; Friedrich-Ebert-Stiftung ; IG Metall ; Ökumenischer Trägerkreis Armut/Reichtum – Gerechtigkeit ; Pax Christi ; Pro Asyl e.V. ; ver.di – Vereinigte Dienstleistungsgewerkschaft ; WEED (Weltwirtschaft, Entwicklung und Ökologie.e.V.)

• ALGÉRIE :

Association El Amel pour le Développement Social, mselougha@yahoo.fr ; Algerian Youth Forum

• ANGOLA :

Sindicato Nacional de Profesores (SINPROF), sinprof@angonet.org, www.sinprof.org

• ARGENTINE :

Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), parcidiaco@celes.org.ar, lroyo@celes.org.ar, www.celes.org.ar, Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos (FOCO) foco@inpade.org.ar, www.inpade.org.ar

• ARMÉNIE :

“Sociometr” Independent Sociological Research Center, svetaslan@hotmail.com

• AZERBAÏDJAN :

Public Finance Monitoring Center (PFMC), kenan@pfmc.az, www.pfmc.az

• BAHRÉÏN :

Bahrain Human Rights Society (BHRS), bhrs@bhrs.org, anhalekry@yahoo.com, www.bhrs.org/arabic/ ; Bahrain Transparency bahts@batelco.com.bh

• BANGLADESH :

Unnayan Shamannay, shamunnay@sdbd.org, www.shamunnay.org ; Action on Disability and Development (ADD) ; Bangladesh Adivasi Forum ; Campaign for Good Governance (SHUPRO) ; Community Development Library (CDL) ; Education Watch (CAMPE) ; Ganoshastho Kendro ; Manusher Jonno Foundation ; People's Health Movement (PHM) ; Steps Towards Development

• BELGIQUE :

Plateforme belge pour le travail décent coordonné par el Centre National de Coopération au Développement (CNCDC), cnccd@cnccd.be, www.cnccd.be, and 11.11.11 (North-South Flemish Cooperation), www.11.be

• BÉNIN :

Social Watch Benin, swbenin@yahoo.fr, www.socialwatchbenin.org ; Action Citoyenne pour un développement durable (ACIDU-SUSUNYUEN) ; Art-Culture Tourisme Sans Frontière (ACT-SF) ; Assistance à la Promotion de la Femme et de la Jeune Fille (APROFEJ) ; Association Béninoise de Droit du Développement (ABDD) ; Association de Lutte contre le Régionalisme, l'Ethnocentrisme et du Racisme (ALCRER) ; Association des Bonnes Volontés pour l'Excellence (ABOVE ESPOIR) ; Association des Femmes Alphabétiseuses du Bénin (AFA-BENIN) ; Association des Femmes pour le Développement Rural Intégré (AFDRI) ; Association des Instituteurs et Institutrices du Bénin (AIIB) ; Association des Jeunes pour le Progrès et le Développement de l'Éducation (AJPDE) ; Association des Personnes Rénovatrices des Technologies Traditionnelles (APRECTECTRA) ; Association Femmes et Vie (AFV) ; Association pour la Promotion des Initiatives Locales (ASSOPIIL) ; Association Vinavo et Environnement (ASSOVIE) ; Caritas-Benin ; Centre Afrika Obota (CAO) ; Centre Béninois pour l'Environnement et le Développement Économique et Social (CEBEDES) ; Centre de Réflexion et d'Action sur le Développement Intégré et la Solidarité (CeRADIS) ; Cercle d'Auto promotion pour le Développement Durable (CADD) ; Comité Inter-Africain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé de la femme et de l'enfant (CI-AF) ; Conseil des Activités Éducatives du Bénin (CAEB) ; Eglise Protestante Méthodiste du Bénin (EPMB) ; Espace & Vie ; Espoir Plus ; Flourished Youth Association (FYA-BENIN) ; Forces Nouvelles pour un Développement Humain Durable (FNDHD) ; Groupe d'Action pour l'Amour du Bien-être Familial (GABF) ; Groupe d'Action pour la Justice et l'Égalité Sociale (GAJES) ; Groupe d'Appui à l'Éducation et à la Santé de Base (GRAPESAB) ; Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et le Développement (GRAPAD) ; Groupe de Recherche et d'Action pour le Développement de la Femme au Bénin (GRAD-FB) ; Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives de Base pour un Développement Durable (GRAIB) ; Groupe de Sécurité Alimentaire

pour Tous (GSAT) ; Jeunesse Sans Frontière Bénin (JSF-ONG) ; Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES) ; Le Jour Utile-ONG (LJU) ; Le Rural ; Ligue pour la Défense du Consommateur au Bénin (LDCB) ; Nouveau Défi pour le Développement (NDD) ; Nouvelles Perspectives Afrique (NPA) ; Organisation Communautaire pour la Santé, l'Éducation et le Développement (OCSED) ; Organisation pour le Développement Économique et Social (ODES) ; Our Conviction ; Projet d'Appui aux Producteurs Agricoles du Bénin (PAPA BENIN) ; Recherche et Action pour la Promotion des Initiatives de Développement Local (RAPIDEL) ; Recherches, Actions Communautaires, Initiatives pour un Nouvel Espoir (RACINES) ; Regard sur notre Développement – Notre Santé la Sécurité Alimentaire de nos Peuples et la Prévention du Sida sur les Cotes Africaines (RD-SSAP-PSCA) ; Réseau d'Intégration des Femmes des ONG et Associations du Bénin (RIFONGA) ; Réseau de Développement d'Agriculture Durable (REDAD) ; Réseau des Journalistes Économique du Bénin (RESEAU JEB) ; Réseau Glegbenu ; SIDA HONYI ; SINAI ; SIN-DO ; Sœurs Unies à l'Œuvre (SUO) ; SUBLIME EXCELLENCE ; Syndicat National des Agents Experts Maritimes et Assimilés (SYNAEMAB) ; Syndicat National des Paysans du Bénin (SYNPA-Synergie Paysanne) ; Union des Femmes Aboméennes pour la Démocratie et le Développement (UFADD) ; Victory Way ; Women in Law and Development in Africa (WILDFAF)

• BIRMANIE :

Burma Lawyers' Council, aughtoo@csloxinfo.com, www.bic-burma.org

• **BOLIVIE :**

Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario (CEDLA), cedla@cedla.org, www.cedla.org ; Red UNITAS, Fundación ACLO Dir. General, Fundación ACLO reg. Chiquisaca, Fundación ACLO reg. Potosí, Fundación ACLO reg. Tarija, APT, CEDIB, CENDA, CEJIS Santa Cruz, CEJIS Trinidad, CEJIS Riberalta, CEJIS La Paz, Centro de Asesoramiento Multidisciplinario "VICENTE CAÑAS", CEPROMIN, CEPROMIN Oruro, CER-DET, CESA, CIAC Central, CIAC Tarija, CIAC Potosí, CIAC CINTI, CIAC Tupiza, CIDEM, CIPCA NACIONAL Biblioteca (Lola), CIPCA Beni, CIPCA Cochabamba, CIPCA Cordillera, CIPCA La Paz, CIPCA Norte (Riberalta), CIPCA Pando, CIPCA Santa Cruz, D.N.I. Nacional, D.N.I. Cochabamba, D.N.I. La Paz, D.N.I. Oruro, D.N.I. Santa Cruz, DESAFIO, INDICEP, IPTK, IICCA, ISALP, IADI, KURMI Cochabamba, KURMI La Paz, Mujeres en Acción, OASI Santa Cruz, OASI Bermejo, PIO XII, PIO XII Oruro, PIO XII Cochabamba, PROMUTAR, PIDEP, QHANA, SEMTA, TEAPRO, YUNTA

• **BRÉSIL :**

Grupo coordinador : Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (IBASE), observatorio@ibase.org.br, www.ibase.br ; **Centro Feminista de Estudos e Assessoria (Cfemea)** ; **Centro de Estudos de Segurança e Cidadania da Universidade Candido Mendes (Cesec/Ucam)** ; **Criola-Rio** ; **Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional (Fase)** ; **Instituto de Estudos Socioeconômicos (Inesc)** ; **Rede Dawn** ; Ação pela Tributação das Transações Especulativas em Apoio aos Cidadãos (Attac) ; ActionAid ; Articulação de Mulheres Brasileiras (AMB) ; Articulação de Mulheres Negras Brasileiras ; Assessoria Jurídica e Estudos de Gênero (Themis) ; Associação Brasileira de Organizações Não-Governamentais (Abong) ; Associação Brasileira Interdisciplinar de Aids (Abia) ; CEN/Fórum de Mulheres do Piauí ; Centro de Articulação de Populações Marginalizadas (Ceap) ; Centro de Atividades Culturais, Econômicas e Sociais (Caces) ; Centro de Cultura Luiz Freire ; Centro de Defesa da Criança e do Adolescente/Movimento de Emus ; Centro de Defesa dos Direitos Humanos Bento Rubião ; Centro de Estudos de Defesa do Negro do Pará ; Centro de Mulheres do Cabo (CMC) ; Centro de Pesquisa e Assessoria (Esplar) ; Cidadania Estudo Pesquisa Informação e Ação (Cepia) ; Comissão Pastoral da Terra (CPT/Fian) ; Comitê Latino-Americano e do Caribe para a Defesa dos Direitos da Mulher (Cladem) ; Comunicação, Informação e Educação em Gênero (Cemina) ; Comunidade Baha'í ; Conselho Estadual dos Direitos da Mulher (Cedim) ; Fala Preta ; Fórum da Amazônia Oriental (Faori) ; Fórum de Mulheres de Salvador ; Fórum de Mulheres do Rio Grande Norte ; Grupo de Mulheres Negras Malunga ; Instituto

da Mulher Negra (Geledés) ; Instituto de Estudos da Religião (Iser) ; Instituto de Estudos, Formação e Assessoria em Estudos Sociais (Pólis) ; Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional (Ippur/UFRJ) ; Instituto Patrícia Galvão ; Laboratório de Análises Econômicas, Sociais e Estatísticas das Relações Raciais (LAESER) ; Movimento Nacional de Direitos Humanos (MNDH) ; Nova ; Rede de Desenvolvimento Humano (Redeh) ; Rede Mulher de Educação ; Rede Saúde ; Ser Mulher – Centro de Estudos e Ação da Mulher Urbana e Rural ; SOS Corpo ; SOS Mata Atlântica

• **BULGARIE :**

Bulgarian Gender and Research Foundation (BGRF), bgrf@fastbg.net, www.bgrf.org ; BGRF Sofia, BGRF Plovdiv, BGRF Haskovo, ATTAC Bulgaria ; Bulgarian-European Partnership Association (BEPA) ; Confederation of Independent Trade Unions in Bulgaria (KNSB) ; "Demetra" Association Burgas

• **CAMBODGE :**

SILAKA, silaka@silaka.org, www.silaka.org ; NGO Committee on CEDAW ; NGO Forum on Cambodia ; Gender and Development for Cambodia GAD/C ; Women for Prosperity WFP ; Committee for Free and Fair Election in Cambodia COMFREL ; Cambodia Development Research Institute CDRI ; Cambodia Women for Peace and Development CWPDP ; Neutral and Impartial Committee for Free and Fair Election in Cambodia NICFEC

• **CAMEROUN :**

Fédération des Organisations de la Société Civile Camerounaise (FOSCAM), mballamballa2001@yahoo.fr ; andelac@yahoo.com, www.foscam.org ; **COSADER, CSP, INTERACTION, AGAGES-Consult, CRADIF, CRADEC**

• **CANADA :**

The North-South Institute (NSI), jfoster@nsi-ins.ca, www.nsi-ins.ca ; **Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA)**, ccpa@policyalternatives.ca, www.policyalternatives.ca ; **Canadian Feminist Alliance for International Affairs (FAFIA)**

• **CHILI :**

Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo (CENDA), cendachile.cl, mpascual@cendachile.cl

• **CHYPRE :**

Centre for the Advancement of Research and Development in Educational Technology (CARDET), pambos@cardet.org, www.cardet.org

• **COLOMBIE :**

Corporación Región, coregion@region.org.co, www.region.org.co ; Plataforma Colombiana Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo

• **COSTA RICA :**

Red Costarricense de Control Ciudadano, Centro de Estudios y Publicaciones Alforja, cep

ciudadania@alforja.or.cr, www.alforja.or.cr/centros/cep/ ;

Agenda Cantonal de Mujeres de Desamparados (ACAMUDE) ; Agenda Política de Mujeres ; Asociación Centro de Educación Popular Vecinos ; Asociación Centroamericana para la Economía, la Salud, y el Ambiente (ASEPESA) ; Asociación de Profesores/as de Segunda Enseñanza (APSE) ; Asociación Madreselva, Derechos Humanos y Salud Integral ; Asociación para el Desarrollo del Trabajo ; Capacitación y Acción Alternativa (PROCAL) ; Centro para el Desarrollo y Capacitación en Salud (CEDCAS) ; Colectiva por el Derecho a Decidir ; Comisión de Derechos Humanos (CODEHU) ; Coordinadora de Organizaciones Sociales para la Defensa de los Derechos de la Niñez (COSECODENI) ; Defensa de Niñas y Niños Internacional (DNI) ; Dirección de Extensión Universitaria de la Universidad Estatal a Distancia ; Federación Costarricense de Organizaciones de Personas con Discapacidad (FECODIS) ; Fundación Pedagógica Nuestra América ; Fundación Promoción ; Liga Internacional de Mujeres por Paz y Libertad (LIMPAL) ; Movimiento Diversidad ; Mujeres Unidas en Salud y Desarrollo (MUSADE) ; Redes Comunitarias de Salud de la Provincia de Puntarenas (Pacífico Central) ; Servicio de Paz y Justicia (SERPAJ) ; Sindicato de Empleados/as del Banco Nacional (SEBANA) ; Unión Nacional de Empleados de la Caja Costarricense de Seguro Social (CCSS, UNDECA)

• **ÉGYPTE :**

The Egyptian Association for Community Participation Enhancement (EACPE), cpe_eg@yahoo.com, www.mosharka.org ; National Association for Human Rights ; New Woman Centre ; Research and Resource Centre for Human Rights

• **EL SALVADOR :**

Asociación Intersectorial para el Desarrollo Económico y el Progreso Social (CIDEP), cidep@cidepelsalvador.org, www.cidepelsalvador.org ; Comité de Familiares de Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos de El Salvador "Marianela García Villas" (CODEFAM) ; Fundación Maquilishuat (FUMA) ; Centro para la Defensa de los Derechos Humanos "Madeleine Lagadec"

• **ÉQUATEUR :**

Centro de Derechos Económicos y Sociales (CDES), cdes@cdes.org.ec, www.cdes.org.ec

• **ESPAGNE :**

Plataforma 2015 y más, coordinacion@2015ymas.org, www.2015ymas.org ; **Intermon Oxfam**, info@intermonoxfam.org, www.intermonoxfam.org ; ACSUR-Las Segovias ; Arquitectos Sin Fronteras ; Asamblea de Cooperación por la Paz ; Associació Catalana per la Pau, Comisión Española de Ayuda al Refugiado (CEAR) ; Cooperació ; Economistas sin Fronteras ; Fundación

CEAR ; Instituto de Estudios Políticos para América Latina y África (IEPALA) ; Instituto de Promoción y Apoyo al Desarrollo (IPADE) ; Instituto Sindical de Cooperación y Desarrollo (ISCOD) ; Movimiento por la Paz, el Desarme y la Libertad (MPDL) ; Observatorio DESC ; Paz y Solidaridad ; PTM-mundubat ; Solidaridad Internacional

• **ESTONIE :**

Estonian Roundtable for Development Cooperation (AKÜ), anu@terveilm.net, info@terveilm.net, www.terveilm.net

• **ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :**

Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), iatp@iatp.org, www.iatp.org ; **Aspieldoch@iatp.org**, www.iatp.org ; Action Aid USA ; Center of Concern ; Global-Local Links Project ; Hunger Notes

• **FRANCE :**

Secours Catholique-Caritas France, michel-roy@secours-catholique.asso.fr, www.secours-catholique.asso.fr ; **Coordination SUD**, europa@coordinationsud.org, www.coordinationsud.org

• **GHANA :**

Network for Women's Rights in Ghana (NETRIGHT) – Convener of Social Watch Ghana : netright@twnafrica.org ; Third World Network Africa (TWN Af), ABANTU for Development (ROWA), Ghana Trades Union Congress (GTUC), General Agricultural Workers' Union of GTUC (GAWU), Gender Studies and Human Rights Documentation Centre (Gender Centre), Women's Initiative for Self Empowerment (WISE), The Coalition on the Women's Manifesto for Ghana (WMC), Integrated Social Development Centre (ISODEC), Foundation for GrassRoots Initiatives in Africa, Centre for Democracy and Development (CDD), Civic Response, National Coalition Against Water privatisation (NCAP), Institute for Democratic Governance (IDEG), Save the Children Ghana, Ghana National Association of Teachers (GNAT), Ghana Association of the Blind, Consumers Association of Ghana, Christian Council of Ghana, Ghana Registered Nurses Association (GRNA), University of Ghana Students Representatives Council, National Union of Ghana Students (NUGS), Ghana Federation of Labour, Ecumenical Association for Sustainable Agriculture and Rural Development (ECASARD), Fatale Rural Foundation, Civil Society Coalition on Land (CICOL)

• **GUATEMALA :**

CONGCOOP – COORDINACIÓN DE ONG Y COOPERATIVAS, congcoop@congcoop.org.gt, www.congcoop.org.gt ; Asociación de Desarrollo Defensa del Medio Ambiente y Recursos Naturales de Guatemala (ACCION ECOLOGICA), Asociación de Desarrollo para América Central (ADEPAC), Asociación para el Desarrollo Integral (ADI), Alternativa para el Desarrollo Ambiental (APDA), Centro de Documentación y Educación Popular (CIEP), Centro de Investigación, Estudios

y Promoción de Derechos Humanos (CIEPRODH), Coordinadora Cacchiquel de Desarrollo Integral (COKADI), Coordinadora Mesoamericana para el Desarrollo Integral (COMADEP), Consejo Cristiano de Agencias de Desarrollo (CONCAD), Federación de Cooperativas Agrícolas de Guatemala (FEDECOAG), Fundación para el Apoyo Técnico en Proyectos (FUNDATEP), Fundación para el Desarrollo Comunitario (FUNDESCO), Asociación (IDEAS), Instituto de Enseñanza para el Desarrollo Sostenible (IEPADES), Proyecto de Desarrollo Santiago (PRODESSA), Servicios y Apoyo al Desarrollo de Guatemala (SADEGUA), Servicios de Capacitación Técnica (SERCATE)

• **HONDURAS :**

Centro de Estudios de la Mujer Honduras (CEM-H), cemhhonduras@yahoo.es, anmfech@yahoo.es, www.cemh.org.hn ;
Articulación Feminista de Redes Locales ; Centro de Estudios y Acción para el Desarrollo de Honduras (CESADEH) ; Centro de Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario (CEHPRODEC) ; Marcha Mundial de la Mujeres-Capítulo Honduras ; Mujeres Sindicalistas (Sindicato de la Educación SIEMPE), Red de Mujeres Colonia Ramón Amaya Amador, Red de Mujeres Colonia Cruz Roja, Red de Mujeres del Municipio de La Paz, Red de Mujeres Jóvenes del Distrito Central, Red de Mujeres Positivas de Honduras, REDMUNA

• **HONGRIE :**

ATTAC Hungary, benyikmatyas@gmail.com, www.attac.hu ;
Foundation for the Hungarian Social Forum Movements, Hungarian Antifascist League, Karl Marx Society, Workers' Free Time Association of Ferencvaros

• **INDE :**

National Social Watch Coalition (NSWC), info@socialwatchindia.com, nationalsocialwatch@yahoo.co.in, www.socialwatchindia.net ;
Adivasi Sanghamam, Atragati, Asian Development Research Institute, Association for Democratic Reforms (ADR), Centre for Community Economics and Development Consultants Society (CECOEDECON), Centre for Policy Studies (CPS), Centre for World Solidarity (CWS), Centre for Youth and Social Development (CYSD), Community Development Foundation (CDF), Dalit Bahujan Shramik Union (DBSU), Ekta Parishad, Forum of Voluntary Organisations (West Bengal, Kolkata), Gene Campaign, Gramin Yuva Abhiikram (GYA), HOPE, Institute of Development Studies, Institute for Motivating Self Employment (IMSE), KABIR, Karnataka Social Watch, Kerala Social Watch, LJK, Madhya Pradesh Voluntary Action Network (MPVAN), Mayaram Surjan Foundation (MSF), National Centre for Advocacy Studies (NCAS), Oxfam Novib, People's Campaign for Socio-Economic Equity in Himalayas (PcfSEIH), Pratham, PRS Legislative Research, Rejuvenate India Movement

(RIM), RTDC- Voluntary Action Group (RTDC- VAG), SAFDAR, Samarthan Centre for Development Support, South Asian Network for Social and Agricultural Development (SANSAD), SPAR, Swaraj Foundation, Tamilnadu Social Watch (TNSW), Uttar Pradesh Voluntary Action Network (UPVAN), Vidyasagar Samajik Suraksha Seva Evam Shodh Sansthan, Vikas Sahyog Pratisthan (VSP), Youth for Voluntary Action (YUVA)

• **INDONÉSIE :**

Women Headed Household Empowerment Program (PEKKA), naniz@centrin.net.id ;
Alfa – Omega, ASPPUK, FITRA, Formasi Indonesia, Forum Keberdayaan Masyarakat Bengkulu, Forum LSM DIY, Forum Perempuan, Kalimantan, INFID, LP2M Padang, Nurani Perempuan, PCSF – Papua, Peningkatan Keberdayaan Masyarakat (PKM) Sultra, Perkumpulan Sada Ahmo, Perkumpulan Panca Karsa, PERSEPSI, PKBI Bengkulu, PKM Nasional, Seknas Walhi, Swara Parangnung Sulut

• **IRAQ :**

Iraqi Al-Amal Association, baghdad@iraqi-alamal.org, www.iraqi-alamal.org ;
Iraqi Council for Peace and Solidarity, Iraqi Women Network, REACH org

• **ITALIE :**

Social Watch Italian Coalition, info@socialwatch.it, jason.nardi@socialwatch.it ;
Associazione Cristiana Lavoratori Italiani (ACLI) ; Associazione Ricreativa e Culturale Italiana (ARCI) ; Campagna per la Riforma della Banca Mondiale ; Fondazione Culturale Responsabilità Etica ; Lunaria ; Mani Tese ; Sbilanciamoci ; Ucodep ; World Wildlife Fund Italy (WWF)

• **JORDANIE :**

Jordanian Women Union, jwu@go.com.jo ;
Jordanian Association to Combat Illiteracy

• **KENYA :**

Social Development Network (SODNET), sodnet@sodnet.or.ke, www.sodnet.or.ke ;
Kenya Human Rights Commission (KHRC), Kutuo Cha Sheria, Huruma Social Forum, Agakhan Foundation, Centre for Governance and Democracy (CGD), GRADLE, Kenya Organization for Environmental Education (KOE), Sustainability Watch – Kenya, Logolink

• **LETONNIE :**

MiTi Foundation, miti@telenet.lv

• **LIBAN :**

Arab NGO Network for Development (ANND), annd@annd.org, www.annd.org ;
Ecole Sociale-USJ ; Lebanese Development Forum ; Lebanese NGO Network ; Najdeh Association ; Secours Populaire Libanais

• **LITUANIE :**

Centre for Civic Initiatives, girvydas@pic.lt, www.pic.lt

• **MALAISIE :**

Third World Network (TWN), twnet@po.jaring.my, www.twinside.org.sg ;

Consumers' Association of Penang, meenaco@pd.jaring.my ;
Cini Smallholders' Network ; Penang Inshore Fishermen Welfare Association ; Sahabat Alam Malaysia (Friends of the Earth, Malaysia) ; Teras Penguapayaan Melayu

• **MALTE :**

Koperazzjoni Internazzjonali (KOPIN), kopin@maltforum.org, jmsammum@maltanet.net, www.kopin.org

• **MAROC :**

Espace Associatif, contact@espace-associatif.ma, www.espace-associatif.ma ;
Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM) ; Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) ; Organisation Marocaine des Droits Humains (OMDH) ; Union Marocaine du Travail (UMT) ; Transparency Maroc ; Réseau pour le droit à la santé ; Association de Développement Local Rabat (ADL) ; Association Professionnelle des Tapissiers ; Association Chantier Jeunesse ; Association Marocaine pour l'Education de la Jeunesse ; Confédération Démocratique du Travail ; Organisation Démocratique du Travail ; Forum des Economistes Marocains ; Centre d'Etudes et de Recherches Aziz Blal (CERAB) ; Coordination contre la cherté de la vie ; Said SAADI ; Abderrahim DIAB

• **MAURITANIE :**

Réseau des organisations de la société civile pour la Promotion de la Citoyenneté (RPC), resrpe@gmail.com, dogoii56@yahoo.fr

• **MEXIQUE :**

DECA Equipo Pueblo, pueblodip@equipopueblo.org.mx, www.equipopueblo.org.mx ;
ESCR civil society coordination forum (Espacio Desc) :

DECA Equipo Pueblo ; Casa y Ciudad de Coalición Hábitat México ; Cátedra UNESCO de Derechos Humanos de la Universidad Nacional Autónoma de México ; Centro de Estudios Sociales y Culturales Antonio de Montesinos (CAM) ; Centro de Derechos Humanos Miguel Agustín Pro Juárez (PRODH) ; Centro de Reflexión y Acción Laboral (CEREAL) de Fomento Cultural y Educativo ; Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (CMDPDH) ; Defensoría del Derecho a la Salud Chiapas ; FIAN Sección México, Instituto Mexicano para el Desarrollo Comunitario (IMDEC) – Guadalajara ; Liga Mexicana de Defensa de Derechos Humanos (LIMEDDH) ; Oficina Regional para América Latina y el Caribe de la Coalición Internacional del Hábitat ; Radar-Colectivo de Estudios Alternativos en Derecho

• **Mongolie :**

Democracy Education Centre (DEMO), demo@magicnet.mn, www.demo.org.mn

• **MOZAMBIQUE :**

Liga Moçambicana dos Direitos Humanos, cnesta@gmail.com ;
Grupo Moçambicano da Divida ;

Associação dos Parlamentares Europeus para Africa (AWEPA) ; Rede de Organizações Contra Sida (MONASO) ; Sociedade Aberta ; Jornalistas Para os Direitos Humanos

• **NÉPAL :**

Rural Reconstruction Nepal (RRN), akarki@rrn.org.np, sarba@rrn.org.np, prajeena@rrn.org.np, www.rrn.org.np ;
National Alliance for Human Rights and Social Justice (the national network of more than 1,000 human rights organisations) ; Child Workers Concern Centre (CWIN) ; NGO Federation of Nepal (the national network of more than 4,500 NGOs) ; General Federation of Nepalese Trade Union ; South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE) ; LDC Watch ; Jagaran Nepal ; Children-Women in Social Service and Human Rights (CWISH)

• **NICARAGUA :**

Coordinadora Civil (CC), mquintana@ccer.org.ni, fmoreira@ccer.org.ni, www.ccer.org.ni ;
Acción Ciudadana ; Asociación de Mujeres Nicaragüenses Luisa Amanda Espinoza (AMNLAE) ; Consejo de la Juventud de Nicaragua (CJN) ; Coordinadora de ONGs que trabajan con la Niñez y la Adolescencia (CODENI) ; Federación de Organismos No Gubernamentales (FONG) ; Federación de Organizaciones por la Rehabilitación e Integración (FECONORI) ; Foro de Educación y Desarrollo Humano (FEDH) ; Mesa Agropecuaria y Forestal (MAF) ; Movimiento Comunal Nicaragüense (MCN) ; Movimiento Pedagógico Nicaragüense (MPN) ; Red de Mujeres contra la Violencia ; Red Nicaragüense de Comercio Comunitario (RENICC) ; Red Nicaragüense por la Democracia y el Desarrollo Local ; Red de Vivienda ; Unión Nacional de Agricultores y Ganaderos (UNAG)

• **NIGÉRIA :**

Social Watch Nigeria : Socio Economic Rights Initiative (SRI), sri@hyperia.com, seri@hyperia.com, onyegur@hyperia.com, onyegur@yahoo.com ;
Africa Youth Growth Foundation ; Campaign for Child's Right and Survival (CCRS) ; Care and Action Research (CaRE-NGO) ; Chiamaka Cooperative Union ; Christian Foundation for Social Justice & Equity ; Community Conservation Initiative ; Community Health and Development Advisory Trust (COHDAT) ; Community Life Advancement Project (CLAP) ; Conscientizing against Injustices and Violence (CAN) ; Credit & Thrift Society ; Daughter of Virtue and Empowerment Initiatives (DOVENET) ; Destiny Daughters of Nigeria (DEDAN) ; Federated Ebony! Women Association (FEWA) ; Friendly Environment and Human Development Foundation (FEHDF) ; Initiative Development Now (IDN) ; International Centre for Youth Development (ICYD) ; Kanewa Women Group ; Life Intervention Project (LIP) ; Methodist Diocese of Enugu ; Mindset and Community Advancement

Operations (MICADO) ; National Council of Women Societies (NCWS Abia State Branch) ; National Productivity Centre Coop ; Natural Resources Development Motivators ; Nigerian Concerned Group for Environment, Population and Development ; NOB Movement for the Less privileged ; Oasis of the Elderly, Youth & Family Development (OEYFAD) ; Osa Foundation ; Otia Development Foundation ; People's Rights Organization (PRO) ; Rural Life Improvement Foundation (RULIF) ; Safe Motherhood & Child Survival Organization of Africa (SMACS) ; Safe Motherhood Ladies Association (SMLAS) ; SEDAfrICA ; Survival Foundation Network (SUFON) ; Volunteer Societies of Nigeria Organization on AIDS (VOSONOA) ; Women Empowerment and Poverty Alleviation (WEPA) ; Women in Nigeria (WIN) ; Women in Nigeria (WIN), Imo State ; Women of Virtue ; Women Survival and Development Association ; Women United for Economic Empowerment (WUEE) ; Youth Resource Development Education and Leadership Center for Africa (YORDEL AFRICA)

• **UGANDA :**

Development Network of Indigenous Voluntary Association (DENIVA)
deniva@utonline.co.ug, info@deniva.org.ug, www.deniva.org.ug ;
 Acoke Rural Development Initiatives (ARDI) ; Action Aid Uganda ; Action for Development (ACFODE) ; Action for Slum Health and Development ; Action for Youth Organization Uganda ; Action Line for Development (ALFORD) ; Action to Positive Change on People with Disabilities ; Adult Education Centre ; Adyaka Orphan Development Initiatives (AODI) ; Africa 2000 Network Uganda ; Africa for Christ International ; African Child Care Foundation ; African International Christian Ministry (AICM) ; Agency for Promoting Sustainable Development Initiative (ASDI) ; Agriculture and Rural Development Programme ; Akiika Embuga Women's Self Help Association ; Akwata Empola Women Development Association ; Anaka Foundation Gulu ; Anthony Youth Development Association (AYDA) ; Anti Corruption Coalition Uganda (ACCU) ; Arua District Farmers Association ; Arua District Indigenous NGO Network (ADINGON) ; Awake Bushenyi ; Bagya Basaaga Orange Freshed Potato Growers and Processors (BBOFPGAP) ; Bahai Faith International National Spiritual Assembly of The Bahai of Uganda ; Bakatawamu Information and Development Empowerment (BIDE) ; Bakonzo Culture Association ; Balyalwoba Rehabilitation and Development Agency (BARDEA) ; Banyo Development Foundation ; Basic Needs UK in Uganda ; Bedmot Child and Family Programme ; Benevolent Support Child Programme Kampala ; Bidhompola Community Development Association Mayuge (BICODA) ; Bileafe Rural Development Association (Arua) ; Blessings Christian Rehab Ministries ;

Blind But Able Self Help Project ; Budde Women's Development Association ; Budongo Forest Community Development Organization (BUCODO) ; Bugiri District Literacy and Adult Education Network (BLAEN) ; Bugisu Civil Society Forum (BUCINET) ; Build Up Again Ex Prisoners Association (BAP) ; Bukogolwa Widows and Orphans Care Centre ; Bundibugyo Association of the Disabled ; Bundibugyo District NGOs/CBs Forum ; Bunyoro Youth Development Network ; Bushenyi District Civil Society Organization Forum (BUDCOF) ; Buso Foundation ; Buwagi Rural Development Foundation ; Ceazaria Complex Public Library ; Centre for Community Enterprise ; Centre for Conflict Resolution (CECORE) ; Centre for Environmental Technology and Rural Development (CETRUD) ; Centre for Peace Research (CPR) ; Centre for the Integrated Development ; Child Aid International Lyantonde ; Christian Children's Network International ; Community Action for Rural Development Association (CARD) ; Community Based Rehabilitation Alliance (COMBRA) ; Community Development Resource Network (CDRN) ; Community Effort for Women Development Concerns (CEWDCO) ; Community Empowerment Partnership ; Community Health and Development Association-Uganda (COHEDA-Uganda) ; Community Integrated Development Initiatives ; Concern for the Girl Child ; Cultural Agency for Social and Environment Development (CASRDEN) ; Development and Rehabilitation Organization (DABO) ; Development Training and Research Centre (DETREC) ; Ebnezer Rural Ministries Uganda (ERIMU) ; Engabu Za Tooro Tooro Youth Platform for Action ; Enhance Abilities Initiatives (EAI) ; First African Bicycle Information Office (Fabio) ; Forum for Women in Democracy ; Foundation for Development and International Links (FODILI) ; Foundation for Human Rights Initiatives (FHRI) ; Foundation for Rural Development (FORUD) ; Foundation for Rural/Urban Poverty Alleviation (FORUPA) ; Foundation for Urban and Rural Advancement (FURA) ; Foundation for Young Orphans (FYO) ; Fountain of Hope Ministry Pader ; Friends in Need Association (FINA) ; Friends of Orphans Pader ; Friends Orphanage School ; General Community Development Association ; Genesis Microfinance Bureaux Ltd (Genefina) ; German Development Services ; Goal Uganda ; God's Mercy Uganda (Traditional Herbs) ; Good Hope Foundation for Rural Development ; Gospel Pace-Setting Ministries (GPM) ; Grass Root Women Development Organization (GWODEO) ; Green Pasture Christian Outreach ; Gukwatamanzi Farmers Association Ltd ; Gulu Community Based Management Network Project (GCBMNT) ; Gulu District NGO Forum (GDNF) ; Gulu Foundation Community Based Rehabilitation ; Gulu Women Empowerment Network ; Gwosusa

Emwanyi Women's Association ; Habitat for Humanity ; Hamukungu Women Association Group ; Hewasa Health through Water and Sanitation Programme ; HIV/AIDS Care and Support Project ; Holistic Services for Uganda ; Hope after Rape ; Hope Association ; Huys Link Community Initiative ; Ibanda Rural Development Promoters ; Ibanda Zero Grazing Association (IZGA) ; Iganga District NGO/CBO Forum ; Ikongo Rural Development Association ; Initiative for Women Equation (IWE) ; Integrated Care and Development Initiative ; Integrated Environmental Defence (INED) ; Integrated Family Development Initiatives (IFDI) ; Integrated Rural Development Initiatives ; International Anti Corruption Theatre Movement ; International Child Welfare Organization ; International Institute for Cultural and Ethical Development ; Jamii Ya Kupanatisha ; Jinja Diocesan Coordinating Organization (JIDDECO) ; Jinja Mothers' Savings and Credit Scheme ; Joint Energy and Environment Project (JEEP) ; Joint Energy to Save the Environment (JESE) ; Jonam Development Foundation ; Kabale District Civil Society Organizations Network ; Kabale Civil Society Forum (KACSOF) ; Kabale Farmers Networking Association ; Kabarole Intergrated Women's Effort in Development (KIWED) ; Kabarole NGOs and CBOs Association (KANCA) ; Kabarole Research and Resource Centre (KRC) ; Kabbo Women's Assistance Finance and Project ; Kabongo Women's Group / Dodoth Community Based Development Association ; Kakuuto Network of Indigenous Voluntary Associations (KANIVA) ; Kamengo Business Institute ; Kamuli Lutheran Church ; Kamuli Lutheran Church HIV/AIDS Care and Support Project ; Kamuli Network of NGOs (KANENGO) ; Kamwenge Bee Keepers Cooperative ; Kamwenge District Indigenous Voluntary Organizations Network (KADIVDO) ; Kanyenze Rural Women's Organization ; Kapchorwa Civil Society Organizations Alliances (KACSOA) ; Karambi Women's Association ; Kasangati Orphans Fund Society ; Kasawo Namuganga Development Association ; Kaserengethe Rural Development Initiative Women Group ; Kasese District Development Network ; Kasilo Christian Youth Association ; Katakwi Evangankinos People Living with AIDS (HIV/AIDS (KEPLWA) ; Kayunga District Farmers Association ; Kibaale District Civil Society Network ; Kibuku Multipurpose Cooperative Society Ltd ; Kicwamba Nyankuku Rural Development ; Kigezi Health Care Foundation ; Kigulu Development Group ; Kiima Foods ; Kiira Adult Education Association ; Kinawataka Women Initiative ; Kinyamaseke United Women Club ; Koboko Civil Society Network ; Koka Women Development Programme ; Kumi Network of Development Organizations ; Kumi Pentecostal Assemblies of God ; Kyakulumbye Development Foundation ; Kyebando

Associates Club ; Lira Community Development Association ; Literacy and Adult Basic Education ; Little Sister of St. Francis ; Makindye Multipurpose Youth and Vendors Group-CBO ; Malukhu Youth Development Foundation ; Masindi District Education Network ; Matilong Youth Mixed Farming Organization ; Mbarara District Civil Society Organizations Forum ; Mengo Child and Family Development Project Ltd ; Mpigi Widows Entrepreneurs (MWEA) ; Mpigi Women Development Trust (MWODET) ; Ms Uganda ; Mt. Rwenzori Initiative for Rural Development ; Mukono Multipurpose Youth Organization (MUMYO) ; Musingi Rural Development Association ; Nabinyonyi Development Group ; Namutumba District Civil Societies Network ; Nangabo Environment Initiative (NEI) ; National Community of Women Living with HIV/AIDS (Nacwola) Kamuli ; National Foundation for Human Rights in Uganda (FHRI) ; National Union of Disabled Persons in Uganda (NUDIPU) ; National Women Association for Social & Education Advancement ; Ndiima Cares Association (NDICA) ; Network of Ugandan Researchers and Research Users (NURRU) ; Ngeye Development Initiative (NDI) ; Nile Vocational Institute (NVI) ; Northern Uganda Rural Association ; Northern Uganda Vision Association ; Ntulume Village Women's Association ; Ntungamo District Farmers Association ; Ntungamo District Local Government CBO ; Ntungamo District NGOs/CBOs Forum ; Ntungamo Rural and Urban Development Foundation ; Nyabubare United Group ; Nyio Development Association ; Organization for Rural Development ; Osia Integrated Farmers' Cooperative ; Palissa Development Initiative ; Palissa District NGOs/CBOs Network ; Pamo Volunteers ; Participatory Initiative for Real Development (PIRD) ; Participatory Rural Action for Development ; Peace Foundation ; Plan International Kampala ; Poverty Alert and Community Development Organization (PACDO) ; Poverty Alleviation Credit Trust ; Prayer Palace Christian Centre Kibuye ; Protecting Families against HIV/AIDS (PREFA) ; Rakai Children Trust ; Rakai Community Strategy for Development (RUCOSDE) ; Redeemed Bible Way Church Organization ; Riamiriam Moroto Nakapiripiriti Civil Society Network ; Ruhama Bee Keeping Group ; Rural Initiative for Community Empowerment ; Rural Initiatives Development Foundation (RIDF) ; Rural Productivity for Development Africa ; Rushenyi Youth Drama Actors ; Rushooka Orphans Education Centre ; Rwenzori Agriculture Diversification Promotion Organization ; Rwenzori Information Centre (RUCNET) ; Rwenzori Organization for Children Living Under Difficult Circumstances ; Rwenzori Peace Bridge of Reconciliation ; Rwoho Bakyara Twimusyane Tukore ; Samaritan Partners for Development ; Saving and Credit Society ; Single Parents Association of

Uganda ; Small World Counselling Health Education Association ; Soroti District Association of NGOs/CBOs Network ; Soroti Rural Development Agency ; South Eastern Private Sector Promotion Enterprise Limited ; Spiritual Assembly of Uganda ; St. Francis Tailoring Helper Programme ; Sustainable Agriculture Society of Kasese ; Sustainable Agriculture Trainers Network ; Talent Calls Club ; Tecwaa Child and Family Project Bweyale-Masindi ; Temele Development Organization (TEMEDO) ; The Aged Family Uganda ; The Forestry College at Nyabeyya ; The Modern Campaign against Illiteracy ; The Organization for the Emancipation of the Rural Poor ; The Uganda Reach the Aged Association ; The United Orphans Association ; The Youth Organization for Creating Employment ; Tirinyi Welfare Circle ; Tororo Civil Society Network ; Tororo District NGO Forum ; Trinita Rural Integrated Community Development Association ; Tripartite Training Programme ; Triple B Kasese Community ; Tukole Women's Group ; Tusubira Health and Research Foundation ; Twezimbe Rural Development Organization ; Uganda Change Agent Association ; Uganda Christian Prisoners Aid Foundation ; Uganda Church Women Development Centre ; Uganda Coalition for Crisis Prevention (UCCP) ; Uganda Development Initiatives Foundation ; Uganda Environmental Education Foundation ; Uganda Environmental Protection Forum (UEPF) ; Uganda Gender Resource Centre ; Uganda Human Rights Activists ; Uganda Indigenous Women's Club ; Uganda Joint Action for Adult Education ; Uganda Martyrs Parish ; Uganda Media Women's Association ; Uganda Mid Land Multipurpose Development Association ; Uganda Mid Land Multipurpose Development Foundation ; Uganda National Action on Physical Disabilities (UNAPD) ; Uganda Orphans Rural Development Programme ; Uganda Project Implementation and Management Centre (UPIMAC) ; Uganda Restoration Gospel Churches Organization ; Uganda Rural Development and Training Programme ; Uganda Rural Self Help Development Promotion (SEDEP) ; Uganda Support for Children and Women Organization ; Uganda Women Foundation Fund ; Uganda Women Tree Planting Movement ; Uganda Women's Finance and Credit Trust Limited ; Uganda Women's Welfare Association ; Uganda Women's Effort to Save Orphans ; Uganda Young Men's Christian Association ; Uganda Youth Anti AIDS Association ; UN Association of Uganda ; United African Orphanage Foundation ; United Humanitarian Development Association ; United Orphanage School ; Urban Rural Environment Development Programme ; Victoria Grass Root Foundation for Development ; Voluntary Service Team Mubende ; Voluntary Services Overseas ; Voluntary Services Trust Team ; Volunteer Efforts for

Development Concerns ; Vredeseilandan Coopibo-Uganda ; Wakiso Environment Conservation and Development Initiative ; Wera Development Association ; Women Alliance and Children Affairs ; Women Together for Development ; World Learning Inc ; World Light Caring Mission Initiative ; Youth Alliance in Karamoja (YAK) ; Youth Development Foundation ; Youth Development Organization-Arua ; Youth Initiative for Development Association ; Youth Organization for Social Education and Development

• **PAKISTAN :**
Civil Society Support Programme (CSSP), csspsindh@yahoo.com, soonharani@yahoo.com ; **Indus Development Foundation,** qureshiaijaz@yahoo.com

• **PALESTINE :**
Palestinian NGO Network (PNGO), j_allam@hotmail.com ; Arab Association for Human Rights, Bisan Center for Research and Development

• **PARAGUAY :**
Decidamos, Campaña por la Expresión Ciudadana, direccion@decidamos.org.py, www.decidamos.org.py ; Educación Comunicación y Tecnología Alternativa (BASE-ECTA) ; Centro de Documentación y Estudios (CDE) ; Centro de Estudios Paraguayos Antonio Guasch (CEPAG) ; FE Y ALEGRÍA Movimiento de Educación Popular Integral ; ÑEMONGUETARA Programa de Educación y Comunicación Popular ; Servicio de Educación y Apoyo Social (SEAS-AR) ; Servicio de Educación Popular (SEDUPO) ; Servicio Paz y Justicia Paraguay (SERPAJ-PY)

• **PAYS-BAS :**
OXFAM-NOVIB Netherlands, sita.dewklier@oxfamnovib.nl, www.oxfamnovib.nl ; **National Committee for International Cooperation and Sustainable Development (NCDD)**

• **PÉROU :**
Comité de Iniciativa, Grupo de Acción Internacional de la Conferencia Nacional sobre Desarrollo Social (CONADES), cedep@cedepperu.org, hecbejar@yahoo.com, www.conades.org.pe ; Asociación Nacional de Centros de Investigación, Promoción Social y Desarrollo ; Centro de Estudios para el Desarrollo y la Participación (CEDEP) ; Grupo de Economía Solidaria ; Grupo Género y Economía ; Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Comité Perú ; Red Jubileo 2000

• **PHILIPPINES :**
Social Watch Philippines, sowat@info.com.ph ; Action for Economic Reforms (AER) ; ALAGAD-Mindanao ; Albay NGO-PO Network ; Alliance of Community Development Advocate ; Alliance of Community Development Advocates Provincial NGO Federation of Nueva Vizcaya ; Alliance of Concerned

Teachers(ACT) ; Alternate Forum for Research in Mindanao (AFRIM) ; Alternative Community-Centered Organization for Rural Development (ACCORD) ; Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development (ANGOC) ; Bantay Katilingan ; Banwang Tuburan ; BAPAKA ; Bataan NGO-PO Network ; Bisaya Alliance Growth and Sustainable Sugar Estate (BAGASSE) ; Bohol Alliance of Non-Governmental Organizations (BANGON) ; Broad Initiative for Negros Development (BIND) ; CARET Inc. ; Caucus of Development NGO Networks (CODENGO) ; Caucus on Poverty Reduction ; CCAGG ; CCF Reconciliation Center ; Center for Migrant Advocacy Philippines (CMA-Phils.) ; Center for Policy and Executive Development (CPED) ; Centro Saka, Inc. ; Civil Society Network for Education Reforms (E-Net) ; CMLC ; COMPAX-Cotabato ; Co-Multiversity ; Convergence ; Daluyong Ugnayan ng mga Kababaihan (National Federation of Women's Group) ; DAWN-Southeast Asia / Women & Gender Institute ; Earth Savers Movement ; Ecowaste Coalition ; ELAC-Cebu ; Emancipatory Movement for People's Empowerment ; Focus on the Global South – Philippine Program ; Freedom from Debt Coalition (FDC) ; Global Call to Action Against Poverty – Philippines ; Health Care without Harm ; IBASSMADC ; Iloilo Code of NGOs ; Indicative Medicine for Alternative Health Care System Phils., Inc. (INAM) ; Initiatives for International Dialogue (IID) ; Institute for Popular Democracy (IPD) ; Institute for Social Studies and Action (ISSA) ; Institute of Public Health Management (IPHM) ; Integral Development Services, Phils. (IDS-Phils) ; Jaro Archdiocesan Social Action Center ; Jihad Al Akbar ; Justice for Peace and Integrity of Creation-Integrated Development Center (JPIC-IDC) ; KAMAM ; Kaisampalad ; Kalipunan ng Maraming Tinig ng Manggagawang Inpormal (KATINING) ; Kasanyagan Foundation Inc. (KFI) ; Kinayahan Foundation ; Kitanglad Integrated NGO's (KIN) ; Konpederasyon ng mga Nobo Esihano para sa Kalikasan at Kaayusang Panlipunan ; La Liga Policy Institute ; Labing Kubos Foundation, Inc. ; Lubong Salakniban Movement ; Management & Organizational Development for Empowerment (MODE) ; Medical Action Group (MAG) ; Micah Challenge ; Midsayap Consortium of NGOs and POs ; Mindanao Land Foundation (MLF) ; Mindanawon Initiative for Cultural Dialogue ; Multi-sectoral organization of CSOs for environmental and development in Marinduque (KASAMAKAPA) ; Nagkakaisang Ugnayan ng mga Manggagawa at Magsasaka sa Niyugan (NIUGAN) ; National Council of Churches in the Philippines(NCCP) ; NATRIPAL ; NEGRONET ; Negros Oriental Center for People's Empowerment (NOCFED) ; NGO-PO Network of Quezon ; NGO-PO of Tabaco City ; Oxfam Great Britain ; Paghiliusa sa Paghidaet-Negros ; Panaghugpong sa Gagmayng Bayanihang

Grupo sa Oriental Negros (PAGBAGO) ; Participatory Research Organization of Communities and Education towards Struggle for Self Reliance (PROCESS Bohol) ; Partido Kalikasan ; Partnership for Clean Air ; Peace Advocates Network ; Philippine Alliance of Human Rights Advocates (PAHRA) ; Philippine Center for Investigative Journalism (PCIJ) ; Philippine Human Rights Info Center ; Philippine Network of Rural Development Institutes (PhilNet-RDI) ; Philippine Partnership for the Development of Human Resources in Rural Areas -Davao ; Philippine Rural Reconstruction Movement (PRRM) ; Phil-Net Visayas ; Piglas Kababaihan ; PIPULI Foundation, Inc. ; Positive Action Foundation Philippines, Inc. (PAFPI) ; Public Services Labor Independent Confederation (PSLink) ; Research and Communication for Justice and Peace ; Rice Watch and Action Network (RWAN) ; Rural Development Institute of Sultan Kudarat (RDISK) ; Rural Enlightenment and Accretion in Philippine Society (REAPS) ; SAMAPACO ; SARILAYA ; Save the Ifugao Terraces Movement (SITMO) ; Silliman University ; Social Action Center of Malaybalay Bukidnon ; Southeast Asia Regional Initiatives for Community Empowerment (SEARICE) ; Student Council Alliance of the Philippines (SCAP) ; Sustainability Watch ; Tambuyog Development Center ; Tanggol Kalikasan ; Tarbilang Foundation ; Task Force Detainees of the Philippines (TFDP) ; Tebtebba Foundation, Inc. ; Technical Assistance Center for the Development of Rural and Urban Poor (TACDRUP) ; The Community Advocates of Cotabato ; Third World Studies Center (TWSC) ; U.S. Save the Children ; Unity for the Advancement of Sus Dev and Good Governance ; Unlad Kabayan ; UPLift Philippines ; Womanwatch Philippines ; Youth Against Debt (YAD)

• **POLOGNE :**
KARAT Coalition, secretariat@karat.org.pl, www.karat.org.pl ; **The Network of East-West Women (NEWW-Polska),** neww@neww.org.pl, www.newwww.org.pl

• **PORTUGAL :**
Oikos-Cooperação e Desenvolvimento, jjfernandes@oikos.pt, caterina_cordas@hotmail.com, www.oikos.pt ; Portuguese Network of Local Development Associations (ANIMAR) Portuguese National Platform of Development NGOs (Plataforma Nacional de ONGD)

• **RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE :**
Syrian Environment Association (SEA), sea-sy@scs-net.org, www.sea-sy.org

• **RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :**
Groupe d'Action de PAix et de FORMation pour la Transformation (GAPAFOT), crosiribi@yahoo.fr, gapafot@yahoo.fr, www.grip.org/ratal/membres/gapafot.htm

• **RÉPUBLIQUE DE CORÉE :**
Citizens' Coalition for Economic Justice (CCEJ), suyoung@ccej.or.kr, iccej@ccej.or.kr, www.ccej.or.kr

• **RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE :**
National Women's Studies and Information Centre "Partnership for Development", cpd@progen.md, www.progen.md

• **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO :**
Centre Africain d'Echange Culturel, b.schombe@gmail.com, www.societecivile.cd

• **RÉPUBLIQUE TCHÈQUE :**
Ecumenical Academy Prague, tozicka@ceskoprotichudobe.cz, ekumakad@volny.cz, www.ekumakad.cz ;
Advanced Development Technologies ;
Centre of Global Studies ; Gender Studies, o.p.s. ; Forum 50%

• **RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE :**
Southern Africa Human Rights NGO Network (SAHRINGON)-Tanzania Chapter, sahringontz@yahoo.com, rshilamba@yahoo.com ;

The Legal and Human Rights Centre (LHRC), National Legal Assistance (NOLA), Taaluma Women Group (TWG), Journalists' Environmental Association of Tanzania (JET), Women in Law and Development in Africa (WILDAF), Women's Legal Aid Centre (WLAC), Children Education Society (CHESO), Disabled Organization for Legal Affairs and Social Economic Development (DOLASED), Chama Cha Walemavu Tanzania (CHAWATA), Action for Relief and Development Assistance (AFREDA), Environmental and Human Rights Organization (ENVIHURO), Tanzania Volunteer Women Association (TAWOVA), Association for the Prevention of Torture (APT), Tanzania Media Women's Association (TAMWA), Tanzania Gender Networking Programme (TGNP), Tanzania Home Economics Association (TAHEA), Environmental Human Rights Care and Gender Organization (ENVIROCARE), Women Advancement Trust (WAT), United Nations Association of Tanzania (UNA-Tanzania), Women's Research and Documentation Programme, Tanzania Youth Awareness Trust Fund (TAYOA), Walio Katika Mapambano Na Aids Tanzania (WAMATA), Development Peace and Human Rights Centre (DPHRC), Lumbesa Group, Economic, Health and Social Development Association, Hakielimu, Tanzania Women and Children Welfare Centre (TWCWC), Tanzania Women Lawyers' Association (TAWLA), The Leadership Forum, The Human Rights Centre for Disabled Persons (HRCDP), PCNW, Environmental and Human Rights Organization (ENVIHURO), Upendo Women's Group, Tanzania Youth Association, Campaign for Good Governance (CGG), Centre for Human

Rights Promotion (CHRP), Kagera Group for Development (KADGE), Women Economic Group Co-ordinating Council, Tanzania Mineworkers Development Organization (TMDO), Mbozi Biogas and Environmental Protection Association (MBEPA), Kilimanjaro Women Information Exchange and Consultancy Company Limited (KWIECO), Centre for Social Ethics, Morogoro Parelegal Centre, Mwanza Women Development Association (MWDA), Kivulini Women's Rights Organization, Kuleana Center for Children's Rights Profile, Youth Partnership Countrywide (YPC), Wazee Na Ukimwi Singida (WAUSI), Paralegal Aid Scheme for Women and Children, Mategemo Group Mlalo (MGM), Tanga Aids Working Group (TAWG), Zanzibar Legal Services Centre, Umoja Wa Walemavu Zanzibar

• **ROUMANIE :**
Civil Society Development Foundation (FDSC), fdsc@fdsc.ro, valentin.burada@fdsc.ro, www.fdsc.ro ;
Asociatia pentru Dezvoltarea Organizatiilor (SAH ROM) ; Asociatia Specialistilor in Resurse Umane (AUR) ; Confederatia Caritas Romania

• **ROYAUME-UNI :**
Oxfam GB for UK Coalition against Poverty, eileen.devaney@ukcap.org, cecily.craven@ukcap.org, www.oxfam.org.uk ;
Anti Poverty Network Cymru (APNC), Wales ; European Anti Poverty Network, England ; Northern Ireland Anti Poverty Network (NIAPN) ; Poverty Alliance (PA), Scotland ; Trades Union Congress of the UK (TUC)

• **SÉNÉGAL :**
Association pour le Développement Économique Social Environnemental du Nord (ADESEN), adesen@yahoo.com ;
ACAPES ; ENDA Tiers-Monde

• **SERBIE :**
Association Technology and Society, dana@eunet.rs, mirad@eunet.rs, www.eccf.su.ac.yu/tid/english.htm ;
Victimology Society of Serbia vds@eunet.rs, www.vds.org.yu, Group 484 ms@grupa484.org.rs www.grupa484.org.rs

• **SLOVAQUIE :**
Slovak-European Cultural Association (FEMAN), daniel.kimovsky@upjs.sk ;
University of Pavol Jozef Šafárik in Košice

• **SLOVÉNIE :**
Humanitas, info@humanitas.si, www.humanitas.si

• **SOMALIE :**
Somali Organization for Community Development Activities (SOCDA), socda@socda.org, socda@globalsom.com ;

Afgoi Agricultural Development Organization (AADO) ; Afgoi Center for Education and Community Development (ACECOD) ; Banadir University ; Baniadam Relief and Development Organization ; Civil Society in Action ; Coalition of Grassroots Women Organization (COGWO) ; Community Organization for Relief and Development (CORD) ; Dr. Ismael Jumale Human Rights Organization (DIJHRO) ; Elman Peace and Human Rights ; Hamar University Islamic University ; HINNA ; Horn Relief ; Humanitarian Agency for Relief & Development (HARDO) ; Iida Women Development Organization ; Iiman Women Development Organization ; Indian Ocean University ; Iniskoy Human Rights Organization ; Isha Human Rights Organization ; Kalsan Voluntary Organization for Women (Kalsan) ; Mogadishu Standard Newspaper (Independent newspaper) ; Mogadishu University ; Muslim Aid ; Network for Somali NGOs (NETSON) ; Network in Somalia (FPENS) ; North and South Somali Women Widows Group ; Peace Action Society for Somalia (PASS) ; Peace and Human Rights Network (PHRN) ; Pen Network ; Private Formal Education ; Resource Management Somali Network (RMSN) ; Saacid Voluntary Organization ; School Association for Formal Education (SAFE) ; Sifa Women Voluntary Organization ; SIRWA ; Somali Business Women Association (SBWA) ; Somali Consultant Association (SOCA) ; Somali Engineering Union ; Somali Health Care Organization (SHCO) ; Somali Independent Newspaper Association (SOINA) ; Somali Institute of Management & Administration Development (SIMAD) ; Somali Journalists Network (SOJON) ; Somali Law Society ; Somali National Network of AIDS Service Organization (SONNASO) ; Somali Peaceline ; Somali Rehabilitation Relief and Development Organization (SORRDO) ; Somali Scout Organization (SSO) ; Somali Women Journalist (SOWJA) ; Somali Young Women Activist (SOYWA) ; Somali Youth Council ; Somalink Relief and Development Organization ; SSWC ; Subiye Development Volunteer Organization ; Tadamon Social Society (TASS) ; Talowadaag Network ; Ummu Ruman Women Organization ; Umul Kheyir ; Wanle Weyn Human Rights and Development Organization ; We Are Women Activists (WAWA) ; Women Care Organization (WOCA) ; Youth Anti HIV/AIDS (YAA) ; Youth Movement for Democracy

• **SOUDAN :**
National Civic Forum, h_abdelati@hotmail.com, hassan.abdelati@usa.net ;

Al Amal Social Association

• **SRI LANKA :**
Movement for National Land and Agricultural Reform (MONLAR), monlar@sitnet.lk, www.geocities.com/monlarslk ;
Law & Society Trust (LST)

• **SUISSE :**
Alliance Sud-Swiss Alliance of Development Organisations, pepo.hofstetter@alliancesud.ch, www.alliancesud.ch ;
Bread for All ; Caritas ; Catholic Lenten Fund ; Helvetas ; Interchurch Aid ; Swissaid

• **THAÏLANDE :**
Social Agenda Working Group (Social Watch, Thailand), suiranee@yahoo.com ;
Arom Pongpangan Foundation ; Centre for Social Development Study ; Chulalongkorn University Research Institute ; Drug Study Group ; Focus on the Global South Thailand ; Foundation for Children's Development ; Foundation for Women ; Peace and Conflict Study Centre ; Peace and Culture Foundation ; Political Economy Centre ; Thai Development Support Committee ; Women Network for the Advancement and Peace

• **TUNISIE :**
Tunisian League for Human Rights, sjourshi@voila.fr ; Tunisian Association for Democratic Women, bochra.bhh-avocate@voila.fr

• **UKRAINE :**
Liberal Society Institute, okisselyova@voiacable.com ; okisselyova@yahoo.com

• **UNION EUROPÉENNE :**
European Solidarity Towards Equal Participation of People (EUROSTEP), admin@eurostep.org, sstocker@eurostep.org, www.eurostep.org

• **URUGUAY :**
Social Watch Secretariat, socwatch@socialwatch.org, www.socialwatch.org ;
CNS Mujeres por Democracia, Equidad y Ciudadanía ; Instituto del Tercer Mundo

• **VENEZUELA :**
PROVEA, provea@derechos.org.ve, www.derechos.org.ve

• **VIET NAM :**
VUFO-NGO Resource Centre (NGO RC), director@ngocentre.org.vn, www.ngocentre.org.vn

• **YÉMEN :**
Human Rights Information and Training Center, hritc@y.net.ye

• **ZAMBIE :**
Women for Change (WFC), wfc@zamnet.zm, www.wfc.org.zm

Social Watch : Promouvoir la responsabilité

Social Watch, un réseau qui compte aujourd'hui des membres dans plus de 60 pays dans le monde entier, a été créé en 1995 comme « un point de rencontre d'organisations non-gouvernementales préoccupées par le développement social et la discrimination de genre », qui répond au besoin de promouvoir la volonté politique nécessaire pour concrétiser les promesses des Nations Unies. Depuis lors ce réseau qui s'accroît continuellement tant du point de vue qualitatif que quantitatif, a publié 14 rapports annuels sur les avancements et reculs de la lutte contre la pauvreté et pour l'égalité de genre, qui ont été utilisés comme des outils d'incidence aux niveaux local, régional et international.

Depuis le numéro 0 publié en 1996, jusqu'à la présente édition, numéro 14, le rapport du Social Watch a réuni plus de 600 rapports d'organisations de la société civile, qui partagent tous, le but de rappeler aux gouvernements les engagements pris et d'en suivre de façon indépendante la mise en œuvre dans chaque pays et sur le plan international.

Cette édition-ci, qui contient des travaux de 61 organisations nationales, garde la flamme allumée lors du baptême du réseau en 1995 : le besoin de concevoir des outils et des stratégies corrigeant l'absence de mécanismes de responsabilisation et assurant la réalisation des engagements internationaux au regard des politiques sociales et les objectifs de développement.

Une série de conférences de haut niveau aux Nations Unies – qui a commencé par le Sommet des Enfants en 1990 et a fini par le Sommet du Millénaire en 2000 – a recomposé l'agenda international au cours de la décennie au cours de laquelle Social Watch a été créée. En 1995 le Sommet Social (à Copenhague) et la Conférence sur les Femmes (à Beijing) ont défini pour la première fois l'élimination de la pauvreté et l'égalité des genres avec des objectifs universels communs et des calendriers concrets ont été créés afin d'atteindre le but formulé mollement par la Charte de l'ONU en 1964 comme « de la dignité pour tous ». Social Watch a été créé par un groupe d'organisations de la société civile, comme « un point de rencontre d'organisations non-gouvernementales préoccupées par le développement social et la discrimination de genre » (*Social Watch N° 0, 1996*), afin de susciter la volonté politique nécessaire pour arriver à ce que les promesses deviennent réalité.

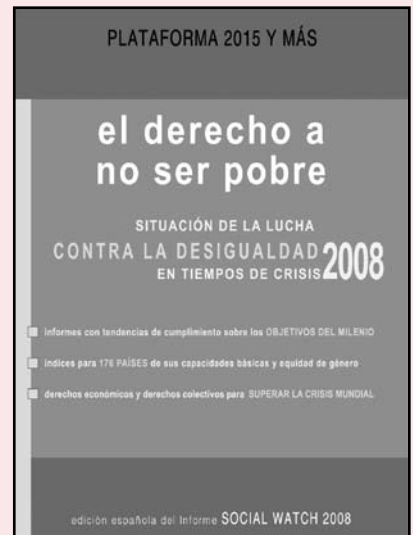
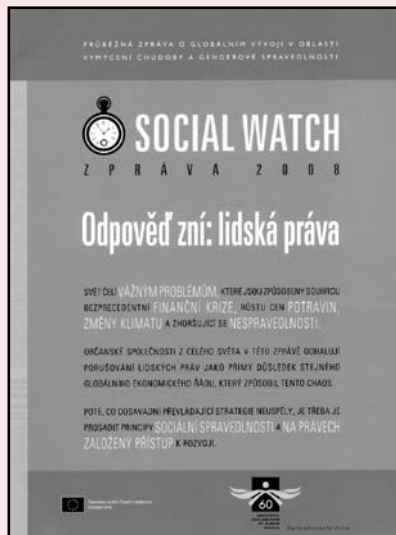
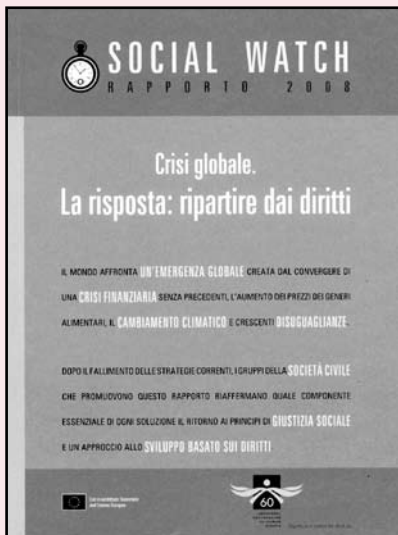
Le *Rapport du Social Watch* s'est donc ainsi formulé comme un outil puissant pour la présentation de l'information statistique disponible internationalement, qui rend compte en même temps du volet qualitatif des problèmes abordés par le biais de l'analyse réalisée par des organisations sociales travaillant directement sur plusieurs problèmes nationaux. Depuis lors, Social Watch a publié des rapports annuels sur les avancements et les reculs du combat contre la pauvreté et pour l'égalité de genre. Il s'agit en grande partie de deux objectifs superposés, puisque la majorité absolue des personnes vivant dans la pauvreté sont des femmes.

Les rapports annuels du Social Watch sont devenus la première initiative durable de suivi au niveau national, consacrée au développement et à l'égalité de genre, et la première à rassembler les deux points de vue dans une perspective nationale, et ajoutant en même temps une dimension internationale aux efforts et aux campagnes locales.

MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE LES GROUPES NATIONAUX ET LE RÉSEAU SOCIAL WATCH

1. Les coalitions doivent être basées dans un pays et participer activement à la résolution des questions sociales de développement dans ce pays (non pas exclusivement en tant que universitaires ou consultants).
2. L'engagement fondamental de chaque coalition vis-à-vis du réseau international est de suivre de près et de préparer un rapport sur les engagements et obligations ayant trait à la justice sociale et à l'égalité entre les genres, reconnus au niveau international, selon les priorités de chacune et en tirant ses propres conclusions. A son tour, le réseau international s'engage à diffuser largement ces rapports, en les incorporant dans le Rapport annuel de *Social Watch*, sur son site web et par d'autres moyens dont il dispose.
3. Les coalitions nationales doivent utiliser leurs rapports nationaux et les rapports mondiaux aux fins des activités de plaidoyer et de lobby et d'autres formes d'action publique au niveau national. Elles doivent aussi informer les autres membres du réseau de leurs activités liées à celles de *Social Watch*, dans le but d'échanger des expériences et de tirer des leçons du succès, des défis et même des échecs et difficultés des autres membres.
4. Elles ne doivent exclure aucune organisation ; doivent travailler activement pour élargir la prise de conscience de *Social Watch* et encourager la participation d'autres organisations aux activités de *Social Watch* et leur intégration dans la coalition.
5. Elles sont chargées de réunir les fonds pour l'exécution de leurs activités. Les coalitions nationales ne comptent pas sur les fonds mis à disposition par le Secrétariat ; elles ne répondent non plus financièrement devant le Secrétariat ou toute autre entité internationale de *Social Watch*.
6. Chaque coalition détermine sa propre structure d'organisation. Elle désigne un membre/une organisation participante comme point focal en vue de faciliter la communication avec le Secrétariat International et les autres organes du réseau.
7. Participer à une coalition de *Social Watch* et exercer des fonctions gouvernementales sont absolument incompatibles. Seules les organisations à but non lucratif peuvent appartenir au réseau de *Social Watch*.
8. La coopération avec d'autres plateformes nationales sera encouragée aux niveaux sous-régional, régional et mondial.
9. En cas de conflit entre les membres/les organisations participantes d'une coalition sur des questions liées à *Social Watch* (par exemple, désignation d'un point focal, contribution au Rapport de *Social Watch*, désignation de délégués qui prendront part à l'Assemblée de *Social Watch*), toutes les parties concernées doivent faire preuve de bonne volonté pour résoudre les problèmes au niveau national. Si, dans des cas exceptionnels, les parties ne parviennent pas à une entente, le Comité de coordination peut prendre la décision qui s'impose.
10. Pour manifester leur affiliation au réseau, toutes les coalitions sont encouragées à utiliser le logo de *Social Watch* quand il s'agit des activités directement liées aux buts et objectifs de *Social Watch*. Elles sont invitées à informer le Secrétariat International de ces activités. Dans d'autres cas, elles doivent demander d'avance la permission auprès du Secrétariat International ou du Comité de Coordination pour l'utilisation du nom et du logo de *Social Watch*.

Le Mémoire d'Entente a été adopté lors de la première Assemblée Générale de Rome, en 2000. Il a été ratifié et mis à jour pendant l'Assemblée de Accra en 2009. Disponible sur : <www.socialwatch.org/fr/node/11156>.



Le numéro 0 du rapport, publié en 1996, comprenait les contributions de 13 organisations. Depuis lors le réseau s'est constamment accru. À l'heure actuelle Social Watch a des membres (« watchers ») dans plus de 60 pays dans le monde entier, et leur nombre s'accroît chaque année.

Un réseau flexible

Le « point de rencontre » s'est accru et a transformé plusieurs de ses volets, mais en gardant toujours les idées et les objectifs qui ont accompagné sa naissance. Les organisations de la société civile ont adopté des formes *ad hoc* flexibles pour s'organiser en réseau pendant le processus de préparation du Sommet Social à Copenhague. On n'a pas créé de structures formelles ni établi de comité de direction ni de groupe coordinateur permanent. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont préféré coordonner leurs actions dans des espaces horizontaux et ouverts, ce qui d'après certains analystes a établi un précédent pour le format organisationnel que le Forum Social

Mondial adopterait plus tard. Plusieurs de ces organisations ont formé et forment encore la colonne vertébrale du Social Watch, ce qui fait que tant la structure que le fonctionnement du réseau gardent en grande mesure la flexibilité et l'ouverture d'origine.

La structure du réseau a trois composantes centrales : l'Assemblée Générale, le Comité Coordinateur et le Secrétariat International, en plus des coalitions nationales. Dernièrement on a établi également des structures de coordination régionale et sous-régionales en tant qu'espace de coordination, mais pas nécessairement en tant qu'instance intermédiaire pour rapprocher le local du mondial.

Le réseau Social Watch n'est pas une organisation jouissant de personnalité juridique et son point de départ n'a pas été la rédaction de statuts de fonctionnement. On a créé par contre un Mémorandum d'Entente essentiel entre les coalitions nationales et le réseau, qui fonctionne en tant que cadre dans lequel on établit les attentes pour le travail d'ensemble tout en respectant l'autonomie des membres et la prise de décisions démocratique et horizontale. L'un des principes fondamentaux qui différencie Social Watch d'autres réseaux internationaux de la société civile est constitué par le fait qu'il n'y ait pas de structure centrale pourvoyant de fonds à ses membres. Cette logique dans le fonctionnement évite non seulement les tensions associées au lien qui unit le donnant au récepteur à l'intérieur du réseau, mais aussi la perte d'énergie dans des discussions sur des fonds, budgets, rapports et procédés, renforçant le sentiment d'appartenance de ses membres.

Chaque Coalition Nationale décide de quelle manière elle s'organise selon les conditions de chaque pays. Les membres du Social Watch sont très diverses. Ce sont des instituts ou des centres de recherche, des organisations non gouvernementales, des organisations de base, des syndicats, des groupements de femmes, des organisations rurales, entre autres. Étant donné que le rapport international du Social Watch ne peut consacrer que quelques pages à chaque pays, et qu'il n'est disponible qu'en espagnol, en anglais et – depuis la présente édition

– en français, les coalitions nationales publient des rapports nationaux plus étendus et en langues nationales en Allemagne, au Bénin, au Brésil, aux Philippines, en Inde, en Italie, en Pologne, en République Tchèque, et dans la région arabe.

L'Assemblée Générale

L'Assemblée Générale est l'organe principal de direction du réseau. La discussion politique et la planification stratégique à long terme ou à moyen terme se réalise dans cet espace qui sert de forum pour la prise de décisions mais aussi comme un espace pour renforcer le sentiment d'appartenance et renforcer l'identité et l'unité du réseau. Cet événement a lieu tous les trois ans et elle s'est réalisée trois fois jusqu'à présent : à Rome en 2000, à Beyrouth en 2003 et à Sofia en 2006¹. L'Assemblée choisit les membres du Comité Coordinateur auprès desquels on délègue la coordination et le leadership politique entre une assemblée et la suivante ; elle fixe également les priorités pour le long terme et le moyen terme et identifie les alliances potentielles pour la conception de la stratégie du plaidoyer.

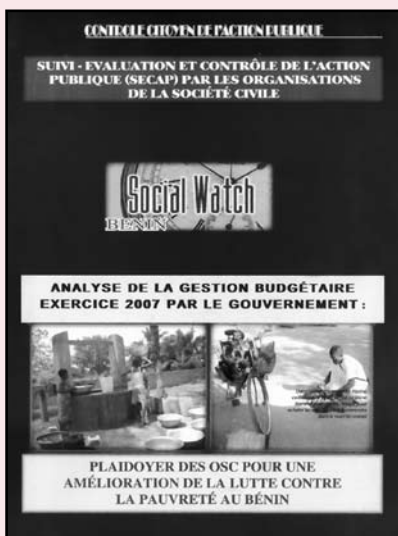
Le Comité Coordinateur

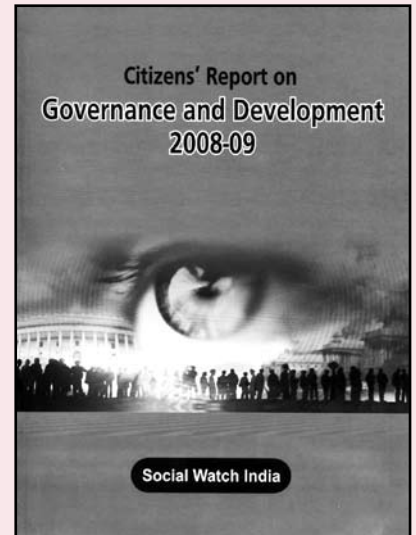
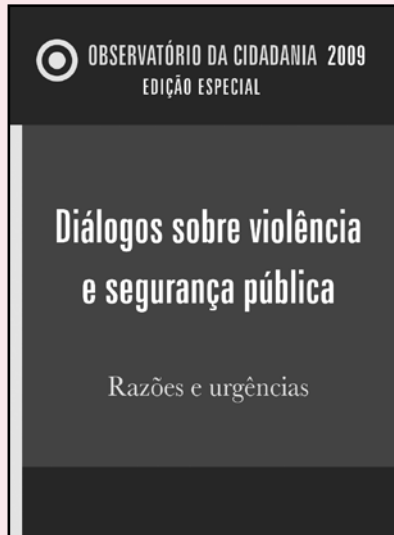
Le Comité Coordinateur (CC) est l'organisme politique central du travail « quotidien » du réseau. Il a une structure qui nécessite une communication aisée et qui travaille principalement avec une liste de courriels, en plus des réunions réelles réalisées deux fois par an et des conférences téléphoniques régulières pour aborder des sujets spécifiques.

Étant donné que le CC a pour tâche d'« assurer la visibilité politique et la participation du réseau dans des espaces et dans des processus remarquables »², son intégration vise la représentation géographique et l'équilibre de genre mais elle considère égale-

1 Les rapports finaux, les documents de base et autres documents de ces trois Assemblées sont disponibles sur www.socialwatch.org.

2 Le document décrivant la nature et le mandat du Comité Coordinateur a été agréé dans la II Assemblée Générale de Beyrouth en 2003. Voir : <www.socwatch.org/es/acercaDe/beirut/documentos/SW_PrincipiosCC.doc>.





ment l'apport d'expérience et de capacités que leurs membres peuvent apporter à l'ensemble du réseau. En général les décisions du CC ont été prises par consensus, et elles sont opportunément transmises aux watchers. La participation permanente de deux membres du Secrétariat en tant que membres *ad hoc* du CC assure la coordination entre les deux organismes. C'est au Secrétariat de soutenir et de mener à bien les décisions prises dans cet espace.

Le Secrétariat International

Le Secrétariat est l'organisme exécutif principal du Social Watch. La première évaluation externe du réseau (1995 – 2000) remarquait déjà que « Parmi les plusieurs rôles existant à l'intérieur du réseau, c'est celui du Secrétariat qui a le plus changé » (Hessini et Nayar, 2000). Tout au début le Secrétariat se limitait à garantir la production du Rapport, mais bien évidemment il a ajouté une série de nouvelles fonctions dérivées de la croissance du réseau, y compris des activités de recherche, de formation, de promotion de campagnes et de représentation du réseau lors de divers forums internationaux.

Le local, le mondial et le rapport

Chaque année Social Watch analyse en profondeur un sujet différent à travers le rapport. En général il s'agit d'un sujet concernant les sujets en discussion dans l'agenda international et qui peut s'aborder d'un point de vue local. Des experts d'origines et de matières différentes apportent des visions alternatives aux problèmes à travers les articles thématiques. Cette perspective internationale est complétée par l'élaboration des rapports nationaux et régionaux dans lesquels les organisations faisant partie du réseau apportent leur vision locale, en informant sur l'état des choses dans leurs pays à propos du sujet spécifique traité chaque année.

D'autre part, Social Watch produit des tables des matières et des statistiques contenant des informations comparables sur le plan international, qui présentent une macro perspective de l'état des choses de certaines dimensions du développement,

mais qui rendent possible en même temps la lecture au niveau national. Social Watch a développé des indicateurs alternatifs pour mesurer les avancements et les reculs concernant l'égalité de genre et la satisfaction des capacités humaines essentielles, utilisés actuellement comme référence aussi bien par la société civile que par des institutions internationales.

Bien que les membres se servent du rapport afin de plaider dans de différents milieux, l'un des moments clés pour la diffusion est le lancement, qui a lieu non seulement dans des espaces significatifs du débat national, mais aussi dans chaque pays, dont une grande partie de l'attention se centre sur les résultats du chapitre national. Cette année quelques découvertes préliminaires du rapport 2009 ont été soulignées dans la publication *Who Pays? The Global Crisis and What Needs to Be Done*³, qui a été présentée en juin à New York à la Conférence de l'ONU sur la Crise Financière et Économique et ses Impacts sur le Développement, ainsi que lors de l'Assemblée populaire sur la crise, un événement qui a réuni plus de 100 militants de la société civile mondiale.

On a publié les Cahiers Occasionnels, notamment en vue de la formation des coalitions membres⁴. On a réalisé plusieurs ateliers de formation pour les ré-

gions et produit plusieurs documents de référence. Par exemple cette année Social Watch a formulé des recommandations sur des sujets concernant l'architecture financière et son impact sur le développement, qui ont été présentées devant la Commission d'Experts du président de l'Assemblée Générale de l'ONU sur les Réformes du Système Monétaire et Financier International. On a également rédigé et distribué la publication *Étude des expériences réussies. Résumé de l'analyse de quatre études de cas des coalitions nationales de Social Watch*⁵. Social Watch se sert aussi d'outils multimédia sur son site web, son blog et de par sa présence sur des réseaux virtuels, afin de publier des informations sur des sujets liés au genre, au droit et aux Droits de l'homme, d'encourager des échanges d'idées entre des membres de la société civile et de transmettre des idées à des politiciens et des journalistes. Des porte-paroles du Social Watch ont parlé à plusieurs reprises devant l'Assemblée Générale de l'ONU et d'autres organismes intergouvernementaux au nom du réseau ou de secteurs plus étendus de la société civile. ■

Références

- Social Watch (2009) *Who Pays? The Global Crisis and What Needs to Be Done*. Voir : <www.socialwatch.org/node/41>. La version française, *Une architecture financière qui a échoué... et comment en construire une nouvelle*, est aussi disponible sur le site internet de Social Watch : <www.socialwatch.org/fr/node/10019>.
- Le premier Cahier Occasionnel de Myrjam Van Reisen *Los dientes del león* aborde le contexte politique qui a donné lieu à la naissance de Social Watch. Le deuxième, d'Ana Ma. Arteaga, *Control ciudadano desde la base* analyse l'expérience de démocratisation des instruments internationaux des Droits de l'homme au Chili en 1997. La troisième publication, compilée par Patricia Garcé et Roberto Bissio, porte sur l'expérience de surveillance des buts de Copenhague à travers l'exemple concret de Social Watch. Les Cahiers numéros 4 et 5, coordonnés par l'équipe de Recherche de Social Watch, portent sur la pauvreté et l'inégalité en Amérique Latine et les liens entre la pauvreté et les Droits de l'homme. Les Cahiers Occasionnels sont disponibles sur <www.socialwatch.org/en/informelmpreso/cuadernosOcasiones.htm>.
- Friedlander, E. y Adams, B. (2006). *Informe de evaluación externa 2001-2005*. Voir : <www.socialwatch.org/es/noticias/documentos/Evaluacion_Externa_SW.doc>.
- Hessini, L. y Nayar, A. (2000). *Un Movimiento hacia la Justicia Social. Informe de Evaluación. Análisis Estratégicos para la Equidad de Género* (SAGE). Nueva York. Voir : <www.socialwatch.org/es/acercaDe/evaluacion.htm>.
- Social Watch No. 0 (1996). *Punto de partida*. Instituto del Tercer Mundo. Montevideo. Voir : <www.socialwatch.org/es/informelmpreso/informe1996.htm>.
- Social Watch (2006). *Estrategia y Marco de Actividades 2007-2009*. Voir : <www.socialwatch.org/es/noticias/documentos/Estrategia2007_2009_AGSofia2006.doc>.
- Van Reisen, M (2001). *Los dientes del león. La prehistoria del Social Watch*. Instituto del Tercer Mundo. Montevideo. Voir : <www.socialwatch.org/es/informelmpreso/images/otrasPublicaciones/ZOOM_01_esp.pdf>.
- Social Watch (2009) *Learning from Successful Experiences: Summary of the Analysis of Four Case Studies from the Social Watch National Coalitions*. Pour la version française voir : <www.socialwatch.org/fr/node/994>.

Table des matières

Des voix qui marquent la différence	3
<i>Roberto Bissio</i>	

D'abord les gens	5
<i>Roberto Bissio</i>	

RAPPORTS THÉMATIQUES

Une réponse à la crise financière et économique envisagée sous l'angle des droits de l'homme	13
<i>Aldo Caliari, Center of Concern</i>	

L'égalité de genre et la crise financière	17
<i>Nancy Baroni, Canadian Feminist Alliance for International Action; Mirjana Dokmanovic, Association Technology and Society, Serbia and Women in Development Europe (WIDE); Genoveva Tisheva, Bulgarian Gender Research Foundation and Bulgarian-European Partnership Association; Emily Sikazwe, Women for Change</i>	

La crise mondiale et le prix des aliments	21
<i>Sophia Murphy, Institute for Agriculture and Trade Policy (institut pour l'Agriculture et la Politique Commerciale)</i>	

Justice pour refroidir la planète	25
<i>Isagani Serrano, PRRM, Social Watch Filipinas</i>	

Défis énergétiques pour l'Europe	29
<i>Elena Trifonova, Bulgarien-European Partnership Association</i>	

Les obligations des entreprises transnationales envers les droits humains et le rôle de la société civile	31
<i>Jana Silverman, Social Watch; Álvaro Orsatti, Confédération syndicale des Travailleurs et Travailleuses des Amériques</i>	

La crise économique mondiale et les pays les moins avancés : préoccupations des citoyens	35
<i>Arjun Karki, LDC Watch</i>	

La crise mondiale multiplie les défis du développement : choix de politiques dans la région arabe	39
<i>Kinda Mohamadieh, Arab NGO Network for Development; Oliver Pearce, Christian Aid</i>	

Réponse européenne à la crise économique et financière mondiale	43
<i>Mirjam van Reisen, Conseillers en politique extérieure européenne (EEPA, Europe External Policy Advisors) ; Simon Stocker et Louisa Vogiazides, Eurostep</i>	

RAPPORTS NATIONAUX

ALGÉRIE	50
ALLEMAGNE	52
ARGENTINE	54
BAHREÏN	56
BANGLADESH	58
BELGIQUE	60
BÉNIN	62
BIRMANIE/MYANMAR	64
BOLIVIE	66
BRÉSIL	68
BULGARIE	70
CAMBODGE	72
CANADA	74
CHILI	76
CHYPRE	78
COSTA RICA	80
ÉGYPTE	82
EL SALVADOR	84
ÉRYTHRÉE	86
ESPAGNE	88
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	90
FRANCE	92
GHANA	94
GUATEMALA	96
HONDURAS	98
HONGRIE	100
INDE	102
IRAQ	104
ITALIE	106
KENYA	108



LIBAN	110
MALAISIE	112
MALTE.....	114
MAROC	116
MEXIQUE	118
MOZAMBIQUE	120
NÉPAL.....	122
NICARAGUA	124
NIGÉRIA.....	126
OUGANDA	128
PALESTINE	130
PARAGUAY	132
PÉROU	134
PHILIPPINES	136
POLOGNE	138
PORTUGAL	140
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	142
RÉPUBLIQUE DE MOLDAVIE	144
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE.....	146
RÉPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE	148
ROUMANIE	150
SÉNÉGAL	152
SERBIE.....	154
SLOVAQUIE.....	156
SLOVÉNIE	158
SOMALIE	160
THAÏLANDE.....	162
VENEZUELA	164
VIET NAM	166
YÉMEN.....	168
ZAMBIE	170

LE PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS TRACÉS

Sécurité alimentaire	175
Scénario fragmenté	
Éducation	180
Les écarts se creusent	
Information, sciences et technologie	185
L'écart le plus accéléré	
Aide au développement	190
Toujours plus loin des engagements pris	
Eau et assainissement	191
Le fossé se creuse	
Santé	194
Amélioration inégale	
Santé reproductive	199
Une question de vie ou de mort	
Ratifications des conventions fondamentales de l'OIT	204
Ratifications des traités internationaux sur les droits de l'homme	205
Comment lire les tableaux de Social Watch ?	207
Notes méthodologiques : tableaux thématiques	208

Des voix qui marquent la différence

Ce rapport de Social Watch entre sous presse en septembre 2009, un an après que le Gouvernement des États-Unis ait échoué dans sa tentative de sauver Lehman Brothers de la banqueroute. L'effondrement de cette banque d'investissement global a marqué le point culminant d'une crise qui a débuté à l'épicentre des finances globalisées de Wall Street pour s'étendre rapidement aux économies de la plupart des pays du monde.

« La crise » ayant été le mot-clé de l'année, la question posée par Social Watch à son réseau d'organisations nationales de base pour composer leurs rapports nationaux était assez évidente : Quel est l'impact social et environnemental de la crise ? Que fait le Gouvernement à ce sujet ? Quelles sont les propositions de la société civile ?

Chaque coalition nationale de Social Watch a identifié en analysant la situation de son propre pays différentes façons de ressentir les effets de la crise. Ces conclusions forment le noyau de ce rapport et nous offrent la perspective des personnes qui travaillent avec ou dans les bases.

Le présent rapport n'a pas été effectué sur commande. Chaque coalition nationale de Social Watch est formée par des organisations et des mouvements qui, tout au long de l'année, travaillent au développement social. Leurs conclusions ne prétendent pas s'épuiser dans la recherche ; elles servent à attirer l'attention des autorités sur les problèmes et aident à l'élaboration de politiques plus équitables, sensibles aux problèmes relatifs au genre et apportant des bénéfices aux pauvres.

Les groupes nationaux de Social Watch ont choisi de commenter la crise en fonction des priorités spécifiques à chacun et de son ampleur, mais aussi selon leur propre définition des répercussions de la crise actuelle. Pour mener à bien ce rapport, chaque coalition nationale de Social Watch a recueilli ses propres fonds et a défini ses propres méthodes de consultation depuis ses bases pour pouvoir justifier, preuves à l'appui, ses conclusions. Ils n'ont pas hésité à critiquer si cela s'avérait nécessaire les autorités, les politiques, les élites ou les systèmes de gouvernance nationaux. L'expression d'opinions critiques aide à consolider les transitions démocratiques. Mais si ces rapports indiquent que bien des choses peuvent (et doivent) être améliorées depuis l'intérieur de chaque pays, ces conclusions signalent aussi les limitations internationales, impossibles à résoudre au niveau national.

La prise de décisions à l'échelon international est peu démocratique, à l'égard de la société civile comme de nombreux gouvernements. Les organisations de la société civile ne peuvent même pas participer, en qualité d'observateur, à la plupart des forums internationaux-clés, aux prises de décisions et dans bien des cas cette situation s'étend aux gouvernements des pays en développement, particulièrement les moins avancés. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international, les deux principaux piliers de la gouvernance financière mondiale, sont

contrôlés par sept pays et les États-Unis ont le droit de veto dans ces deux institutions (de même que l'Union européenne si ses pays membre adoptent une position commune). En ce sens, la convocation des chefs d'État et de gouvernement du « G-20 », réunion informelle des 22 économies du nord et du sud dites d'une « importance systémique », est une avancée louable vers la reconnaissance d'une nouvelle réalité de l'économie mondiale. Ceci dit, cela reste nettement insuffisant pour deux motifs principaux : premièrement, parce que 170 pays environ sont exclus, comme ce fut le cas lors des sommets du G-20 à Washington (novembre 2008), Londres (avril 2009) et Pittsburgh (septembre 2009). Deuxièmement, parce que le G-20 n'a aucun poids institutionnel, aucun statut légal, aucune responsabilité, aucun secrétariat responsable d'assurer le suivi de ses résolutions et des règles occultes permettant de prendre une décision si les négociations à huis clos n'aboutissent pas à un accord.

Cependant, on a allégué que le G-20 a l'avantage de ne réunir qu'un petit nombre de dirigeants au sommet et d'être de ce fait capable d'obtenir des résultats significatifs, alors qu'une large assemblée, menée en toute transparence, ne conduirait qu'à des discours enflammés à usage politique et à aucun accord notoire. Or, au cours de ces douze derniers mois, l'Assemblée Générale de l'ONU, réunie à Doha en décembre 2008 et à New York en juin 2009, a réussi à obtenir un consensus du « G-192 » (nombre total des membres de l'ONU) analysant la crise plus profondément que tout autre document issu d'un accord international.

Social Watch a participé activement à toutes les assemblées convoquées par le père Miguel D'Escoto, président de la 63e Session de l'Assemblée Générale de l'ONU, et a remis ses recommandations à la commission d'experts sous la présidence de l'économiste Joseph Stiglitz chargé de conseiller l'organisme international suprême dans ses délibérations sur la crise et ses impacts sur le développement. Social Watch a organisé, avec des douzaines d'organisations locales et internationales de la société civile, « l'Assemblée populaire sur la crise », événement qui a eu lieu à New York et réunissant les victimes locales de la crise et les activistes et chercheurs du monde entier. Notre réseau a également participé activement aux tables rondes organisées pendant la « Conférence au Sommet » de juin dernier et, même si seulement certaines de nos recommandations figurent dans le document final, nous avons eu l'occasion de féliciter publiquement les négociateurs des gouvernements pour leur obtention d'un consensus qui semblait impossible.

Le moment est venu de mettre en pratique ces accords, de joindre l'action à la parole.

Le lecteur découvrira pourquoi et comment mener à bien l'entreprise dans ce Rapport 2009 de Social Watch. ■

ROBERTO BISSIO
Secrétariat International de Social Watch

D'abord les gens

Roberto Bissio
Secrétariat International de Social Watch

La déclaration de faillite de la banque d'investissements Lehman Brothers en septembre 2008 est perçue par beaucoup comme le moment du déclenchement dans le système bancaire d'une série de ralentissements qui se sont propagés comme un feu de forêt dans les bourses et sur les marchés financiers des économies les plus riches du monde. Le mot « crise » a été depuis lors au cœur de toutes les nouvelles et de tous les discours politiques. La Grande Dépression qui a secoué le monde au début des années 30 est fréquemment citée comme seul précédent connu et l'historien Eric Hobsbawm a comparé le krach de Wall Street à la chute du mur de Berlin. Suivant l'opinion de celui qui est considéré comme étant le plus grand historien du XXe siècle, « l'économie capitaliste de libre-échange dépourvue de toute espèce de restrictions ou de contrôles (...) qui a fasciné le monde et ses gouvernements depuis l'époque de Margaret Thatcher et du président Reagan (...) est en train de s'effondrer sous nos yeux » de la même façon que l'ont fait les économies planifiées centralement depuis l'état du modèle soviétique il y a 20 ans¹.

La tempête déchaînée ne s'est pas encore calmée et alors que les banques d'investissements étroitement liées au système politique des États-Unis, tels que la Goldman Sachs, ont déjà recommencé à faire des bénéfices et à récompenser leurs directeurs par des primes multimillionnaires en dollars, le chômage continue à augmenter dans la plupart des économies dites « avancées » et c'est seulement maintenant, un an après le cataclysme qui a secoué le cœur même des finances globales, que la vague du tsunami atteint les rives les plus éloignées. En Bolivie, par exemple, la coalition locale de Social Watch décrit dans sa contribution au rapport que « Le pays a vu passer un cycle de croissance globale mais a été incapable d'en tirer profit pour établir son propre rythme de développement. Maintenant que la crise globale s'aggrave, l'économie bolivienne a ressenti à peine les effets de cette croissance et la regarde déjà s'éloigner ».

Dans ce rapport de Social Watch se trouvent incluses les conclusions des organisations de la société civile dans plus de 60 pays. Il s'agit du premier rapport informel global effectué par les bases sur les impacts sociaux de la crise. Les agences de l'ONU et d'autres institutions ont fourni des estimations pré-

cieuses sur les millions d'emplois qui disparaîtront dans le monde entier, sur la pauvreté croissante et même sur la progression de la mortalité infantile imputables à l'incapacité des marchés à résoudre les problèmes qu'eux-mêmes ont créé (contrairement au credo généralisé jusqu'à l'année dernière). Mais ces estimations sont des inférences effectuées à partir d'agrégats globaux, et non pas le résultat de l'observation directe sur le terrain. L'accumulation des conclusions de pays riches et pauvres de tous les continents met en relief des similitudes frappantes ainsi qu'une variété de situations qui élargit le panorama dont on disposait jusqu'à présent et le révèle plus dramatique encore, et elle presse les décideurs de mettre en œuvre des politiques mettant les individus au premier plan. Il ne s'agit pas là seulement de justice sociale mais aussi d'une politique économique solide, comme il ressort de la brève description des rapports nationaux suivants.

Des victimes innocentes

Dans les finances capitalistes, comme au casino, plus les paris sont risqués plus les gains sont importants. Mais les paris risqués signifient aussi des pertes fréquentes. Selon cette logique, ce qui est scandaleux ce n'est pas la banqueroute de Lehman Brothers, mais la décision du président des États-Unis George W. Bush et de son Secrétaire au Trésor Hank Paulson de dépenser des milliards de dollars sur l'argent des contribuables pour sauver des banques et des compagnies d'assurances en faillite, comme la Goldman Sachs, dont Paulson était directeur exécutif avant de faire partie du Gouvernement. Lorsque Yayi Boni, président du Bénin, élu pour sa solide réputation de banquier, a eu vent de cette décision, il a remis publiquement en question l'origine des milliards de dollars des fonds de renflouement et a conclu que finalement ce sont les pauvres qui devront payer pour la crise. Le rapport de la Belgique coïncide : quand les actions des banques et des principales entreprises du pays se sont effondrées, le gouvernement est venu à la rescousse des banques et a apporté des garanties de dépôt. La crise ne fait qu'augmenter le chômage, tandis que le coût du renflouement bancaire se ressent dans l'augmentation sidérale de la dette publique, entraînant de graves répercussions pour la provision de la sécurité sociale. Au Bénin même, la vibrante coalition locale de Social Watch a découvert que, dans ses efforts pour relancer l'économie, l'État entre en concurrence avec les pauvres pour les rares matériaux de construction, et les organisations de base se mobilisent contre l'augmentation du coût de la vie.

De nombreux rapports nationaux de Social Watch apportent des données sur la façon dont les femmes ont tendance à subir tout particulièrement les effets de la crise. Selon les termes de la coalition polonaise, « la baisse des revenus familiaux » a une

répercussion plus significative « chez les femmes, ce sont elles qui, par tradition, ont la plus grosse responsabilité quant au bien-être familial (ceci est vrai en particulier dans les groupes aux revenus les plus faibles (...)) la crise amplifie le secteur « gris » (informel) de l'économie polonaise à mesure que de nombreux chefs d'entreprise, en particulier les petits, tentent de minimiser les coûts salariaux et évitent la fiscalité et autres coûts liés au travail légal. (...) le développement de l'économie grise affecte davantage les femmes que les hommes, ce sont elles qui sont embauchées pour les emplois faiblement rémunérateurs, en particulier dans le secteur des services privés (par exemple la vente au détail) ».

En France, la crise mondiale a eu un impact direct sur la population, comme dans tous les pays développés – car c'est là que la crise a commencé. Les effets les plus visibles sont l'augmentation du chômage et l'exclusion sociale, « voire les problèmes d'alimentation touchant les secteurs de la société qui jouissait, il n'y a pas longtemps, d'une situation aisée » selon le rapport français de Social Watch. De même, la stratégie de gestion de la crise du Gouvernement allemand ne comprend pas d'objectifs sociaux ou même écologiques. Ses séries de programmes de relance et de réduction d'impôts sont socialement injustes; les licenciements et le nombre croissant de travailleurs à mi-temps dévoilent le mauvais côté de la dérégulation. La pauvreté devient « massive » tant en Europe orientale qu'en Europe occidentale, informent les coalitions de Social Watch du Portugal et de Moldavie.

Dans la République tchèque, « la crise économique mondiale, qui commence maintenant à toucher le pays, est en train de diminuer encore plus le niveau de vie » à cause notamment de la hausse du chômage. La coalition tchèque de Social Watch remet en question le chiffre officiel de chômage, parce qu'il omet les 178.000 personnes considérées comme chercheuses d'emploi non actives; si l'on ajoutait ce groupe, le taux de chômage serait supérieur à 50 %. Les travailleurs étrangers, spécialement les asiatiques, sont ceux qui pâtissent le plus de la crise dans la République tchèque, mais les coalitions de Social Watch à Malte, en Slovaquie et à Chypre dénoncent elles aussi les difficultés croissantes vis-à-vis des étrangers ainsi que des cas de xénophobie.

À l'autre extrémité, depuis les Philippines, le Maroc, le Mexique, le Nicaragua et bien d'autres coins du monde parviennent des informations sur les difficultés provenant de la diminution des devises envoyées par les travailleurs à l'étranger. Dans le cas de l'Égypte « la diminution des envois de fonds de l'étranger et le retour des expatriés menacent un marché du travail incapable pour l'instant de les intégrer ». Au Salvador, « plus de 300.000 familles sont réceptrices d'argent depuis l'étranger, 26,7 % de la population ayant à charge des frais d'alimentation,

¹ Voir: "Socialism has failed. Now capitalism is bankrupt. So what comes next?" [Le socialisme a échoué. Aujourd'hui, c'est le capitalisme qui est en banqueroute. Quoi d'autre après ?] par Eric Hobsbawm in *The Guardian*, 10 avril 2009. Disponible sur le site <www.guardian.co.uk>.

de vêtements et de services de base ». Les flux de devises n'ont presque pas augmenté en 2008 et on estime qu'ils commenceront à diminuer en 2009.

La vitesse à laquelle les pays sont affectés par le tsunami de la crise n'est pas en rapport avec leur distance physique de Wall Street, bien entendu, mais avec la façon dont leur économie est liée aux économies de l'épicentre. Par exemple, au Mozambique, qui est un des pays les plus pauvres du monde, la Banque internationale du Mozambique (Millennium Bim) a publié un rapport dans lequel elle prévoit un ralentissement de l'économie nationale lié au fait que les pays donateurs qui financent plus de la moitié du budget national, ainsi que ceux qui effectuent des investissements étrangers directs, auront une croissance économique négative. Social Watch Mozambique signale la chute des prix de l'aluminium, du tabac, du sucre, du thé, des châtaignes et des crevettes. Les recettes des exportations s'en ressentiront, ce qui entraînera à son tour un affaiblissement des activités encourageant la relance économique et la diminution de la promotion du tourisme. La Tanzanie, dont 42 % du budget est financé par l'Aide, se trouve dans une situation analogue. Le rapport français de Social Watch montre que, en raison de la crise et de l'incapacité du pays à créer de nouvelles ressources pour l'Aide Officielle au Développement, cette aide a été rigoureusement réduite, de sorte que la France ne tiendra pas ses engagements dans ce domaine. Par contre, l'Espagne a réaffirmé son engagement de canaliser 0,7 % de son revenu national vers l'AOD pour 2012. Mais même si tous les pays donateurs tenaient leurs engagements, les objectifs s'expriment en pourcentages de l'économie et, par conséquent, les budgets de l'AOD auront tendance à diminuer en période de récession.

Dans les pays en développement, plus le lien avec l'économie globalisée est fort, plus grand est l'impact et plus il est rapide. Par exemple, l'impact a été immédiat au Mexique et au Chili, deux pays latino-américains étroitement liés à l'économie des États-Unis au travers d'accords de libre-échange et d'investissements. Le prix du cuivre, exportation principale du Chili, a culminé à plus de 4 USD la livre au milieu de l'année 2008, mais a chuté à 1,4 USD en fin d'année. Cependant, l'impact le plus notable de la crise, selon le rapport chilien de Social Watch, a été la chute subie par les fonds de pension, dont les ressources sont placées en actifs financiers au Chili et à l'étranger. Fin 2008, la valeur des épargnes prévisionnelles a essuyé une perte de 27 milliards d'USD, plus de 26 % des fonds totaux. De ce fait, le Chili est le pays latino-américain où s'est produite la plus grande perte de richesse des ménages. Malgré les nombreuses protestations des victimes, celles-ci n'ont pas eu la même chance que les actionnaires des grandes banques mondiales, personne n'est venu les secourir et rien n'a été entrepris pour les dédommager.

La chute des prix des matières premières a étendu la crise à beaucoup de pays. En Ouganda la coalition locale de Social Watch estime que la crise pourrait annuler les récents progrès sociaux et rendre impossible l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement. La Zambie ressent encore plus cruellement que le Chili la chute des prix du cuivre, dont le pays est très dépendant. La contribution zambienne au rapport de Social Watch souligne avec raison que « contrairement aux États-Unis et à d'autres pays qui ont fait face à la débâcle de l'économie en destinant de nouveaux fonds aux banques et aux principales industries en faillite afin de garantir leur survie, le président Rupiah Banda n'a aucune ressource à distribuer ».

Le rapport du Ghana commente le même problème : « la question fondamentale pour les citoyens est de décider si le pays doit se reposer sur l'aide de la communauté internationale pour lutter contre la chute de l'économie, ou s'il doit introduire des mesures fiscales et monétaires fortes ».

Comme l'écrit l'expert financier brésilien Fernando Cardim dans son analyse élaborée pour le rapport de Social Watch local : « en augmentant ainsi les recettes publiques. (...) c'est précisément ce que le président Obama tente de faire aux États-Unis. C'est aussi ce que Dominique Strauss-Kahn, Directeur du Fonds Monétaire International (FMI) a défendu à plusieurs reprises depuis 2007 ». Cependant, le Fonds lui-même s'est résisté à adopter ce point de vue, ainsi que le démontrent les conditions imposées aux pays de l'Europe centrale secourus par le FMI.

Dans le cas de la Roumanie, le rapport national de Social Watch remarque que « le prêt du FMI semble avoir été contracté sous des pressions externes, principalement pour sauver les intérêts des compagnies étrangères basées en Roumanie. Il ne servira pas à rembourser la dette externe du pays mais à couvrir les dettes des succursales locales des banques étrangères. On utilisera donc des fonds publics pour réparer les dégâts occasionnés par le capital privé ».

Au lieu de réagir aux besoins locaux, le FMI est allé en Roumanie à la suite des « réclamations désespérées du Gouvernement autrichien pour que le FMI et l'Union Européenne interviennent et sauvent leurs banques en Europe de l'est ». Les banques autrichiennes avaient prêté à la région une somme équivalente à 70 % du PIB de l'Autriche. Toutefois, « le remboursement d'un prêt représentant 40 % du budget annuel de la Roumanie ne sera possible dans les prochaines années qu'en diminuant le niveau de vie de la population ».

En Hongrie, un renflouement du FMI s'est avéré nécessaire pour éviter l'effondrement total de l'économie et cela a conduit à une dévaluation, à des augmentations d'impôt et à d'autres mesures impopulaires et procycliques, telle que la réduction

des coûts. Le premier ministre Ferenc Gyucsany a été obligé de présenter sa démission en mars 2009. Le nouveau gouvernement envisage de réduire les retraites, les bonifications du secteur public et les allocations de maternité, d'hypothéquer l'énergie et les allocations de transport, et d'élever l'âge de la retraite.

De même, en Serbie la pression du FMI pour réduire le déficit de l'État a poussé le Gouvernement à annoncer en mars 2009 « l'incorporation d'un salaire provisoire "solidaire" ainsi que d'un impôt de 6 % sur les retraites supérieures à 170 USD. (...) Cependant, la mesure – provenant de la pression du FMI pour diminuer le déficit public – a entraîné un mécontentement chez les travailleurs et les retraités, et les syndicats ont annoncé des manifestations. Ceux-ci ont affirmé que l'impôt de *solidarité* frapperait les plus pauvres, entraînerait une réduction des salaires, une augmentation du chômage et du secteur informel, tandis que les riches ne seraient pas affectés. Du jour au lendemain, le Gouvernement a révoqué la totalité du plan d'épargne. ». Selon la coalition serbe de Social Watch, le Gouvernement « se trouvait coincé entre la crainte des troubles sociaux et la pression du FMI; les semaines suivantes ont été marquées par des opinions discordantes des hommes politiques qui, l'après-midi annonçaient de nouveaux ensembles de mesures d'épargne et les révoquaient le lendemain matin ». Le menu des nouvelles idées proposait de réduire le nombre de ministres, d'augmenter les impôts sur le patrimoine, d'introduire un impôt sur les factures de téléphonie mobile, sur l'achat de voitures neuves et de voitures de luxe, d'interdire l'embauche de nouveaux employés dans le secteur public, de limiter les voyages d'affaires à l'étranger et de réduire les heures de travail. Or, les Watchers serbes soulignaient que, si la Loi, récemment adoptée, de Confiscation des Biens Frauduleusement Acquis était appliquée efficacement, « l'État pourrait obtenir un recouvrement de 2.640 millions d'USD en un an, ce qui correspond exactement au montant que la Serbie demande au FMI ».

En Bulgarie, les ONG et les syndicats contestent l'idée que la réduction des coûts sociaux soit acceptable en temps de crise. « Une autre réduction pourrait ruiner la paix sociale » du pays, avertit la coalition nationale de Social Watch. Bien que les experts des ONG soutiennent l'augmentation du pourcentage de l'investissement destiné à l'infrastructure du transport, ils critiquent sévèrement le Gouvernement de ne pas avoir utilisé les fonds structurels de l'Union européenne assignés à la Bulgarie les deux premières années de son entrée comme membre de plein droit. « Fin 2008, seulement 0,6 % des 2,2 milliards d'EUR avait été dépensé. Le manque de capacité financière, une bureaucratie excessive et des procédures peu transparentes ont empêché les fonds d'arriver jusqu'à leurs destinataires ».

Le ralentissement peut être dramatique

Au commencement de la crise financière, certains économistes ont avancé l'hypothèse de la « déconnexion », selon laquelle les économies émergentes ne seraient pratiquement pas touchées par la crise financière mondiale grâce à leurs réserves substantielles de devises, à la stabilité des bilans des entreprises et à l'assainissement relatif des secteurs bancaires. Pourtant elles ont ressenti l'impact de la même façon. Selon Social Watch Inde, « il est clair que les pronostics initiaux du Gouvernement sur l'immunité du pays face à la crise ont péché de prévoyance » et la croissance s'est fortement ralentie – passant d'un solide 9,3 % en 2007 à 7,3 % en 2008. Pour 2009 le FMI prévoit une croissance de 4,5 %. Des chutes analogues se sont produites au Vietnam, au Pérou et au Cambodge, qui sont passés d'un pourcentage de croissance à deux chiffres à celui de 5 %.

Une croissance de 5% peut rendre jaloux les ministres des Finances des pays de l'OCDE, puisque la plupart cherchent à sortir de la croissance négative (c'est-à-dire de la récession), mais il ne faudrait pas en ignorer l'origine. La croissance annuelle de 5% dans les pays de bas revenus signifie une hausse de moins de dix centimes par jour pour une personne ordinaire. Mais ces quelques centimes supposent une différence énorme si l'on est pauvre. D'après l'exemple présenté par Social Watch Cambodge, la réduction de moitié du taux de croissance signifie que « les personnes qui habitent autour du Tonle Sap, le plus grand lac du pays, sont spécialement vulnérables parce qu'elles s'étaient déjà endettées pour arriver à joindre les deux bouts. En 2008 ils ont dû vendre leurs actifs de production et retirer les enfants de l'école pour les faire travailler ».

Crise permanente

Le mot « crise » fait référence à un moment décisif, à une époque instable, mais pour beaucoup de coalitions de Social Watch qui ont remis leur rapport national, la crise que subissent leurs pays remonte à plusieurs décennies et elle a commencé avant l'effondrement des marchés financiers. En République Centrafricaine, la pauvreté augmente au lieu de diminuer depuis 1990, de même que l'instabilité politique et la violence à laquelle ne peut que nuire une économie déjà faible en soi.

L'Erythrée « était déjà plongée dans un profond chaos économique, social et politique bien avant que la crise mondiale ne s'accroisse, alors qu'au Nigéria la plupart des habitants « ont vécu pendant longtemps dans une situation d'effondrement économique. La corruption est généralisée, il y a pénurie d'électricité dans tout le pays, l'éducation et la santé se trouvent dans des conditions déplorables et la lutte armée pour le contrôle des ressources pétrolières est toujours intense ».

Au Yémen, le rapport de Social Watch local voit dans l'absence de droits l'origine des crises successives depuis 1990, avec 42 % de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté et une situation pire encore pour les femmes. En Birmanie on vit une « crise perpétuelle, qu'elle soit économique, politique, alimentaire ou environnementale », avec un Gouvernement qui s'est montré incapable d'apporter de l'aide à ses concitoyens après le cyclone mais qui dépense presque la moitié de son budget dans l'armée.

Au Népal on s'attend à ce que la crise arrive d'ici peu et que ses effets s'ajoutent à « d'autres crises, liées à l'environnement, à l'alimentation, à l'énergie, aux finances et à la politique qui frappent la société depuis un long moment déjà ».

Au Bangladesh, le cyclone Sidr, en plus de deux inondations consécutives, montre l'extrême vulnérabilité des millions de personnes menacées par le changement climatique. Un manque total d'autorité gouvernementale est à la base des problèmes de la Somalie, cependant que l'occupation étrangère est le souci principal en Palestine. Social Watch Iraq, offrant aussi son apport provenant d'une situation de conflit critique, a décidé cette année de faire porter son analyse sur la situation des femmes. Ses conclusions, cependant, ont une valeur universelle : l'autonomisation de la femme requiert l'existence « d'une culture de l'égalité des chances ».

Polarisation

En mars 2009, au beau milieu de la crise et du débat politique en Serbie sur la façon de réduire les coûts, se tenait à Belgrade le Salon de l'Automobile. Tous les modèles les plus chers se sont vendus le premier jour pour une somme totale dépassant 2,6 millions d'USD !

La crise a exacerbé la polarisation un peu partout. Le rapport de Social Watch de Bahreïn affirme que « la quantité de milliardaires augmente, la classe moyenne se rétrécit et les couches populaires s'appauvrissent ». La sensation d'injustice, davantage que la pauvreté absolue, a mené à des confrontations et des tensions « entre les groupes appauvris et les forces de l'ordre », particulièrement dans les villages. A la suite de quoi, « la Banque Mondiale a descendu Bahreïn de son rang dans le classement de stabilité politique ».

Au Vietnam, souvent cité comme étant un modèle exemplaire de développement qui a sorti de la misère des millions de personnes, « la consommation de 20 % des personnes les plus riches de la population représente 43,3 % des dépenses totales du pays, tandis que les 80 % restants sont plus modestes dans leurs dépenses ».

Une polarisation analogue est décrite dans le rapport de Social Watch du Honduras, où la confrontation entre riches et pauvres est clairement à l'origine du coup d'état qui a destitué le président

Manuel Zelaya en juin 2009, ravivant une pratique de « changement de régime » que l'Amérique Latine semblait avoir abandonnée en faveur de méthodes démocratiques depuis deux décennies.

Au Costa Rica, pays voisin qui pendant longtemps a été une oasis de paix et de stabilité constitutionnelle en Amérique centrale, les Watchers locaux préviennent que si les défis de la crise ne sont pas relevés « sur les bases du dialogue social (...) la persistance des solutions traditionnelles (assistentialisme et diminution des dépenses publiques, et diminution des droits) se traduira certainement par une plus grande inégalité et pauvreté, et par le risque, que nous avons déjà souligné, de transformer la pauvreté conjoncturelle en raison de perte de revenus, en pauvreté structurelle, ainsi que par une augmentation de la violence contre les femmes, les enfants et les personnes âgées ».

Le jeu de l'autruche

Selon les Watchers kenyans, « au Kenya le Gouvernement refuse de voir la réalité et fait l'autruche qui se met la tête dans le sable. L'élite gouvernante affirme que la crise est circonstancielle et que l'économie nationale est suffisamment protégée en raison de la faiblesse de ses liens avec le capital international ».

De nombreux pays vivent des situations analogues. En Moldavie, Social Watch signale qu'avant les élections d'avril 2009 le Gouvernement avait nié farouchement que la crise puisse affecter le pays et qu'il avait essayé de maintenir artificiellement la situation économique. La Banque Mondiale n'a pas été si optimiste et a inclus la Moldavie parmi les pays en développement les plus vulnérables. Après les élections, cependant, le président Voronin a déclaré, lors d'une réunion avec des entrepreneurs, des membres du gouvernement intérimaire, des parlementaires et des politiques, que « la crise est un incendie, une catastrophe. Les fonctionnaires du gouvernement ont expliqué que l'importance de la crise avant les élections avait été minimisée dans le but d'éviter la panique ».

Dans d'autres situations, non seulement les hommes politiques en fonction ont minimisé l'importance de la crise, mais certains leaders d'organisations sociales en ont aussi fait leur stratégie, craignant que la peur d'une catastrophe puisse mener les fonctionnaires décideurs à accepter des demandes opportunistes des privilégiés. Social Watch Bolivie rapporte que les entrepreneurs boliviens s'inscrivent dans cette tendance: la réaction de l'entrepreneuriat est connu pour encourager des « négociations inégales » qui font peser tout le poids de la crise sur le dos des travailleurs et qui ont pour but de réduire leurs bénéfices et leurs salaires et d'augmenter le nombre des licenciements.

En Slovaquie, les Watchers locaux dénoncent aussi des employeurs qui abusent de la peur de la

« Trois millions de personnes à New York sont exposées à l'insécurité alimentaire et depuis le début de la crise financière en 2008 la consommation d'aliments bon marché et insalubres augmente. Dans de nombreux quartiers de Brooklyn et du Bronx peu de magasins ont des aliments frais. Une solution à ce problème c'est l'agriculture soutenue par la communauté, qui met en contact direct les consommateurs et les fermes familiales productrices d'aliments organiques, donnant ainsi aux habitants des villes l'accès aux aliments sains ».

Nadia Johnson (*WEDO et Just Food, New York*)

crise et restreignent les droits des travailleurs. Au Guatemala, seul un groupe d'importateurs a pu bénéficier des mécanismes destinés à pallier la crise, tels que les quotas d'importation au tarif douanier zéro, pas les consommateurs.

Au Paraguay, la coalition locale de Social Watch informe que les premiers secteurs à exiger davantage d'appui « ont été ceux ayant bénéficié jusqu'à présent des politiques néolibérales et d'intégration des marchés : les agro-exportateurs, les industriels, les importateurs, les publicitaires ». Les producteurs de soja, par exemple, prétendent non seulement que le gouvernement essuie leurs « pertes mais également qu'il conserve le même niveau d'activité et de profits par le biais de la subvention publique ». Ils ont obtenu des gains extraordinaires le cycle précédent, grâce en partie à la spéculation sur le marché à terme de produits marchands agricoles associée à la promotion de biocarburants dans beaucoup de pays.

En Pologne la population « pense que les banques manipulent le taux de change au détriment des clients. A l'heure actuelle, la différence entre les valeurs d'achat et de vente peut atteindre 12 % ; et pas même l'Agence de la Concurrence et de la Protection des Consommateurs ne peut imposer de restrictions sur le taux de change. Des groupes de consommateurs se réunissent via Internet afin de se procurer des devises étrangères en grosses quantités dans l'espoir de négocier le montant du *spread* et même parfois de renégocier les conditions de leurs contrats de crédit ».

Après avoir assisté à un séminaire organisé par la Red del Tercer Mundo (Réseau du Tiers Monde) sur les réponses asiatiques à la crise, la coordinatrice du plaidoyer de Social Watch Natalia Cardona a écrit qu'il semble exister « une atmosphère de défensive parmi les gouvernements de la région. Face au changement du système financier international, au lieu de prendre une orientation énergique et nouvelle, ils font confiance aux vieilles politiques pour résoudre les nouveaux et graves problèmes économiques ».

Social Watch Argentine trouve que son gouvernement est également mal préparé devant l'ampleur des défis lancés par la crise, et la coalition brésilienne

pense que ses dirigeants confondent « l'incapacité d'agir avec la prudence financière et fiscale ». En temps de récession, « les revenus fiscaux se réduisent, et parallèlement les dépenses de la sécurité sociale augmentent. En conséquence, le déficit fiscal s'accroît, justement en raison de l'inaction des gouvernements, qui n'ont pas eu assez d'audace pour agir contre la réduction de l'économie. Il est paradoxal qu'en essayant de se montrer prudents, les pays se placent dans une situation fiscale pire encore de ce qu'elle serait si leurs gouvernements avaient agi avec décision pour soutenir la demande ».

Soutien aux privilégiés

De plus, les tentatives pour relancer l'économie ne sont pas toutes pertinentes ni justes. Les Watchers canadiens pensent que le « plan de relance économique à court terme [du gouvernement] pour répondre aux besoins des milliers de citoyens qui supportent les pires effets de la crise » est insuffisant. « Les emplois créés grâce à l'investissement public sont destinés aux hommes alors que les femmes se contentent des emplois précaires ou à temps partiel et sont fréquemment les premières à être licenciées ».

On retrouve pratiquement les mêmes mots dans le rapport de Social Watch thaïlandais : « La remise unique de 2.000 THB (57 USD) en espèces aux employés publics et privés dont le revenu mensuel est inférieur à 14.000 THB (397 USD) a été l'une des mesures les plus polémiques. Les bénéficiaires de la mesure eux-mêmes l'ont critiquée en la qualifiant de populisme éhonté, sans la considérer comme une relance significative. Par exemple, la plus grande partie des travailleurs qui se trouvent dans cette catégorie appartient au secteur informel et n'a donc pas le droit de toucher cette somme. Ceci pose le problème de la discrimination de genre puisque ce sont les femmes qui composent la majeure partie du secteur des travailleurs informels ».

Pendant que les économies occidentales injectent de nouveaux fonds de soutien massifs dans leurs institutions financières, et dans certains cas nationalisent à nouveau leurs banques, le parlement kényan légifère sur la privatisation des rares actifs sociaux stratégiques qui subsistent afin de fournir

à titre exceptionnel une injection de revenus au gouvernement, dénonce la coalition kényane de Social Watch. Parmi les organisations faisant partie de la liste des privatisations se trouvent : la Compagnie de Génération d'Électricité du Kenya (KGEN), la Kenya Pipeline Company, les entreprises sucrières de l'État, des hôtels, des banques et autres.

Au Liban, aussi bien le premier ministre que le ministre des Finances ont admis les impacts négatifs que l'on attendait de la crise mondiale et la nécessité de protéger l'économie nationale. Cependant, l'analyse de Social Watch local conclut que les mesures appliquées accélèrent les démarches nécessaires pour que le pays adhère à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), ce qui se traduirait par la libéralisation des services et des secteurs productifs de l'économie.

De la même manière, en Thaïlande « pour compléter son plan de relance de l'économie, le Gouvernement travaille aussi sur une importante restructuration de la régulation des marchés financiers. Cependant, contrairement à beaucoup de pays qui ont établi plus de garanties pour protéger les consommateurs et leurs économies, la Thaïlande marche vers une forte dérégulation et libéralisation du marché des capitaux pour augmenter son rôle dans le développement de l'économie. ». Les Watchers thaïlandais craignent que « cette initiative, dont nombre de personnes qui ont participé à la crise de 1997 recherchant exclusivement des profits à court terme sont à l'origine, ouvre la voie à une nouvelle crise à peine le pays remis sur pied ».

Les Watchers de Malaisie informent que le pays, dont la croissance économique dépend en grande partie de ses exportations et qui importe la plupart de ses denrées alimentaires, « devra se préparer pour affronter des années de difficultés économiques. Il existe une forte chute de la production industrielle, le chômage est au plus haut et les analystes prévoient que la récession pourrait être pire que celle de 1997. Le Gouvernement a été critiqué parce qu'il a réagi tardivement et qu'il s'est consacré au sauvetage des entreprises. Les organisations de la société civile manifestent et font des débats publics pour conscientiser le public sur les répercussions négatives de cette crise, spécialement par rapport aux secteurs vulnérables de la société ».

C'est tout le contraire qui se passe au Venezuela, où la réduction de la misère est un objectif essentiel du gouvernement qui dépense de grandes sommes d'argent à cette fin ; les politiques ne sont cependant pas aussi transparentes que le souhaiteraient les Watchers locaux.

L'Algérie, d'un autre côté, semble avoir tiré des leçons de la crise. En septembre 2008 Sid Saïd, dirigeant de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, a annoncé que le Gouvernement se rétractait de sa politique du « tout est susceptible d'être privatisé ».

Le rapport de Social Watch local estime qu'environ 220 entreprises publiques, « en attente de privatisation après la mise en application des mesures réglementaires ont finalement été effacées de la liste de sociétés destinées à la vente ». De plus, le Gouvernement « a demandé à un groupe de travail interministériel de prendre en charge la supervision et le suivi de l'industrie des finances et de la promotion des investissements dans des petites et moyennes entreprises ».

Investir dans les gens

De nombreux citoyens du monde entier peuvent partager la conclusion des Watchers péruviens: « en temps de prospérité, on demande aux travailleurs d'attendre patiemment les bénéfices de la croissance, alors que, pendant la crise ils n'ont qu'à se serrer la ceinture ». Mais ce n'est pas juste et, d'après ce que pensent à présent les experts, cela ne marche même pas. Les séries de programmes de relance reposant sur les réductions d'impôts appliquées aux riches et sur la subvention des grandes banques et des corporations n'ont pas produit les effets escomptés. En prévision d'une récession prolongée, les riches et les classes moyennes tendent à épargner tout argent supplémentaire au lieu de le dépenser, alors que les banques, au lieu de prêter l'argent de la relance, l'utilisent pour reconstruire leurs actifs.

Mais quand les fonds sont canalisés vers les pauvres, ils sont immédiatement dépensés. Non pas qu'ils aient davantage conscience du rôle qu'ils jouent dans la récupération de l'économie globale, mais simplement parce qu'ils n'ont pas le choix.

Partout dans le monde, les organisations de la société civile exigent des choses similaires, chacune à leur façon. Au Maroc, comme le rapporte la coalition de Social Watch locale, « diverses actions collectives ont été amorcées, notamment des grèves sectorielles (éducation, santé, collectivités locales, etc.), ainsi qu'une grève générale. Parmi d'autres mouvements sociaux particulièrement dynamiques, il faut mentionner les diverses luttes promues par les Associations coordonnées contre l'augmentation du coût de la vie, ainsi que par les Associations nationales de professionnels au chômage. Plusieurs stratégies d'action collective ont été déployées : grèves des bras croisés, manifestations populaires spontanées, journées de mobilisation nationale contre la pauvreté, etc. Les revendications

concernent le blocage de l'augmentation des prix, le maintien de la Caisse des Compensations, la mise en place de l'échelle mobile des salaires, la rénovation des services publics et la fin des privatisations des contrôles de distribution d'eau et d'électricité, le droit à travailler dans le secteur public ».

Aux États-Unis, là où la crise a commencé, et où le nombre de chômeurs est monté à 13,1 millions (5,6 millions de plus qu'au début de la récession), le Parti Républicain a été « pénalisé » par l'électorat, qui a élu Barack Obama et sa plateforme d'espoirs et de changements. Maintenant, selon le rapport des Watchers des États-Unis, « les mouvements pour les Droits de l'Homme, les emplois écologiques, le commerce équitable, les soins de santé et le logement, présentent des propositions et exigent des changements réels et structurels. Les États-Unis ne peuvent pas laisser passer l'occasion d'effectuer un réel changement ».

Au Ghana, Social Watch exige que, pour « impulser l'agriculture et contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et au bien-être général de la population, les agriculteurs ont besoin d'un soutien pour investir en produits agricoles, en fertilisants, en formation et accès aux marchés ». Une demande analogue provient du Sénégal, le pays d'Afrique occidentale qui dépend le plus de l'importation des denrées alimentaires, où la société civile « préconise un retour à l'agriculture traditionnelle, correctement encouragée et soutenue par l'État ».

« Cette stimulation devrait être une augmentation réelle des salaires », c'est en résumé ce que Social Watch propose en Bulgarie. Et aux Philippines définitivement, la création d'un « ensemble de mesures de relance mais, à la différence de ce qui a été proposé par le gouvernement, il devrait être basé sur une stratégie nationale claire, soumise au droit, en faveur des pauvres et durable, et destinée à renforcer la demande nationale surtout dans le climat économique actuel, hostile aux exportations. Il faudrait donner la priorité à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois tout en renforçant les entreprises locales afin que les travailleurs et travailleuses puissent en bénéficier, ainsi qu'à l'investissement dans des projets d'infrastructures écologiques et en faveur des pauvres (par exemple, la construction d'un réseau de système d'irrigation, l'électrification de villages isolés et le développement d'une énergie propre), ainsi que le développement de la sécurité

sociale et économique des pauvres et des chômeurs (...) Il faut finalement penser sérieusement à la renégociation de la dette publique de sorte qu'une grande partie des revenus du pays soit destinée à couvrir les besoins élémentaires et de première nécessité des personnes au lieu d'être affectée à la dette ».

En Thaïlande, Social Watch a agi en faveur d'une large alliance similaire à celle qui a conduit à la « Constitution Populaire » de 1997, après la crise financière du sud-est asiatique.

Au Pérou, les Watchers mettent l'accent sur le fait que « pour affronter les conséquences nocives de la crise, il est donc indispensable de renforcer la demande interne, c'est-à-dire augmenter la consommation des travailleurs et protéger la production nationale, ainsi que d'annuler les Traités de Libre Commerce (TLC) qui se soldent par une ouverture inutile du marché péruvien alors que les marchés internationaux sont en pleine contraction ». La coalition mexicaine de Social Watch demande également une révision de l'Accord de libre-échange: le Mouvement pour la souveraineté alimentaire et énergétique, pour les droits humains des travailleurs et les libertés démocratiques – dans une lettre du 16 avril 2009 adressée à Barack Obama – propose d'engager « le dialogue au plus haut niveau pour aborder les questions incluses dans l'agenda visant à renégocier de manière urgente les termes du TLCAN et sauvegarder les droits du travail, sociaux et humains des citoyens de notre région. Il s'agirait de créer un Fonds de Compensation Asymétrique pour l'Amérique du Nord, de négocier un accord binational sur la question migratoire et de signer un accord pour encourager le Traité pour le développement économique et social de l'Amérique du Nord ».

Les Watchers italiens expliquent que « en réponse à la crise, les propriétaires de comptes bancaires en Italie font de plus en plus incursion dans le monde de la finance éthique. Le client qui soutient la finance éthique s'intéresse à la manière d'utiliser l'argent et au fait que sa banque ne fasse pas faillite. C'est ainsi que beaucoup de banques redoublent aujourd'hui leurs efforts pour améliorer leur image. Le retour à la mission originelle du système bancaire de soutenir l'économie réelle doit être un point de référence constant dans la recherche d'issues à la crise ». Leur conclusion est valable pour la planète entière : les mots-clés devraient être « lutter contre la pauvreté et redistribuer les ressources ». ■

◎ RAPPORTS THÉMATIQUES



Une réponse à la crise financière et économique envisagée sous l'angle des droits de l'homme

Bien que l'héritage que laisse l'actuelle crise financière soit sombre, il y aura un autre leg : les idées capitales sur les droits de l'homme ne pourront plus être rejetées. La crise offre une occasion historique – et une responsabilité générationnelle – pour repenser les prises de décision en matière de politiques économiques. Une approche fondée sur les droits de l'homme exige une réforme des structures de gouvernance pour assurer que toute la politique économique soit mise en œuvre en concordance avec le régime des droits de l'homme. Cela garantira la participation à tous les niveaux, de sorte que les décisions soient à chaque étape soumises au scrutin public, à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes.

Aldo Caliari¹
Center of Concern (COC)

La crise qui a commencé, pendant l'été 2007, dans le secteur des crédits hypothécaires à haut risque (*subprime*) aux États-Unis s'est transformée en crise mondiale, considérée comme la pire crise depuis la grande dépression.

L'ampleur de la crise dévoile un aspect tout à fait nouveau sur les conséquences de l'approche traditionnelle des droits de l'homme et de la régulation de la finance. Ce modèle impose aux défenseurs des droits de l'homme la vision que les questions de régulation financière sont strictement techniques et doivent rester entre les mains des experts, et que les politiques et les inquiétudes liées aux droits de l'homme doivent être envisagées indépendamment des questions de régulation financière ou simplement réduites au point de vue des experts de la finance sur ce sujet. Cependant, la crise a montré les défauts de cette approche et renforce une critique de la régulation financière, fondée sur les droits de l'homme. Bien qu'il y ait eu beaucoup d'explications sur l'origine de la crise, il y a un accord général sur l'importance de nombreux échecs dus au laxisme de la régulation et de la surveillance des marchés financiers, de leurs opérateurs et des instruments qu'ils utilisent².

De même, il n'est pas difficile de trouver du soutien pour l'idée que, partout dans le monde, la crise aura un effet considérable sur les droits de l'homme. Par exemple, la diminution drastique de la demande mondiale accumulée a eu comme effet la propagation du chômage partout dans le monde et, pour beaucoup, la destruction de leurs moyens de vie. Après des années de diminution du chômage, et selon les pronostics de l'OIT³ il y aura en 2009 près de 20 millions de chômeurs de plus qu'en 2007. Environ 50 millions de personnes pourraient perdre leurs emplois si la crise atteignait la dimension du chômage des années 90⁴. Cependant ces chiffres d'ensemble ne traduisent pas le fort impact que subissent les femmes, les enfants, les pauvres, les indiens, les minorités ethniques et les travailleurs immigrés. Au chômage croissant s'ajoute une sécurité sociale – qui dans beaucoup de pays dépend du fait d'avoir du travail – qui s'affaiblit. Pour ceux qui ont encore un travail, la hausse du chômage se traduit par une plus grande pression sur leurs salaires et leur couverture sociale. La sécurité sociale des plus âgés subit aussi les effets de la crise : les systèmes de retraites sont déficitaires, dans certains cas les pertes atteignent 50 %⁵. Le passage des systèmes de retraites du secteur public à des systèmes du secteur privé dans les dernières décennies augmente ces effets. Pour leur part, les revenus de l'état qui devaient renforcer le soutien nécessaire à la couverture sociale et des retraites ont subi une diminution considérable qui laisse les gouvernements sans marge de manœuvre.

Il est prévu que la pauvreté augmente de 53 millions de personnes dans le monde⁶. Mais même ce chiffre semble être optimiste, puisqu'il est fondé sur la définition de pauvreté de la Banque mondiale que beaucoup mettent en doute, et qui sous-estime probablement la quantité réelle de pauvres⁷. La dégra-

dation de l'état nutritionnel et de santé des enfants qui ont une consommation insuffisante d'aliments (soit en moindre quantité, soit en pire qualité) peut se révéler irréversible. Les évaluations suggèrent que la crise alimentaire a déjà augmenté de 44 millions le nombre de personnes qui souffrent de dénutrition⁸.

Il est probable que les effets de la crise entraînent aussi une augmentation de l'inégalité. L'écart entre les foyers riches et les foyers pauvres, en augmentation depuis 1990, se creusera davantage. Selon un échantillon de pays enquêtés dans un rapport de l'OIT publié en 2008, l'écart entre les revenus de 10 % des salariés touchant les salaires les plus élevés et de 10 % des salariés touchant les salaires les plus faibles avait augmenté de 70 %⁹.

Si le malaise social et les expressions publiques de désespoir et de frustration se heurtent à la répression violente des forces de l'ordre, comme cela est déjà arrivé dans certains pays, alors les droits civils et politiques seront aussi menacés par la crise. L'augmentation des manifestations xénophobes ou d'autres sortes de sentiments discriminatoires se produisant en différents endroits, pourraient également mettre en danger les droits des travailleurs étrangers et des groupes minoritaires, qui sont les plus vulnérables à la discrimination.

En raison de tous ces effets et en accord avec le consensus concernant l'origine de la crise, il faut conclure que les décisions prises concernant la régulation financière ont des conséquences tangibles pour la jouissance des droits. Le contraire est également vrai : envisager de faire respecter les normes en matière de

1 Une version préliminaire de cet article a servi de base pour une déclaration publiée par le Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels (Réseau-DESC) en consultation avec de nombreuses organisations de droits de l'homme. L'auteur remercie Nicolas Lusiani, qui a aidé à compléter la déclaration, et les nombreuses organisations de droits de l'homme pour leurs commentaires et leurs contributions au document. La responsabilité pour d'éventuelles erreurs revient, évidemment, uniquement à l'auteur.

2 Pour une étude détaillée des principales sources officielles (FMI, Banque des règlements internationaux, Forum de stabilité financière) qui montrent les remarquables similitudes dans la compréhension des causes de la crise financière, voir Caliari (2009), "Assessing Global Regulatory Impacts of the U.S. Subprime Mortgage Meltdown : International Banking Supervision and the Regulation of Credit Rating Agencies", document préparé pour le Symposium sur le marché financier et le risque systémique : la répercussion mondiale de l'effondrement des crédits hypothécaires sub-prime aux États-Unis, co-organisé par le *Journal of Transnational Law and Contemporary Problems* à la faculté de droit de l'Université d'Iowa et le Centre pour les finances internationales et le développement de l'Université d'Iowa.

3 OIT. "The Financial and Economic Crisis : A Decent Work Response". Document de débat GB.304/ESP/2, 2009.

4 *Ibid.*

5 Banque mondiale. *The Financial Crisis and Mandatory Pension Systems for Developing Countries*. Washington DC : Banque mondiale.

6 *World Bank News*, le 12 février 2009.

7 La classification arbitraire de la Banque mondiale dans laquelle les personnes qui vivent avec moins de 2 USD par jour sont pauvres et celles qui vivent avec moins de 1 USD par jour sont extrêmement pauvres a été critiquée maintes

fois parce qu'elle ne représente pas la réalité de la pauvreté dans les différents pays, avec des seuils de pauvreté nationale très différents, et le panier de biens que ces revenus permettraient d'acheter dans des pays différents. En 2008, la Banque a mis à jour son calcul de la parité de pouvoir d'achat (PPA) déjà très périmé ; sur cette base, le nombre de personnes que la Banque définit comme extrêmement pauvres (à présent, celles qui vivent avec moins de 1,25 USD par jour) a été recalculé à la hausse à 1,4 milliards, presque 50 % de plus que l'estimation précédente d'1 milliard (voir le Rapport 2009 des Objectifs du millénaire pour le développement de l'ONU : 4-7).

8 Banque mondiale (2009). *Swimming Against the Tide : How Developing Countries Are Coping with the Global Crisis*. Washington DC : Banque mondiale.

9 OIT. *World of Work Report 2008 : Income Inequalities in the Age of Financial Globalization*. Genève : OIT.

droits de l'homme sans aborder les effets des politiques financières et des options en ce qui concerne la régulation aurait des résultats insuffisants et inefficaces.

Cependant, les conséquences évidentes de cette crise ne sont pas différentes de celles qui se sont produites lors des autres crises financières qui, au siècle précédent, ont périodiquement touché divers endroits du monde – particulièrement l'Asie de l'Est à la fin des années 1990. Elles ont toutes entraîné des privations et de graves souffrances pour les citoyens ordinaires, surtout pour les plus vulnérables et les marginalisés, alors que ceux qui se sont enrichis par la spéculation financière ne sont pas tenus de rendre compte de leurs actions. Par exemple, pendant les dernières années, non seulement la tendance à une augmentation de l'inégalité de revenus s'est maintenue mais il y a eu aussi une croissance du volume des richesses contrôlées par les « super-riches »¹⁰. Les stratégies agressives d'investissement – c'est à dire la spéculation – favorisées par les flux sans restriction des capitaux, ont permis l'apparition de ces phénomènes¹¹. Cependant, ce sont les groupes aux revenus les plus faibles, et non pas ceux qui se sont enrichis lors de l'expansion économique préalable à la crise, qui seront démesurément touchés par la récession post-crise.

Sur ce point, la crise remet aussi en question la croyance que les richesses engendrées par le marché se « répandraient » sur le reste de la population. Récemment, le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a déclaré que les marchés financiers – et de fait la croissance du PIB tel qu'il est mesuré actuellement – ne sont pas un but en eux-mêmes mais qu'ils existent pour favoriser le bien-être des personnes. Ce qui est bon seulement pour les finances ou pour la croissance du PIB, ne l'est pas nécessairement pour le bien-être économique de tous. Cet effondrement du système exige que les gouvernements nationaux assument un nouveau rôle dans l'élaboration des politiques économiques, aussi bien au niveau national et de plus en plus, au niveau international.

Une réponse axée sur les droits de l'homme: les principes

Une réponse à la récession financière et économique qui se centre sur les droits de l'homme n'est pas seulement une question de justice, mais elle permettra aussi que

les réformes du système financier et économique soient plus durables et résistent mieux aux crises futures.

Une réponse fondée sur une politique axée sur les droits de l'homme ne suppose pas a priori un système économique déterminé. Cependant, elle prend comme point de départ un encadrement clair et universellement reconnu – un ensemble de normes fondées sur les instruments essentiels de la loi internationale sur les droits de l'homme – pour guider la conception et l'application de politiques et de programmes économiques visant à résoudre la crise. Les droits de l'homme non seulement permettent de limiter l'oppression et l'autoritarisme, mais ils imposent aussi aux états des obligations positives pour défendre les droits économiques, sociaux et culturels. Les états ont le devoir de respecter et de protéger les droits de l'homme à tout moment, ainsi que de s'y conformer, surtout en période de crise.

Les gouvernements doivent assurer prioritairement la jouissance des droits sociaux et économiques minimums essentiels ; ils ont aussi l'obligation spécifique et constante de travailler avec toute la célérité et l'efficacité possible pour atteindre leur pleine application. Les normes en matière des droits de l'homme exigent que les gouvernements ne prennent aucune mesure délibérément régressive – par exemple, l'élimination de programmes essentiels – à moins que ceci soit absolument justifié pour la totalité des droits garantis dans les principaux traités sur les droits de l'homme et dans le contexte de la pleine utilisation du maximum des ressources disponibles. Même avec des deniers publics limités, les états doivent réunir le maximum de ressources disponibles pour assurer que les droits économiques et sociaux s'exécutent pleinement de façon progressive dans le court et le long terme.

En plus, le principe de non discrimination requiert que les états assurent que toutes les mesures prises en réponse à la crise n'aient pas d'effets disproportionnés et que soient établies des mesures délibérées et ciblées afin d'assurer une égalité à l'accès aux services de base dans tous les pays et parmi tous les groupes démographiques. Les membres les plus démunis doivent être protégés de façon prioritaire, même lorsque la limitation des ressources est sévère.

Bien que les obligations primaires des états en matière de droits de l'homme tombent sous leurs juridictions, il faut aussi – dans l'esprit de la charte de l'ONU et des lois internationales applicables – qu'elles contribuent à la coopération internationale pour la pleine réalisation des droits de l'homme. En agissant dans les forums internationaux tels que l'ONU, la Banque mondiale et les réunions ad hoc du Groupe des 20 (G-20), les états doivent assurer que leurs politiques soient cohérentes et qu'elles conduisent à la réalisation des droits de l'homme. Dans ce sens, les états qui ont joui d'une position plus puissante dans la prise de décisions sur les politiques économiques mondiales ont une responsabilité plus grande d'avoir

causé, par leurs actions ou omissions, cet effondrement mondial. Par conséquent ils ont aussi une plus grande responsabilité pour en atténuer les effets et prendre les mesures nécessaires pour assurer une issue juste et durable. Conformément à la loi internationale, les gouvernements doivent aussi assurer que les normes en matière de droits de l'homme soient prioritaires par rapport aux engagements commerciaux, des investissements ou financiers.

Les principes fondamentaux en matière de droits de l'homme incluent la participation sociale, la transparence, l'accès à l'information, la protection juridique et la responsabilité publique. Les gens doivent pouvoir participer dans la vie publique et interagir de manière significative dans le développement des prises de décisions les concernant, leur permettant ainsi de contester les processus qui touchent leurs vies. De plus, les états doivent assurer que personne ne soit au-dessus de la loi. Les personnes dont les droits ont été atteints doivent disposer de solutions accessibles et efficaces pour exiger leur réparation. Les responsables des préjudices causés, même si ce sont des acteurs privés, doivent être traduits en justice, et les activités futures qui portent atteinte aux droits de l'homme doivent être interdites.

Réforme du procédé de prise de décisions en matière de politiques économiques

La crise actuelle fournit une occasion historique et, de fait, une responsabilité générationnelle de repenser la façon dont les décisions en matière de politiques économiques ont été prises jusqu'à présent. Une approche des droits de l'homme exige une réforme des structures de gouvernance afin d'assurer que toute la politique économique au niveau national et international soit effectuée conformément au contenu juridique offert par le régime des droits de l'homme. .

Trop souvent les décisions officielles sur la régulation des flux des capitaux financiers, par exemple, – ou bien le besoin de s'en passer – sont prises par quelques « experts », parmi lesquels figurent en général les propres représentants des industries du secteur privé. Essentiellement, ce procédé entrave la participation publique dans les discussions politiques et légales fondamentales qui touchent tout le monde, avec des effets sur les plus vulnérables et les marginaux en particulier. Une réponse fondée sur une politique des droits de l'homme transformerait ce procédé, en assurant la participation à tous les niveaux et en soumettant les décisions à un examen public, à la transparence et à l'obligation de rendre des comptes à chaque étape.

La responsabilité publique et la participation dans la politique économique sont aussi entravées par l'ingérence des institutions financières internationales et des bailleurs de fonds imposant des conditions en matière de politiques ou par les règles inflexibles

10 D'après une analyse effectuée en 2007 par Merrill Lynch y Capgemini, « Le nombre de personnes avec 1 million d'USD ou plus à investir a augmenté de 8 %, atteignant 9,5 millions l'année dernière, et la richesse qu'ils contrôlent s'est étendue à 37,2 billions d'USD. Environ 35 % est entre les mains d'à peine 95.000 personnes avec des actifs de plus de 30 millions d'USD ». Voir Thal Larsen, P. "Super-rich Widen Wealth Gap by Taking More Risks". *Financial Times*, le 28 juin 2007.

11 Thal Larsen, *ibid*, cite l'un des directeurs de Merrill Lynch qui a dit que la différence entre les riches et les super riches reflétait « la volonté du très riche de prendre de plus grands risques ».

contenues dans les accords commerciaux et d'investissement. Les états devraient avoir le pouvoir d'assurer que leurs obligations en matière de droits de l'homme soient prioritaires par rapport aux engagements économiques ou aux droits des investisseurs.

Ces mêmes principes en matière de droits de l'homme doivent être diffusés internationalement, puisque la coopération pour la réalisation de ces droits est une obligation de tous les états, surtout pour les responsables des dommages causés. En dépit des conséquences à grande échelle des mesures des politiques financières, les organismes intergouvernementaux qui établissent l'agenda et définissent les réformes financières, tels que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, le Forum de stabilité financière et le G-20, limitent la participation de la plupart des pays. De leur côté, le FMI et la Banque mondiale sont toujours gouvernés par des principes en matière de prise de décisions qui laissent un rôle marginal aux pays en développement et qui limitent la transparence. De même, dans ces forums sont exclues de l'élaboration les réponses politiques d'autres organisations internationales qui ont pour mandat la protection des droits de l'homme.

L'ONU, en tant que gardien du cadre légal international, est le forum le plus adéquat et légitime pour débattre les réformes nécessaires à la restructuration du système économique et financier international sur la base des droits de l'homme. Son rôle serait énormément renforcé par l'établissement d'un Conseil de coordination économique mondial, tel qu'il a été recommandé par la Commission d'experts de l'ONU¹². Ce Conseil, qui fonctionnerait sous le principe de la représentation équitable et au même niveau que l'Assemblée générale et que le Conseil de sécurité, pourrait apporter une plus grande efficacité, représentation et transparence dans l'élaboration de stratégies pour envisager les politiques économiques lorsqu'elles concernent les priorités de développement, au-delà du champ d'application limité des ministères des finances ou de l'économie.

La régulation du secteur bancaire et financier

Un aspect frappant de la crise est la manière dont les institutions financières ont réussi à transférer aux secteurs les plus vulnérables de la société la charge de leur irresponsable prise de risques. Ce sont les politiques spécifiques du gouvernement, conçues pour déréguler le système financier en entier, qui ont permis cela. Par conséquent, les gouvernements – au niveau national et international – doivent adopter des mesures pour protéger les droits de l'homme de leurs populations par le biais d'une solide régulation

« Les afro-américains et les indigènes partagent un passé d'exploitation et de conquête et ils subissent à l'extrême les effets de la crise. Notre empire américain s'est forgé sur le fameux *rêve américain*, mais on voit qu'on a utilisé des terres usurpées et du travail volé pour construire ce pays, le pays le plus riche qu'on ait jamais vu dans le monde. Depuis le début, les institutions financières ont employé tous les moyens possibles et imaginables pour aider et encourager les spéculateurs qui essayaient de bâtir l'empire. Nous devons rejeter la théologie néolibérale et édifier des théories théologiques plus progressistes ».

Jean Rice (*Picture the Homeless, New York*)

du secteur bancaire et financier. Ils doivent aussi renforcer la responsabilité et l'état de droit avec un strict contrôle des actes délictueux. Bien qu'à l'heure actuelle certains actes ne sont pas considérés comme des délits (par exemple, « l'évasion fiscale » dans certains pays) ou comme des infractions entraînant des responsabilités légales, une législation appropriée doit être adoptée et appliquée à ce sujet. Et plus encore, les gouvernements doivent agir avec sérieux pour garantir aux individus et aux pays touchés sans responsabilité aucune, une indemnisation.

De toutes les institutions du secteur financier, les banques sont les plus réglementées. Cependant, leur conduite est de plus en plus gouvernée par des principes de contrôle qui relèvent de leurs propres mécanismes de gestion des risques, au lieu de l'être par des normes extérieures développées par une institution de contrôle au niveau national. En réponse à la pression des pays industrialisés, beaucoup de pays pauvres ont progressivement adopté ces mêmes principes, en partie séduits par la possibilité d'attirer des banques internationales. Ils ont également permis, pour la même raison, que ces banques déplacent des capitaux sans restrictions. Cependant, la dérégulation pour attirer des banques étrangères n'a pas toujours produit les bénéfices désirés. Les preuves empiriques démontrent qu'il n'existe aucun rapport entre la libéralisation des comptes de capitaux et l'augmentation de la croissance économique. L'accès au crédit, surtout pour les groupes les plus marginalisés, ne s'est pas beaucoup amélioré, alors que les grandes banques internationales ont eu tendance à éliminer le secteur bancaire national dont dépendent les plus défavorisés. Aujourd'hui les pays qui sont vulnérables et qui dépendent des banques étrangères sont les plus touchés par la crise financière, parce que ces institutions rentrent vers leurs pays d'origine et refusent d'octroyer des prêts aux économies devenues fragiles.

Les réformes du secteur bancaire devraient aménager des espaces libres pour que les gouvernements nationaux puissent réguler les services offerts par les banques afin d'assurer un accès plus large au crédit et aux autres fonctions sociales clés. Si

l'on considère que les banques nationales sont le meilleur moyen de garantir les droits, elles devraient être pleinement soutenues.

Les *hedge fund* (fonds d'investissement spéculatif), les fonds de capitaux propres privés et les agences de notation financière ont leur propre schéma d'autorégulation. Dans beaucoup de pays il a été permis que les *hedge funds* deviennent le mécanisme principal pour le dépôt de l'épargne des citoyens ordinaires, ceci mettant en danger l'accès des citoyens à la sécurité sociale. Les *hedge funds* et les fonds de capitaux propres privés ont aussi provoqué une brusque montée du chômage et autres violations des droits du travail en raison de leur influence excessive sur les procédés de prise de décisions pour la restructuration des entreprises dans le monde entier. L'obtention de bénéfices extraordinaires a aussi été encouragée moyennant des stratégies à effet de levier basées sur des exonérations fiscales sur le financement des dettes, compromettant les sources des recettes fiscales. Ceci a limité les possibilités d'expansion fiscale de nombreux gouvernements au moment même où ils en ont le plus besoin pour stimuler la création d'emplois et renforcer les mesures de protection sociale.

En admettant que les activités de ces acteurs financiers ont des effets profonds et mesurables sur les droits de l'homme, l'état ne doit pas abandonner son devoir de protection. Les gouvernements devraient travailler de manière conjointe à la mise en place de mesures nécessaires pour éviter que les *hedge funds*, les fonds de capitaux propres privés, les instruments dérivés et les agences de notation financière aient des effets négatifs sur l'application des droits de l'homme.

La libéralisation du capital et la création de paradis fiscaux impénétrables ont rendu plus difficile l'application d'impôts progressifs sur les flux de capitaux et ont érodé encore davantage la base imposable des pays, aussi bien au Nord qu'au Sud, en facilitant le transfert des bénéfices des pays où ils ont été obtenus vers des pays où l'on paye très peu ou pas du tout d'impôts. Ceci a des conséquences négatives sur les recettes fiscales, pourtant cruciales

12 Assemblée générale des Nations Unies. "Recommandations de la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale sur la réforme du système monétaire et financier international". A/63/838, le 29 avril 2009.

pour que les gouvernements puissent remplir leurs obligations en matière des droits de l'homme. Les gouvernements doivent être à la hauteur de leurs devoirs envers leurs citoyens et protéger les revenus publics de façon transparente et responsable. Ils doivent pour cela interdire les paradis fiscaux et prendre des mesures appropriées pour contrôler le mouvement du capital et renforcer les comptes fiscaux.

De même, les banques centrales sont des organismes publics et, en tant que parties intégrantes du gouvernement, elles ont des obligations en matière des droits de l'homme. Le principe de « l'indépendance de la banque centrale » a souvent signifié l'indépendance par rapport aux intérêts sociaux et aux droits de l'homme. Toutefois cela ne signifie pas être libéré de l'ingérence des lobbyistes financiers privés. Les banques centrales doivent reconnaître que l'indépendance ne signifie pas absence de responsabilité envers les intérêts de la société entière. Elles doivent trouver un équilibre entre le besoin de parvenir à une inflation faible et stable et leurs obligations de lutte contre l'inégalité des revenus et de stabilisation de l'emploi et la subsistance de la population grâce à divers instruments de crédit et de contrôle.

La crise et les droits de l'homme dans le Sud

La mesure dans laquelle la crise met en péril la réalisation des engagements pour les droits de l'homme se fait sentir plus dramatiquement dans le Sud. Pendant longtemps on a dit aux pays en développement qu'ils devaient avoir confiance en la croissance axée sur les exportations et les politiques de libre marché. Et maintenant ce sont ceux qui souffrent le plus à cause de la chute de la demande extérieure produite par la crise. On devrait accorder à ces pays une flexibilité spéciale pour qu'ils puissent tenir entièrement leurs engagements en matière des droits de l'homme et pour qu'ils puissent développer des politiques commerciales afin de pouvoir faire face à la crise et prévenir leur vulnérabilité au regard de futures exportations. La ligne et la stratégie des exportations choisies par un pays, ainsi que l'équilibre entre les exportations et les besoins du marché intérieur, devraient être soigneusement orientés en fonction de leurs obligations en matière des droits de l'homme, en particulier la nécessité de garantir la non-discrimination et la réalisation progressive des droits.

Le niveau d'endettement est aussi sur le point d'augmenter dans les pays en développement. La crise ne détériorera pas seulement leur situation commerciale et financière, les obligeant à s'endetter, mais il est aussi probable qu'une réponse efficace face à la crise, ne faisant pas appel à des dépenses déficitaires pour accélérer la récupération, détériore les niveaux de base minimum de bien-être. Cependant on ne peut pas ignorer les conséquences et les effets que les futurs prêts auront sur les droits de l'homme. Une partie de l'augmentation de la dette est due à la prolifération des lignes rapides de crédit favorisées

par les institutions multilatérales de crédit, comme la Banque mondiale, qui sont censées aider les pays en développement à faire face à la crise. Ces lignes de crédit déboursent d'énormes sommes d'argent avec peu ou aucune possibilité de contrôle citoyen et de responsabilité publique et il existe un risque réel qu'elles éludent complètement les garanties sociales et environnementales. Une partie de l'augmentation des niveaux d'endettement est lié au besoin de refinancer la dette dans les marchés de capitaux privés en difficulté ne comptant qu'avec très peu de fonds, alors que les pays en développement essaient vainement de faire concurrence aux pays industrialisés afin de recomposer leur secteur bancaire déficitaires et de mettre en œuvre des plans de relance.

Bien qu'à court terme ces lignes de crédit puissent être nécessaires pour permettre aux gouvernements de stabiliser leurs dépenses, les principes des droits de l'homme sont essentiels pour déterminer (1) les prêts strictement nécessaires qui doivent être demandés, (2) les demandes qui devraient être satisfaites grâce à un financement concessionnel plus que des prêts, et (3) les principes de responsabilité publique et de transparence qui assureront que les nouveaux prêts soient contractés de façon responsable, avec un contrôle social approprié, pour éviter de produire davantage de dettes illégitimes que les générations futures seront obligées de payer.

Certains annoncent que les réductions budgétaires produites par la crise et le transfert de fonds aux plans de relance fiscale conduiront les pays donateurs à diminuer leur aide au développement. Compte tenu du fait que la jouissance des droits de l'homme de nombreuses personnes est en danger en raison de la crise financière, les gouvernements donateurs ne doivent en aucune façon revenir sur leurs obligations d'aide internationale en recoupant l'aide au développement.

Plans de relance économique axés sur les droits de l'homme

Les lignes directrices d'une approche de la crise basée sur les droits de l'homme ne seraient pas complètes sans une référence au rôle très particulier que les normes en matière de droits de l'homme devraient jouer dans les plans de relance économique nationaux. Les principes de non-discrimination, de transparence, de responsabilité publique et de participation, déjà mentionnés, sont particulièrement importants à ce sujet.

Les plans de relance économique ne doivent en aucune façon discriminer. Les gouvernements devraient analyser les conséquences de leur distribution dans la société pour garantir l'équité des bénéfices que ce soit du point de vue du genre, de l'ethnie, de l'orientation sexuelle ou de la classe sociale. Des mesures supplémentaires seront certainement nécessaires afin de favoriser une égalité substantielle dans les groupes historiquement marginalisés et spécialement

vulnérables. Les politiques de genre, par exemple, requièrent la participation de femmes dans la conception et la mise en œuvre des plans de relance. Les décisions, pendant la durée du plan de relance, doivent rester ouvertes aux questionnements et doivent être fondées sur la participation et la transparence pour renforcer la responsabilité publique.

La stabilisation et le renforcement des systèmes de protection sociale pour tous les citoyens, particulièrement les plus vulnérables, doivent être spécialement prioritaires lors de l'élaboration des plans de relance par les gouvernements. Le droit à la sécurité sociale est reconnu dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* et dans de nombreux traités internationaux sur les droits de l'homme ; tous les états ont l'obligation d'établir immédiatement un système de protection sociale de base et de l'étendre au fur et à mesure des ressources disponibles. Le renforcement de ces systèmes respecte les engagements à court terme de protéger les personnes d'une récession économique et favorise la priorité économique à plus long terme d'investir dans les individus.

Cependant, à l'heure actuelle le recours aux plans de relance économique pour éviter des mesures régressives en matière des droits et pour relancer les économies nationales, n'est pas accessible à tous les pays. Tout en garantissant que ces plans de relance tiennent compte des standards en matière de droits de l'homme au niveau interne, ils devraient également maintenir leurs obligations avec la coopération internationale en diminuant l'écart financier global avec le Sud.

Il est important que, dans un effort pour stabiliser l'emploi et les moyens de vie, les plans de relance n'augmentent pas la demande vers des modèles de consommation désuets et non viables aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Maintenir une économie qui consomme beaucoup de carbone, épuisant les ressources de la Terre et augmentant les émissions de gaz à effet de serre, ne fera que multiplier les défis auxquels de nombreux pays doivent déjà faire face pour défendre les normes en matière de droits de l'homme.

Conclusions

On devrait s'attendre à un sombre héritage laissé par cette crise financière, beaucoup plus sombre que celui laissé par n'importe quelle autre crise que cette génération ait connue. Mais ceci s'accompagne d'un héritage d'idées importantes qui ne peuvent plus être négligées et qui devraient être le centre de la restructuration du système économique mondial. L'une de ces idées est l'importance indiscutable que revêtent, pour les différentes options de politiques économiques et financières, les engagements en matière de droits de l'homme que la communauté internationale a soutenu dès 1948. L'humanité ferait bien de ne pas oublier à quel prix se sont forgés les instruments modernes des droits de l'homme. ■

L'égalité de genre et la crise financière

L'égalité entre femmes et hommes doit être un élément essentiel dans le développement de mesures et de politiques pour lutter contre la crise financière alors que celle-ci commence à s'installer dans les secteurs où dominent les femmes et que le taux de violence contre les femmes augmente. Une analyse de genre est nécessaire afin de comprendre la profondeur et la portée de la crise et de pouvoir élaborer les réponses adéquates. Cependant, bien que la crise oblige à relever ces défis, elle représente aussi une occasion de renforcer le pouvoir et le leadership des femmes, comme cela s'est déjà vu dans certains pays où celles-ci ont surgi comme dirigeantes.

Nancy Baroni
Canadian Feminist Alliance for International Action
Mirjana Dokmanovic, PhD
Association Technology and Society, Serbia
et Women in Development Europe (WIDE)
Genoveva Tisheva
Bulgarian Gender Research Foundation et
Bulgarian-European Partnership Association
Emily Sikazwe
Women for Change

L'inégalité de genre n'est pas un phénomène nouveau ; cependant, la crise économique a aggravé les inégalités de genre partout dans le monde. Comme la récession mondiale persiste, les gouvernements et l'industrie discutent des sauvetages et des prêts de capitaux ; de plus en plus de services publics sont privatisés pour « protéger » les fonds gouvernementaux et les impôts corporatifs sont réduits au profit des grandes entreprises et des riches. Il est de plus en plus clair que les femmes sont profondément touchées par la récession mondiale et par les réponses nationales à la crise.

D'après l'ONU, si au début le chômage augmentait plus rapidement chez les hommes que chez les femmes, le taux masculin est maintenant en train de ralentir alors que pour les femmes il continue à augmenter ; le taux mondial de chômage pour les femmes pourrait atteindre 7,4 % par rapport à 7,0 % pour les hommes¹. Mais bien que la crise financière aux États-Unis et en Europe ait d'abord touché les secteurs financiers et industriels, composés surtout par des hommes, ses effets commencent à s'aggraver dans les secteurs où les femmes sont majoritaires, comme l'industrie des services et le petit commerce.

Les femmes des pays en développement sont les plus touchées par la crise financière. Leur contrôle sur la propriété et les ressources est plus faible, elles sont majoritaires dans les travaux les plus vulnérables ou au forfait, elles gagnent moins et leur protection sociale est plus faible ; c'est pourquoi les femmes, et leurs enfants, sont les plus vulnérables face à la crise. En conséquence de quoi elles se trouvent dans une situation sociale et économique beaucoup plus faible que celle des hommes pour faire face à la récession. Elles doivent généralement travailler davantage d'heures et trouver du travail supplémentaire, tandis qu'elles

continuent à s'occuper des responsabilités primaires du ménage.

Le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement a signalé que la crise financière offre une occasion cruciale de modifier la structure financière mondiale avec pour objectif d'adhérer à des principes équitables et fondés sur les droits. Le groupe demande une alternative à la décision du G-20 de repositionner le Fonds monétaire international. Cette décision ne ferait que perpétuer les échecs des politiques économiques néolibérales, aggraverait les inégalités structurelles du passé et augmenterait l'endettement des pays en développement. Cette situation maintient l'approche dépassée et injuste selon laquelle un petit nombre de nations riches décident pour beaucoup de nations qui se trouvent dans des situations différentes. Le Groupe de travail des femmes exige des solutions et des mesures pour la crise financière qui soient issues d'un large processus, consultatif et inclusif, dans le cadre des Nations Unies – et non pas dans celui du FMI – où les droits humains des femmes sont préservés et où chaque état membre a une voix à la table des débats².

Les approches gouvernementales pour lutter contre la crise économique et financière ne sont en général pas fondées sur les principes d'égalité ou des droits humains. Beaucoup de pays du Nord ont négocié d'énormes renflouements pour les principales industries en utilisant les deniers publics. Beaucoup de pays investissent aussi dans des projets d'infrastructure destinés principalement à des activités qui emploient surtout des hommes (la construction, les transports, etc.), au lieu de le faire dans les secteurs qui traditionnellement favorisent les femmes (les soins médicaux, le soin des enfants, les allocations familiales, etc.). Les programmes d'assurance chômage, là où ils existent, couvrent généralement les travailleurs

à temps complet et rarement ceux qui travaillent à temps partiel, qui le plus souvent sont des femmes. Le nombre de rapports sur la violence exercée sur les femmes augmente ; en raison du manque de sécurité économique et sociale, elles ont plus de difficultés pour échapper à des situations de violence.

Le rapport du Département d'état des États-Unis³ qui vient de paraître sur le trafic humain, signale que la crise économique mondiale contribue au trafic du travail et au trafic sexuel, puisque l'augmentation du chômage et de la pauvreté rend les personnes plus vulnérables face aux trafiquants et qu'il existe une demande croissante de biens et de services bon marché. Le rapport prévoit que la crise économique provoquera le passage à l'irrégularité de nombreuses activités afin d'alléger la charge fiscale et d'éviter les lois de protection du travail en embauchant de la main d'œuvre non syndicalisée, ce qui augmentera le travail forcé, bon marché et le travail des enfants par les entreprises multinationales en manque d'argent.

Pour *Amnesty International*, la crise économique aggrave les problèmes des droits humains existants et certains problèmes très importants – comme la pauvreté, les droits reproductifs et la violence exercée sur les femmes – ne trouvent pas l'attention et les ressources nécessaires. Les gouvernements investissent pour redresser les marchés, mais ceux-là ne tiennent pas compte des problèmes des droits humains. Dans le passé les gouvernements utilisaient la sécurité comme excuse pour diminuer l'importance des droits humains ; maintenant que la crise impose aux gouvernements d'autres priorités, les droits humains sont à nouveau ignorés.

Les réactions face à la crise économique supposent la réduction du financement pour les mécanismes d'égalité de genre et la mise en pratique des lois sur la matière, ce qui mettra en danger les réussites obtenues et renforcera inévitablement les stéréotypes existants. En même temps le soutien aux organisations de femmes, partie essentielle du mouvement mondial des femmes, diminue.

Lors d'une conférence de la Commission européenne sur l'« Égalité entre les hommes et les femmes en période de changement » (les 15 et 16 juin 2009) certaines tendances régionales de l'impact de genre de la crise économique ont été identifiées. Ces

1 Voir : Organisation internationale du travail. *Global Employment Trends for Women*. Genève : OIT, 2009.

2 Le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement est coordonné par *Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN)* et comprend les organisations et les réseaux suivants : *African Women's Development and Communication Network (FEMNET)*, *Arab NGO Network for Development (ANND)*, *Association for Women's Rights in Development (AWID)*, *Feminist Task Force-Global Call to Action against Poverty (FTF-GCAP)*, *Global Policy Forum (GPF)*, *International Council for Adult Education (ICAE)*, *International Gender and Trade Network (IGTN)*, *International Trade Union Confederation (ITUC)*, *Network for Women's Rights in Ghana (NETRIGHT)*, *Red de Educación Popular entre Mujeres para América Latina y el Caribe (REPEM)*, *Third World Network-Africa (TWN-Africa)*, *Women's Environment and Development Organization (WEDO)*, et *Women in Development Europe (WIDE)*.

3 Département d'État des États-Unis. *Trafficking in Persons Report*. Washington DC, 2009. Disponible sur : <www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2009>.

« La crise économique a manifestement frappé le Bénin. Aujourd'hui de nombreuses familles ne peuvent se permettre qu'un repas par jour. Les mariages forcés ont augmenté car les familles vendent leurs filles pour faire face à la crise. Les progrès réalisés pour éliminer la violence envers les femmes en sont réduits à néant. Les impacts de la crise creusent les écarts entre les sexes, par exemple, l'inscription scolaire des filles baisse, de même que la présence de la femme sur le marché du travail formel. Les femmes sont les premières à perdre leur emploi, et doivent généralement s'occuper de leur famille sans aucune aide sociale ».

Sonon Blanche (*Social Watch Bénin*)

« Le Gouvernement bulgare a admis récemment que le pays a été touché par la crise en février de cette année. Jusqu'à cette date, 44.000 personnes, dont 96 % sont des femmes, ont perdu leur emploi à cause de la crise. Beaucoup d'industries affectées – telles que l'habillement, la chaussure, la restauration et l'administration publique – emploient essentiellement des femmes. La crise a aussi un impact sur la violence envers les femmes. Normalement, dans ma ville, de 17 à 19 cas par an en moyenne sont saisis par les tribunaux ; depuis le début de l'année, 42 ont déjà été saisis. Dans bien des cas les hommes abandonnent leurs femmes et enfants quand celles-ci perdent leur travail ; ces familles doivent donc survivre avec les 50 EUR ou moins des allocations chômage. Parmi les femmes interrogées beaucoup avaient été harcelées au travail et avaient des difficultés à se faire embaucher dans le secteur formel ».

Milena Kadieva (*Gender Research Foundation, Bulgarie*)

problèmes sont similaires aux tendances mondiales : en Europe les femmes sont majoritaires dans les emplois incertains, à mi-temps et à court terme, en grande partie à cause de leurs responsabilités disproportionnées pour la charge du ménage. En dépit des normes de l'Union européenne sur l'emploi et l'égalité de genre, les problèmes de salaires inégaux et du besoin d'équilibrer le travail avec la vie en famille sont toujours d'actualité. Bien que la crise en Europe ait touché autant les femmes que les hommes, elle l'a fait de façon différente.

Entre autres choses, la conférence a conclu que : davantage de mesures d'encouragement sont nécessaires pour que les femmes participent au marché du travail, que l'égalité entre les femmes et les hommes doit être un élément essentiel dans le développement de mesures et de politiques pour lutter contre la crise, que la participation des femmes dans les postes cadres du secteur privé doit être encouragée, que les entreprises doivent adopter des politiques qui tiennent compte des familles, qu'il est essentiel d'investir dans leur éducation et leur formation continue. De plus, l'importance des lois et des mécanismes d'égalité de genre en période de crise ont été soulignés.

Renforcer les droits des femmes en période de crise

Récemment, le directeur général de l'Organisation Internationale du Travail, Juan Somavia, a annoncé une initiative importante : la création urgente d'un

pacte mondial pour l'emploi, élaboré pour promouvoir une politique coordonnée en réponse à la crise mondiale du travail et à l'augmentation du chômage, des travailleurs pauvres et des emplois vulnérables⁴. Cette réponse cherche à éviter la récession sociale mondiale et à diminuer ses effets sur les gens. Le pacte permettra d'aider les plans de relance extraordinaires, entre autres politiques gouvernementales, à aborder en profondeur les besoins de ceux qui sont en manque de protection et de travail afin d'accélérer en même temps la récupération économique et l'emploi.

Récemment, *Amnesty International* a lancé une campagne dénommée « Exigeons la dignité » pour lutter pour les droits menacés par la crise économique et pour ceux qui ont été ignorés dans les réponses à la crise. La question fondamentale est de renforcer le pouvoir des pauvres. La campagne a pour but de renforcer leurs voix et aussi la transparence et la responsabilité publique des gouvernements, afin que les gens puissent exiger que les engagements sur l'égalité de genre et des droits de la femme soient tenus et puissent participer aux décisions qui touchent leur vie. La campagne insiste spécialement sur les droits et la participation des femmes dans les décisions qui les regardent.

4 Les projections de l'OIT sur les travailleurs pauvres dans le monde entier montre qu'il existe 200 millions de travailleurs qui risquent de faire partie des personnes vivant avec moins de 2 USD par jour entre 2007 et 2009. Voir : OIT. "Global Employment Trends Update", mai 2009.

En plus de ces initiatives, il faut spécialement fixer l'attention sur les défis et les occasions qu'offre la crise mondiale pour le renforcement du pouvoir et le *leadership* des femmes. Nous sommes témoins d'exemple positifs de femmes qui accèdent à des postes de haute responsabilité comme résultat de la crise économique et financière mondiale ; les cas les plus remarquables sont ceux de la première ministre d'Islande et de la présidente de Lituanie, qui ont été élues principalement en raison de la frustration des électeurs face aux échecs des politiques économiques qui ont contribué aux effets de la crise dans ces pays.

D'après le Groupe de travail des femmes sur le financement du développement, une réponse à la crise fondée sur les droits requiert, *inter alia*, la réforme immédiate de l'architecture financière mondiale afin de gérer efficacement le manque de liquidité et les déséquilibres de la balance des paiements et de garantir que les réponses politiques ne transfèrent pas la charge du bien-être familial et la prestation de services à l'économie des soins. Le Groupe de travail des femmes agit pour établir des mesures et des processus nationaux, régionaux et internationaux qui respectent l'espace de la politique nationale et qui soient compatibles avec les normes et les engagements internationaux, y compris ceux concernant les droits de la femme et l'égalité de genre. Les politiques et les accords commerciaux devraient permettre aux pays d'éviter les déséquilibres du régime de l'OMC et de l'échec du cycle de Doha. En plus, ces mesures devraient être accompagnées de l'annulation des dettes illégitimes des pays en développement et de la création d'un mécanisme de restructuration des dettes avec la participation des gouvernements débiteurs, les groupes des droits de la femme et d'autres organisations de la société civile.

Lors de la conférence de haut niveau de l'ONU sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement (24-26 juin 2009), le Groupe de travail des femmes a rappelé aux états membres de l'ONU que les femmes ne peuvent plus attendre et que c'est le moment d'agir sur la réforme fondamentale de l'architecture financière mondiale⁵. En dépit de l'appel à l'action unanime des organisations de la société civile, le document final de la conférence n'a pas comblé les attentes. Afin de sauvegarder un consensus fragile, les états membres n'ont montré qu'un engagement faible sur la réforme de la structure financière, alors que le rôle central de l'ONU (dénommée le « G-192 ») dans la gouvernance économique s'est presque évaporé.

Les défenseurs des droits de la femme ont apprécié dans le document la reconnaissance du fait que les femmes doivent faire face à « une plus grande insécurité financière et doivent assumer des responsabilités familiales plus lourdes » (point 3) et que les femmes et les enfants se sont particulièrement appauvris en raison de la crise (point 7). Le document reconnaît aussi que les réponses à la crise

5 Groupe de travail des femmes sur le financement du développement. *Time to Act : Women Cannot Wait. A call for rights based responses to the global financial and economic crisis*. Juin 2009.

LA CRISE EN EUROPE DE L'EST : LES IMPACTS DE GENRE

Les tendances globales de l'impact de la crise mondiale sur les femmes caractérisent aussi les pays de l'Europe de l'Est, comme le montrent les rapports nationaux compris dans cette publication. En République Tchèque, par exemple, les réformes des finances publiques, ainsi que la diminution des impôts pour les plus riches et la hausse de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) pour les articles de base, ont taxé les plus pauvres y compris les femmes. Il en est de même avec l'introduction des tarifs des services et l'intention de diminuer les impôts sur l'assurance sociale, spécialement pour les contribuables les plus riches. Même avant la crise les salaires inégaux et la discrimination de genre et d'âge étaient des points importants. Les nouveaux problèmes d'égalité de genre en République Tchèque sont dus à la politique conservatrice du gouvernement et au manque de soutien aux institutions consacrées à l'enfance. La crise a également eu comme conséquence l'exacerbation de la discrimination contre les étrangers, en particulier de provenance asiatique.

En Hongrie, un des pays de l'Europe de l'Est les plus touchés par la crise, le gouvernement a engagé un plan qui comprend le recouplement des pensions, des primes pour le secteur public, le soutien à la maternité, les subventions hypothécaires, énergétiques et du transport public comme conditions du plan de sauvetage du FMI pour affronter l'impact de la crise. Toutes ces mesures affecteront les femmes de manière négative et augmenteront leurs responsabilités familiales ; il en sera de même avec certaines mesures additionnelles proposées qui comprennent la réduction des allocations et des bénéfices familiaux ainsi que l'aide aux jeunes couples avec enfants.

En Pologne, la diminution des revenus des ménages comme conséquence de la crise menace d'appauvrir des groupes sociaux entiers, particulièrement les classes moyenne et basse. Il est fortement probable que ceci ait à la fois un impact plus significatif sur les femmes, puisqu'elles ont traditionnellement la responsabilité de la famille. Pour certains analystes la crise pourrait également étendre l'économie polonaise informelle, puisque beaucoup d'entrepreneurs, surtout les petits, essayeront de minimiser les charges sociales et d'éviter le paiement d'impôts, ainsi que les autres coûts associés à l'emploi formel. En conséquence de quoi il est vraisemblable que l'augmentation de l'économie informelle touchera davantage les femmes puisqu'elles travaillent le plus souvent mal payées, surtout dans le secteur privé des services (par exemple le petit commerce). Les autres problèmes de l'égalité de genre sont : la contraction du secteur du vêtement, majoritairement féminin, et la limitation de la mobilité du marché du travail à cause de la hausse des loyers, surtout dans les zones défavorisées des petites villes.

En Bulgarie les ONG et les syndicats ont été en désaccord avec ce qu'ils considèrent un changement de politique du gouvernement vers l'acceptation du besoin de réduire les charges sociales en temps de crise. Ces charges étaient déjà faibles lorsque le contrôle monétaire a instauré et toute autre réduction pourrait briser la paix sociale dans le pays. Le chômage augmente (il faut signaler que le nombre de chômeurs non inscrits est égal – voire même supérieur – à celui des inscrits) et touchera surtout les plus jeunes qui manquent d'expérience de travail, les travailleurs non qualifiés, les plus âgés, les handicapés et les femmes.

En Serbie les syndicats ont accepté de repousser la mise en place du contrat collectif général et de différer certaines obligations financières des patrons envers les travailleurs, parmi elles le paiement des avantages des travailleurs, « pour aider le secteur privé à sortir de la crise ». Les droits des travailleurs sont ouvertement bafoués avec comme excuse le maintien de la stabilité économique, alors que les grandes compagnies et les magnats sont libres de ne pas payer d'impôts, de salaires et autres bénéfices. Il a été annoncé récemment que le maintien du nouvel accord stand-by avec

le FMI, pour une somme de 3,96 milliards d'USD, produira le recouplement des pensions, de l'éducation et des soins de la santé, aggravant davantage la position sociale de la femme.

En Slovaquie malgré les premiers pronostics qui épargnaient le pays de la crise, les évaluations officielles du chômage dépassent les 30.000 personnes en avril 2009. Dans ces conditions, la discrimination contre les femmes sur le marché du travail persiste.

En général, dans tous les pays de la région les femmes constituent le plus grand nombre de travailleurs à temps partiel, saisonniers et embauchés ainsi que les non qualifiés, qui en général ne possèdent pas d'assurance chômage formelle ou de protection sociale. Ainsi que l'indique la mise en garde du rapport de juillet 2009 de Development & Transition, il est probable que la crise touche les femmes dans les secteurs de l'emploi et des réseaux de protection sociale, des tâches non rémunérées, de l'éducation, de la migration et de la violence de genre. Par exemple, au Kazakhstan, l'accès limité aux ressources financières nécessaires pour les activités économiques formelles pousse la population vers les activités commerciales indépendantes et à petite échelle dans le secteur informel. La vulnérabilité des femmes pourrait bien s'approfondir au fur et à mesure que la crise avance. L'ampleur de la migration des femmes à la recherche de travail n'est pas connue exactement ni non plus l'impact sur les familles qui dépendent de leurs salaires pour subsister. Par ailleurs, les femmes pourraient se trouver dans une situation plus vulnérable à leur retour au foyer, rejetées par leurs communautés et leurs familles qui les considéreraient comme des prostituées¹. ■

1 Sperl, L. "The Crisis and its consequences for women", en *Development & Transition*, No. 13, 2009.

doivent contenir une perspective de genre (point 10), que les mesures de soulagement doivent prendre en compte, entre autres, l'égalité de genre (point 21) et que les désignations de postes dans les Institutions financières internationales (IFI) doivent considérer l'équilibre de genre (point 49). La grande déception a été le manque d'un engagement ferme pour le suivi de la question. La référence constante tout au long du texte à un « système des Nations Unies pour le développement » représente une limitation du rôle de l'ONU en faveur de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. Les groupes de la société civile sont arrivés à la conclusion que le document final représente une tentative claire d'exclure le G.192 du système de gouvernance économique mondial.

Cependant, pour l'avenir, le groupe de travail des femmes insiste sur le fait qu'elles continueront d'exiger la justice économique et de genre au sein de l'ONU, en dépit de la résistance persistante des IFI et du G-20 à centrer le développement sur les gens au lieu de le faire sur les bénéficiaires. Malgré l'échec démontré de leurs recettes politiques néolibérales et du système de gouvernance financière irresponsable, le FMI et la Banque mondiale continuent de promouvoir leurs politiques viciées et d'imposer leurs conditions aux pays en développement, en agissant non pas comme des agences spéciales de l'ONU sinon comme si l'ONU était leur agence spéciale. Dans le système de l'ONU, dans lequel tous les états membres

devraient être égaux, certains – maintenant élargis à 20 – sont plus égaux que le reste des 172 autres. La déclaration du Groupe de travail des femmes affirme sa forte opposition à ces agissements et exige que tous les états membres aient le même pouvoir de vote, les mêmes droits et les mêmes obligations dans la prise de décisions.

Les organisations de la société civile, y compris les organisations et les réseaux de femmes, demandent une approche du développement fondée sur les droits. Une révision de la mise en œuvre de cette approche par les agences de l'ONU montre qu'elle pourrait être efficace pour l'éradication de la pauvreté, le développement de la démocratie et des droits humains et le soutien aux groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes, pour qu'elles participent dans les prises de décisions⁶. L'application de cette approche contribue à ce que les états membres tiennent les engagements issus de la Convention sur l'élimination de toutes les for-

mes de discrimination à l'égard des femmes et de la plateforme d'action de Beijing.

Cependant il est nécessaire d'améliorer cette approche afin d'aborder efficacement les besoins des femmes et d'améliorer les rapports d'égalité de genre. Il existe plusieurs défauts dérivés de la généralisation excessive, des faibles mécanismes de mise en œuvre et de l'application insuffisante du concept des droits humains. L'approche du développement fondé sur les droits se base sur les principes de participation, de responsabilité, de non-discrimination, d'égalité, d'attention spéciale aux groupes vulnérables, de renforcement de pouvoir, de rapport aux normes des droits humains, de non régression et de l'état de droit. Cependant cette approche de développement ne vise pas au démantèlement des rapports sociaux, économiques et politiques fondés sur la discrimination et la distribution inégale de la richesse, du pouvoir et des ressources. Le cadre des droits humains est insuffisant en lui-même pour changer l'idéologie néolibérale qui ruine considérablement la réalisation des droits humains et de la femme, puisque la plupart des normes des droits humains ne sont pas obligatoires et qu'il n'existe jusqu'à présent pas de mécanismes qui obligent les états à tenir leurs engagements.

Une étude de genre montre que cette approche suppose l'élaboration d'instruments d'analyse appropriés pour comprendre les inégalités inhérentes aussi bien à l'économie de marché néolibérale qu'aux rapports de genre. Les économistes féministes ont analysé les inégalités de genre dans l'élaboration des politiques macroéconomiques et ont développé des instruments tels que des indicateurs spécifiques, un budget et des statistiques sensibles au sujet du genre pour être utilisés conjointement avec une approche fondée sur les droits, renforçant le pouvoir des femmes dans le processus de développement et permettant d'exiger la responsabilité corporative des IFI. ■

6 Inter-Agency Standing Committee (2002). *Growing the Sheltering Tree*; UNICEF. *Protecting Rights through Humanitarian Action, Programmes & Practices Gathered from the Field*; Moser, C. y Norton, A. (2001). *To Claim Our Rights : Livelihood Security, Human Rights and Sustainable Development*. Londres : Overseas Development Institute ; OECD (2006). *Integrating Human Rights into Development : Donors approaches, experiences and challenges* ; OHCHR (2002). *Draft Guidelines : A Human Rights Approach to Poverty Reduction Strategies*. ONU, le 10 septembre.

LES IMPACTS DE GENRE DE LA CRISE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Alors que les pays industrialisés ont renfloué leurs entreprises, dans le Sud la crise a conduit à l'augmentation des privatisations et à la chute des revenus des investisseurs étrangers. Dans beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne, les entreprises ont profité de la situation et ont bloqué les salaires, licencié les effectifs, voire même fermé leurs portes avec l'excuse de réduire leurs frais généraux. En Zambie, par exemple, pour lutter contre les effets de la crise, le gouvernement a d'abord éliminé les impôts sur les bénéfices éventuels de l'industrie minière, pour essayer d'éviter que les investisseurs du secteur ne cessent leurs activités. Toutes ces mesures ont limité la perception de revenus. En conséquence de quoi les gouvernements du Sud continuent de recouper les services sociaux tel que l'éducation et la santé.

La diminution des dépenses pour la santé a augmenté la charge des femmes pour les soins des malades, spécialement pour ceux atteints du VIH/SIDA ; les femmes continuent à être les premières au chômage et sont de plus en plus restreintes aux activités informelles de vente de légumes à petite échelle comme moyen de subsistance. De même l'augmenta-

tion du chômage produit davantage de cas de violence de genre.

L'absence de la voix des femmes est ce qui inquiète le plus dans la résolution de la crise. Pour la résoudre, les décisions continuent à avoir une tournure masculine qui priorise les intérêts des hommes. Il est donc nécessaire d'augmenter la voix et la participation des femmes dans les prises de décisions afin que leurs problèmes soient compris dans les mesures nationales envisagées pour surmonter la crise. ■

La crise mondiale et le prix des aliments

Dans les pays en voie de développement, les pauvres dépensent plus de 50 % de leurs revenus en alimentation ; les plus pauvres dépensent 80 % ou plus. La hausse des prix des aliments a provoqué l'augmentation, non seulement de la pauvreté, mais aussi de la faim. La hausse des prix des produits agricoles a été influencée, entre autres facteurs, par le faible approvisionnement d'eau, les coûts élevés de la production, la sécheresse et le changement climatique. Un nouveau système alimentaire respectant les droits politiques, sociaux, culturels et environnementaux s'avère nécessaire, ainsi que l'importance économique de l'agriculture. Les gouvernements doivent respecter le droit d'accès à l'alimentation, garanti par les droits de l'homme, et l'intégrer aux politiques de planification économique.

Sophia Murphy
Consultante principale, Trade and Global Governance
Programme
Institute for Agriculture and Trade Policy

Avec une hausse commencée en 2005 et atteignant son point maximal en juillet 2008, les prix des produits agricoles ont atteint leur plus haut niveau depuis les trente dernières années sur les marchés mondiaux. Dans certains cas, ils ont battu de nouveaux records. Depuis mars 2007 jusqu'en mars 2008, le prix du riz a augmenté de 74 %, et la plus grande partie de cette augmentation n'a eu lieu qu'en quelques semaines au mois de mars 2008. Le prix du blé a plus que doublé, avec une augmentation de 130 % pendant la même période : mars 2007–mars 2008¹.

Mais lorsque le prix du pétrole s'est effondré (depuis son niveau maximal de 150 USD le baril en juin 2008 pour chuter à 40 USD quelques mois plus tard), les prix des produits agricoles ont également chuté au niveau mondial. Cependant, tel que nous le rappellent la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation) et d'autres organismes, les prix des aliments n'ont pratiquement pas diminué dans beaucoup de pays en développement ; bien au contraire, ils sont plus élevés qu'il y a deux ou trois ans. Les prix actuels sont les plus élevés ayant été enregistrés dans dix pays. La FAO informe que la persistance des prix élevés est plus évidente en Afrique Subsaharienne ; dans chacun des pays concernés, les prix du riz sont au-dessus de ceux enregistrés douze mois auparavant. Les prix du maïs, du millet et du sorgho ont augmenté par rapport à l'année précédente dans 89 % des pays africains. Suivant l'article, d'autres régions comme l'Asie (prix du riz), l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud (prix du maïs et du blé) ont été atteintes par ce phénomène.

Les personnes pauvres dépensent plus de 50 % de leurs revenus en alimentation, alors que les plus pauvres en dépensent 80 % ou plus. Par conséquent, les aliments deviennent inaccessibles en raison de la récente hausse des prix, avec comme conséquence non seulement l'augmentation de la pauvreté (impossibilité de faire face aux soins médicaux, aux frais d'éducation, d'entreprendre des projets, ou quoi que ce soit d'autre), mais également l'augmentation de la faim. Ceci se traduit par une diminution de

la productivité, par un développement physique et mental insuffisant des fœtus, des bébés et des enfants et, finalement, par la mort. Aucune de ces morts n'est inévitable. Rappelons qu'en 1966, 1 personne sur trois souffrait de faim chronique. A l'époque, 35 % de la population globale avait faim, tous les jours. Vers 2005, la crise atteignait environ une personne sur sept, c'est-à-dire près de 15 %. Cette réduction radicale s'est produite alors que la population mondiale était en pleine croissance. L'effet net a permis d'éviter à des milliards de personnes une vie en mauvaise santé ou avec des capacités mentales réduites.

La faim chronique est quelque chose que nous, les gouvernements, les sociétés, les organisations communautaires et les citoyens en général, sommes en mesure d'éliminer.

Pourquoi en est-on arrivé là ?

Le prix dépend de l'offre et de la demande, de l'influence des valeurs monétaires et de la spéculation sur ce que nous réserve l'avenir. Il faut prendre en considération l'offre, la demande, et les facteurs institutionnels.

La diminution de l'offre est fréquente dans le secteur agricole. Généralement, un déficit de l'offre provoque une augmentation de la production ; ceci, dans le but d'obtenir des prix plus élevés (les agriculteurs tendent à semer en fonction d'une récolte pouvant être vendue au prix fort). Normalement il existe un décalage (les produits agricoles ont besoin d'un certain temps de maturation avant la récolte) et bien souvent, la réponse de l'offre accable la demande potentielle, de sorte qu'il existe, en agriculture, un modèle commun : les hausses de prix entraînent des périodes de surabondance d'offre qui entraîne elle-même une dépression relative des prix, celle-ci durant bien plus longtemps que la hausse elle-même. Ce phénomène est associé à ce que les économistes appellent « demande inélastique » : il faut bien que les gens mangent pour survivre, mais, dès que l'alimentation est satisfaite, l'argent est destiné à l'achat d'autres types de biens. Plus les personnes sont riches, plus petite sera la portion de leurs revenus destinée à l'alimentation. Ce principe est aussi connu comme la Loi d'Engel, ainsi nommée en l'honneur du célèbre économiste du XIX^e siècle, qui a été le premier à écrire sur ce comportement.

Au XXI^e siècle, les choses sont un peu différentes. Il existe notamment une nouvelle source de demande de produits agricoles, théoriquement illimitée, provenant du secteur des biocarburants, associée à une plus grande pression sur la quantité et la qualité du sol, sur l'eau disponible, sur l'incertitude concernant la manière dont le changement climatique va influencer les conditions de croissance des produits agricoles. Il existe des preuves

inquiétantes annonçant que l'amélioration constante de l'activité agricole lors des 50 dernières années pourrait arriver à sa fin.

Il s'agit de changements structurels ayant des conséquences dramatiques en termes de politiques publiques destinées à la protection de la sécurité alimentaire et de la future production agricole. Si la crise alimentaire a trait à des problèmes à court terme ou réversibles (par exemple, une loi défectueuse, une nécessité urgente de flux de fonds, le besoin de subventionner les engrais), alors les gouvernements prendront des décisions bien différentes que si l'on comprend qu'il s'agit de problèmes plus profonds concernant les systèmes agricoles et alimentaires.

Nous présenterons ci-dessous un examen rapide des causes de la dramatique et soudaine augmentation des prix des produits agricoles. A l'heure actuelle, un débat est mené sur l'importance actuelle et future de chacun de ces éléments.

Tout d'abord, l'offre :

Eau. L'agriculture irriguée représente presque 70 % de l'utilisation mondiale d'eau. Elle produit 40 % des aliments au niveau mondial sur 20 % des terres agricoles de la planète. Il s'agit d'une agriculture très productive mais le volume d'eau employé ne convient pas à une utilisation durable de la ressource. 1,4 milliard d'habitants environ, vivant dans des régions souffrant de pénurie d'eau. Une alimentation riche en viandes et en produits laitiers, normale dans les pays plus développés et de plus en plus habituelle dans la plupart des pays du sud, a besoin de quantités d'eau plus importantes qu'une alimentation basée sur les protéines végétales.

Réserves. Les réserves mondiales d'aliments se sont réduites de moitié depuis 2002. On estime que, de nos jours, le monde possède des réserves pour deux mois environ, ce qui représente le quota minimal recommandé par la FAO au cas où l'approvisionnement serait interrompu. Si les réserves diminuent, cela veut dire que les petits changements au niveau de l'offre ont un effet significatif sur les prix. Pour les grains, la relation réserves – utilisation n'avait jamais été aussi faible depuis la période 1972-1973 ; les réserves de blé, en particulier, n'ont jamais été aussi réduites. Les gouvernements et les entreprises privées ont pensé que les faibles réserves au niveau national pourraient être compensées par l'accès à un marché global soumis à des traités commerciaux libéralisés. Par conséquent, la diminution des réserves n'a pas provoqué une hausse des prix immédiate, alors que cela se serait produit auparavant. Lorsqu'un climat adverse a frappé plusieurs des principaux fournisseurs mondiaux, simultanément et pendant plusieurs années consécutives, personne n'avait suffisamment de réserves ; les prix ont alors commencé leur hausse, tardive mais rapide.

¹ L'augmentation des prix a été bien plus dramatique pour le cas des dollars nominaux que pour d'autres devises. Depuis 2002, le prix du riz au niveau mondial a augmenté de 143 % en dollars nominaux, mais de seulement 37 % en euros réels (c'est-à-dire, constants). Les pays en développement qui paient leurs importations de denrées alimentaires dans une monnaie liée au dollar américain, ont supporté une variation des prix bien plus significative que les pays plus indépendants ou ceux dont les monnaies sont liées à l'euro.

« Au Soudan, 69 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté, en particulier les femmes travaillant dans le secteur agricole. Ces dernières années les services de la santé se sont améliorés, mais les pauvres pâtissent encore à cause de la flambée des prix des aliments. La société civile soudanaise réclame plus de financement pour le développement, mais dans une optique multidimensionnelle et pas seulement économique, qui permette d'améliorer vraiment la qualité de vie. Le développement doit être stratégique et compter sur la participation des femmes à la base ».

Niemat Kuku (*Gender Research and Training Center, Soudan*)

Il existe un débat concernant le niveau des réserves : on se demande s'il était véritablement aussi réduit. Par exemple David Dawe, membre de la FAO, suggère qu'une grande partie de la baisse est due principalement à la Chine qui a décidé de diminuer ses réserves tout à fait considérables à un niveau plus facile à gérer². Cependant, il est possible d'argumenter que plus la Chine (plus de 15 % de la population mondiale) dépendra des marchés mondiaux, plus il sera important de maintenir une forte réserve parce que la Chine, à elle seule, a besoin d'énormes quantités d'aliments pour maintenir la sécurité alimentaire au niveau interne. Dawe signale également que les réserves de certains produits agricoles, comme le blé, ont diminué pendant des décennies. Et maintenant, voici la question : que signifie véritablement « trop bas » ? Le blé est toujours fondamental pour la sécurité alimentaire. Le moment arrivera-t-il où la réserve de blé sera simplement trop faible pour penser qu'elle puisse être disponible sur les marchés mondiaux au cas où un ou plusieurs grands exportateurs auraient de mauvaises récoltes ?

Coûts de production. Le prix des engrais, du pétrole, des pesticides et des semences ont augmenté abruptement lors de la période 2007/2008. Les engrais ont augmenté bien plus que tous les autres groupes de matières premières (y compris le pétrole) depuis 2007 et depuis 2008 (c'est-à-dire, aussi bien à court qu'à long terme). L'enchérissement du pétrole a été le responsable de la presque totalité de l'inflation du prix des aliments dans les pays développés ; il a aussi porté préjudice aux pays pauvres. Les coûts des intrants, plus élevés, enchérissement la production d'aliments et réduisent les revenus nets des producteurs agricoles dans les zones rurales qui dépendent des intrants externes pour leur travail.

Sécheresse. A présent, la sécheresse est de plus en plus fréquente et bien plus répandue qu'à tout autre moment de l'histoire récente ; ceci, du fait de la désertification et de la déforestation, d'une planification urbaine déficiente et de l'utilisation excessive des réserves d'eau souterraine. En 2007, la plupart des principaux exportateurs de blé – dont l'Australie, l'Argentine et les États-Unis – ont eu des problèmes de récoltes comme conséquence du climat ayant comme résultat la diminution de l'offre sur les marchés mondiaux.

Changement climatique. Le changement climatique affecte les précipitations et les températures, toutes les deux essentielles pour la productivité agricole. Une variation d'à peine un ou deux degrés (un seuil qui, d'après la plupart des experts, sera dépassé) réduira la production

d'aliments dans les régions tropicales et subtropicales. Les experts prévoient qu'entre 75 et 250 millions de personnes, en Afrique, sentiront l'impact du changement climatique ; l'on s'attend à ce que, dans certaines régions alimentées par la pluie, la production agricole perde la moitié de son potentiel vers 2020. En Asie Centrale, Méridionale et Sud-Orientale, la baisse du niveau des rivières réduira l'irrigation et, par conséquent, la production. La FAO estime que 65 pays – concentrant la moitié de la population mondiale environ – connaîtront une chute de la production de céréales comme conséquence du changement climatique³.

Ensuite, la demande :

Population. Chaque année, la population mondiale totale augmente de 78 millions d'habitants. La croissance diminue graduellement, mais il est prévu que l'on atteindra les 9 milliards d'habitants avant la stabilisation de la population mondiale en 2050.

Habitudes alimentaires. Encore plus important : les habitudes alimentaires changent en permanence. Chaque année, il y a plus de personnes qui mangent à la manière des occidentaux riches. Autrement dit, ils mangent trop de calories, notamment des graisses, du sucre et des produits tout préparés, traités et transportés, qui consomment excessivement d'eau et d'énergie. Dans les pays développés, presque la moitié des aliments sont gaspillés ; la plupart d'entre eux sont jetés dans les foyers, dans les supermarchés ou dans les restaurants où les portions sont excessivement grandes⁴. Les habitudes alimentaires occidentales dégradent les écosystèmes et détériorent la santé. Le changement des habitudes alimentaires de la portion riche de la population rend plus chère l'alimentation des plus pauvres du fait de la réduction des terres disponibles pour des cultures traditionnelles telles que le manioc, le millet, le blé et les végétaux cultivés au niveau local.

Biocarburants. Les biocarburants (aussi dénommés agrocarburants) sont des carburants liquides, fabriqués à partir de matières végétales. Actuellement, la plupart des biocarburants végétaux sont fabriqués à partir de la canne à sucre, du maïs, du colza, de l'huile de palme et du soja. Il y a de plus en plus de plantations de jatrope, une plante riche en huile pouvant être utilisée pour la fabrication de biodiesel. Depuis 2006, aussi bien la demande que l'offre de biocarburants ont augmenté de manière exponentielle.

On pense qu'en 2007 les biocarburants ont consommé plus de 7 % de l'offre mondiale de semences oléagineuses et environ 4,5 % de la récolte globale de céréales. On estime que cette demande a affecté les prix mondiaux des aliments entre 10 % et 70 % ou plus. Les résultats dépendent de suppositions. Cependant, l'attente d'une croissance continue de la demande de biocarburants, soutenue par d'ambitieux objectifs pour leur utilisation dans l'Union Européenne et aux États Unis, ont provoqué une augmentation des prix spéculatifs sur les marchés à terme et une production accrue de matières premières pour la fabrication de biocarburants, y compris sur des terres écologiquement sensibles, comme par exemple les tourbières d'Indonésie ou le Cerrado brésilien.

Finalement, un troisième élément dont il faut tenir compte est le marché qui gère l'offre et la demande. La gouvernance du marché a sensiblement changé pendant les vingt dernières années. Les nouvelles réglementations ayant trait au commerce, aux investissements et aux bourses de commerce ont joué leur rôle dans la crise des prix des aliments.

Spéculation. La plupart des produits agricoles sont négociés dans les bourses du monde entier. Jusqu'à récemment, les bourses du commerce (pour la plupart situées aux États-Unis ou au Royaume Uni) étaient gérées par des lois limitant la participation des acteurs qui n'avaient pas l'intention d'acheter ou de vendre des matières physiques, mais qui étaient plutôt intéressés par la spéculation des prix. C'est ainsi que les lois contrôlaient le niveau de l'activité spéculative. Depuis la fin des années 1980, les lois ont commencé à changer. Dans la bourse aux céréales, par exemple, les spéculateurs ont été limités à 11 millions de boisseaux⁵ de grains. En 2008, les deux principaux fonds indiciels, avaient une position cumulée de plus de 1,5 milliard de boisseaux. Lors de la flexibilisation des réglementations, les investissements des spéculateurs ont augmenté rapidement de 13 milliards d'USD en 2004 à 260 milliards d'USD en mars 2008.

Investissement. Les gouvernements, dans le monde entier, ont libéralisé considérablement les lois sur les investissements depuis l'apparition des programmes d'ajustement structurel et de la prolifération des traités commerciaux bilatéraux et régionaux. Beaucoup de pays ont réduit ou bien éliminé les lois interdisant la propriété de la terre aux étrangers ; d'autres ont réduit la demande sur les entreprises étrangères de réinvestir leurs bénéfices dans le pays d'accueil, ce qui a diminué les avantages potentiels de l'investissement pour l'économie du pays en question. Récemment, il y a eu une augmentation significative des loyers ou des prix d'achat des terres à l'étranger consacrées à la culture de produits agricoles destinés à l'alimentation ou bien aptes pour la fabrication de biocarburants. Dans ce dernier cas, dans le but de réexporter ces produits vers le pays investisseur ou, s'il y avait des entreprises privées concernées, pour les exporter là où il y aurait une demande. Par exemple, une entreprise située à Londres (Central African Mining and Exploration Company) a loué 30.000 hectares pour cultiver la canne à sucre au Mozambique. Au Kenya, le Gouvernement a signé un bail pour 40.000 hectares destinées à la culture

2 Dawe, David. "The Unimportance of 'Low' World Grain Stocks for Recent World Price Increases", ESA Working Paper No. 09-01, Genève, février 2009.

3 Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). "Falling prices in perspective, 2009". Disponible sur : <www.fao.org/docrep/011/ai474e/ai474e13.htm>.

4 L'Institut International de l'Eau, en Suède, estime que les pays en développement gaspillent la moitié des aliments qu'ils produisent : parce qu'ils ne sont pas récoltés, parce que les conditions de stockage ne sont pas idéales, parce qu'il est impossible de les transporter faute de routes appropriées ou d'autres infrastructures de transport.

5 Le boisseau est une unité de poids utilisée pour l'achat/vente sur les marchés de matières premières. Un poids standard est attribué à chaque céréale mesurée en boisseaux. Suivant la céréale et le contenu en humidité, le boisseau peut varier entre 14 et 27 kilos.

de fruits et légumes pour les exporter au Qatar. Ces affaires commerciales augmentent la pression sur la terre, l'eau et l'infrastructure ; on court donc le risque de ne pas produire suffisamment d'aliments pour les marchés locaux.

Commerce. Les traités commerciaux au niveau régional et international ont changé la relation des prix mondiaux sur les marchés alimentaires internes. Lorsque les obstacles commerciaux se réduisent, les prix mondiaux sont de plus en plus liés aux prix nationaux – qui ne sont pas nécessairement les mêmes, mais dont l'impact sur les prix internes est bien plus fort. Bien souvent on encourage l'accès à un fond global d'offres fourni par les marchés globaux. Cependant, l'aspect de cette intégration, dont on ne tient pas compte, c'est la création d'une concurrence globale entre les consommateurs. Sans protection, les consommateurs les plus pauvres perdent la bataille ; ils permettent à la mondialisation de s'approprier de plus en plus de terres pour produire des carburants et des fourrages au lieu de les destiner à l'alimentation humaine.

Causes structurelles

Certaines questions qui sous-tendent la crise sont censées être examinées en détail. Par exemple, il existe un accord généralisé sur le besoin d'investir pour augmenter la capacité productive. La proportion de l'aide officielle pour le développement, destinée à soutenir l'agriculture, a chuté de 11,5 % dans les années 1980 à environ 3 % pendant les dernières années. L'investissement national a également diminué, surtout dans les pays en développement. Cette tendance doit être inversée et il existe des signes prometteurs indiquant que cela est possible. Cependant la question demeure : investissement dans quel type de technologies et pour quel type de systèmes de production ? Le Gouvernement américain, la Fondation Gates, plusieurs groupes d'experts et des entreprises privées favorisent le développement de la biotechnologie pour augmenter la production des pays en développement. Leur devise est la suivante : « Une nouvelle révolution verte pour l'Afrique ». Mais la révolution verte en Afrique a déjà été tentée. Et elle a échoué. Si la question est simplement perçue comme un problème technologique et de productivité, les nouveaux efforts sont alors également condamnés à l'échec.

La Banque Mondiale, entre autres, encourage les pays à libéraliser les marchés des engrais et même à subventionner l'accès aux engrais et aux pesticides (par le biais des ressources nationales et de celles des donateurs). Cependant, ce modèle n'est pas durable. La politique engage aussi les petits producteurs à acheter (et bien souvent à importer) les intrants. C'est ainsi qu'ils augmentent leur dépendance à une économie basée sur l'argent comptant et, de ce fait, ils réduisent leur pouvoir sur le marché.

Il existe pourtant des alternatives. Par exemple, le potentiel pour l'agroécologie est énorme et, également, de mieux en mieux documenté. En 1988, au Bangladesh, une région dénommée Tangail, située au nord-est de Dhâkâ, a été affectée par des inondations. L'ONG Unnayan Bikalpal Nitinirdharoni Gobeshona (UBINIG) [Recherche sur des politiques alternatives de développement], qui travaille déjà avec les tisseurs de la région, a proposé son aide. L'équipe de l'UBINIG a interviewé des femmes ; elles se sont plaintes que les pesticides utilisés pour l'agriculture nuisaient à leur santé et à celle de leurs enfants, qu'ils tuaient aussi bien les plantes sauvages que le poisson, base de leur alimentation.

Les villageois ont commencé à travailler sur un projet pour développer un système de production agricole n'utilisant pas de produits chimiques. Le projet a avancé ; il s'appelle « Nayakrishi Andolon », ce qui signifie Nouveau Mouvement d'Agriculture au Bengale. Le mouvement comprend plus de 170.000 foyers ruraux sur 15 districts dans tout le pays. Certaines administrations municipales ont déclaré que leurs juridictions sont libres de pesticides⁶.

L'Évaluation internationale des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD), un projet sur quatre ans auquel ont participé plus de 400 experts et ayant été ratifié par 58 gouvernements, affirme : « La connaissance, la science et la technologie agricoles (AKST) doivent aborder les besoins des petits établissements agricoles de divers écosystèmes et créer également des opportunités réalistes pour leur développement où le potentiel pour améliorer la productivité du secteur soit faible et où le changement climatique puisse avoir des conséquences défavorables ».

Pétrole et biocarburants

Si l'on comprend l'importance du pétrole en tant que composant central de l'agriculture industrielle, cela aide à comprendre les causes structurelles les plus profondes de la crise alimentaire. En effet, la révolution verte a utilisé la culture des plantes et la technologie pour augmenter la photosynthèse – le système agricole basé sur l'énergie solaire qui a nourri, depuis toujours, l'humanité et toutes les créatures de la planète – avec des combustibles fossiles. La révolution verte s'est basée sur la culture des semences pour pouvoir répondre aux niveaux plus importants d'engrais inorganiques et d'eau. Et des résultats extraordinaires ont été obtenus, avec une augmentation considérable du rendement par plante. Une révolution technologique antérieure avait déjà substitué le travail rural, humain et animal, par des machines fonctionnant au pétrole. Avec la révolution verte, les combustibles fossiles ont également commencé à fournir des engrais, des pesticides et de l'électricité pour les bombes d'irrigation.

La première conséquence de l'augmentation du pétrole en tant qu'ingrédient vital de la production de denrées alimentaires est, sans doute, que l'agriculture est devenue l'une des sources principales des émissions de gaz à effet de serre. La deuxième : l'agriculture est devenue dépendante d'une ressource non renouvelable. Troisièmement, l'économie des établissements agricoles a été transformée par le remplacement des intrants générés par l'établissement (énergie, semences, engrais, fumigation) avec des intrants qu'il faut acheter. Pour beaucoup d'agriculteurs, tant au Nord qu'au Sud, les intrants achetés sont importés ; leur prix est donc moins prévisible.

Des chiffres récents aux États-Unis montrent que les augmentations des coûts agricoles en 2007 et 2008 ont été les plus importantes ayant été enregistrées d'une année sur l'autre : 20,5 milliards d'USD en 2007 et 36,2 milliards d'USD en 2008. Une diminution de 22,7 milliards d'USD est prévue en 2009 ; mais, même dans ce cas, il y aura 9 % de plus qu'en 2007⁷. Les prix des carburants, du

fourrage et des engrais ont contribué considérablement à l'augmentation des coûts.

A ce jour, il existe toujours un débat qui fait rage sur le rôle des biocarburants dans la crise alimentaire. Le rôle joué par la demande de biocarburants sur l'augmentation du prix des aliments n'est pas en discussion ; il faut cependant évaluer quelle a été son importance et quels ont été ses effets. Les prix plus élevés pour la plupart des agriculteurs sont une nécessité. Dans le même temps, il faut protéger les intérêts des consommateurs pauvres ; parmi eux, les petits agriculteurs qui, souvent, sont des consommateurs nets de denrées alimentaires. Mais les prix plus élevés pour les agriculteurs ne sont qu'une partie de la réponse. Le défi consiste à assurer une distribution plus équitable de la valeur des matières premières entre les agriculteurs, les intermédiaires et les détaillants. Les décideurs des politiques mises en oeuvre doivent redresser le pouvoir disproportionné sur le marché des grandes entreprises agroalimentaires.

Investissements en terres situées à l'étranger

La crise alimentaire a provoqué un phénomène inquiétant : une explosion d'intérêt parmi les investisseurs pour acheter ou louer des terres à l'étranger. La presse a qualifié ce phénomène comme une usurpation des terres. En octobre 2008, l'ONG GRAIN, située à Barcelone, a publié dans sa revue en ligne, une liste de près de 180 affaires immobilières offertes intitulée : "Ils se sont approprié les terres ! La saisie des terres au nom de la sécurité alimentaire et financière en 2008". Un rapport concernant cette affaire, publié par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) en avril 2009 estime que, depuis 2006, 20 millions d'hectares ont été vendues comme conséquence d'environ 50 accords économiques, notamment en Afrique⁸.

Les deux grands moteurs sont les préoccupations sur la sécurité alimentaire et sur la demande de biocarburants. Les pays importateurs nets de denrées alimentaires, comme l'Arabie Saoudite et la Corée du Sud, ne croient pas que les marchés mondiaux puissent garantir suffisamment l'approvisionnement en denrées alimentaires. En attendant, les mandats et les objectifs pour incorporer les biocarburants aux politiques énergétiques – notamment dans l'Union Européenne et aux États-Unis, mais aussi dans d'autres pays – ont éveillé un énorme intérêt chez les investisseurs privés pour la culture des matières premières destinées à la fabrication de biocarburants (soja, huile de palme et jatrope pour le biodiesel et canne à sucre et maïs pour le bioéthanol).

Les accords préoccupent à plusieurs niveaux. Les relations de pouvoir sont asymétriques ; les grandes entreprises et (notamment) les pays les plus riches établissent des rapports avec des pays plus petits et souvent appauvris ; pas mal d'entre eux ayant une gouvernance et des institutions faibles⁹. Parmi ces pays nous pouvons signaler le Soudan, le Pakistan, l'Éthiopie, Madagascar et le Zimbabwe. Certains pays de grand intérêt pour les investisseurs reçoivent l'aide alimentaire du Programme

6 Voir : Mazhar, F. et autres *Food Sovereignty and Uncultivated Biodiversity in South Asia*, Academic Foundation: New Delhi; International Development Research Centre: Ottawa, 2007 pp. 3-4. Disponible sur : <www.idrc.ca/openbooks/337-9/>.

7 Voir : <www.ers.usda.gov/Briefing/FarmIncome/nationaalestimates.htm>. Consulté le 7 mai 2009. Les chiffres sont mises à jour régulièrement.

8 Van Braun, J. y Meinzen-Dick, R. "Land Grabbing by Foreign Investors in Developing Countries: Risks and Opportunities", *IFPRI Policy Brief*, 13 avril 2009.

9 Cotula, L., Dyer, N. y Vermeulen, S. *Bioenergy And Land Tenure: The Implications Of Biofuels For Land Tenure And Land Policy*. International Institute for Environment and Development (IIED) y FAO: Londres et Rome, 2008.

Alimentaire Mondial : le Cambodge, le Niger, la Tanzanie, l'Éthiopie et la Birmanie¹⁰.

Le droit à l'alimentation

L'Observation Générale sur le Droit à l'Alimentation établit : « l'origine du problème de la faim et de la dénutrition n'est pas le manque d'aliments, mais le manque d'accès aux aliments disponibles »¹¹. Un rapport récent de l'IATP (Institut pour la Politique Agricole et Commerciale) affirme que « les États-Unis ont une sécurité alimentaire ; pourtant, le gouvernement ne protège pas le droit de sa population d'accéder à l'alimentation. Le Département de l'Agriculture informe qu'environ 11 % des foyers américains (et 18 % des enfants, garçons et filles) ne peuvent pas accéder à une alimentation appropriée à certaines périodes de l'année. Cette statistique représente 12,6 millions de personnes. Et pourtant, même en déduisant les exportations, l'offre interne d'aliments aux États-Unis permettrait d'alimenter doublement chaque habitant dans le pays »¹².

Plus tard, le rapport établit une comparaison entre les États-Unis et le Népal, l'un des pays les plus pauvres du monde ; « le Népal... prend des mesures pour garantir le droit à l'alimentation. Le nouveau gouvernement, formé après dix ans de guerre civile, a incorporé le droit à la souveraineté alimentaire dans sa Constitution préliminaire. Le 25 septembre 2008, la Cour Suprême du Népal, dans le respect de ce droit, a ordonné au gouvernement de fournir, immédiatement, des aliments dans les 32 districts où sévit une pénurie alimentaire ».

Que fait la communauté internationale ?

En avril 2008, le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, a créé un groupe de travail de haut niveau sur la crise alimentaire. L'objectif était de « promouvoir une réponse consensuelle au défi de parvenir à la sécurité alimentaire mondiale »¹³. Le groupe de travail a été établi pour coordonner les actions des organismes de l'ONU et de Bretton Woods, dans le but d'élaborer une réponse collective à la crise alimentaire. Le groupe de travail est intégré par près de 15 organismes, bureaux et programmes de l'ONU, par la Banque Mondiale, le FMI et l'OMC. Le groupe manque de ressources et son rôle n'est pas encore bien défini.

En fait, le groupe de travail a produit un Cadre Intégral pour l'Action (MIA) en juillet 2008¹⁴. Le document met en évidence les forces et les faiblesses de sa composition : du bon travail a été réalisé en établissant les causes multiples ayant contribué à la crise et en faisant des recommandations importantes. Par ailleurs, le document favorise les politiques macroéconomiques qui nuisent à ses propres recommandations¹⁵. Par exemple, le document met en évidence l'importance de l'investissement à petite échelle en agriculture. En effet, s'il existe un acquis de la crise alimentaire à revendiquer – en commençant par le *Rapport*

du *Développement Mondial 2008* de la Banque Mondiale – c'est l'acceptation, dans le discours multilatéral, du rôle des petits agriculteurs et de l'importance de leur voix politique. Cependant, le MIA encourage les gouvernements à compléter la Ronde de négociations commerciales multilatérales de Doha, et soutient le financement de l'Aide au Commerce. L'agenda de Doha n'a pratiquement rien à offrir aux pays qui luttent contre la crise du prix des denrées alimentaires¹⁶. L'agenda est le produit d'un autre temps, bien que récent, et il semble de plus en plus inapproprié face à la pénurie des matières premières, à l'ambivalence régnante dans le commerce entre les principaux exportateurs de denrées alimentaires et à une sévère contraction du crédit qui contribue à ce que l'OMC envisage de réaliser, la contraction la plus importante, en volumes commerciaux globaux, depuis la seconde guerre mondiale¹⁷.

Le président français Nicolas Sarkozy a eu une autre idée : celle d'un « Partenariat Mondial pour l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire ». Présentée tout d'abord lors du sommet de la FAO sur la crise alimentaire en juin 2008, l'idée a été reprise par les membres du G-8 pendant les mois suivants et elle a été très fortement encouragée par le gouvernement espagnol, qui a fait circuler le document intitulé « Le Processus de Madrid : Vers un partenariat mondial inclusif pour l'agriculture et la sécurité alimentaire », quelques jours avant la Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous, qui a eu lieu à Madrid en janvier 2009 et qui a mis en mouvement un effort conjoint dans le but d'augmenter l'efficacité de la lutte contre la faim, aussi bien au niveau local que mondial.

L'initiative du Partenariat Mondial a un bon potentiel, mais son objectif reste flou. La proposition initiale de Sarkozy prévoyait une initiative orientée vers les politiques de grande portée qui, en plus d'un nouveau financement, fournirait un espace pour que les gouvernements puissent établir une stratégie globale en faveur de la sécurité alimentaire basée sur le leadership d'un groupe d'experts internationaux en la matière. Les discussions sur ce sujet ont tendu à augmenter la coordination des donateurs, laissant de côté les discussions politiques. Il existe également un désaccord : l'initiative devrait-elle être dirigée principalement par le G-8 ou devrait-elle rester au sein de l'ONU ?

Jusqu'à présent, aucun calendrier ni soutien disponible pour faciliter le processus n'ont été identifiés.

Que pourrait-on faire de plus ?

L'échec de l'éradication de la faim est le résultat de choix politiques. Nous savons comment mettre en œuvre une agriculture plus durable. Nous savons comment mieux

réglementer les marchés. Nous savons que la sécurité alimentaire doit être construite à partir d'une forte base locale. Les nouveaux systèmes agricoles et alimentaires devraient promouvoir l'intégrité environnementale, la souveraineté démocratique, la responsabilité extraterritoriale ; ils devraient donner la priorité aux besoins locaux ; et ils devraient protéger l'équité ainsi que l'efficacité des échanges commerciaux¹⁸.

Il n'y a pas qu'un seul et simple chemin pour mettre fin à la crise alimentaire et pour transformer le secteur agricole pour protéger les êtres humains de la faim. Des mesures à court, moyen et long terme sont nécessaires. Les actions doivent inclure différents groupes de pression. Elles doivent inclure également divers secteurs : l'agriculture, l'énergie, les finances, le commerce, l'environnement, la recherche et le développement. Pour obtenir des résultats rapides, voici quelques mesures importantes : contrôler la pression engendrée par la demande de biocarburants (par exemple, en éliminant les objectifs des biocarburants ou en insistant sur des critères bien plus stricts, recevant le soutien des citoyens) ; parvenir à une meilleure et plus efficace aide humanitaire priorisant l'investissement au niveau de la capacité productive locale et régionale ; contrôler la demande spéculative des marchés à terme de produits agricoles ; examiner les restrictions internes sur le commerce agricole ; et augmenter la production agricole.

Un deuxième ensemble d'actions doit signaler le chemin à suivre pour transformer les modèles industriels agricoles et réussir à mettre en œuvre un modèle plus durable du point de vue écologique et plus contrôlé au niveau local. Ces mesures d'action d'un processus plus lent incluent l'investissement en infrastructure et en capacité productive, dans le respect de la production et du traitement à niveau local, l'investissement dans la recherche et le développement, mettant l'accent sur les modèles culturels de consommation d'aliments locaux, le renforcement des institutions (y compris les procédures légales et la responsabilité politique), une mise en valeur des politiques commerciales agricoles, une plus grande régulation du pouvoir du marché (notamment des corporations internationales actives dans le système alimentaire), l'établissement de réserves de céréales de comptes publics, et l'investissement en énergies renouvelables. Il est également prioritaire de mettre fin au colossal gaspillage d'aliments. Au Sud, les ordres s'accumulent comme conséquence des mauvais stockages, du transport et des infrastructures déficientes. Au Nord, il est dû à un système alimentaire excessif lors de chacune des phases : la production, le traitement et la distribution d'aliments. Tout cela peut être amélioré et il faut y parvenir.

La crise alimentaire signifie bien plus que des problèmes à court terme, réversibles. Les gouvernements doivent établir simultanément des réseaux de protection pour ceux qui souffrent de la faim ; ils doivent investir en production agricole durable et commencer à aborder la problématique de l'accès à l'alimentation. Voilà le *quid* de la question depuis la perspective du droit à l'alimentation, et le noyau de la véritable crise alimentaire qui sévit dans le monde actuel. ■

18 Voir : De la Torre Ugarte, D. y Murphy, S., "The Global Food Crisis: Creating an Opportunity for Fairer and More Sustainable Food and Agriculture Systems Worldwide." Ecofair Trade Dialogue Discussion Papers, 11, 2008 Misereor & the Heinrich Böll Stiftung: Allemagne.

10 World Food Programme Operations List. Disponible sur : <www.wfp.org/operations/list>.

11 Cité à Smaller, C. y Murphy, S. "Bridging the Divide: A Human Rights Vision for Global Food Trade", 2008 Disponible sur : <www.tradeobservatory.org/library.cfm?RefID=104458>.

12 Cotula, L., Dyer, N. y Vermeulen, S. op. cit.

13 Voir : <www.un.org/issues/food/taskforce/>.

14 Disponible sur : <www.ransa2009.org/docs/Comprehensive_framework_for_action_ransa2009.pdf>.

15 Pour une perspective critique de la MIA voir aussi Foodfirst Information & Action Network (2008).

16 Voir : Institute for Agricultural and Trade Policy (IATP) "Can Aid Fix Trade? Assessing the WTO's Aid for Trade Agenda", 22 septembre 2006. Disponible sur : <www.iatp.org/tradeobservatory/genevaupdate.cfm?messageID=120812> et "Seven Reasons Why the Doha Round Will Not Solve the Food Crisis", mai 2008. Disponible sur : <www.iatp.org/iatp/publications.cfm?refid=102666>. Tembién Trócaire. Briefing Paper: Implementing Aid for Trade (AFT) to Reduce Poverty, mars 2009. Disponible sur : <www.trocaire.org/uploads/pdfs/policy/implementingaidfortrade.pdf> y Caliri, A. "Civil Society Perspectives on the Aid for Trade Debate," en Njinkeu, D. y Cameron, H. (eds.), *Aid for Trade and Development*, Cambridge University Press: New York, 2007.

17 Organisation Mondiale du Commerce (OMC), "WTO sees 9 % global trade decline in 2009 as recession strike", Communiqué de presse, 23 mars 2009. Disponible sur : <www.wto.org/english/news_e/press09_e/pr554_e.htm>.

Justice pour refroidir la planète

La récession mondiale actuelle risque d'être une bénédiction pour la planète, puisque le fléchissement de la croissance économique amoindrit la pression sur l'environnement et il s'avère essentiel de réduire les émissions de gaz. En effet, cette crise constitue une chance unique pour faire prévaloir la justice sociale et environnementale. Seule une situation plus juste favorisera la durabilité et, pour y parvenir, il est nécessaire de mettre en œuvre un plan d'aide financière capable d'éradiquer la pauvreté mondiale, de restaurer l'environnement et de stabiliser le climat. Néanmoins, cela ne sera possible qu'à condition que les riches changent leurs modalités de consommation et de production et qu'ils apprennent à vivre dans des limites garantissant la durabilité. De même, les pays en voie de développement il faut éviter de suivre les pas des pays industrialisés et entamer, dès aujourd'hui, le chemin de la production et de la consommation écologiques.

PRRM/Social Watch Filipinas
Isagani R. Serrano

Les empreintes laissées par l'humanité sur le changement climatique actuel sont évidentes. La Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CMNUCC)¹ et le Protocole de Kyoto², montrent la façon de défaire ce qui a déjà été fait afin d'éviter la catastrophe. Pourtant, bien qu'il soit nécessaire de prendre des mesures, la confrontation entre les pays industrialisés et ceux en voie de développement semble être un conflit sans solution apparente. Dans le même temps, même les meilleurs scientifiques paraissent sous-estimer la vitesse réelle des changements climatiques. Par exemple, le *Quatrième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur les Changements Climatiques* (IPCC) avait prévu que des glaces éternelles persisteraient dans l'océan Arctique jusqu'en 2050³. Or, par la suite il a été démontré que l'on avait considérablement sous-estimé le degré de réduction des glaces marines et il est prévu que l'océan perde sa glace marine estivale bien avant⁴.

Il devient donc urgent de passer à l'action avant que les changements climatiques ne soient irréversibles. Mais aucune des deux parties ne veut céder du terrain. D'une part, les pays riches se sentent trop contraints à atteindre des objectifs difficiles et exigeants avant que les pays pauvres ne démarrent leurs propres actions. D'autre part, les pays pauvres ne veulent pas céder parce qu'ils considèrent qu'on exige d'eux les mêmes objectifs que les pays riches sans avoir la possibilité de les rattraper.

Assistons-nous à la fin de la partie ?

Dans les années 1880, dès que nous avons commencé à utiliser des combustibles fossiles et que

nous avons installé la société industrielle actuelle, la concentration de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère était équivalente à 280 parties par millions (ppm). Pendant les années 1950 elle avait atteint 315 ppm. Lorsqu'à la fin des années 80, le scientifique de la NASA James Hansen a donné l'alerte pour la première fois à propos des changements climatiques, il a fixé à 350 ppm le niveau maximal « si l'humanité désire préserver une planète qui ressemble à celle où se sont développées les civilisations et à celle à laquelle est adaptée la vie sur la Terre »⁵.

Or, nous avons déjà dépassé cette limite. Nous sommes maintenant à 380 ppm et le niveau de CO₂ dans l'air augmente de deux ppm par an. En fait, il n'existe pas encore de consensus sur le seuil de sécurité. Il y en a qui affirment qu'il se situe à 450 ppm. D'autres pensent qu'il devrait être bien plus bas. Lors de la Conférence des Parties tenue à Poznan en décembre 2008, l'ancien vice-président des États-Unis, Al Gore, a vainement tenté de parvenir à un consensus autour de 350 ppm. Rajendra Pachauri, président de CMNUCC/IPCC, a dit que, si l'on n'adoptait pas de réformes de base d'ici 2012, on pourrait assister à la désintégration du système climatique. En outre, il a insisté sur le fait que les émissions mondiales de CO₂ doivent commencer à se réduire vers 2050⁶.

L'IPCC évite toutefois les prescriptions et il se contente de présenter aux autorités une série de scénarios possibles. Depuis 1990, il a élaboré 40 scénarios basés sur quatre canevas fondamentaux. Ces scénarios sont catégorisés selon deux contextes futurs ; tout d'abord un contexte avec prééminence du développement économique (appelé A) ou environnemental (B) ; puis, établir si ce développement sera orienté vers le plan mondial (numéro 1) ou régional (numéro 2). C'est ainsi que A1 signifie économique/mondial, A2 économique/régional, B1 environnemental/mondial et B2 environnemental/régional. Le scénario A1 comporte, à son tour, trois subdivisions : l'utilisation intensive de combustibles fossiles (A1F1), intermédiaire entre l'utilisation de fossiles et non fossiles (A1B) ; et la transition vers les combustibles non fossiles (A1T). Le scénario sans

changement (ESC) – ne pas prendre de mesures pour réduire l'émission de gaz à effet de serre (GES) – est, évidemment, inadmissible.

Dans le même temps, il y a de plus en plus d'indices indiquant que le pire des scénarios possibles pourrait se produire plus tôt qu'on ne se l'imaginait. Les phénomènes extrêmes tels que les orages, les inondations et la sécheresse ont des conséquences dévastatrices sur les ressources hydriques, la sécurité alimentaire, l'agriculture, les écosystèmes, la biodiversité et la santé humaine. En août 2003, l'Europe a connu une vague de chaleur qui a provoqué la mort de presque 15.000 personnes en France et 35.000 autres dans neuf autres pays européens. Des incendies forestiers se sont récemment produits en Californie, aux États-Unis et en Australie, avec des inondations sans précédent dans d'autres régions. Ces phénomènes ont été prévus par toutes les études d'évaluation de l'IPCC. Cependant, de nos jours, ils sont monnaie courante partout et surviennent lorsqu'on s'y attend le moins. Les sécheresses prolongées dans des pays producteurs d'aliments pourraient provoquer une diminution dans la production d'aliments de 20 % à 40 % en 2009. Des maladies que l'on croyait contrôlées, comme la tuberculose, la malaria et la fièvre dengue réapparaissent dans de nombreuses régions. La déforestation, représentant 17 % environ des émissions de GES, s'est vue récemment aggravée à cause de la demande croissante de biocarburants. Entre 2000 et 2005, environ six millions d'hectares de forêts vierges ont été perdues par an et, dans la même période, la biodiversité n'a pas cessé de décliner.

Justice climatique

Un monde plus équitable a de meilleures possibilités de survie et d'adaptation aux changements climatiques. Le monde serait plus résistant si l'on fixait des limites à la croissance (même si les limites redoutées ont déjà été dépassées) et si l'on établissait l'équité entre et au sein des pays et des communautés, entre les hommes et les femmes, entre les générations actuelles et futures.

Le principe de justice climatique découle directement de la CMNUCC, dont l'article 3.1 établit que les pays doivent agir « sur la base de l'équité et conformément à leurs responsabilités communes mais différenciées et à leurs capacités respectives ». Deux principes supplémentaires viennent compléter la Déclaration de Rio de Janeiro sur l'En-

1 Nations Unies. *Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques*. 1992. En vigueur depuis 1994. Disponible sur : <unfccc.int/resource/docs/convkp/conveng.pdf>.

2 Nations Unies. « *Protocole de Kyoto à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques*. » 1998. Disponible sur : <unfccc.int/resource/docs/convkp/kpeng.pdf>.

3 IPCC. "Climate Change 2007 : Synthesis Report." *Quatrième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur les Changements Climatiques*. Genève : Groupe Intergouvernemental d'Experts sur les Changements Climatiques.

4 Lovett, R. "Arctic Ice Melting Much Faster Than Predicted." *National Geographic News*, le 1^{er} mai 2007. Disponible sur : <news.nationalgeographic.com/news/2007/05/070501-arctic-ice.html>.

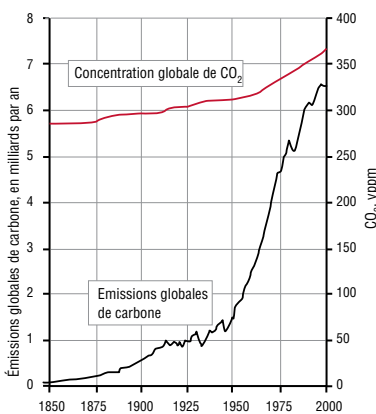
5 Hansen, J. Témoignage devant le Congrès des États-Unis, le 23 juin 1988.

6 McKibben, B. "Think Again: Climate Change." *Foreign Policy*, janvier/février 2009. Disponible sur : <www.foreignpolicy.com/story/cms.php?story_id=4585>.

« En Colombie, il existe près de 84 tribus indigènes bien différenciées qui vivent dans les régions frontalières de la Colombie, du Pérou et du Brésil, précisément là où se trouvent les réserves de ressources naturelles les plus convoitées. Nous luttons pour défendre notre territoire et préserver notre culture. En raison de cette lutte, plus de 1.400 de nos leaders ont été assassinés depuis les années 70. Actuellement, de nombreuses régions indigènes sont militarisées et celles qui ne le sont pas ont des forces paramilitaires sur place. Le Gouvernement essaie de déplacer nos communautés pour pouvoir négocier avec des compagnies transnationales l'exploitation dans ces zones des ressources naturelles, telles que le bois ou le pétrole. Les peuples indigènes de Colombie s'opposent aux accords de libre échange parce que ces traités provoquent un déplacement plus important de nos communautés et, au lieu d'ouvrir les marchés, ils augmentent juste la frange de pouvoir des États-Unis ».

Jesús Avirama (*Conseil Régional Indigène du Cauca, Colombie*)

TABLEAU 1. Emissions mondiales annuelles de carbone provenant de combustibles fossiles et la production de ciment, 1850-1999, et la concentration de CO₂ dans l'atmosphère, le volume en parties par millions (vppm), 1850-2000



Source : communication personnelle, P. Tans, Climate Monitoring and Diagnostics Laboratory, National Oceanic and Atmospheric Administration, États-Unis.

vironnement et le Développement et l'Agenda 21, convenus lors du Sommet de la Terre en 1992 : le principe de précaution et le principe directeur selon lequel le pollueur doit payer. Le premier indique que si l'on n'a pas de certitude quant aux bénéfices et aux conséquences des mesures, celles-ci ne doivent pas être prises. Le deuxième est évident. La justice climatique est aussi mentionnée, explicitement ou implicitement, dans de nombreuses déclarations et accords de l'ONU.

Les changements climatiques n'épargnent ni les riches, ni les pauvres, mais ils ont des conséquences néfastes principalement sur les populations pauvres, bien que, dans ce cas, leur responsabilité soit moindre. Les pays en voie de développement, également connus comme ceux non compris dans l'Annexe I, ont produit bien moins d'émissions de GES que les pays développés ou appartenant à l'Annexe I, mais ils en souffriront davantage. Les pays

moins développés (PMD), qui ont moins contribué à la pollution, seront ceux qui en souffriront davantage. De nombreux petits pays insulaires en voie de développement pourraient tout simplement disparaître de la planète.

Le travail partagé de stabilisation de la concentration de GES dans l'atmosphère, dans le scénario choisi pour la stabilisation des émissions (350 ppm, 450 ppm, 550 ppm, 650 ppm) devra être fondé sur une proportion différenciée de la responsabilité selon les conséquences déjà provoquées et qui continuent à se produire, et sur les différents niveaux de développement. Les pays et la population du monde peuvent être divisés en trois groupes : les gros émetteurs ou grands consommateurs ; les petits émetteurs ou sous-consommateurs ; et les sustentateurs ou ceux qui vivent dans les limites du soutenable. Ce classement correspond respectivement aux (a) pays industriels – les membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) ; (b) aux pays moins développés, comprenant la plupart des pays africains ; et (c) les pays au développement avancé, tels que le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres pays de l'Est et du Sud-est asiatique.

Cependant, il y a dans tous les pays, riches ou pauvres, ceux qui n'entrent pas facilement dans les catégories mentionnées ci-dessus : un Philippin riche, par exemple, a un style de vie semblable (et, par conséquent, le même niveau d'émission de CO₂) à celui de son homologue aux États-Unis. La classe moyenne en Chine et en Inde représente 600 millions de personnes riches ou qui ne sont pas pauvres et elle regroupe des sustentateurs et de gros consommateurs. Plus de 2.000 millions de personnes mal nourries, avec une éducation formelle insuffisante, au chômage, sans droit à la parole ni accès aux soins médicaux, sans eau ou sans assainissement, vivant dans une situation de précarité feraient partie de la catégorie des petits consommateurs ou émetteurs exclus. Ce sont eux qui doivent jouir en premier du droit au développement et devenir les principaux bénéficiaires des échanges de ressources au niveau national et international.

La solution pour éviter la catastrophe est claire et évidente : les riches des pays riches et des pays pau-

vres doivent céder davantage pour que les pauvres et nous tous, puissions vivre de manière durable.

L'atténuation, la base de la justice

De nombreuses propositions ont été formulées concernant notamment la stabilisation climatique parmi lesquels le principe « de la quote-part juste », les droits au développement écologique, la convergence commune mais différenciée, la contraction et la convergence pour 2050.

Les pays à fortes émissions doivent s'engager à réduire leurs émissions de GES de manière radicale, profonde et contraignante, par rapport aux niveaux de 1990, et à assister les pays en voie de développement avec de l'argent « flexible » et de la technologie propre. La contraction exigée est énorme quel que soit le scénario de stabilisation d'émissions convenu. Il est prévu une variation entre 25 % et 50 % de réduction ou plus entre 2020 et 2050. La réduction comprend les six gaz inclus au Protocole de Kyoto : CO₂, méthane (CH₄), oxyde d'azote (N₂O), hydrofluorocarbones (HFC), perfluorocarbones (PFC) et hexafluorure de soufre (SF₆) – traduits en tonnes de CO₂ équivalent (t CO₂e) sur les inventaires de GES de chaque pays.

Il est vrai que les pays en voie de développement ont droit au développement mais pas pour autant à polluer l'environnement. Le droit au développement selon le principe de justice climatique concerne non seulement la croissance de l'économie mais, plus important encore, il concerne également la satisfaction des besoins de base menant à un niveau digne de sécurité et de bien-être pour tous. Les auteurs de *Greenhouse Development Rights Framework (Cadre des Droits au Développement à Effet de serre)* suggèrent un revenu de 9.000 USD annuels par personne comme niveau de convergence de tous les pays⁷. Ce qui signifie que les pays en voie de développement, tous en dessous de ce seuil, devraient avoir le droit de recevoir des transferts (APD, technologie, etc.) leur permettant ainsi d'augmenter leurs émissions de gaz à effet de serre en vue d'atteindre ce revenu.

Quelle est la quantité de carbone équivalente à 9.000 USD en PIB par habitant ? Probablement, environ neuf tonnes de CO₂ par personne. Même si les pays riches accédaient à réduire les émissions à ce niveau et que les pays pauvres parvenaient à l'atteindre, et même si nous utilisions tous des combustibles fossiles et de l'énergie renouvelable, la quantité de carbone et d'énergie serait encore très élevée, compte tenu des projections de la population mondiale de 7,6 milliards d'habitants en 2020 et 9,1 milliards en 2050.

Face à ce niveau de revenus, les objectifs fixés par les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) semblent encore insuffisants même s'ils étaient atteints d'ici à 2015 (objectif impossible à atteindre au rythme actuel). Il faut absolument que les pays en voie de développement évitent le chemin de non durabilité choisi par les pays industrialisés. Plutôt tôt seront mis en place des modèles de production et de consommation utilisant des énergies pro-

7 Baer, P., Athanasiou, T., Kartha, S. et Kemp-Benedict, E. *The Greenhouse Development Rights Framework : The Right to Development in a Climate Constrained World*. 2ème édition. Berlin : Heinrich Böll Foundation, 2008. Disponible sur : <www.ecoequity.org/docs/TheGDRsFramework.pdf>.

pres, mieux ce sera pour la planète et pour toute la population mondiale. La mise en place de plans agricoles et de pêche durables, pour la conservation de l'eau et les ressources forestières, pour le développement des énergies renouvelables et la réduction de la pauvreté et de l'inégalité, permettra de s'adapter au changement climatique. Une authentique révolution verte appliquée à la pêche et à l'agriculture ainsi que la non contribution à la déforestation peuvent aider à capturer du carbone et à réduire son empreinte écologique.

Les pays non compris dans l'Annexe I ne sont pas tenus aux engagements d'atténuation, mais ils peuvent y contribuer en adoptant, par exemple, un impôt progressif sur le carbone appliqué aux consommateurs riches et s'engageant le plus tôt possible sur des voies de développement utilisant des énergies alternatives et à faible taux de carbone. Tous les pays doivent viser à ne pas dépasser leur capacité démographique⁸. Il est impératif que la stabilisation de la population à des niveaux soutenables devienne un véritable objectif dans des pays comme les Philippines, dont la population dépassera les 100 millions d'ici 2020 et qui atteindra, selon les prospectives, presque 150 millions en 2050.

Les pays gros émetteurs insistent sur le fait de favoriser les pays en voie de développement plus avancés, où le niveau d'émissions augmente rapidement. Lors de la 13ème Conférence des Parties en 2007 tenue à Bali, en Indonésie, on a suggéré que les objectifs contraignants de réduction des émissions devraient être également appliqués en Chine et en Inde. Il s'agit d'une question délicate et problématique qui en dit long sur les complexités de la « négociation » de la justice. Il est vrai que les émissions de la Chine augmentent rapidement du fait de son importante croissance économique et de sa dépendance au charbon sale. Mais la concentration actuelle de carbone dans l'atmosphère est la conséquence d'une accumulation constante au fil de nombreuses générations et la Chine comme l'Inde y ont relativement peu contribué (même si leur empreinte de carbone apparaîtra plus tard, étant donné l'importance de leur croissance actuelle).

En outre, le niveau d'émissions de la Chine est encore, en moyenne et proportionnellement à sa population, très inférieure à celui des États-Unis. La Chine utilise les matières premières dans le monde, mais elle accepte aussi de nombreux résidus que d'autres pays ne veulent pas introduire sur leurs territoires. Elle recycle les déchets mondiaux et applique l'agriculture durable et la plantation massive d'arbres. En fait, il est probable que la Chine possède la plus grande capacité démographique de la planète, puisqu'elle veille sur un membre de l'humanité sur six dans un espace comparativement restreint. Cependant, on pourrait se demander qui est-ce qui paie pour que la Chine puisse produire à des prix aussi bas. Une autre question à considérer est pourquoi Beijing ne peut pas adopter un système de production propre et commencer à

8 Le nombre de personnes pouvant être maintenues dans un territoire donné dans les limites des ressources naturelles et sans dégrader l'environnement naturel, social, culturel et économique pour les générations actuelles et futures. Voir : <www.carryingcapacity.org/>.

« La crise actuelle est globale, par conséquent les politiques élaborées pour en venir à bout doivent être globales mais aussi reliées aux mouvements locaux. Nous pensons qu'il faudrait investir les séries de programmes de relance dans des choses comme une infrastructure écologique et sociale qui permette la création de travail écologique, une reconnaissance des impacts disproportionnés de la crise sur les travailleuses et la reprise de l'économie du soin. Ce genre de politiques vient en détail dans le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT. L'ONU est le seul endroit où les pays qui supportent le plus grand poids de la crise peuvent avoir une voix représentative. Le mouvement ouvrier travaille dans le cadre de l'ONU à diffuser l'Agenda du travail décent et des emplois écologiques. Il ne s'agit pas seulement d'accroître l'aide au développement et d'être un petit peu plus généreux, comme voudraient le prétendre certains pays industrialisés. La transformation sociale s'impose. Les institutions multilatérales doivent être réformées de façon systématique et des mécanismes spécifiques sont nécessaires pour être sûrs d'avoir des solutions durables à la crise économique et financière ».

Gemma Adaba (Confédération Syndicale Internationale)

TABLEAU 2. Impacts attendus des changements climatiques



produire davantage de biens durables. Si la Chine peut contribuer à sauver l'économie mondiale avec ses fonds excédentaires, pourquoi ne les utilise-t-elle pas à recycler ses déchets et n'adopte-t-elle pas une voie de développement à faible taux de carbone ?

Les émissions de carbone des États-Unis, 25 % du total mondial, sont encore très élevées. Le niveau d'émission de CO₂ par habitant a connu une réduction faible ou nulle depuis 1990. Le *Rapport mondial sur le développement humain 2006 : Équité et Développement* a été quantifié à 19,8 tonnes par personne cette même année⁹. L'Europe, le Japon et d'autres pays industrialisés ont réussi à réduire leurs niveaux, mais ils n'ont pas encore atteint le minimum fixé par le Protocole de Kyoto. En général, les émissions annuelles mondiales de CO₂ n'ont pas diminué depuis 1990. Certains y voient un signe de prospérité, indiquant que les économies continuent leur croissance. Pour d'autres elle est néfaste, car

9 La Banque Mondiale. Rapport mondial sur le développement 2006 : Équité et Développement. Washington, DC, 2006.

nous nous approchons du point de non-retour. Les efforts de contraction et de convergence doivent empêcher que la moyenne des températures mondiales augmente de plus de 2 degrés Celsius d'ici 2050 : le seuil à respecter sous peine de mourir. Il est évident qu'il ne reste pas beaucoup de temps.

S'adapter ou mourir

Les pays pauvres ne peuvent pas se permettre d'attendre que l'on adopte des mesures radicales d'atténuation. Ils peuvent périr avant que justice ne soit faite. Avec ou sans assistance, ils doivent trouver la façon de s'adapter aux changements climatiques avant qu'il ne soit trop tard.

L'adaptation, définie dans le *Troisième rapport d'évaluation* de l'IPCC, et déjà comprise dans le mandat original de l'organisme en 1988, fait référence aux ajustements dans les systèmes écologique, social ou économique en réponse à des stimuli climatiques

10 Voir : <maps.grida.no/go/graphic/projected-impact-of-climate-change>.

« Au Salvador, ça fait des années que nous sommes confrontés aux impacts du changement climatique : inondations, sécheresses, ouragans, rivières principales à sec et abatement moral des communautés. Chaque année les coûts matériels sont élevés, la perte de vies humaines et l'émigration de nos gens aussi, surtout chez les jeunes. Nous devons oeuvrer pour une ère nouvelle où la jauge du développement sera le bien-être de l'humanité et la Terre mère, et pas seulement les richesses matérielles ».

Marta Benavides (*Groupe de Travail Feminista GCAP, Le Salvador*)

« Alors que les pays industrialisés du Nord sont les principaux responsables (quant au calcul per capita surtout) des émissions à effet de serre qui provoquent le changement climatique ; les pays du Sud, et en particulier les pauvres et les femmes, sont ceux qui accusent plus fortement les effets du changement climatique et ses impacts socio-économiques. On compte parmi ces effets le déplacement des populations qui vivent dans les zones côtières basses ; la perte des moyens de vie ; l'insécurité alimentaire et un moindre accès à l'eau. Du point de vue de la dette écologique, les pays riches et industrialisés ont non seulement la responsabilité de réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi l'obligation éthique et morale d'offrir un financement compensatoire et réparateur aux pays en développement pour que ceux-ci puissent assurer les coûts des efforts d'adaptation et de mitigation du changement climatique ».

Athena Peralta (*Conseil mondial des Églises*)

actuels ou prévus ainsi qu'à leurs effets ou à leurs conséquences¹¹. Elle fait référence aux changements à réaliser au niveau des processus, des pratiques ou des structures en vue de modérer ou de compenser les dommages éventuels, ou bien pour profiter des opportunités liées aux changements climatiques. Ceci implique des ajustements afin de réduire la vulnérabilité des communautés et des régions due aux changements climatiques et à la variabilité.

L'*User's Guidebook on the Adaptation Policy Framework* (APF) (Guide de l'Utilisateur dans le Cadre des Politiques d'Adaptation) du Fonds pour l'Environnement Mondial du PNUD définit l'adaptation comme « un processus d'amélioration, de développement et de mise en place des stratégies efficaces pour ralentir et combattre les conséquences des changements climatiques – y compris la variabilité du climat »¹². L'APF inclut sept composants : la définition de la portée du projet, l'évaluation de la vulnérabilité actuelle, la caractérisation des risques pour l'avenir, le développement de la stratégie d'adaptation, la poursuite du processus d'adaptation, l'engagement des parties prenantes et l'amélioration de la capacité d'adaptation. Les décisions sur l'utilisation de ce cadre dépendront de l'étude préalable du pays, de ses besoins, de ses objectifs et de ses ressources.

11 IPCC. "Climate Change 2001: Impacts, Adaptation, and Vulnerability." Apport du Groupe de Travail II au *Troisième Rapport d'Évaluation du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur les Changements Climatiques*. Cambridge : Cambridge University Press.

12 Dougherty, B. et Spanger-Siegfried, E. *User's Guidebook on the Adaptation Policy Framework*. Boston : Stockholm Environment Institute US et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2005.

Conformément à l'IPCC, les conditions nécessaires pour qu'un pays possède une capacité d'adaptation importante sont : une économie stable et prospère, un degré élevé d'accès à la technologie à tous les niveaux, des rôles et des responsabilités bien définis pour la mise en œuvre des stratégies d'adaptation, des systèmes mis en place pour la diffusion nationale, régionale et locale des informations sur les changements climatiques et l'adaptation et la distribution équitable de l'accès aux ressources. Dans une grande mesure, les pays ne figurant pas dans l'Annexe I sont exclus.

La préoccupation croissante concernant l'adaptation a été abordée par les décisions de la Conférence des Parties (COP). Les accords de Marrakech issus de la COP-7 ont tracé les instruments et les mécanismes de soutien à l'adaptation, y compris la création de trois fonds : (a) Fonds Spécial pour les Changements Climatiques sous le CMNUCC pour soutenir « la mise en œuvre d'activités d'adaptation là où l'information sera suffisante », (b) Fonds pour les PMA consacré à la préparation et à la mise en œuvre de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation (PANA) qui « communiquera les activités prioritaires pour répondre aux besoins urgents et immédiats et aux préoccupations des PMA en matière d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques » et (c) Fonds d'Adaptation créé par le Protocole de Kyoto et les recommandations du Fonds pour l'Environnement Mondial (GEF) concernant ses activités.

L'agriculture et la pêche durable, le reboisement et la gestion durable des bassins hydrographiques et la gestion écologique des ressources constituent des voies d'adaptation pouvant aider à refroidir la planète. La sécurité alimentaire exige un changement

radical au niveau de l'agriculture, une position soutenue depuis longtemps par les mouvements de producteurs agricoles dans le monde entier. Ce qui a été fortement favorisé par l'Évaluation Internationale des Connaissances Agricoles, de la Science et de la Technologie pour le Développement (EICASTD) lors de la conférence tenue en avril 2008 à Johannesburg, en Afrique du Sud. L'EICASTD a admis les insuffisances de la technologie de la Révolution Verte et a reconnu le rôle essentiel des connaissances autochtones et de l'agriculture durable pour atteindre la sécurité alimentaire. Un rapport a été présenté indiquant que l'agriculture moderne devra changer radicalement face au modèle d'entreprise dominant si le monde veut éviter la décomposition sociale et l'effondrement environnemental¹³.

Le rapport – avec l'opposition de l'Australie, du Canada et des États-Unis – a aussi critiqué la modification génétique (MG) et la conversion des terres agricoles pour les destiner à la production de biocarburants. Le rapport signale que la technologie appelée MG n'était pas le chemin à suivre pour nourrir les pauvres du monde, et que la culture des agro carburants destinés aux transports, dans des terres qui devraient être labourées pour nourrir la population aggraverait sans doute la faim au niveau mondial et la situation, déjà fragile, de la sécurité humaine¹⁴.

Bien que l'adaptation soit apparue comme une question politique clé dans les négociations sur les changements climatiques, le sujet n'a pas encore été abordé à tous les niveaux de planification du développement de politiques. Le renforcement de la capacité d'adaptation, ou le respect des objectifs des OMD est bien différent de la croissance de l'économie ou du travail pour le développement de la manière habituelle. Il s'agit de faire prévaloir la justice sociale et environnementale, une condition sine qua non pour assurer le chemin vers la durabilité.

Justice dans les échanges financiers et technologiques

La CMNUCC signale que les pays riches sont tenus de procéder à des virements de fonds aux pays en voie de développement, mais aucun d'eux ne devrait jouer le rôle de mendiant. Si les agriculteurs pauvres adoptaient l'agriculture organique ou si les pêcheurs locaux géraient de manière adéquate leurs ressources côtières, ils le feraient non seulement pour eux-mêmes mais pour l'humanité toute entière. Si un pays pauvre veille à sa biodiversité, il rend également un grand service au monde entier. Ces efforts méritent une rétribution ou une réciprocité à travers, par exemple, un impôt sur le carbone pour les riches, APD sans conditions, un allègement inconditionnel de la dette, des conditions commerciales plus équitables, de la technologie ou d'autres formes de transferts de ressources.

Le financement de la stabilisation climatique exige d'énormes investissements. Oxfam Internatio-

13 IAASTD. *Agriculture at the Crossroads : Global Report*. Washington, DC : Island Press, 2008.

14 Vidal, J. "Change in Farming Can Feed World – Report." *The Guardian*, le 16 avril 2008.

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES POUR L'EUROPE

Elena Trifonova

Bulgarian-European Partnership Association

L'Union européenne est une énorme consommatrice d'énergie. En 2006 les 25 États membres¹ ont consommé 1,72 milliards de tonnes-équivalent pétrole (Mtep). Pratiquement deux tiers provenaient des hydrocarbures : 706,3 millions de tonnes de pétrole (14,9 millions de barils par jour) et 420,6 Mtep (476, 4 milliards de mètres cubes) de gaz naturel. Le reste, soit 34,6 %, provenait du charbon, du nucléaire et des énergies renouvelables². Certains pronostics prévoient que vers 2030 la consommation d'énergie de l'UE aura augmenté de 15 %³.

Cependant, l'UE n'a pas de marché d'énergie intégré. La fragmentation de ce secteur remonte aux années 1970, quand les États membres affrontèrent indépendamment la crise du pétrole. Certains d'entre eux, comme l'Allemagne, ont accumulé des réserves stratégiques de gaz et ont investi dans le développement d'infrastructures ; d'autres, comme le Royaume-Uni, ont commencé à explorer leurs propres réserves.

La Russie est le plus grand producteur de gaz du monde, et elle fournit actuellement environ 30 % du total des besoins en gaz de l'UE⁴. On peut diviser les pays européens en trois groupes selon leur degré de dépendance des importations de gaz russe⁵ :

Les pays très peu dépendants – environ 15 % : la Belgique, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, l'Espagne, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni.

Les pays modérément dépendants – 20-40 % : la France, l'Italie et l'Allemagne.

Les pays très dépendants – plus de 50 % : l'Autriche, la République Tchèque, la Grèce, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie. Certains pays – la Bulgarie, la Croatie, la Finlande, la Lettonie, la Lituanie, la Serbie et la Slovaquie – dépendent de la Russie pour toutes leurs importations en gaz.

Par conséquent, la bataille du gaz entre la Russie et l'Ukraine début janvier 2009 a affecté directement 17 pays européens en tout. Dans une déclaration faite au milieu de l'année 2009, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a attiré l'attention sur la vulnérabilité toute particulière de plusieurs pays, entre autres, la Bulgarie et Slovaquie.

En Bulgarie, l'État est le seul acheteur d'énergie. Pendant la dernière décennie il a signé plusieurs contrats exclusifs avec le consortium russe Gazprom et le pays a par conséquent accru sa dépendance (90 %) à l'égard du gaz russe. D'autre part, depuis 1956, le Gouvernement bulgare a privilégié l'utilisation de l'énergie nucléaire. L'IRT-2000 a été fabriqué au départ en tant que réacteur de recherche, puis en 1966, un accord a été signé avec l'Union Soviétique pour installer des unités commerciales qui fourniraient la base du programme énergétique du pays. Se pliant aux exigences imposées pour son entrée dans l'UE, la Bulgarie a stoppé deux réacteurs nucléaires. Les deux autres produisent environ 35 % de l'électricité du pays⁶. La consommation d'électricité s'est accrue depuis 1980 et la Bulgarie est également un important exportateur d'énergie. En 2006, la Compagnie Nationale d'Électricité (NEK) a produit 46 milliards de kilowattheures et en a exporté 7,8 en Grèce, en Macédoine, en Serbie et en Turquie⁷.

Dans le cas de la Slovaquie, même si son marché de production et de distribution d'énergie électrique est faible comparé à d'autres pays d'Europe centrale, les

projections indiquent que son réseau électrique devra être agrandi pour satisfaire à la demande croissante. La production d'électricité dépend principalement des ressources hydroélectriques et nucléaires, bien que cette situation soit compensée d'une certaine façon par les centrales électriques thermiques (charbon, gaz naturel et pétrole). Le marché du gaz slovaque se caractérise par un haut niveau de dépendance à l'égard de l'approvisionnement russe et par la domination d'une entreprise essentiellement étatique et intégrée verticalement.

La Slovaquie joue un rôle significatif dans le réseau de gaz européen car elle est un important pays de transit pour le transport du gaz naturel vers les pays d'Europe centrale et de l'Ouest. En général, un des défis concernant les relations entre la Russie et l'UE en matière d'énergie, est le transport de gaz par des pays tiers. Bien que l'Europe attribue sa « vulnérabilité » à la Russie, une partie du problème – comme cela a été le cas avec la Biélorussie début 2007 et l'Ukraine début 2006 et 2009 – réside dans les pays de transit.

La crise énergétique de janvier 2009 met en évidence la carence d'une politique d'énergie intégrée de l'UE, même si la Commission européenne a admis la nécessité d'une telle politique et si différentes propositions ont été lancées. Cette carence se reflète dans le fait que l'énergie provenant de la Russie n'est pas écoulée dans la même proportion dans toute la région. De plus, le problème de la dépendance mutuelle est particulièrement complexe. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la Commission européenne a été incapable de concevoir une vision commune, ni pourquoi certains pays, parmi lesquels la France, l'Allemagne et l'Italie, ont essayé de développer leurs propres relations de dépendance énergétiques. Les gouvernements nationaux doivent décider de l'équilibre entre dépendance et diversification et des alternatives pour l'avenir.

Pendant la dernière décennie, la pression en faveur de l'industrie de l'énergie renouvelable a gagné du terrain dans l'UE. Une des propositions contenues dans la Politique énergétique pour l'Europe 2007 a été d'incorporer un minimum de 10 % de biocarburants sur la totalité de combustibles transportés vers 2020, qui devra s'accompagner de l'introduction d'un plan de durabilité pour les biocarburants. La régulation existante fixe l'objectif à 5,75 % pour 2010⁸. Il y est proposé également un objectif obligatoire de 20 % pour la participation totale de l'énergie renouvelable vers 2020, effort qui sera partagé de façon appropriée entre les États membres.

Les objectifs principaux à atteindre dans la mise en œuvre d'une stratégie européenne commune pour promouvoir les biocarburants sont : 1) accroître la sécurité énergétique, car les prix toujours en hausse du pétrole influent rapidement sur le coût de l'énergie et réduisent le pouvoir d'achat des européens et 2) réduire les émissions de gaz à effet de serre, facteur principal du changement climatique. L'augmentation de la température et les changements qui s'opèrent sur les saisons de pluie pourraient affecter les ressources aquifères ainsi que la production agricole.

L'avenir des ressources énergétiques alternatives met sur le tapis la question de la nutrition et de l'avenir de la Politique agricole commune de l'UE. La diversification de l'approvisionnement en énergie et l'investissement en sources d'énergie alternatives sont plus faciles à obtenir pour les États membres les plus anciens. Entre les exigences visant à réduire les centrales électriques au charbon pour des raisons environnementales et la résistance vis-à-vis du développement de l'énergie nucléaire, bien faible est le potentiel d'énergie renouvelable pour les membres nouvellement entrés à l'UE.

Pour affronter des possibles désaccords politiques entre la Russie et l'Europe concernant le gaz, ainsi que les risques spécifiques à la sécurité de l'approvisionnement en gaz des pays de l'Europe centrale et de l'Europe occidentale, l'UE devrait privilégier l'intégration du marché du gaz dans sa politique stratégique de l'énergie⁹. Des mesures devront aussi être prises pour améliorer le développement de la sécurité énergétique, ce qui inclut de l'efficacité, des ressources renouvelables et une administration adaptée à la demande. ■

1 L'intégration de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007 a élevé le chiffre à 27 membres.

2 Les données fournies sont de BP, "BP Statistical Review of World Energy", juin 2007, pp. 11-12, 27-28, et 41. Disponible sur : <www.bp.com/productlanding.do?categoryId=6848&contentId=7033471> (consulté le 20 août 2007).

3 Commission européenne, Direction Générale de l'Énergie et des Transports, *European Energy and Transport: Trends to 2030 – Update 2005*, 2006. Disponible sur : <ec.europa.eu/dgs/energy_transport/figures/trends_2030_update_2005/energy_transport_trends_2030_update_2005_en.pdf>.

4 Les relations en matière de gaz remontent à 1968, quand l'Union Soviétique a fourni du gaz à l'Autriche pour la première fois.

5 La classification offerte ici est extraite de Sánchez Andrés, A. (2007), "Russia and Europe: Mutual Dependence in the Energy Sector". Disponible sur : <www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_eng/Content?WCM_GLOBAL_CONTEXT=Elcano_in/Zonas_in/International+Economy/DT+25-2007>.

6 Données de la Compagnie Nationale d'Électricité (NEK). Voir : <www.nek.bg/cgi?d=1000>.

7 World Nuclear Association. "Nuclear Power in Bulgaria", 2009. Disponible sur : <www.world-nuclear.org/info/inf87.html>.

8 Directive 2003/30/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 mai 2003 visant à promouvoir l'utilisation de biocarburants ou autres carburants renouvelables dans les transports. Journal officiel de l'Union européenne, 17 mai 2003, N° 15. Disponible sur : <www.miliarium.com/Legislacion/Energia/Europa/D03_30.asp>.

9 Noël, P. "Beyond Dependence: How to Deal with Russian Gaz." *Policy Briefs*, European Council on Foreign Relations (ECFR), novembre 2008. Disponible sur : <ecfr.3cdn.net/c2ab0bed62962b5479_ggm6banc4.pdf>.

nal¹⁵ a dit que le coût de l'adaptation des pays en voie de développement atteindra au moins 50 milliards d'USD par an, outre le niveau actuel d'APD, qui inclut déjà un engagement financier pour la réalisation des OMD. Toutefois, lors de la présentation du Quatrième Rapport d'Evaluation à Bali, le président de l'IPCC, M. Pachauri, a dit que « en réalité, le coût de l'atténuation n'est pas aussi élevé », puisque l'on calcule qu'il représente annuellement moins de 1 % du PIB mondial. Les pays riches tirent d'affaire les banques qui ont provoqué l'actuel problème financier mondial. Il est juste que les pays en voie de développement demandent une aide équivalente pour l'éradication de la pauvreté mondiale, la réadaptation de l'environnement et la stabilisation du système climatique.

Bien que les parties de l'Annexe I conviennent que les changements climatiques constituent la menace la plus grave contre le développement durable, leurs actions jusqu'à présent ont été tout simplement décevantes. Les décisions vraiment importantes pour éradiquer la pauvreté et remédier aux inégalités

mondiales prennent beaucoup de temps et elles terminent fréquemment en transferts nets insuffisants, voire même en refus, avec de fortes conditions. En outre, les riches doivent aussi commencer à changer radicalement leur conception du monde et leurs modes de production et de consommation. Autrement dit, ils doivent abandonner leur style de vie non durable.

Ralentir pour refroidir la planète

Quel scénario pourra refroidir une planète surchauffée et nous épargner la catastrophe : 350 ppm ou 450 ppm ? Quelque soit la réponse, l'action devrait être la même : il faut que nous allions tous plus lentement. A la rigueur, les scénarios ne sont pas des prévisions ; ils constituent une gamme de possibilités pouvant mener à d'autres avens. Puisque l'avenir est par nature imprévisible, il n'existe pas de certitudes sur le résultat de l'action de tant de personnes. Cependant, les scénarios sont utiles parce que l'une des causes de l'imprévisibilité et de l'incertitude est justement

l'action humaine (ou sa probabilité) pour changer le cours des événements. L'avenir est façonné par ce que nous croyons qu'il deviendra et par ce que nous faisons pour y parvenir.

Paradoxalement, la récession mondiale actuelle pourrait s'avérer être une bénédiction. Si cette récession est durable et profonde, ce sera peut-être mieux pour tous. Moins de croissance implique moins d'émissions de gaz et moins de pression sur l'environnement. Une production plus propre et la réduction universelle de la consommation par habitant impliquent une diminution de l'empreinte de carbone et – pourquoi pas – un mode de vie plus sain. Il est possible qu'un changement puisse se produire indépendamment des conclusions auxquelles on arrivera lors des négociations climatiques à Copenhague ou de décisions ultérieures.

Avons-nous encore du temps pour nous sauver ? Peut-être oui, peut-être pas. En tout cas, notre génération a suffisamment lutté pour faire prévaloir la justice. ■

15 Oxfam International. "Adapting to Climate Change : What's Needed in Poor Countries and Who Should Pay." *Oxfam Briefing Paper 104*, mai 2007. Disponible sur : <www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/adapting%20to%20climate%20change.pdf>.

Les obligations des entreprises transnationales envers les droits humains et le rôle de la société civile

Les organisations de la société civile utilisent diverses méthodes pour que les corporations se responsabilisent envers leurs obligations relatives aux droits humains et à l'emploi. Ces initiatives et mécanismes prétendent, à divers degrés d'efficacité, promouvoir et protéger les droits humains et du travail les plus fondamentaux. Quand bien même il ne s'agirait que d'une première tentative pour aborder les faiblesses inhérentes au modèle unilatéral et volontaire de la Responsabilité sociale de l'entreprise, la seule solution réellement efficace consisterait en une modification de paradigme, tant dans le cadre des droits humains pour les corporations qu'au sein du modèle économique en général.

Jana Silverman

Social Watch

Alvaro Orsatti

Confédération syndicale des Travailleurs
et Travailleuses des Amériques

La crise financière et économique qui frappe actuellement le monde n'est pas simplement une nouvelle récession cyclique de caractère endémique du système capitaliste. Celle-ci incarne en fait un effondrement spectaculaire du modèle économique néolibéral. La mise en œuvre de ce modèle, qui imposait la dérégulation du secteur financier, la libéralisation commerciale et la privatisation des entreprises et des organismes de l'État, a entraîné, outre la déstabilisation des marchés mondiaux, l'instauration d'un sévère déséquilibre mondial de pouvoir entre les travailleurs, les entreprises privées et les États.

En pleine période de croissance du néolibéralisme, de nombreuses entreprises ont profité du progrès des communications et de l'infrastructure des transports, des réglementations nationales laxistes et de la vente des actifs lucratifs de l'État pour se transformer en de gigantesques conglomérats transnationaux présents dans le monde entier, obtenant dans le même temps des bénéfices sans précédent. Leur pouvoir économique leur a donné une influence politique énorme dans les pays en développement qui convoitaient les investissements directs étrangers. Ces pays ont tenté de rendre leurs territoires « plus attractifs » pour les multinationales, renforçant la législation sur la protection des investissements et affaiblissant les lois du travail et de l'environnement. Si bien que, outre les conséquences économiques, la prolifération des investissements des entreprises multinationales dans les pays en développement a également, au cours de ces dernières décennies, profondément touché le domaine social et environnemental, à tel point que certaines multinationales se sont rendues complices de graves violations des droits fondamentaux : humains, sociaux, environnementaux et du travail.

Corporations transnationales et obligations en matière de droits humains

En règle générale, les entreprises – en particulier les compagnies transnationales – sont des entités privées non gouvernementales, soumises uniquement aux lois nationales du pays dans lequel se trouve leur siège central ou à celles qui régissent les pays dans lesquels elles

ont effectué des investissements. Même si ces compagnies ont parfois une présence significative dans de nombreux pays, techniquement elles ne sont pas considérées comme des personnes morales sur le plan international – statut qui se limite aux États et à quelques organisations intergouvernementales comme l'Union européenne ou l'ONU. Cela signifie globalement que les entreprises ne sont pas assujetties aux droits et obligations de la loi internationale, y compris la loi internationale sur les droits humains.

Cependant, dans la pratique, on revient progressivement sur cette interprétation. Des universitaires contemporains plaident pour concéder aux entreprises transnationales des droits néo-féodaux ou corporatifs¹. Plusieurs traités internationaux – notamment les accords bilatéraux et multilatéraux sur le commerce et les investissements – octroient aux entreprises transnationales des droits spécifiques qui peuvent être réclamés devant les tribunaux du pays d'accueil ou les tribunaux internationaux d'arbitrage². Par exemple, les dispositions du chapitre 11 du Traité de libre commerce d'Amérique du Nord permet aux investisseurs de porter plainte directement contre les États participants pour violation présumée des conditions d'investissement du traité. De la même façon, de nombreux traités d'investissement bilatéraux comprennent des mécanismes qui permettent aux compagnies de porter plainte contre les États signataires devant des tribunaux d'arbitrage, comme le Centre international pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements, pour expropriation, pertes dues à des perturbations civiles et restrictions sur le rapatriement de capitaux et autres³. Les implications de ces clauses sont profondes. Depuis 1995, plus de 370 traités commerciaux bilatéraux et multilatéraux ont été signés et plus de 1500 traités d'investissement bilatéraux conclus, concernant pratiquement toutes les principales économies du monde⁴. Ces accords confèrent aux corporations des droits supranationaux, sans concéder pour autant les droits respectifs aux personnes affectées par leurs actes.

Aujourd'hui, les obligations se référant à la promotion et la protection des droits humains commencent à être effectives, tant dans la théorie que dans la pratique, plus explicites pour les acteurs non publics – comme les entreprises commerciales. Par exemple, le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme appelle à ce que « chaque individu et chaque organe de la société » défende et œuvre pour les principes contenus dans la Déclaration. Selon les experts légaux, cette obligation inclut l'ensemble des personnes et des entités légales telles que les entreprises⁵. D'autres standards internationaux dans le domaine de la « loi douce » imposent directement aux entreprises des obligations sur les droits humains, notamment la Déclaration tripartite de l'OIT, formulée en 1977, et les lignes directrices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur les entreprises multinationales (adoptées en 1976 et révisés en 2000).

De plus, un nombre croissant de compagnies conçoivent et mettent en pratique des politiques spécifiques sur les droits humains. Selon le Centre d'information sur les entreprises et les droits humains⁶, plus de 240 entreprises ont stipulé leurs propres directives et plus de 5200 compagnies font partie des membres actifs du Pacte mondial de l'ONU⁷, une initiative multisectorielle qui engage les entreprises à respecter les principes universels relatifs aux droits humains, environnementaux et du travail, ainsi qu'aux pratiques d'anticorruption.

Société civile et Responsabilité sociale des entreprises (RSE)

La modification de la relation entre entreprises et droits de l'homme est étroitement liée à l'apparition de la RSE, définie par la Commission européenne comme un « concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leurs activités commerciales et dans leurs interactions avec d'autres agents intéressés, sur une

1 Voir : Teitelbaum, Alejandro (2007). *Al margen de la ley: Sociedades transnacionales y derechos humanos*, Bogota : ILSA, p. 31.

2 *Ibid.*

3 Damrosch, Lori (ed.) (2001). *International Law*, St. Paul, USA: West Publishing, pp. 809-12.

4 Adlung, Rudolph et Molinuevo, Martín (2008). *Bilateralism in Services Trade: Is There Fire Behind the (BIT) Smoke?* Genève : Organisation Mondiale du Commerce, pp. 1-2.

5 Avery, Christopher, Short, Annabel et Tzeuschler Regaignon, Gregory (2006). "Why all companies should address human rights". Disponible sur : <www.cca-institute.org/pdf/averybusiness%26humanrights.pdf>.

6 Voir : <www.business-humanrights.org/Documents/Policies>.

7 Voir : <www.unglobalcompact.org/ParticipantsAndStakeholders/search_participant.html>.

« Les impacts de la crise se manifestent par des licenciements massifs dans les banques étrangères, telles que la BBVA, la banque Santander et la HSBC. Nos droits en tant que travailleurs nous ont été retirés. Les personnes endettées ont aussi senti les impacts et le sentent encore. On leur retire leur logement quand ils sont incapables de payer. On emploie pour cela les forces militaires de l'État dont le rôle est d'assurer la sécurité, pas celui de jeter à la rue une pauvre et humble famille qui possède un toit mais qui n'a pas de quoi payer ».

Janio Romero (*Leader syndical de l'Union Nationale des Employés de Banque, Colombie*)

« J'ai commencé à travailler dans une grande compagnie de production cinématographique et de publicité, qui a ouvert une filiale ici en Argentine en 2007. Quand la crise a éclaté, tout a commencé à se compliquer. Le travail a beaucoup diminué et on a même passé un mois sans rien filmer. En janvier, ils m'ont prévenu qu'ils allaient me licencier. J'ai reçu l'indemnisation correspondante et je me suis mise à chercher du travail. Depuis ce temps je n'ai rien trouvé de correct. Le peu qu'il y a, c'est pratiquement du travail d'esclave de 8 ou 9 heures pour un salaire dérisoire. Mes économies fondent et je vis seule dans un appartement en location, je dois donc trouver quelque chose au plus vite. Que devenir sinon ? ».

Jeune travailleuse de Buenos Aires, Argentine

base volontaire »⁸. Bien que depuis au moins les années 1950, certaines compagnies aient mis en pratique des programmes philanthropiques au profit de leurs employés, des communautés locales et de la société en général, le concept actuel est différent. Il encourage l'incorporation des droits humains, sociaux et environnementaux comme partie intégrante des stratégies des entreprises, non dans le but de répondre à un impératif moral ou éthique sinon tout simplement en tant que bonne pratique d'entreprise pouvant minimiser les risques et améliorer les performances de la compagnie.

Ce changement dans le concept et la pratique de la RSE n'est pas apparu suite à un changement spontané d'opinion au sein de la communauté patronale. C'est le résultat du travail de journalistes et d'organisations de la société civile qui ont révélé les graves violations envers les droits, commis directement ou non par les acteurs des entreprises, entraînant des protestations généralisées et demandant un plus grand contrôle social des entreprises. Parmi les premières initiatives de la société civile exigeant que les entreprises responsables d'abus envers les droits rendent des comptes, nous pouvons mentionner les campagnes innovantes du début des années 1990 faisant trait à la faute professionnelle commise par Nike en Indonésie et dans d'autres pays du sud-est asiatique, ou encore à la complicité de la Royal Dutch Shell dans l'exécution de Ken Saro Wiwa et d'autres activistes des droits humains au Nigéria. On peut mentionner parmi les campagnes les plus récentes les dénonciations contre Coca-Cola au sujet de la participation supposée de son personnel d'embouteillage à l'assassinat de dirigeants syndicaux en Colombie.

La réaction typique des entreprises sous exa-

men a été, dans de tels cas, d'essayer d'atténuer les dommages envers leurs travaux d'exécution et leur image en établissant des principes et des pratiques telles que des « codes de conduite » et « rapports de durabilité » pour éviter que de tels faits ne se reproduisent. Beaucoup d'entreprises n'ayant été que peu affectées par ce type de campagne ont tout de même adopté des mesures similaires. Ainsi en 2008, plus de 1000 compagnies ont publié des rapports détaillés sur leur performance sociale et environnementale, appliquant les directives de la Global Reporting Initiative⁹.

Malgré la diversité d'initiatives de ces dernières années, elles ont pour la plupart été volontaires, unilatérales et sans mécanismes obligatoires qui puissent être utilisés pour invoquer des sanctions réelles et non seulement morales, en cas de complicité de l'entreprise dans la violation des droits. C'est pour cela qu'un large segment de la société civile, y compris les syndicats, les organisations de droits humains et les groupes écologistes, tend à considérer ces initiatives de responsabilité d'entreprise avec scepticisme, en tant que mécanismes permettant d'améliorer l'image publique des entreprises mais sans aborder les problèmes de fond, dérivés de leurs pratiques sociales et environnementales. Ceci dit, de nombreux groupes de la société civile utilisent le concept de responsabilité des entreprises en ce qui concerne leurs obligations en matière de droits humains, environnementaux et de travail, comme définies dans les normes internationales et les lois nationales.

9 Global Reporting Initiative. "Number of Companies Worldwide Reporting on their Sustainability Performance Reaches Record High, Yet Still a Minority". Disponible sur : <www.globalreporting.org/NewsEventsPress/PressResources/PressRelease_14_July_2006_1000GRIReports.htm>.

8 Commission européenne (2009). "What is CSR?". Disponible sur : <ec.europa.eu/enterprise/csr/index_en.htm>.

Les organisations de la société civile doivent relever des défis fondamentaux lorsqu'elles tentent d'obtenir des réparations pour violation des droits humains soutenue ou fomentée par les corporations multinationales, notamment le manque de mécanismes légaux dans la juridiction du pays d'accueil aux lois nationales laxistes, des systèmes de justice inefficaces, un manque de volonté politique pour poursuivre en justice les investisseurs, ou une combinaison de tous ces obstacles. Malgré tout, depuis 1992, de nombreux procès civils ont été intentés contre les corporations transnationales avec la disposition peu utilisée d'une loi des États-Unis appelée Alien Tort Claims Act (ATCA), qui a été invoquée et réaffirmée dans les années 1980 pour un cas qui impliquait des individus¹⁰, et l'approbation ultérieure de la Loi de protection des victimes de torture¹¹. Si on se base sur le précepte de juridiction universelle pour les délits concernant la « loi des nations », cette législation donne aux tribunaux des États-Unis le droit de prononcer un jugement en cas de violations graves aux droits humains, indépendamment de l'emplacement et de la nationalité des auteurs et de leurs victimes. Entre 1993 et 2006 plusieurs ONG, comme International Labor Rights Fund, Earthrights International et Center for Constitutional Rights, ont intenté 36 procès basés sur l'ATCA contre des entreprises multinationales dans les tribunaux fédéraux des États-Unis, dénonçant la complicité supposée des entreprises dans des cas de violation des droits humains.

Cependant, pour le moment, aucune entreprise n'a été jugée coupable en vertu de l'ATCA. Sur les 36 cas présentés, 20 ont abouti à un non-lieu¹², certains parce que les délits commis n'entraient pas dans le domaine légal (qui ne s'applique que pour les violations de normes « spécifiques, universelles et obligatoires » comme la torture, le génocide, les délits de lèse humanité et les exécutions sommaires), et d'autres pour des raisons liées à l'existence d'une loi de prescription applicable pour ces cas ou l'impossibilité de présenter des preuves suffisantes associant l'entreprise au délit commis. Plusieurs entreprises, notamment Drummond Mining et Chevron, ont été jugées non coupables par le jury. Pour les autres cas, les entreprises ont abouti à un accord à l'amiable ou bien le procès est actuellement en cours.

L'aspect positif de cette situation est que les accords privés effectués à l'amiable, comme dans le cas mentionné ci-dessus du procès contre Shell pour l'assassinat des activistes nigériens, se sont avérés exemplaires : l'entreprise a accepté de payer 15,5 millions d'USD aux familles des victimes¹³. En règle générale, même si l'ATCA n'a pas encore créé de véritable effet

10 Filartiga v. Pena-Irala, 630 F.2d 876 (Segundo Distrito, 1980).

11 Loi de protection des victimes de la torture, approuvée le 12 mars comme Loi publique No. 102-256, elle prévoit le jugement de toute personne qui en soumet une autre à la torture, une fois épuisées toutes les instances locales. Voir : <www.derechos.org/nizkor/econ/TVPA.html> y <www.derechos.org/nizkor/econ/ACTA.html>.

12 Baue, Bill. "Win or Lose in Court" en *Business Ethics*, Summer 2006, p. 12.

13 Kahn, Chris (2009). "Settlement Reached in Human Rights Cases against Royal Dutch Shell". Disponible sur : <www.globalpolicy.org/international-justice/alien-tort-claims-act-6-30/47879.html>.

dissuasif dans les corporations potentiellement impliquées dans les abus des droits humains, elle a tout de même établi un précédent important pour l'utilisation de mécanismes légaux innovateurs basés sur la juridiction extraterritoriale qui pourraient ouvrir la voie à la création de nouvelles instances comme un « Tribunal criminel international » qui apporterait des réponses aux victimes de violations graves des droits humains commises par des entreprises commerciales.

Syndicats et instruments de RSE

L'expérience des syndicats dans l'utilisation d'instruments de RSE provient d'une stratégie définie par la Confédération syndicale internationale (CSI) dans le domaine international. Selon cette stratégie, les compagnies ont « une responsabilité interne » envers leurs employés qui devrait être réglementée et de caractère obligatoire. Les mécanismes de mise en œuvre comprennent la Déclaration tripartite de l'OIT, les lignes directrices de l'OCDE sur les multinationales et les accords-cadres internationaux (ACI) issus des négociations entre les Fédérations syndicales internationales et les entreprises multinationales.

On estime que les Fédérations syndicales internationales ont signé environ 70 ACI, bien qu'il n'existe aucun registre centralisé et actualisé¹⁴. Ces accords sont fondés sur la « responsabilité sociale interne » des entreprises, et ont un lien étroit avec les normes de l'OIT. La Fédération syndicale internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM), le Syndicat mondial des compétences et des services (UNI), la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, du pétrole, des mines et des industries diverses (ICEM selon son sigle en anglais) et l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) sont celles qui participent le plus – à hauteur de 80 % du total – aux négociations pour ces accords. Les Fédérations syndicales internationales participent également à d'autres types de travail avec des entreprises et des instituts coparrainés par des organisations d'entreprises, comme ce qui est fait avec la Fédération internationale de journalistes (FIJ), et avec les forums multisectoriels, notamment celui sur la production de café auquel participe la Fédération internationale de producteurs agricoles (FIPA). Au niveau sous-régional, d'accords-cadres ont également été convenus.

Une fois signés, les ACI peuvent être utilisés de différentes façons. Les compagnies tendent à les utiliser comme preuve de leur engagement envers la responsabilité de l'entreprise, d'autant que leur signature et leur respect sont à caractère volontaire. Le mouvement syndical et plusieurs universitaires européens remettent en question cette perspective, avec pour objectif l'élaboration d'une stratégie qui rende les contenus des accords-cadres inaliénables. En attendant, les plaintes syndicales de pratiques d'entreprises qui violent les clauses d'un accord cadre obligent quelquefois les entreprises multinationales à modifier leurs politiques, leur faisant par exemple accepter la formation de syndicats dans leurs filiales étrangères.

Les 30 pays membres de l'OCDE ont adopté les Lignes directrices pour les entreprises multinationa-

les, ainsi que neuf pays observateurs, notamment l'Argentine, le Brésil, le Chili et le Pérou en Amérique latine. Cet instrument inclut un mécanisme de plaintes explicite qui peut être activé lorsqu'une violation envers l'esprit et la lettre d'une clause des Lignes directrices est identifiée. Celles-ci couvrent un large éventail de sujets : outre les droits du travail, les clauses recouvrent l'environnement, les droits des consommateurs, les sciences et technologies et la concurrence. Les plaintes sont déposées devant des « points de contact nationaux » que les États doivent obligatoirement mettre en place. Les Lignes directrices demandent aux entreprises de se conformer à leurs exigences de façon volontaire, ce qui signifie qu'elles peuvent ignorer les efforts de médiation des États face aux plaintes déposées par une des parties intéressées. Cependant, une fois le processus terminé, le point de contact national peut rendre publiques les actions négatives de l'entreprise et les critiques émises à son encontre. Par conséquent, le recours au mécanisme de plaintes des Lignes directrices est très similaire au jugement rendu par la Commission d'experts de l'OIT. Si les employeurs affirment souvent que ce mécanisme va largement au-delà de son concept de RSE, il est largement reconnu non seulement par les organisations de la société civile mais aussi par les États des pays de l'OCDE.

À l'heure actuelle, environ 200 plaintes ont été déposées devant les points de contact nationaux, dont 80 % ont été déposées par des syndicats. Selon la Commission syndicale consultative (CSC ou TUAC selon son sigle en anglais), les demandeurs ont obtenu des résultats satisfaisants dans presque la moitié des cas. Fin 2008, en Amérique latine, on comptait 24 plaintes déposées par des syndicats et 10 autres par des ONG. La proportion de plaignants ayant obtenu satisfaction a été similaire à celle obtenue à niveau mondial.

La Confédération syndicale de travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA), créée en mars 2008 et dont le siège se trouve à Sao Paulo, a élaboré une stratégie explicite concernant la RSE qui se base sur celle de la CIS. Elle travaille avec les fédérations de Syndicats mondiaux et le TUAC sur des questions liées aux accords cadre internationaux et aux normes de l'OCDE, en apportant notamment son soutien aux organisations syndicales en testant les mécanismes de plaintes de ces instruments. Elle a également offert à l'OCDE Watch de coordonner le travail sur les Normes. De plus, elle a organisé des campagnes de réponse au concept de responsabilité sociale lancé par la Banque interaméricaine de développement. La CSA, avec la collaboration des fédérations de Syndicats mondiaux, la Fondation Friedrich Ebert en Amérique latine et quelques ONG du secteur, a créé un Groupe de travail sur les Entreprises transnationales pour développer de nouveaux concepts et de nouvelles stratégies envers les perspectives syndicales.

Le besoin d'un changement de paradigme

Bien que les mécanismes présentés ci-dessous n'aient pas tous la même efficacité pour protéger et encourager les droits humains et les droits du travail fondamentaux que les entreprises ont l'obligation de préserver, ils ont au moins le mérite de s'intéres-

ser aux faiblesses inhérentes au modèle unilatéral et volontaire de la RSE. S'il est vrai qu'on peut soutenir que c'est la génération d'initiatives entreprises par les compagnies suivant ce modèle qui a favorisé l'introduction des sujets des droits humains dans la culture des entreprises, pour la société civile, ces mesures ne se substituent en rien à des lois de droits humains irrévocables au niveau national, qui soient cohérentes avec les normes internationales et soient accompagnées par les systèmes judiciaires solides, indépendants permettant aux victimes d'obtenir des compensations concrètes. Malheureusement, de nombreux gouvernements choisissent de ne pas entreprendre d'actions fortes pour exiger des entreprises responsables de violations de leurs obligations de droits humains de rendre des comptes, par peur de voir l'investissement étranger partir vers des pays plus permissifs envers le respect des droits humains. Cette situation engendre une « course vers le bas », une concurrence entre pays et entreprises pour réduire les normes réglementaires, avec des conséquences déplorables envers la promotion et la protection des droits humains et des normes de travail.

Malgré cette tendance, la protection des droits humains doit être un jeu à somme nulle. La solution consiste à changer les paradigmes du cadre des droits humains pour les entreprises et du modèle économique en général. Un traité international exhaustif formulé au sein du système des droits humains de l'ONU pourrait clarifier les obligations des entreprises envers les droits humains que les centaines d'initiatives de RSE des vingt dernières années ont rendues opaques, et mettre en place des mécanismes obligatoires de compensation des victimes dès lors qu'il s'avère impossible de porter devant les tribunaux les entreprises contrevenantes selon les juridictions nationales. Un pas en avant a été fait avec le cadre conceptuel proposé en 2008 par John Ruggi, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au sujet des entreprises et des droits humains, basé sur l'obligation de gouvernement de protéger les droits, sur la responsabilité de l'entreprise à respecter les droits, et la nécessité pour les victimes d'avoir accès à des moyens efficaces de remédier aux abus. Cependant, il faudra doter ce cadre de mécanismes efficaces favorisant sa mise en place.

De plus, il faudra une transformation plus considérable pour inverser l'impact négatif du modèle économique néolibéral imposé dans les pays en développement ces dernières années. Il convient de revitaliser le rôle de l'État en tant que modélisateur et régulateur actif des politiques économiques et sociales, élaborer des chemins endogènes vers le développement, basés sur le renforcement des marchés internes et la capacité productive nationale. Ce modèle romprait le cercle de dépendance des investissements de multinationales peu scrupuleuses. La crise économique et financière actuelle remet en question la « générosité » du secteur privé et souligne les défauts inhérents au modèle néolibéral. Cela pourrait devenir une opportunité historique pour établir un pacte social entre les entreprises, les travailleurs, les consommateurs et l'État, générant ainsi un nouveau modèle économique basé sur les droits humains et le développement durable. Il est de notre devoir de ne pas laisser passer une telle opportunité. ■

14 Voir : <www.global-unions.org/spip.php?rubrique70>.

La crise économique mondiale et les pays les moins avancés : préoccupations des citoyens

Ce sont les pays les moins avancés (PMA) qui souffrent le plus des conséquences de la crise économique mondiale. Celle-ci se traduit en effet par une crise alimentaire, énergétique, climatique, politique, de la dette et du développement. L'architecture financière mondiale est à remodeler dans son intégrité puisque pour les nombreuses personnes qui vivent dans la pauvreté dans les PMA, le modèle actuel de croissance économique n'a pratiquement pas fait avancer les choses. Il faut saisir l'opportunité – de cette crise économique mondiale pour susciter une véritable transformation du système mondial de façon à ce que toutes et tous aient plus de chances de mener une vie pleine de sens en toute sécurité.

Arjun Karki
LDC Watch

Quarante-neuf pays sont actuellement désignés par les Nations Unies comme étant « les pays les moins avancés » (PMA)¹, dont la population totale s'élève à environ 750 millions de personnes. La vague croissante de la globalisation néolibérale menace sans cesse la vie et les moyens de subsistance des gens qui vivent dans les PMA. Le plus souvent, l'économie de ces pays se caractérise par une dette toujours plus importante, l'effondrement de l'économie, la faim, la

violation des droits humains, notamment l'injustice entre les genres, les conflits armés, la faiblesse de la gouvernance, et la vulnérabilité inhérente liée à l'environnement.

La crise économique mondiale actuelle n'a pas ébranlé uniquement les fondations des économies les plus puissantes, les marchés boursiers et les institutions financières les plus influentes du monde ; elle a également mis en danger les petites économies des PMA déjà si fragiles, et a entraîné des millions de femmes, d'hommes et d'enfants dans la pauvreté et les privations accrues. Bien que la crise économique soit le résultat de la faillibilité des pays riches, industrialisés et développés, les PMA sont les premiers à en souffrir les pires conséquences. Dans les PMA, la crise économique a également engendré une crise alimentaire, énergétique, climatique, politique, de la dette et du développement.

Crise alimentaire

La crise alimentaire sans précédent provoquée par l'impressionnante hausse des prix a engendré des « émeutes de la faim » qui ont ébranlé plus de 30 PMA dans lesquels les travailleurs et les habitants des campagnes ne peuvent plus acheter les aliments de base pour survivre. On citera notamment les mouvements de protestation pour le prix des céréales au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, à Haïti, à Madagascar, en Mauritanie, au Mozambique, au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique, ainsi que les marches d'enfants affamés au Yémen². Selon l'Organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), 22 pays seraient particulièrement vulnérables face à la récente augmentation des prix des denrées alimentaires, en raison de leur pauvreté et de leur dépendance aux importations de denrées alimentaires. En 2008-2009, l'Erythrée n'a produit qu'à peine 30 % de ses besoins alimentaires. L'Unicef averti que la hausse des prix dans le monde pourraient affecter près de 2 millions d'Erythréens, soit plus de la moitié des habitants du pays. Les agences de l'ONU prévoient que 1,3 million de personnes vivant sous le seuil de pauvreté seront celles qui souffriront le plus. La FAO a averti que la hausse des prix « a provoqué une crise alimentaire » dans 36 pays.

Selon le Programme alimentaire mondial de l'ONU, 12 des 16 pays qui souffriront le plus de la faim font partie des PMA (l'Afghanistan, Djibouti, l'Ethiopie, la Guinée, Haïti, le Libéria, la Mauritanie, le Népal, l'Ouganda, le Sénégal, la Somalie, et le Yémen)³.

Étant donné que dans les PMA, la plupart des personnes pauvres dépendent de 70 à 80 % de leurs revenus en alimentation, la hausse radicale du prix des aliments de base a eu de très graves conséquences, qualifiées par la directrice du Programme alimentaire mondial de « tsunami silencieux », entraînant notamment la misère et la sous-alimentation généralisées pour des millions de personnes. La crise alimentaire démontre que l'approche actuelle de la sécurité alimentaire orientée vers le marché et l'agro-industrie a totalement échoué pour alimenter les personnes souffrant de la faim dans les PMA. De nombreux autres facteurs, comme la promotion de l'agriculture corporative et l'introduction d'une dépendance extrême envers les produits alimentaires étrangers, le manque d'investissements productifs dans les systèmes agricoles locaux, le réchauffement de la planète, les déséquilibres commerciaux et la libéralisation commerciale ont également leur part de responsabilité dans l'insécurité alimentaire des pays en développement. Ces facteurs ont conduit à la crise actuelle et obligent des milliards de personnes à souffrir de la faim, en exacerbant la réduction radicale de la biodiversité et les ravages commis dans l'écosystème.

L'alimentation a été déclarée un droit humain de base lors de plusieurs sommets mondiaux sur l'alimentation et par des accords internationaux, notamment dans la Déclaration universelle des droits humains, le Préambule de la Constitution de la FAO et le Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels. Pendant presque vingt ans, au cours de réunions de haut niveau auxquelles participaient des chefs d'État et de gouvernement, la communauté internationale a réaffirmé à plusieurs reprises sa volonté d'éradiquer la malnutrition et d'assurer la sécurité alimentaire pour tous. La Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale de 1992,

1 Critères d'identification des PMA : Lors de la révision de 2006 de la liste des PMA qui a lieu tous les trois ans, le Comité des politiques de développement (CPD) des Nations-Unies a utilisé les trois critères suivants pour identifier ces pays :

- (i) Un critère de faibles revenus, calculé d'après une estimation moyenne du revenu national brut (RNB) par habitant sur trois ans (le seuil d'inclusion est de 745 USD et le seuil de radiation de la liste est de 900 USD)
- (ii) Un critère de l'état du capital humain, mesuré par un Indice du capital humain (ICH) calculé à l'aide de quatre indicateurs: (a) nutrition : le pourcentage de la population qui souffre de malnutrition, (b) santé : le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, (c) éducation : le ratio brut de scolarisation au niveau secondaire et (d) le taux d'alphabétisation des adultes
- (iii) Un critère de vulnérabilité économique, mesuré par un Indice de vulnérabilité économique (IVE) qui est calculé à l'aide de : (a) la taille de la population, (b) le degré d'isolement, (c) la concentration des exportations de marchandises, (d) la part de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche dans le PIB, (e) le nombre de sans-abris à la suite de catastrophes naturelles, (f) l'instabilité de la production agricole, et (g) l'instabilité de l'exportation de biens et services.

Pour être ajouté à la liste, un pays doit satisfaire les trois critères. En outre, comme la notion fondamentale de PMA – la reconnaissance de faiblesses structurelles – exclue les grandes économies, la population ne doit pas dépasser 75 millions. Pour être radié de cette liste, un pays doit atteindre les seuils de radiation prévus pour deux des trois critères, ou son PIB par habitant doit atteindre au moins le double du niveau seuil, et la probabilité de durabilité du niveau de PIB par habitant doit être élevée. Voir : <www.un.org/ohrls>. En ce qui concerne l'examen triennal de 2006, le CPD a émis la recommandation d'inclure la Papouasie Nouvelle-Guinée dans la liste et d'en radié le Samoa. Il a été envisagé pour la première fois de radié de la liste la Guinée équatoriale, Kiribati, Tuvalu et Vanuatu. Lors de récentes résolutions (59/209, 59/210 et 60/33), l'Assemblée générale avait décidé de radié le Cap Vert fin 2007 et les Maldives en janvier 2011. Fin 2007, le Cap Vert est devenu le deuxième pays radié du groupe des PMA depuis sa mise en place en 1974. Le Botswana avait abandonné le groupe en 1994.

2 Martin Khor, "Global Trends," *The Star Online*, 14 avril 2008; voir "LDC Watch: Food Crisis: Defending food sovereignty in LDCs," 2008. Disponible sur : <www.ldcwatch.org>.

3 Voir PAM, "Cash roll-out to help hunger hot spots", Rome, 12 août 2008. Disponible sur : <wfp.org/english/?ModuleID=137&Key=2899>; "UN System Response to the World Food Security Crisis (septembre 2008)". Disponible sur : <www.un.org/esa/sustdev/publications/trends_Africa2008/indx.htm>.

« Au Kenya nous avons commencé à voir les impacts de la crise fin 2008 : le tourisme a baissé, puis le chômage a augmenté. De plus, de nombreux kényans dépendent des envois de fonds des migrants établis aux États-Unis. À cause de la crise, le nombre de familles qui ne peuvent envoyer leurs enfants à l'école augmente. Les investisseurs étrangers retirent leurs projets du pays. Beaucoup de terres ne sont pas cultivées et l'eau a manqué l'année dernière. Tous ces facteurs, associés à la grande inégalité des revenus et à la corruption préexistantes, ont créé la recette idéale pour la catastrophe dont souffrent l'économie et la population du Kenya ».

Edward Oyugi (SODNET, Kenya)

le Plan d'action du Sommet mondial sur l'alimentation adopté en 1996 et réaffirmé au cours de la conférence de révision cinq ans plus tard en 2002, ont promis de concentrer les efforts sur l'éradication de la faim comme première étape essentielle, et ont fixé comme objectif la réduction de moitié du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde d'ici 2015⁴. Lors du Sommet du millénaire (2000) et au cours d'une série de réunions de suivi, les engagements ont été réaffirmés en matière de sécurité alimentaire et de bonne nutrition pour tous. Pourtant, malgré tous les engagements assumés par les dirigeants mondiaux concernant l'urgence de la réduction de la faim et de la malnutrition, les progrès envers les objectifs et indicateurs établis par les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été fort décevants, malgré de grandes avancées dans certains pays. Pour le moment, le droit humain à l'alimentation continue d'être nié, et les denrées alimentaires sont considérées davantage comme des articles commercialisables que comme un bien essentiel à la survie.

Crise climatique

La préoccupation des PMA pour les denrées alimentaires, l'eau et la sécurité énergétique s'intensifie en raison de la crise climatique qui met en péril les objectifs de croissance économique inclusive et durable du point de vue environnemental. Les PMA, qui souffrent déjà de la pauvreté, de catastrophes naturelles, de conflits armés et de limitations géophysiques, courent maintenant le risque d'impacts dévastateurs en raison du changement climatique, notamment l'augmentation de la désertification et l'élévation du niveau de la mer, des précipitations plus abondantes, une probabilité plus grande d'inondations et d'ouragans qui perpétueront les cycles de pauvreté, de manque de denrées alimentaires et d'énergie, de conflits, d'inégalité, d'endettement et de sous-développement. Si les habitants des PMA

sont ceux qui souffrent le plus du changement climatique, il est rare que leurs préoccupations soient entendues voire abordées au cours des négociations officielles à quelque niveau que ce soit. Il est donc essentiel de présenter les plaintes des victimes du changement climatique des PMA lors des prochaines négociations sur le climat, notamment à la Conférence sur le changement climatique (COP15) des Nations Unies qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009, où l'on espère aboutir à un accord sur les principes pour un nouveau traité qui pourra substituer le Protocole de Kyoto.

L'aide publique au développement (APD)

Il est également prévu une réduction des flux de l'aide publique au développement (APD) vers les PMA car les gouvernements des pays développés détournent les fonds alloués à l'APD pour relancer leurs propres économies et continuer à renflouer les institutions financières qui ont été au cœur de la crise économique. Étant donné le fort endettement des PMA, la perspective d'une réduction des flux de l'aide oblige les gouvernements des PMA à maintenir un équilibre entre l'investissement pour le développement et le remboursement des prêts, entraînant une diminution des ressources destinées aux besoins du développement. Pour les PMA, il s'avère donc de plus en plus difficile de subvenir aux besoins économiques de base et aux droits sociaux et culturels de leurs populations.

Envois de fonds et emploi à l'étranger

Les envois de fonds vers les PMA de la part de ceux qui travaillent dans d'autres pays sont également en diminution, les travailleurs migrants ayant perdu leurs emplois en raison de la récession économique dans les pays où ils résident. Le FMI prévoit une chute d'entre 4 et 8 % pour 2009. Les envois de fonds sont particulièrement importants pour des pays comme Haïti, le Lesotho et le Népal, où ils représentent plus de 15 % du revenu national brut (RNB). De même, les industries d'exportation des PMA, comme l'industrie vestimentaire, réduisent voire stoppent leur production en raison de l'effondrement économique.

La diminution des envois de fonds s'est également fait sentir dans les PMA du Pacifique, comme Samoa, Tuvalu et Kiribati, en raison du ralentissement du marché du travail et de l'augmentation du chômage dans les pays d'accueil, en particulier les États-Unis, la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Le taux déjà élevé de chômage dans les PMA augmentera probablement encore dans un avenir proche, ce qui aura pour conséquences des conflits socioéconomiques et un malaise politique. Dans le cas des PMA qui ont investi dans la mise en place de marchés financiers *offshore* comme source de revenu du gouvernement, comme à Tuvalu et Kiribati, la valeur des fonds d'investissement établie devrait diminuer tant que les bourses mondiales resteront instables.

Au Sénégal, un des PMA africains, les envois de fonds représentent jusqu'à 10 % du PIB. En 2008, ils ont été estimés à près d'un milliard d'euros (635.600 millions de francs CFA), soit plus de 11 % du PIB pour cette année-là. La diminution des envois de fonds réduit la consommation des foyers dans de nombreuses régions, sans oublier le nombre de travaux publics et de projets de construction en pleine récession. De plus, les réductions des services du gouvernement engendrent plus de privations et de difficultés pour les femmes et les enfants, notamment en termes de santé, d'éducation, de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire.

Exportations

En Afghanistan, les principaux produits d'exportation, comme les tapis et les peaux de mouton, sont durement touchés par la crise financière. Les exportations de tapis ont chuté de 25 % et les peaux de mouton soyeuses connues sous le nom de Karakul ont chuté de 20 %, selon l'Agence afghane de l'aide à l'investissement (une agence de promotion des exportations). Les moyens de subsistance de plus de 50 % de la population dans les provinces du Nord dépendent de la production de tapis. L'industrie de la peau de mouton a déjà souffert des conséquences d'une année de sécheresse, et la charge financière augmente pour les agriculteurs avec la baisse de la demande pour ce produit à niveau international.

En Éthiopie, les revenus des importations ont diminué cette année de 803 milliards de dollars. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a confirmé que la crise économique mondiale actuelle a touché le marché des exportations des produits éthiopiens, notamment le café et les graines oléagineuses. Les principaux producteurs sont le plus souvent de petits agriculteurs qui seront directement affectés.

Les perspectives d'avenir

Cette situation qui appauvrit et rend encore plus vulnérables des millions de personnes des PMA exige des actions immédiates et urgentes. Pour surmonter la crise économique mondiale et créer un environ-

⁴ Voir FAO, "Conférence internationale sur l'alimentation", Rome, 1992 ; FAO, "Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation", 1996 ; FAO, "Déclaration du Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après", 2002. Disponible sur : <www.fao.org/worldfoodsummit/french/index.html>.

nement propice au développement dans les PMA, il s'avère essentiel que la communauté internationale et les gouvernements des PMA se mettent d'accord pour combattre ensemble les impacts de la crise économique dans ces pays.

Cela ne sera possible qu'avec une transformation fondamentale de l'architecture financière mondiale. Le terrible échec du système actuel a montré non seulement ses faiblesses, mais il met également en évidence l'échec des efforts actuels pour le développement. Pour de nombreux habitants des PMA qui vivent dans la pauvreté, le modèle actuel de croissance économique n'a pratiquement rien apporté. Dans cette recherche de solutions aux problèmes créés par la crise économique, les actions détaillées ci-dessous s'avèrent absolument cruciales.

- **Ouverture des marchés des pays développés aux exportations des PMA sans conditions.** Il s'agit d'une mesure nécessaire pour la promotion d'un commerce juste et pour soutenir les économies des PMA afin que celles-ci puissent se régénérer et s'accroître. Selon le rapport du groupe de travail ONU-ODM-Gap 2008, seules 79 % des exportations des PMA peuvent accéder hors taxes aux marchés des pays développés. Selon la Déclaration ministérielle 2005 de l'OMC, les exportations des PMA (hormis les armes et le pétrole) doivent être exonérées d'impôts à hauteur de 97 % des lignes tarifaires.
- Il est urgent de **transformer et de restructurer la gouvernance des Institutions financières internationales (IFI) afin de promouvoir la reddition de comptes dans le secteur public ainsi que la transparence**, selon les besoins des PMA. De plus, pour assurer un système financier plus équitable, démocratique et durable, la participation démocratique de tous les pays aux négociations avec les IFI et les institutions monétaires, les Nations Unies restant au centre, est essentielle.
- Afin d'affronter la crise économique dans les PMA, **il faut annuler immédiatement, sans conditions et irréversiblement l'ensemble des dettes.** Pour faciliter ce processus, il est urgent de mettre en place un mécanisme qui procède de façon intégrale, et qui soit à la fois applicable à niveau international, transparent et impartial.
- De la même façon, **la mobilisation équitable des ressources financières nationales et internationales** est essentielle pour parvenir à un développement durable dans les PMA, notamment pour ce qui concerne l'accès à l'infrastructure économique et sociale de base et à la protection sociale. Il convient de mettre en œuvre sans plus attendre les recommandations

du CAD de l'OCDE de 2001 sur le déliement de l'aide aux PMA⁵.

- Il est urgent d'**augmenter les flux de l'aide aux PMA afin de leur permettre de faire face à la crise économique et de promouvoir le développement.** Malgré le Consensus de Monterrey de 2002 sur le Financement pour le développement, qui exigeait aux pays développés de faire de toute urgence des « efforts concrets pour atteindre l'objectif de 0,7 % du produit national brut (PNB) alloués à l'APD pour les pays en développement », et consacrer pour 2010 entre 0,15 % et 0,20 % de leur PNB aux PMA, conformément aux accords de la Plate-forme d'action de Beijing, quelques pays semblent avoir ignoré ces objectifs ou ont échoué dans leur tentative pour les atteindre.
- Les PMA ont besoin d'un **ensemble de mesures spéciales de relance sous forme de subventions** pour pouvoir combattre les impacts de la crise économique. Si aucune mesure n'est prise, on assistera à une augmentation des atrocités et des violations aux droits humains dans ces pays. Dans un tel contexte, les recommandations émises par la Commission d'experts établie par le président de l'Assemblée générale des Nations Unies (connue sous le nom de « Commission Stiglitz ») concernant la réforme du système monétaire et financier international sont les bienvenues. En outre, il est nécessaire d'inclure dans une réforme fondamentale de l'architecture financière internationale la création d'un système mondial de réserves ainsi que d'un conseil mondial de coordination économique au sein de l'ONU. De même, les engagements internationaux doivent immédiatement être respectés afin de pouvoir aborder les causes sous-jacentes de la crise économique mondiale, et respecter les objectifs de développement convenus au niveau international, et notamment le Programme d'action de Bruxelles, les OMD et l'Agenda d'Accra pour l'Action sur l'efficacité de l'aide aux PMA. Il serait pertinent d'attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait qu'un échec dans l'atteinte des objectifs des OMD dans les PMA signifierait leur ruine complète.

Conclusion

Le monde globalisé dans lequel nous vivons exige de nouvelles approches globales. Si nous prétendons atteindre les objectifs auxquels nous proclamons aspirer, nous devons nous assurer que ce que nous faisons pour remédier aux conséquences dévastatrices de la crise économique mondiale actuelle serve également à obtenir une véritable transformation du système mondial, et que tous les habitants de la planète puissent mener une vie pleine de sens et en toute sécurité. Le succès dépendra de la façon dont nous aborderons les besoins des populations confrontées aux plus grands défis, en particulier de celles qui vivent dans les PMA. ■

5 Les Recommandations du CAD de 2001 sur le déliement de l'APD aux PMA ont été amendées le 15 mars 2006, et plus récemment en juillet 2008, avec l'extension du champ d'application des Recommandations aux pays de l'initiative PPTe (pays pauvres très endettés) ne faisant pas partie des PMA. Voir : <www.oecd.org/cad/deliement>.

La crise mondiale multiplie les défis du développement : choix de politiques dans la région arabe

La crise économique mondiale survient à un moment où les pays et citoyens de la région arabe tentent de s'adapter aux prix incontrôlés des aliments et des combustibles. De plus, la région ressent de plus en plus les effets du changement climatique : la désertification et le niveau des eaux littorales augmentent, on assiste aussi à une plus grande pénurie en eau potable. La confluence de cette crise laisse apparaître les faiblesses explosives de toute la région, dont les éléments centraux sont la pauvreté et le chômage. D'où la nécessité d'intervention des différents groupes engagés, alors que les réponses à la crise économique doivent prendre en compte le besoin d'aborder les autres crises. Les Gouvernements arabes doivent renforcer la coordination, permettre la participation des citoyens au moment de fixer les priorités de développement et orienter les politiques sociales en vue d'une baisse de la pauvreté qui soit durable et équitable.

Kinda Mohamadieh
Arab NGO Network for Development
Oliver Pearce
Christian Aid¹

La crise économique et financière mondiale arrive à un moment où les pays et citoyens de la région arabe tentent de s'adapter aux prix incontrôlés des aliments et des combustibles. Comme dans d'autres parties du monde, la région connaît une baisse de son activité économique, des taux de pauvreté et de chômage en hausse, des services sociaux davantage sollicités, une insécurité économique renouée et des violations des droits économiques et sociaux qui se multiplient.

Les crises économiques du passé ont eu des impacts disproportionnés sur les pauvres et, dans ce sens, la crise actuelle n'est pas différente. Ceci se traduit par un stress plus important pour les communautés qui subissent déjà le changement climatique et les fluctuations des prix de l'énergie et de l'alimentation. Les pays arabes sont particulièrement exposés aux conséquences de la crise mondiale, les améliorations récentes des indicateurs du développement humain sont fragiles et ne bénéficient pas du soutien des politiques gouvernementales à long terme qui aideraient à les protéger et les pérenniser. Par ailleurs, les conflits et l'instabilité politique sont généralisés et leur aggravation est probable en raison de la détérioration économique.

Défis clé pour le développement de la région

Le nombre de personnes vivant dans la pauvreté augmente

La région arabe a expérimenté une sensible diminution des niveaux de pauvreté depuis les années 1980 jusqu'au début des années 1990. Au milieu de cette décennie néanmoins, le pourcentage de personnes qui vivaient dans la pauvreté – en considérant les seuils de pauvreté les plus basiques d'1 USD et 2

USD par jour – a augmenté et, de façon générale, il a stagné lors du passage au XXI^{ème} siècle, pour connaître un déclin très progressif. En prenant en ligne de compte le fait que la démographie de la région se développe en permanence, le nombre total de personnes vivant dans des conditions de pauvreté extrême a, en réalité, augmenté.

De plus, si on élève légèrement le seuil de pauvreté – pour passer, par exemple, d'1 USD à 2 USD par jour ou de 2 USD à 3 ou 4 USD par jour – les chiffres augmentent considérablement. En effet, en rehaussant le seuil de pauvreté de 2 USD à 3 USD par jour, on double le nombre total de personnes vivant dans la pauvreté, il passe de 45 millions à 92 millions. En Égypte, plus de 70 % de la population vit avec 3 USD par jour ou moins, mais cette proportion passe à plus de quatre personnes sur cinq si le seuil est élevé à 4 USD par jour².

Les mesures liées aux seuils de pauvreté très élevés sont particulièrement importantes maintenant que les familles de la région ont dû faire face aux coûts très élevés des biens élémentaires, comprenant l'alimentation et le carburant qui représente une part importante de leurs dépenses. A l'ONU on affirme qu'en raison de la crise, ce sont environ 31 millions de personnes dans les pays arabes qui souffrent de la faim (environ 10 % de la population totale). Par rapport à 1992, ceci reflète une hausse de 6 millions de personnes souffrant de la faim, avec des chiffres record au Soudan et au Yémen³, précisément sur une période au cours de laquelle, en général, les indicateurs de développement humain ont été en amélioration continue. En effet, la crise liée aux prix des denrées alimentaires a mis en évidence les faiblesses d'une région qui importe plus de 50 % des aliments qu'elle consomme.

Les Gouvernements arabes ont mis en place une série de mesures en réponse à la crise alimentaire comprenant souvent la fourniture directe de produits alimentaires de base ou l'augmentation

des subventions pour l'alimentation. Ces mesures – associées au contrôle des exportations – ont permis peu à peu de garantir que les prix n'augmentent pas excessivement dans l'avenir ou, plus important encore, que les approvisionnements en produits de base soient suffisants. Il est nécessaire d'attirer l'attention sur les questions essentielles qui n'ont pas été suffisamment abordées comme par exemple l'augmentation de la production de denrées alimentaires, la possibilité pour les petits producteurs de vendre leurs produits et d'avoir accès aux marchés, la garantie de l'approvisionnement de denrées accessibles aux consommateurs les plus pauvres et le traitement de la question des déséquilibres du système de commerce mondial et les accords sur l'agriculture.

Des inégalités qui persistent et qui s'aggravent

Le niveau élevé d'inégalités entre les pays, ainsi que les inégalités persistantes dans nombre de ces pays est un autre caractère notable de la région à prendre en compte. L'augmentation de la richesse de ces dernières années ne s'est pas traduite par davantage d'équité et, comme les privilégiés ne partagent pas, une grande partie de la population de la région vit actuellement en-dessous du seuil de pauvreté ou sur ce même seuil. De plus, les pays en guerre comme l'Iraq, le Liban, le Soudan et les territoires occupés de Palestine n'ont pas connu la tendance à la croissance qu'ont pu expérimenter de nombreux pays de la région.

Chômage chronique

Une des raisons de la forte proportion de pauvreté dans la région est le chômage chronique. En effet, même lors des années de croissance économique et où les revenus personnels affichaient aussi une tendance à la hausse, le chômage était élevé et allait en augmentant. D'autres facteurs qui font que la pauvreté soit au centre des préoccupations majeures à la lumière de la crise mondiale, sont : (1) Le taux de natalité élevé et les populations relativement jeunes dans la région, ce qui signifie que de nombreux nouveaux diplômés et de jeunes quittant l'école vont entrer sur le marché du travail avec moins de perspectives pour trouver du travail et que (2) la concentration de l'activité économique sur des secteurs où

1 Cet article est une version abrégée d'un document politique développé par les deux organisations à l'occasion de la Conférence de Haut Niveau de l'ONU sur « La crise économique et financière et son impact sur le développement ».

2 Iqbal, F. *Sustaining Gains in Poverty Reduction and Human Development in the Middle East and North Africa*. Washington DC: Banque Mondiale, 2006.

3 D'après Jacques Diouf, directeur général de la FAO, dans son discours prononcé devant le forum préparatoire du secteur privé et de la société civile pour la Conférence de Haut Niveau de l'ONU, du 19 juin 2009.

les possibilités de création d'emplois sont réduites, comme l'immobilier et les finances⁴.

En diminuant la production au niveau mondial, il est probable que le fossé entre les emplois disponibles et la quantité de main d'œuvre s'élargisse brusquement. Le retour au pays de citoyens qui travaillaient à l'étranger comme des émigrés économiques sera une pression supplémentaire sur le marché du travail. De même, la diminution de l'activité économique dans les pays du Conseil de Coopération du Golf (CCG) aura des répercussions sérieuses sur ces pays les plus pauvres⁵. Il est donc important que les Gouvernements et autres institutions dont dépendent les communautés pauvres et vulnérables – comme les familles installées à l'étranger, les associations d'aide et les banques – soient capables de colmater les brèches lorsque les revenus individuels sont soumis à une telle pression.

Des outils gouvernementaux de politique économique et sources de revenus

Les économies de la région arabe se sont développées sur la base de modèles semi-rentiers et rentiers. On trouve entre autres des pays producteurs de pétrole, pour lesquels la majeure partie du PIB et les revenus du Gouvernement proviennent des exportations de produits pétroliers, et des pays non-pétroliers, qui dépendent des différents types de revenus, principalement des envois de fonds de l'étranger, de l'aide extérieure et des prêts bilatéraux et multilatéraux⁶.

Depuis le milieu des années 1980, les Gouvernements arabes ont mené des réformes économiques à la suite de la baisse des revenus du pétrole soumis à fluctuation et à la diminution des envois de fonds. Les réformes ont également été imposées de l'extérieur ; les programmes prescrits par des institutions comme le FMI et la Banque Mondiale donnaient des recommandations en faveur des politiques cycliques, des coupes dans les dépenses du Gouvernement, des privatisations ainsi que la libéralisation du commerce, les politiques d'intérêt et les taux de change⁷. En même temps, les politiques sociales se sont de plus en plus marginalisées.

En assumant différents choix politiques et en élaborant des mesures, les Gouvernements des pays

« Nous devons former une coalition de vigilance internationale pour contrôler ce qu'il advient des séries de programmes de relance et être capables de réagir rapidement si les gouvernements n'utilisent pas à bon escient cet argent. Pour en finir avec la crise, nous devons concevoir des approches commerciales et financières basées sur les droits, surtout pour mettre en place des réseaux de sécurité dans le Nord et le Sud. Nous ne voulons pas simplement "retoucher" le modèle économique pour l'améliorer, mais le rebâtir complètement. Pour y arriver, nous devons profiter des événements politiques, comme la Conférence de l'ONU ou le Forum social mondial, pour réunir les personnes et les mouvements sociaux au moment critique ».

Tanya Dawkins (*Global-Local Links Project, Miami*)

non-pétroliers ont donné de plus en plus la priorité aux circuits d'aide, à l'Investissement Étranger Direct (IED), à la libéralisation commerciale et aux remises, alors que les pays producteurs de pétrole ont continué à se concentrer sur la rentabilité des exportations de pétrole⁸. Ils ont néanmoins expérimenté des déficits budgétaires croissants et les déficits sur le compte courant en 2008 se sont élevés à 1 % du PIB en Égypte, 2,7 % en Syrie, 13,5 % au Liban et 18 % en Jordanie⁹. Le FMI a signalé un déficit de compte courant situé entre 1 et 2,6 % pour les pays du Maghreb en 2008, il s'attend à une aggravation jusqu'en 2012. Parallèlement à la diminution des opportunités d'exportation, on s'attend à ce que les déficits budgétaires augmentent – surtout en raison de la chute de la demande du marché européen qui absorbait la majeure partie des exportations de la zone arabe et de la demande des pays du Golfe qui absorbait les exportations d'autres pays arabes avec une main d'œuvre abondante. Par ailleurs on s'attend à ce que les recettes fiscales diminuent suite à la crise tout comme les salaires, les envois de fonds et les transferts du Gouvernement. Par conséquent, la diminution des recettes publiques et privées met sérieusement en danger les récentes conquêtes de développement ce qui entraînera certainement une hausse de l'incidence et de la gravité de la pauvreté et du chômage à moins que l'on ne prenne des mesures et des actions spécifiques et décisives.

La crise a exposé la nature fluctuante de l'aide et des envois de fonds mais aussi des avantages limités de la libéralisation commerciale. Ces choix politiques ne peuvent être considérés comme des facteurs stables sur lesquels on peut bâtir une politique de croissance durable à long terme. Ces instruments politiques devraient être considérés comme complémentaires d'une politique plus stable qui a besoin d'être développée dans la région, qui donne surtout la priorité au soutien des cycles de production intra-régionaux, au commerce, à la consommation et à la production nationales ainsi qu'intra-régionales.

Aide et investissement étranger direct (IED)

Pour quelques pays arabes, l'aide constitue une part significative du PIB, en particulier les pays touchés par des conflits comme l'Iraq, le Liban et les territoires occupés de Palestine, même si les montants fluctuent énormément. L'aide officielle au développement (AOD) nette attribuée à 22 pays arabes par tous les donateurs a atteint 17,1 milliards d'USD en 2006. Ceci correspondait pratiquement à 20 % de l'AOD totale délivrée par les donateurs aux pays en voie de développement¹⁰.

Cette augmentation s'est focalisée sur quelques pays et elle tend à refléter les événements géopolitiques et militaires de la région ainsi que les stratégies sous-jacentes des principaux acteurs internationaux. En effet, les pays les moins développés de la région (comme les Comores, Djibouti, la Mauritanie, la Somalie et le Yémen) ont reçu seulement 25,3 % de l'AOD perçue entre 2000 et 2006. D'autre part, 46 % de l'aide perçue sur cette période était destinée à l'Iraq. En général, l'Iraq, les territoires occupés de Palestine et le Soudan ont reçu 63 % de l'aide totale¹¹. Il est évident qu'il existe une nette différence entre l'orientation de l'aide qui circule dans la région et les priorités de développement humain¹².

Par rapport à l'IED totale, la participation arabe au cours de la décennie 1990-2000 a été d'à peine 2,1 % (1 % entre 1990 et 1999). Elle a par la suite augmenté drastiquement, passant de 6 milliards d'USD sur la période 1995-1999 à plus de 24 milliards d'USD en 2006¹³. Environ 34 % de l'IED des pays provient d'autres pays arabes. De 1996 à 2006, la participation en pourcentage de l'IED à la formation du PIB a représenté 1 à 1,7 % pour toute la région (en excluant l'Iraq). Dans les pays aux revenus les plus faibles et à la main d'œuvre abondante, l'IED a considérablement augmenté de 2,4 % à 8 %, dans les pays riches et où la main d'œuvre abondante a été de

4 Organisation Internationale du Travail. *Global Employment Trend Brief*. Genève : OIT, 2007. Le rapport souligne la forte hausse de la main d'œuvre dans la région arabe, avec une moyenne de 3,7 % par an entre 2000 et 2005. En 2005-2007, le chômage a dépassé les 13 %, alors que les taux de chômage chez les jeunes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord étaient parmi les plus élevés au monde, l'OIT les évaluait à 25,7 % en 2003 (allant de 46 % en Algérie à 6,3 % aux Emirats Arabes Unis). Il est probable que ces données supplémentaires officielles sous-estiment le taux de chômage général et qu'elles dissimulent des taux plus élevés dans les pays les plus pauvres comme l'Égypte où un taux de 20 % équivalait à 10 millions de citoyens au chômage et à la recherche d'un travail.

5 Khan, A., Abimourched, R. y Ciobanu, R. O. "The Global Economic Crisis and the Impact on Migrant Workers". Global Job Crisis Observatory, OIT, 2009. Disponible sur : <www.ilo.org/public/english/support/ib/financialcrisis/featurestories/story11.htm>.

6 Allisa, S. "The Challenge of Economic Reform in Arab World: Toward More Productive Economies". Carnegie Endowment for International Peace, 2007. Disponible sur : <www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=19147>.

7 Al-Jourchi, S. "Economic and Social Rights: Preliminary Review of International and Regional Initiatives". Document préparé pour le Réseau Arabe d'ONG de Développement, 2008.

8 La Banque Mondiale a signalé dans plusieurs rapports que la croissance du PIB dans les pays arabes où les revenus sont faibles et la main d'œuvre abondante a été motivé par les importants flux de revenus issus du tourisme et des remises et par l'augmentation de l'IED.

9 Saif, I. y Choucair, F. "Arab Countries Stumble in the Face of Growing Economic Crisis". Carnegie Endowment for International Peace, mai 2009. Disponible sur : <www.carnegieendowment.org/files/economic_crisis_wc_english.pdf>.

10 Mahjoub, A. "Official Development Assistance in Arab Countries". Document préparé pour le Réseau Arabe d'ONG de Développement en vue de sa présentation lors de la Conférence de Doha pour la Révision du Financement pour le Développement, 2008.

11 Un autre grand bénéficiaire de l'aide dans la région est l'Égypte, de 2000 à 2006, ce pays a reçu 10 % de l'AOD destinée aux pays arabes de la part du Comité d'Assistance au Développement.

12 Ibid.

13 Cette section se base sur des chiffres fournis par la Banque Mondiale (2007). *Economic Developments and Prospects: Job Creation in an Era of High Growth*. Washington DC : Banque Mondiale.

0,2 % à 0,9 % et dans les pays riches qui importent la main d'œuvre elle a diminué de 0,7 % à 0,3 %.

Ces affluences, concentrées sur l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie et les Émirats Arabes Unis, sont encouragées par la conclusion d'importants accords de privatisation et une augmentation des investissements dans le secteur de l'énergie. Par exemple, l'IED en Égypte a augmenté de 6,1 milliards d'USD depuis 2006 en raison d'une licence de télécommunications et à la privatisation du secteur bancaire. Ceci laisse entendre que les flux de l'IED n'ont pas été conçus en fonction des priorités de développement humain et n'ont pas donné la priorité à la valeur sociale ajoutée.

Il est raisonnable de penser que l'AOD tout comme l'IED peuvent ne pas être versées au vu des projections antérieures en raison de la contraction des budgets au niveau mondial. Ceci se traduira par moins d'investissement par personne puisque la chute des revenus liés aux hydrocarbures et aux impôts donne déjà lieu à des ajustements budgétaires. Ceci exercera aussi une plus forte pression sur les budgets des pays ayant peu de revenus et une main d'œuvre abondante et qui dépendent à l'heure actuelle de l'IED pour plus de 8 % de leur PIB.

Commerce

La libéralisation commerciale a constitué une des principales recommandations politiques encouragées et adoptées dans la région comme outil pour une plus forte croissance et pour attirer plus d'IED. Les pays arabes ont élargi et approfondi des traités commerciaux entre eux puis ils ont ouvert considérablement leurs économies au commerce, investissements et aux flux de capitaux avec des pays appartenant à d'autres régions. Malgré toutes les réformes, le commerce pris dans sa globalité en 2005 n'a représenté dans les pays arabes que 4 % du commerce mondial. De plus, malgré l'exportation massive d'hydrocarbures et la libéralisation commerciale, la région ne pèse que 5,5 % des exportations mondiales, dont 90 % de pétrole¹⁴.

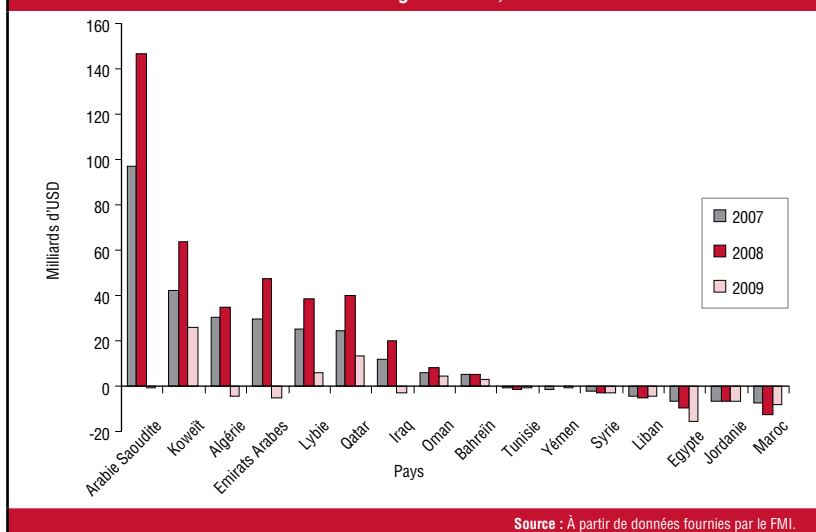
Sur le front régional, malgré le lancement de l'Accord de Libre Échange Arabe (ACLEA) en 1997 et la suppression à ce jour des taxes sur les mouvements de biens entre 19 des 22 pays arabes, le commerce entre ces pays varie aujourd'hui entre 10 et 13 % de son chiffre d'affaire total, soit une légère augmentation par rapport au 9 % obtenu en 1997. A l'heure actuelle, un des principaux obstacles auxquels doit faire face l'ACLEA est le manque d'accord par rapport aux règles d'origine sur les produits qui sont importants depuis un point de vue commercial intra-régional.

En élargissant les traités commerciaux régionaux et bilatéraux¹⁵, les tarifs commerciaux se sont considérablement réduits dans pratiquement tous les pays

14 Fonds Monétaire Arabe. *Joint Arab Economic Report 2006*. Disponible sur (seulement en arabe) : <www.amf.org.ae>.

15 A l'heure actuelle, six pays arabes sont en voie d'accès à l'OMC. Même si cette entrée présente des avantages indéniables en termes d'accès aux marchés multilatéraux et de protection réglementée, les termes d'accès actuellement en cours de négociation minent les perspectives de développement. On a exigé de la majorité des pays pour lesquels l'entrée à l'OMC est en cours de discussion, davantage de libéralisation et la mise en oeuvre des engagements que les membres originaux de l'OMC ont dû effectuer.

TABLEAU 1. Bilan commercial dans la région arabe, 2007-2009



Source : À partir de données fournies par le FMI.

de la région : la majorité des barrières non-tarifaires ont été éliminées ou réduites significativement. En général, la région se classe à la deuxième position parmi les régions en voie de développement pour ce qui est des réformes tarifaires entreprises depuis 2000, après seulement l'Europe et l'Asie Centrale.

Tous les pays arabes – qu'ils soient exportateurs de pétrole ou non – ressentiront le contrecoup de la crise sur leurs comptes commerciaux. Alors que les premiers sont touchés par les fluctuations du prix du pétrole et la chute de la demande, les seconds observeront une baisse de leurs exportations vers l'Europe et les pays du Golfe en raison de la diminution de la demande, ils devront tous limiter leurs importations. En marge des coûts relatifs élevés de la majeure partie des importations nécessaires, comme les produits alimentaires, l'impact sur la balance commerciale de la région sera dramatique.

Envois de fonds depuis l'étranger

Les envois de fonds qui ont dépassé les 30 milliards d'USD, ont un impact supérieur à celui de l'aide à la région arabe et elles ont une répercussion énorme sur les familles et les communautés. Une proportion sensible des foyers aux revenus les plus faibles dépendent de ceux-ci. Les pays aux revenus les plus bas et à la main d'œuvre abondante – comme Djibouti, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Tunisie et les territoires occupés de Palestine – ont vu leurs envois de fonds passer de 8 milliards d'USD en 1996-1999 à 13 milliards d'USD en 2006¹⁶. De façon tout à fait similaire, dans les pays riches en ressources et en main d'œuvre, comme l'Algérie et la Syrie, les envois de fonds sont passés respectivement d'1 milliard d'USD à 2,5 milliards d'USD et de 500 millions d'USD à 900 millions d'USD sur la même période¹⁷. En 2007, l'affluence d'envois de fonds a représenté environ 9 % du PIB au Maroc, 5 % en Tunisie et 2,2 % en Algérie¹⁸.

16 Banque Mondiale, *op. cit.*

17 Ibid.

18 Saïf et Choucair, *op. cit.*

La Banque Mondiale a pronostiqué que les envois de fonds, après avoir augmenté de pratiquement 8 % en 2008, allaient diminuer en 2009. L'amplitude de la diminution est difficile à évaluer même si le pire des pronostics, élaboré l'année dernière, calcule une diminution de 5 % pour 2009 en comparaison à 2008 et une nouvelle diminution pour 2010.

Politiques sociales

Les pays arabes présentent un déficit flagrant en termes de politiques sociales. Ceci reflète, en partie, un niveau insatisfaisant par rapport à la participation au processus d'élaboration de réponses politiques ou de plans de sauvetage par les différents groupes concernés – parmi eux, les organisations de la société civile. Ceci reflète aussi les capacités limitées des institutions officielles à développer des politiques économiques et sociales complètes. Des services sociaux de qualité et accessibles manquent, de même, les mesures de protection sociale disponibles pour plusieurs groupes sociaux ont une portée limitée¹⁹.

Les problèmes de politiques sociales sur le marché du travail sont liés au manque de services sociaux de qualité et accessibles. Un autre problème est la portée des mesures de protection sociale disponibles pour les différents groupes sociaux. Il est indispensable de mettre en place des politiques sociales intégrales pour amortir les effets d'un éventuel malaise social, en particulier lorsque les réponses gouvernementales ne sont pas à la hauteur face aux impacts négatifs de la crise. Ces politiques doivent s'étendre au-delà des réseaux de protection sociale traditionnels qui existaient avant la crise et qui se limitaient souvent à des subventions pour les aliments et l'électricité, des virements en numéraires et un soutien aux plans de microfinancement. Les politiques sociales intégrales doivent également comprendre le secteur informel

19 Même dans un pays comme la Tunisie où le fond de sécurité sociale est considéré comme un modèle, le gouvernement se heurte à des problèmes pour répondre aux besoins des nouveaux chômeurs à la suite de la crise. Saïf et Choucair, *op. cit.*

qui emploie d'ores et déjà un segment important de la population dans les pays arabes et qui, en raison de la crise, va encore certainement se développer.

Manque persistant de coordination et élaboration de politiques intégrales

Les différentes capacités et la nature des économies des pays arabes impliquent que les réponses apportées à la crise varient ainsi que les marchés temporaires. Au niveau régional, aucun plan de coopération ou réponse commune n'a été entrepris. On ne note, en général, aucun critère d'urgence, pas même une vision globale qui veillerait spécialement aux politiques sociales.

Les réponses des pays du CCG (Conseil de Coopération du Golfe) sont apparues plus rapidement et de façon plus étendue. Au niveau sous-régional, ils ont décidé de coordonner leurs politiques fiscales, monétaires et financières et de mettre en place des mesures afin d'améliorer les taux d'intérêts interbancaires et d'ajouter de nouvelles régulations à leurs bourses de valeurs. Au niveau national, on a pu observer un assouplissement de la politique monétaire et l'instauration de politiques fiscales plus expansives dans certains secteurs. Dans d'autres pays de la région, les réponses ont été plus lentes, de nombreux gouvernements ont insisté pendant les premiers mois de la crise sur le fait que leurs pays resteraient isolés des impacts. Vu que les politiques fiscales laissaient peu de marge de manœuvre, ces pays ont été prudents au moment de la prise de décision sur les politiques expansionnistes et leurs interventions n'ont pas été planifiées, elles se sont concentrées sur la stabilisation à court terme.

Regarder vers l'avant : considérations politiques pour faire face à la crise

Il est évident que les gouvernements arabes doivent donner la priorité aux changements structurels à long terme et aborder les besoins à courts termes à la lumière de la crise. En procédant de la sorte, ils peuvent gagner de la valeur (1) en travaillant ensemble et en capitalisant leurs compétences et la coopération régionale pour faire face à la crise, (2) en protégeant davantage les droits économiques et sociaux des communautés pauvres et vulnérables et (3) en encourageant la création d'espaces pour la participation active des différents acteurs sociaux dont la société civile et les groupes de femmes en vue de l'élaboration de cadres économiques et de gouvernance.

Ceci devrait représenter une chance permettant d'examiner les hypothèses qui sous-tendent les processus d'élaboration de politiques liées à la réforme sociale et économique, comprenant une révision des rapports existant entre économie, finances et modèles de consommation et de production. Il est donc nécessaire de donner la priorité au développement durable et à l'équité sociale, au travail décent, à l'égalité hommes-femmes et à la durabilité environnementale. Est également inclus le soutien à la croissance stable à long terme des secteurs de production et au développement de politiques intégrales destinées à éradiquer la pauvreté. La création d'emploi devrait être le noyau des politiques à court et long terme avec une approche des opportunités de travail décent dans des secteurs de production durables.

Étant donné que la crise économique est liée à la crise alimentaire et climatique, les réponses doivent prendre en ligne de compte toutes les deux. Au cours de la période antérieure aux discussions de Copenhague de décembre 2009, les gouvernements arabes devraient assumer un rôle plus efficace et proactif en coordination avec d'autres pays en voie de développement. Sur l'ensemble des discussions visant à réformer le mode de développement, il faudrait inclure les nouvelles formes de production et de consommation ainsi que le commerce durable pour l'environnement.

Concernant les politiques sociales

Les priorités sociales, comprenant le renfort des éléments de stabilisation macroéconomiques automatiques et des systèmes d'assurance sociale, devraient être fixées grâce à la participation et à la représentation des différents groupes engagés, comme les organisations de la société civile. Les systèmes d'assurance sociale devraient encourager les personnes à travailler ou à avoir une reconnaissance pour leur travail au sein du foyer, auprès de la famille et de la communauté. Les programmes de politiques sociales ciblés devraient s'employer à limiter les impacts du chômage croissant et de la pauvreté grandissante sur de nombreuses communautés.

Concernant le commerce

Il est nécessaire d'évaluer et, si nécessaire, d'analyser les résultats de la libéralisation entreprise suite à l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et aux accords de libre échange régionaux et bilatéraux. Les politiques commerciales devraient être menées dans le contexte de stratégies de développement intégrales, bâties sur des évaluations de durabilité et d'impacts sur les droits de l'homme. Les gouvernements devraient assurer que l'application du programme de l'OMC de Doha garantisse un traitement particulier et différent aux pays en voie de développement, comprenant un plus grand accès aux marchés des pays développés par la baisse des subventions.

De plus, les gouvernements des pays arabes devraient prendre en ligne de compte des mesures afin d'examiner les accords de commerce et d'investissement qui limitent l'espace des politiques et peuvent empêcher leur capacité à répondre efficacement à la crise, surtout dans le domaine des flux de capitaux et de libéralisation des services financiers.

La coopération commerciale et économique intra-régionale devrait en général être menée sur la base d'un traitement et d'options spéciales et différencielles par les pays ; les limites et barrières qui empêchent la coopération commerciale et économique entre les pays arabes devraient être supprimées, résultant de la participation superposée de ces pays en blocs économiques régionaux multiples. Ceci englobe la coordination et l'harmonisation urgente des politiques d'intégration économique.

Concernant l'aide et l'IED

Les gouvernements devraient déterminer des politiques claires permettant d'orienter l'aide et l'IED vers les domaines et secteurs qui contribuent directement à éradiquer la pauvreté, vers une augmentation des créations d'emploi, l'égalité hommes-femmes et les priorités du développement humain.

Par ailleurs, les ressources financières régionales doivent être mobilisées en faveur du développement durable, en particulier l'accès à l'infrastructure économique et sociale de base et de qualité. Les pays arabes devraient donc œuvrer pour augmenter les liquidités par des canaux régionaux. Les accords régionaux de coopération peuvent s'avérer particulièrement efficaces en raison d'une meilleure reconnaissance des externalités frontalières et leur plus forte sensibilité par rapport aux conditions particulières des pays voisins.

Comment aborder la diminution des recettes du gouvernement

Les Gouvernements arabes pourraient augmenter leurs recettes stables par un système d'imposition juste, efficace et progressif à compléter par des systèmes pratiques de gestion des finances publiques efficaces, transparentes et responsables mis en place par des mécanismes participatifs. L'évasion fiscale devrait être abordée en apportant un soutien pour plus de transparence sur les paiements d'impôts, un standard d'information pays par pays pour les corporations multinationales et un accord réellement multilatéral pour l'échange automatique d'informations fiscales.

Concernant la coopération régionale

La crise étant mondiale, aucun pays ne peut faire face aux différentes formes de cette crise de façon individuelle d'où la nécessité de fournir un effort collectif sur la région, tant au niveau gouvernemental que privé. Repenser la coopération régionale comme une solution à la crise peut donner un puissant coup d'accélérateur à la construction d'un projet de développement alternatif davantage durable et équitable. Une telle coopération permettrait d'améliorer la coordination des politiques du travail, entre autres priorités. Dans ce contexte, il est nécessaire de décider des mécanismes de mise en place avec des délais fixés pour mener à bien les décisions prises lors du Sommet Arabe de Développement Économique et Social²⁰.

À la lumière d'une telle orientation, il est nécessaire de revoir et réformer les mandats et mécanismes des institutions régionales existantes, entre autres les banques de développement régionales. Une telle réforme devrait servir à établir des liens plus forts entre les finances et les besoins de l'économie réelle.

En conclusion, les Gouvernements de la région arabe devraient renforcer leur coordination, permettre aux citoyens de participer à l'élaboration des priorités de développement et orienter leurs politiques sociales vers une diminution durable et équitable de la pauvreté. La convergence actuelle de la crise est l'occasion de revoir les politiques anciennes et d'encourager les actions empêchant que la crise ne se transforme en une catastrophe humaine dans la région. ■

²⁰ Ceci comprend la mise en place de projets convenus comme le programme d'urgence de sécurité alimentaire et les programmes sur les chemins de fer communs, la sécurité en eau, un projet d'électricité commun, la limitation du chômage, la mise en place des Objectifs de Développement du Millénaire dans les pays les moins avancés de la région, l'éducation et l'accès aux soins.

Réponse européenne à la crise économique et financière mondiale

Pour devenir un acteur mondial dans sa réponse à la crise, l'Europe devrait travailler vers un partenariat inclusif avec tous les pays, et non pas seulement avec les pays les plus puissants. Elle devrait garantir que les mesures instaurées répondent aux besoins de toutes les populations, notamment les plus vulnérables aux effets de la crise, que ce soit au sein de l'Europe ou dans les pays en voie de développement. Tels sont les défis du nouveau Parlement et de la nouvelle Commission européenne, dont les mandats débutent à peine et prendront fin en 2015, coïncidant ainsi avec la date limite fixée pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement.

Mirjam van Reisen
Conseillers en politique extérieure européenne
(EEPA, Europe External Policy Advisors)
Simon Stocker, Louisa Vogiazides
Eurostep

Depuis le début de la crise économique et financière, l'Union européenne s'est invariablement présentée comme acteur principal de la réponse mondiale à la crise et de tout type de réforme concernant l'architecture financière mondiale. Les dirigeants européens citent les réussites de l'UE des 50 dernières années et ses engagements envers la justice sociale et la solidarité afin de justifier leur rôle de leaders sur la scène mondiale. Comme l'a affirmé le Premier ministre britannique Gordon Brown au Parlement européen le 24 mars 2009, l'UE se trouve « dans une position unique » pour pouvoir diriger la « construction d'une société vraiment mondiale, durable pour tous, sûre pour tous et juste pour tous ». D'autres dirigeants, se faisant l'écho de ces paroles, reconnaissent que la crise financière mondiale a des impacts sociaux et humains dans le monde entier, notamment dans les pays en développement. Leurs réponses, disent-ils, reconnaîtront pleinement les besoins et réalités des pays en développement. Ce que cela signifie réellement dans la pratique commence déjà à se percevoir dans la façon dont l'UE et ses États membres abordent la crise et ses impacts. Malgré des failles systémiques évidentes dans le système actuel de promotion du développement équitable et durable, il n'y a jusqu'à présent aucun engagement visible en faveur d'un véritable changement.

La position européenne face à l'architecture financière mondiale

Les dirigeants européens reconnaissent facilement les failles du système financier mondial. Il semble cependant que les mesures prévues pour combattre ces failles soient bien loin d'apporter une transformation radicale du système. Bien que tous les dirigeants européens ne fassent pas partie du G-20, celui-ci est largement accepté en tant que leader pour répondre à la crise. Les mesures adoptées lors du Sommet du G-20 à Londres en avril 2009 reflètent l'approche européenne pour aborder la crise économique et la réforme du système financier mondial afin de prévenir de nouvelles crises. Parmi ces mesures, il est recommandé d'injecter des fonds supplémentaires aux Institutions financières internationales (IFI) à

hauteur de 1,1 billion d'USD, dont une proportion minimale (50 milliards d'USD) serait destinée à « garantir le développement des pays à bas revenus ». Le 1,1 billion d'USD se répartit en 750 milliards pour le FMI, 100 milliards pour la Banque mondiale et 250 milliards pour soutenir le commerce mondial. Les dirigeants européens ainsi que les autres dirigeants du G-20 se sont mis d'accord pour injecter environ 5 billions d'USD d'ici fin 2010 afin de relancer leurs économies et de protéger l'emploi.

Il est à peu près certain que l'UE s'engagera à renforcer la supervision et la réglementation financière, avec divers niveaux de soutien envers l'amélioration du suivi des agences d'évaluation du crédit, la mise en place de standards réglementaires mettant un terme aux paradis fiscaux et au secret bancaire, le besoin de nouvelles normes de comptabilité plaçant les obligations sous la supervision de contrôleurs des finances.

Si certaines de ces mesures sont les bienvenues – du moment qu'elles ont une portée suffisamment importante – elles ne reflètent d'aucune façon un engagement pour la transformation de l'architecture financière mondiale. Au contraire, elles reflètent la détermination de maintenir intactes les structures et les approches actuelles, et de restaurer la stabilité au travers d'une meilleure gestion des modèles économiques et financiers mondiaux actuels. Cette réponse cherche à garantir que le contrôle sur toute modification restera entre les mains des principaux acteurs économiques mondiaux, parmi lesquels se trouve l'Europe. Étant donné que le G-20 regroupe des pays qui ont largement bénéficié du système mondial en vigueur, rien ne les incite véritablement à effectuer une transformation radicale du système. Et puisque l'architecture financière mondiale a non seulement échoué à éliminer les inégalités mais les a souvent augmentées, il n'est absolument pas prouvé que le maintien du modèle actuel puisse obtenir les résultats proclamés par Gordon Brown et d'autres dirigeants européens.

Pour que la réponse à la crise soit réellement mondiale et efficace, il faut faire participer, outre les principaux pouvoirs et les grandes économies émergentes, la communauté mondiale, et notamment l'ensemble des pays en développement. La Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, présidée par l'économiste Joseph Stiglitz, argumente que « le bien-être des pays développés et en voie de déve-

loppement est mutuellement interdépendant dans une économie de plus en plus intégrée ». En conséquence, « sans une réponse vraiment inclusive, qui reconnaisse l'importance de tous les pays dans le processus de réformes, il s'avère impossible de restaurer la stabilité économique mondiale, si bien que tant la croissance économique que la réduction de la pauvreté seront menacées dans le monde entier »¹.

Le manque de volonté de l'Europe d'inclure effectivement les pays en développement dans l'effort mondial pour s'occuper de la crise est mis en évidence par son engagement dans le processus du G-20, plus important que dans d'autres forums internationaux, notamment à l'ONU. En règle générale, l'approche de l'Europe a consisté à confiner le rôle de l'ONU à s'occuper des impacts de la crise dans les pays en développement. Pour les gouvernements européens, le G-20 est le forum dans lequel toute modification du système mondial représentera au mieux leurs intérêts. La plupart d'entre eux n'ont montré aucun intérêt envers la Conférence de l'ONU sur la Crise économique mondiale et ses impacts sur le développement.

Cette préférence se manifeste également dans le manque d'engagement réel des dirigeants européens en faveur d'une augmentation de la représentation des pays en développement au sein des structures des IFI. Même s'il a été convenu, dans le cadre du G-20, d'octroyer 750 milliards d'USD au FMI pour aider les pays touchés par la crise, aucun engagement fort n'a été pris pour transformer le système de gouvernance des IFI afin de régler la question de leur déficit démocratique. Le communiqué du G-20 a fait un appel pour réformer « les mandats, la portée et la gouvernance [des IFI] afin de refléter les changements dans l'économie mondiale et les nouveaux défis de la globalisation », ajoutant que « les économies émergentes et en développement, y compris les plus pauvres, devraient pouvoir mieux faire entendre leur voix pour une meilleure représentation ». Les membres du G-20 ont réitéré leur engagement avec la mise en œuvre d'une série de réformes relatives aux voix, convenue par le conseil d'administration du FMI en avril 2008, et ont stipulé que « les principales autorités » des IFI devraient être désignées suivant

¹ Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international (2009). *Recommandations*, 19 mars. Disponible sur : <www.un.org/ga/president/63/letters/recommendationExperts200309.pdf>.

un « processus de sélection ouvert, transparent et basé sur les mérites ». Cet accord est cependant loin de comporter un engagement pour changer les institutions ou d'instaurer une meilleure représentation et participation à la prise de décisions des pays en développement.

Beaucoup des propositions et de commentaires publics concernant la réforme de la gouvernance du FMI sont énoncés par des gouvernements provenant de régions du monde avec très peu de représentation réelle. Les dirigeants européens argumentent pour un *statu quo*. Dans un entretien avec l'agence Reuters, le ministre belge des Finances Didier Reynders a déclaré que « pour le moment, la représentation autour de la table des débats est attrayante. Les pays européens financent largement le Fonds, et nous devons donc prendre en considération l'importance de la participation de chaque pays au Fonds ». Autrement dit, il faut maintenir le principe selon lequel les droits de vote doivent refléter les contributions financières. Les changements de gouvernance doivent seulement refléter les modifications de la richesse mondiale : si les économies émergentes contribuent financièrement, elles pourront participer. Les pauvres continueront d'être exclus.

La position européenne concernant la gouvernance du FMI et le rôle des Nations Unies indique clairement leur désir de ne pas toucher à l'architecture du système financier mondial. Bien entendu, les gouvernements profitent de la possibilité d'apporter des modifications qui renforcent la place respective de leurs propres économies au sein du système financier, notamment en ce qui concerne les paradis fiscaux ou le secret bancaire, ceci leur permettant en même temps d'éviter des modifications à plus grande portée.

Impacts sociaux de la crise en Europe

Depuis sa création en 1957, la Communauté économique européenne (CEE) a apporté une plus grande prospérité et a amélioré les conditions de vie de la plupart de ses habitants. Fondée avec notamment pour objectif principal l'intégration des économies de ses États membres, elle a progressivement évolué vers un marché commun européen, qui comporte la libre circulation de biens, de services et de personnes².

Parallèlement à la croissance économique du marché, la CEE a cherché à estomper les inégalités économiques interrégionales au moyen de subventions et autres aides, afin de promouvoir la justice sociale et la solidarité. En règle générale, les pays européens ont une vision commune sur la façon d'améliorer le bien-être de leurs concitoyens ; cette

vision, connue sous le nom de « Modèle social européen », comporte la promotion du plein emploi, d'un travail décent, de l'égalité devant les opportunités, d'une protection sociale et d'une inclusion sociale universelles.

Ces dernières années, la croissance de la dérégulation financière et les privatisations ont mis en danger le Modèle social européen. Dans ce nouveau paradigme, le bien-être des citoyens dépend de plus en plus du marché, d'où une rétrocession progressive de l'État dans diverses sphères sociales et économiques. Et bien que l'économie de marché ait contribué à l'amélioration des conditions de vie de la plupart des citoyens européens, celle-ci a également amené des problèmes. La dérégulation et la privatisation des systèmes de retraites illustrent bien ce problème. Dans le but de trouver une solution à la charge excessive et toujours croissante du système public de retraites, de nombreux États ont eu recours à la privatisation et à la libéralisation. Les citoyens ont été encouragés à se fier de plus en plus aux fonds de retraites privés qui eux aussi dépendent des vicissitudes du marché. Avant la crise, les fonds de retraites se portaient très bien étant donné que la valeur de leurs actifs étaient en constante augmentation. De façon collective, les fonds de retraites sont devenus des acteurs importants du marché de valeurs. La crise économique et financière actuelle en a pourtant largement réduit la valeur, mettant ainsi en danger les futures retraites de nombreux européens.

La récession économique due à la crise menace encore plus l'approche européenne de bien-être social. L'UE prévoit une récession de l'ordre de 4 % pour 2009 dans la zone euro, et selon certaines estimations, 8,5 millions de personnes perdront leur emploi entre 2009 et 2010. Cela se traduit en un taux de chômage de 11,5 % en 2010, le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale. La crise affecte également largement les budgets. Dans la zone euro, le déficit public devrait atteindre 5,3 % en 2009 et 6,5 % en 2010³.

De quelle façon l'Europe répond-elle à la crise ? Depuis le début, la Commission européenne et les États membres ont pris un train de mesures afin de contrecarrer les effets du déclin économique, principalement des plans de récupération et un ensemble de mesures de sauvetage, destinées pour la plupart au secteur financier. En avril 2009, l'UE a indiqué que le coût des mesures approuvées par la Commission pour venir en aide aux institutions financières s'élève à une estimation de 3.000 milliards d'EUR. Ce chiffre englobe le montant total des garanties (jusqu'à 2.300 milliards d'EUR), les plans de recapitalisation (300 milliards d'EUR) et l'aide octroyée pour sauver et restructurer les banques individuelles et les institutions financières (environ 400 milliards d'EUR)⁴.

L'aide octroyée au secteur financier suit la logique selon laquelle les garanties et recapitalisations

publiques permettront aux banques de disposer de l'argent nécessaire pour accorder plus de prêts et ainsi stimuler une augmentation des investissements, qui devraient créer et maintenir plus d'emplois. Il n'est cependant absolument pas évident que l'octroi de ces énormes sommes de ressources publiques au système bancaire serve à répondre aux besoins de la majorité des citoyens. Ce scepticisme est largement fondé. Premièrement, le financement et l'aide octroyés aux banques proviennent des apports des contribuables, lesquels se trouvent dans une situation plus instable en raison de la récession économique. Deuxièmement, la plupart des mesures tendent à augmenter la disponibilité des crédits, avec la mise à disposition de 2.300 milliards d'EUR en garanties publiques. Suivant le même objectif, la Banque centrale européenne a baissé les taux d'intérêt à moins de 1 %, un niveau historiquement bas. Cependant, ce sont justement les politiques de crédit trop laxistes qui ont contribué à créer les conditions de la faillite financière. Il semble ironique que ce soient les contribuables, beaucoup d'entre eux souffrant fortement de la crise, qui apportent de l'argent à ces institutions en problème – et à beaucoup de leurs directeurs – ceux-là mêmes qui ont contribué à l'effondrement du système.

La croissance de la crise de l'emploi suggère que les impacts sociaux de la crise exigent d'être abordés plus énergiquement. Il s'avère nécessaire de prendre des mesures qui intègrent les exclus du marché du travail, investir dans les services sociaux et de santé, et améliorer les systèmes de protection sociale. Mais l'ampleur des mesures de stimulation financées par l'État et l'augmentation importante des déficits budgétaires des gouvernements européens réduisent radicalement leur capacité à financer des projets de bien-être social et à investir dans les services sociaux, que ce soit à court terme ou dans les années à venir.

Victime de la crise, la session extraordinaire du Conseil européen sur l'emploi aurait dû rassembler les ministres du travail de tous les États membres de l'UE. À la place, une réunion a eu lieu entre la dénommée « troïka sociale » (l'Espagne, la République Tchèque et la Suède), le CE et les acteurs sociaux. Cette « dégradation » du sommet sur l'emploi n'a pas été vue d'un bon œil par ceux qui avaient perdu leur emploi en conséquence directe de la crise. Selon John Monks, le président de la Confédération européenne des syndicats, ce renoncement « donne l'impression que la classe politique européenne ne se sent pas vraiment touchée par le problème du chômage »⁵.

La crise a engendré des réactions inattendues entre les politiciens européens. Ceux qui avant la crise souhaitaient des politiques débridées de marché libre ne cessent maintenant d'œuvrer pour sauver les entreprises publiques. La Commissaire à la concurrence Neelie Kroes, connue pour être une promotrice passionnée des politiques de marché libre, a déclaré que « les six derniers mois ont montré combien le contrôle de l'aide de la part de l'État joue un rôle clé

2 La CEE a été créée en 1957 dans le but d'intégrer au niveau économique (notamment dans un marché unique) l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Elle s'est par la suite élargie avec six nouveaux pays, et à partir de 1967, ses institutions ont également commencé à gouverner la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) et la Communauté européenne de l'Énergie atomique (CEEA ou Euratom) sous le nom de Communautés européennes. Lors de la création de l'Union européenne (UE) en 1993, la CEE est devenue la Communauté européenne, l'un des trois piliers de l'UE ; les institutions de la CEE sont passées sous l'égide de l'UE.

3 Commission européenne. *Economic forecasts Spring 2009*. Disponible sur : <ec.europa.eu/economy_finance/publications/publication15048_en.pdf>.

4 Commission européenne (2009). *State Aid Scoreboard – Spring 2009 update*. Disponible sur : <ec.europa.eu/competition/state_aid/studies_reports/2009_spring_en.pdf>.

5 Anon. "Exit le sommet sur l'emploi". *Le Soir*. 21-22 mars 2009, p. 17.

pour aborder les défis de la crise économique de façon coordonnée à travers toute l'Europe... C'est maintenant au tour du secteur financier d'assumer la responsabilité de remettre ses comptes en ordre et de se restructurer pour s'assurer un futur viable »⁶. Avec cette approche, l'intervention de l'État n'est plus considérée comme un obstacle au développement et à la croissance économique. Au contraire, en général on est d'accord pour que les États prennent la responsabilité de faire face à la récession actuelle par le biais d'une intervention active sur le marché. Ce changement de paradigme suggère que lorsque les bénéficiaires et la croissance sont assurés, l'État est incité à se retirer, tandis que pendant les récessions l'intervention de l'État devient tout à coup la solution indispensable. En d'autres termes, les bénéficiaires continuent d'être privés et les pertes sont sociabilisées. Il s'agit-là d'une claire contradiction envers les principes de justice sociale et de solidarité fondés sur l'idée que les bénéficiaires et les pertes doivent être répartis de façon égale.

D'autre part, il se peut que la crise ait engendré une augmentation de l'« européenisme ». Un sondage d'opinion de la CE réalisé entre mi-juin et mi-février 2009 indique que près des deux tiers de la population de l'UE pensent que les européens seraient mieux protégés si les États membres adoptaient une approche coordonnée, tandis que seuls 39 % pensent que la coordination existante est suffisante⁷. Cela suggère un large consensus sur la nécessité d'une coopération à niveau européen pour aborder la crise financière.

Les résultats récents des élections en Islande suggèrent que le sentiment croissant d'europanisme ne se limite pas aux citoyens de l'UE. Après que le pays ait été au bord de la banqueroute, les Islandais ont élu à une large majorité un président en faveur de l'intégration à l'UE. Selon le président de la Commission, M. Barroso, les pays qui agissent pour leur compte comme l'Irlande, le Royaume-Uni, la France ou l'Allemagne, disposent de bien moins d'outils pour combattre la crise que s'ils agissaient ensemble : « Je pense que, si on considère que la crise pouvait modifier l'attitude envers le Traité de Lisbonne, ce serait probablement en faveur du traité »⁸.

Le rôle de l'Europe pour la promotion du développement

L'UE réclame également un rôle protagoniste pour alléger les conséquences sociales de la crise dans les pays en développement. Selon le président de la

« Quand on observe les systèmes de bien-être et de protection sociale, la capacité des États membres de l'UE pour aborder la demande croissante de sécurité sociale varie considérablement. Dans certains cas, nous avons une augmentation des allocations de chômage, une extension des droits à l'assistance chômage, de même que des bénéficiaires sociaux, des réductions ou des exonérations d'impôts pour des groupes spécifiques, dont les retraités. Par ailleurs, d'autres États abaissent les allocations. La Hongrie a diminué les subventions, les salaires du secteur privé et a annulé les plans de dépenses de retraite ; la Finlande s'attend aussi à une réduction des dépenses des services sociaux. Pour enrayer les retombées sur le marché du travail, certains pays essaient aussi d'instaurer des politiques d'emploi actives en conservant les employés grâce aux horaires flexibles, mais malgré tous ces efforts, les effets restent très draconiens ».

Verena Winkler (*Eurostep, Belgique*)

CE M. Barroso, « l'Europe a assumé être le chef de file garantissant que le G-20 étaye les bases d'une récupération juste et durable pour tous, y compris pour les pays en développement »⁹. Il existe cependant une asymétrie entre les mesures prises par la CE pour s'occuper des effets de la crise à niveau interne et celles établies pour venir en aide aux pays en développement, comme le démontrent les sommes injectées dans les économies européennes comparées aux fonds disponibles pour venir en aide aux pays en développement. Cette asymétrie est également visible dans son soutien au FMI, qui a imposé des conditions très dures aux prêts octroyés aux pays pauvres, les empêchant de mettre en œuvre des politiques économiques anticycliques leur permettant d'affronter la crise.

Avec la brusque chute des revenus des exportations, des flux d'investissements étrangers et des envois de fonds, les pays en développement sont durement touchés par la crise économique et financière mondiale. La Banque mondiale estime que ces pays devront faire face à un trou financier d'entre 270 milliards et 700 milliards d'USD, et qu'environ 53 millions de personnes franchiront le seuil de la pauvreté au cours de 2009¹⁰. Le président de la Banque, Robert Zoellick, a annoncé à Londres, à la veille de la réunion du G-20, qu'environ « 200.000 à 400.000 nouveau-nés mourront cette année en raison de la chute de la croissance »¹¹. Selon les Nations Unies, les financements nécessaires pour atténuer les effets de la crise pourraient s'élever à 1.000 milliards d'USD. De nombreux pays en développement ont un espace fiscal trop limité pour pouvoir réagir face à la crise et ont besoin d'urgence d'une aide externe.

Bien que l'Europe reconnaisse que les pays en développement soient confrontés à une brèche financière paralysante, l'aide publique au développement (APD) engagée continue d'être insuffisante. Presque 50 milliards d'USD ont été déboursés en

2008, mais les volumes de l'aide restent modiques si on les compare aux ressources injectées dans les économies européennes pour sauver les banques et stimuler la croissance. En avril 2009, les gouvernements de l'UE se sont engagés à verser 3 000 milliards d'EUR pour aider les institutions financières par le biais de garanties ou de revenus en liquide. S'il est possible de disposer si rapidement d'un tel volume de financement pour aider les institutions financières, il est très difficile de comprendre pourquoi les Gouvernements européens ne peuvent pas augmenter le budget de l'aide.

En mai 2009, les États membres de l'UE ont confirmé leur intention de tenir leur promesse collective d'octroyer 0,56 % du PNB européen en 2010 et 0,70 % du RNB européen en 2015 à l'AOD¹². Cependant, l'Italie, l'Irlande, la Lettonie et l'Estonie ont déjà effectué une réduction de leurs budgets destinés à l'aide en conséquence de la crise.

Dans le même temps, la CE a proposé d'accélérer les envois d'aide avec une avance d'une portion importante des transferts financiers vers les pays en développement, pour un montant de 4,3 milliards d'EUR en 2009. Cette somme inclut les 3 milliards d'EUR de l'aide prévue par le budget, 800 millions d'EUR pour l'aide alimentaire et 500 millions d'EUR octroyés par le biais d'un mécanisme FLEX *ad hoc* conçu pour venir en aide aux pays les plus vulnérables. Cependant, il ne s'agit pas là de nouveaux financements ; si les pays décidaient de recevoir cette aide dès maintenant, ils auraient moins de fonds disponibles dans les prochaines années. En outre, les États membres supposés accorder ces ressources montrent déjà des signes de résistance.

Parallèlement à leurs engagements d'aide, les pays européens ont contribué à hauteur de presque 100 milliards d'USD d'1,1 billion d'USD de rallonge aux IFI. Les 50 milliards d'USD prévus pour venir en aide au développement des pays à faible revenu ne semblent pas être accompagnés de mesures offrant plus de flexibilité dans les politiques fiscales et monétaires pour accéder aux prêts du FMI. Malgré la récente « modernisation » des politiques de condi-

6 Commission européenne (2009). *State aid : latest Scoreboard reviews Member States' action to fight economic crisis*. Disponible sur : <europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/554&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>.

7 Parlement européen (2009). *European Parliament Eurobarometer hears calls for coordinated EU action in fight against financial crisis*. Disponible sur : <www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/042-54004-110-04-17-907-20090420IPR54003-20-04-2009-2009-false/default_en.htm>.

8 Smyth, J. (2009). "Crisis likely to favour Lisbon Yes - Barroso". *The Irish Times*, 8 mai 2009. Disponible sur : <www.irishtimes.com/newspaper/world/2009/05/08/1224246132086.html>.

9 Commission européenne (2009). *Commission first to act on G20 with strategy to support developing countries*. Disponible sur : <europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/550&format=HTML>.

10 World Bank News, 12 février 2009.

11 Eurodad (2009). *Not much on offer for poor countries to counter the crisis*. Disponible sur : <www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=3599&LangType=1036>.

12 Conseil de l'Union européenne. Communiqué de presse, 18-19 mai 2009. Disponible sur : <www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/gena/107921.pdf>.

tions du FMI, les mêmes vieilles recettes de stricte discipline fiscale et de réductions des dépenses du gouvernement continuent à être appliquées. Dans un tel contexte, les possibilités d'investissements dans le secteur social sont toujours très faibles¹³. Une fois de plus, on constate une contradiction évidente entre les politiques anticycliques appliquées en Europe et les restrictions fiscales imposées aux pays en développement¹⁴. Si les Européens pensent que les politiques financières et monétaires expansives pourront les faire sortir de la crise, pourquoi encouragent-ils exactement le contraire dans les pays les plus pauvres ?

La crise : une façon de promouvoir les intérêts européens ?

Un autre impact de la crise sur la relation entre l'Europe et les pays en développement semble être la mise en place de mesures controversées comme l'aide budgétaire et la signature des Accords de partenariat économique (APE).

Aide budgétaire

En reconnaissance du besoin urgent des économies les plus pauvres en financement externe suite à la crise, les propositions d'avances de la CE prévoient une augmentation de l'utilisation de l'aide budgétaire qui comprend près de 500 millions d'EUR attribués par le 10e Fonds européen de développement pour venir en aide aux pays du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) les plus durement touchés par la crise. La CE a également annoncé qu'elle passerait en revue les opérations en cours d'aide budgétaire aux pays les plus vulnérables afin d'évaluer les possibilités d'octrois d'avances. La CE argumente que l'aide budgétaire est un instrument de réponse rapide qui permet un financement prévisible à long terme pour les dépenses du gouvernement, notamment pour les secteurs sociaux comme la santé et l'enseignement.

L'aide budgétaire est cependant la source de diverses préoccupations. Premièrement, la plupart des pays ne disposent pas de la capacité interne ni

de possibilités leur permettant d'effectuer le suivi de l'allocation des ressources du budget, un sujet crucial pour une reddition de comptes démocratique. Le recours à des sociétés internationales de comptabilité pour faire le suivi de la mise en œuvre tend à améliorer l'image du gouvernement à l'étranger quant à la mise en place du budget, mais ébranle l'« appropriation » interne et une reddition de comptes démocratique devant le parlement national. En second lieu, la CE a identifié une série de conditions à remplir avant qu'il ne soit possible de considérer toute aide budgétaire, notamment la démocratie et le respect des droits humains. Pourtant, plusieurs études concernant des accords d'aide budgétaire n'ont détecté aucun type d'évaluation exhaustive pour s'assurer que ces conditions soient remplies¹⁵. Enfin, la CE inclut l'aide budgétaire dans ses calculs de respect des obligations légales établies par le Parlement européen qui stipulent que 20 % de l'aide doit être utilisée pour la santé et l'enseignement de base, alors que même le CAD de l'OCDE, chargé du système de classification de l'aide au développement, considère que l'aide budgétaire devrait être classée indépendamment des allocations aux secteurs de la santé et de l'enseignement.

Les APE

La mise en place des Accords de partenariat économique (APE), qui créent un régime de libre échange entre l'UE et les pays ACP, est l'un des éléments les plus polémiques de l'Accord de Cotonou. L'intention des APE est de supplanter les accords de commerce préférentiel de la Convention de Lomé, qui sont considérés incompatibles avec les règles de l'OMC sur les obstacles commerciaux. Au départ, il était prévu de mettre en place les APE début 2008, mais à la mi-2009 ils continuent de faire l'objet de débats acharnés¹⁶.

La CE a toujours présenté les APE comme étant des accords pour le développement, mais leurs termes contredisent de telles affirmations. En premier lieu, il est probable qu'ils entraînent une perte impor-

tante des droits de douane pour un grand nombre de pays ACP, pour lesquels l'UE est souvent le principal partenaire commercial. En second lieu, les pays ACP ne disposent pas de l'infrastructure nécessaire pour pouvoir devenir compétitifs dans une économie de marché libre. Il est prévu, en tant qu'ajout aux mesures financières originelles octroyées par la CE, d'offrir une aide d'adaptation à l'APE, une « aide contre commerce », mais des analyses indiquent qu'une grande partie de cette aide ne sera pas additionnelle. En troisième lieu, avec l'inclusion de domaines commerciaux pour lesquels il n'y a aucun accord, comme les services et les acquisitions, une bonne partie de l'économie des pays ACP laisse la porte ouverte aux entreprises européennes.

Malgré ces préoccupations, la CE affirme qu'avec la crise actuelle, les APE contribueront à encourager la croissance économique et le développement dans les pays partenaires. João Aguiar Machado, l'un des principaux négociateurs de la CE pour les APE, explique que les accords viendront en aide au développement en créant un environnement commercial propice qui à son tour encouragera les investissements et permettra la création d'emplois. Dans le but d'apaiser la méfiance des gouvernements des ACP, la Commissaire au commerce Catherine Ashton a reconnu la nécessité d'accorder plus de flexibilité aux négociations et a promis que la négociation d'un APE complet reflètera et respectera les particularités régionales des différentes parties de l'accord. Cependant, lors de son discours devant l'Assemblée parlementaire conjointe de Prague en avril 2009, elle a exprimé son désir d'atteindre rapidement un accord acceptable pour toutes les parties et que tous les APE intérimaires soient signés avant la fin du mandat de l'actuelle Commission en octobre 2009. Les négociations des APE ont stagné pendant longtemps, mais il semblerait que l'urgence devant les effets de la crise financière et économique serve d'excuse pour accélérer le processus et augmenter la pression sur les gouvernements ACP pour qu'ils abandonnent leur résistance. ■

13 *Ibid.*

14 Même si les pays en transition comme la Lettonie et la Roumanie se trouvent eux aussi dans l'obligation de solliciter des prêts au FMI, ils sont dans une meilleure position pour le faire étant donné que la CE a rassemblé un fonds de 50 milliards d'EUR pour aider les pays européens hors zone euro à respecter leurs obligations envers la balance des paiements.

15 Alliance 2015. "The EU's contribution to the Millennium Development Goals Poverty Eradication: From Rhetoric to Results?" Ed. EEPA, Bruxelles, septembre 2008.

16 En juin 2009, seuls les pays du CARIFORM (15 pays des Caraïbes) avaient signé un APE complet, et seuls le Botswana, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Lesotho et le Swaziland avaient signé un APE intérimaire.



Exposé sur les droits des peuples autochtones.

Assemblée populaire sur la crise*

Le 20 juin 2009, à l'église de la Sainte Trinité à New York, sous l'initiative de l'*Assemblée populaire sur la crise*, des activistes de plus de trente organisations appartenant à la société civile, aux syndicats et aux groupes de base au niveau local, national et international se sont réunis dans le but d'analyser les conséquences sociales et environnementales de la crise financière et économique sur la population, hommes et femmes, travailleurs ou chômeurs, dans le monde entier. Lors de la rencontre, des activistes en faveur

d'un nouveau système économique basé sur les droits de l'homme et sur l'environnement durable.

L'*Assemblée populaire sur la crise* s'est tenue dans le contexte de la Conférence des Nations Unies sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement, lors du premier forum véritablement multilatéral ayant été convoqué pour traiter des impacts sociaux découlant de la crise financière actuelle. Le principal orateur de l'Assemblée populaire, le père Miguel D'Escoto Brockmann, président de la 63ème session de l'Assemblée générale de l'ONU, a remercié la société civile de son soutien aux solutions à la crise nées au sein de l'ONU, et il a invoqué pour tous les participants « un nouvel esprit de sagesse et de solidarité humaine » pour aider les gens qui sont atteints par les effets de la crise de manière disproportionnée. La rencontre a fini par un appel du Coordinateur de Social Watch, M. Roberto Bissio, en faveur d'une réforme à l'architecture de la crise financière actuelle qui pourrait aider à éloigner les gens de la pauvreté, au lieu de renforcer les inégalités économiques et sociales existantes au niveau national et international.

Ci-dessous, vous pourrez lire les interventions clé des participants à cette rencontre ainsi que quelques témoignages relevant de l'impact de la crise sur les citoyens ordinaires ayant été identifié par le réseau de Social Watch dans les pays du Sud. ■



Miguel D'Escoto Brockmann dans l'*Assemblée populaire sur la crise*.

des droits sociaux et économiques, de l'égalité entre les sexes, du travail et de l'environnement ont présenté des témoignages montrant la manière dont la crise a frappé les communautés locales, depuis le Soudan jusqu'au Salvador et le sud du Bronx.

Ce forum a aussi été l'occasion pour que les leaders de la société civile partagent leurs idées et leurs expériences sur la manière de construire un mouvement mondial, aux racines locales, pouvant influencer la création

* Organisations membres de l'*Assemblée populaire sur la crise* : Social Watch, Eurostep, LDC Watch, Institute for Policy Studies, Global Policy Forum, Center of Concern, Red-DESC, Institute for Agriculture and Trade Policy, Global-Local Links Project, Jubilee USA Network, Jubilee South, GCAP Feminist Task Force, Alliance for Responsible Trade, Women's Environment and Development Organization, Consejo Internacional de Educación de Personas Adultas, Servicio de Enlace de Naciones Unidas con Organizaciones No Gubernamentales, Global Action on Aging, Latindadd, US Human Rights Network, CONGO Social Development Committee, Sub-Committee on the Eradication of Poverty, Hemispheric Social Alliance, Women's Working Group on Financing for Development, Medical Mission Sisters International, World Federation of United Nations Associations, International Youth and Student Movement for the United Nations, Enlazando Alternativas, Transnational Institute, Our World Is Not For Sale Network.
Vidéos de l'*Assemblée populaire sur la crise* disponibles sur le canal de Social Watch à YouTube: <www.youtube.com/SocWatch>.

◎ RAPPORTS NATIONAUX



Hors du système mais, à l'abri de la crise ?



L'aspect le plus vulnérable de l'économie algérienne découle de sa forte dépendance de la production et de l'exportation d'hydrocarbures, un secteur très développé en Algérie. Le secteur financier, pour sa part, a montré un retard remarquable ainsi qu'une déconnexion vis-à-vis des finances globales. Paradoxalement, ce retard a évité que le système bancaire soit atteint par la crise financière internationale. Mais la crise se répandra quand même dans le pays à travers l'importation de biens et services.

Association pour le Développement Social EL-Amel
Équipe de recherche dirigé par Selouha Kamel

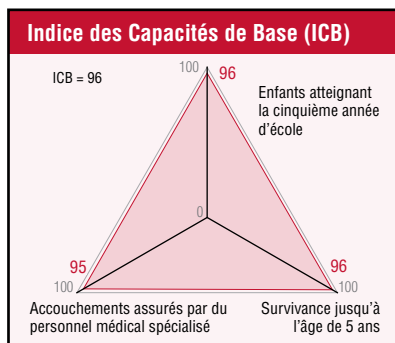
Les difficultés ayant frappé les marchés financiers des États-Unis pendant l'été 2007 se sont transformées en une véritable crise financière mondiale en automne 2008. Les marchés de crédit se sont réduits, les bourses ont chuté et l'insolvabilité a menacé l'ensemble du système financier international. Les pays du monde entier, y compris l'Algérie, en ont ressenti l'impact de manière directe ou indirecte.

Le Président Algérien attribue la responsabilité partielle de la crise à l'absence de réglementations et à l'affaiblissement des efforts consacrés à l'assainissement de l'environnement économique, livré aux lois du marché.

La crise financière mondiale, en ayant mis en évidence les pièges économiques et financiers à éviter, devrait servir de leçon à l'Algérie. Les directives du gouvernement, soit par prévision, soit établies sur la base d'autres paramètres, ont protégé l'intérêt national et ont limité l'exposition de l'économie algérienne aux dangereux déséquilibres du système financier mondial découlant des contraintes du néolibéralisme.

Cette décision provient, partiellement, de la richesse pétrolière du pays, soutien principal de son économie. D'après le ministre de l'Énergie et des Mines – actuel président en exercice de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) – Chakib Khelil, le marché pétrolier a connu une évolution spectaculaire, dont la volatilité est une donnée structurelle qui s'explique par l'activité des spéculateurs¹. Le prix du baril de pétrole dépassant à peine 140 USD en juillet 2008 s'est effondré pour atteindre le niveau actuel de 59 USD. La moyenne annuelle tolérée jusqu'au 4 novembre a été de 103,56 USD contre 65 USD en 2007. Le prix du baril algérien pour 2008 a atteint 108,28 USD contre 71,13 USD en 2007.

Tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous, l'économie algérienne est bien positionnée pour faire face à la crise économique et financière globale, du moins pendant les deux prochaines années. Ceci, du fait de sa faible exposition sur les marchés financiers internationaux, de sa prudente gestion des réserves de change (le pourcentage du rendement a atteint 4,6 % en 2007), de l'épargne d'une partie des ajouts



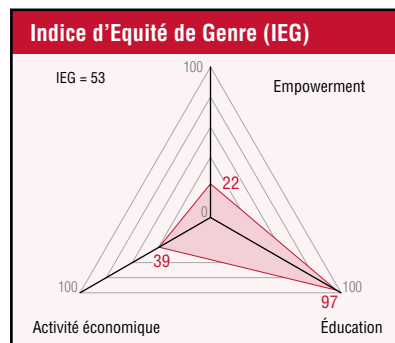
budgétaires (20 % du PIB en moyenne annuelle pour la période 2005-2007) et de la priorité octroyée au financement interne de l'économie (en dinars algériens) du fait du surplus structurel de liquidité.

Le besoin de réformes

Les efforts pour transférer les opérations du Crédit Populaire et de la Banque de Développement Local à des établissements financiers étrangers – américains ou français – ont été abandonnés du fait que, après un court débat « intergouvernemental », les autorités ont décidé que l'Algérie n'était pas prête à céder le contrôle à des entités étrangères. Dans la mesure où l'économie n'a été ni libéralisée ni privatisée, les bénéfices qui avaient été anticipés ne se sont pas matérialisés².

En septembre 2008 Sid Saïd, secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs Algériens, a annoncé que le Gouvernement revenait en arrière sur le sujet de la politique du « tout est susceptible d'être privatisé ». Les 220 entreprises publiques en attente de privatisation après la mise en application des mesures réglementaires ont finalement été effacées de la liste de sociétés destinées à la vente.

De plus, le conseil interministériel du Gouvernement, appliqué en janvier 2008 et relatif au traitement des crédits bancaires et de l'assainissement financier des organismes économiques publics, a décidé de remettre les dettes des sociétés viables. Le gouvernement a demandé à un groupe de travail interministériel de prendre en charge la supervision et le suivi de l'industrie des finances et de la promotion des investissements dans des petites et moyennes entreprises.



Renouveau rural

Grâce à la croissance naturelle moyenne de la population ayant atteint 1,62 % annuel (notamment supérieur à celui de 2000, considéré élevé, de 1,48 %) le nombre d'habitants du pays a augmenté de 4,6 millions entre juillet 1998 et juillet 2007. On estime que, vers fin 2010, la population atteindra 35,7 millions. Pour nourrir cette population jeune et croissante, l'Algérie a besoin de plus d'aliments.

Les eaux algériennes contiennent une biomasse de 600.000 tonnes, ce qui permettrait de pêcher 220.000 tonnes par an. Cependant, en raison du manque de moyens matériels, la pêche atteint à peine 170.000 tonnes³.

La balance commerciale agricole de l'Algérie est négative et le pays occupe l'un des dix premiers rangs parmi les importateurs d'aliments au niveau mondial. La valeur de ces importations dépasse le quart du total des importations du pays. Les trois principaux groupes de produits sont les suivants : céréales et dérivés (40 % de la valeur totale des importations agricoles), lait et produits laitiers (14,3 %), huiles et graisses (10,5 %)⁴.

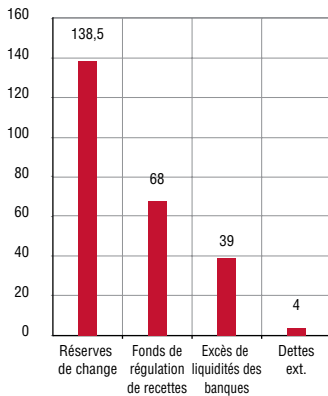
L'Algérie a importé des céréales et leurs dérivés, des médicaments, du lait et des produits laitiers pour un montant de 2.600 millions d'USD au premier semestre 2008, et un peu plus de 2.000 millions d'USD en 2007. La moyenne de l'inflation a été de 4,9 % au premier semestre 2008, notamment en raison de l'augmentation de 9,2 % du prix des denrées alimentaires, situant l'inflation annuelle, entre juin 2007 et

3 Voir : <http://www.jijelli.com/htdocs/modules/news/article.php?storyid=905>.

4 Conférence de haut niveau sur l'eau pour l'agriculture et l'énergie en Afrique : les défis du changement climatique. Le cas algérien. Syrte – Lybie, 15-17 décembre 2008.

1 Chakib Khelil, ministre de l'Énergie et des Mines, président de l'OPEP, dans le forum du journal *El-Moudjahid*, 3 mars 2009.

2 Voir : Mohamed Gacem. « Crise financière mondiale : Vers un recadrage des réformes ». Disponible sur : <http://www.lesdebats.com/editionsdebats/221008/economie.htm>.

TABLEAU 1.

Source: Banque d'Algérie

juin 2008, à 2,5 %. En vue de modérer la volatilité des prix, le gouvernement a lancé un système de réglementation en juillet 2008. Dès lors, quelque 51.700 tonnes de pommes de terre ont été stockées.

Pour favoriser les zones rurales, où habite une partie importante de la population, le gouvernement a lancé un plan de soutien à la revitalisation rurale basé sur les actions suivantes :

- Améliorer les conditions de vie des populations rurales, y compris la réhabilitation et la modernisation des villages et des *ksours* (villages berbères situés tout au long des oasis).
- Diversifier les activités économiques en milieu rural pour augmenter les revenus, ainsi que pour protéger et valoriser les ressources naturelles et le patrimoine rural matériel et immatériel.
- Renforcer les capacités humaines par le biais de l'assistance technique. La presque totalité des exploitations agricoles sont privées, avec des modalités de propriété différentes. Traditionnellement, la plupart des agriculteurs s'est consacrée à la production de céréales sèches et à l'élevage de petits ruminants. Pendant les dernières années, les productions dont les valeurs ajoutées sont plus élevées, comme par exemple les fruits et légumes, ont sensiblement augmenté. A l'exception de la tomate industrielle et de l'huile d'olive, les cultures industrielles restent toujours limitées.

Le Gouvernement, faisant encore un effort pour relancer la revitalisation rurale, a démarré plus de 5.000 projets de proximité dans le cadre du développement rural, conformément au programme de soutien au renouveau rural. Plus de deux millions de foyers, soit huit millions de personnes environ, bénéficient de ces projets.

Le plan national d'autoroutes pour la période 2005-2025, élaboré par le Ministère des Travaux Publics comprend un réseau routier de 1.216 km, direction est-ouest, qui assurera la liaison entre Annaba et Tlemcen. Ceci va bénéficier 24 *wilayas* (provinces) et, lors de la période de réalisation des travaux, il y aura 100.000 nouveaux postes de travail. Le démarrage du projet est prévu pour 2009⁵.

Conclusion :

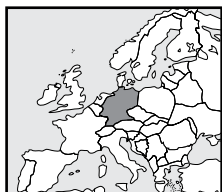
Depuis au moins dix ans, il y a eu deux facteurs qui ont provoqué un fort impact sur l'économie et les finances du pays. D'une part, la politique en matière d'hydrocarbures qui a permis le développement du potentiel des ressources du pays ainsi que l'augmentation corrélative du niveau des capacités de production (la production de pétrole est passée de 0,9 million de barils par jour en 2000 à 1,4 million en 2008, dont 1,2 million est destiné à l'exportation⁶). D'autre part, le soutien sans précédent de l'État aux banques nationales (une moyenne annuelle de 2,6 % du PIB pour la période 1991-2002 et 1,7 % pour la période 2005-2006), dans un contexte de réformes monétaires et financières⁷. Ces deux politiques ont entraîné une augmentation significative du niveau des réserves de change, une accumulation de ressources des fonds de régulation des revenus, un excédent de liquidité dans les banques, et un faible niveau de dette externe. ■

5 Voir : <www.mtp.gov.dz/autoroute%20est-ouest.htm>.

6 Voir : <www.lemaghreb.dz/lire.php?id=13393>.

7 Intervention du prof. Farid Yaici : « Les conséquences de la crise sur l'économie algérienne ». Journée d'études réalisée en collaboration avec le Ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements.

Avant la tempête : les impacts sociaux de la crise financière



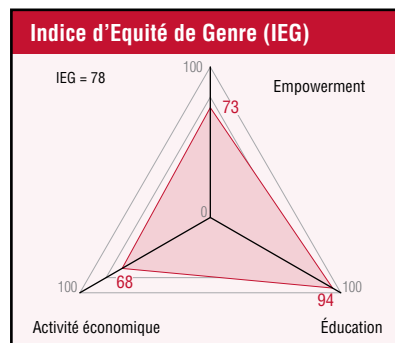
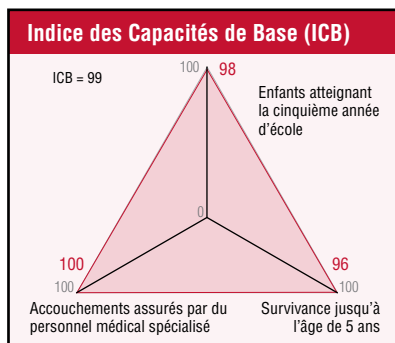
Les niveaux d'inflation, pauvreté et indigence sont très supérieurs à ceux montrés par les statistiques officielles. Les mesures pour combattre la crise devraient corriger la concentration et l'inégalité, sur la base d'un calendrier de transformation incluant des politiques sociales à caractère universel pour dépasser la dynamique exclusive des dernières décennies et construire une citoyenneté basée sur les droits civils et politiques et sociaux. D'autre part, pour avancer dans la durabilité des politiques sociales, il est nécessaire que l'on dispose, contrairement à ce qui s'est passé dernièrement, d'information publique fiable.

Social Watch Allemagne
Uwe Kerkow

Ces trois dernières années ont été marquées par une baisse du chômage mais aussi par une stagnation du salaire réel¹. Néanmoins, il devient de plus en plus clair que, contrairement aux affirmations du Gouvernement, la déréglementation du marché du travail n'a pas relancé la croissance de l'emploi ; les fonds devraient être assignés à une économie assainie. Maintenant que le *boom* (financé par le crédit) arrive à son terme, le vrai visage de la déréglementation apparaît. Le chômage augmente. Les emplois informels ont été les premiers à disparaître : Annelie Buntenbach, membre du Directoire Fédéral de la Confédération Allemande de Syndicats (DGB en allemand), estime que vers la fin du mois de janvier 2009, environ 120.000 travailleurs temporaires avaient déjà été licenciés².

Les chiffres officiels montrent que le nombre de sans-emplois augmente cependant il n'atteint pas encore un niveau alarmant. Selon l'Agence Fédérale pour l'Emploi, en janvier 2009 on constatait que le nombre de chômeurs avait diminué de 170.000 par rapport à l'année précédente. Néanmoins, le taux de chômage qui est réajusté périodiquement commençait à augmenter tandis que les offres d'emploi étaient en chute libre³. Le directeur de cet organisme, Frank-Jürgen Weise, a déclaré avec inquiétude que le nombre de chômeurs, actuellement de 3,4 millions, risquait d'avoisiner les 4 millions avant la fin de l'année 2009.

Cependant, la véritable montée en flèche a eu lieu dans le secteur du travail à temps partiel. En février 2009 seulement, plus de 16.900 entreprises ont présenté des demandes visant à mettre 700.000 travailleurs à temps partiel pour des raisons économiques ; cela représente 648.800 personnes de plus que l'année dernière. Les travailleurs affectés touchent un salaire correspondant au nombre d'heures qu'ils effectuent complété par un supplément que l'État leur verse pendant une période détermi-



née – qui vient d'être prolongée à 18 mois – sous la forme d'une allocation spécialement conçue pour les travailleurs à temps partiel. Ils reçoivent ainsi les deux tiers de leurs revenus normaux sans perdre leur emploi, du moins pour le moment⁴. Malgré ces subventions, il est clair que la crise économique et financière aura un impact négatif sur le niveau de protection sociale de plusieurs millions de personnes en Allemagne.

La réponse du Gouvernement

Les mesures prises par le Gouvernement pour enrayer la crise sont les suivantes :

- 480 milliards d'euros assignés à un fonds spécial de stabilisation des marchés financiers pour renflouer les banques en difficulté. 80 milliards d'euros supplémentaires sont disponibles pour la recapitalisation et l'absorption des actifs toxiques.
- 100 milliards d'euros pour garantir la liquidité et assurer l'existence de prêts destinés à l'industrie notamment dans le secteur de l'industrie automobile.
- 11 milliards d'euros pour un premier plan de mesures de stimulation (*Konjunkturpaket I*) qui offre des déductions fiscales et octroie des financements pour les projets d'infrastructure, notamment dans le secteur du transport.
- 50 milliards d'euros destinés à un deuxième plan de mesures (*Konjunkturpaket II*). Outre la nouvelle prestation familiale à versement unique, connue sous le nom de *Kinderbonus*, et les

investissements en infrastructure, ce plan de mesures comprend des réductions d'impôts et une « prime à la casse » de 2.500 d'euros versée aux personnes qui achètent un véhicule neuf en échange de leur vieille voiture.

Dans certains cas, les montants alloués à la relance de l'économie par les ministères concernés sont beaucoup plus élevés que ceux mentionnés ci-dessus. Par exemple, en novembre 2008, le Ministère de l'Economie et de la Technologie et le Ministère des Finances ont annoncé que le premier plan de mesure de relance de l'économie s'éleverait à un total de 32 milliards d'euros jusqu'en 2010. Cependant, le Gouvernement consacre 9 à 10 fois plus d'argent liquide au rachat de la dette privée (au « renflouement ») qu'aux investissements destinés à promouvoir l'activité économique. Comme ces plans comprennent aussi des réductions d'impôts, on peut s'attendre à ce que les investissements ayant un effet direct sur l'économie soient relativement réduits. De fait, selon certains calculs, le deuxième plan de mesures de relance ne représentera probablement que 9 milliards d'euros par an d'investissements supplémentaires⁵ – ce qui est sans aucun doute insuffisant pour briser le goulot d'étranglement de l'investissement public. Seulement pour s'aligner sur la moyenne européenne, l'Allemagne devra dépenser 25 milliards d'euros supplémentaires ; par ailleurs l'importance donnée à la construction de routes, à la « prime à la casse » versée en échange de l'achat d'un véhicule et à la rénovation des casernes militaires n'a pas vraiment éveillé la confiance de la population.

1 Social Watch Germany a décidé de focaliser le rapport de cette année sur les réponses que la politique économique offre à la crise systémique étant donné que c'est là que l'impact social est le plus évident en Allemagne.

2 Voir : <www.welt.de/wirtschaft/article3146760/Schon-bis-zu-120-000-Leiharbeiter-entlassen.html>.

3 Voir : <www.arbeitsagentur.de/zentraler-Content/Pressemeldungen/2009/Presse_09_007>.

4 Voir : <www.arbeitsagentur.de/zentraler-Content/Veroeffentlichungen/Merkblatt-Sammlung/MB-08b-Kurzarbeitergeld-AN.pdf>.

5 *Junge Welt*. Voir : <www.jungewelt.de/2009/02-07/023.php>.

Les réductions d'impôts vont non seulement miner l'impact des programmes de relance mais elles sont aussi socialement injustes comme nous le montrons dans les exemples suivants :

- Selon les calculs effectués par la DGB, les municipalités devraient recevoir 11,51 milliards d'euros provenant des deux plans de mesures économiques. Néanmoins, les déductions fiscales mises en place parallèlement vont provoquer une réduction de 6 milliards d'euros dans le budget des municipalités. « À terme, nous ne recevrons même pas la moitié du montant annoncé (...) On peut se demander si cela va vraiment permettre de protéger le marché de l'emploi » a déclaré la DGB⁶.
- Les réductions fiscales en faveur des ménages donnent également lieu à des injustices sociales. Les salariés dont le revenu annuel est équivalent à 10.000 euros feront l'objet de déductions allant jusqu'à 0,15 milliard d'euros tandis que les salariés dont le revenu annuel est supérieur à 53.000 euros seront dix fois plus bénéficiés. Comme en conclut une analyse à ce propos : « À l'exception de l'augmentation du minimum vital assigné aux enfants vivant dans les foyers les plus démunis par le biais du *Kinderbonus* (...), aucune mesure de lutte contre la crise n'a vraiment été prise⁷ ».

Par ailleurs, cette dépression économique sera accentuée par le « freinage de la dette » présenté au Parlement allemand et dont l'objectif est de limiter l'emprunt net annuel à 0,35% du Revenu National Brut (RNB)⁸. Les critiques annoncent que les politiques d'austérité mises en place dans le secteur social seront maintenues à cause du renflouement bancaire massif. Hendrik Auhagen, membre du Conseil de Coordination d'ATTAC Allemagne estime que « la

dette publique qui sert les intérêts des banques et des grandes entreprises, les réductions d'impôts destinées aux plus riches et la future mesure de « freinage de la dette », tout cela ouvre la voie vers un nouveau démantèlement de la protection sociale (...), vers une aggravation de la pauvreté et une explosion du nombre de délits⁹ ».

Politique de développement

En Allemagne, l'AOD est passée de 9 milliards d'USD en 2007 à 13,91 milliards d'USD en 2008. En termes absolus, cela met l'Allemagne au 2^{ème} rang des principaux donateurs de l'AOD. Cependant, si l'AOD est évaluée en tant que partie du produit national brut (PNB), ce taux de 0,38% place le pays au 14^{ème} rang parmi les principales nations donatrices. Il est également significatif qu'en 2008 près d'un cinquième de l'AOD allemande était destinée à l'allègement de la dette¹⁰. Le budget de l'AOD pour l'année 2009 comporte cependant des aspects positifs : les engagements des pays les moins avancés (PMA) est plus important que jamais auparavant : 827 millions d'euros (1 milliard d'USD), ce qui représente plus de la moitié de l'ensemble des engagements concernant l'aide fournie par l'Allemagne.

Dans le cadre du deuxième plan de mesures de relance, le Gouvernement a versé une deuxième somme extrabudgétaire équivalant à 100 millions d'euros (132 millions d'USD) au Ministère Fédéral pour la Coopération Économique et le Développement afin d'offrir son soutien aux projets d'infrastructure de la Banque mondiale¹¹. L'Association allemande d'organisations non gouvernementales de développement (VENRO en allemand) a considéré cela comme un pas dans la bonne direction tout en déclarant que ce plan de mesures de relance pour les pays en développement était injuste : « les plus pauvres parmi les pauvres se font leurrer par des

promesses charitables alors que ce sont eux les plus affectés par la crise », a déclaré Claudia Warning, la présidente du Directoire de VENRO¹². La ministre du Développement, Heidemarie Wiecek-Zeul, affirme que « le plan financier pour la période 2008-2012 comprend des mesures plus efficaces pour relancer la croissance »¹³, mais il semble qu'il n'y ait guère de possibilité que ces promesses soient tenues. Pour que les fonds investis dans le domaine du développement soient équivalents à 0,51% du PNB en 2010 en accord avec l'objectif fixé par l'Union européenne, l'Allemagne devra augmenter son AOD à hauteur de 13,1 milliards d'euros (17,33 milliards d'USD)¹⁴.

Une nouvelle approche des relations internationales?

La chancelière Angela Merkel a provoqué une certaine inquiétude après avoir proposé de créer un Conseil Économique Mondial des Nations Unies. « Certes le G20 est un pas en avant mais il ne représente en aucune façon une image complète du monde », a-t-elle déclaré lors d'une conférence du parti de l'Union Démocratique en décembre 2008. « Je suis fermement convaincue que nous devons créer un conseil économique mondial pour traiter les questions économiques, exactement de la même manière que nous avons (...) le Conseil de Sécurité de l'ONU¹⁵ ». La Chancelière A. Merkel a exprimé à nouveau les mêmes convictions lors du Sommet financier du G20 en réclamant « Une charte mondiale pour la gouvernance économique durable » qui établirait les principes de base de l'architecture financière du monde de demain¹⁶.

Il reste à savoir à quel point la Chancelière compte tenir parole. Jusqu'à présent, les politiques de gestion de la crise du Gouvernement sont restées fermement centrées sur le G20. ■

6 Voir : <www.dgb.de/themen/themen_a_z/abisz_doks/k/klartext05_2009.pdf/view?showdesc=1>.

7 *Junge Welt*, op. cit.

8 Voir : <[de.wikipedia.org/wiki/Schuldenbremse_\(Deutschland\)](http://de.wikipedia.org/wiki/Schuldenbremse_(Deutschland))>. Consulté le 27 février 2009.

9 Voir : <www.attac.de/aktuell/presse/detailsicht/datum/2009/02/13/schuldenbremse-steuersenkungen-demontage-des-sozialstaats/?cHash=fe6adf2d10>.

10 Voir : <www.oecd.org/dataoecd/48/34/42459170.pdf>.

11 Regierungserklärung zum Stand der Millenniumsentwicklungsziele 2015 und zu den Auswirkungen der Finanz- und Wirtschaftskrise auf die Entwicklungsländer [Déclaration du Gouvernement relative à la situation des Objectifs de Développement du Millénaire 2015 et aux impacts de la crise économique et financière dans les pays en voie de développement], 29 janvier 2009. Disponible sur le site: <www.bmz.de/de/zentrales_downloadarchiv/Presse/20090129_Regierungserklaerung.pdf>.

12 Voir : <www.venro.org/404.html>.

13 Voir : <www.bmz.de/de/zahlen/deutscherbeitrag/index.html>. Consulté le 27 février 2009.

14 Voir : <www.tdh.de/content/materialen/download/download_wrapper.php?id=294>.

15 Voir : <www.stuttgart08.cdu.de/wp-content/uploads/2008/12/081201-rede-merkel-stbericht.pdf>.

16 Voir : <www.netzeitung.de/wirtschaft/wirtschaftspolitik/1282337.html>.

Nouveau contexte, anciennes politiques



Les niveaux d'inflation, pauvreté et indigence sont très supérieurs à ceux montrés par les statistiques officielles. Les mesures pour combattre la crise devraient corriger la concentration et l'inégalité, sur la base d'un calendrier de transformation incluant des politiques sociales à caractère universel pour dépasser la dynamique exclusive des dernières décennies et construire une citoyenneté basée sur les droits civils et politiques et sociaux. D'autre part, pour avancer dans la durabilité des politiques sociales, il est nécessaire que l'on dispose, contrairement à ce qui s'est passé dernièrement, d'information publique fiable

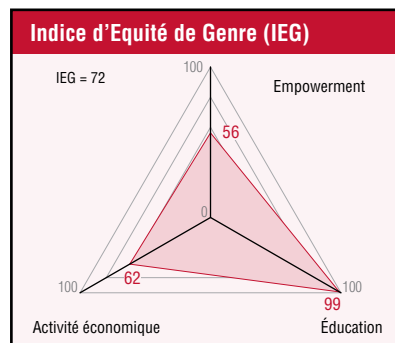
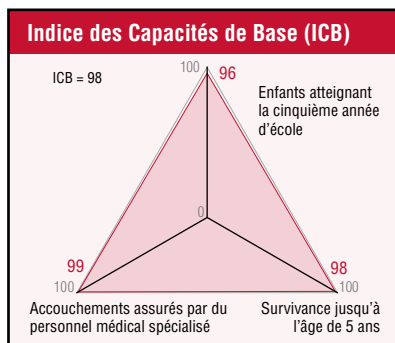
Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS)¹

Sans aucun doute, la crise financière globale va se répercuter rapidement sur le pays. Dans ce cadre, quelles sont les réponses alternatives qui sont proposées pour faire face à une augmentation imminente de la pauvreté ? Quelles sont les propositions en matière de politiques sociales face à ce nouveau scénario ? Les politiques après la crise de l'année 2001 qui ont été soutenues dans un contexte de croissance économique continuent-elles en vigueur ? D'autre part, en matière de politiques centrales au moment de penser à des questions comme l'exclusion, pauvreté et indigence, ainsi que le transfert de revenus, quelles perspectives y a-t-il en abandonnant les réponses à caractère focalisé et en faisant des incursions dans des politiques à caractère universel ?

Comme tout le monde le sait, la décennie des années 90 a signifié pour l'Amérique latine, et particulièrement pour l'Argentine, un processus de transformation en termes économiques, politiques et sociaux. Tout d'abord, l'Argentine a été le pays de la région qui a appliqué de la manière la plus extrême les politiques dictées par les organismes internationaux d'assistance de crédit, et qui en même temps a transformé en peu d'années le fonctionnement de l'économie, du cadre régulateur, la privatisation de services publics, la couverture en matière de sécurité sociale, les responsabilités de l'état dans de nombreux secteurs et services et la propre conception d'une politique sociale étrangère à une analyse de droits de l'homme.

De manière parallèle, et contrairement aux intentions des mentors de ces politiques, le chômage, la pauvreté, l'indigence et l'inégalité ont augmenté, pour aboutir fin 2001 à une crise institutionnelle et économique grave qui a conduit à la chute du gouvernement, à l'abandon, après dix années d'application, du régime de convertibilité de la monnaie et à un accroissement abrupt des niveaux de pauvreté et d'indigence dans le pays qui ont atteint, respectivement, 57,2 % et 27,5 % de la population en octobre 2002².

Bien qu'à partir de 2003 les signes de récupération économique sont devenus évidents, au premier semestre 2008, la population sous le seuil de pauvreté était encore de 17,8 % alors qu'elle était de 5,1 % sous le seuil d'indi-



gence. Bien que la production et la diffusion d'information officielle soit actuellement déficiente, des rapports privés et indépendants estiment que cette situation a dépassé 30 % – quelque 12 millions de personnes – en 2008. En ce qui concerne l'indigence, des mesures extra-officielles la situent à plus de 10 %, – c'est à dire, 4 millions d'argentins.

Or, au-delà des données elles-mêmes, ceci s'avère alarmant dans un contexte de croissance économique qui deviendra récessif comme cela a déjà été annoncé. Ainsi, au-delà du temps que prendra la crise internationale pour arriver, la situation est déjà singulièrement grave. Des situations limites se produisent dans ce cadre, qui dans certains cas ont à voir avec la vulnérabilité sociale, pour lesquelles le plus grand risque est représenté par l'inflation qui, selon des estimations privées, est 4 fois supérieur aux chiffres officiels. Par conséquent, une augmentation du panier de la ménagère supérieur aux revenus réduirait la distance déjà courte de ces ménages jusqu'au seuil de pauvreté.

Chômage

Quant au marché de travail, entre 2003 et 2007 le chômage a diminué de plus d'un tiers. Au quatrième trimestre 2008 le taux de chômage se situait à 7,3 %³. Peu de personnes perçoivent l'assurance chômage, découragées – entre autres raisons – parce que l'allocation représente à peine 20 % de l'actuel salaire moyen. Bien qu'il n'y ait pas de données officielles mises à jour, on estime que sur 1.200.000 chômeurs déclarés par l'INDEC (Institut National Statistique et Recensements) seulement 125.000 travailleurs licenciés perçoivent l'allocation chômage. Et pour sa part, le sous-emploi s'est réduit aussi de manière significative arrivant à

9,1 %. Dans tous les cas où l'on parle d'augmentations d'emplois, cela ne veut pas dire que l'on parle d'insertions définitives. D'autre part, les inégalités de sexe sur le marché du travail continuent sans changement, des actions positives visant à renverser les situations discriminatoires n'ont pas été mises en place. En effet, il persiste encore un niveau d'informalité très élevé.

Bien que les emplois non déclarés aient diminué – de 47 % au premier trimestre 2003 à 37,8 % au dernier trimestre 2008 – le pourcentage de travailleurs informels est encore extrêmement élevé. Concrètement, les règlements de travail et les politiques publiques qui favorisent le salaire indirect (comme l'augmentation des allocations familiales, les réglementations des assurances sociales, le barème de retraites, etc.) excluent quatre salariés sur dix.

L'accès à l'information

À tout ceci il faut ajouter l'échec de l'Institut National de Statistiques et Recensements (INDEC)⁴ pour produire et diffuser, entre autres graves conséquences, des statistiques fiables pour des questions aussi sensibles que l'emploi, la pauvreté et l'inflation.

Sans aller plus loin, les mesures alternatives qui révèlent, entre autres, que les niveaux d'inflation, de pauvreté et d'indigence sont très supérieurs à ceux annoncés par les statistiques officielles, ont proliféré. Ce panorama complique l'analyse de la réalité

1 Elaboré par Pilar Arcidiácono et Laura Royo, directrice et membre du Programme des Droits Économiques, Sociaux et Culturels.

2 Instituto de Estadísticas y Censos (INDEC). Pourcentage de foyers et personnes sous les lignes de pauvreté et indigence dans les agglomérations urbaines EPH et régions statistiques, depuis mai 2001. Disponible sur : <www.indec.gov.ar/>.

3 "Seguro de desempleo: lo piden pocos y está desactualizado". (Assurance chômage : peu demandé et périmée) *Clarín*, 9 mars 2009. Disponible sur : <www.clarin.com/diario/2009/03/09/elpais/p-01873175.htm>.

4 Or, les problèmes en rapport avec l'information non seulement se concentrent à l'INDEC. Il est important de rappeler ici le problème dont a fait face le Système d'Information, Monitorat et Évaluation de Programmes Sociaux (SIEMPRO, en espagnol), dont son site internet a été suspendu pour un temps prolongé et dont l'actuel ne dispose pas de l'information complète. A cause de cela, il manque aussi d'information pour analyser les politiques sociales étant donné le manque de publicité et mise à jour dans les sites internet officiels.

sociale et le travail de conception de politiques en accord avec cette réalité.

Quelles sont les réponses ?

Dans les grandes lignes on pourrait affirmer que les politiques sociales argentines sont déjà consolidées, depuis la sortie de la crise de 2002, à travers deux grandes lignes : d'une part, celles destinées aux travailleurs salariés formels et, d'autre part, celles destinées aux secteurs non intégrés sur le marché de travail formel, concrètement par des programmes sociaux de transferts de revenus.

La première ligne, la politique de recomposition salariale et d'adoption de mesures destinées à des travailleurs salariés formels a aussi inclus conjointement la révision du régime prévisionnel et des allocations familiales, avec des incitations pour les emplois déclarés, parmi les mesures adoptées. Dans ce cadre il paraîtrait y avoir une confiance croissante sur le marché comme axe intégrateur et espace de canalisation des nécessités individuelles et sociales, auquel s'intègre un dispositif de politiques pour le « en attendant ».

La deuxième ligne consiste en des programmes de transferts de revenus pour des secteurs avec un autre genre de « vulnérabilité ». Dans cet ensemble de politiques, il convient de souligner le Plan Chefs de Famille au Chômage (PJJDH, en espagnol), qui est l'aspect émergent du scénario de crise économique et haut niveau de conflit social qui a marqué les dernières années de la convertibilité en Argentine. Il constitue, principalement, un programme centré sur le paiement d'une aide monétaire (d'environ 40 USD par titulaire) dans le but rhétorique de « garantir le Droit Familial d'Inclusion Sociale » sur la base de l'assistance scolaire des enfants et du contrôle de santé, de l'incorporation de bénéficiaires d'éducation formelle et/ou des activités de qualification de travail qui contribuent à leur future réinsertion au travail et de l'incorporation de bénéficiaires à des projets productifs ou des services communautaires, en tant que « contre-prestation »⁵.

Sans aucun doute, une de ses principales réalisations a été sa portée quantitative dans un bref délai. Entre les principaux destinataires des politiques de transferts de revenus on trouve le PJJDH, qui a commencé en juin 2003 et a atteint 1.992.497 personnes et en novembre 2007 il comptait 795.274 bénéficiaires⁶. Donc, comme on le verra après, on a enregistré une diminution à la

suite de l'option de transfert à d'autres programmes sociaux comme le Programme Familles pour l'Inclusion Sociale (PF), certains ayant obtenu un emploi ou d'autres dont les enfants ont dépassé 19 ans.

Puis, dans des contextes de croissance économique, pour les bénéficiaires du PJJDH considérés « employables » ou en voie de l'être, on a annoncé en mars 2006 la création de l'Assurance de la Formation et de l'Emploi sans que sa mise en oeuvre ait substantiellement avancé (pour mars 2007 seulement 32.000 bénéficiaires avaient adhéré à ce programme).

Pour les « inemployables » (en particulier les femmes avec enfants ou en âge de procréer) on a créé le PF dans l'orbite du Ministère du Développement Social. Selon les données officielles, en août 2007 le programme comptait 504.784 familles bénéficiaires recevant une prestation variable selon la quantité d'enfants ou de mineurs jusqu'à 19 ans à charge ou d'handicapés de tout âge. La quantité de base est de 155 ARS (42 USD) et le chiffre peut arriver à 305 ARS (82 USD) avec 6 mineurs à charge. Les mères de sept enfants et plus peuvent recevoir une allocation de 390 ARS (105 USD).

Dans les grandes lignes ces programmes ne respectent pas les standards en matière de droits de l'homme de manière adéquate. Ponctuellement, ils présentent certaines faiblesses en termes « de contenu minimum » des standards acceptables des droits sociaux et en particulier sur les principes d'égalité, la non discrimination, l'universalité et l'accès à la justice. Par conséquent, au-delà du discours en termes de « droits », leur conception et mise en oeuvre continuent à être élaborées en termes de logique de bénéficiaires.

Toutefois, malgré son ampleur, la diminution du pourcentage de pauvreté et d'indigence entre 2002 et 2007 peut difficilement être attribuée aux programmes mis en place, dont l'apport peut se considérer davantage comme un « soulagement » que comme une stratégie de « dépassement » de la pauvreté. Mais surtout, l'ombre que projette la crise internationale démontrent des aspects de persistance et d'inamovibilité qui se révèlent alarmants. Bien que le nombre de bénéficiaires du PJJDH ait diminué pour diverses raisons depuis la crise de 2001-2002, sa portée résulte encore significative pour un pays qui a bénéficié d'une croissance économique. Il convient aussi de rappeler que l'accès naturel à ces deux programmes est clos et que la seule voie d'admission est judiciaire et pour beaucoup de secteurs l'universalité de la couverture, dans le cadre des critères choisis, n'est qu'une illusion.

Politiques sociales universelles, une nécessité urgente

L'accroissement de l'emploi et des revenus a lieu principalement sur le marché formel. L'État a créé et soutenu les conditions macro-économiques qui ont permis le processus de relance économique, accompagné de quelques politiques et actions destinées à améliorer les revenus des secteurs formels (allocations familiales, salaire minimum, etc.) et par conséquent cette tendance a été renforcée. Dans les grandes lignes, l'accent dans ce processus a été mis principalement sur les travailleurs salariés formels, ceux qui ont amélioré leurs conditions de vie en raison des politiques appliquées pendant les années 90.

La persistance d'un important niveau d'emploi non déclaré et d'un haut niveau de pauvreté et d'indi-

gence diminue l'impact de mesures orientées vers le travailleur salarié formel et augmente les disparités entre les deux secteurs.

Sans aller plus loin, les travailleurs qui se trouvent sur le marché du travail reçoivent une allocation familiale (AAFF) par enfant mais cela est impossible pour les secteurs appartenant à l'économie informelle, pour les travailleurs indépendants (freelance), ceux qui sont au chômage et ne sont pas bénéficiaires de l'assurance chômage (par exemple pour les bénéficiaires de plans sociaux), des femmes de ménage, des migrants, des personnes privées de liberté ou internées pour maladies mentales. Bien qu'il convienne de clarifier que l'objectif des allocations n'était pas de toucher directement les enfants mais la croissance et l'expansion familiale du travailleur salarié formel, il n'y a aucune raison qu'un enfant dont le père ou la mère se trouvent en dehors du marché formel de travail, comme par exemple un travailleur freelance ou un bénéficiaire de programme social, ne puisse pas bénéficier de la politique publique.

Le recensement de population de 2001 a montré que 70 % des enfants étaient exclus. Cette discrimination, d'autre part, est transposée sur les programmes sociaux de transferts de revenus comme le PF : ici, l'enfant d'une mère bénéficiaire reçoit 45 ARS (12 USD), alors que celui dont les parents ont un travail formel peut arriver à percevoir jusqu'à 100 ARS (27 USD) par AAFF.

Le nouveau scénario

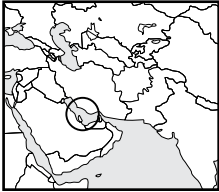
Il est possible que la crise internationale rouvre un espace pour redécouvrir la pauvreté et ouvrir une nouvelle porte de dialogue sur l'universalité. Toutefois, comme signe encourageant, de nombreux projets législatifs se sont présentés qui ont seulement été examinés à un niveau de commission. De même, la province de Buenos Aires, la plus significative du pays en termes d'influence politique et de population, met en oeuvre progressivement une politique de bénéfice universel. Bien que les politiques universelles proposées n'aillent pas résoudre la problématique de pauvreté et d'exclusion, elles peuvent au moins mettre en marche un dispositif de politique sociale en accord avec le contexte socio-économique et les changements sur le marché du travail. Il est indispensable, alors, de prendre en considération les transformations arrivées et de supprimer la continuité de politiques conformes à d'autres contextes, comme celui du plein emploi.

La conclusion est évidente : dans le cadre de la récupération de l'activité économique, les conditions de fonctionnement de l'économie locale (concentration élevée et extrême inégalité) n'ont pas été modifiées substantiellement. Un calendrier de transformation devrait inclure, entre autres, des politiques sociales à vocation universelle, ce qui à la rigueur implique de rouvrir la discussion sur l'universalité et d'assumer que la politique sociale est encore essentielle à la construction de la citoyenneté basée sur le respect et l'approfondissement de droits individuels et sociaux. En même temps, les politiques à vocation universelle tracent une voie pour surmonter effectivement la dynamique d'exclusion des dernières décennies. Pour cela, il est fondamental de pouvoir compter sur une information publique fiable, de qualité et en quantité suffisante pour permettre d'avancer en direction de la durabilité des politiques sociales. ■

5 Décret 565/02.

6 Selon l'information du Ministère du Travail, l'Emploi et la Sécurité Sociale à décembre 2008 le total des récepteurs de programmes d'emploi atteignait 970.000 bénéficiaires. De toute façon, en consacrant une prestation indifférenciée par chaque chef de foyer chômeur, le PJJDH n'a effectué aucune distinction selon la composition du groupe familial. De cette manière, autant plus grande la quantité de membres du foyer, plus faible est l'incidence de la prestation dans des termes de la réalisation des objectifs fixés. D'autre part il n'existe pas de mécanismes administratifs et/ou judiciaires de réclamation prévus dans la réglementation du plan. Malgré de nombreuses actions d'abri par des personnes qui réunissent les conditions établies dans la réglementation, qui ont réclamé leur incorporation au PJJDH et ont remis en question la fermeture de l'inscription, au-delà des sentences favorables, le processus de juridisation n'a pas eu d'impact ni dans la révision de la politique publique, ni dans le domaine du dialogue et l'interaction entre les différents acteurs. À ce sujet, voir Arcidiacono, Piliier et Royo, Laura : "Loi d'une analyse de droits", en *Rapport Social-Watch 2008*.

L'impact de la mondialisation chez le peuple bahreïni



L'économie du Bahreïn s'accroît, ainsi que le revenu par habitant. Cependant, bien qu'il y ait de plus en plus de milliardaires, la classe moyenne se rétrécit et les couches populaires s'appauvrissent. Les affrontements et les tensions entre les groupes appauvris et les forces de l'ordre augmentent. Il faut élaborer d'urgence une stratégie protégeant la société des impacts négatifs de la mondialisation.

Social Watch Bahreïn¹

Depuis toujours le Bahreïn a eu une économie ouverte au commerce, aux investissements et à l'échange de biens. Depuis son indépendance en 1971 le pays est une place financière pour les banques internationales, les institutions financières, les *joint ventures* du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et un carrefour pour le commerce et les biens de consommation. Il fait partie de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et il a éliminé les obstacles au commerce, aux investissements et à la circulation de la main d'œuvre et a signé avec les États-Unis un Traité de Libre Échange (TLE). En tant que membre du CCG le Bahreïn négocie la mise en place d'un TLE et il a été récemment l'hôte d'une conférence de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et du CCG, qui a débattu des perspectives de la signature d'un TLE entre les deux groupes économiques.

Comme dans beaucoup d'autres pays, la mondialisation a influencé Bahreïn de manière positive aussi bien que négative. Le rapport ci-dessous analyse l'impact de la mondialisation sur le bien-être des Bahreïnais à plusieurs points de vue :

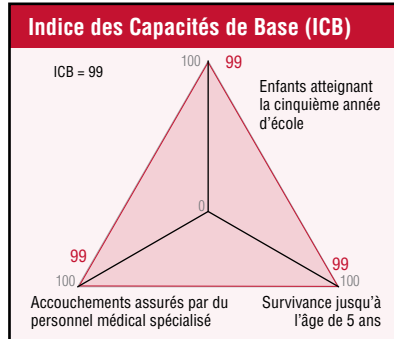
La libéralisation de l'économie

Le Gouvernement a constamment poursuivi l'objectif de libéraliser l'économie, ceci signifiant de moins en moins de participation de l'état dans la gestion économique.

Cela a mené inévitablement l'État à abandonner la prestation de certains services essentiels qu'il offrait auparavant à ses citoyens. Cela a également ouvert le marché à la libre concurrence avec des entreprises nationales et étrangères. D'autre part la réduction des restrictions pour les résidents étrangers leur a permis d'occuper des postes de travail jusque là réservés aux Bahreïnais, comme ceux de conseillers juridiques et d'auditeurs.

La privatisation

Le Gouvernement a fait appel à la privatisation de plusieurs institutions et services publics parmi lesquels l'électricité et le transport public, afin de se



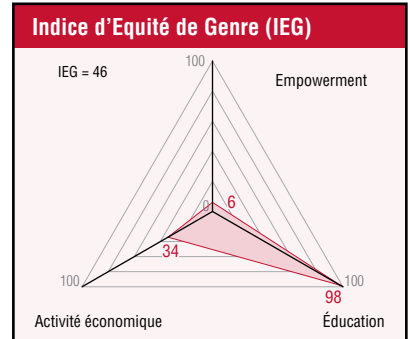
mettre au pas de la mondialisation et d'être à même de pouvoir concurrencer un marché ouvert. Le nombre des secteurs ouverts au contrôle privé comme l'éducation, les soins sanitaires, divers services municipaux, l'administration portuaire et le transport aérien, a d'ailleurs augmenté.

Le logement

Le Gouvernement a progressivement annulé les restrictions qui interdisaient d'acquérir des biens immobiliers aux étrangers résidant à Bahreïn, notamment aux citoyens appartenant au CCG. Cela a entraîné une hausse du prix des terrains et des biens immobiliers dans les quartiers résidentiels. A l'heure actuelle les Bahreïnais sont désavantagés par rapport à d'autres citoyens du CCG, en ce qui concerne le pouvoir d'achat. Ceci a amené une crise considérable du logement : la demande de logements subventionnés par l'état dépasse l'offre ; actuellement il y a une liste d'attente de près de 60.000 demandes. En conséquence, plusieurs familles ont dû emménager chez des parents dans des logements mal équipés pour héberger des locataires trop nombreux.

L'emploi

Les Bahreïnais qui cherchent un poste de travail se trouvent en position de faiblesse pour concurrencer des postes exigeant des compétences et une formation académique spécifiques, à cause de la rareté de contrôles sur le flux de travailleurs étrangers, notamment de la main d'œuvre bon marché. Les travailleurs étrangers sont plus disposés à accepter des bas salaires et des conditions de travail plus dures. Par conséquent, malgré l'augmentation des possibilités d'emploi générée par une économie florissante, le chômage s'accroît parmi les citoyens bahreïnais, surtout parmi les femmes et les person-



nes ayant des formations qui ne s'adaptent pas aux nouveaux emplois (par exemple, les arts libéraux ou la sociologie).

L'inflation

Le taux d'inflation augmente constamment : ces dernières années il a dépassé les 7 % annuel. Il n'y a eu aucune hausse importante des salaires, notamment dans le secteur public. En tenant compte de cette situation, le parlement est convenu de donner un bonus annuel de 50 BHD (133 USD) aux familles bahreïnaises pendant les deux ans à venir. Cependant cette somme n'arrive pas à atténuer l'impact de l'inflation sur la plupart des travailleurs, y compris les résidents étrangers ayant de faibles revenus qui sont dans la même situation, touchant des salaires qui demeurent en total décalage par rapport à l'inflation. Le décalage augmente entre une minorité aux revenus très élevés et la plupart des habitants ayant des revenus très bas. Quelques familles bahreïnaises vivent avec 120 BHD par mois (319 USD). Bien que le gouvernement dénie cette pauvreté relative, elle a été détectée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)².

Le changement du tissu social. L'augmentation permanente du nombre de travailleurs étrangers venant surtout de l'Asie pendant la dernière décennie a augmenté la population étrangère, de 37 % sur la population totale en 2001, à 50 % en 2007. Cela a provoqué une altération du tissu social. Les travailleurs étrangers ont tendance à vivre dans des camps de travail, voisins des communautés locales

¹ La coalition Social Watch Bahreïn est intégrée par Transparence Bahreïn, la Société des Droits Humains de Bahreïn, la Société pour la Renaissance des Femmes Bahreïnaises, la Société des Femmes Awal et la Société des Sociologues.

² Le rapport de développement humain 2007-2008 du PNUD accorde à Bahreïn 0,88 points dans l'indicateur de développement humain, malgré le formidable revenu 20.800 d'USD par habitant.

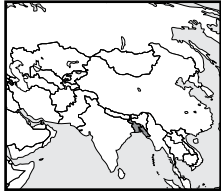
mais isolés de celles-ci, dans les zones abandonnées des villes. En général ils ne s'intègrent pas à la vie publique ni aux activités sociales ni aux ONG. Ils vivent seuls dans la plupart des cas, sans leurs familles, ce qui est perçu comme une déviation des habitudes sociales et a créé des problèmes entre les deux communautés, surtout chez celles qui sont voisines. Il est fréquent que leur niveau de vie inférieur et leur absence de vie sociale créent un milieu propice aux délits, principalement les agressions sexuelles, les cambriolages, les vols et les atteintes physiques. Les conditions précaires de vie, la maltraitance des patrons, comme la rétention des salaires souvent pendant des mois, ont mené beaucoup de travailleurs étrangers au suicide pour endettement et incapacité à effectuer des virements à leurs familles demeurées dans leurs pays d'origine.

Conclusion

Bien que l'économie bahreïne soit florissante et qu'elle ait un taux de croissance élevé et des revenus qui augmentent par habitant, les avantages de la mondialisation ne bénéficient pas à l'ensemble de la population. La quantité de milliardaires augmente, la classe moyenne se rétrécit et les couches populaires s'appauvrissent. Le pays a été témoin de plusieurs affrontements et tensions entre les communautés appauvries et les forces de la sécurité, notamment dans les villages. À cause de cela la Banque Mondiale a descendu Bahreïn de son rang dans le classement de stabilité politique³. D'où l'urgence de la mise en place d'une stratégie protégeant la société des impacts négatifs de la mondialisation. ■

3 Le rapport *Governance Matters 2009: Worldwide Governance Indicators, 1996-2008* de la Banque Mondiale montre que la position de Bahreïn est montée au-dessus de 0,50 seulement en 2003. Elle est constamment descendue jusqu'en 2007 et a légèrement augmenté en 2008 à 0,36. Voir : <info.worldbank.org/governance/wg/pdf>.

Davantage de pauvreté, de vulnérabilité et d'insécurité alimentaire

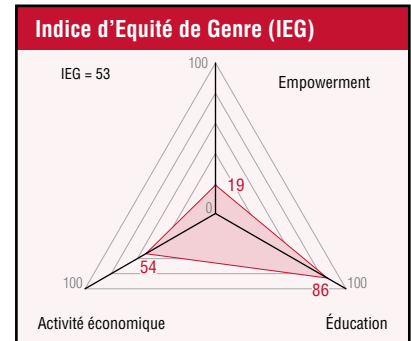
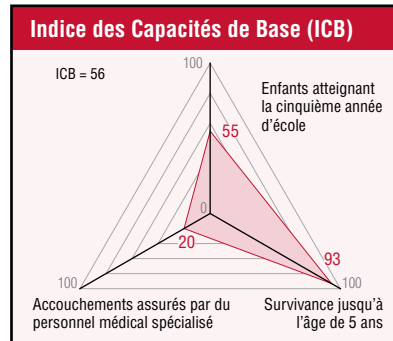


La pauvreté, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire se sont accrues au Bangladesh. La cherté des grains et l'inflation élevée ont encore mené à la pauvreté 1,2 millions de personnes. Les catastrophes naturelles sont plus fréquentes et plus sévères qu'auparavant. Deux inondations consécutives et le cyclone Sidr, ainsi que les prix des aliments dans le monde ont entraîné des problèmes d'approvisionnement alimentaire. Les plus démunis et les ménages gérés par des femmes sont les plus frappés par la hausse des prix des produits de base.

Unnayan Shamannay
 Taifur Rahman
 Arifur Rahman

Depuis son indépendance en 1971 le Bangladesh a mené une stratégie de développement qui s'est concentrée sur l'intérieur du pays, avec un interventionnisme excessif de l'état dans chaque secteur de l'activité économique. Comme il existait une vision de l'agriculture de type socialiste, un système de coopératives agricoles s'est développé avec un gouvernement contrôlant l'obtention et la distribution des semences, des pesticides et de toute sorte d'équipement agricole. Diverses mesures ont été prises telles que des restrictions sur les quantités, des taux très différenciés de tarifs, (de 0 % à 400 %) avec des subventions très importantes et dans le même temps l'instauration d'un taux de change surévalué, afin de protéger les fermes familiales de la concurrence. Des interventions politiques sur le marché intérieur sous la forme de limitations au crédit, accord arbitraire de licences et contrôle des prix ont renforcé cet environnement de restriction.

Ces politiques n'ont donné lieu ni à une augmentation durable de la production, ni à une production efficace ; bien au contraire au cours des années l'écart entre la demande et l'approvisionnement des produits agricoles s'est agrandi. A la recherche



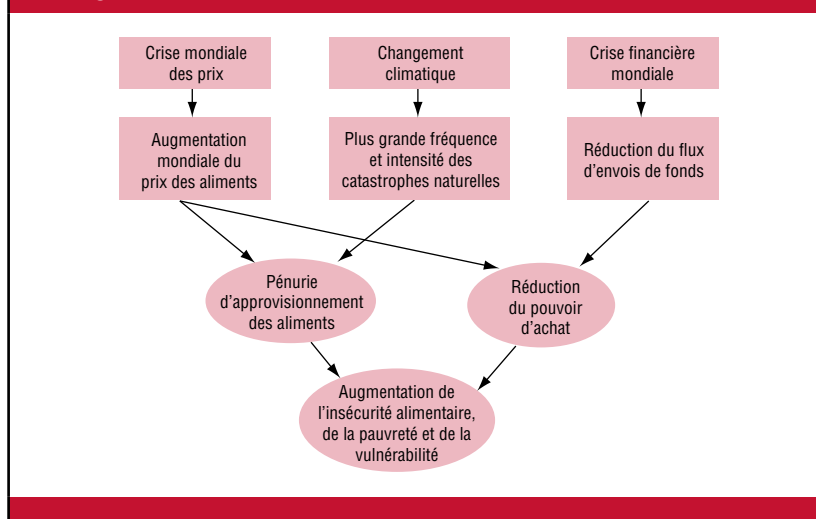
d'une issue pour la crise des années 1980 ce pays a pris un virage politique : il s'est éloigné du dirigisme étatique et a appliqué des mesures plutôt guidées par le marché, qui se sont traduites en politiques sectorielles de soutien à la libéralisation macroéconomique. Les mesures de réforme adoptées ont inclus la rationalisation des tarifs, la libéralisation de l'investissement pour l'irrigation, la privatisation du commerce des engrais, les importations de machines agricoles, la distribution des semences et les systèmes de distribution des aliments, ainsi que la gestion des systèmes de recherche et d'extension agricoles. D'autre part les réformes de l'agriculture ont conduit à une diminution du rôle de l'état, qui s'est fait sentir au moment de la distribution des

biens, de la réduction des subventions, de la libéralisation des marchés par un système d'incitations de prix des cultivateurs, de l'élimination et de la réduction progressive du système public de distribution des grains, de la stabilisation des prix moyennant des politiques d'achat à travers des appels d'offres ouverts et de la libéralisation des importations des grains de par le secteur privé.

Les efforts de libéralisation ne se sont pas limités à l'agriculture. Toute l'économie s'est engagée dans une libéralisation intégrale, en particulier après le début des années 90, représentant l'un des processus d'ouverture les plus rapides du monde. Même si certains se plaignent de cette trop grande rapidité, la Banque Mondiale a remarqué : « Bien que la libéralisation commerciale au Bangladesh se soit passée soudainement, il y a eu des cas d'engagements plus intenses et plus décisifs vers la libéralisation commerciale dans le reste du monde. Le Bangladesh est donc en retard pour la plupart des mesures d'ouverture commerciale. Même après avoir réduit la protection nominale dans le budget de l'année fiscale 2007, le Bangladesh a le niveau le plus élevé de protection commerciale dans la région qui est, à la fois, la plus restrictive du monde entier au niveau commercial »¹.

Malgré la croissante pression pour en arriver à une plus grande libéralisation, il faut également évaluer les résultats des mesures déjà prises dans ce sens. Le peuple a-t-il bénéficié du processus de libéralisation ou les seuls bénéficiaires ont-ils été quelques gigantesques multinationales en croissance ? L'une des principales conséquences de ces réformes intégrales a été le renforcement de la dépendance

TABLEAU 1.



¹ Banque Mondiale. *Bangladesh: Strategy for Sustained Growth*. Bangladesh Development Series, 2007.

des importations, y compris celle des produits agricoles. Par conséquent, bien qu'il s'agisse d'un pays agricole, le Bangladesh a peu à peu perdu le contrôle des prix de beaucoup de produits de base dont les gens ont chaque jour besoin.

L'impact des crises globales

Le diagramme suivant montre l'impact provoqué par les crises mondiales interdépendantes – changement climatique, prix des matières premières et crises économiques et financières – sur la pauvreté et l'insécurité alimentaire au Bangladesh.

Le changement climatique.

Le Bangladesh est en tête sur la liste des pays les plus frappés par les changements climatiques. L'un des plus fréquents auquel le pays doit faire face est la plus grande fréquence et intensité des catastrophes naturelles. Le cyclone Sidr, qui a atteint la côte du Bangladesh en 2007, a été l'une des catastrophes les plus dévastatrices de l'histoire du pays. Il a provoqué une perte énorme en ressources naturelles, et le plus important a été son incidence sur l'une des pénuries d'aliments les plus graves depuis la famine de 1974. Ceci a eu lieu simultanément avec la hausse des prix des aliments et des matières premières dans le monde et une pénurie d'approvisionnement des aliments sans précédents dans le monde entier.

Le cyclone Sidr et son impact sur la sécurité alimentaire ne sont qu'un exemple des nombreux problèmes auxquels le pays doit faire face en raison du changement climatique. Les changements des patrons climatiques et des températures de chaque saison ont un impact négatif sur la production agricole et sur les coûts de la production². D'une part le Bangladesh lutte pour produire les aliments nécessaires, et d'autre part les prix des aliments sont toujours trop élevés en raison de l'augmentation des coûts de la production.

Le changement climatique atteint particulièrement des secteurs pauvres qui à l'heure actuelle sont considérés aussi « les zones chaudes du changement climatique ». Les pauvres et les indigents habitant ces zones écologiquement vulnérables font face à une réalité de plus en plus difficile, en raison des

TABLEAU 2. Taux d'inflation des aliments : 2007-2008

	Taux détaillé d'inflation			
	Sep. 2008 depuis sep. 2007	Déc. 2008 depuis déc. 2007	Jan. 2009 depuis jan. 2008	Fév. 2009 depuis fév. 2008
Taux officiel de l'inflation des aliments	12,07	6,83	6,83	6,15
L'inflation en fonction du panier de la ménagère du seuil de pauvreté (moyenne des 4 villes principales)	18,65	10,32	9,18	8,70
Taux d'inflation des groupes à faibles revenus	--	9,45	8,03	7,72

Source : Shammunay (2009).

patrons climatiques changeants. Par exemple, dans la région nord-ouest du pays la gravité de l'érosion des sols causée par le flux des fleuves a considérablement augmenté, rendant encore plus vulnérable à la pauvreté et à la faim les habitants démunis de la région. De même, dans les bassins versants du nord-ouest, les patrons climatiques d'avancée et de recul de l'eau ont changé et ils ont un impact négatif sur la production des aliments et l'agriculture.

Les prix des aliments.

En dehors de la perte massive de la production nationale en 2007 et 2008 à la suite de deux inondations dévastatrices et du cyclone Sidr, un autre facteur d'incidence sur le prix des aliments a été la hausse mondiale des prix des aliments et des matières premières. Le taux d'inflation des aliments pour les pauvres a été bien plus élevé, puisqu'il a dépassé 20 % fin 2007. La grille numéro 1 présente les taux officiels de l'inflation des aliments, y compris le taux total et le taux estimé pour le panier de la ménagère au niveau du seuil de pauvreté. Il est important de mentionner que malgré d'abondantes récoltes en 2008 et 2009 qui ont augmenté l'approvisionnement en aliments, et que grâce au contrôle minutieux du gouvernement leurs prix soient considérablement descendus, notamment ceux du riz et de l'huile, la grosse difficulté reste toujours leur distribution. Le problème de l'insécurité alimentaire des ménages les plus pauvres, spécialement dans les zones écologiquement vulnérables, n'a pas été résolu. Les coûts élevés de la production ont d'ailleurs réduit

la marge de bénéfice des cultivateurs. Une étude faite par le groupe d'experts appartenant au Centre pour le Dialogue Politique (CDP) qui siège à Dhâka signale que 48,5 % de la population manque d'argent pour acheter des produits alimentaires de base tel que le riz, comparé à 40 % en 2005³. Le rapport du CDP remarque que « en conséquence des prix élevés des grains et du haut niveau de l'inflation générale, quelque 12,1 millions de personnes (8,5 % de la population totale) ont franchi le seuil de pauvreté entre les mois de janvier 2005 et mars 2008 ».

L'inflation.

Depuis fin 2007 le taux d'inflation, qui avait été pratiquement inexistant pendant la décennie précédente, est parvenu à deux chiffres et a atteint 11,21 % en novembre, d'après le Bureau des Statistiques du Bangladesh. L'inflation est retombée de manière disproportionnée sur les secteurs les plus pauvres de la société. Des études montrent que les ménages les plus démunis et ceux dirigés par des femmes ont été les plus frappés par la hausse des prix des biens essentiels⁴.

L'augmentation probable de l'extrême pauvreté, de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire est le résultat concret de tout ce qui vient d'être présenté ci-dessus. On craint que le taux de l'extrême pauvreté puisse avoir augmenté en termes réels, aggravé par la permanente insécurité alimentaire, surtout dans les zones de pauvreté et vulnérabilité extrêmes. ■

2 Parlement Européen (2008). "Climate Change impacts and Responses in Bangladesh". Voir : <www.europarl.europa.eu/activities/committees/studies/download.do?file=19195>.

3 Voir : <www.ids.a.in/publications/stratcomments/AnandKumar300708.htm>.

4 UNICEF (2009). "A Matter of Magnitude. The Impact of the Economic Crisis on Women and Children in South Asia". Voir : <www.unicef.org/rosa/Complete_Matter_of_Magnitude.pdf>.

Les coûts élevés du sauvetage bancaire



Suite à l'effondrement des actions des banques et des entreprises leaders du pays, le gouvernement a lancé un plan de sauvetage bancaire et de garantie des dépôts. Malgré tout, la crise continue de faire augmenter le taux de chômage, alors que le coût du sauvetage bancaire se fait sentir par la montée radicale de l'endettement public, et se répercutera durement sur les prestations de la sécurité sociale.

CNCD - 11.11.11
Arnaud Zacharie
Gaspard Denis

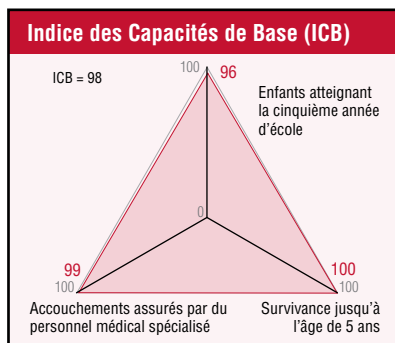
En 2008 deux des plus grandes banques belges, Fortis et Dexia, ont commencé à avoir de graves problèmes, la crise financière ayant frappé d'autres banques. Les actions de Fortis et Dexia, ainsi que celles de la plupart des entreprises belges se sont effondrées. Quelle a été la réaction du gouvernement ? Il a lancé un plan de sauvetage bancaire et de garantie des dépôts. Malgré tout, le coût de l'effondrement financier a été très sévère, non seulement à cause du renflouement de fonds par l'État, mais aussi du niveau très élevé de l'endettement public atteint alors que le pays cherchait à le réduire depuis quinze ans environ.

Pour recapitaliser le secteur bancaire, l'État a dépensé près de 20 milliards d'EUR (29,7 milliards d'USD). À cette somme il faut ajouter les 25 milliards d'EUR (37,2 milliards d'USD) fournis par l'État sous forme de garanties ; ainsi, le chiffre total des aides publiques aux banques atteindrait 45 milliards d'EUR environ (66,9 milliards d'USD). Outre l'endettement, ce sauvetage a provoqué des problèmes budgétaires, une croissance du chômage et des incertitudes quant à la capacité de l'État à maintenir le financement de son modèle social.

Le coût du sauvetage

Les opérations de sauvetage menées par le Gouvernement fédéral et les Entités fédérées ont conduit aussi bien à la nationalisation de Fortis Banque, qu'à la recapitalisation de Dexia Banque, du groupe KBC et de la compagnie d'assurance Ethias. Dans un délai de trois mois, les pouvoirs publics sont réapparus dans le secteur bancaire belge, après presque vingt ans d'absence. Néanmoins, les conditions requises pour les plans de recapitalisation des institutions financières ont été, en grande partie, faibles et peu transparentes. C'est ainsi que les mesures de sauvetage se sont très bien adaptées au vieil adage libéral : « socialisation des pertes, privatisation des profits ».

Concernant la banque franco-belge-luxembourgeoise Dexia, son capital a été augmenté de 3 milliards d'EUR (4,4 milliards d'USD) par les autorités nationales belges (État Fédéral et Entités Fédérées). À son tour, la France a fourni une somme équivalente (2 milliards d'EUR [2,9 milliards d'USD] à travers la Caisse des Dépôts et Consignations, et 1 milliard d'EUR [1,4 milliard d'USD] à travers l'État), ce qui lui

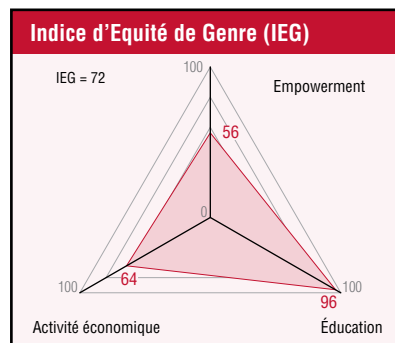


a permis d'augmenter sa participation de 11,5 % à près de 28 % du capital de la banque et d'atteindre, par conséquent, une minorité détenant une capacité de blocage au sein du groupe bancaire. Pour sa part, la banque KBC a bénéficié jusqu'à présent de trois plans de sauvetage successifs. En premier lieu, en octobre 2008, l'État fédéral est intervenu avec une dotation de 3,5 milliards d'EUR (5,2 milliards d'USD). Puis, en janvier 2009, la Région flamande a déboursé 2 milliards d'EUR (2,9 milliards d'USD). Finalement en mai dernier, elle a encore émis des obligations d'État pour un montant de 2 milliards d'EUR (2,9 milliards d'USD) afin de financer le groupe KBC. En tout, ce groupe a reçu jusqu'à présent près de 7,5 milliards d'EUR (11,1 milliards d'USD) des contribuables belges.

En ce qui concerne le sauvetage du groupe belgo-néerlandais Fortis, l'État belge a atteint une participation au capital de 99,93 % en octobre 2008, soit une somme totale de 9,4 milliards d'EUR (14 milliards d'USD). Cependant, dès le début il a exprimé sa volonté de vendre 75 % de la banque au groupe français BNP Paribas. Les actionnaires de Fortis Holding se sont alors opposés au démantèlement de leur groupe en obligeant, à deux reprises, le gouvernement et la BNP à réviser leur contrat de cession de Fortis Banque. La troisième version a été finalement votée par les actionnaires lors de deux assemblées générales ayant eu lieu le 28 et 29 avril 2009 à Gand (Belgique) et à Utrecht (Pays-Bas). En somme, l'État belge a échangé 11,6 % du capital du groupe bancaire français contre le transfert de Fortis Banque à BNP Paribas.

L'envolée de la dette publique

Lorsque la Belgique s'est déclarée en faveur de la monnaie unique européenne au début des années 1990, un problème majeur se posait : le poids de la



dette publique. Alors que les critères de Maastricht exigeaient que la dette d'un état membre soit inférieure à 60 % du PIB, la dette publique belge avait dépassé le seuil de 130 % en 1993 et 1994.

Suite à cela, un plan d'austérité a été mis en œuvre avec des résultats pénibles pour le niveau des dépenses publiques ; il a pourtant permis de réduire petit à petit la dette du pays, qui a diminué à 84 % du PIB en 2007.

À l'heure actuelle, du fait du coût des plans de sauvetage bancaire et de l'impact de la crise financière des finances publiques, le taux d'endettement a connu une flambée atteignant 89,7 % en 2008, tandis que la Banque Nationale de Belgique envisage qu'il arrivera à 103 % en 2010, soit une dette de plus de 30.000 EUR (44.636 USD) par habitant. Le déficit public a sans doute suivi la même courbe : de 1,2 % du PIB en 2008, on attend qu'il grimpe jusqu'à 5,5 % en 2009.

Sécurité sociale et chômage

En raison du déficit public, le financement de la sécurité sociale a été aussi affecté. En 2009 il a enregistré un déficit de 2,4 milliards d'EUR (3,6 milliards d'USD) provoqué par la chute des recouvrements des cotisations sociales et de la TVA. Le gouvernement prévoit une augmentation du déficit de la sécurité sociale de 5,3 milliards d'EUR (7,8 milliards) en 2010.

Finalement, le chômage ne cesse d'augmenter à cause de la récession économique. En juin 2009, 443.574 personnes étaient au chômage, ce qui équivaut à 43.433 nouveaux chômeurs pour une période d'un an.

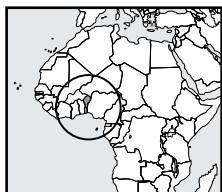
Le Conseil Supérieur de l'Emploi, qui dépend du Ministère de l'Emploi et de l'Égalité des Chances, a publié en juin 2009 le rapport « Évolution récente

et perspectives du marché du travail »¹, consacré à l'analyse de la crise économique globale et de ses conséquences vis-à-vis de l'emploi.

Selon le document, l'activité a reculé de 1,7 % pendant le premier trimestre 2009 par rapport à la même période de 2008. Après une croissance nulle de l'emploi lors du quatrième trimestre 2008, près de 10.000 postes de travail ont disparu au cours du premier trimestre 2009. Les heures travaillées en emplois temporaires ont continué de baisser après le deuxième trimestre 2008. Cette tendance s'est accentuée en avril avec une chute de 28 % en comparaison avec l'année précédente. La Banque Nationale de Belgique prévoit la disparition de 36.000 postes de travail en 2009 plus encore 80.000 en 2010. Compte tenu de la croissance continue de la population active, le nombre de demandeurs d'emploi augmenterait à 68.000 en 2009 et à 111.000 en 2010. Le taux de chômage passerait donc de 7 % en 2008 à 9,2 % en 2010. ■

1 Voir : <www.emploi.belgique.be/defaultNews.aspx?id=23984>.

La société civile à l'avant-garde



La crise, aux origines multiples, a eu différentes répercussions sur la productivité et sur l'économie béninoise, augmentant la vulnérabilité de la population principalement la plus pauvre. La société civile a agi en tant que partenaire en liaison avec le gouvernement pour la mise en place de mesures de lutte contre la crise, tout en favorisant entre autres, la révolution verte, l'alimentation scolaire indiscriminée, l'investissement dans la recherche, dans le secteur agricole et sur le changement climatique, ainsi que dans le transfert de technologie.

Social Watch Bénin

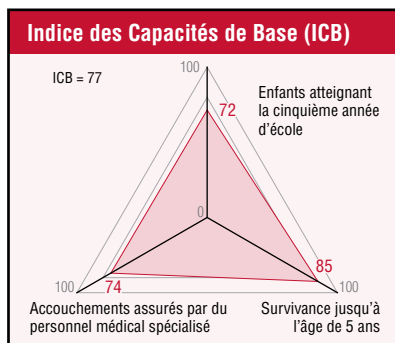
La crise, aux origines multiples, a eu différents types de répercussions sur la productivité et l'économie béninoises, augmentant la vulnérabilité des villages et des hameaux, surtout pour les plus pauvres. Les marges de manœuvre se sont déjà réduites et les ressources pour le financement des petites et moyennes entreprises, l'aide publique au développement et les flux d'investissements étrangers directs pourraient également se réduire.

Le président Yayi Boni, banquier de son métier, a exprimé son indignation quand le président sortant des États-Unis, George Bush, a cherché à atténuer la crise financière américaine en mettant à la disposition des grandes banques en faillite de son pays 710 milliards d'USD, une mesure imitée par l'Europe, qui dans le même but a injecté plus de 1,3 billions d'EUR (1,7 trillions d'USD). Boni s'est demandé d'où Bush pouvait obtenir cet argent et il a déclaré qu'en fin de compte ce seraient les pays pauvres qui allaient finir par payer le prix de la crise. Il a appelé à une meilleure gouvernance mondiale et à une réforme des Nations Unies comprenant deux sièges pour l'Afrique au Conseil de Sécurité¹.

Crise financière et alimentaire

Au Bénin, le panier de la ménagère est hors de portée de la population, le transport des denrées alimentaires provenant des zones rurales vers les villes est devenu rare et le coût des matériaux pour la construction a augmenté. Un certain nombre de projets de construction ont été arrêtés, y compris des travaux publics. L'État a dû faire usage de son pouvoir pour acquérir les matériaux de construction et continuer les chantiers les plus importants, au détriment de ceux des populations rurales, principalement les plus pauvres. Ces populations-là ont été obligées d'épuiser leurs ressources économiques et elles ne peuvent plus investir dans l'éducation et les soins de santé de leurs familles.

La hausse du prix du pétrole, le développement des agro-carburants et la spéculation internationale ont mené le monde entier et surtout l'Afrique, à une crise sans précédent en 2008. Le Bénin s'est vu frappé par une hausse généralisée du prix des produits de base. Celui du maïs par exemple, le produit le plus consommé, a grimpé à 220 %. La crise actuelle se



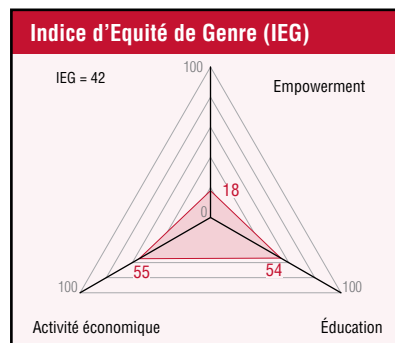
fait sentir encore davantage en raison de l'ajustement des prix et de la rareté des produits locaux. La basse productivité agricole et la demande croissante ont débouché sur une surenchère des produits alimentaires locaux entravant l'arrivée de vivres dans les foyers, principalement les plus vulnérables.

Les mesures de l'État

De même qu'en 2008, le Gouvernement a réagi par des détaxes fiscales et en créant des réserves alimentaires à travers le Bureau National pour la Sécurité Alimentaire, d'un stock bouchon (stock temporaire, utilisé comme une marge de réserve). Ces mesures-là ont permis d'atténuer en partie les effets de la crise en 2008, bien qu'elles aient surtout enrichi les commerçants qui ont continué à vendre cher et qui ont obtenu d'importants bénéfices payés finalement par les consommateurs et par l'État.

Le Gouvernement a aussi supprimé la TVA et a subventionné certains produits alimentaires (le riz, le lait et le sucre par exemple de 25 %). Le contrôle des prix a été instauré, ainsi qu'une campagne de sensibilisation sur tout le territoire national. Le Bureau National pour la Sécurité Alimentaire a choisi des commerces-témoin dans 77 municipalités du pays, et un Comité de gestion du coût de la vie a été créé, décentralisé en Comités départementaux et communaux. Le pays a été favorisé en plus par d'importantes subventions pour les céréales (riz et maïs) et pour le sucre provenant de la Lybie et des pays du Golfe.

Malgré ces mesures-là, les consommateurs les plus pauvres et les plus vulnérables ont toujours du mal à avoir accès aux aliments, sans vraiment voir les bénéfices des subventions. Les Comités mentionnés fonctionnent très peu en raison du peu de fonds disponibles pourtant promis par l'État au moment de



leur création. Pour le long terme, deux programmes ont été préparés et appliqués : le Programme Urgent de Soutien à la Sécurité Alimentaire, avec un coût total d'environ 128 millions d'USD et le Programme de Diversification Agricole pour la Valorisation des Vallées qui compte environ sur 20,5 millions d'USD.

Le rôle de la société civile

Les campagnes d'interpellation du Gouvernement par rapport au coût de la vie ont été organisées à travers les organisations de la société civile. Les associations des consommateurs ont accompagné l'État pour une supervision stratégique permanente de l'évolution des prix et ont aidé à élaborer des propositions, au moyen de leur participation dans les travaux des comités de gestion du coût de la vie, la publication de communiqués de presse et l'organisation de conférences de presse.

La crise énergétique

La hausse du prix du pétrole a fait que les populations, habituées à l'utilisation du carburant « kpayo » (frelaté) en aient augmenté la consommation. La fréquentation des stations officielles de produits dérivés du pétrole est rare, ayant pour conséquence une réduction des revenus de l'État.

D'autre part, en 2002 les résultats du recensement général de population et de logement (RGPH-3) ont mis en évidence que seul un peu plus d'un foyer sur 5 (22,4 %) a accès à un service public d'électricité. L'éclairage à pétrole prévaut donc dans 77 % des foyers. Tout semble indiquer que le Bénin n'a tiré aucune leçon de la crise précédente. Après avoir laissé passer un an en attente d'une solution venant de l'étranger – en particulier l'interconnexion entre la Transmission Company of Nigeria et la Communauté Électrique du Bénin – le pays s'est enfin engagé à

1 Voir : <www.togocity.com/article.php3?id_article=3138>.

acheter des turbines à gaz, un engagement qui ne s'est pas encore transformé en réalité.

Pendant ce temps, les activités de la population en général sont paralysées, surtout celles des industries et des micro-entreprises, provoquant la hausse du prix du ciment, l'interruption de la distribution d'eau potable, les pannes fréquentes des appareils (électroménagers, informatiques, etc.) dans les villages, l'impossibilité pour les entrepreneurs de tenir leurs engagements face aux institutions financières et la réduction de la performance dans les administrations publiques et privées.

Pendant longtemps, l'État a subventionné le prix du pétrole, jusqu'à ce qu'il se soit déclaré « désarmé » par le poids de cette subvention sur le budget. Après la chute du prix du pétrole, l'État a renoncé à ses recettes, vendant au prix coûtant afin de décourager la vente informelle du kpayo, car ce carburant est nuisible pour les populations.

Après les engagements de la Communauté Économique des États de l'Afrique Occidentale (CEDEAO), lors des sommets de décembre 2001 et de janvier 2002, pour instaurer un système d'échange d'énergie électrique répondant à la demande croissante de la région, les états membres ont créé le Projet d'Interconnexion Électrique 330kV Ghana-Togo-Bénin. Ce projet exige un énorme investissement financier. Il a été conçu pour favoriser la commercialisation de l'électricité, améliorer son approvisionnement, aider à réduire les coûts de production et combler le déficit dans les centrales hydroélectriques pendant les périodes de sécheresse.

D'autre part, dans le cadre de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté Croissante (SCRCP), le Gouvernement a entamé des réformes dans le secteur de l'électricité qui devraient à long terme, accroître l'efficacité de sa gestion pour permettre une distribution satisfaisante en qualité et en quantité. Il a aussi concédé des avantages fiscaux aux opérateurs privés pour les encourager à se doter d'unités de production de la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE).

Crise climatique

La crise climatique se manifeste au Bénin par une plus large variation des pluies, une réduction de la pluviosité par rapport à la moyenne annuelle (réduction prévue de 15 % jusqu'en 2025) dans le nord ouest du pays, une plus fréquente récurrence de phénomènes extrêmes comme de fortes pluies et des orages, une réduction de la saison des pluies, du retard et de l'irrégularité pour le début des pluies, une augmentation à long terme de la température moyenne (+1 à +2 jusqu'à la fin du XXI^e siècle). Tout cela retombe sur l'agriculture, les ressources aquifères, les écosystèmes lacustres du Bas-Bénin, le littoral, les parcs et les réserves naturelles du pays. Les trois quarts de la ville de Grand-Popo sont déjà couverts par la mer. La capitale Cotonou, à l'est du port, est en pleine érosion. Pour 2035-2050, des scénarios sont prévus où l'érosion atteindra 40 cm.

Des impacts sur la biodiversité sont également prévisibles : une diminution sensible des précipitations au nord du huitième parallèle modifiera

sensiblement le rythme des échanges de nappes (réduction de 20 à 40 %) et la surexploitation des réserves d'eau du plateau de Calavi augmentera l'intrusion saline.

Les projections prévoient que pour 2025, 52 % des Béninois vivront dans les villes (37 % actuellement). Il est nécessaire, dès maintenant, de revoir les moyens de transport urbain et la consommation d'énergie afin de diminuer leur effet polluant. D'autre part, le changement climatique aura une retombée directe sur la production rurale. On prévoit que la production du riz se réduira de 25 % et celle du niébé de 15 %, alors que l'igname, aliment de base au Bénin central, augmenterait de 4 % pour 2050. Avec ce scénario, entre 50 et 60 % des populations du Bénin méridional seraient soumises à l'insécurité alimentaire alors que dans la zone centrale du pays le pourcentage se situerait entre 25,9 et 33 %.

Pour ce qui est des stratégies, en vue d'une adaptation au changement climatique de l'exploitation durable des bassins versants du Nord Ouest, le Gouvernement avec le soutien de la Coopération Technique Allemande, a entamé le projet-pilote du ProCGRN. Les axes d'intervention de ce projet sont les suivants :

- Sensibilisation des groupes cibles aux changements climatiques, aux effets sur leurs conditions de vie et sur les mesures d'adaptation.
- Gestion intégrale des bassins versants pour une réduction de l'érosion et pour une meilleure infiltration de l'eau.
- Amélioration de la disponibilité d'eau potable et de ressources hydriques pour l'agriculture.
- Diffusion des résultats obtenus.

Le Bénin a d'autre part élaboré son Programme d'Action Nationale pour l'Adaptation au changement climatique (PANA). Lors de la mise en place des activités prévues dans le programme, le pays a reçu une aide de 3,1 milliards d'USD du Fonds pour l'Environnement Mondial. Dans le cadre de la 15^{ème} réunion du groupe d'experts des Pays les Moins Avancés (PMA) de mars 2009, les participants ont discuté du changement climatique et ont cherché à garantir le succès de l'application des mesures prioritaires, immédiates et urgentes établies dans les PANA sur le sujet. En décembre 2008, il s'est alors avéré que 39 PMA sur 48 avaient fini la préparation de leur PANA mais qu'à ce moment-là, seul le Boutan avait commencé à mettre en place sa première mesure d'adaptation. Cela montre la difficulté et la complexité qui existe pour appliquer les mesures prioritaires d'adaptation. D'après le Ministre béninois de l'Environnement et de Protection de la Nature, Justin Adanmayi, l'un des points critiques pour l'application du PANA c'est l'accès aux ressources du fonds PMA, la mobilisation des financements complémentaires nécessaires et surtout la contrepartie nationale pour garantir la réalisation *in situ* des activités d'adaptation.

La société civile a fait des campagnes de sensibilisation dans différents villages sur la dégradation des formations de mangroves qui réduisent considérablement la productivité des lacs et menacent leurs écosystèmes.

Recommandations

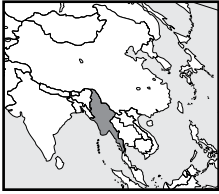
Crise alimentaire

- Faire face, à court terme, aux besoins alimentaires urgents pour prévenir la malnutrition.
- Mettre en oeuvre la révolution verte au Bénin afin de doubler les performances agricoles, renforcer la croissance économique et combattre la faim.
- Appliquer des programmes d'alimentation scolaire au niveau national, au moyen de produits alimentaires de production locale et essayer de couvrir les besoins en oligoéléments par des programmes nationaux de nutrition.
- Investir davantage dans la recherche agricole, principalement pour les cultures et l'élevage intensif, les techniques de production agricole durable, le contrôle de l'eau, et aussi les retombées prévisibles du changement climatique.
- Promouvoir la production, la transformation et la consommation d'aliments locaux à forte valeur nutritionnelle.
- Encourager les populations défavorisées à devenir économiquement actives à travers les AGR [sigle en français : Activités Génératrices de Revenus] et le développement de micro-financements.

Crise climatique

- Renforcer les compétences des protagonistes et des responsables au niveau national, départemental et communal.
- Intégrer la problématique du changement climatique aux stratégies et aux plans d'action à différents niveaux.
- Intégrer le sujet du changement climatique aux programmes d'études de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.
- Soutenir les ONG, véritables instruments de liaison entre les structures gouvernementales et les communautés de base.
- Entamer des recherches profondes sur des sujets de transfert de technologie et de mise en valeur des connaissances locales, en vue de l'adaptation aux effets nuisibles du changement climatique. ■

Plusieurs crises sans réponse



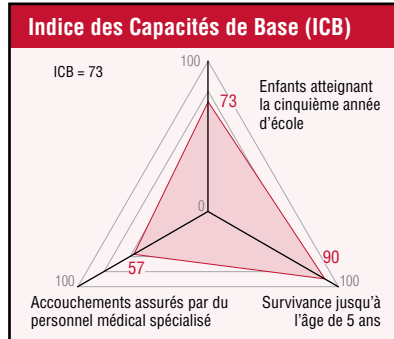
Gouvernée par une Junte Militaire, la population birmane vit en état de crise perpétuelle, qu'elle soit économique, politique, alimentaire ou environnementale. Superposées, ces crises ont créé une situation d'extrême pauvreté, de manque de droits élémentaires et de conditions sociales chaque fois dégradées. Les organisations populaires que peut former une partie de la société à l'avenir ont très peu de développement et sont interdites ou persécutées par le Gouvernement. Les droits sont réservés pour l'élite militaire et pour ses alliés tandis que les citoyens les plus vulnérables subissent la crise et les catastrophes de manière disproportionnée.

Burma Lawyers' Council

Le résultat de 47 ans de politiques erronées, d'oppression et de corruption, le Conseil de Développement et de Paix de l'État (CDPE), les crises mondiales actuelles qui affectent les marchés financiers, la disponibilité de biens de base et l'environnement ont frappé les birmans plus rapidement et plus durement que d'autres populations autour du monde.

Fin 2006, avec un revenu annuel per capita de près de 300 USD, le coût des biens alimentaires de base a augmenté entre 30 % et 40 % ce qui représente une forte menace pour ceux qui dépendent 70 % de leurs revenus en aliments¹. En août 2007, le Gouvernement a réduit les subventions pour les carburants, entraînant l'augmentation du prix de l'essence. Beaucoup de gens ne pouvaient même pas aller travailler. Comme le prix des biens de base a augmenté quatre ou cinq fois, cela a provoqué dans tout le pays des actions de revendication pacifiques sous le leadership des moines bouddhistes et de quelques membres de la société civile birmane. La réponse du Gouvernement a été de prendre des mesures extrêmes et brutales, tirant sur les foules désarmées et saccageant les monastères pendant la nuit. Environ 2.000 civils sont devenus des prisonniers politiques². Ceux qui ont participé à ces actions-là, ont reçu des condamnations à de longues années de prison.

Plus tard, en mai 2008, le Gouvernement n'a pas averti la population de l'arrivée imminente du cyclone Nargis, qui a frappé le Delta de l'Irrawaddy avec une force dévastatrice. Environ 140.000 personnes sont mortes et le désastre en a affecté directement au moins 3,4 millions. Le Gouvernement a empêché l'entrée des travailleurs humanitaires dans les régions les plus endommagées et a fermé les camps installés pour les citoyens déplacés, les obligeant à rentrer dans les zones affectées par l'inondation, sans nourriture, sans eau, sans abri et sans assis-



tance médicale³. Le CDPE a aussi réemballé les colis d'aide étrangère pour faire croire que l'aide venait du Gouvernement. Amnesty International a exprimé sa préoccupation pour le fait que le Gouvernement ait utilisé la souffrance des citoyens après le cyclone pour renforcer son contrôle et pour élargir la portée de ses programmes de travail obligatoire, au sein d'une population manquant de ressources pour satisfaire ses besoins les plus élémentaires⁴.

A la même époque, le Gouvernement a convoqué un referendum, très critiqué, sur la nouvelle constitution, profitant du déplacement des victimes du cyclone. Plusieurs d'entre elles n'ont pas pu voter le 10 mai (le jour prévu du vote) ni par la suite lors du vote supplémentaire qui a eu lieu le 24 mai, sous prétexte de donner la possibilité de s'exprimer aux citoyens qui avaient dû se déplacer. Suivant les informations, des fonctionnaires du Gouvernement ont échangé des colis de l'aide étrangère contre des bulletins de votes et du travail⁵. Les crises mondiales actuelles, financière, environnementale et alimentaire, ont aggravé les pénuries que subissaient déjà les birmans. Pourtant, face à cette situation extrême, le CDPE n'a pas montré son intention de changer sa politique ou son système de gouvernement.

La crise financière

Pendant longtemps, la Birmanie a subi des crises financières internes. La hausse des prix des biens de base, y compris les aliments et le carburant, a entraîné des actions de revendication généralisées car les gens ne pouvaient plus payer ces biens-là et parce que l'augmentation des prix a entraîné la perte d'emplois. D'autre part, la crise du crédit a affecté indirectement les travailleurs en raison de la réduction de l'investissement dans des industries domestiques. Le marché du crédit n'existe pratiquement plus pour les consommateurs ou pour les petits commerçants. En réalité, le développement d'une économie de marché libre est un mythe dans le pays et le droit de développer des industries est une chasse gardée de la Junte gouvernante, de leurs familles et de leurs alliés⁶.

La mauvaise utilisation que fait le CDPE des fonds nationaux pour augmenter les dépenses militaires produit en plus de sérieuses conséquences pour les plus pauvres et pour les délaissés. Le Gouvernement a été incapable de porter secours aux citoyens après le cyclone sans une aide étrangère significative, mais il dépense presque la moitié de son budget pour les militaires.

La crise financière mondiale a empiré la réalité économique du pays. Les industries de la pêche, l'industrie minière, de l'habillement, des aliments et de la publicité par exemple en ont subi les conséquences⁷. Les birmans qui habitent à l'étranger ont eux aussi des problèmes économiques et ne peuvent donc pas envoyer autant d'argent qu'auparavant à leurs familles. Dans les pays développés, la demande de biens fabriqués dans les usines où travaillent des immigrants birmans a diminué et donc également la disponibilité de postes de travail pour des travailleurs immigrants. Les abus des employeurs qui essayent de maximiser leur marge de revenus⁸ ont par contre augmenté.

* Il n'y a pas des données disponibles pour l'IEG.

1 Head, J. "The Hardship that Sparked Burma's Unrest". *BBC News*, 2 octobre 2007. Disponible sur : <news.bbc.co.uk/1/hi/world/asia-pacific/7023548.stm>.

2 Head, J. "Burma Leaders Double Fuel Prices". *BBC News*, 15 août 2007. Disponible sur : <news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/6947251.stm>. Voir aussi : Assistance Association for Political Prisoners. *Crackdown in Burma Continues*, 31 janvier 2008. Disponible sur : <www.aappb.org/release100.html>.

3 Tun, A. H. "Myanmar Cyclone Toll Rises to 138,000 Dead, Missing". *Reuters*, 24 juin 2008. Disponible sur : <uk.reuters.com/article/featuredCrisis/idUKBKK15852620080624?>.

4 Amnesty International. "Myanmar Briefing : Human Right Concerns a Month after Cyclone Nargis". 2 juin 2008. Disponible sur : <www.amnesty.org/en/library/asset/ASA16/013/2008/en/85931049-32e5-11dd-863f-e9cd398f74da/asa160132008eng.pdf>.

5 Yeni et Min Lwin. "Massive Cheating Reported from Polling Stations". *The Irrawaddy*, 10 mai 2008. Disponible sur : <www.irrawaddy.org/article.php?art_id=11923>.

6 Pepper, D. "In Burma, Business Ventures Start with Military". *SFGate*, 13 novembre 2008. Disponible sur : <www.sfgate.com/cgi-bin/article.cgi?f=/c/a/2008/11/12/MNNU12SBS8.DTL>.

7 Voir par exemple : Mizzima, "Burmese Fishery Export Hit Hard", 27 novembre 2008; "China Slowdown Hits Burmese Mining", 28 janvier 2009; "Ad Industry in Burma in Doldrums", 14 février 2009; "Rangoon Factories Begin Cutting Jobs", 5 février 2009. Disponible sur : <www.mizzima.com/news/global-financial-crisis-a-burma.html>.

8 Entretiens avec les travailleurs des usines dans Mae Sot, Thaïlande, tenus par le personnel du Burma Lawyers' Council en juin 2008.

La crise environnementale

Alors que la dégradation environnementale augmente, le CDPE met en vente les droits sur les ressources nationales minérales et biologiques. Les pays voisins de la Birmanie, avec l'acquiescement du Gouvernement, exploitent les ressources naturelles du pays sans faire attention aux conséquences environnementales et culturelles. Actuellement, dans l'état de Kachin, les industriels du bois chinois abattent les arbres sans tenir compte des impacts à court ou à long terme, sans employer de travailleurs birmans et sans apporter une quelconque relance à l'économie locale⁹. Le CDPE a vendu de la même manière et pendant longtemps les droits sur les riches réserves minérales de Birmanie, y compris l'or et les pierres précieuses, sans aucune supervision des effets sur l'environnement.

Pendant les deux dernières décennies, la Birmanie a eu l'un des taux les plus hauts de déboisement, avec une perte de près de 20 % de ses forêts¹⁰, et cela malgré les avertissements concernant les dommages environnementaux généralisés lorsque le développement ne tient pas compte de l'interdépendance de l'écosystème¹¹. Actuellement, des corporations et les gouvernements de la Chine, de l'Inde et de Thaïlande conçoivent et construisent de grands barrages sur les principaux fleuves birmans, ce qui menace la biodiversité du pays¹². Les bénéfices financiers vont directement dans l'escarcelle des chefs militaires, alors que la population subit les dommages.

La crise alimentaire

La crise alimentaire mondiale a affecté directement la Birmanie, alors que la population a subi pendant des décennies une crise alimentaire localisée, domestique, avec une réduction significative de la dose journalière de protéines¹³. Bien que la Birmanie soit techniquement un pays avec de « l'excédent alimentaire » car elle produit plus d'aliments qu'elle n'en consomme, les plans inadéquats de distribution ont mis la population en situation de malnutrition profonde (32 % des enfants en insuffisance pondérale¹⁴). La plupart de la population court le risque de subir le manque d'aliments quand les catastrophes naturelles et les incidents environnementaux sont

mal gérés ; les conséquences du cyclone Nagis en sont un exemple. Dans l'état de Chin, une invasion de rats a mis 100 000 personnes en état de risque d'inanition et pourtant, face à une telle situation, le Gouvernement n'a fourni absolument aucune aide¹⁵.

Crise de l'éducation

Le financement de l'éducation, en pourcentage du PIB comme en chiffres absolus, occupe le rang le plus bas au niveau mondial avec un simple 1,2 % du PIB¹⁶. Au niveau national, seul à peu près un tiers des étudiants qui commencent l'école primaire ou secondaire termine ses études¹⁷.

Crise politique

Au-dessus de tous les autres facteurs il y a le système politique démembré. Le CDPE et ses dictateurs précédents se sont refusés à permettre une vraie transition vers la démocratie, malgré le déclin aigu du pays depuis que les militaires ont pris le pouvoir. Les « Sept Pas vers la Démocratie » du régime sont vus en général comme un chemin de sept pas vers le retranchement militaire permanent. La nouvelle constitution renforce, parmi d'autres questions, le contrôle illimité des militaires sur les opérations du Gouvernement, ne garantit pas une justice indépendante et manque de protection significative des droits humains¹⁸. Plusieurs groupes politiques importants comme la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), le Nouveau Parti de l'État de Mon, le Front Démocratique National de Mon et l'Organisation pour l'Indépendance de Kachin, n'ont pas voulu participer au référendum constitutionnel. Plusieurs groupes d'opposition clés, avec le leadership de la LND, prévoient de boycotter les prochaines élections de 2010.

D'autre part, une crise potentielle commence à se préparer entre le CDPE et l'Armée Unie de l'État de Wa (AUEW), qui contrôle une partie de l'état de Shan. Bien que les groupes se soient mis d'accord pour un cessez-le-feu en 1989, l'AUEW a refusé l'ordre de rendre les armes et s'est transformée en milice contrôlée par le Gouvernement. L'AUEW a fait imprimer des documents officiels comme « Gouvernement de l'État de Wa, Région Autonome Spéciale, Union de Myanmar » et a déclaré qu'elle ne rendra pas les armes et ne participera pas aux élections de 2010 à moins que ce statut-là ne lui soit accordé¹⁹.

Le CDPE continue à arrêter et à emprisonner quiconque ose critiquer la politique du gouvernement, un évident indicateur de son manque de volonté pour permettre des changements significatifs dans le domaine politique. L'année dernière, ils ont prolongé l'assignation à résidence de Daw Aung Suu San Kyi, Prix Nobel et leader élue démocratiquement. Le comédien comique et chroniqueur social Zaganar a été condamné à 45 ans de prison pour avoir critiqué la réponse du Gouvernement lors du passage du cyclone Nargis. Actuellement il y a environ 2.100 prisonniers politiques²⁰.

La société civile soupçonnée

Pendant les crises, les organisations de la société civile sont cruciales pour apporter de l'aide et une voix alternative qui contribue à résoudre les problèmes nationaux les plus urgents. En Birmanie pourtant, ces organisations sont très peu développées et sont interdites ou poursuivies par le CDPE. Les groupes importants qui ont l'autorisation d'exister servent uniquement de soutien aux militaires. La Brigade Auxiliaire des Pompiers, par exemple, sert surtout de force anti-émeutes. De leur côté, les groupes de femmes avec l'approbation du gouvernement favorisent la politique gouvernementale au lieu de discuter pour savoir comment la changer. Il existe quelques organisations communautaires mais elles doivent recevoir l'autorisation du Gouvernement pour entreprendre une quelconque activité²¹. En plus, si l'on considère qu'un membre de ces organisations a commis un acte « illégal », ce qui bien des fois signifie tout simplement qu'il s'est opposé au Gouvernement, il est souvent puni²².

Conclusion

Sous le Gouvernement de la Junte Militaire, la population birmane vit en crise permanente, qu'elle soit économique, politique ou environnementale. Pendant les dernières années, les crises se sont nourries les unes les autres, pérennisant ainsi *statu quo* pernicieux. Pour y répondre, le Gouvernement accroît les mesures de force, arrête les individus et se refuse à fournir un réseau de protection aux citoyens. Cela a créé un pays avec des droits réservés seulement aux élites militaires et à leurs alliés alors que les citoyens les plus vulnérables se voient frappés de manière disproportionnée par la crise et les catastrophes. ■

9 Kachin News Group. "China Resumes Importing Timber from Northern Burma". *Kachin News*, 17 décembre 2008. Disponible sur : <www.kachinnews.com/index.php?option=com_content&view=article&id=678:china-resumes-importing-timber-from-northern-burma&catid=1:latest-news&Itemid=50>.

10 Mongobay.com (s/f). "Myanmar : Environmental Profile". Disponible sur : <rainforests.mongobay.com/20myanmar.htm>.

11 Curtis, G. "Christian Aid Warns of Burma Environmental Damage". *Christian Today*, 15 mai 2007. Disponible sur : <www.christiantoday.com/article/christian_aid_warns_of_burma_environmental_damage/107>.

12 Pichai, U. "Environmentalists Demand Halt to USD 35 billion Burma Dams". *Mizzima*, 16 mars 2009. Disponible sur : <www.mizzima.com/news/inside-burma/1844-environmentalists-demand-halt-to-us-35-billion-burma-dams.html>.

13 Suu Kyi, A.S. "Breakfast Blues". Dans *Letters from Burma*. 1998, pp. 27-30.

14 WFP (s/f). "Myanmar". World Food Programme (WFP). Disponible sur : <www.wfp.org/countries/Myanmar>.

15 Carroll, B. "Rampaging Rats Bring Starvation to Burma". *BBC News*, 26 septembre 2008. Disponible sur : <news.bbc.co.uk/2/hi/asia-pacific/7633986.stm>.

16 CIA (2009). World Factbook, *Burma*. Disponible sur : <www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bm.html>.

17 *Asian Tribune* "Child Education in Burma". *Asian Tribune*, 3 septembre 2003. Disponible sur : <www.asiantribune.com/oldsite/show_article.php?id=850>.

18 Voir : Htoo, A.U. "Analysis of the SPDC's Constitution from the Perspective of Human Rights". *Legal Issues on Burma Journal*, N° 30, 2008; et deux autres publications du Burma Lawyers' Council. "2010 Elections: No Hope for Human Rights". *Legal Issues on Burma Journal*, N° 30, 2008, et "Statement on the Failure of the 2008 SPDC Constitution to Protect Judicial Independence". 4 décembre 2008.

19 Weng, L. "UWSP Proposes Autonomous Wa Region". *The Irrawaddy*, 5 janvier 2009. Disponible sur : <www.irrawaddy.org/highlight.php?part_id=14874>.

20 France 24. "Online Mobilization for Political Prisoners in Burma". Disponible sur : <www.france24.com/en/20090319-web-mobilisation-political-prisoners-burma-egypt-activist-rio-wireless-brazil>.

21 Ni Aung, M.A. "Creating Space in Myanmar/Burma". En Zarni (ed.) *Active Citizens Under Political Wraps : Experiences from Myanmar/Burma and Vietnam*. Chaing Mai: Heinrich Boll Foundation. 2006.

22 Lorch, J. "Civil Society Actors and Their Room for Maneuver in Myanmar/Burma". Dans Zarni (2006), *ibid*.

Le moment de la vérité



Le pays a vu passer un cycle de croissance globale mais a été incapable d'en tirer profit pour établir son propre rythme de développement. Maintenant que la crise globale s'aggrave, l'économie bolivienne a ressenti à peine les effets de cette croissance et la regarde déjà s'éloigner. Ces tendances indiquent le faible effet de distribution des processus économiques récents. En Bolivie, d'autre part, la réaction de l'entrepreneuriat face à la crise consiste à encourager les négociations inégales, dont les effets retomberont sur les épaules des travailleurs, réduisant ainsi les avantages et les salaires et augmentant les licenciements.

CEDLA
MM. Javier Gómez et Gustavo Luna¹

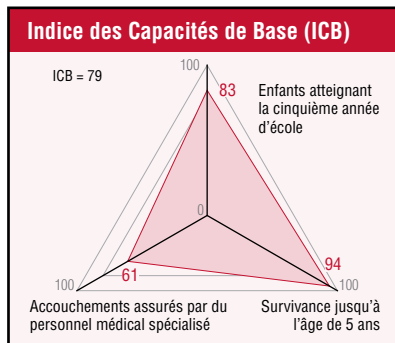
Le premier résultat de la crise économique a été d'en finir avec le mythe de la capacité du système capitaliste à développer des processus soutenus pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs et de leurs familles. Cette situation, qui se manifeste à présent d'une façon plus concrète dans les pays les plus riches du monde (l'épicentre du dernier tremblement de terre financier) a été plus tenace dans les pays les moins développés, dans la périphérie du monde.

La Bolivie constitue un témoignage irréfutable de l'incapacité du capitalisme, de par sa nature même et sa structure, antérieure à cette dernière manifestation de la crise du capitalisme. En ce sens, l'insertion précoce de la Bolivie sur le marché global comme fournisseur de matières premières n'a pu être modifiée pendant presque 200 ans de vie républicaine, la liant de façon permanente à la vulnérabilité structurelle. Par conséquent, le pays ne profite pas des cycles économiques expansifs de manière adéquate, alors que les « épisodes » critiques ne font qu'exacerber cette vulnérabilité face aux chocs externes.

La crise

De nos jours, la crise économique globale ne constitue pas un « grave épisode » supplémentaire causé par l'absence de réglementation des marchés financiers ; il s'agit d'une crise systémique de la totalité du capitalisme, faisant ressortir toutes les contradictions internes des secteurs de production (énergétique, alimentaire, écologique, social et culturel), concernant la surproduction, la tendance structurelle à la baisse des taux de bénéfices et la dépression générale de la consommation, et provenant du besoin d'obtenir toujours plus de bénéfices par une plus grande exploitation de la force de travail. Avec cette toile de fond, « l'irrationalité » de mise autour de la spéculation financière, véritable porte de sortie du capitalisme monopolistique visant à produire des bénéfices extraordinaires en faisant circuler le capital, dans un contexte global de durcissement de la libéralisation du marché financier, devient plus facile à comprendre.

1 M. Javier Gómez est économiste et directeur exécutif du CEDLA. M. Gustavo Luna est communicateur et coordinateur général du CEDLA.

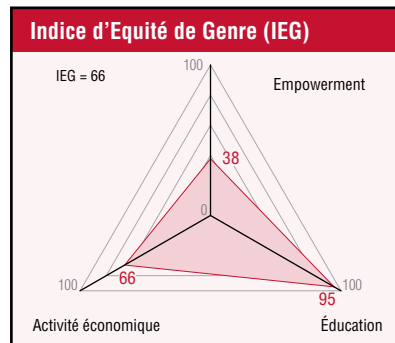


Il s'agit d'une crise grave, qui s'est installée pour longtemps. Elle a déjà montré la fragilité terrible des économies sous-développées, constituant un exemple du caractère inhérent au développement capitaliste, c'est-à-dire, des économies qui concentrent fortement les bénéfices, entraînant des inégalités entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci.

En Bolivie, cette caractéristique se manifeste par le faible développement de sa base industrielle, par une forte concentration de la richesse et une par une énorme majorité de familles vouées à vivre dans la précarité. Par contre, un fort secteur primaire destiné à l'exportation a été développé, avec la collaboration importante de capitaux transnationaux qui ont connu un boom pendant les sept dernières années, notamment pour l'exportation de gaz et de minéraux.

Derrière le mirage

Lorsque l'économie globale s'est relevée après la « crise asiatique » en 1999, le commerce s'est rapidement étendu et la demande de matières premières a augmenté. L'économie bolivienne s'est accrue pendant les quatre dernières années (2005-2008) à un rythme moyen de 5 % environ. Cette situation répond à l'augmentation de la valeur de ses exportations en raison des prix extraordinaires des matières premières (notamment des minéraux et des hydrocarbures) L'administration du Président Evo Morales considère que sa politique économique post-néolibérale a été prospère. Cependant, des pays tels que le Pérou, ayant une politique économique fidèle au néolibéralisme, montraient des tendances plus importantes pour la croissance de leurs produits et de leurs exportations. En fait, l'essor économique cachait plusieurs faiblesses structurelles.



La performance de certains indicateurs sociaux n'a pas accompagné celle des indicateurs macroéconomiques. Par exemple, la réduction de la pauvreté dans la région a été vite neutralisée par la hausse des prix des aliments, se répercutant sévèrement sur les revenus déjà faibles des familles pauvres qui destinent la plupart de leurs revenus à la nourriture.

Avec cette réalité un autre mirage est apparu : les envois de fonds générés par les travailleurs et travailleuses émigrantes, ont atteint des volumes très importants en Bolivie en 2007 et 2008 (ils ont dépassé le milliard d'USD, un peu plus de 6 % du PIB)². Cela a contribué à l'augmentation de la consommation des foyers et a relancé la croissance de secteurs tels que la construction et les services³.

Néanmoins, la durabilité des envois de fonds depuis l'étranger a toujours été très faible, et cette fragilité est devenue plus évidente lorsque les pays de l'Union Européenne ont mis en place des « politiques de rapatriement » début 2008, avant le début de la crise. Ce processus s'est fortement accéléré à partir de septembre de cette année-là, lorsque la crise a frappé la construction, la manufacture et les services personnels, grands secteurs d'embauche de ces travailleurs.

2 Banque Centrale de Bolivie. Mémoire 2008. Cet organisme officiel informe que, en 2008, les envois de fonds depuis l'étranger aux familles ont atteint 1,09 milliard d'USD, montrant une croissance de 7,5 % par rapport à 2007. Ce chiffre représente 6,4 % du PIB. Page 87.

3 D'après l'INE (Institut National de Statistiques), en 2007 l'incidence des dépenses de consommation finale des familles représentait 2,98 % du PIB, atteignant 3,91 % en 2008. Ce chiffre est supérieur à celui atteint pendant la précédente décennie (1998).

Le retour des travailleurs émigrants constitue une pression supplémentaire pour le marché de travail bolivien, qui est déjà dévasté par le sous-emploi. De même, ce retour creusera davantage la dépression des salaires en raison de la suroffre de la force de travail, de l'augmentation du taux de chômage débridé et de l'aggravation des conditions de travail.

Les revenus : le talon d'Achille

Le revenu des Boliviens par habitant a augmenté de 34,3 % entre 2002 et 2007⁴ ; par conséquent, du point de vue des coopérateurs internationaux, la Bolivie est devenu un pays à revenus moyens (il s'agissait d'un pays à faibles revenus). Néanmoins, l'inégalité permanente dans la distribution des revenus a empêché la plupart de la population de bénéficiaire du progrès, comme l'indique les salaires et le taux de l'emploi, entre autres indicateurs.

En raison d'une forte inégalité de la distribution des richesses, la pauvreté continue à affecter 60 % de la population, et la pauvreté extrême a également augmenté de 36,7 % à 37,7 % pendant la période 2005-2007. Dans les zones rurales, où les niveaux de pauvreté sont extrêmes, l'Indice Gini non seulement est très élevé, mais il a subi une hausse de 0,62 à 0,64⁵.

Ces tendances montrent le faible effet de distribution des processus économiques récents. Encore une fois, les effets de la théorie du ruissellement concernant la croissance économique ont mis en évidence son esprit fallacieux. Faute de politiques gouvernementales efficaces favorisant l'amélioration de l'accès aux ressources productives, et permettant qu'une majorité puisse bénéficier de la prospérité économique, il s'avère nécessaire de soutenir la génération d'emploi qualifié, les salaires dignes, l'accès aux ressources de production et à d'autres revenus dérivés du travail.

Ainsi, la relation entre l'expansion du produit et l'emploi indique que, durant la période comprise entre 2001 et 2004, pendant laquelle une croissance moyenne modérée de 3,1 % a été constatée, le taux d'emploi a enregistré une augmentation similaire et une productivité nulle, montrant ainsi que cette expansion s'est produite au détriment de la qualité. En zone urbaine une tendance identique a été constatée. Durant la période 2004-2007, la production a augmenté de manière accélérée, à un rythme annuel moyen de 4,5 %. En outre, le taux d'emploi s'est élevé à 3,9 % annuel, mais situé en-dessous du rythme d'expansion du produit (4,5 %), avec un bénéfice de 0,7 % pour la productivité. Cela signifie que, même si

des emplois ont été créés, ils restent ciblés sur ceux de moindre qualité. Cette tendance est la même dans les zones urbaines et rurales.

2008: de nouveau l'essor du secteur minier

D'après l'Institut National de Statistiques (INE), au cours de l'année 2008 le PIB de la Bolivie a enregistré une augmentation extraordinaire de 6,15 %. Une pareille croissance n'avait pas été enregistrée depuis 1976, lorsque le taux avait atteint à l'époque 6,1 %. La croissance de la demande et des prix internationaux ont entraîné l'augmentation exceptionnelle du PIB du secteur minier, qui est passé de 9,98 % en 2007 à 56,26 % en 2008, au-dessus des autres activités économiques du pays, ces dernières ayant augmenté de 4,33 % en moyenne ; son incidence est passée de 0,41 % à 2,41 %, et la participation au PIB a augmenté de 5,81 % à 8,55 %⁶.

Ce boom du secteur minier n'est pas dû à un ensemble d'entreprises constituant un secteur solide et se faisant naturellement concurrence pour exporter davantage. Au contraire, il est dû aux agissements d'une seule entreprise à capital transnational. Le Projet Minier « San Cristóbal » (PMSC) est le seul responsable de cette croissance : Le PMSC a représenté 40,7 % de la valeur de production des minéraux du pays. C'est ainsi que le taux de croissance du PIB sans le PMSC aurait à peine atteint 5,13 % ; cela signifie que sans ce projet, la Bolivie n'aurait pas battu le record de l'année 1976. En dehors de la concentration, un autre problème est la faible proportion des recettes fiscales provenant de ce secteur qui restent dans le pays : en 2008, sur la valeur totale de la production minière, représentant 2.011 millions d'USD, seulement 94,14 millions d'USD – à peine 4,64 % du total – sont restés dans les caisses fiscales⁷.

Les plus affectés par la crise et la chute des prix des minéraux ne sont pas précisément les entreprises telles que le PMSC, mais le petit secteur minier coopératif qui embauche la plupart du personnel et qui exploite sans contrôle les veines et les gisements en employant des méthodes archaïques d'organisation du travail, et en perpétuant des cercles vicieux de précarité et de salaires réduits.

Conclusion

Le moment de vérité est arrivé. Un cycle d'essor global s'est écoulé et la Bolivie n'a été qu'un simple spectateur, faisant preuve d'inertie, et ne sachant pas tirer profit de l'opportunité pour se mettre au rythme de cet essor en puisant dans ses propres ressources. Ceci, au sein du capitalisme régnant, ne semble être qu'une chimère, car les cycles de croissance ne reproduisent que l'ordre en vigueur, avec des intégrations très inégales. Alors que la crise

globale commence à écrire la pire partie de sa récente histoire, l'économie bolivienne s'est à peine rendue compte qu'une période d'essor a bien existé. Et maintenant elle la regarde s'éloigner.

Cependant, face à l'avènement des conséquences de la crise globale dans ce pays, la réaction de l'entrepreneuriat au regard de la chute de ses bénéfices extraordinaires se traduit en favorisant des négociations peu équitables, dont le but se centre sur la réduction des bénéfices et des salaires des travailleurs, conjointement avec l'augmentation des licenciements. Tandis que les entreprises font tout pour placer le poids de la crise sur le dos des travailleurs, elles investissent la même énergie pour que les honoraires, les primes et d'autres mécanismes de profit du patronat augmentent ou restent intouchables.

Pour la plupart des travailleurs saisonniers et des « auto-employés » il ne reste plus qu'à attendre que le Gouvernement crée une nouvelle allocation qui les aidera à pallier d'une façon ou d'une autre leurs besoins de base. ■

4 Mme. Escóbar, Silvia. *Chômage, conditions du travail et revenus*. Mimeo. CEDLA, 2009.

5 *Ibid.* À titre comparatif, en 2006 l'Indice Gini en Argentine était de 0,519, au Chili 0,517 et seulement le Brésil avec un indice de 0,593 surpassait celui estimé pour la Bolivie. Ces pays ont tous des revenus moyens, d'après l'indicateur du revenu par habitant.

6 M. Guachalla, Osvaldo. "La Bolivie: le Produit Interne Brut a augmenté de 6,15 %" Mimeo. CEDLA. Mai 2009.

7 *Ibid.*

En train de nager en plein tsunami ?



Le Brésil a dû payer le prix de son « intégration » à l'économie globale. Les investisseurs et les spéculateurs étrangers étant partis, le marché des valeurs s'est effondré et la monnaie a subi une forte dévaluation. Bien que la réponse du Gouvernement ait été un peu timide, il est encore possible que le Brésil puisse surmonter la crise. En même temps, l'économie globale se trouve face à une opportunité unique de promouvoir des stratégies de croissance durables du point de vue de l'environnement, ainsi que de nouvelles normes pour que les systèmes financiers travaillent au profit du développement et de la redistribution des revenus et de la richesse.

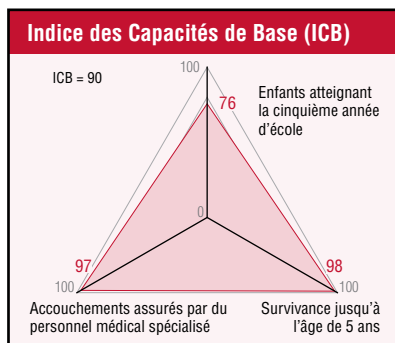
Social Watch Brésil
Fernando J. Cardim de Carvalho¹

De nombreux observateurs ont considéré que le niveau de contagion assez faible des économies émergentes face à la panique financière qui a démarré aux États-Unis en 2007, était un signal qui montrait que ces pays pourraient réussir à « déconnecter » leur avenir de celui des pays développés. Il était prévisible que le Brésil se trouverait parmi les pays les plus chanceux, c'est-à-dire, ceux qui pourraient éviter d'être engloutis par l'onde de choc de la crise financière, conserver un certain niveau de prospérité et freiner le chômage en redirigeant les activités productives vers les marchés internes.

La croissance puissante de l'économie brésilienne tout au long des trois premiers trimestres de l'année 2008 semblait justifier un tel point de vue. Certes, elle n'a pas augmenté au « rythme de la Chine », mais elle a été suffisamment rapide aussi bien pour augmenter les taux d'emploi que pour permettre à un nombre croissant de travailleurs de passer du secteur informel au secteur formel, mieux rémunéré et plus sûr. La consommation dans les foyers a entraîné une croissance générale, nourrie par la croissance du salaire réel (notamment du salaire minimum) et de l'emploi, ainsi que par les politiques sociales qui ont renforcé le pouvoir d'achat des groupes sociaux aux revenus moindres.

Le Gouvernement Fédéral, avec le président Lula à sa tête, a lancé une campagne gouvernementale intensive pour consolider le moral des entrepreneurs et des consommateurs, s'assurant ainsi de conserver un niveau élevé de la demande, et pour encourager les entreprises de continuer à produire et à augmenter leurs investissements. Le Président a fréquemment rappelé à la population que son Plan d'Accélération de la Croissance (PAC) agirait comme un levier pour soutenir le niveau de la demande, essayant ainsi d'éviter la crainte des consommateurs face au chômage, et la capacité oisive des entreprises.

La stratégie avait paru avoir réussi jusqu'à ce que soudainement, au dernier trimestre 2008, le PBI chute de 3,6% par rapport au trimestre précédent. Bien que tous les secteurs de l'économie aient éprouvé une réduction, le secteur industriel a été de loin le plus touché et a diminué de plus de 7%. Les investissements, qui montraient jusque là une croissance



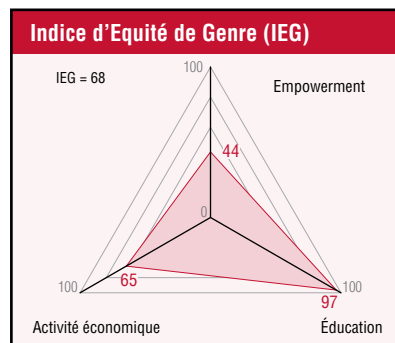
soutenue et prometteuse, se sont réduits de presque 10%. Ni les consommateurs ni les investisseurs n'ont pu maintenir les niveaux de consommation précédents, et par conséquent c'est toute l'économie qui s'est vue réduite de manière significative.

La réaction timide du Gouvernement

La version brésilienne de la crise internationale a des racines précises. Le système bancaire local n'a pas été exposé aux investissements spéculatifs qui ont ruiné les systèmes financiers des États-Unis, de l'Europe et de certaines régions d'Asie. En raison des taux élevés d'intérêt payés sur la dette publique interne, les banques qui opéraient au Brésil ont préféré investir dans ce genre de valeurs, au lieu de tenter leur chance avec les « innovations financières » créées aux États-Unis. Cependant, le pays n'a pas pu éviter les conséquences de son « intégration » à l'économie globale.

Au cours de ces dernières années, l'économie brésilienne avait reçu une grande quantité de capitaux étrangers, soit en investissements directs, soit sous la forme de capitaux en portefeuilles spéculatifs. La Bourse de Sao Paulo a grimpé de façon vertigineuse et un grand nombre de valeurs de la dette publique ont été placées sur le marché. Lorsque la crise a éclaté aux États-Unis et peu après en Europe Occidentale, plusieurs investisseurs et spéculateurs ont récupéré leurs fonds, souvent pour couvrir des pertes dans les lieux d'origine. En conséquence, non seulement la bourse brésilienne s'est effondrée, mais ce fut également le cas de la monnaie nationale – le « real » – qui a subi un processus de dévaluation inattendu et rapide.

Les conséquences n'ont pas été aussi catastrophiques qu'elles ne l'avaient été au cours des crises précédentes, en bonne mesure parce que les désordres causés n'ont pas provoqué la fuite de capitaux des résidents. En fait, les spéculateurs financiers locaux



n'avaient aucune raison de faire sortir leurs capitaux du pays, étant donné que le Gouvernement payait encore les taux d'intérêt les plus élevés du monde. D'autre part, il n'existait pas de place financière sûre vers laquelle ils pouvaient se tourner. En outre, le Brésil conserve toujours une quantité relativement importante de réserves internationales. De cette façon, bien que les investisseurs étrangers n'ont pas eu, en règle générale, d'autre recours que de se retirer, les investisseurs brésiliens ont préféré rester. Par conséquent, les problèmes avec la balance des paiements n'ont pas été aussi sérieux ou paralysants qu'ils ne l'avaient été peu de temps avant.

Cependant, les désordres à la Bourse locale et la dévaluation inattendue du « real » ont suffi pour induire les banques locales à restreindre les crédits accordés aux entreprises et aux consommateurs, malgré quelques tentatives timides de la Banque Centrale pour leur procurer une liquidité supplémentaire. Les restrictions du crédit ont immédiatement entraîné des difficultés dans des secteurs tels que celui des biens de consommation durables, notamment le secteur automobile, dont la demande repose en bonne mesure sur la disponibilité du crédit. Dans l'industrie automobile, des stratégies telles que les congés collectifs ont été menées pour réduire temporairement la production, mais elles n'ont pas suffi pour éviter la transmission de la chute de la demande à d'autres industries. Les menaces conjointes de la capacité oisive et du chômage ont fini par briser le moral des consommateurs et des entreprises. Face à leur capacité oisive, les entreprises ont cessé leurs plans d'investissement, aggravant la répercussion de la chute initiale de la demande. Enfin, seul le Gouvernement a continué à augmenter les dépenses au cours du dernier trimestre de l'année 2008.

Contrairement à l'année précédente, l'année 2009 a démarré avec des perspectives beaucoup plus réduites. Les enquêtes d'opinion montrent que la peur

¹ Professeur d'Économie à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro et consultant à l'Institut Brésilien d'Analyse Sociale et Économique (Ibase).

du chômage reste le principal souci de la population, déplaçant la violence urbaine et la sécurité publique. En particulier, le fait de voir avec clarté que, malgré le discours énergique adopté par le Président début 2008, les politiques contre-cycliques ont été beaucoup moins vigoureuses et beaucoup moins efficaces qu'elles n'auraient dû l'être, demeure un autre souci important. Il est bien connu que, lorsque le Président Lula a assumé son mandat, il a pris des mesures pour rassurer les marchés financiers, tout en conservant l'indépendance *de facto* de la Banque Centrale, gérée majoritairement par des fonctionnaires d'institutions financières privées. Il n'est pas étonnant d'apprendre que la politique monétaire a été très mal gérée pendant la crise par des autorités monétaires se situant tellement plus à droite que toute autre Banque Centrale dans le monde, qu'elle en arrive à gêner les banques privées de par son incapacité à contribuer au redressement économique.

Certes, la vacillante politique de dépenses du Gouvernement constitue un plus grand motif d'étonnement. Les discours du Président appelant à prendre des mesures énergiques semblent être tombés « dans l'oreille d'un sourd » au sein de son groupe ministériel. Le Gouvernement a persisté avec le PAC, élaboré à une époque de normalité et qui s'avère de toute évidence insuffisant au regard de la lutte contre une récession qui sera peut-être encore prolongée et plus profonde qu'elle ne semblait l'être au début. Cependant, le PAC lui-même a été établi de façon incertaine et timide. Les obstacles bureaucratiques retardent la mise en exécution des plans et, par conséquent, les dépenses publiques sont moins importantes et plus lentes que prévu. Le manque de décision des autorités dirigeant l'équipe économique du Gouvernement montre un inquiétant manque de compréhension des dommages qu'une crise comme celle-ci peut causer dans un pays en voie de développement tel que le Brésil.

Cependant, vu que l'économie brésilienne poursuivait sa chute au cours du premier trimestre 2009, des politiques plus énergiques ont été mises en place, quoique celles-ci restent très éloignées de celles à mettre en place pour pallier les vagues de restriction arrivant de l'étranger. Les banques nationales ont augmenté l'offre de crédit avec des taux d'intérêt plus faibles. Le transfert des revenus vers les pauvres par le biais du programme de subventions familiales a préservé le niveau de consommation dans les secteurs les plus défavorisés. L'amélioration générale des attentes, après une réaction considérée exagérée au cours du dernier trimestre 2008, a entraîné à présent une certaine reprise, quoique encore vacillante et timide. En y regardant de près, tout semble signaler la même direction : une légère reprise qui, en soi et vu le contexte international, représente toujours un soulagement.

De nos jours, un des plus grands risques auxquels un pays peut s'exposer est celui de confondre l'incapacité d'agir avec la prudence financière et fiscale. En craignant d'augmenter les dépenses, les gouvernements peuvent se résigner à observer de quelle façon la demande privée chute et de quelle façon, par conséquent, la production et l'emploi chutent également. Dans une telle situation, les revenus fiscaux se réduisent, et parallèlement les dépenses de la sécurité sociale augmentent. Donc, le déficit fiscal s'accroît, justement en raison de l'inaction des gouvernements, qui n'ont pas eu assez

LA MENACE POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Francisco Menezes¹

Suite au programme Famine Zéro et à l'affermissement de quelques politiques gouvernementales, le Brésil est devenu un leader mondial reconnu pour sa lutte contre la famine. Cependant, la crise alimentaire et la crise financière ont eu des répercussions significatives sur la sécurité alimentaire du pays.

Au cours de la seconde moitié de l'année 2007, les prix des aliments ont commencé à augmenter, inversant la tendance à la baisse des années précédentes et mettant en danger les réussites obtenues. Les groupes sociaux les plus vulnérables sont ceux qui reçoivent les coups les plus durs lorsque le prix des aliments monte, étant donné que ceux-ci constituent la portion la plus importante de leurs budgets. Préoccupé par cette situation, le Gouvernement a augmenté de 8 % les bénéficiaires distribués au moyen de la *Bolsa Família* (un programme de revenu minimum garanti). Un nombre plus large de familles ont été aussi incorporées au programme et des mesures ont été prises en vue de stimuler la production des aliments par le biais des incitations fiscales et des garanties pour les producteurs ruraux.

A cours de la seconde moitié de l'an 2008, le prix des aliments s'est nivelé, voire réduit, suivant la tendance des biens de consommation sur les marchés globaux. Cependant, de nouvelles menaces pour la sécurité alimentaire sont apparues, suite à la réduction des revenus des populations les plus pauvres, à l'augmentation du chômage et à la diminution probable du salaire réel. Le budget pour la sécurité alimentaire est, certes, un indicateur pertinent de la direction à atteindre concernant les fonds qui seront libérés cette année et le projet budgétaire de 2010. ■

¹ Spécialiste en sécurité alimentaire et co-directeur de Ibase.

d'audace pour agir contre la réduction de l'économie. Il est paradoxal qu'en essayant de se montrer prudents, les pays se placent dans une situation fiscale pire encore de ce qu'elle serait si leurs gouvernements avaient agi avec décision pour soutenir la demande, en augmentant ainsi les recettes publiques. Soit dit en passant, c'est justement ce que le président Obama essaie de parvenir à faire aux États-Unis. C'est aussi ce que Dominique Strauss-Kahn, Directeur du Fonds Monétaire International (FMI)² a défendu à plusieurs reprises depuis 2007.

Recomposer l'économie globale

La crise financière internationale actuelle représente l'altération la plus sérieuse que l'économie globale ait affrontée depuis la Grande Dépression des années 1930. Sa durée même montre le danger qu'elle représente ; les indices de récupération sont imperceptibles. La situation s'aggrave probablement dans le court terme, entraînant l'augmentation du chômage et les altérations sociales que le phénomène produit partout. Le Brésil peut encore réduire de tels risques si le gouvernement fait face au défi.

Cependant, il faut signaler que ce genre de crise transforme toujours, sur une plus ou moins grande échelle, la manière dont l'économie et la société fonctionnent. Ainsi, même si la détérioration économique doit être arrêtée à court terme, la préparation pour l'avenir est très importante, voire essentielle. La Grande Dépression a entraîné l'épanouissement d'un état de bien-être social et la généralisation de l'intervention publique dans l'économie, tous deux combattus avec férocité par la révolution néolibérale de la fin du XX^{ème} siècle.

A présent, une nouvelle opportunité se présente pour recomposer la voie de l'économie globale. Tout semble indiquer que ces « investissements verts » de-

viendront le prochain horizon d'investissement et d'innovation, encourageant des stratégies de croissance durables et respectueuses de l'environnement, qui augmenteront l'efficacité de la génération et de l'utilisation de l'énergie. De même, la réparation des dommages causés par la prédominance des idéologies néolibérales, qui ont encouragé la déréglementation financière depuis la décennie des années 80 et ont entraîné le monde au bord de la catastrophe, s'avère essentielle. Vu l'échec généralisé de ces idées, l'établissement de nouvelles stratégies de régulation et de supervision sera nécessaire. Cependant, les nouvelles normes devront envisager la manière dont les systèmes financiers travailleront pour la promotion du développement et de la distribution des revenus et de la richesse, au lieu de favoriser les spéculateurs financiers.

Les normes sont actuellement définies lors de forums tels que le Comité de Bâle et le Forum de Stabilité Financière. La crise a contraint les pays les plus riches, qui monopolisaient traditionnellement ces décisions, à ouvrir leurs portes aux économies émergentes, et a transformé le G20 en un pôle d'attention, du moins pour l'instant. Il serait préférable qu'il existe un G20 au lieu d'un G7, mais en réalité, aucun des G n'est capable d'apporter une véritable solution. Ces institutions doivent devenir représentatives – ce qu'elles ne deviendront jamais en augmentant le nombre de leurs membres – pour que ces clubs préexistants conservent leur nature exclusive. La crise actuelle a créé une belle opportunité pour parvenir à la vraie démocratisation des institutions internationales. Une opportunité qu'il ne faut pas rater³. ■

² Le Fonds lui-même a refusé d'adopter ce point de vue, tel qu'il est démontré par les conditions imposées aux pays de l'Europe Centrale dont le FMI a assuré le sauvetage.

³ En fait, celui-ci est précisément le but du projet "Libéralisation financière et gouvernance globale : le rôle des institutions internationales", coordonné par Fernando J.C. Carvalho et Jan Kregel, élaboré par Ibase et sponsorisé par la Fondation Ford. Voir : "Crise financière et déficit démocratique". Disponible sur : <www.ibase.br/modules.php?name=Conteudo&pid=1686>.

Inquiétude générale



La Bulgarie, le pays le plus pauvre de l'Union Européenne a bénéficié des avantages économiques provenant de son intégration à l'UE. Cependant, malgré les déclarations du Gouvernement assurant que l'économie est solide, les investissements et les exportations chutent et le PIB va bientôt diminuer. Il est probable que les mesures du Gouvernement pour atténuer les effets de la crise mondiale ne seront pas suffisantes. Les ONG demandent aux employeurs et au Gouvernement de prendre des mesures d'urgence pour juguler l'inflation, convenir d'accords salariaux pour augmenter le revenu réel et d'évaluer l'impact de la crise sur les secteurs les plus vulnérables de la société.

Bulgarian Gender Research Foundation y
Bulgarian-European Partnership Association

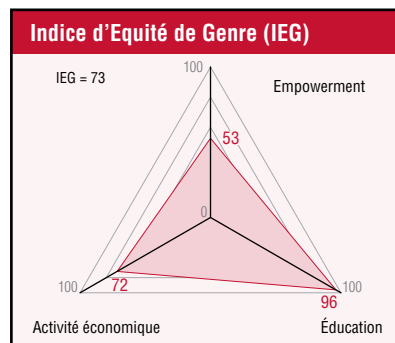
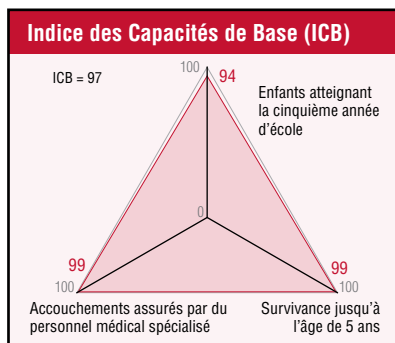
Même si la Bulgarie n'a pas encore subi le plein impact de la crise économique mondiale, il y a déjà eu des protestations sociales en réponse à la décision de la Commission Européenne pour couper le financement de pré-adhésion en raison de la corruption rampante. En janvier 2009, les citoyens ont manifesté devant le Parlement pour exiger des réformes économiques et ont appelé le Gouvernement à agir ou à démissionner. Le même mois, des agriculteurs ont manifesté dans tout le pays et ont bloqué le seul pont vers la Roumanie, exigeant du Gouvernement de fixer un prix minimum pour le lait et de mettre fin aux importations des produits laitiers à bas prix. Les agents de police, qui n'ont pas de droit de grève légal, ont fait depuis décembre des manifestations « silencieuses » pour obtenir une augmentation de salaires et de meilleures conditions de travail.

En dépit du malaise social et d'une crise financière globale qui a incité la révision des politiques économiques actuelles dans le monde entier, la remise en question approfondie du modèle néolibéral et à demander un contrôle renforcé du Gouvernement, le modèle néolibéral est encore à la mode en Bulgarie. Le Premier ministre Sergey Stanishev reconnaît que la Bulgarie connaît sa première crise économique en tant que pays capitaliste et qu'elle n'est pas à l'abri des difficultés affrontées par ses partenaires économiques. Cependant, il continue à insister que les problèmes du pays sont moins graves que ceux des autres membres de l'Union Européenne.

Le boom et la crise

En 1997 le contrôle monétaire a été instauré après une grave crise du système bancaire national ayant entraîné l'hyperinflation, la fermeture des banques, une crise politique aigüe et l'appauvrissement massif. Depuis, chaque gouvernement, indépendamment de son orientation politique, a décidé de le conserver pour éviter une autre crise généralisée. La stratégie du contrôle monétaire a consisté à stabiliser l'environnement macroéconomique empêchant en même temps, toute hausse de salaires – bien que la Bulgarie ait les salaires les plus bas de l'UE.

Depuis 2004, lorsque l'accord d'adhésion à l'UE a été conclu, la Bulgarie a connu une augmentation de l'afflux de capitaux et l'expansion des crédits. L'attente d'une convergence immédiate avec l'UE a stimulée les afflux de capitaux, accrus par l'existence du contrôle monétaire et d'une politique fiscale rigoureuse. La re-



lution crédit / PIB a explosé passant de 36 % en 2004 à 67 % en 2007. Vers 2008 les afflux de capitaux constituaient 30 % du PIB¹.

L'augmentation de capitaux externes a produit une forte hausse du PIB mais a accentué les déséquilibres internes et externes. Le PIB a augmenté avec plus de 6% annuel, un des taux les plus rapides d'Europe². La croissance s'est maintenue à un solide 6,25 % en 2008. Cependant, la croissance de la demande domestique a dépassé celle du PIB accentuant le déficit du compte courant de 5 % du PIB en 2003 à plus de 24 % en 2008. D'après l'Institut National de Statistiques cet écart s'est accentué en raison de la concentration de la croissance dans le bâtiment, l'immobilier et les services financiers.

Parallèlement le chômage a diminué, le marché du travail s'est resserré et la hausse des salaires s'est envolée à 24 % en juin 2008. La surchauffe de l'économie ainsi que la hausse des prix des produits alimentaires et du pétrole, a accéléré l'inflation jusqu'à atteindre un record de 14,7 % en juin 2008 et une flambée des prix des aliments à plus de 25 %. La hausse du prix du gaz naturel, de l'électricité, du chauffage central, de l'eau, du transport routier et de chemin de fer, etc. fera monter le coût de la vie autour d'un 17 % de base annuel, alors que l'inflation pour l'ensemble de l'année sera probablement supérieure à 12 %. L'inflation estimée pour 2009 est d'environ 4 %³. Cependant, les experts du Centre pour le développement économique signalent que le véritable danger à venir est la déflation et non pas l'inflation.

1 FMI, Bulgarie. Consultation sur l'article IV. Report du personnel. Déclaration du personnel ; Note d'information publique sur le débat du comité directeur ; Déclaration du directeur exécutif pour la Bulgarie, février 2009, p.25.

2 Banque Mondiale. *Report économique ordinaire UE 10*, février 2009.

3 Confédération des syndicats indépendants (2009). « Qualité de vie ». Disponible sur : <www.knsb-bg.org/knsb/>.

L'agitation financière globale et l'aversion pour le risque des investisseurs vont probablement réduire les afflux de capitaux vers l'Europe Centrale et Orientale, dont la Bulgarie. Il est peu probable que les filiales locales des banques continuent à recevoir les grands transferts de capital provenant de leurs maisons mères qui avaient financé l'expansion du crédit. Sans compter sur ce financement, les entreprises réduiront leur production et leurs services ou fermeront leurs portes définitivement, augmentant ainsi le chômage. La métallurgie et le bâtiment ont déjà subi une réduction. D'après les données officielles de l'Institut de statistiques, en janvier 2009 la production industrielle a chuté de 19 % par rapport au mois précédent.

En même temps, la réduction de la demande externe et la baisse des prix des matières premières pourraient conduire à la diminution des exportations et du tourisme. Les dernières prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) signalent une contraction de plus de 0,5 % du PIB du G-7, laquelle pourrait réduire la croissance et les exportations de l'Europe de l'Est.

Perspectives économiques

Il est probable que la croissance du PIB en 2009 se réduise à environ 2 % ou encore à 0 % (d'après une prévision récente)⁴. Avec une croissance plus lente, on prévoit une réduction du déficit du compte courant à 15 % du PIB, même si la brusque chute du prix des matières premières devrait modérer l'inflation. Cependant la croissance risque de ralentir encore davantage. Heureusement les finances publiques du pays sont en bonne santé, ayant les excédents commerciaux les plus élevés d'Europe. Cependant, le changement dramatique dans la balance des paiements montre le grave choc que vit le pays.

4 FMI, Bulgarie – Visite des experts en avril 2009 ; Déclaration finale de la mission du FMI. Voir : <www.imf.org>.

Dans les cinq mois qui ont suivi le mois d'octobre, l'afflux net de capitaux s'est élevé à seulement 800 millions d'EUR, en comparaison avec les 6100 milliards d'EUR des cinq mois précédents et les 5600 milliards d'EUR de la même période l'année précédente. Les exportations des deux premiers mois de 2009 ont été de 27 % de moins que celles des deux premiers mois de 2008, tandis que la chute des importations a été encore plus dramatique (32 %), laissant supposer que la demande nationale a rapidement diminué. Comme résultat, le déficit du compte courant a baissé d'un taux annuel de 25,8 % du PIB pendant les deux premiers mois de 2008 à 11,6 % pendant les deux premiers mois de 2009⁵. Effectivement, les principaux indicateurs de l'activité économique suggèrent que l'économie peut être en train de se contracter. Le FMI a récemment annoncé que l'économie de la Bulgarie va se contracter autour de 3,5 % en 2009 et de 1 % en 2010, soit 2 % de moins que la projection d'avril 2009.⁶

En janvier 2009 la crise internationale du gaz a pratiquement effacé toute impulsion positive qui pouvait rester de 2008. Lorsque le conflit entre la Russie et l'Ukraine a coupé l'approvisionnement de gaz en Europe, la Bulgarie se trouvait parmi les pays les moins préparés, sans approvisionnement alternatif de gaz. Le coût des pertes de production a été estimé à plus de 250 millions d'EUR (environ 333 millions d'USD). Le Gouvernement a demandé officiellement une compensation à la Russie, mais même s'il en arrivait une, les effets de l'arrêt de la production peuvent poser des risques à long terme pour l'économie.

Priorités du Gouvernement en politique fiscale

Dans cet environnement difficile, il est crucial de maintenir la confiance tant pour le contrôle monétaire que pour le système financier. Ils sont mutuellement dépendants : il faut un système financier solide avec une capacité de récupération pour soutenir le contrôle monétaire ; et la confiance en celui-ci renforce le système financier. Le FMI croit que le contrôle monétaire permettra au pays de surmonter la turbulence étant donné que Bulgarie a des réserves fiscales et monétaires suffisantes. Le FMI n'a pas jugé bon de considérer des mesures alternatives pour compenser la balance de paiements négative, tels que la dévaluation monétaire ou l'adoption de l'Euro.

Recommandations

Maintenir les excédents

La politique fiscale doit viser à maintenir des excédents importants, non seulement parce qu'ils ont été le pilier du contrôle monétaire mais aussi pour conserver l'équilibre du compte de la réserve fiscale – c'est un bon amortisseur en cas de problèmes. Pour 2008 le Gouvernement a visé un excédent égal à 3,5 % du PIB. Conserver les excédents à un moment où la croissance des revenus est lente exigera de ralentir la croissance des dépenses. Cependant, ni les revenus ni les dépenses projetés dans le budget actuel ne reflètent la baisse prévue du PIB.

Transparence de l'exécution de la règle de 10 % du budget

Le Gouvernement a prévu de stopper la croissance des dépenses en limitant celles-ci à 90 % du montant originellement budgété pour 2009, au lieu de faire la révision du budget. Le 10 % restant sera dégagé selon le développement du budget⁷. Cette solution peut être pragmatique mais elle n'est pas du tout transparente. En effet, des observateurs étrangers, certainement pas au courant de la règle du 10 %, perçoivent un budget élaboré sur des revenus peu réalistes.

Il est important de s'assurer que les mécanismes d'exécution de la règle du 10 % soient clairement compris. Des plans et des programmes devraient être proposés. Les ministères devraient établir au plus tôt la priorité des dépenses et s'assurer qu'elles soient bien transmises à la population. La rigueur d'exécution du budget est essentielle. La mise en œuvre de la règle du 10 % ne ferait que ralentir la croissance des dépenses initialement budgétées à 17 %, à 11 % en termes réels. Si la croissance du PIB diminue des 2 % projetés, l'excédent fiscal chutera alors probablement à 2 % du PIB⁸.

Accélérer les réformes

Les réformes fiscales et structurelles devraient s'accélérer, malgré la période électorale. Les problèmes concernant le déboursement des fonds de l'UE soulignent la nécessité d'approfondir les systèmes de contrôle. Le Gouvernement a introduit plusieurs changements concernant les apports de la sécurité sociale et les politiques sociales – par exemple, une diminution des taux de contribution à la sécurité sociale payés par les employeurs et une augmentation des allocations de maternité. Au moment de mettre en application les nouvelles réformes, il est essentiel de maintenir la neutralité fiscale pour garantir que les finances publiques⁹ soient durables à long terme. Pour accélérer la convergence avec les standards de l'UE, l'État doit compléter la réforme de l'éducation, faire des progrès dans le domaine de la réforme de la santé et améliorer l'efficacité des secteurs public et privé.

Augmenter les salaires à mesure que la productivité augmente

Le Gouvernement est conscient qu'il ne pourra pas maintenir le taux élevé de croissance des salaires de 2008. Bien que les salaires soient encore bas en comparaison avec ceux de l'Europe Occidentale, les nouvelles augmentations devront être accompagnées d'une amélioration de la productivité. D'après le FMI le taux actuel de croissance des salaires est trop élevé comparé à la productivité relativement faible. En outre, comme l'expérience dans d'autres pays a pu le montrer, durant une récession, plus les salaires augmentent vite et plus la probabilité d'augmentation du chômage est forte¹⁰.

7 Ministère des finances. *Report to the Draft Law on State Budget for 2009* [seulement en bulgare]. Disponible sur : <www.minfin.bg>.

8 Gouvernement de Bulgarie (2009), *op. Cit.*, p.1.

9 Confédération des syndicats indépendants, *op. cit.*

10 Les travailleurs et employés bulgares continuent à recevoir le revenu le plus bas de l'Europe, alors que le niveau des prix en comparaison reste élevé, avec un salaire moyen de 255 EUR (339 USD). Cela signifie qu'avec 20 % du salaire moyen européen la population doit se débrouiller avec des niveaux de prix supérieurs d'environ 46 % de la moyenne européenne. Ceci est une des réclamations principales de la Confédération des syndicats indépendants pour un salaire juste et raisonnable, mai 2008.

Il est essentiel que les augmentations du coût travail/production soient modérées, étant donné que les ressources devront être déplacées vers les secteurs orientés vers l'exportation. Alors que la croissance du secteur du marché interne ralentit, la croissance du PIB ne peut se maintenir que si les exportations sont relancées, mais les deux secteurs doivent rester compétitifs. Il reste à savoir s'ils le sont réellement, c'est là toute la question. Même si le gouvernement exprime sa confiance en la rentabilité des entreprises, les ONG en sont moins certaines de par le manque de données disponibles.

Le secteur financier

Les politiques rigoureuses vont aider également le secteur financier qui actuellement est bien capitalisé et rentable. Il est probable que dans un futur proche la rentabilité diminue étant donné que le financement étranger se fait rare, la forte concurrence pour les dépôts internes a élevé le coût des fonds et on attend un ralentissement de l'augmentation des prêts. Dans le même temps la dépendance des banques pour le financement étranger concernant les nouveaux prêts les rend vulnérables face aux perturbations des marchés internationaux. Cependant les banques sont bien préparées pour faire face à un ralentissement et possèdent une bonne réserve de capital et de liquidité.

Il est probable que le chômage n'atteigne pas les deux chiffres. Ceux qui ont plus de probabilités d'être chômeurs sont les jeunes en raison de leur manque d'expérience professionnelle, les travailleurs peu qualifiés, les travailleurs âgés, les handicapés et les femmes. Il faut souligner que le nombre de chômeurs non inscrits est au moins égal à celui des inscrits et qu'il pourrait bien encore être supérieur. Les travailleurs immigrés sont en train de revenir et ils ont cessé d'envoyer des fonds à leurs familles. D'après les projections il est estimé qu'environ 20 % des travailleurs immigrés pourrait rentrer à court terme – principalement de Grèce, d'Espagne et de plusieurs autres pays de l'UE où le chômage est en hausse.

La perspective de la société civile

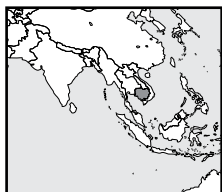
Les ONG et les syndicats ne sont pas d'accord sur le fait que la réduction des dépenses sociales soit acceptable en temps de crise. En effet, les dépenses ont été faibles depuis la création du contrôle monétaire. Une autre réduction pourrait ruiner la paix sociale. Même si les experts des ONG soutiennent l'augmentation de la proportion des investissements affectés à l'infrastructure du transport, ils critiquent fortement l'échec du Gouvernement concernant l'usage des fonds structurels de l'UE affectés à la Bulgarie pendant ses deux premières années en tant que membre à part entière. Fin 2008, seulement 0,6 % des 2,2 milliards d'EUR avait été dépensé. Le manque de capacité financière, une bureaucratie excessive et des procédures peu transparentes ont empêché les fonds d'arriver jusqu'à leurs destinataires.

Les ONG insistent sur le fait que, aussi bien les employeurs que le Gouvernement doivent prendre des mesures d'urgence pour contrôler l'inflation, négocier des compensations pour la diminution des revenus réels, garantir les salaires, évaluer l'impact de la crise dans les groupes les plus vulnérables de la société et protéger les droits économiques et sociaux de base. ■

5 Gouvernement de Bulgarie. « Plan de stabilité et de progrès économique pour 2009 », (seulement en bulgare). Disponible sur : <www.government.bg>.

6 FMI. *World Economic Outlook*, avril 2009.

Rediriger la croissance économique



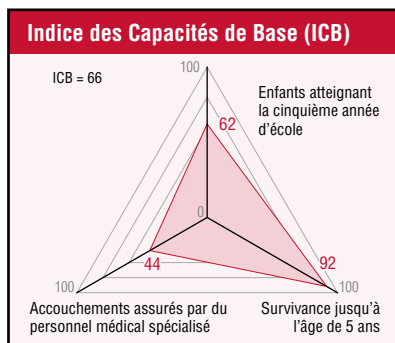
Après deux décennies de guerre, le Cambodge est en train de reconstruire les institutions de l'État. La croissance économique a été élevée mais le pays a besoin d'investissements significatifs en matière de ressources humaines, spécialement pour l'éducation et la santé. La crise économique a des effets dévastateurs et met en situation de risque la réalisation de certains programmes de développement. Certaines ONG soutiennent les droits des peuples indigènes menacés en raison de la concession de terres par le Gouvernement pour des plantations et de l'infrastructure de développement. D'autres ONG exigent une majeure transparence budgétaire.

SILAKA
Gender and Development of Cambodia
COMFREL
NICFEL
Comité des ONG sur CEDAW
Forum des ONG
CEDAC
Thida C. Khus

Entre 1997 et 2007 le Cambodge a eu une croissance économique moyenne de 9,5 % annuel, avec une augmentation de deux chiffres en 2005-2007. Même si le produit interne brut (PIB) a continué à croître rapidement pendant la première moitié de 2008, au cours des derniers mois de l'année l'économie a reçu l'impact de l'effondrement mondial. Le marché immobilier local s'est effondré et les exportations de vêtements et le tourisme étranger ont diminué, entraînant la croissance de 2008 dans une chute à 5,5 %. Pour 2008 le Gouvernement avait prévu une augmentation de 6 % du PIB, mais les institutions internationales sont beaucoup plus pessimistes concernant les perspectives du pays. La Banque Asiatique du Développement anticipe une croissance de 2,5%, le Fonds Monétaire International un petit 0,5 % ; la Banque Mondiale pronostique une contraction de 1 %.

L'économie nationale dépend surtout du tourisme, des exportations de vêtements, du bâtiment et de l'agriculture, toutes des industries extrêmement vulnérables face à la crise mondiale. Les industries de services, spécialement le tourisme, ont été la principale source de revenus mais à partir de la diminution du nombre de touristes étrangers – en janvier 2009 de 2 % par rapport à l'année précédente – on s'attend à ce que la situation empire au cours des deux ou trois prochaines années¹.

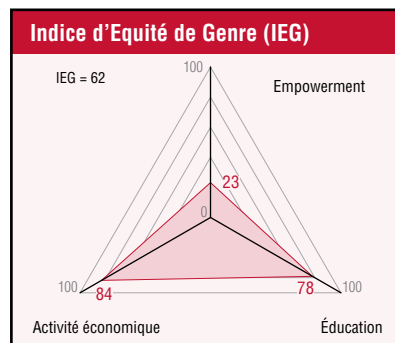
Le Cambodge dépend aussi des envois de fonds des travailleurs à l'étranger, principalement ceux provenant de Thaïlande, de Malaisie et de Corée du Sud. A partir du premier trimestre de 2009 la Thaïlande et la Malaisie ont annulé toutes les exportations de travail et la Corée a rabaisé le quota des travailleurs cambodgiens à 1.000 pour 2009, soit 25 % du taux de 2008². L'emploi dans l'industrie du vêtement a également diminué radicalement. En mars 2009, sur le nombre total de 400.000 postes de travail, 51.000 avaient disparu.



Plus de 90% des travailleurs licenciés sont des femmes provenant des communautés rurales, envoyant généralement chez elles la plupart de leurs revenus afin d'aider leurs frères et sœurs dans leur scolarité. Les usines de vêtements fonctionnent à 40-50 % de leur capacité et plus de 80 usines ont déjà fermé leurs portes définitivement. Le Gouvernement a distribué des aides très généreuses aux fabricants de vêtements afin de maintenir le secteur en fonctionnement, mais il n'a pas offert d'aide suffisante aux travailleurs dans l'industrie. Dans l'impossibilité de survivre avec un salaire minimum trop bas pour couvrir leurs nécessités, beaucoup sont rentrés chez eux dans les fermes.

Pendant la première moitié de l'année 2008, les prix des aliments et du pétrole se sont envolés accélérant l'augmentation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) de 13,7% en janvier 2008 à 25,7% en mai. Cependant, les prix des biens de base ont baissé pendant la deuxième moitié de l'année et l'inflation de l'IPC a lentement suivi, pour arriver à 13,5% en décembre.

La hausse soudaine du prix mondial du riz a rapporté d'excellents bénéfices aux commerçants disposant des excédents de riz mais a frappé profondément la sécurité alimentaire pour 31% de la population³ – presque 4 millions de personnes dont la production du riz ne suffit pas à couvrir leurs propres besoins⁴. Les personnes qui habitent autour du Tonle Sap, le plus grand lac du pays, sont spécialement vulnérables parce qu'elles s'étaient déjà endettées pour arriver à joindre les deux bouts. En 2008 ils ont



dû vendre leurs actifs de production et retirer les enfants de l'école pour aller travailler. Le Gouvernement a réagi avec un programme alimentaire d'urgence d'un montant de 40 millions d'USD pour aider les populations vulnérables de ces provinces.

De 2005 à 2008 le marché immobilier était hors de prix. Le Gouvernement a répondu par une augmentation du taux des réserves obligatoires de 8 % à 16 % (plus tard il l'a réduit à 12 % lorsque la crise mondiale a commencé à se faire sentir) et a introduit des mesures monétaires pour dissuader les banques d'accorder des crédits pour le développement des propriétés. Depuis 2008 les biens immobiliers à Phnom Penh s'effondrent et ils sont déjà 30 %-40 % en dessous de leur apogée de 2008, ayant provoqué de graves pertes aux investisseurs⁵.

Les banques cambodgiennes semblent fonctionner assez bien en comparaison avec les institutions financières des autres parties de la région et de l'Occident. Leurs taux d'intérêt varient entre 3 % et 7 % dépendant du montant et de la durée de l'investissement. Cependant, quelques économistes ont exprimé leur préoccupation à propos des prêts non productifs (ceux en risque de faillite) qui arrivent à 3,4 % au Cambodge, par rapport à 5,7 % dans le Pacifique asiatique et à 1,8 % dans les pays développés⁶, ainsi que du caractère inadéquat de l'infrastructure pour développer des crédits dans le secteur agricole.

Défis au développement humain

En dépit du progrès socio-économique récent, le Cambodge est toujours un des pays les plus pauvres d'Asie. Durant la décennie achevée en 2007,

1 Tith Chinda, directeur général du Ministère de tourisme, 12 mars 2009.

2 Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, interview à la radio Asia libre, 7 avril 2009.

3 Chan Sophal. "Impact of High Food Prices in Cambodia". *Annual Development Review 2008-09*.

4 Dans neuf petits villages étudiés par l'Institut Cambodgien de Ressources du Développement entre 2001 et 2004, jusqu'à 65% des foyers ne cultivait pas suffisamment de riz pour leur propre consommation.

5 Réalité cambodgienne. *Seng Bunna, Bunna Reality*, 20 mars 2009.

6 *Ibid.*

TABLEAU 1. Pourcentage de travail et contribution économique

	Total	Agriculture	Industrie	Services
% du total de l'économie	100	31,9	28,0	40,0
% du travail total	100	60,3	12,5	27,2

Source : Heng Sour, directeur général d'administration et finances, Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle ; *Human Rights, development and the impacts of the global economic crisis*, 12 mars 2009.

TABLEAU 2. Hausse des prix des denrées alimentaires de base (1 USD = 4.100 KHR)

Aliment par Kilo	Mars 2007 (en KHR)	Mars 2008 (en KHR)	Augmentation du coût (%)
Riz N° 2	1,770	2,933	66
Porc (qualité 2)	9,000	15,750	75
Poulet	12,000	21,000	75
Poisson	9,800	12,667	29

Source : Institut National de Statistiques, Bulletin de l'Indice des Prix à la Consommation, mars 2007 et journal *Koh Santepheap*, 4 mars 2008.

le taux national de pauvreté a diminué légèrement, de 34,8 % à 30,1 %, mais étant donné les niveaux élevés et croissants d'inégalité et de vulnérabilité, il est probable que les crises alimentaire et énergétique de 2008 aient retardé les efforts pour atténuer la pauvreté.

En raison de la faiblesse des services publics de santé, même des familles aux moyens modestes peuvent tomber dans la pauvreté lorsqu'un de ses membres tombe malade. Le Gouvernement a introduit plusieurs programmes pour offrir une assistance médicale gratuite aux pauvres, mais ils ont tendance à être inadéquats et peu fiables. Les responsables de ces politiques ont abordé plusieurs options de réseaux de sécurité pour la population en général, aucun d'eux n'ayant été mis en œuvre.

D'autres indicateurs du développement sont angoissants, particulièrement le taux de mortalité des mères. Selon l'Enquête de Démographie et de Santé du Cambodge il s'est maintenu à un niveau élevé : de 432 pour 10.000 nés vivants en 2000 à 472 pour 10.000 en 2005. Cinq femmes par jour meurent au moment de l'accouchement, la même quantité qu'il y a neuf ans. Le Dr Te Kuy Seang, secrétaire d'État du Ministère de la Santé, déclare que son administration n'a pas de fonds pour mettre en application son plan d'augmentation de 300 sage-femmes supplémentaires, qui s'ajouteraient aux 3000 existantes actuellement, ni pour construire des centres de suivi médical pour les mères enceintes des communautés rurales.

Les filles sont encore discriminées, aussi bien par leurs familles que par le système d'éducation publique. En 2007 elles représentaient 47 % des inscriptions de l'enseignement primaire, 46 % du cycle base de l'enseignement secondaire, 40 % de l'enseignement secondaire supérieur et seulement 35 % de l'éducation tertiaire. Afin de contrecarrer cette inégalité, le Gouvernement et les organisations internationales ont introduit un programme pour offrir des repas dans les écoles, la pension gratuite,

des bourses et autres stimulations pour les filles. Cependant, ces programmes ne sont pas encore parvenus à toute la population.

Avec le taux de croissance projeté pour 2009, la probabilité de percevoir des revenus suffisants pour le financement des programmes sociaux planifiés semble très limitée. Pour des raisons diverses, des catastrophes naturelles aux politiques agricoles inadéquates, aussi bien la distribution que l'accès aux aliments sont en train de devenir un problème pour une partie importante et croissante de la population. Le Gouvernement a fourni des aliments au Programme Alimentaire Mondial qui secoure actuellement plus d'un million de cambodgiens. De même il est en train de modifier le budget pour augmenter l'allocation à la Banque du Développement Rural destinée aux crédits pour les fermiers. Néanmoins, jusqu'à présent il a fourni très peu d'information sur les sommes affectées et sur son contrôle de la distribution vers les plus nécessiteux.

Les communautés indigènes et le travail des ONG

Les concessions de terres du Gouvernement pour les plantations de caoutchouc ont usurpé les terres ancestrales des communautés indigènes de Stung Treng, Rattanakiri et Mondulkiiri. Malgré l'approbation d'une loi communale en 2001, aucune de ces communautés n'est en mesure d'enregistrer leurs terres communales. Cette saisie viole leur droit à leur seule source de survivance et d'identité. Il existe aussi des plans pour installer des usines hydroélectriques qui menacent la nourriture de beaucoup de communautés indigènes dans tout le pays. Les communautés n'ont pas été consultées sur la plupart de ces projets. Les ONG locales et les organisations internationales travaillent avec ces communautés pour les aider à connaître leurs droits et la loi concernant la propriété de leurs terres.

Tandis que certaines organisations de la société civile fournissent de l'information pour protéger les

populations vulnérables, d'autres surveillent l'appropriation des terres des communautés rurales qui violent les droits humains. Quelques ONG surveillent le budget national, identifient les divergences entre les priorités politiques et les affectations correspondantes et exigent plus de transparence. D'autres se concentrent sur la formation des organisations de la société civile pour promouvoir la participation des citoyens dans le gouvernement local et national. Un groupe d'organisations de la société civile exige que le pétrole, le gaz et l'industrie minière soient gérés d'une façon plus efficace pour assurer la transparence des revenus et leur viabilité pour les générations futures.

Le Cambodge est encore en train de reconstruire ses institutions économiques et politiques, lesquelles ont été détruites au cours de deux décades de guerres. Le pays a atteint une haute croissance économique mais il n'a pas réussi à diversifier les investissements économiques ou faire les investissements d'urgence nécessaires pour améliorer les services d'éducation et de la santé. Malgré le progrès lent de la réduction de la pauvreté, le manque de transparence des décisions politiques et la mauvaise gestion des affaires de l'État demeurent une préoccupation. ■

Relance économique 2009 : une occasion ratée



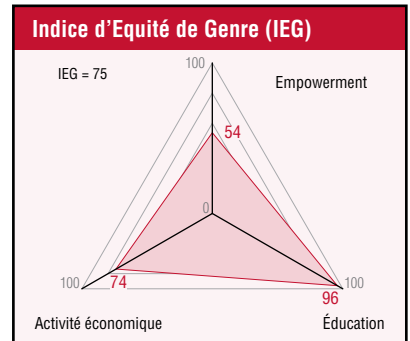
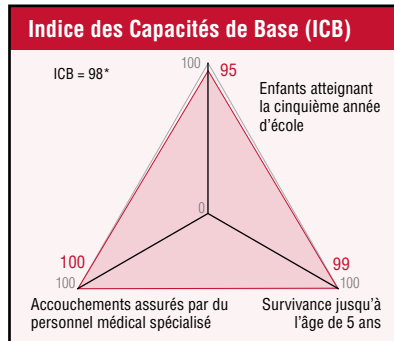
Le budget 2009 a été l'opportunité pour le Gouvernement de s'occuper des citoyens les plus vulnérables. Tout a été fixé dans un plan de relance économique à court terme pour répondre aux besoins des milliers de citoyens qui supportent les pires effets de la crise. Les emplois créés grâce à l'investissement public sont destinés aux hommes alors que les femmes se contentent des emplois précaires ou à temps partiel et sont fréquemment les premières à être licenciées. Les organisations de la société civile s'inquiètent de la flexibilité des normes environnementales et de durabilité alors que le Canada s'emploie à corriger le faux-pas économique.

Canadian Feminist Alliance for International Action
 Nancy Baroni & Nancy Peckford
 North-South Institute
 John Foster
 Canadian Centre for Policy Alternatives
 Armine Yalnizyan

Lors des élections générales d'octobre 2008, qui coïncidaient avec une meilleure prise de conscience du Canada se confrontant à une probable récession, le premier ministre Stephen Harper a assuré aux électeurs que l'économie était immunisée contre les difficultés mondiales, que leurs économies, retraites et capitaux seraient en sécurité et que le gouvernement ne serait jamais en déficit. Il faisait cette déclaration en se basant sur le fait que le système bancaire du Canada était bien régulé et stable, mais il a passé sous silence en grande partie les fortes conséquences inévitables puisque que les États-Unis constituent le premier partenaire commercial du pays.

Ce que le Premier Ministre n'a pas voulu dire c'est que le chômage allait probablement augmenter ou que les Canadiens aux revenus les plus faibles souffriraient le plus durement de l'affaiblissement de l'économie, en particulier en raison du peu d'investissement réalisé sur les programmes sociaux au cours de la décennie précédente. Il n'en a pas dit plus à propos des options que son gouvernement – en cas d'élection – prendrait pour compenser les conséquences les plus lourdes d'une éventuelle récession. Bien que de nombreux Canadiens considéraient cette approche comme la politique de l'autruche, le Parti Conservateur en place a été réélu avec 37,6% des votes (sur un total inférieur à 60% de l'électorat, la plus faible participation enregistrée dans l'histoire)¹.

Lorsque le Gouvernement nouvellement élu a fixé ses priorités, les Canadiens attendaient un solide plan de relance économique pour protéger leurs emplois, investir sur un réseau de sécurité sociale renforcé pour les citoyens aux revenus les plus modestes et effectuer des investissements stratégiques permettant de minimiser l'impact de la récession. En revanche, c'est un programme de parti qui a été présenté, avec une vision idéologique qui, entre autres mesures, devrait éliminer le soutien financier aux partis politiques et ne soutiendrait plus l'équité sala-



riale dans l'emploi public comme un droit universel, laissant la voie libre aux syndicats de négocier par processus de négociation collective.

Réponse du Parlement

Dans un mouvement sans précédent, les trois partis de l'opposition ont négocié un accord visant à former un gouvernement de coalition. De nombreuses organisations de la société civile ont apporté leur soutien à ce mouvement pour remplacer le Gouvernement conservateur par un autre plus progressiste qui représenterait effectivement la majorité des Canadiens. Cependant, alors que la proposition d'un gouvernement de coalition prenait de l'ampleur et menaçait de prendre le pouvoir par un vote de censure au Parlement, le Premier Ministre a demandé au Gouverneur général (le Chef de l'État au Canada) un prolongement (en essence, une pause parlementaire prolongée), qui lui a été accordé. Le Gouvernement s'est engagé à convoquer le Parlement six semaines plus tard avec un budget complet proposant un plan de relance économique. Au cours de ces six semaines de prolongement, le leader du parti de l'opposition a jeté l'éponge, un nouveau leader a été désigné et la proposition de coalition a été retirée.

Le budget 2009 et la société civile

Au cours de ce prolongement du Parlement, le Ministère des Finances a invité les particuliers et organisations à présenter des propositions sur les objectifs du budget. Pendant cette période, le Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA) a présenté son Budget Fédéral Alternatif (AFB) annuel, un budget participatif créé par la Société Civile avec une forte insistance sur la création et le maintien des emplois favorables à l'écologie, l'investissement sur des in-

frastructures sociales et physiques, le renforcement de l'assurance chômage et l'apport d'un soutien aux Canadiens ayant les revenus les plus modestes. Les participants ont proposé cinq examens testant l'efficacité du budget fédéral² :

- L'augmentation de l'assurance chômage de 55 % à 60 % des revenus assurés et l'extension de la période d'allocation portée à 50 semaines, est-ce que cette démarche vient en aide aux centaines de milliers de Canadiens récemment licenciés ?
- L'engagement pris visant à réduire la pauvreté de 25 % au cours des cinq prochaines années, est-ce un soutien à ceux qui en ont le plus besoin, comme les chômeurs, les Canadiens aux revenus les plus faibles et aux groupes de la société les plus touchés ?
- Est-ce qu'un ambitieux programme d'infrastructure sociale, physique et public écologique est mis en place pour la création d'emplois sur des professions maîtrisées aussi bien par des hommes que des femmes ?
- Apporte-t-il un soutien aux secteurs clés ayant une valeur ajoutée basée sur des critères de restructuration afin de les rendre écologiques et durables ?
- Est-ce qu'il met l'accent sur les dépenses par rapport aux compressions fiscales ?

Le budget 2009 n'a réussi aucun des cinq examens.

* « Enfants atteignant ... » selon la procédure "1" à la p. 209.

1 CBC. "Voter Turnout Drops to Record Low". 15 octobre 2008. Disponible sur : <www.cbc.ca/news/canadavotes/story/2008/10/15/voter-turnout.html>.

2 Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA) "Five Tests for Canada's Next Federal Budget". Communiqué de presse, 23.01.09. Disponible sur : <www.policyalternatives.ca/news/2009/01/pressrelease2080/>.

L'aide aux travailleurs licenciés

Concernant l'assurance chômage, le budget 2009 a annoncé des changements qui permettent, à ceux qui le réclament, cinq semaines supplémentaires de bénéfices sur les deux prochaines années. Ceci est tout à fait insuffisant au regard des pertes d'emplois records qui ont été enregistrées. De plus, relativement peu de Canadiens sont admis pour recevoir ces bénéfices bien que tous les travailleurs générant des revenus imposables versent les cotisations obligatoires. Environ 44 % de ceux qui sont actuellement au chômage reçoivent l'assurance chômage. Ce chiffre s'élevait en 1989 à 83 %³.

Les larges coupes opérées dans les dépenses publiques au cours de la décennie 1990 ont fortement affaibli le plan d'assurance chômage. Même si face à la récession, le Canada a connu pratiquement une décennie complète de croissance économique et d'excédents gouvernementaux, les dépenses sur les programmes sociaux n'ont jamais été réinstaurées. L'ensemble de la classe politique et la plupart des analystes, s'accordent à dire qu'il est nécessaire de réformer l'assurance chômage afin d'en améliorer l'accès à tous les canadiens. Les partis de l'opposition ont soutenu à l'unanimité une motion déposée à la Chambre des Communes pour réformer le système. Seuls les conservateurs, en minorité, s'y opposent.

Le réseau d'assurance sociale du Canada affaibli

Même s'il a été présenté comme le plan de relance économique du Gouvernement, le Budget 2009 ne s'est pas engagé à diminuer la pauvreté et n'a pas avancé d'autres mesures d'aide aux Canadiens les plus exposés. En novembre 2008, le Comité des Nations Unies pour l'Élimination de la Discrimination à l'égard des Femmes a demandé au Canada d'agir immédiatement pour modifier les tarifs d'assistance sociale, insuffisants et en diminution⁴. Alors que des emplois disparaissent et que les travailleurs ne réunissent pas les conditions pour toucher les indemnités de chômage, de plus en plus de Canadiens doivent avoir recours à l'assistance sociale. De sérieux investissements font défaut pour améliorer les tarifs et entreprendre la réforme du système d'assistance sociale pour que les conditions soient assouplies, que soient éliminées les récupérations des bénéfices d'état versés aux récepteurs et que les récepteurs puissent obtenir davantage de revenus. Ceci permettrait à un plus grand nombre de Canadiens de sortir de la pauvreté où ils ont été poussés par le système actuel d'assistance sociale depuis les com-

pressions effectuées sur les dépenses mentionnées précédemment.

Budget 2009 et infrastructure

Le budget 2009 a prévu des investissements sur des projets d'infrastructure physique. Le Canada présente un déficit d'infrastructure municipale évalué à 123 milliards d'USD conséquence de plusieurs années de sous-financement et le montant annoncé ne représente qu'une simple goutte d'eau. Celui-ci dépend également fortement de l'association État et Secteur privé⁵. Dans la majorité des cas, les communes doivent verser la même somme que les instances fédérales pour avoir accès à ces aides d'infrastructure.

Le budget a prévu certains investissements dans des secteurs clés même si de nombreux représentants de ces secteurs prétendent que ceux-ci ne sont pas stratégiques et ne relancent pas la croissance d'une économie durable et écologique. Les organisations de la société civile s'inquiètent de la flexibilité des normes environnementales et de durabilité alors que le Canada s'emploie à corriger ce faux-pas économique. De plus les emplois sont créés dans des secteurs dominés par les hommes. Les femmes supportent le pire de cette crise économique. Elles sont excessivement présentes dans les emplois précaires et à temps partiel et sont fréquemment les premières cibles des licenciements. En raison de ce modèle d'assistance, il est plus que probable qu'elles ne soient pas admises pour toucher l'assurance chômage.

AOD : bonnes et mauvaises nouvelles

Une des avancées les plus significatives de 2008 a été l'approbation de la Loi sur les Comptes de l'Aide Officielle au Développement, qui demande au Gouvernement de rendre des comptes au Parlement sur la façon dont l'aide canadienne répond aux engagements officiels des droits de l'homme, s'efforce de réduire la pauvreté et répond aux besoins exprimés par les plus démunis. Tous les partis ont soutenu cette motion. Néanmoins, cette même année, le Gouvernement a annoncé qu'il retirerait plusieurs pays africains de la liste des priorités (le Cameroun, le Kenya, le Malawi et la Zambie) et qu'il se concentrerait sur plusieurs pays de l'hémisphère occidental, la Bolivie, la Colombie, Haïti, le Honduras et le Pérou. Les conséquences radicales du changement ne sont pas encore visibles mais sur des terrains comme le VIH, le SIDA et la baisse de la pauvreté, cela signifie le passage de la catégorie de pays à incidence élevée à la catégorie de pays à faible incidence. Le Gouvernement assure aux Canadiens que son engagement

à augmenter les aides en direction de l'Afrique est toujours d'actualité normalement.

Compressions fiscales pour les riches au-delà de l'investissement social.

Les organisations de la société civile demandent depuis longtemps au gouvernement d'effectuer des investissements sociaux durables qui bénéficieraient davantage les Canadiens aux revenus les plus faibles, mais le budget 2009 a confirmé la tendance des compressions fiscales et des crédits destinés aux Canadiens ayant les revenus les plus confortables et aux entreprises. Presque 40 % des femmes et 24 % des hommes au Canada ont généré si peu de revenus en 2007 qu'ils sont exempts d'impôt sur le revenu⁶, ils ne peuvent donc accéder à aucun crédit ou exonération fiscale proposés et destinés à relancer l'économie. Certaines compressions fiscales sont permanentes. En revanche, toutes les mesures sur les dépenses sont temporaires avec une échéance ne dépassant pas deux ans après adoption du budget.

La situation du Canada après son entrée en récession était de plus en plus précaire en raison des fortes compressions fiscales. La crise économique a été l'occasion d'utiliser les relances gouvernementales visant à améliorer l'axe donné à plusieurs points comme l'inégalité, le changement climatique et l'infrastructure publique (y compris la santé et la petite enfance). Le Gouvernement a alors décidé de faire face aux circonstances en minimisant constamment la gravité et l'éventuelle durée de la récession et en abordant le plan de relance comme un moyen de retour à la normale pour l'économie. Ceci révèle une certaine myopie et ne parvient pas à satisfaire les besoins de milliers de Canadiens sentant le poids de la crise économique. ■

3 *Towards a New Architecture for Canada's Adult Benefits*. Ottawa: Caledon Institute of Social Policy (2006).

4 Canadian Feminist Alliance for International Action (FAFIA). "UN Asks Canada to Report Back on Poverty and Murdered Aboriginal Women". Communiqué de presse, 24 novembre 2008. Disponible sur : <www.fafia-afai.org/files/CEDAW_PR_EN.pdf>.

5 "Federal Budget 2009 and Municipal Infrastructure". Syndicat Canadien de Fonctionnaires Publics (CUPE). 29 janvier 2009. Disponible sur : <cupe.ca/budget/2009-budget-municipal-infrastructure>.

6 Direction des Douanes et Revenus du Canada. "Tax Statistics". 2007.

Les répercussions sociales de la crise et les réponses de la société civile



Tandis que la récession et le chômage augmentent, les fonds de pensions se vident, les revenus diminuent et le Gouvernement fait pression sur les revenus pour décontracter l'économie, les syndicats et la société civile proposent d'autres solutions. Alors que les travailleurs insistent sur la défense salariale, des droits, des fonds et du travail digne pour tous les travailleurs, les ONG, elles, expriment le besoin de commencer à construire, ensemble, une économie centrée principalement sur les personnes et l'environnement.

Centro de Estudios Nacionales de Desarrollo Alternativo (CENDA)

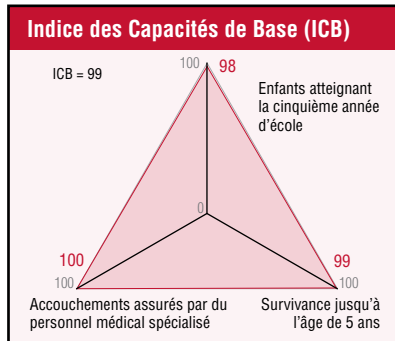
Hugo Fazio
Martín Pascual

Le Chili subit durement le coup, pendant cette année 2009, de la crise internationale qui a commencé à la mi-2007 quand la « bulle » de l'immobilier aux États-Unis a éclaté, conduisant à une crise financière qui s'est rapidement mondialisée. Comme l'économie du Chili est particulièrement ouverte, permettant que les événements extérieurs se fassent sentir de façon très forte, la crise économique mondiale a différents effets dans le pays. La chute de la plupart des produits de base sur les marchés internationaux, à partir de 2008, a eu un effet très important puisque la structure économique et l'exportation du pays dépend énormément des débouchés sur les marchés extérieurs de quelques matières premières à faible valeur ajoutée.

La livre de cuivre est arrivée à son prix nominal le plus élevé début juillet 2008 quand elle dépassait 4 USD la livre. A la fin de cette année la moyenne était de 1,40 USD, avec un léger rebondissement pendant les premiers mois de 2009. La diminution du prix du cuivre se transmet parmi d'autres variables sur la parité du change, les termes d'échanges, la balance de paiement et l'activité économique, entraînant des conséquences sociales négatives.

Pendant le dernier trimestre de 2008 l'économie du Chili est entrée clairement et ouvertement en récession, quand son activité s'est effondrée suivant la même tendance mondiale, ce qui a clairement démontré la correspondance entre la réalité nationale et l'évolution générale de la crise. Pendant la période d'octobre à décembre 2008 les chiffres corrigés des variations saisonnières et annualisés sont tombés pour le deuxième trimestre consécutif, par rapport aux trois mois précédents. Pendant le troisième trimestre sa diminution d'après les chiffres des Comptes Nationaux a été de 0,1 %. Pour le dernier trimestre en faisant le même calcul on estime que la contraction a été de 5 %.

La production industrielle s'est contractée en douze mois pendant le quatrième trimestre de 3,6 %, la plus grande chute depuis 1999. En décembre, la diminution calculée pour l'année a été encore plus grande : 4,3 %. Pendant le dernier trimestre les ventes totales ont diminué, par



rapport aux mêmes mois de 2007, de 4 %, alors que les ventes du marché intérieur ont diminué de 4,7 %¹.

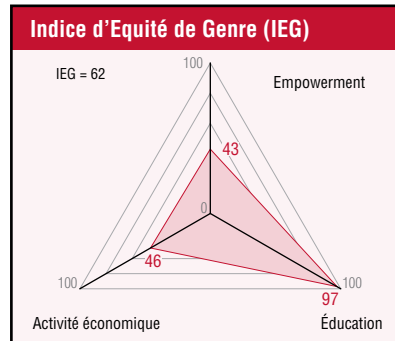
La consommation et l'inflation

Lors du quatrième trimestre la consommation a sensiblement diminué et s'est accentuée jusqu'à atteindre, en décembre, 9 % annuel. La diminution de la consommation s'est produite fondamentalement parmi les familles à plus faibles revenus.

En contrepartie, la diminution du cours des produits de base a permis que le taux d'inflation élevé, un des plus importants problèmes sociaux de 2008, surtout pour la population la plus défavorisée, s'atténue. En octobre 2008, le taux d'inflation est arrivé à 9,9 % sur un an. Ce pourcentage a été plus élevé pour les deux quintiles de la population au revenu le plus faible à cause d'une hausse du prix des aliments plus élevée que la moyenne, au détriment de leur niveau de vie. Comme il s'est également produit une diminution de la demande intérieure, les pressions inflationnistes se sont affaiblies, entraînant en partie à partir de novembre 2008 le début de la diminution de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) se poursuivant jusqu'à la fin de l'année.

Une autre très forte raison qui explique la diminution inflationniste est la diminution internationale des cours du pétrole qui représente en pourcentage la part la plus importante des importations du pays. Par contre, en raison de la politique du gouvernement pour relancer les investissements sectoriels en transférant les charges sur les consommateurs, les tarifs d'électricité continuent à être élevés. Ainsi que ceux de l'eau potable et des services d'assainissement.

1 Banque Centrale du Chili.



Le chômage

Une des plus graves conséquences sociales de la récession est l'augmentation du taux de chômage. D'après les statistiques du Département d'Economie de l'Université du Chili, dans le « Gran Santiago » (la capitale et sa zone métropolitaine) pendant le trimestre décembre-février, le chômage a frôlé les deux chiffres quand il est passé de 7,7 % à 9,7 %, bien que la période estivale soit plus favorable pour l'emploi. Il faut en plus ajouter les chiffres officiels récents de chômage national pour le même trimestre : 8,5 % – 0,5 points de pourcentage plus élevé que le trimestre précédent².

Les fonds de pension

Une autre conséquence sociale très forte de la crise a été la chute des fonds de pensions dont les ressources sont placées en actifs financiers au Chili et à l'étranger. La détérioration des marchés financiers pendant la crise a représenté une diminution considérable de l'épargne de prévoyance de la population qui a atteint 27 milliards d'USD de pertes fin 2008, ce qui représente plus du 26 % du fonds total.

Un rapport de la Banque Asiatique de Développement, qui analyse les effets de la crise de 2008, place le Chili comme le pays latino-américain où il s'est produit la plus grande perte de richesse pour les ménages. Une grande responsabilité est imputable à la gestion des fonds de pensions. En dépit des nombreuses mesures de protestation réalisées par ceux qui ont subi les dommages, ni les administrations privées des fonds de pensions ni le Gouvernement n'ont fait quoi que ce soit pour les indemniser.

2 Institut National de Statistiques (INS).

Les rémunérations

Les politiques officielles pour affronter la contraction de l'économie, erronées, ont fait pression – malheureusement avec succès – pour réduire les rémunérations réelles. Si avec une forte inflation sur l'année comme celle en vigueur jusqu'à octobre, et quand il était évident qu'elle devait nettement diminuer en raison de la forte chute des produits de base sur les marchés internationaux et l'évidente décélération de l'économie intérieure, introduire l'idée de réajustement en fonction de l'inflation officielle dans le futur – comme cela se faisait continuellement depuis 1990 pendant les Gouvernements de « *la Concertación* » (concertation) – et non pas en fonction des pertes effectives des rémunérations, est une atteinte aux revenus des travailleurs.

Les tentatives officielles de mettre en oeuvre cette politique se sont heurtées fin 2008 à un gigantesque mouvement de protestation des travailleurs du secteur public. Néanmoins, l'augmentation réelle des rémunérations des fonctionnaires d'état, par rapport à l'année 2007, a été légèrement supérieure à 1 %.

L'évolution de l'indice général des rémunérations horaires et du coût de la main-d'oeuvre, que l'Institut National de Statistiques élabore chaque mois, montre clairement les conséquences. Le premier, négatif depuis juin 2008, après avoir été stable pendant le mois de mai, a cependant été moins négatif que le deuxième, dont le point de vue de l'évolution des rémunérations est celui du patronat.

Variation mensuelle sur l'année pendant 2008 des indices des rémunérations et du coût de main-d'oeuvre par heure de travail

A la diminution présente dans les tableaux des rémunérations il faut rajouter la diminution sur les crédits qui touchent toute la population, mais particulièrement les plus défavorisés et les PME.

Les propositions civiles

La *Central Unitaria de Trabajadores de Chile* (Centrale Unitaire des Travailleurs du Chili), pendant cette crise, a concentré ses propositions pour "Un Chili juste" dans 5 revendications principales: (i) empêcher une perte des droits acquis par les travailleurs en utilisant la crise comme excuse, (ii) défense de l'emploi, (iii) défense des salaires, (iv) défense des fonds de prévoyance touchés par la crise et la demande de compensations et de l'intervention de l'état dans le système de prévoyance et (v) défense du travail digne dans tout son ensemble.

A un niveau social plus étendu et hors frontières, ACCIÓN, l'Association Chilienne d'ONG qui regroupe plus de 70 organisations de développement, a envoyé une lettre adressée aux principaux dirigeants du monde qui se réuniront au G-20, où elle propose 4 grands axes pour affronter la crise :

- Assurer que l'économie soit gouvernable démocratiquement par le biais de la régulation des activités financières, de la création de nouvelles mesures fiscales, de la mise en oeuvre d'actions de découragement et de restriction à la spéculation, de l'interdiction des produits financiers « de casino » et de la garantie que les ressources de l'épargne privée ou publique soient effectivement destinées à la production. Insister sur la réforme de la gouvernance de la Banque Mondiale et du FMI pour garantir qu'ils soient convenablement démocratisés. Faire que toutes les institutions financières, les produits financiers, et les multinationales agissent avec transparence et rendent des comptes publiquement. Pour cela il faut éliminer le secret bancaire et les paradis fiscaux et introduire des contrôles publics dans tous les pays par le biais de normes comptables internationales.

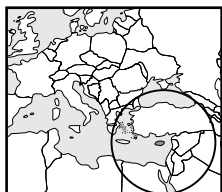
- Créer du travail digne et des services publics pour tous assurant un investissement massif sur un *green new deal* afin de construire une économie verte soutenue par le travail digne et une rémunération juste, investissant et renforçant les services essentiels publics, et travailler pour assurer le financement au développement à tous les pays qui en ont besoin, sans conditions préjudiciables connexes.
- En finir avec la pauvreté mondiale et l'inégalité, en consacrant 0,7 % du revenu national à la coopération au développement pour l'année 2013, faire en sorte que ces ressources soient plus efficaces et faire pression pour annuler toutes les dettes illégitimes et impayables des pays en développement.
- Construire une Economie Verte en faisant pression pour un accord sur le changement climatique lors du sommet de Copenhague pour convenir de réductions substantielles et vérifiables des gaz à effet de serre et en s'engageant à de nouveaux et substantiels transferts de ressources du Nord vers le Sud soutenant l'adaptation et le développement durable dans les pays pauvres. La mise en place urgente de politiques opposées aux mesures de libéralisme et de manque de régulations qui ont caractérisé les années 1990. On appelle les Gouvernements du G-20 et d'autres pays à profiter de cette occasion pour commencer à construire une économie qui soit centrée sur les personnes et l'environnement afin d'obtenir une société plus juste. ■

TABLEAU 1 : Variation mensuelle sur l'année pendant 2008 des indices des rémunérations et du coût de main-d'oeuvre par heure de travail

Des rémunérations par heure		Du coût de la main-d'oeuvre par heure	
Mois	%	Mois	%
janvier	1,3	janvier	-0,7
février	0,6	février	-1,4
mars	0,1	mars	-1,8
avril	0,3	avril	-1,4
mai	0,0	mai	-1,5
juin	-0,8	juin	-1,9
juillet	-1,3	juillet	-2,1
août	-1,0	août	-1,7
septembre	-0,9	septembre	-1,6
octobre	-1,4	octobre	-2,0
novembre	-0,6	novembre	-1,1
décembre	1,3	décembre	1,1
Moyenne annuelle	-0,2	Moyenne annuelle	-1,3

Source : INS. Par rapport au pourcentage du même mois de 2007.

Voici venu le temps d'évaluer les politiques



La crise économique mondiale portera préjudice au tourisme et au secteur immobilier, deux des secteurs d'activité les plus importants du pays, cette crise augmentera aussi le taux de chômage des classes sociales les plus vulnérables de la société, en particulier les immigrés et les femmes. Le Gouvernement devrait permettre les contributions de la société civile, en particulier des ONG qui entretiennent des contacts étroits avec tous les secteurs de la société. Ceci demanderait de mener une réforme du cadre légal réglementant les ONG, ce projet est à l'heure actuelle en cours de concrétisation.

CARDET

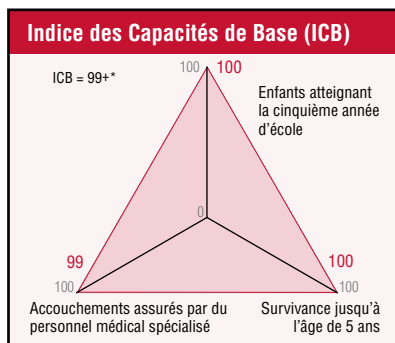
Charalambos Vrasidas
Myria Koushiappi
Michalinos Zembylas

L'effondrement des marchés mondiaux a porté un coup difficile aux économies émergentes. Les gouvernements font face à la tâche complexe d'assurer l'accès équitable aux besoins de base, sans oublier la protection des droits de l'homme de tous ceux et celles qui vivent dans le pays. La crise économique commence tout juste à se faire sentir à Chypre ; on prévoit que ses effets deviendront plus importants fin 2009. Les groupes les plus marginalisés de la société seront les plus touchés par la récession économique.

Chypre a toujours eu une économie mixte où l'État joue un rôle important, en particulier pour l'apport de services de base comme l'approvisionnement en électricité, eau potable, télécommunications, santé, éducation et transports. Ces dernières années, la croissance a été très forte et le Ministère des Finances a annoncé que le budget 2009 de l'État dégagera un excédent qui sera investi dans les services publics¹. Il est néanmoins de plus en plus évident que les principales sources de revenus de l'État – la TVA et d'autres impôts indirects – diminuent lorsque l'économie vacille, limitant la capacité du Gouvernement à financer des investissements publics et des programmes destinés à atténuer l'impact de la crise². Une faible productivité chronique dans le secteur public affectera également la capacité du Gouvernement à répondre rapidement et efficacement à la crise économique qui avance à pas de géant³.

L'impact de la crise

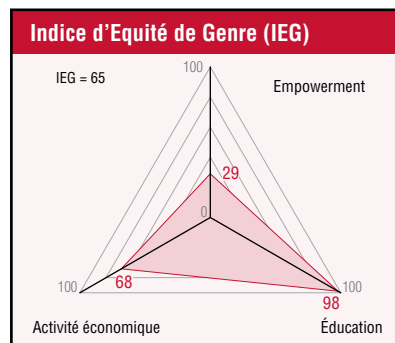
Inévitablement, Chypre devra lutter contre le problème du chômage qui, selon les pronostics, passera de 3,9 % en 2008 à 4,5 % en 2009. On s'attend à ce que la croissance continue à être positive en 2009,



aux alentours de 2,1 %⁴. Ce taux est cependant bien supérieur à celui de l'Union Européenne dans son ensemble, où on s'attend à un taux de chômage de 8 % et une croissance économique négative dans la plupart des pays⁵.

Le tourisme et le secteur immobilier, les deux industries les plus importantes, ressentent encore les effets de la crise mondiale. Les prévisions pour le tourisme, qui contribue à hauteur de 20 % au PIB du pays, sont passées de pessimistes à très critiques⁶. Les secteurs immobilier et de la construction sont également touchés durement. Ces deux secteurs emploient une quantité importante d'immigrés et de femmes⁷, ayant comme résultat que ces deux groupes vulnérables subiront davantage les effets de la crise que le reste de la population.

Les femmes sont, par tradition, mises en marge de la vie socio-économique du pays, elles sont absentes des organismes décisionnels, une situation qui ne s'améliorera certainement pas pendant la crise économique⁸. En tant que secteur de services



utilisant des travailleurs saisonniers, le tourisme emploie principalement des femmes, un bon nombre d'entre elles perdront probablement leur emploi⁹. Même avant la récession économique, la main d'œuvre féminine était employée à seulement 62,4 %, contre 80 % pour la main d'œuvre masculine. De plus, l'écart salarial de 20 % existant entre les salariés homme et femme est un des plus importants d'Europe¹⁰.

Au cours de la précédente décennie, la population immigrante a augmenté de 15 % par an. En 2007, les étrangers composaient 25 % de la main d'œuvre du pays¹¹. En plus de la hausse progressive des disparités économiques, ceci a contribué à la perte de confiance croissante des Chypriotes vis-à-vis des immigrés. Les employeurs tendent à embaucher des immigrés sans-papiers afin de réduire leurs coûts et les travailleurs migrants supportent les pires conditions de travail. Pour décourager les demandes d'asile, le Gouvernement a adopté plusieurs politiques comme par exemple, les emplois pour les immigrés et les candidats à la demande d'asile limités à certains secteurs comme les services à domicile, l'agriculture ou les cultures. Même si les écoles ont fait des progrès pour l'intégration des enfants immigrés, les chances

* « Accouchements assurés ... » selon la procédure "1" à la p. 209.

1 KIFE (2008). "The Most Stable Bank System in Europe". Cyprus News Agency (KIFE), 13 octobre 2008. Consultation du 25 février 2009 sur <www.sigmalive.com>.

2 Antoniadou, C. (2009). "Falling Psychology in the Cyprus Market". *Simerini*. Consultation du 25 février 2009 sur <www.sigmalive.com>.

3 Hadjiloe, T. (2008). "Financial Crisis and Development". *Simerini*. Consultation du 25 février 2009 sur <www.sigmalive.com>.

4 Ministère des Finances (2009). *Cyprus Economy, Overview and Potentials*. Ministère des Finances. Présenté par Charilaos Stavrakis en conférence de presse. Consultation du 25 février 2009 sur <www.mof.gov.cy>.

5 ECEFA (2009). *Interim Forecast January 2009*. European Commission on Economic and Financial Affairs. Consultation du 25 février 2009 sur <ec.europa.eu/economy_finance/>.

6 Polemitou, M. (2009). "Fears for Massive Redundancies in Hotels by April". *Simerini*. Consultation du 25 février 2009 sur <www.sigmalive.com>.

7 Pallala Charidi, N. (2009). "Red Card on Unemployment". *Simerini*. Consultation du 25 février 2009 sur <www.sigmalive.com>.

8 EWL (2008). "Women and the Economic Crisis—An opportunity to assert another vision of the world?". European Women's Lobby. Consultation du 25 avril 2009 sur <www.womenlobby.org>.

9 Nicolaou-Pavliidi, E. (2009). "Wage Gap between Genders". Consultation du 25 février 2009 sur <www.sigmalive.com>.

10 Lokar, S. (2009). "Women's Lobby of Cyprus 50-50 campaign for EU elections". Consultation du 25 février 2009 sur <www.europeanforum.net>.

11 Michail, M, Hadjiannidis, K, Stefanidis, M, Christoforidis, L, Kliridis, S and Mihalakopoulou, M. (2008). "The Effects of Immigration on Unemployment, Part-Time Jobs and Participation in Workforce". *Essays of Economic Policies*, 08-08. Consultation du 25 février 2009 sur <www.erc.uyc.ac.cy>.

qu'ont les immigrés adultes d'apprendre le grec sont restreintes.

Très souvent, les médias ont pris les immigrés comme bouc émissaire, les faisant passer pour responsables des problèmes économiques et sociaux¹². Les stéréotypes attirent les lecteurs et les téléspectateurs : à Chypre les médias présentent souvent des informations tendancieuses sur les incidents impliquant des immigrés et ils ne laissent que peu de place à l'expression de leur opinion. Malgré leur contribution à l'économie nationale, les travailleurs immigrés continuent à être exclus des bénéfices publics. Leurs droits professionnels et sociaux sont limités et il n'ont aucun droit politique dans l'absolu. Au cours des cinq dernières années, on a recensé 700 cas de racisme et de xénophobie¹³. Même si ces dernières années, le Gouvernement a tenté de faire respecter plusieurs directives européennes sur l'immigration, ces mesures n'ont pas prouvé jusqu'à présent leur réelle efficacité¹⁴.

Réponses à la crise

Le Gouvernement a annoncé plusieurs mesures conçues pour relancer l'économie. Avec une tendance économique keynésienne classique¹⁵, le Gouvernement tente d'accélérer plusieurs projets de développement de nouvelles constructions, routes et infrastructures. Il a également décidé d'engager une dépense de 470 millions d'EUR (environ 622 millions d'USD) pour soutenir le secteur touristique. L'objectif de ces mesures est de maintenir un faible taux de chômage et d'assurer une croissance positive du PIB. Une bonne part de ces dépenses contra-cycliques est destinée à protéger les Chypriotes les plus vulnérables et marginalisés. Ces dépenses comprennent des augmentations des retraites, une aide financière pour les étudiants universitaires et un soutien financier au logement pour les familles aux revenus les plus faibles. De plus, une nouvelle loi a été adoptée qui augmentera les charges sociales des employeurs et des salariés de 1,3% sur les cinq prochaines années.

Le Gouvernement, les syndicats et la fédération des chefs d'entreprises ont également décidé il y a peu de mettre en place un programme pour combattre l'embauche de travailleurs illégaux, un numéro de téléphone vert permet de dénoncer les immigrés clandestins et les employeurs qui leur offrent du travail. Cependant, ceci ouvre la voie à une plus grande discrimination et à l'exploitation du travail « bon marché », parce que les employeurs chercheront à

optimiser leurs bénéfices en adhérant à l'accord de manière sélective afin de satisfaire leurs intérêts.

Les critiques soutiennent que les mesures proposées jusqu'alors sont inadaptées et seront insuffisantes pour relancer l'économie, elles ne permettront pas davantage de protéger toutes les personnes vivant et travaillant à l'intérieur du pays. Par exemple, la mesure visant à apporter un soutien financier aux étudiants universitaires exclut les étrangers et les immigrés. Les étudiants étrangers disposent d'un permis de travail de 20 heures par semaine et seulement pour les secteurs de l'agriculture, du travail domestique, de la construction et de la restauration.

Le rôle de la société civile

Étant donné les nombreuses facettes de la crise actuelle, les Gouvernements devraient réévaluer toutes les politiques et les pratiques afin de protéger les Droits de l'Homme et les droits civils de tous les habitants du pays. Une mesure immédiate visant à atteindre cet objectif serait d'inviter tous les acteurs de la société civile à prendre part à un débat public sur la crise économique et les réponses adaptées pour la combattre. Étant donné que le travail des ONG les maintient en contact étroit avec la base et les besoins sociaux, elles sont plus flexibles que le Gouvernement et peuvent par conséquent se montrer plus efficaces pour toucher les groupes marginalisés. Leur expérience pourrait être mise à profit par les institutions publiques pour atteindre leurs objectifs stratégiques. De plus, les ONG pourraient recommander des pratiques innovantes et créatives pour encourager l'éducation, la propriété, l'égalité hommes-femmes, les droits de l'homme et le droit au travail de ceux qui en sont dépourvus actuellement.

Rendre autonome la société civile est un aspect crucial pour atténuer l'impact de la crise économique. Un des principaux défis auxquels font face les ONG à Chypre consiste à attirer l'attention de la société sur leur travail. Malgré le progrès substantiel de ces dernières années, les ONG qui soutiennent les groupes marginalisés de la société doivent encore surmonter la méfiance et les préjugés. Le fait qu'il n'y ait pas de cadre de coopération cohérent et transparent entre les acteurs de la société civile et les organismes publics réduit considérablement l'efficacité des politiques nationales.

Les études spécialisées du cadre légal et de régulation actuelle qui touche les ONG sont arrivées à la conclusion que ce cadre doit être réformé et modernisé pour répondre aux exigences européennes de meilleures pratiques et conforme aux lois internationales. En 2008, l'Agence de Planification, via CyprusAid, a entamé ce processus en invitant les ONG à participer et à exprimer leur opinion. L'organisme a pressé le gouvernement de mettre en place un cadre légal et politique cohérent pour la coopération tout en soutenant le fait que ce cadre permettrait le renforcement de la société civile et rendrait possible la mise en place efficace de politiques publiques nationales.

En ces temps de crise économique, le Gouvernement doit engager la participation de l'ensemble

des groupes intéressés par le développement et la mise en place de mesures palliatives. L'absence d'un cadre légal pose des difficultés aux ONG au moment de prendre des mesures garantissant les droits de l'ensemble de la population. Les ONG et le Gouvernement doivent mettre en place une meilleure communication et davantage d'échanges d'information pour que les ONG puissent devenir des vecteurs de mise en place des politiques nationales dans les moindres recoins de l'île. De plus, alors que la crise augmente la xénophobie dans les pays européens, il est essentiel que le Gouvernement et les ONG se mettent d'accord pour mener une campagne d'information et d'éducation expliquant les causes du chômage et les effets de la crise afin d'aider à lutter contre la discrimination envers les immigrés. ■

Références

- Antoniadou, C. (2009). "Falling Psychology in the Cyprus Market". *Simerini*. Disponible sur : <www.sigmalive.com>.
- Demetriou, O. (2009). *Living Together. Migrant Cities Research: Nicosia South*. Nicosia : British Council.
- ECEFA (2009). Interim Forecast January 2009. European Commission Economic and Financial Affairs. Disponible sur : <ec.europa.eu/economy_finance/>.
- ENAR (2008). "Communication consultation on Opportunities, Access and Solidarity Towards a New Social Vision for 21st Century Europe". European Network Against Racism. Disponible sur : <www.enar-eu.org>.
- EWL (2008) "Women and the Economic Crisis—An opportunity to assert another vision of the world?". European Women's Lobby. Disponible sur : <www.womenlobby.org>.
- HadjiIo, T. (2008). "Financial Crisis and Development". *Simerini*. Disponible sur : <www.sigmalive.com>.
- KIPE (2008). "The Most Stable Bank System in Europe". Agence de presse de Chypre (KIPE), 13 Octobre 2008. Disponible sur : <www.sigmalive.com>.
- Lokar, S. (2009). "Women's Lobby of Cyprus 50-50 campaign for EU elections". Disponible sur : <www.europeanforum.net>.
- Michail, M, HadjiIoannis, K, Stefanidis, M, Christoforidis, L, Kiridis, S and Mihalakopoulou, M. (2008). "The Effects of Immigration on Unemployment, Part-Time Jobs and Participation in Workforce". *Essays of Economic Policies*. Disponible sur : <www.erc.ucy.ac.cy>.
- MoF (2009). Cyprus Economy, Overview and Potentials. Ministry of Finance. Presented by Charilaos Stavrakis at Press Conference. Disponible sur : <www.mof.gov.cy>.
- Nicolaou-Pavli, E (2009). "Wage Gap between Genders". Disponible sur : <www.sigmalive.com>.
- Pallala Charidi, N. (2009). "Red Card on Unemployment". *Simerini*. Disponible sur : <www.sigmalive.com>.
- Polemitou, M. (2009). "Fears for Massive Redundancies in Hotels by April". *Simerini*. Disponible sur : <www.sigmalive.com>.
- The Ombudsman (2007). *Annual Report 2007*. Disponible sur : <www.ombudsman.gov.cy>.
- Tsiartas, A. (2009). "Human Rights Issues in Cyprus". Présentation dans la conférence Vivre ensemble. Nicosie, Chypre, 6 Mars, 2009.

12 ENAR (2008). "Communication consultation on Opportunities, Access and Solidarity Towards a New Social Vision for 21st Century Europe". European Network Against Racism. Consultation du 25 février 2009 sur <www.enar-eu.org>.

13 Tsiartas, A. (2009). Au cours des cinq dernières années, on a recensé 700 cas de racisme et xénophobie. Présentation lors de la conférence Living Together (Vivre ensemble). Nicosie, Chypre, 6 mars 2009.

14 Demetriou, O. (2009). *Living Together. Migrant Cities Research: Nicosia South*. Nicosia: British Council.

15 L'économiste britannique John Maynard Keynes plaide pour les politiques interventionnistes (par exemple, relancer la consommation par l'augmentation de l'investissement public) comme moyen d'atténuer les effets des récessions économiques.

Une crise, deux visions du pays



La société du Costa Rica a été témoin d'une confrontation entre deux façons antagoniques de percevoir et de projeter le pays. Alors que des secteurs plaident pour un modèle de marché, d'autres réclament celui de l'État Providence pour faire face à des questions comme celles, entre autres, des droits sociaux, économiques et culturelles des gens. La crise, et ses échappatoires possibles, ont créé une nouvelle arène où se heurtent ces deux visions. Alors que le Gouvernement propose un ensemble de mesures qui paraît timide et tardif, la société civile recherche l'inclusion sociale et la productivité.

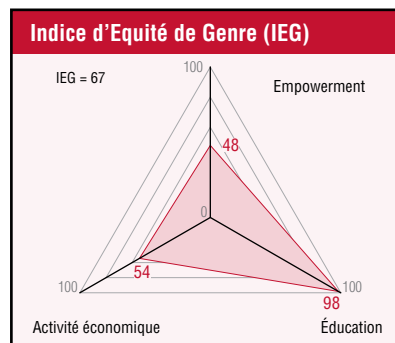
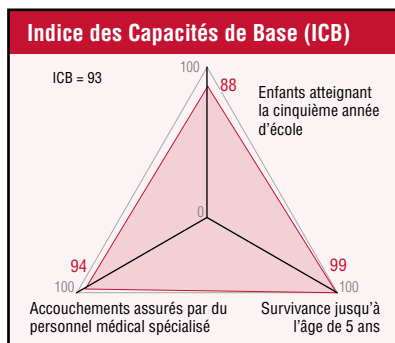
Programa de Participación Ciudadana
CEP-Alforja¹
Mario Céspedes y Carmen Chacón

Au Costa Rica l'impact de la crise mondiale a commencé à se faire sentir à partir du deuxième semestre 2008. Certaines données significatives de cet impact sont comprises dans la baisse (d'une année à l'autre) de l'Indice Mensuel d'Activité Économique (IMAE) publié avec -1,0 % en octobre 2008, -2,5 % en novembre, -3,7 % en décembre et -4,5 % en janvier 2009. « Une analyse par secteurs, sur la base de ce même IMAE, indiquerait que les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière, du commerce et hôtelier sont déjà en récession puisque le pourcentage de l'IMAE au mois de décembre 2008 était inférieur à celui de décembre 2007² ».

En juillet 2008 la Caisse de l'Assurance Sociale du Costa Rica (CCSS) a enregistré 1.376.667 travailleurs (euses) assurés; six mois plus tard elle en a enregistré 1.385.350, ce qui représente une augmentation de seulement de 0,1 % de moyenne mensuelle. Au total il y a eu 8.683 nouveaux travailleurs. Cela signifie que la réduction de la croissance de production a déjà eu un impact sur la génération de sources d'emploi pendant le second semestre 2008³.

L'emploi étant l'une des principales inquiétudes de la population, voyons deux exemples concrets en rapport avec les personnes migrantes et les femmes. Le rapport de la CCSS précise qu'il existait presque 90.000 travailleurs assurés dans la construction, mais en janvier 2009 il y avait à peine 74.000 employés⁴, c'est-à-dire une perte de 16.000 emplois en 6 mois.

Une étude du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, de son département migrations, conclut qu'il y a deux ans, 65 % des 150.000 travailleurs de la construction étaient nicaraguayens⁵. Il convient de souligner que les chiffres enregistrés à la CCSS se trouvent très en-dessous des chiffres réels, parce



que la majorité de la population migrante embauchée dans la construction ne cotise pas à la CCSS, la mettant dans une situation d'extrême vulnérabilité.

Crise et genre

Quant à l'impact sur les femmes, le chômage augmente et l'écart salarial entre les sexes s'accroît. Un rapport de l'OIT publié le 8 mai 2009 assure que presque cinq cent mille personnes – des femmes pour la plupart – perdront leurs emplois en Amérique Centrale en 2009, et par conséquent le taux de chômage féminin augmentera de 3,5 points en pourcentage, et atteindra 14 %.

Le salaire horaire moyen des femmes par rapport à celui des hommes est tombé de 99,1 % en 1999 à 83,9 % en 2007. L'écart salarial est plus grand dans les activités agricoles et la pêche – où elles consacrent 13 heures de plus au travail non rémunéré –, suivies par les activités professionnelles et les travailleuses non qualifiées, avec une différence de 10 heures. C'est-à-dire que, bien que le temps effectif des femmes dans le travail rémunéré soit identique à celui des hommes et malgré leur participation croissante sur le marché du travail, la dimension non rémunérée du travail socialement nécessaire à la procréation et aux soins apportés à la force de travail, aux personnes âgées et aux malades, continue à chuter de manière disproportionnée chez les femmes, qui consacrent ainsi une journée supplémentaire de travail plus une heure pour répondre à cette demande sociale⁶.

La réponse du Gouvernement

En janvier 2009, le Président Oscar Arias a lancé le plan dénommé « Plan Escudo » (Plan Bouclier) en réponse – tardive et insuffisante – à la crise. Le projet, qui a pour but de soutenir les familles, les travailleurs, les entreprises et le secteur financier, consiste à met-

tre en œuvre de nouvelles mesures – comme la Loi de Protection de l'Emploi en Temps de Crise – faisant suite à d'autres déjà en vigueur – parmi elles, l'augmentation de 15 % pour les pensions du régime non contributif de la CCSS, le programme d'alimentation pour les enfants les plus vulnérables pendant le week-end, le Programme « Allons de l'Avant⁷ », la subvention de logement et l'annulation de dettes en souffrance pour 2.100 familles à faibles revenus.

Certaines de ces propositions renforcent les stratégies centrées sur la pauvreté, qui consolident l'assistancialisme et qui risquent de se transformer en clientélisme pendant la période électorale. Les omissions du Plan concernant les besoins des femmes sont particulièrement graves. En effet, on ne mentionne aucune mesure éliminant la discrimination sexuelle sur le marché du travail et l'exploitation des femmes dans le cadre de la procréation et des soins sociaux, ou améliorant la qualité de leurs emplois⁸.

Le projet de Loi de Protection à l'Emploi en Périodes de Crise, qui incite les entreprises à réduire les heures de travail sans réduire les salaires ou licencier le personnel, mérite une mention spéciale.

D'autres mesures annoncées sont liées à la promotion de micro, petites et moyennes entreprises, à la capitalisation des banques nationales et aux investissements en infrastructure publique, particulièrement dans l'éducation et dans le réseau routier national, pour lesquelles des prêts sont en négociation auprès de la Banque Interaméricaine de Développement et d'autres organismes financiers internationaux.

7 Programme du Gouvernement de Transferts Économiques Conditionnés pour inciter les familles à maintenir leurs enfants dans le cycle éducatif.

8 Msc. María Flores-Estrada. Coordinatrice Technique de l'Agenda Économique des Femmes. "El Plan Escudo: por qué es insuficiente para las mujeres", 2009.

1 Cet article est le résultat du Cycle de Conversations : Crise Globale et impact au Costa Rica, organisé par le Centre Études et Publications Alforja et le Réseau de Contrôle citoyen en mars.

2 Helio Fallas. *Crisis Económica Mundial y la economía política en CR* (Crise économique mondiale et l'économie politique au Costa Rica), 23 janvier 2009.

3 Journal *La Nación*, 5 mars 2009.

4 *Ibidem*.

5 Journal *El Centroamericano*, 9 mars 2009.

6 *Ibidem*.

Selon le Dr. Luis Paulino Vargas⁹, la dette extérieure contractée pour faire face à la crise conformément au Plan atteindra 1.400 millions USD seulement pour les dépenses de travaux publics. « Cela implique une augmentation d'un coup d'environ 25 % du montant de la dette extérieure (...). Cela exige au minimum une planification méticuleuse des demandes pour l'utilisation de telles ressources¹⁰ ». Un autre problème est le contraste entre l'urgence de ces ressources, la complexité et la lenteur du processus de négociation de prêts, l'approbation parlementaire et la concession de travaux publics.

Les secteurs sociaux, politiques et d'entreprises – peut-être en désaccord avec la manière dont le Gouvernement a présenté l'initiative – disent que, jusqu'à présent, les résultats du Plan Escudo sont en-dessous de leurs attentes. Le président Arias n'a pas joué le rôle d'instigateur d'un processus de dialogue national permettant d'établir un large consensus social. En outre, l'initiative a été lancée précisément en année pré-électorale, rendant l'exécution des mesures plus complexe, dénaturant le débat parlementaire et augmentant la méfiance des citoyens sur les « bonnes intentions » du président et de son gouvernement.

La proposition des organisations sociales

Trois mois après la présentation « du Plan Escudo », diverses organisations sociales ont présenté à l'opinion publique nationale une proposition appelée « Dix mesures pour faire face à la Crise avec Inclusion Sociale et Productive¹¹ ».

Cette proposition s'inscrit dans un contexte dans lequel les organisations sociales ont réussi à renforcer leurs capacités de résistance face au modèle néolibéral comme, par exemple, dans la résistance contre le Traité de libre Commerce avec les États Unis, une plus grande capacité d'incidence dans le débat national sur l'orientation du pays, et une plus grande capacité de proposition. Ses points sont les suivants :

- *Récupération de la fonction socio-productive du système financier.* Redressement du système financier vers le secteur productif national à partir de la flexibilisation des indicateurs financiers et l'établissement de conditions d'exercice social et productif.
- *Garantir la sécurité et la souveraineté alimentaire et le travail agricole.* Relance de l'agriculture et garantie de fourniture d'aliments de base grâce à la stabilité des prix, la promotion productive et la commercialisation de la petite production agricole et de bétail, productrice d'aliments.
- *PROTRAVAIL/Système de transferts conditionnés pour promouvoir le Travail Décent.* Face aux propositions proposant la diminution des coûts de production, de fait ou de droit (flexibilisation du travail et réduction de la journée de travail ainsi que des salaires), nous proposons un système de « récompenses et punitions » pour promouvoir la protection et la création

d'emploi et du travail décent, le respect des standards fondamentaux, réduisant ainsi les licenciements pour raisons économiques, décourageant la concurrence déloyale du travail informel, et stimulant l'investissement social, du travail et environnemental.

- *Co-responsabilité sociale et travail décent par une infrastructure sociale de soins sociaux.* Face à une proposition de gouvernement exclusivement compensatoire en matière d'investissement social, nous proposons de générer des emplois et de surmonter les obstacles pour l'accès des femmes au marché de travail, par l'extension et la création d'une infrastructure de soins sociaux augmentant les revenus des foyers et évitant l'abandon scolaire.
- *Vers un nouveau rôle de la Banque Centrale : redéfinition de la politique de change et de la balance de paiements.* On doit avancer en direction d'une politique monétaire transparente et soumise à un contrôle, considérant de manière équilibrée les objectifs de stabilité des prix et la réalisation du plein emploi, et permettant de revenir au système de mini-dévaluations.
- *Plan solidaire pour le sauvetage des personnes très endettées.* Il est urgent d'avoir un plan de sauvetage financier pour les personnes physiques très endettées, garantissant la restructuration de leurs dettes, la récupération de leur propre estime, leur formation en matière de consommation responsable et de gestion budgétaire familiale. On devrait en outre fixer des limites pour les cartes de crédit, au moins en termes de taux de base passive plus un pourcentage prédéfini de 10 %. Ces critères devraient être appliqués pour une période d'au moins deux ans, pour être ensuite assouplis dans une certaine mesure.
- *« Fait maison ».* Promotion de la consommation responsable et nationale, et la promotion de marchés locaux équitables. Puisque tous les biens et services nationaux impliquent des centaines de milliers d'emplois, il est nécessaire de diriger notre consommation vers la production de biens et de services nationaux. De même il est essentiel de développer les marchés locaux, les systèmes d'économie sociale, le commerce équitable et les stratégies sociales de commercialisation, entendues et déclarées comme étant des activités d'intérêt public, permettant la coordination de l'offre de la production nationale, en particulier pour les petits producteurs par le biais de courtes chaînes de commercialisation.
- *Stabilité dans l'emploi public.* Dans cette conjoncture, il s'avère fondamental de veiller à la disponibilité de l'emploi public et privé. Dans le cas des emplois publics, centraux et décentralisés, le Gouvernement doit offrir la sécurité par un processus massif de nominations pour l'accès à la propriété, tant par le biais de concours respectifs, comme de nominations sans concours dans les termes établis par la loi. Nous devons également geler pour une période prudente les processus de licenciement pour raisons économiques ou bien de processus de restructuration institutionnelle.
- *Politique de reprise du pouvoir d'achat et d'augmentation progressive des salaires.* Dans le secteur public il est fondamental de faire face à la dépression des

salaires du personnel non professionnel. En outre, aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé, il est nécessaire de maintenir le pouvoir d'achat – de la population des travailleurs en général et de celle ayant les salaires les plus bas en particulier.

- *Propriété communautaire dans les Communautés côtières et d'autres formes d'accès à la propriété.* Dans les communautés côtières, la viabilité des familles dépend de sa capacité à éviter leur expulsion permettant la construction de méga-projets, actuellement paralysés en raison de la crise. Avec des méga-projets en cours ou paralysés, l'impact social est énorme. C'est pourquoi on doit promouvoir un système de propriété communautaire permettant aux familles qui vivent dans la zone côtière de rester sur place, et également promouvoir des méthodes durables de production, y compris le tourisme durable et l'amélioration de la capacité de consommation responsable.

Dans l'attente du dialogue national

La société du Costa Rica est divisée en deux visions du pays opposées – par exemple, la résistance et les mobilisations contre le groupe ICE¹² (2000), contre le processus électoral 2006 et avec la lutte contre l'ALE par le référendum de 2007. D'une part il y a des secteurs qui soutiennent le modèle du libre-échange, d'autre part, il y a ceux qui soutiennent le modèle de l'État Providence mais qui souhaitent aussi voir des progrès dans l'augmentation des droits sociaux, économiques et culturels et un degré plus élevé de la démocratie.

Quant aux réponses timides du Gouvernement, les organisations sociales signalent que « ... si ces défis ne sont pas relevés sur la base du dialogue social et avec un véritable changement de société, la persistance des solutions traditionnelles (assistancielisme et diminution des dépenses publiques, et diminution des droits) se traduiront certainement par une plus grande inégalité et pauvreté, et par le risque, que nous avons déjà souligné, de transformer la pauvreté conjoncturelle en raison de perte de revenus, en pauvreté structurelle, ainsi que par une augmentation de la violence contre les femmes, les enfants et les personnes âgées¹³ ».

Il reste encore à voir si les propositions des organisations sociales sont capables de surmonter les interprétations économicistes de la crise, en se concentrant sur la vie des gens, comment ils se situent et sont comptabilisés dans la production, le travail, les loisirs ou l'administration du ménage, entre autres domaines. Si une telle approche n'était pas incluse, la soit-disant vision alternative coïnciderait avec les modèles économiques dominants qui excluent une diversité d'activités traditionnellement considérées comme typiques de la « sphère privée ». Dans celle-ci, les femmes sont constamment rendues invisibles dans leur rôle de développement et de procréation en multipliant leur exclusion, leur subordination et l'utilisation de leur travail productif et de procréation pour le fonctionnement du système lui-même. ■

9 Vargas, Luis. "El Plan Escudo". Extrait de l'Article présenté dans le cycle Crise globale et impact au CR organisé par le CEP-Alforja et le Réseau de Social Watch en mars 2009.

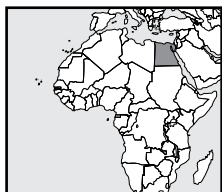
10 *Ibidem*.

11 "Diez medidas para enfrentar la crisis económica con inclusión social y productiva" (Dix mesures pour faire face à la crise économique avec inclusion sociale et productive). Plusieurs auteurs, 2009.

12 Tentative de lois visant à la privatisation des télécommunications au CR, monopolisées avec une projection sociale par l'Institut d'Électricité du Costa Rica.

13 "Diez medidas para enfrentar la crisis económica con inclusión social y productiva" (Dix mesures pour faire face à la crise économique avec inclusion sociale et productive). Plusieurs auteurs, 2009.

Une économie vulnérable



La crise du prix des aliments 2008 a mis en évidence, en l'absence de politiques agricoles pendant des décennies, le manque de souveraineté alimentaire du pays. Actuellement, l'économie égyptienne commence à ressentir l'impact de la crise globale. La diminution des envois de fonds de l'étranger et le retour des expatriés menacent un marché du travail incapable pour l'instant de les intégrer. Le Gouvernement encourage certaines mesures visant à favoriser l'investissement et à relancer l'économie. Bien que tardives, il faudrait pouvoir savoir si ces mesures seront suffisantes pour la relance de l'économie avant que le chômage et le manque de sécurité alimentaire ne génèrent un malaise social généralisé.

The Egyptian Association for Community Participation Enhancement (EACPE)
Ataf Marei

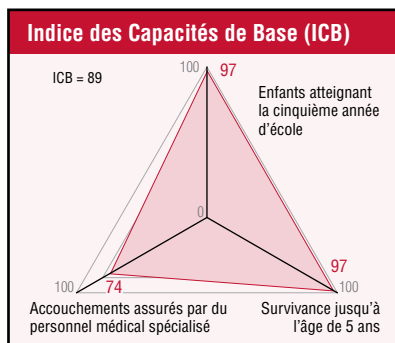
Bien que l'économie égyptienne ait connu une croissance rapide pendant les cinq dernières années, l'importation de deux tiers des aliments a rendu le pays vulnérable. A partir de la hausse des prix des aliments en 2008, une grande partie de la population a éprouvé des difficultés pour nourrir les familles et la tension sociale s'est accrue. D'autre part, la crise globale des aliments a dévoilé l'importance de « l'autosuffisance alimentaire » pour les pays en développement tels que l'Égypte ; la plupart d'entre eux a négligé l'importance des investissements en agriculture en raison des prix réduits des denrées alimentaires sur les marchés internationaux pendant les 25 dernières années.

De plus, en raison de la détérioration de la fertilité des sols, du changement climatique et de la pénurie d'eau, les récoltes ont diminué d'année en année alors que l'importation de produits agricoles a augmenté pour répondre aux besoins d'une population croissante. Tout ceci a contribué à la perte totale de la souveraineté alimentaire.

Le ralentissement de la croissance

Depuis la prise de pouvoir du premier ministre Ahmed Nazif en 2004, le Gouvernement a encouragé une politique d'ouverture sur le marché. Les investissements étrangers et les revenus records du tourisme et de ceux issus des activités du Canal de Suez ont favorisé la croissance économique la plus rapide de ces dernières décennies. Cependant, à partir du dernier trimestre de l'année fiscale 2007/2008, cette croissance a commencé à ralentir. La hausse des prix des denrées alimentaires a fait monter le taux d'inflation au-delà de 20 % provoquant un impact négatif sur la consommation. D'après le ministre du Développement Économique, Osman Mohamed Osman, la croissance a ralenti de 5,8 % au premier trimestre de l'année fiscale 2008/2009.

Le Gouvernement estime que, pour 2009, les exportations ainsi que les investissements étrangers, les revenus provenant de l'exploitation du Canal de Suez et du tourisme vont diminuer en raison

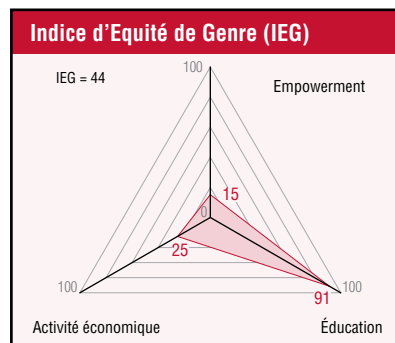


de la crise globale. Il en sera de même pour les taux de croissance. Étant donné que 70 % des revenus en devises du pays proviennent du secteur des services, et que la crise a frappé fortement les pays d'où viennent la plupart des touristes, l'économie du pays va connaître sa plus faible croissance en cinq ans pendant cette année fiscale.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Rachid Mohamed Rachid, lors d'une dissertation à l'occasion d'un déjeuner à la Chambre Américaine du Commerce au Caire en octobre 2008, a signalé que des mesures supplémentaires seront nécessaires si le pays souhaite maintenir le même niveau de croissance. Rachid a signalé : « si nous continuons à faire ce que nous avons fait pour atteindre 7 % de croissance, il est clair que nous ne réussirons pas à atteindre ce 7 % ni en 2008 ni en 2009 ». Il a également dit que, pour que la croissance puisse continuer, il est aussi important de soutenir les secteurs les plus vulnérables que d'assurer la viabilité du secteur financier. Le ministre a aussi manifesté que le fait que le secteur bancaire soit en bonne santé et qu'il ait suffisamment de liquidité est une bonne nouvelle, et que cette liquidité devrait être destinée aux secteurs de l'exportation, de l'investissement ainsi qu'à la consommation².

L'impact sur l'agriculture

Le manque d'investissements dans le secteur de l'agriculture provoquera une réduction inévitable des emplois et, par conséquent, une augmentation de la pauvreté et des migrations, notamment en



Haute-Égypte. Le développement intégré du secteur agricole, l'aide aux agriculteurs et l'adoption de politiques agricoles alternatives sont nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire des égyptiens, pour rendre leur vie plus digne au moyen d'un système prenant en charge leurs droits sociaux, économiques et politiques.

Chômage

Adham Nadim, directeur exécutif du Centre pour la Modernisation de l'Industrie, a annoncé la perte de 45 % des postes de travail actuels, car il s'agit de postes non professionnels. 35% des deux millions de travailleurs de l'industrie n'ont pas de protection du travail. Nadim affirme qu'il est nécessaire de prendre des mesures immédiates afin de corriger la situation.

En mars 2009, le ministre Osman a déclaré que le plan de développement social 2009/2010 devra faire face à des inconvénients liés à la crise globale et à son impact sur l'économie égyptienne. D'après le ministre, le ralentissement de la croissance entraînerait une augmentation du chômage et la perte d'environ 150.000 postes de travail.

Une enquête du Centre des Services des Syndicats et des Travailleurs (CTUWS), montre qu'en avril 2009, 6.100 travailleurs de plusieurs secteurs avaient été licenciés – dont 3.100 dans le secteur textile et 270 dans le secteur du tourisme qui emploient principalement des femmes. Une société touristique à Hurghada a licencié 200 travailleurs sur 890. Dans d'autres villes touristiques les bénéfices des travailleurs ont été réduits de 25 %.

De plus, quelque 1.400 travailleurs de la construction, 700 de l'alimentation et 550 du secteur minier ont perdu leurs emplois. Lorsque l'industrie Assiut Cement, appartenant à Siemens France, a dé-

1 Utilisant comme référence les rapports du Land Center for Human Rights (LCHR) et du Center for Trade Unions & Workers Services (CTUWS).

2 Rachid Mohamed Rachid. "The Financial Crisis : Repercussions on Egypt". Disponible sur : <www.amcham.org.eg/operation/events/events08/FinancialCrisis/FinancialCrisis.asp>.

cidé d'arrêter la production pour réaliser des travaux de « maintenance », seuls 680 travailleurs sur un total de 4.400 avaient un contrat signé alors que le reste effectuait des travaux journaliers ou temporaires. À son tour, la société Orascom Construction a licencié 400 employés temporaires en mars 2009 et la société de construction CEAC a licencié 150 travailleurs en janvier³. Le secteur bancaire a également décidé de réduire son personnel dans les prochains mois.

Investissement et épargne

D'après le ministre du Développement Économique, la réduction du taux de croissance plus l'augmentation des montants d'investissement public – notamment dans des programmes de développement sur le plan humain, des infrastructures, de l'éducation et de la santé, entre autres – produira un déficit entre l'investissement et l'épargne interne pouvant atteindre 85 milliards de livres égyptiennes [EGP] (soit un peu plus de 13 milliards d'USD). Concernant les fonds provenant de l'étranger, on s'attend à atteindre les 40 milliards d'EGP (soit 7,2 milliards d'USD) pendant la période 2009/2010, quelque 180 millions d'USD de moins que l'année précédente. Il en sera de même pour l'incidence de l'investissement privé sur l'investissement total – on espère atteindre 57 % contre 67 % pour la période précédente⁴.

La perte des postes de travail parmi les égyptiens qui habitent à l'étranger produira, suivant les estimations de certains économistes, le retour de 250.000 émigrants environ sur un total estimé à 6 millions, ce qui aura bien évidemment un impact sur le marché du travail. D'une part, le gouvernement n'est pas en mesure d'absorber la main d'œuvre retournant en Égypte ; d'autre part, les entreprises privées exigent de plus en plus de formation et d'ex-

périence lors de l'embauche de nouveaux employés. Cette situation ne peut aboutir qu'à une augmentation dramatique du chômage.

Les réponses du Gouvernement

Comme réponse à la crise, le Gouvernement créé une série de mesures et un plan d'action visant à renforcer les secteurs à partir desquels il sera possible de revitaliser l'économie égyptienne. Ces mesures sont, entre autres⁵ :

- L'augmentation des dépenses en investissement public y compris la création de projets urgents de travail intensif afin de relancer la consommation et de revitaliser le cycle économique.
- La réduction des tarifs sur les biens intermédiaires et les biens de capital aidant les entreprises à entrer en concurrence à l'étranger et à encourager l'investissement. L'exemption des impôts sur les exportations des biens de capital pendant un an, dans le but d'encourager l'investissement.
- La mise en œuvre d'investissements d'environ 15 milliards d'EGP (2,7 milliards d'USD) dans des projets à participation publique et privée.
- La conception de plans destinés à attirer des investissements étrangers, notamment de la région arabe, ne devant pas être inférieurs à 10 milliards par an.
- Faciliter les opportunités d'investissement dans des projets faisables tels que pétrole, irrigation, aviation civile, zones franches, tourisme, développement urbain, logement, agriculture, commerce et technologies de l'information.

- L'amélioration des démarches bureaucratiques par le biais de bureaux de promotion des investissements au niveau des gouvernements locaux.
- La résolution de problèmes et la facilitation des investissements, notamment dans des secteurs de travail intensif tels que l'agriculture, l'industrie et les services.
- L'obtention de la stabilité des prix pour l'énergie et l'industrie.
- L'assistance portée aux secteurs de production et d'exportation.
- La fourniture de terrains nécessaires aux projets d'infrastructure et d'activités productives.
- La coordination entre le Gouvernement et la Banque Centrale facilitant l'obtention de crédits pour les petites et moyennes entreprises ainsi que le développement de l'exploitation des excédents de liquidité afin de financer des projets productifs.

De plus, plusieurs réformes bancaires, en attente depuis longtemps, ont été annoncées.

Pour l'instant, il faudrait évaluer quel sera l'impact de ces mesures en termes de reprise de la croissance.

Pour l'instant, il devient de plus en plus urgent de prendre des mesures pour atténuer l'impact de la crise économique sur la population, notamment pour ceux qui ont perdu leur emploi et ne peuvent plus payer une alimentation de base. Si ces mesures n'étaient par prises, il est probable que le malaise social augmentera de manière dramatique et il ne s'agira que d'une question de temps pour que les gens descendent manifester dans les rues. ■

3 CTUWS, "Impacts of the Global Financial Crisis on Egyptian Workers", 2009. Disponible sur : <www.ituc-csi.org/IMG/pdf/Impacts_of_the_Global_Financial_Crisis_Report_3.pdf>.

4 CTUWS. *op. cit.*

5 Alasrag, Hussein. Impact of the global financial crisis on the Egyptian economy.

La crise et les changements encourageants



Deux décennies d'application de recettes économiques néolibérales ont laissé le pays en situation de grande vulnérabilité pour faire face aux conséquences de la crise économique globale. La détérioration des conditions sociales, économiques, politiques et environnementales, l'exclusion sociale et de travail, la diminution du montant des envois de fonds et la hausse des prix des produits de base sont quelques-uns des effets dévastateurs de la crise actuelle. Bien que la forte dépendance des États-Unis ait été une partie du problème, les changements politiques dans les deux pays pourraient faire que cette dépendance même facilite une sortie.

Social Watch El Salvador

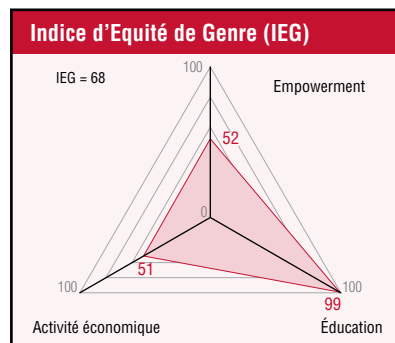
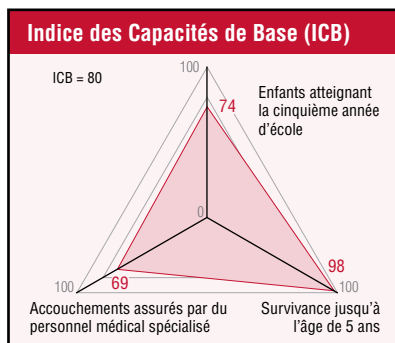
Mario Paniagua
Armando Pérez
Scarlett Cortez¹

Le Salvador est en train de clore deux décennies de gouvernements néolibéraux qui ont mené le pays à la détérioration des conditions sociales, économiques, politiques et environnementales. Cette situation se complique encore davantage du fait qu'aucune mesure n'a été prise pour résister aux effets de la récession aux États-Unis, de la crise environnementale, ni ceux du prix du carburant et des aliments.

Détérioration des services publics et des conditions d'emploi

Le pays souffre d'une détérioration de la qualité et de la couverture des services publics – associés à l'érosion des fonctions de l'État et à la réduction relative des assignations budgétaires pour les entreprises publiques qui les fournissent – et de l'imposition d'une logique marchande pour la fourniture des services publics. Les droits économiques et sociaux, le logement, la santé, l'éducation et l'eau, font l'objet d'une pression chaque fois plus grande et, si la crise économique devait se prolonger, cela provoquera encore plus de tension sociale, affaiblissant l'État et augmentant de ce fait le risque d'instabilité et de violence. Parmi les populations les plus vulnérables restent préoccupants l'augmentation du nombre d'enfants qui travaillent, l'augmentation des maladies gastro-intestinales et respiratoires, le taux d'augmentation de personnes avec le VIH, l'augmentation de l'insécurité des citoyens et l'incorporation des enfants et adolescents aux « maras » ou gangs urbains².

A l'exclusion sociale on ajoute celle du travail, promue par la flexibilisation du marché du travail comme un « incentive d'entreprise » afin de réduire les coûts de travail et qui mène à la détérioration des



conditions d'emploi, à la perte de la capacité acquiesitive des salaires, à la génération d'un type d'emploi à faible productivité et d'un emploi productif effectué dans des conditions précaires³. A la privation de l'accès aux services publics et des moyens de vie pour les personnes au chômage on ajoute le manque d'accès à des postes de travail productifs et de bonne qualité, qui résultent suffisamment attrayants pour maintenir la population active occupée⁴. Pour le dernier quinquennat on estime que la population au chômage est inférieure à 7 % de la PEA (Population économiquement active). Selon le PNUD seulement 20 % de la population d'âge économiquement actif a un travail permanent, bien rémunéré et bénéficiant de toutes les prestations sociales⁵.

Une économie dépendante des États-Unis

Bien que divers organismes financiers mondiaux argumentent que l'économie du Salvador était la plus solide d'Amérique Centrale, les effets de la crise n'ont pas tardé à apparaître. Selon les registres de la BCR du Salvador, 51 % des exportations salvadoriennes en 2007 ont eu comme destin le marché américain. En octobre 2008, les banques ont augmenté les taux d'intérêt et ont commencé à restreindre l'accès au crédit déclenchant une grande incertitude. Les exportations, le tourisme et

les envois de fonds aux familles restés au pays ont commencé à chuter⁶.

Plus de 300.000 familles sont réceptrices d'argent de l'extérieur, 26,7 % de la population ayant à charge des frais d'alimentation, vêtement et services de base. La Banque Centrale de Réserve (BCR) a reporté que, entre 1998 et 2008, les envois de fonds ont été triplés jusqu'à arriver pratiquement à 3.788 millions de USD, la majorité en provenance des États-Unis. Les flux des envois de fonds ont augmenté en 2008, de 2,5 % par rapport à 2007, baisse notoire si on les compare à 2004, quand ils ont augmenté de 17 % par rapport à l'année précédente. On peut déjà prévoir que les envois de fonds diminueront en 2009 et 2010 de 3 % environ du total reçu jusqu'à présent. Un des secteurs les plus touchés par la décelération américaine a été celui de la construction, dans lequel travaille une importante fraction de la population salvadorienne résidant aux États-Unis⁷. Ceci aura un impact significatif sur l'envoi de fonds.

Crise des aliments et des carburants

Les schémas de privatisation mis en oeuvre par le Gouvernement, qui ont rejeté la production agricole garantissant la sécurité alimentaire, se sont concentrés sur l'importation de grains de base. Le libre commerce, générateur d'inflation et le manque de capacité acquiesitive de la population de par l'absence de réglementation de l'État en ce qui concerne le marché, affaiblit encore plus le pays pour faire face à la crise mondiale.

1 Integrantes de las organizaciones que conforman Social Watch El Salvador (APSAL, CIDEF, CODEFAM, FUMA, MEC). Agradecen el apoyo de Yvette Aguilar, Ana Ella Gómez, Carolina Constanza, Jeannette Alvarado, Ana María Galdámez y Karen Martínez.

2 Atelier de Concertation pour la Lutte contre la Pauvreté (MCLCP) et Save the Children, organisateurs du forum « l'impact de la crise sur les filles et les garçons du Pérou et de l'Amérique latine », alertent sur l'augmentation du travail des enfants en Amérique latine.

3 Weller, Jürgen. "Procesos de exclusión e inclusión laboral: la expansión del empleo del sector terciario" ("Processus d'exclusion et d'inclusion du travail : l'expansion de l'emploi du secteur tertiaire"). *Serie Macroeconomía del Desarrollo*, 6. CEPAL: Santiago, Chili. 2001.

4 "El empleo en uno de los pueblos más trabajadores del mundo" ("L'emploi chez un des peuples les plus travailleurs du monde"). *Informe sobre Desarrollo Humano El Salvador PNUD 2007-2008*.

5 *Ibidem*.

6 "Economías centroamericanas reciben impacto de la crisis financiera" (« Des économies d'Amérique centrale reçoivent l'impact de la crise financière »). *El Periódico*. Mexique, 24 janvier 2009.

7 PNUD (2005-2006). *Informe sobre Desarrollo Humano El Salvador*.

Des estimations faites par la Commission Économique pour l'Amérique latine (CEPAL) indiquent que, pour chaque augmentation de 15 % sur le prix des aliments, la pauvreté dans les pays de la région augmente de 2,8 %. Dans ce sens, en considérant qu'au Salvador la hausse des prix a été plus importante, l'augmentation de la pauvreté est plus importante également.

L'impact de la hausse sur les prix du pétrole s'est vérifié avec l'augmentation des prix des produits alimentaires de base, produisant une détérioration rapide du pouvoir d'achat de larges segments de la population et donc son appauvrissement. Depuis 2007 les prix des aliments a subi une hausse continue. La moyenne inflationniste des quatre dernières années a été de 4,9 % ; l'inflation d'avril 2008 est arrivée à 6,8 % . Pendant cette période, l'inflation accumulée a été de 19,5 % . Le salaire minimum se trouve entre 85,58 SVC (10 USD) et 183 SVC (21 USD) mensuels. En février 2008 le panier de la ménagère était de 163 SVC (19 USD), le panier de la ménagère élargi qui inclut tous les besoins d'une famille type (alimentation, santé, éducation, logement, habillement) était de 703 SVC (82 USD) ⁸.

Selon l'Enquête Nationale de Revenus et de Dépenses de 2006 les aliments représentent près du 30 % du budget des foyers à revenus plus faibles. En juin 2008, le coût du panier type urbain a enregistré une hausse d'environ 22 % par rapport à juin 2007, tandis que le panier rural a subi dans les récents mois des hausses proches de 25 % par rapport à la période équivalente de l'année précédente ; la situation décrite mène à une augmentation rapide des taux nationaux de pauvreté et d'extrême pauvreté ⁹.

Il est important d'indiquer que, bien que l'impact de la hausse des prix des aliments, du carburant et d'autres produits de base soit plus grand et plus dramatique dans les foyers à plus faibles revenus, il affecte aussi fortement les foyers à revenus moyens, par le fait que les aliments, l'électricité et le transport, qui sont les trois rubriques les plus touchées par les changements dans l'environnement international, constituent autour de 50 % de la composition des dépenses mensuelles moyennes des familles salvadoriennes ¹⁰.

En raison de cette situation, des politiques sociales et économiques pour relancer la production nationale, en particulier la production agricole, sont nécessaires. La sécurité alimentaire doit être l'axe central de l'action gouvernementale. Il faut donc mettre l'accent sur la réglementation des

prix, l'investissement productif, l'augmentation de salaires, la génération d'emplois et l'intervention de l'État dans le contrôle des imperfections du marché.

Inégalités aggravées par la crise

La crise climatique (augmentation de la température, changements des patrons des pluies, augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses, inondations, glissements, effondrements et vents violents) a exacerbé les inégalités économiques, de genre et ethniques, entre autres. Elle a approfondi, en outre, les fragilités déjà existantes associées aux groupes démographiques les plus vulnérables, comme les femmes, les enfants, les personnes âgées, les peuples originaires, les familles pauvres rurales et urbaines marginales.

Le système économique mis en oeuvre dans le pays multiplie les effets de la vulnérabilité environnementale dans les populations pauvres ; les phénomènes comme la déforestation et la dégradation des forêts, la pollution des rivières et les manteaux aquifères, entre autres, ont eu pour conséquence l'abandon de l'agriculture campagnarde la livrant à un environnement économique défavorable et conduisant la population pauvre rurale et urbaine marginale à un déficit de logement et de services de base qui la placent dans une situation de risque permanent.

Année après année, les familles rurales perdent leurs récoltes et leurs parcelles agricoles, diminuant leur accès à la terre et aux eaux destinées à la consommation humaine. Par conséquent, leurs revenus économiques diminuent et elles abandonnent leurs lieux d'origine, émigrant vers les villes principales ou à l'étranger. Les maladies infectieuses et transmises par des vecteurs sont en augmentation.

De cette situation environnementale on peut évaluer que l'objectif 10 des OMD : « Réduire de moitié, pour 2015, le pourcentage de personnes qui manquent d'un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement de base » sera presque impossible à réaliser, et il en sera de même pour la plupart des OMD.

Toutefois, le manque d'information claire et objective sur les indicateurs pour les OMD relatifs à l'eau potable et l'assainissement compliquent le calcul d'une mesure concrète des avancées et des reculs dans ce secteur. Les chiffres officiels montrent des statistiques différentes par rapport à des données de couverture, à la qualité et la disponibilité en eau potable et à l'assainissement par rapport à celles que présentent les institutions environnementalistes, avec de surcroît le fait de ne pas reconnaître qu'un fournisseur public d'eau ne signifie pas l'accès à l'eau dans des conditions de qualité.

D'une part, l'Enquête des Foyers à Buts Multiples (EHPM, en espagnol) ¹¹ informe que pour 2007 la couverture totale des foyers avec un approvisionnement en eau par canalisation privée a été de 74 %, tandis que l'Administration Nationale des Aqueducs et des Egouts (ANDA, en espagnol) ¹² informe qu'elle a été de 54,2 % . L'EHPM indique que la couverture par le biais des fournisseurs publics a été de 4,2 % et ANDA informe qu'elle a été de 6,2 % . Ces chiffres s'avèrent alarmants, surtout quand il y a des secteurs de la population à revenus moyens et élevés qui ne subissent pas le désapprovisionnement d'eau potable comme c'est le cas pour les secteurs populaires.

Le rapport de progrès sur les OMD élaboré par le PNUD en 2007 présente des avancées pour cet objectif, qui selon les organisations des environnementalistes et de protection au consommateur sont discutables, si l'on prend en considération que le Gouvernement a utilisé comme indicateur d'avancée d'accès durable à une source améliorée d'eau, les approvisionnements de : connexion domiciliaire, fournisseur public, eau de puits, des sources et réservoirs d'eau de pluie. Toutefois, on ne spécifie pas et il n'existe pas d'information fiable qui assure que ces ressources soient réellement protégées et répondent à des normes de qualité pour que l'eau soit apte à la consommation humaine.

Conclusion

Le changement dans les directions politiques aux États-Unis et au Salvador permettent de visualiser un chemin d'espoir pour surmonter les effets de la crise en raison des liens commerciaux proches entre les deux pays, mais il est impératif qu'on assure, sans restriction, l'autonomie, le respect et la recherche de nouvelles relations d'équité et de solidarité.

Avec le nouveau scénario politique que vivra le pays à partir de 2009, Social Watch El Salvador assume une position vigilante vis-à-vis de la réalisation des DESC et des OMD, non seulement en raison du changement de gouvernement, mais parce qu'il y a une dette en suspens des précédents gouvernements à ce sujet, qui a déjà été ressentie comme un manque de volonté de les réaliser ¹³. ■

8 Goitia, Alfonso. *Crisis alimentaria y crisis del modelo neoliberal en El Salvador*, p.15. 2008.

9 PNUD. "Contrarrestando el impacto de la crisis internacional sobre la economía de los Hogares Salvadoreños" (Contrecarrant l'impact de la crise internationale sur l'économie des foyers salvadoriens). Rapport final de la Commission Multidisciplinaire. 2008.

10 Goitia, Alfonso, *Op. cit.*

11 Ministère de l'Économie. Direction Générale des Statistiques et Recensements. *Encuesta de Hogares y Propósitos Múltiples 2007*.

12 ANDA. *Informe de cobertura a nivel nacional de agua potable y saneamiento 2003-2007*.

13 "Derechos Económicos y Sociales: no hay voluntad política" (Droits économiques et sociaux: il n'y a pas de volonté politique). *Rapport de Social Watch 2008*. El Salvador.

Une prison en plein air face à la crise mondiale



Sans constitution ni Parlement qui fonctionnent, sans système judiciaire indépendant ni presse libre et sans transparence administrative, l'Erythrée, le pays le plus militarisé du monde, manque de mécanismes nécessaires pour aborder la crise mondiale. La récession de l'économie mondiale a fait chuter les envois de fonds vers le pays, tandis que les prix des aliments et du carburant ont subi une montée fulgurante. L'Erythrée a besoin d'une transition immédiate à un système démocratique de gouvernance avec le soutien de la Communauté internationale. L'aide humanitaire supervisée par les ONG internationales indépendantes semble être le plan d'urgence le plus efficace pour sauver les vies de la population sans défense.

Eritrean Movement for Democracy and Human Rights (EMDHR)

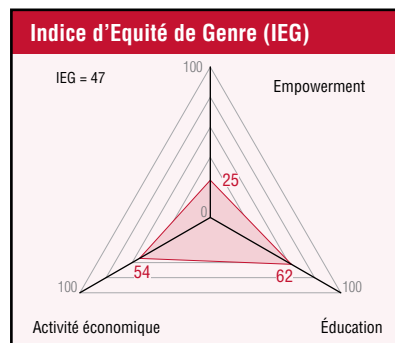
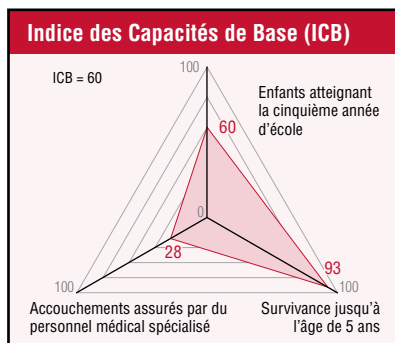
Daniel R Mekonnen

Bien avant que la crise financière mondiale ne s'aggrave, vers fin 2008, l'Erythrée était déjà plongée dans un profond chaos économique, social et politique. Le pays possède un des historiques mondiaux les plus lourds en ce qui concerne la protection des droits humains, comme l'affirment divers organismes de surveillance des droits humains régionaux et internationaux, y compris la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples et le Groupe de Travail de l'ONU sur la Détention Arbitraire. La crise des droits humains s'est aggravée après le choc frontalier avec l'Éthiopie, entre 1998 et 2000. Depuis lors, le Gouvernement a utilisé les suites du conflit comme prétexte pour supprimer les droits et les libertés fondamentales.

Une prison en plein air

L'Erythrée est indépendante depuis 1991, mais elle n'a pas encore offert à ses citoyens de véritable liberté. De fait, on peut à peine entrevoir des caractéristiques de gouvernement libre et démocratique conventionnelles¹. De part le monde, presque tous les pays ont réussi à ériger un pacte, un document national obligatoire ou une constitution. La plupart d'entre eux ont également des Parlements en activité et font appel à des élections régulières et périodiques, indépendamment de leur liberté ou leur impartialité réelles. D'un autre côté, ils autorisent l'existence de moyens de communication privés, même si, parfois, les contrôles sont tellement restrictifs que la liberté de presse est annulée. En Erythrée, le Gouvernement a adopté une Constitution en 1997 mais ne l'a jamais mise en pratique. Le Parlement a cessé de fonctionner en février 2002. Les moyens de communication privés (radio, télévision, presse écrite et électronique) ont disparu entre 1997 et 2001; seuls subsistent les moyens officiels, qui sont toujours plus fidèles à l'élite dirigeante qu'à la vérité. Et pire encore, depuis son indépendance, le pays n'a jamais joui d'élections libres et impartiales.

Aujourd'hui, quand on voit les longues queues dans les rues d'Asmara pour aller chercher son pain, on réalise que la vie est devenue très difficile pour les



Erythréens. Comme les anciennes autorités d'occupation du Derg (le comité coordinateur des forces armées, policières et de l'armée de terre) durant les années 1970 et 1980, le Gouvernement paraît avoir, lui aussi, déclaré la guerre à son propre peuple. Un propos très répandu entre les Erythréens signale que la seule différence entre le régime du Derg et celui de l'actuel Front Populaire pour la Démocratie et la Justice (FPDJ), c'est que les fonctionnaires du Derg s'exprimaient généralement en amharique (la langue officielle éthiopienne) tandis que ceux du FPDJ parlent le tigré, un dialecte national qui a un statut officiel *de facto*.

Les personnes qui n'adhèrent pas à l'idéologie de l'État ou qui ont des croyances religieuses non acceptables officiellement par le Gouvernement, souffrent de persécutions systématiques et sont punies sévèrement par le système sécuritaire et militaire. Ceci ayant pour résultat, les violations des droits humains, devenues endémiques; la violation est la norme et la protection l'exception. Quelques estimations conservatrices suggèrent que plus de 20.000 personnes sont enfermées sans avoir eu de procès et sans avoir de contact avec l'extérieur. Elles sont réparties dans plus de 300 prisons formelles et informelles réparties un peu partout dans le pays. La plupart de ces centres de rétentions sont dirigés par des Généraux de l'armée, qui n'ont de comptes à rendre ni à la police ni aux tribunaux ordinaires. En résumé, le pays a été transformé en une prison en plein air où les droits et les libertés fondamentales sont totalement bâillonnés par des pratiques dominantes et abusives, qui sont devenues cauchemardesques et kafkaïennes.

Les indicateurs sociaux et de développement

Les indicateurs de développement sont contradictoires. Certaines sources soulignent dans leurs rapports, des « progrès » dans certains secteurs comme la mortalité infantile et la morbidité maternelle. Toutefois, étant donné l'atmosphère politique extrêmement répressive et l'impossibilité d'obtenir des données fiables, il est difficile de prendre ces rapports au pied de la lettre. En réalité, les politiques économiques erronées de l'autoritaire FPDJ ont totalement vidé l'économie nationale et locale bien avant que ne survienne la crise financière globale, fin 2008.

L'Erythrée est qualifiée de manière désastreuse dans plusieurs rapports provenant de sources indépendantes. Par exemple, l'Indice de la Faim place le pays à l'antépénultième position, c.-à-d. au 116^{ème} rang sur 118 pays classés par le rapport². Le pays reçoit une très mauvaise qualification dans l'Indice de Capacités de base (ICB), dans lequel il laisse entrevoir de sérieuses difficultés dans chaque dimension du développement social. Selon Journalistes Sans Frontières³, l'Erythrée est le pire pays au monde en ce qui concerne la liberté de la presse, volant la place de la Corée du Nord dans le classement. En dépit de sa faible population de 4 millions d'habitants, l'historique alarmant du pays en ce qui concerne les violations des droits humains, le place en 4^{ème} source émettrice de réfugiés dans le monde. Les dernières

2 Welt Hunger Hilfe (2007). *The Challenge of Hunger 2007*. Disponible sur : <www.welthungerhilfe.de/fileadmin/media/pdf/Pressemittelungen/DWHH_GHI_english.pdf>. Consulté le 4 janvier 2008.

3 Reporters Without Borders (2007). *Annual Worldwide Press Freedom Index*. Disponible sur : <www.rsf.org/article.php3?id_article=24025>. Consultado el 16 de octubre de 2007.

1 Voir Mekonnen, D.R. (2009). *Transitional Justice: Framing a Model for Eritrea*. VDM Publishing: Saarbrücken, Allemagne.

19.400 demandes réalisées en 2005-2006 le situe à peine au-dessus d'états détruits et chaotiques comme la Somalie, l'Iraq et le Zimbabwe⁴.

Le pays le plus militarisé

La militarisation excessive est un autre de ses graves problèmes. Les élèves de l'enseignement secondaire sont obligés de s'inscrire à des camps militaires pour recevoir une « éducation formelle ». Le Camp d'Entraînement Militaire Sawa, tristement célèbre, est un des endroits où les étudiants sont disciplinés conformément au strict règlement militaire. L'abusif Programme de Service Militaire National (PSMN), qui commence à dix-huit ans et qui ne se termine jamais, fait partie de l'étape préparatoire de l'endocritement. Les nombreux et détestables abus des droits humains perpétrés sous le PSMN incluent des viols et autres genres de violence sexuelle contre les recrues. Durant les dernières années, la totalité des institutions académiques ont été placées sous le contrôle effectif de commandants militaires. En 2003, le pays se considérait comme l'état le plus militarisé au monde ; en outre, il avait le troisième pourcentage le plus élevé de Produit National Brut destiné aux dépenses militaires⁵, après la Corée du Nord et l'Angola. Vers la moitié de l'année 2000, les forces armées comptaient dans leurs rangs 300.000 personnes, plus que dans toute autre période de leur histoire. Depuis lors on croit que la quantité d'effectifs a augmenté de manière exponentielle. Les recrues constituent 45,27 % du total de l'armée nationale, et sa vulnérabilité est proportionnelle à sa quantité.

La crise qui domine le pays a été exacerbée par la récession de l'économie mondiale, qui a provoqué l'arrêt des envois de fonds provenant de l'étranger. Les coûts des aliments et du carburant sont montés en flèche. On dit que les prix du carburant dans les stations service strictement contrôlées par le Gouvernement sont les plus élevés au monde. De fait, il est pratiquement impossible de trouver du carburant. Les aliments peuvent être achetés seulement de manière légale dans les magasins du Gouvernement et les agriculteurs doivent vendre leur grain à ces magasins à un prix préétabli. La vente de grains sur les marchés locaux est punie, comme le président lui-même l'a déclaré dans une conférence de presse en janvier 2009.

La réponse du Gouvernement

Le Gouvernement rejette catégoriquement les rap-

ports sur les problèmes économiques ou sur la répression politique, et il les qualifie de « propagande ennemie ». De fait, le président a expliqué que les rapports qui font part des pénuries économiques du pays sont l'expression des frustrations « de personnes suralimentées et capricieuses » qui ne savent pas administrer leurs ressources. En réalité, les gens meurent littéralement de faim – à cause de la famine provoquée par le FPDJ.

L'Erythrée ne possède pas d'outils législatifs, administratifs ou institutionnels qui permettent de répondre adéquatement à la crise mondiale actuelle car le pays n'a pas de Constitution ni de Parlement qui fonctionnent adéquatement, pas de système judiciaire indépendant ni de presse libre, pas de transparence administrative et encore moins un budget national publié officiellement. En outre, les mécanismes traditionnels pour faire face à des problèmes comme celui de l'émigration sont, pratiquement, inexistantes. Sous une suffocante loi martiale, les points d'entrée et de sortie sont fermés de manière hermétique. Après avoir consommé les faibles ressources dont peut disposer la population affamée – spécialement les femmes, les personnes âgées et les enfants – cette population ne peut se déplacer nulle part ailleurs et doit se résigner à mourir dans les villages. Le Gouvernement n'a pas encore adopté de programme pour protéger la population la plus vulnérable.

Les ONG manipulées par le Gouvernement

Un agenda de développement solide qui se base sur les Droits, doit donner une préférence stratégique à l'autonomisation et à la responsabilisation des communautés locales. Cette perspective doit accorder aux personnes le pouvoir et la capacité de devenir les principaux acteurs de leurs vies. Une manière éventuelle d'y parvenir serait la participation d'organisations de la société civile et d'ONG locales indépendantes représentant les intérêts de leurs communautés. Mais malheureusement, l'atmosphère répressive rend le travail de la société civile indépendante impossible. Le pays a seulement trois organisations locales compromises avec l'agenda de développement national pour le prétendu bénéfice de la population en général : le Syndicat National de Femmes Erythréennes, le Syndicat National de la Jeunesse et des Etudiants Erythréens et la Confédération Nationale des Travailleurs Erythréens. Il y existe d'autres « organisations de la société civile » plus redoutables, mais dont on ne connaît que le nom.

Cependant, comme tout le monde le sait, ces trois organisations actives ne sont ni authentiques ni suffisamment indépendantes pour représenter les intérêts de leurs membres. Elles fonctionnent comme des ligues (branches) féminine, juvénile et de travailleurs du parti au gouvernement, qui choisit ses chefs et qui exige leur loyauté. Autrement dit, ce sont des exemples typiques d'ONG manipulées

par le Gouvernement, conçues pour dissimuler la dépendance du pays de l'aide externe et pour feindre une participation de la société civile qui n'existe pas. Les seules organisations de la société civile indépendantes, comme le Mouvement Erythréen pour la Démocratie et les Droits Humains, travaillent depuis l'exil et sont accusées par le Gouvernement de « marionnettes de l'ennemi » ; s'ils sont attrapés dans le pays, leurs membres sont emprisonnés et torturés.

La coopération internationale

La coopération internationale est cruciale pour résoudre les multiples crises mondiales qui frappent de manière disproportionnée les populations des pays en développement. Pendant de nombreuses années, le déficit alimentaire de l'Erythrée a été couvert par l'aide alimentaire donnée par la Communauté internationale (même si le Gouvernement ne le reconnaît pas). Les organisations d'aide et les ONG internationales ont joué un rôle fondamental dans cet aspect. Toutefois, beaucoup d'entre elles ont été expulsées à la suite de la politique du Gouvernement d'« autosuffisance », politique illusoire. Bien qu'il ne rejette pas l'aide alimentaire, le Gouvernement complique les démarches pour qu'elle puisse entrer dans le pays. Il préfère l'aide internationale en espèces.

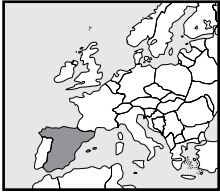
L'Union Européenne demeure toujours l'un des principaux fournisseurs internationaux d'aliments et d'aide au développement de l'Erythrée. Elle a récemment approuvé un lot d'aide au développement pour 122 millions d'EUR (approximativement 161 millions d'USD) du 10^{ème} Fonds de Développement Européen, mais elle a des préoccupations légitimes quant au dédain montré par le gouvernement érythréen envers les exigences légales qu'entraîne tout plan d'aide au développement responsable. Ces exigences consistent à s'engager pour les principes de bonne gouvernance, de reddition de comptes et de respect des droits humains ainsi que de l'état de droit, des principes qui n'existent pas en Erythrée. Le pays n'a ni la volonté politique, ni les moyens d'assurer une véritable politique de développement et il n'y a pas de processus transparent de prise de décisions qui permette de formuler et de mettre en pratique les politiques étatiques pouvant aider à surmonter la crise mondiale actuelle.

Il est immédiatement nécessaire de mener le pays vers un système démocratique de gouvernance et soutenu par la Communauté internationale. En même temps, l'aide humanitaire contrôlée par des ONG internationales indépendantes se présente comme la façon la plus efficace de sauver la vie de la population sans défense, asphyxiée par la grave répression politique et l'effondrement économique. ■

4 Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (2007). *Global Trends: Refugees, Asylum Seekers, Returnees, Internally Displaced and Stateless Persons*. Genève. Disponible sur : <www.unhcr.dk/Pdf/statistics/global_trends_2006.pdf>.

5 Awate Team (2003). *Defending Indefensible, Indulging Incompetence*. Disponible sur : <www.unhcr.dk/pdf/statistics/global_trends_2006.pdf>.

On ne s'attaque pas à l'essentiel



L'économie espagnole, qui a retardé trop longtemps ses ajustements, laisse entrevoir des déficiences prononcées. Face à la montée fulgurante du chômage et à la diminution du crédit, le Gouvernement se porte garant mais il ne traite pas les problèmes fondamentaux, comme la fragilité et la précarité de l'emploi, l'accès au logement et l'extension de nombreux droits sociaux de base. Quelque chose de semblable se passe avec l'aide internationale : bien que l'Espagne se réaffirme dans son rôle de pays solidaire, des sujets essentiels comme le réchauffement de la planète ou les subventions agricoles ne sont pas abordées comme ils le devraient.

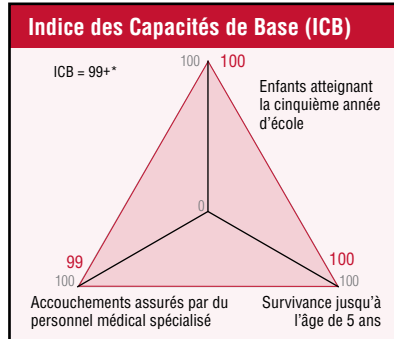
Plataforma 2015 y más
 Pablo José Martínez Osés
 Intermon Oxfam*
 Deborah Itriago

La crise en Espagne possède des caractéristiques propres au pays qui indiquent que ses causes ne résident pas uniquement dans les « failles » du système financier international ou dans leurs mauvaises pratiques. En septembre 2008, alors que le président José Luis Rodríguez Zapatero se trouvait à New York à l'Assemblée Générale de l'ONU où il réaffirmerait sa confiance en la robustesse du système financier espagnol, il a assisté en même temps, à l'effondrement des grandes compagnies financières américaines. En dépit de cela, son gouvernement s'est empressé d'accorder une garantie publique à ses risques, en accord avec le Trésor public, pour un montant de 3 milliards d'EUR, ce qui suppose plus de 650 EUR par personne, alors que le pays consacre 30 EUR par personne à l'Aide au Développement. Dans le contexte actuel de crise, on tente de gagner du temps au lieu de voir en elle une opportunité de réel changement.

La destruction de l'emploi

Les chiffres actuels concernant l'effondrement et la destruction de l'emploi sont terrifiants. Sur un an, de janvier 2008 à janvier 2009, le chômage a augmenté de plus d'un million de personnes ce qui constitue plus de trois millions et demi de personnes (des niveaux similaires à 1996). Ceci représente 14 % de la population active ainsi que près de deux fois la moyenne européenne. En 2008, plus de 840.000 postes de travail ont disparu et la tendance ne semble pas s'inverser.

Le Gouvernement a cherché à pallier la diminution du pouvoir d'achat en octroyant des diminutions fiscales aux travailleurs et en facilitant les démarches pour la création de nouvelles activités économiques. Il a aussi diminué les intérêts en cas de non-paiements ou d'ajournements pour éviter l'asphyxie économique définitive des entreprises. Ces mesures prétendent, tout au plus, fournir aux travailleurs des moyens pour subsister pendant un certain temps dans l'attente d'une récupération de l'activité économique et de la confiance dans les marchés. Il est nécessaire de constater d'autre part, que jusqu'à présent le Gouvernement a su résister

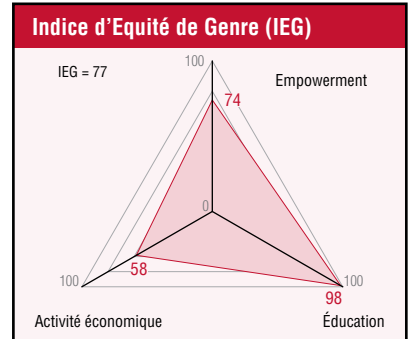


aux demandes opportunistes des patrons qui ont exigé, comme d'habitude, une majeure précarisation du travail par l'assouplissement et la diminution des coûts de licenciements comme condition à la création d'emploi.

La diminution du crédit

Bien que le taux d'intérêt de référence pour l'Union Européenne (Euribor) ait diminué et ait atteint des minimums historiques, les organismes financiers ne paraissent pas décidés à assumer de nouveaux risques, par conséquent l'accès au crédit reste faible. Il est évident que la garantie publique de 3 milliards d'EUR octroyée par le Gouvernement et les autres mesures de réassurance des opérations sous garantie publique, n'ont pas produit jusqu'à présent, la relance du crédit par le secteur financier afin que les capitaux circulent pour relancer l'activité économique. D'autre part, en décembre 2008, selon des données de la Banque d'Espagne, le portefeuille de crédits aux familles a diminué pour la première fois depuis huit ans, ce qui contraste avec la croissance des portefeuilles de crédits approuvés auprès des administrations publiques. Ce paradoxe s'explique par la prédilection pour les garanties publiques qu'ont les organismes financiers au moment de choisir les risques et par les énormes difficultés de financement que présentent les administrations locales (municipalités).

En ce sens, le Gouvernement s'est donné pour priorité de servir de garant public afin de maintenir la confiance dans l'équilibre et dans la stabilité du système financier, duquel dépendent une grande quantité de dépôts et d'épargnes de citoyens. Mais le problème exige une plus grande décision car, tandis que les organismes financiers continuent à présenter des profits spectaculaires dans leurs résultats trimestriels, la dévaluation incontrôlable des actifs financiers et hypothécaires a fait que, jusqu'à présent, la citoyenneté n'a pas pu prendre part à la stabilité attendue. Différents acteurs provenant



de nombreux mouvements sociaux, mais aussi de secteurs académiques et politiques, commencent à parler de la nécessité de recréer des organismes financiers à caractère public qui permettent, en ces temps de crise, de donner la priorité aux fonctions du service public au lieu de maintenir des marges de bénéfices.

Le retard des ajustements

Il est frappant de constater que le Gouvernement a répondu aux nécessités du secteur bancaire et financier de manière très rapide alors que sa réaction a été tardive et limitée quand il s'est agi de résoudre les problèmes de l'économie réelle, où le processus d'ajustement est abrupt et tardif – et où il était le plus nécessaire de réagir avant la crise déjà.

Les trois principaux problèmes, largement mentionnés dans diverses analyses pendant le cycle expansif précédent, étaient : les dimensions spectaculaires de la « bulle immobilière » et l'importance relative du secteur de la construction dans le PIB et dans la croissance de l'emploi, l'excès d'endettement des particuliers et des chefs d'entreprise et les taux de compétitivité et d'épargnes peu élevés au niveau national. Durant la période précédente, très peu de mesures avaient été prises pour faire face aux processus d'ajustements, peut-être pour ne pas devoir assumer les coûts sociaux et politiques inhérents à ceux-ci. La crise financière internationale a maintenant accéléré et synchronisé ces processus qui étaient restés en suspens, en affectant de manière très grave la viabilité des affaires requérant un endettement élevé à court terme ainsi que l'emploi.

Le Gouvernement a répondu en combinant deux axes. D'une part, il maintient sa résistance aux pressions des secteurs politiques conservateurs et des secteurs patronaux qui souhaitent l'octroi de diminutions fiscales sur les gros revenus, la diminution des impôts des sociétés et des mesures d'assouplissement des licen-

* « Accouchements assurés... » selon la procédure "1" à la p. 209.

1 La contribution d'Intermon/Oxfam à ce document a été réalisée par son équipe de recherche, sous la coordination de Deborah Itriago, et se circonscrit au deuxième point du document: "l'Espagne à l'extérieur".

ciements. D'autre part, il adopte des mesures à caractère social, puisqu'elles sont fondamentalement destinées aux chômeurs, aux personnes à faibles revenus et aux secteurs à haut risque. Cette double réaction, qui vise à ne pas détériorer le système des garanties sociales (de sorte qu'il serve à amortir les coups de la crise) est loin, toutefois, d'inverser les tendances et d'offrir des résultats en ce qui concerne la récupération du crédit, de l'emploi ou de l'indice des prix.

On constate que le pari du Gouvernement consiste à contenir les pressions et les conséquences, jusqu'à ce que la confiance sur les marchés financiers internationaux soit revenue et que ceux-ci amortissent un nouveau cycle expansif. Toutefois, la question ne se réduit pas à savoir quand la récupération surviendra-t-elle, ni jusqu'à quel point il est possible de grossir le déficit public qui supporte les mesures entreprises (les premières mesures ont déjà épuisé l'excédent accumulé durant les années précédentes et l'Union Européenne a déjà donné ses premiers avertissements). Il s'agit, en outre, de savoir comment aborder les problèmes fondamentaux de l'économie espagnole, qui sont principalement liés à la fragilité et à la précarité de l'emploi, aux difficultés d'accès au logement et à l'accès, pour une grande partie de la population, à de nombreux droits sociaux de base.

L'Espagne à l'extérieur

L'année 2009 est celle des transformations profondes en matière de développement économique, et entre autres dans la manière dont la coopération est menée dans la lutte contre la pauvreté. Tout au long de 2007 et 2008, l'Espagne a su montrer sa vocation de pays solidaire, non seulement dans la gestion de la crise mondiale qui affecte surtout les pays en développement mais aussi, de manière générale, dans les compromis établis en matière d'Aide Officielle au Développement (AOD). Toutefois, on observe que bien que des initiatives très importantes ont été entreprises, il subsiste une timidité excessive pour aborder les questions plus fondamentales. Parmi les quelques aspects à souligner, nous notons :

AOD : Entre l'année 2004 et 2007, l'AOD espagnole a augmenté de plus de 20 % (chiffres en valeurs courantes). Bien que la situation économique actuelle n'a pas permis d'augmenter le budget 2009 alloué à la coopération (il s'est maintenu à 5,5 milliards, c.-à-d. le même niveau que 2008), l'Espagne se maintient parmi les donateurs les plus solidaires. En décembre 2007, le Pacte de l'État contre la Pauvreté a été signé, et tous les partis politiques espagnols se sont engagés à respecter le compromis international qui destine 0,7 % du PNB à l'AOD à partir de 2012.

Action humanitaire : Pendant 2008, une série de processus qui ont pris fin aideront à affirmer l'Espagne en tant qu'acteur mondial dans l'action humanitaire. Le pays dispose maintenant d'une stratégie cohérente qui respecte des paramètres et des normes acceptées internationalement. Le pays s'est renforcé institutionnellement afin d'augmenter sa capacité de gestion face aux crises humanitaires². En ce qui concerne ce sujet, l'Espagne devra éviter la pression médiatique exercée

pour faire la sélection des crises humanitaires auxquelles elle prendra part.

Crise des aliments : Lors du sommet de la FAO en juin 2008, l'Espagne a fait part de sa volonté d'octroyer 500 millions d'EUR afin de répondre à la crise actuelle. Ainsi, en janvier 2009, l'Espagne a organisé à Madrid, avec le Secrétaire Général de l'ONU, la Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire (RANSA), dans le but de contribuer au processus de coordination des différentes institutions impliquées dans le sujet (la FAO, le Programme alimentaire mondial, le Fond International pour le Développement de l'Agriculture, la Banque Mondiale, le FMI), et promouvoir l'initiative du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GPAFS, sigles en Anglais). Lors de la Réunion, le Président Rodríguez Zapatero a accordé 1 milliard d'EUR supplémentaire à ces fins, qui sera versé sur cinq ans. Cette somme de 1,5 milliard d'ONU ne constitue pas de nouvelles ressources mais elle fait partie du compromis d'assignation du budget prévu pour l'AOD. Cependant, il semble bizarre que l'on ne s'interroge pas sur l'impact négatif des politiques agricoles de l'Union Européenne sur la sécurité alimentaire mondiale, qui mettent en risque les possibilités de succès de ces initiatives.

Dans le cadre du G20 et en accord avec ce qui précède, l'Espagne s'est prononcée pour que les Banques multilatérales de développement augmentent leurs flux nets destinés aux pays à faibles et moyens revenus pendant les périodes de basse croissance, mesure faisant partie du plan de mesures qu'il propose pour gérer la crise financière.

La solidarité n'est pas suffisante

Bien que toutes ces initiatives reflètent une certaine solidarité espagnole, elles contrastent toutefois avec sa position dans les matières cruciales pour les pays en développement comme le commerce, l'agriculture, les migrations internationales ou le changement climatique :

Commerce : En ce qui concerne la réponse internationale à la crise financière actuelle, un des risques qui pourrait se produire serait que les pays optent pour le protectionnisme commercial comme stratégie unilatérale de sortie de crise. Contrairement à d'autres pays de l'UE, l'Espagne a toujours maintenu une position plus rigide et a eu plus de mal à incorporer le développement comme élément principal des négociations commerciales. Lors de la réunion du G20 tenu fin 2008, on a demandé que les États s'abstiennent d'augmenter leurs tarifs douaniers. Rien n'a été dit sur la possibilité d'utiliser des subventions et des plans étatiques de sauvetage. De cette manière, on a remis en question les seuls outils de protection à la portée de la majorité des pays en développement et on a permis qu'ils deviennent inaccessibles pour ceux-ci (qui peuvent, en outre, s'avérer dévastateurs pour leurs agricultures).

Agriculture : De la même manière, il est préoccupant de constater l'incohérence entre les initiatives globales que l'Espagne soutient et celles que le Secrétaire d'État du milieu rural prétend conduire pour promouvoir une plate-forme européenne visant à bloquer les réformes nécessaires de la Politique Agricole Commune (PAC). Cette initiative a été présentée avec l'intention de la transformer en porte-drapeau de la présidence espagnole de l'UE, en ignorant que les impacts des politiques agricoles des pays riches sont par ailleurs responsables

de la dégradation de l'agriculture des pays pauvres et de la crise des prix alimentaires.

Immigration : La crise économique internationale a durement frappé le travail de millions de migrants qui sont directement menacés par le chômage (dans les secteurs de la construction et de l'hôtellerie, les plus touchés par la crise en Espagne, et les principaux employeurs de travailleurs d'origine étrangère). Elle a également eu un fort impact sur les envois de fonds que ces travailleurs envoient à leurs familles et qui constituent un salaire transnational en pleine décroissance³. Face à cette réalité, la réaction du gouvernement espagnol a été décevante : il a proposé des mesures telles que le « plan de retour volontaire » qui n'a pas eu l'accueil attendu parmi la population étrangère parce que les politiques migratrices très fermées font que les immigrants, une fois franchies les nombreuses barrières pour résider en Espagne, ne renoncent pas facilement à ce droit⁴. En outre, on a éliminé radicalement les places disponibles pour la migration régulière et on a intensifié les contrôles pour détecter, arrêter et déporter les travailleurs en situation irrégulière. En exemple de cela, l'approbation en décembre 2008, de la nouvelle Loi sur l'Asile et le Refuge qui, après la directive européenne approuvée dans le même esprit en juillet 2008, comme l'affirme la Commission Espagnole d'Aide au Réfugié, « renforcera en Europe, le préoccupant développement de politiques non-solidaires et même xénophobes, plus préoccupées par les intérêts des États que par le droit à l'asile »⁵.

Changement climatique : Fin 2009 il faudra arriver à la conclusion d'un accord mondial sur le climat qui puisse succéder à l'actuel Protocole de Kyoto. Pour cela il faudra arriver à des consensus en ce qui concerne les principaux sujets en discussion: le partage des efforts pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le financement de l'adaptation dans les pays en développement. L'Espagne contribue avec les fonds internationaux déjà existants, bien que comme cela ce passe dans le reste de la Communauté internationale, on soit très loin des nécessités qu'Oxfam chiffre à 50 milliards d'USD annuels⁶. En outre, l'Espagne se résiste à assumer de nouveaux compromis de financement pour l'atténuation et l'adaptation dans les pays en développement. Dans le cadre de l'Union Européenne, on utilise la crise financière comme excuse pour diluer le plan de financement déjà assez limité. On n'est pas arrivé non plus, à un accord sur des mécanismes innovateurs qui permettent de rassembler les fonds nécessaires, comme l'attribution des droits d'émission de gaz, ni sur les compromis qui sont en mesure d'être acquis dans le cadre d'un accord mondial. ■

3 Dans le cas de l'Equateur ou du Mexique, la chute est estimée à 20% environ pour 2008.

4 Le plan consiste à donner aux immigrants la possibilité de toucher la totalité de leur chômage accumulé dans leur pays d'origine, dans le cas où ils décident de rentrer, et de soutenir les possibles initiatives entrepreneuriales qu'ils pourraient commencer.

En février 2009, seulement 2.000 immigrants espagnols (alors qu'il y a 200 000 étrangers environ de l'espace non-européen en situation de chômage) avaient souscrit à ce plan.

5 Commission Espagnole d'Aide au Réfugié (CEAR).

6 Oxfam (2008). "Credibility Crunch, Poverty and Climate Change: An Agenda for Rich-Country Leaders". Juin. Disponible sur : <www.oxfam.org.uk/resources/policy/debt_aid/downloads/bp113_credibility_crunch.pdf>.

2 En 2008, un Bureau d'Action Humanitaire a été créé au sein de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID).

Opportunité dans la crise ? Naviguant la tempête parfaite



La crise du chômage souligne la réalité d'un système qui ne reconnaît ni ne garantit les droits sociaux et économiques essentiels. À partir de décembre 2007, le nombre de chômeurs a augmenté atteignant 13,1 millions – 5,6 millions de plus qu'au début de la récession. Les mouvements pour les Droits de l'Homme, les emplois écologiques, le commerce équitable, les soins de santé et le logement, présentent des propositions et exigent des changements réels et structurels. Les États-Unis ne peuvent pas laisser passer l'occasion d'effectuer un réel changement.

Global-Local Links Project

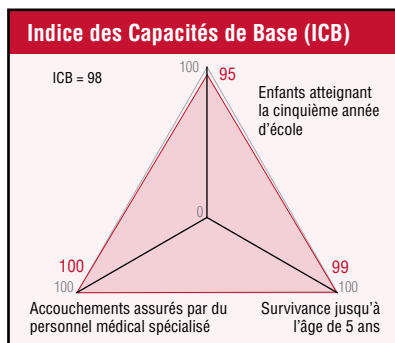
Tanya Dawkins
Institute for Agriculture and Trade Policy
Alexandra Spieldoch
Center of Concern
Aldo Calia
Action Aid USA
Karen Hansen-Kun
Hunger Notes
Lane Vanderslice

La crise économique mondiale a rebaptisé la diversité de crises interconnectées – logement, aliments, climat, inégalité et responsabilisation – qui se sont développées aux États-Unis et partout dans le monde. Alors que les américains commencent à prendre conscience de la nature profonde, systémique et globale de la crise, le monde attend des États-Unis une action rapide et définitive pour contenir les crises que le pays a contribué à créer.

Une confiance aveugle en le marché « libre » en tant que meilleur arbitre des questions sociales, environnementales et économiques a créé « une tempête parfaite » d'institutions financières en faillite, une infrastructure démocratique faible et un réseau de protection absolument inapproprié pour combattre la portée de la souffrance et du déplacement des êtres humains. Les résultats de plans financiers peu réglementés et dépourvus de scrupules continuent à s'étendre en provoquant des pertes de logement, la déstabilisation de Communautés et la vulnérabilité économique. Des millions d'Américains déplacés par la crise du logement et de l'emploi rejoignent leurs semblables invisibles pendant de longues années à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui ont vécu au cœur de cette tempête pendant des décennies. Ceci offre une rare occasion de tracer la voie d'une nouvelle ère de leadership et de partenariat pour un véritable changement, un développement, une durabilité et des droits de l'homme, dans le pays et partout dans le monde.

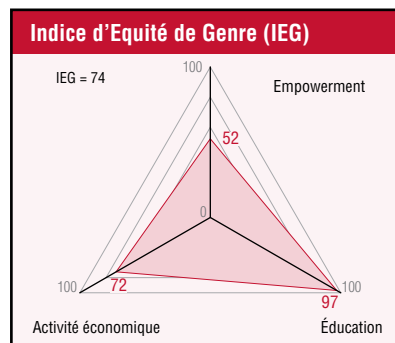
AVIS DE RECHERCHE : Le droit à un endroit nommé maison

Quand la bulle immobilière a éclaté aux États-Unis, il y a eu une réaction en chaîne à la bourse – le plus grand réservoir de richesse des américains. La chute de valeur des biens immobiliers a anéanti ou réduit le capital d'un grand nombre de propriétaires particuliers ou



institutionnels de biens immobiliers. Par exemple, une famille qui a acheté une maison en 2006 pour 189.000 d'USD a vu sa valeur baisser de 26 % jusqu'à 139.000 d'USD en 2008. La baisse des prix du logement a signifié que beaucoup de chanceux, propriétaires d'un logement, ont tout perdu ou grande partie de leur capital, ou sont pris au piège dans des hypothèques qui dépassent actuellement de loin la valeur de leur maison. Les fonds propres des banques et d'autres institutions détenant des hypothèques et d'autres titres connexes ont été également énormément réduits ou ont disparus. Ce panorama est le résultat d'une génération de politique gouvernementale qui a gravement miné l'infrastructure régulatrice et de supervision de l'économie et des marchés financiers.

Cette dynamique a aggravé la crise nationale existante pour les personnes sans domicile fixe (SDF) et l'accès au logement. Le manque de logement augmente, en grande partie en raison de l'augmentation des exécutions hypothécaires, aggravé par la perte de travail, la hausse des prix alimentaires et d'autres frais qui minent la capacité de la population à payer son logement. Une enquête menée en octobre 2008 dans 12 états a révélé que la quantité de familles avec enfants en passe de devenir SDF augmentée². De juin 2007 à juin 2008 le nombre de demandes d'abris a doublé³. En mars 2009, on a signalé qu'une personne sur neuf était en retard de paiement d'hypothèques ou à une certaine étape de l'exécution hypothécaire fin 2008, lorsque la perte croissante des postes de travail a exacerbé la crise du logement⁴. En 2008 plus de 2,3 millions de



logements ont été hypothéqués, c'est-à-dire, 81 % de plus qu'en 2007 et 225 % de plus qu'en 2006⁵.

AVIS DE RECHERCHE : Le droit à un travail décent

Depuis décembre 2007, le nombre estimé de personnes au chômage est passé à 13,1 millions – 5,6 millions de plus qu'au début de la récession⁶. En outre, ces chiffres sous-estiment le problème réel car le taux de chômage officiel inclut seulement ceux ayant cherché un emploi activement au cours des quatre dernières semaines. Cette définition exclut les travailleurs découragés⁷ et ne tient pas compte de ceux qui sont sous-employés et sans possibilité de générer des revenus suffisants pour couvrir les nécessités de base.

Les minorités ont été affectées de manière disproportionnée par la baisse des perspectives d'emploi. Depuis mars 2009, le chômage entre les populations noire, hispanique et blanche a augmenté de 4,4 %, 5,2 % et 3,5 %, respectivement, en reflétant des tendances d'inégalité existantes depuis longtemps, en particulier par rapport à l'éducation, l'emploi et l'accès à la justice. Le 30 juin 2009, ces augmentations ont été reflétées dans les taux de chômage national établis à 14,7 %, 12,2 % et 7,8 %⁸.

5 McNulty, S. "Foreclosure fears spread to middle class". *Financial Times*, 29 janvier 2009.

6 Shierholz, H. y Edwards, K. "Jobs report offers no sign of light at end of tunnel". 3 avril 2009. Disponible sur : <www.epi.org/publications/entry/jobpicture20090403/>.

7 Les travailleurs découragés sont ceux qui, désireux et capables de s'engager dans un emploi, ne cherchent pas de travail parce qu'ils croient qu'il n'y a pas d'emplois disponibles. Voir : <stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=645>.

8 Austin, Algernon. "Unequal unemployment: Racial disparities in unemployment vary widely by state." Economic Policy Institute, 21 juillet 2009. Disponible sur : <www.epi.org/publications/entry/ib257>.

2 "Homeless numbers alarming", *USA Today*, 22 octobre 2008.

3 *Ibid*.

4 Scholtes, S. "US home loan arrears affect one in nine". 6 mars 2009. Disponible sur : <www.ft.com/cms/s/0/61598348-09e0-11-d0ad-0000779f2ac.html>.

1 La tempête parfaite fait référence à une situation critique ou désastreuse créée par la forte concurrence de divers facteurs. Voir : <www.merriam-webster.com/dictionary/perfect+storm>.

La crise du chômage met en évidence la réalité d'un système qui ne reconnaît ou ne garantit pas les droits sociaux et économiques essentiels. Car l'accès à l'éducation, à l'alimentation, aux soins de santé et au logement sont généralement fonction de l'accès à l'emploi, être au chômage a d'énormes répercussions sur la capacité d'un individu ou d'une famille pour accéder aux nécessités de base. Les États-Unis sont au deuxième rang des allocations chômage les plus basses parmi les pays de l'OCDE ; presque deux tiers de ces pays offrent le double ou plus d'allocations chômage – en plus de l'assistance sociale – que les États-Unis⁹.

AVIS DE RECHERCHE : le droit à la sécurité alimentaire

Les Américains ont également été durement touchés par la crise alimentaire. Les banques alimentaires, par exemple, ont eu beaucoup de mal à satisfaire les demandes parce que les gens font moins de donations et il y a moins de stocks alimentaires disponibles¹⁰. Dans le Centre et le Sud du pays la crise alimentaire a été aggravée par les inondations et les ouragans, causant une diminution des récoltes allant sur les marchés agricoles et de la distribution locale d'aliments¹¹.

Les statistiques du Département d'Agriculture indiquent qu'au moins 36 millions de personnes, dont plus de 4 millions d'enfants, vivent dans des foyers en insécurité alimentaire¹². *Foodlinks America* informe que, « davantage d'américains à faibles revenus ont reçu une aide alimentaire du Programme d'Aide de Nutrition Supplémentaire (SNAP, sigle en anglais) en janvier 2009 qu'à une quelconque époque dans toute l'histoire de ce programme. Plus de 32,2 millions de personnes ont dépendu du programme ce mois-ci, en effaçant le record mensuel de 31,8 millions. L'augmentation du nombre de cas a été alimentée par les 11 états qui ont eu des pourcentages d'augmentation supérieurs à 20 % entre janvier 2008 et janvier 2009 : l'Utah, la Floride, le Nevada, l'Arizona, le Wisconsin, la Géorgie, le Vermont, le Maryland, le Texas et le Massachusetts¹³ ».

Avec cette crise alimentaire, les industries agro-alimentaires américaines ont profité de l'étranglement qu'exercent quelques grandes corporations sur la production et la distribution, alors que les plus petits agriculteurs luttent contre les coûts croissants de la production et des rendements plus faibles¹⁴.

Se réincorporer au monde : les détails comptent

Au niveau international, l'Administration Obama a rapidement fait preuve de leadership depuis l'élection présidentielle. Au début du mois d'avril 2009, le Département d'État a annoncé qu'il chercherait un siège au Conseil des Droits de l'Homme, en disant que « les Droits de l'Homme sont un élément essentiel de la politique étrangère mondiale américaine ». L'Administration a également accordé un niveau de ministre de cabinet à l'ambassadeur américain récemment désigné auprès des Nations Unies.

Le président Obama s'est engagé dans le processus du G-20, en promettant de nouveaux fonds pour pallier le ralentissement économique. Toutefois, les organisations de la société civile ont manifesté un scepticisme profond concernant les 100 milliards d'USD de nouveaux fonds pour le FMI parce qu'elles remettent en question le fait que cet organisme soit équipé pour mettre en oeuvre de véritables packages de relance économique plutôt que ses programmes d'austérité traditionnels et nuisibles.

L'Administration a aussi promis de doubler l'aide américaine jusqu'à plus d'un milliard d'USD en 2009 pour soutenir le développement agricole à long terme, et a étendu son offre à 3.500 d'USD millions d'aides pour la sécurité alimentaire sur une période de trois ans. Bien que cet argent soit très nécessaire, la manière dont il sera dépensé est un sujet de grande préoccupation, et il existe de grandes différences d'opinion. Par exemple, le Congrès et l'Administration continuent à promouvoir des solutions technologiques, y compris des investissements en biotechnologie et Organismes Génétiquement Modifiés. Les activistes américains de l'alimentation font pression sur les moyens qui donnent la priorité à des systèmes alimentaires locaux et des pratiques agricoles ne nuisant pas au climat.

Quant au climat, l'Administration s'est engagée dans le processus des pourparlers de décembre pour un nouveau traité climatique mondial, mais ses positions ne sont encore pas claires. Par exemple, il faut encore ratifier le Protocole de Kyoto et définir ses engagements mondiaux de réduction d'émissions, à un moment où des actions urgentes sont nécessaires.

De brillantes idées et des mesures dans la bonne direction

L'Administration du président Barack Obama a essayé de répondre à la crise des fonds supplémentaires et des initiatives politiques se sont focalisées sur la stabilisation des marchés financiers, la création d'emplois au niveau interne (y compris des emplois écologiques), des allocations plus étendues pour les chômeurs récents et des initiatives destinées aux propriétaires ayant récemment perdu leurs logements ou qui risquent de les perdre.

Les élus subissent une plus grande pression pour répondre à une population chaque fois plus consciente que les marchés doivent aussi servir à des objectifs sociaux, économiques et environnementaux plus larges. Les réponses politiques proposées comme la réduction obligatoire des taux d'intérêt, la restructuration de la loi de protection contre la faillite et les mesures pour freiner la spéculation financière nationale et internationale excessive, entre autres propositions, traversent aussi le processus législatif.

L'Administration a instauré des nouvelles restrictions conçues pour en finir avec la porte giratoire

entre les entreprises et le gouvernement qui contribuerait profondément à des politiques mal orientées dans des secteurs clé comme le logement, les finances, le commerce, la santé et l'agriculture. Elle a aussi manifesté son soutien à la production organique, à des mesures de concurrence plus fortes pour réguler l'activité des entreprises et à une plus grande supervision de la sécurité alimentaire. Il a aussi promis d'augmenter le financement pour soutenir l'énergie renouvelable et les standards de carburants propres. La Farm Bill de 2008 a aussi inclus 100 d'USD millions supplémentaires pour soutenir les systèmes alimentaires locaux, augmenter l'accès aux aliments sains et le soutien aux agriculteurs organiques naissants ou appartenant à des minorités. Bien que ces mesures soient insuffisantes pour satisfaire les demandes, ce sont des étapes importantes et encourageantes.

Regardant vers l'avenir

L'intervention du Gouvernement est un élément crucial pour assurer la reprise économique et une nouvelle direction du développement économique national. Assurer une surveillance citoyenne et de responsabilité reste encore le chaînon manquant. Par exemple, des initiatives comme <www.recovery.gov> mettent en évidence l'utilisation sans précédents et innovatrice de la technologie faite par l'Administration pour maintenir la population informée. L'information, toutefois, ne remplace pas le modèle d'engagement et de responsabilité qui doit être au coeur d'un véritable changement et d'un redressement national.

Les mouvements nationaux pour les Droits de l'Homme, les emplois écologiques, le commerce équitable, les soins de santé et le logement présentent des propositions innovatrices en intensifiant leurs demandes pour un réel changement structurel. Par exemple, le mouvement qui lutte pour que les États-Unis se responsabilisent en ce qui concerne les standards internationaux des Droits de l'Homme prend force, à travers l'organisation et l'éducation sur la nature interdépendante des droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels¹⁵. Une Enquête d'Opinion Publique Mondiale de 2008 a montré que la grande majorité des américains se déclare en faveur de la pratique de tous les droits et principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, y compris l'égalité, les droits de la femme, la justice raciale, les droits à l'alimentation, l'éducation et les soins de santé et ils croient fermement que leur gouvernement a la responsabilité de les protéger¹⁶. Traduire le changement d'attitudes vers une volonté publique soutenue et de nouvelles politiques reste encore un défi majeur. Des actions et des solutions courageuses sont nécessaires. Les États-Unis ne peuvent pas se permettre de gaspiller cette opportunité. ■

9 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). *Society at a Glance, 2006. OECD Social Indicators*. "Out of work benefits", p. 62.

10 Quizon, D. "Donations down, demand up at food distributors". *The State Press*, 16 septembre 2008. Disponible sur : <www.statepress.com/node/935>.

11 Holt Gimenez, E. "The World Food Crisis: What's Behind It and What We Can Do About It". *Policy Brief. Food First*, 16 octobre 2008.

12 Nord, M., Andrews, M. y Carlson, S. "Household Food Security in the United States, 2007". *Economic Research Report*, ERR-66, novembre 2008.

13 *Foodlinks America Newsletter*, 10 avril 2009. "SNAP" est le programme rebaptisé Bons de Repas, aidant les familles et les personnes à faibles revenus à acheter des aliments sains à prix abordables.

14 US Working Group on the Food Crisis (2008). "Background on the Global Food Crisis".

15 Bien qu'il soit le signataire du Pacte *International Relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP)* et de la Convention Internationale sur l'Élimination de Toutes les formes de Discrimination Raciale, les États-Unis n'ont pas encore ratifié l'Accord International des Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) et la Convention sur l'Élimination de Toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW).

16 "60th Anniversary: New poll shows vast support for Universal Declaration of Human Rights principles." *The Opportunity Agenda*. Voir : <opportunityagenda.org/60th_anniversary_poll_day_great_degree_consensus_among_americans_principles_enunciated_universal_dec>.

Chômage, marginalisation et aide inefficace



La crise a frappé de plein fouet aussi bien le peuple français que celui des autres pays développés où elle est née. Les conséquences les plus évidentes sont la croissance du chômage, l'exclusion sociale, voire les problèmes d'alimentation subis par les secteurs de la société qui jouissait, il n'y a pas longtemps, d'une situation aisée. En outre, comme conséquence de la crise et de l'incapacité du pays à créer de nouvelles ressources pour l'Aide Publique au Développement (APD), cette organisation en sera sévèrement affectée. Il est peu probable que la France puisse respecter ses engagements vis-à-vis de cette association.

Coordination SUD
 Katia Hergott
 Secours Catholique
 Yves Casalis

Le présent rapport analyse tout d'abord les conséquences de la crise économique sur la vie des Français, à savoir le chômage, la marginalisation et même les problèmes de nutrition, ainsi que leur retentissement sur l'Aide Publique au Développement frappant les pays qui en bénéficient.

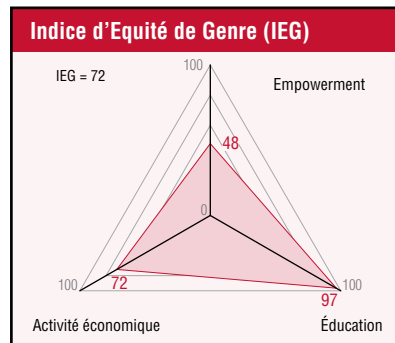
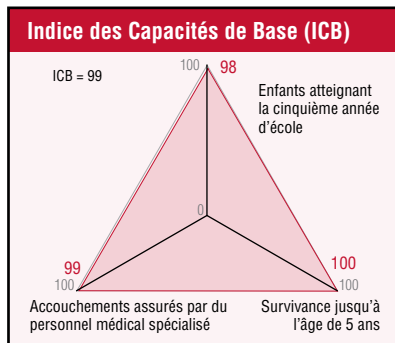
Chômage et exclusion : le visage de la crise

Depuis le dernier trimestre 2008, du fait d'une structure socioéconomique chancelante, les plans sociaux dans les entreprises se sont multipliés. En décembre la banque Natixis a annoncé la suppression de 450 postes de travail, sans compter les 850 éliminés en mai. En novembre 2008, PSA Peugeot Citroën a lancé un plan de « départs volontaires » parmi ses 3.550 employés en France. En octobre le groupe informatique Hewlett-Packard a annoncé le licenciement de 580 salariés, tandis qu'en décembre le fabricant d'équipements automobiles Valeo a annoncé la suppression de 1.600 postes de travail.

Lors du premier semestre 2009, Sanofi-Aventis, le premier groupe pharmaceutique français, a également annoncé un programme initial de « départs volontaires » pour environ 1.300 salariés et l'intention de fermer quatre centres de recherche en France. Le groupe spécialiste en télécommunications Alcatel-Lucent a décidé, en février 2009, de supprimer 200 postes de l'effectif et 400 sous-traitants. D'après l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE) « l'économie française pourrait perdre quelque 800.000 emplois en 2009 et 2010 ».

Selon le Secours Catholique/Caritas France, « 492.000 EUR (732.400 USD environ) d'aide supplémentaire ont été assignés en tout pendant les huit premiers mois 2008. En Savoie (au sud-est), des journalistes sans travail arrivent dans nos refuges. En Eure (à l'ouest), dans une zone rurale, les agences d'intérim étant saturées doivent refuser des inscriptions. Les habitants de la Côte d'Or (au sud-est de Paris) ont dû faire face, au début de l'année, aux prix élevés du pétrole et des produits alimentaires. Dans ce secteur, les personnes ayant besoin d'aide viennent nous voir de plus en plus souvent, rien que pour boucler le mois. En Val-de-Marne, dans la région parisienne, le nombre de paquets alimentaires à distribuer a beaucoup augmenté ».

Pendant ce temps, une étude du Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions



de Vie (CRÉDOC) de janvier 2009 a mis en évidence l'impact de la crise économique sur les aliments : 66 % des foyers qui vivaient sous le seuil de pauvreté (880 EUR [1.312 USD] par mois pour une seule personne) ont dû réduire leur consommation de viande et de poisson, de fruits et légumes, et ils ont même été obligés de se priver de déjeuner ou de dîner.

Mettre son amour propre dans sa poche

Le nombre de personnes qui demandent des aliments, de chômeurs, de personnes endettées et/ou privées de l'accès au soutien, s'est multiplié. Le baromètre du surendettement appliqué par la Banque de France en 2009 indique le dépôt de 20.225 dossiers en février et 21.247 en mars, ce qui représente 16 % d'augmentation sur la même période de l'an 2008. 85 % d'entre eux sont des crédits renouvelables. Ces prêts sans échéance s'avèrent très coûteux et incontrôlables pour les prestataires.

Dans son domaine, l'association Médecins du Monde établit un diagnostic identique : « On voit réapparaître dans nos centres des travailleurs à revenus modestes, très souvent non déclarés, des bénéficiaires des aides sociales, des gens n'ayant pas les moyens de payer une assurance santé. La plupart n'ont pas pu accéder à ce type de services en raison des problèmes économiques ». Il s'agit de l'effet de bascule. « Pour que les gens inclus socialement mais ayant du mal à joindre les deux bouts viennent nous demander de l'aide, cela veut dire qu'ils ont dû mettre leur amour propre dans leur poche », témoigne la responsable d'une association de charité. « Il y en a beaucoup qui nous le disent ».

La réponse

Il existe une urgence face à la pérennité, voire l'élargissement du fossé social. Il est nécessaire d'agir le plus

près possible des exclus en établissant des priorités politiques claires en leur faveur. Les initiatives gouvernementales s'inclinent-elles dans ce sens ? Afin d'aider 434.300 jeunes chômeurs de moins de 25 ans, les autorités ont lancé un « plan d'urgence » : environ 100.000 contrats alternatifs supplémentaires (d'apprentissage, de formation professionnelle) et des primes exceptionnelles ont été créées dans le secteur privé. Pour chaque contrat d'aide créé, les entreprises recevront 1.000 EUR (1.500 USD) et 2.000 EUR (3.000 USD). La principale mesure, le Revenu de Solidarité Active (RSA) est entrée en vigueur en juin 2009. Les travailleurs à revenus modestes (quelque 800.000) touchent un salaire complémentaire – et un niveau de revenus acceptable – lors de la reprise d'une activité professionnelle.

Mais bien que le RSA fonctionne pour ceux qui se trouvent plus près du marché du travail et pour ceux ayant une qualification minimale, les résultats ne sont pas les mêmes parmi les personnes les plus touchées après des années d'exclusion du système.

Crise et APD

Bien que la France insiste sur son engagement pour augmenter l'Aide Publique au Développement (APD) à l'occasion d'un quelconque sommet international – récemment à l'occasion du dernier G8 –, la crédibilité de ses promesses serait remise en cause. Après une forte chute en 2007, l'APD française a légèrement progressé en 2008. Suivant la loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012, la France ne respectera pas ses engagements européens en 2010¹ : avec une APD proche de 0,41 % du

1 Les pays membres de l'Union Européenne se sont engagés à destiner de façon collective 0,56 % du RNB européen à l'APD, ce qui se traduit par un objectif de 0,51 % pour la France et les 14 autres anciens membres de l'UE.

Revenu National Brut (RNB) en 2010, la France serait loin du 0,51 % pour lequel elle s'est engagé au sein de l'Union Européenne.

Pour que la France puisse tenir son engagement à destiner 0,7 % du RNB à l'APD en 2015, il faudrait une augmentation annuelle de 1.500 millions d'EUR (2.235 millions d'USD). Compte-tenu des restrictions financières auxquelles le pays fait face – aggravées par la crise globale – il est peu probable que cette aide puisse être matérialisée sans une forte volonté politique pour la soutenir. Étant donné que la politique de coopération française manque de stratégie globale, cette aide dépendra des priorités des gouvernements au pouvoir. De plus, une partie importante de l'aide française ne crée pas de ressources fraîches pour financer le développement.

Une augmentation trompeuse

À l'échelle mondiale, la France est l'un des pays qui contribue le plus avec l'APD. En 2008 avec 7.600 millions d'EUR (11.327 millions d'USD), elle a occupé le quatrième rang parmi les pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) appartenant à l'OCDE², conformément au montant net de l'APD, et le 13^{ème} d'après le pourcentage du RNB consacré à l'aide (0,39 %). Malgré la forte chute de 2007 (-16 %), l'aide officielle française a augmenté de manière significative depuis 2002.

Cependant, une partie importante de cette augmentation s'explique par une inflation statistique des chiffres – et non pas par la création rare ou nulle de ressources fraîches pour financer le développement – notamment par la mise en oeuvre de plans multilatéraux d'annulation de dette. Malgré une chute supérieure à 50 % enregistrée en 2007, les réductions de dette représentent, en moyenne pour la période 2001-2007, 27 % de l'APD français.

Or la plupart de ces annulations n'ont été qu'un simple assainissement comptable de crédits impayables, raison pour laquelle elles ont eu un impact très limité dans les pays bénéficiaires. Ces pays très pauvres étaient entrés dans une spirale de surendettement et n'étaient pas à même de payer une grande partie de leur dette. Par ailleurs, une partie importante de la dette honorée a été générée par une activité politique de soutien aux exportations françaises par le biais de la garantie publique aux exportations gérée par la Compagnie Française pour le Commerce Extérieur (COFACE). Cette logique de promotion des exportations est nettement différente de celle de promotion du développement. Rien ne justifie sa comptabilisation en tant que partie de l'APD.

Pour évaluer l'APD « réelle » de la France, Coordination SUD se base sur les conseils de Daniel Cohen³. Compte tenu que la plupart des réductions de dette constitue une liquidité comptable de crédits impayables, il conseille en effet que seulement 10 % de ces annulations soient comptabilisées par l'APD, tandis que les 90 % restants devraient figurer comme les pertes découlant de la réduction de la dette.

En dehors de l'annulation de dette, depuis des années l'APD est marquée par la forte croissance de certains agrégats statistiques *ex post*, qui ne correspondent pas à de nouvelles ressources pour le développement – telles que « l'accueil des réfugiés » (275 millions d'EUR [410 millions d'USD] en 2007) ou les frais pour étudiants étrangers en France (879 millions d'EUR [1.310 millions d'USD]). Cela comprend aussi des dépenses (345 millions d'EUR [514 millions d'USD]) destinées aux territoires d'outre-mer : Mayotte – le premier bénéficiaire de l'aide française en dehors de l'annulation de dette – et Wallis-et-Futuna, ainsi que des crédits pour transmettre la culture et diffuser la langue française à l'étranger.

Lorsque les principaux montants de l'APD « artificielle » ont été éliminés des statistiques, le niveau de contribution de la France au financement du développement a été considérablement réduit. En 2007 alors que l'APD a atteint, selon le gouvernement, 7.200 millions d'EUR (10.738 millions d'USD) soit 0,38 % du RNB, l'APD « réelle » n'a atteint que 4.700 millions d'EUR (7.011 millions d'USD) soit 0,25 % du RNB.

Une APD au service des intérêts commerciaux et stratégiques français

Même au sein de l'APD considérée comme « réelle », un certain volume de frais correspond en fait à des objectifs non liés à la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Notamment dans le cadre de sa politique de secours, la France octroie de plus en plus de prêts à des pays émergents, dans une logique diplomatique de transmission et de diffusion culturelle du pays⁴.

Dans le but de développer ses activités, dans un contexte où les ressources budgétaires sont limitées, l'Agence Française de Développement (AFD), opérateur de base de la politique nationale de coopération au développement, a orienté ses activités visant à encourager des prêts, surtout en faveur du secteur privé, à un moindre coût pour l'État. C'est ainsi que le volume de prêts comptabilisé par l'APD atteindrait 98 % entre 2008 et 2009 passant de 469 millions d'EUR (698 millions d'USD) à 927 millions d'EUR (1.381 millions d'USD).

Dans le but de réduire le coût de ces prêts, l'État, qui participe avec une allocation visant à baisser le

taux d'intérêt de la ressource financière proposée par l'AFD aux pays en développement, cherche à maximiser l'effet de levier⁵. Il augmente ainsi les prêts avec des taux d'intérêt les plus proches possible de ceux du marché des pays émergents et aux revenus moyens, et destinés notamment au secteur privé.

Le CAD souligne que « l'objectif de la lutte contre la pauvreté poursuivi dans les pays les plus pauvres de la zone de solidarité prioritaire se trouve donc limité par les ressources sous forme de donations tandis que l'objectif de préservation des biens publics mondiaux poursuivi dans les pays émergents et de revenus moyens peut faire appel à des instruments de prêt, pour lesquels les autorisations d'engagements sont plus importantes »⁶. Cependant, tel que le rappelle le CAD, l'assignation géographique et sectorielle de l'aide doit être définie sur la base d'une vision stratégique et non pas sur la base de la pertinence des instruments. Le développement de prêts à des pays émergents et aux revenus moyens repose sur une logique de coopération économique. Dans ce sens, il n'y a aucune raison pour qu'ils soient comptabilisés par l'APD française.

D'autre part, l'instauration du Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité Nationale et du Développement Solidaire (MIIDS) consacre l'entrelacement croissant entre la coopération au développement des pays du sud et le contrôle des flux migratoires – une tendance qui, aussi bien à l'échelle française qu'européenne, commence à se faire sentir. Ceci se traduit notamment par la participation du MIIDS dans les différentes instances de décision sur la politique de coopération au développement et la négociation des accords de gestion « concertée » de flux migratoires, y compris un programme d'aide au développement peu transparent du MIIDS, sans aucune concertation avec le Ministère des Affaires Étrangères⁷.

Tandis que les pays les plus pauvres sont aussi les plus frappés par la crise alimentaire, climatique, financière et économique, une grande partie de l'aide française ne répond pas, à l'heure actuelle, à l'objectif primordial de lutte contre la pauvreté et les inégalités. En outre, bien que la France ait su trouver des sommes considérables pour affronter les conséquences nationales de la crise économique et financière, elle a déjà confirmé le non-respect de son engagement européen en 2010. S'il est vrai que les moyens budgétaires destinés à l'APD n'ont pas diminué en 2009, leur niveau ne permet pas à la France de faire face aux défis imposés par les différentes crises mondiales dans les pays pauvres. ■

2 Le CAD englobe vingt-trois parmi les principaux donateurs de fonds bilatéraux « traditionnels », les donateurs émergents tels que la Chine et l'Inde n'étant pas membres du CAD. Les nouveaux états membres de l'Union Européenne ne le sont pas non plus. Pour ces pays la coopération au développement représente souvent une politique récente.

3 Cohen, Daniel. Centre de Développement de l'OCDE, Technical paper n°166, The HIPC initiative : true and false promises, octobre 2000.

4 Coordination SUD. Analyses, PLF 2009 et budget pluriannuel 2009-2011, 3 novembre 2008.

5 Le montant de prêt généré par un euro de subvention de l'État.

6 CAD/OCDE, op. cit. p.48.

7 Pour en savoir plus, voir le volet du rapport Social Watch Europe sur les migrations consacré à la France.

L'inégalité : le principal défi



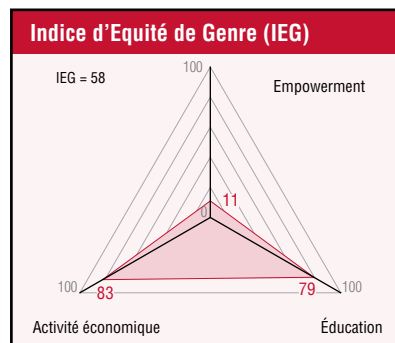
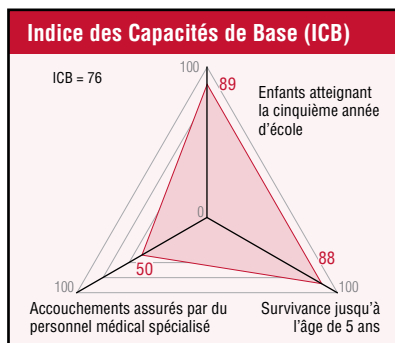
La crise mondiale a déjà largement affecté l'économie du Ghana. Parmi les premiers affectés, la réduction des exportations et des transferts de fonds de l'étranger ainsi qu'une dévaluation soutenue. La crise menace de compromettre les efforts de réduction de la pauvreté qui commençaient à porter ses fruits. Les tentatives du gouvernement pour atténuer l'impact de la crise s'avèrent insuffisantes. Le principal défi consiste à améliorer la distribution des revenus, les zones rurales enregistrant le taux de pauvreté le plus important. Il devient urgent de prendre des mesures pour renforcer l'agriculture, un secteur qui rapportait presque 40 % du PIB.

Coalition Social Watch du Ghana

Les vents rigoureux de la crise financière mondiale ont déjà commencé leur œuvre au Ghana. En 2008, le cedi, la monnaie nationale, a perdu 23 % de sa valeur face au dollar, et 19 % face à l'euro. Les flux de capitaux privés perdent de la vitesse et les projets importants d'investissement sont laissés en suspens en raison des problèmes de flux de liquidités et des doutes concernant leur véritable rentabilité. Les donations se font de plus en plus rares, tant pour le Gouvernement que pour les organisations de la société civile. Les secteurs vulnérables de la société, notamment les femmes et enfants en milieux ruraux et urbains dont la survie dépend d'organismes de charité, philanthropiques ou de programmes de sécurité d'ONG, sont en danger. Selon l'Enquête sur les Niveaux de Vie au Ghana, le pourcentage de la population qui vit en-dessous du seuil de pauvreté a largement diminué, tombant de 51,7 % en 1991/92 à 28,5 % en 2005/06, dont une chute de 17 % en zone urbaine et de 24 % dans les communautés rurales¹. S'il est vrai que l'évolution a été plus lente dans les trois régions du nord du pays, cette tendance a tout de même suscité de grands espoirs de voir le Ghana atteindre en quelques années son premier objectif OMD de réduction de la pauvreté.

Cet optimisme a été voilé par l'ombre croissante de la crise mondiale. Les pronostics prévoyaient pour le Produit Intérieur Brut (PIB) une croissance de l'ordre de 7 % en 2008, mais le taux n'a atteint que 6,2 %. L'objectif moins élevé de 5,9 % reflète la conviction qu'une baisse de la croissance économique mondiale fera probablement également baisser le prix mondial du marché du cacao, une des principales exportations du pays.

Pour aggraver les dommages provoqués par la baisse anticipée en quantité et en prix des exportations du Ghana, les économistes prévoient pour 2009 une chute de 20 % des transferts de fonds provenant des Ghanéens qui travaillent à l'étranger². Ce serait là un

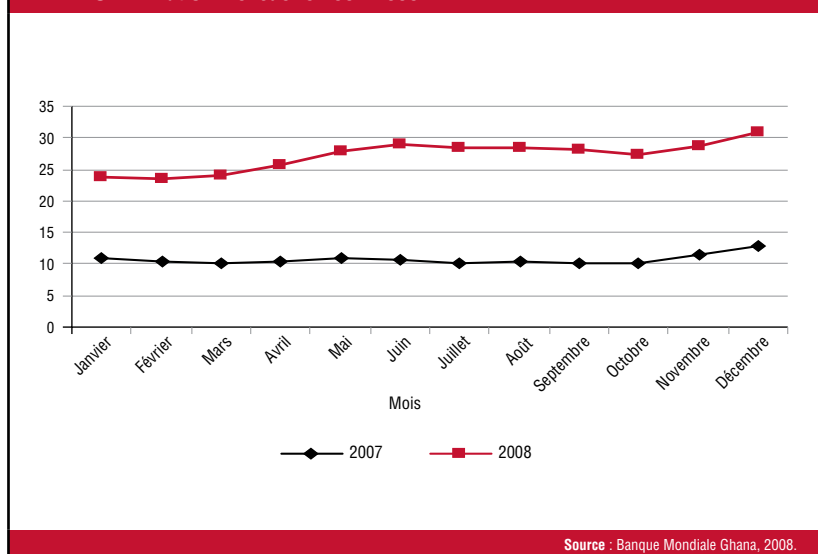


coup très dur, puisqu'ils se montent actuellement à 30 % des exportations. Lors d'un discours au Royal Institute of International Affairs de Londres en mars 2009, le président Atta Mills a admis que l'économie du Ghana se retrouvait face à d'importants défis, et a ajouté que « l'évolution négative de l'économie aura des répercussions extrêmement sérieuses sur notre économie ». Il a également annoncé que la réduction des transferts venant de l'étranger serait suivie d'un effondrement du soutien des donateurs et également du commerce.

La diminution des transferts de fonds augmenterait la pression sur le cedi, qui a enregistré une

chute de sa valeur en raison de l'augmentation de la demande en monnaie étrangère pour faire face aux dettes du pétrole et aux prix des aliments, pour garantir les besoins en développement d'infrastructures et le paiement des dettes extérieures. Le cedi a perdu du terrain face à toutes les principales valeurs au cours du deuxième trimestre 2008, avec un taux annuel de 31 %. Au premier trimestre 2009, la dépréciation a atteint 10 %. Cela devrait accélérer l'inflation, qui est déjà bien supérieure aux projections en raison de la flambée des prix internationaux des denrées alimentaires et du pétrole brut. En 2008, au

TABLEAU 1. Inflation mensuelle 2007-2008



1 Daily Graphic, 23 avril 2009.

2 Programme Alimentaire Mondial des Nations-Unies (PAM). (2009). *Assessing the Impacts of the Global Economic and Financial Crisis on Vulnerable Households in Ghana*. Disponible sur : <74.125.47.132/search?q=cache:5WmMJOIftbcJ:ochaonline.un.org/OchaLinkClick.aspx%3Flink%3Doc ha%26docId%3D1111129+WP+Assessing+the+Impacts+o f+the+Global+Economic+and+Financial+Crisis+on+Vulnerabl e+Households+in+Ghana+cd=2&hl=es&ct=clnk&gl=uy>.

lieu d'augmenter entre 6 % et 8 % comme cela avait été prévu, les prix se sont envolés entre 16,5 % et 18,1 %. Les dépréciations de la monnaie ont contribué à la hausse du taux pour atteindre 20,53 % en mars 2009. La hausse du prix des importations de carburant pourrait faire du transport une cause principale de l'inflation pour avril 2009³.

Le budget 2009

Pour répondre au ralentissement de la croissance et à l'inégalité de ses bénéfices, il est probable que le Gouvernement adopte une « stratégie de développement croissant et stable de la distribution » qui s'adresserait aux régions et aux groupes défavorisés. Rien ne permet d'assurer que ses objectifs soient atteints. Pour le moment, il est difficile de dire quelle sera la direction de la politique économique du Gouvernement.

Le budget 2009 a trois objectifs principaux : fournir un premier effort pour mettre en pratique les idées inscrites dans le manifeste du parti du gouvernement, le Congrès National Démocratique (NDC), répondre aux différentes crises mondiales – financière, de carburant et de denrées alimentaires – et aborder les défis socio-économiques actuels. La force motrice se situe au niveau des quatre sujets fondamentaux abordés dans le manifeste du NDC : un gouvernement transparent, une économie forte créatrice d'emplois, un investissement dans la population et une expansion de l'infrastructure pour la croissance. Mais les quelques initiatives du Gouvernement pour ébaucher des politiques qui atténuent les effets de la crise mondiale semblent inadéquates. Il convient également de signaler que les mesures gouvernementales pour stimuler et subventionner la production agricole sont minimes. Selon le FMI, le secteur agricole contribue à hauteur de 40 % du PIB, et emploie plus de la moitié de la population économiquement active, mais c'est aussi le secteur qui subit le plus les effets de la pauvreté. Près de 70 % de la population rurale participe aux activités agricoles⁴. Malgré cela, le pays importe plus de 40 % de ses aliments, mais il est possible de renverser cette tendance. Le Ghana a en effet la capacité de mener une « révolution verte » en Afrique. Seules 16 % des terres arables du pays sont actuellement labourées⁵. Pour impulser l'agriculture et contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et au bien-être général de la population, les agriculteurs ont besoin d'un soutien pour investir

	Part de la population	Incidence de la pauvreté	Participation au total des pauvres
National	100,0	28,5	100,0
Urbain	37,6	10,8	14,3
Rural	62,4	39,2	85,7
Accra	11,8	10,6	4,4
Côte, urbain	5,8	5,5	1,1
Côte, rural	11,0	24,0	9,2
Forêt, urbain	14,6	6,9	3,5
Forêt, rural	28,0	27,7	27,2
Savane, urbain	5,4	27,6	5,2
Savane, rural	23,4	60,1	49,3

Source : Ghana Statistical Service, 2007.

	1991/92	1998/99	2005/06
Nord	63	69	52
Haut Ghana oriental	67	88	70
Haut Ghana occidental	88	84	88

Source : Ghana Statistical Service, 2007.

en produits agricoles, en fertilisants, en formation et accès aux marchés. Pourtant, en cette époque critique, le budget 2009 ne destine que 10 % de ses fonds à l'agriculture.

Le principal défi

Une réduction radicale de la pauvreté exigera, outre une hausse de la croissance, une distribution plus équitable. En ce moment le pays souffre d'inégalités croissantes, de grandes disparités régionales et d'une profonde pauvreté. Dans la savane rurale par exemple, 60 % de la population continue d'être pauvre, et la pauvreté y diminue à un rythme moindre que dans n'importe quel autre endroit du pays. Dans les régions du Haut Ghana oriental et Haut Ghana occidental, le taux de pauvreté n'a pas du tout diminué entre 1991/92 et 2005/06, et dans les régions du Grand Accra et du Haut Ghana occidental, il a même augmenté.

L'Analyse Intégrale de Sécurité et Vulnérabilité Alimentaire pour le Ghana du Programme Alimentaire Mondial a révélé qu'environ 1,2 million de personnes, soit 5 % de la population, souffre d'insécurité alimentaire. Pourtant, la moyenne nationale ne montre pas les différences entre les régions, où 34 % de la population de la région du Haut Ghana occidental, 15 % dans le Haut Ghana oriental et 10 % dans la région Nord souffrent d'insécurité alimentaire, soit un total de 435.000 personnes. De plus, l'étude a identifié environ 2 millions de Ghanéens dont les patrons de consommation alimentaire étaient à peine acceptables au moment de l'étude, et qui pourraient

se détériorer rapidement après un impact naturel ou d'origine humaine. Parmi eux, 1,5 million vit en zone rurale dans les régions du Haut Ghana occidental, Haut Ghana oriental et Nord.

A moyen terme, la crise mondiale aura un impact sérieux sur l'économie du Ghana. La question fondamentale pour les citoyens est de décider si le pays doit se reposer sur l'aide de la communauté internationale pour lutter contre la chute de l'économie, ou s'il doit introduire des mesures fiscales et monétaires fortes. Les agricultrices ghanéennes ont besoin d'un soutien urgent sous forme d'investissements en produits agricoles comme les fertilisants, et également en formations et accès aux marchés. L'agriculture serait ainsi relancée et cela contribuerait dans le même temps à la création d'emplois, à la croissance économique et au bien-être de la population. ■

3 *Business & Financial Times*, 14 avril 2009.

4 L'agriculture continue de dominer l'économie avec 33,59 % d'incidence sur le PIB de 2008. La croissance du secteur a été de 5,1 %, impulsée par les sous-secteurs culture et bétail, qui ont augmenté de 5,82 %.

5 Données de l'Initiative Economie Verte. "Ghana goes biofuel, despite global food crisis". Disponible sur : <www.greeneconomyinitiative.com/news/176/ARTICLE/1205/2008-12-06.html>.

Un pays riche, un peuple pauvre



La récurrente crise alimentaire que subit le pays, dont 121 des 133 communes qui le composent sombrent dans la famine, rend indispensable une intervention structurelle dans les campagnes. En finir avec le déplacement des communautés paysannes, en leur permettant d'être propriétaires de leurs terres, rendra possible une répartition des possessions plus équitable et un retour à une autosuffisance alimentaire. Pour cela, il est urgent de renverser l'actuel modèle féodal de la production agricole et l'application de la Réforme Agraire Intégrale promise est impérative.

Coordinación de ONG y Cooperativas de Guatemala
CONGCOOP

Zully Morales
Helmer Velásquez

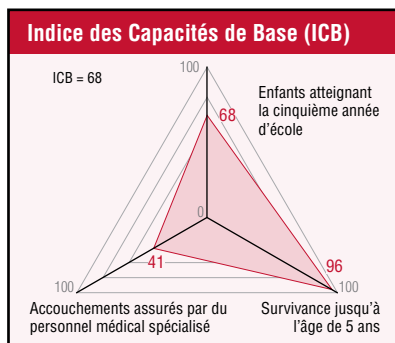
Au Guatemala, moins de 2 % des producteurs possède presque 57 % des terres cultivables. Les 18.937 Km² compatibles avec la culture du maïs, 7.235 Km² – dans des propriétés privées de grande extension – se trouvent sous-utilisés, couverts d'arbustes, de broussailles, d'herbages plantés ou non plantés ou de mauvaises herbes. Cet état de fait, avec les politiques d'ajustement structurel et l'ouverture commerciale des années 80, a fait passer le Guatemala de la situation d'un pays autosuffisant dans le domaine alimentaire à celle d'un pays importateur de 70 % de ses aliments.

Inégalité structurelle dans l'agriculture :

La crise alimentaire mondiale s'est révélée plus intense au Guatemala au cours du dernier semestre 2007, engendrant une profonde réflexion sur les rares progrès dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Les actions conçues par l'État dans le but d'accomplir l'ODM1 (éradiquer l'extrême pauvreté et la faim) consolidaient depuis quelque temps une tendance légèrement positive. Cependant il s'avère que la crise alimentaire actuelle menace sérieusement la réalisation de cet objectif.

Le Programme Mondial d'Aliments pour le Guatemala estime que la pauvreté et l'extrême pauvreté concernent plus de la moitié de la population. A peu près 6 sur 13 millions d'habitants sont tombés sous le seuil de pauvreté (56,4 % d'entre eux au stade de la pauvreté, 19,7 % à celui d'extrême pauvreté). L'indice est monté entre 2008 et 2009 de 5,4 et 4,5 points respectivement et le Programme des Nations Unies pour le Développement a estimé cette hausse à 700.000 nouveaux pauvres entre 2007 et 2008. 1.300.000 foyers pauvres se trouvent dans les campagnes, 51 % d'entre eux manquent de terre ou possèdent moins d'un hectare de terre.

Le salaire minimal pour le travailleur de la campagne ou de la ville équivalait à 6,50 USD par jour. Cependant ce salaire n'est pas respecté à la campagne, d'après une estimation de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes, et le paysan reçoit en réalité entre 3 USD et 5 USD par jour pour une journée de travail de 8 à 10h, selon le lieu et le type de culture. La pauvreté affecte surtout la population indigène et paysanne. La pauvreté générale (vivre avec moins de 2 USD par jour) est deux fois plus

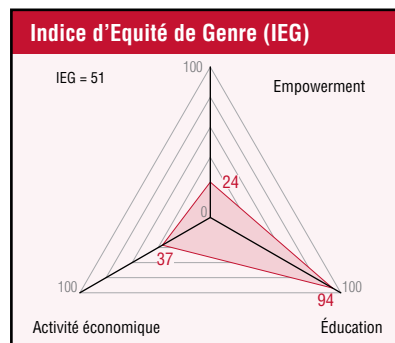


importante pour la population indigène que pour les non indigènes, une tendance qui s'affermirait, selon l'Enquête Nationale sur les Conditions de Vie (ENCOVI) 2006¹. Quant à l'extrême pauvreté (vivre avec moins d'1 USD par jour), la situation est beaucoup plus grave puisqu'elle est trois fois plus forte pour les indigènes que pour les non indigènes. Pendant le premier semestre 2008 les prix des produits qui composent le Panier de Base Alimentaire ont subi une forte croissance qui a obligé les personnes aux revenus les plus faibles à restreindre leurs niveaux de consommation. Cette situation a atteint et affecté la classe moyenne.

Désarticulation de l'appareil productif

Jusqu'aux années 70 l'appareil public agricole, qui offrait au paysan et au petit producteur les services d'extension, de crédit, de dotation de terre, de recherche et de transfert technologique, encourageait des programmes et des projets de développement de la culture des graines basiques, la protection des forêts et l'élevage. Cet appareil, associé à la non importation d'aliments, maintenait le pays comme agent producteur de ses propres aliments. L'ajustement structurel a entraîné la clôture finale des services d'extension en ce début de 21^{ème} siècle, en démantelant l'appareil public agricole, avec un nombre de travailleurs qui est passé de 18.000 à 1.200.

Une action parallèle a été de confier la gestion des silos nationaux (stockage de graines basiques) en concession à « l'initiative privée », laissant ainsi le pays sans réserves alimentaires en cas de catastrophes ou de périodes de pénurie. En outre, comme l'État a cessé d'intervenir dans le commerce



des grains et que les frontières se sont ouvertes aux grains produits dans le nord du continent à prix subventionnés, l'appareil productif national a succombé. L'une des conséquences les plus graves est que 49 % des enfants souffrent de malnutrition chronique et que 24 % de la population en général est sous-alimentée, ce qui provoque un retard dans pratiquement tous les indicateurs liés au développement physiologique de l'individu.

L'importance du maïs

Sur le Haut Plateau guatémaltèque (une région où 90 % de la population est indigène comprenant les zones les plus pauvres du pays), 100 % de la population consomme du maïs dans son régime alimentaire quotidien², avec une moyenne de 310 grammes par personne, 110 kilos annuels pour une consommation nationale de presque 3 millions de tonnes, ce qui entraîne un déficit d'à peu près 1,5 million de tonnes de maïs auquel nous suppléons en achetant sur le marché international, notamment aux États-Unis, pour une somme de plus de 73 millions d'USD en 2002.

Entre janvier 2006 et janvier 2009 la dépendance internationale des grains a généré une hausse des prix de 62 % pour le maïs jaune, 70 % pour le riz et 39 % pour la farine de blé. Cependant, malgré une baisse des prix au niveau international en 2007 et 2008, les prix restent aujourd'hui les mêmes au Guatemala et s'ajustent au prix international à sa valeur la plus haute, à l'exception du prix du riz qui est revenu aux valeurs de l'année 2006.

2 Selon le *Popol Wuj* – livre sacré des Mayas – "D'épis jaunes et d'épis blancs son corps a été fait, les bras et les jambes de l'homme sont faits de pâte de maïs, rien que de la pâte de maïs a été utilisée pour faire la chair de nos parents".

1 L'ENCOVI 2006 définit l'extrême pauvreté de ceux qui n'accèdent pas aux aliments à leur valeur minimale.

De nouvelles menaces pour la population rurale

L'industrie minière est en hausse depuis la Réforme de la Loi des Industries Minières de 1996, réalisée sur la requête de la Banque Nationale. Ainsi, 17 départements du pays sont l'objet d'exploration et/ou d'exploitation minière. L'industrie touristique menace la propriété paysanne et indigène dans le Nord et le Sud du pays. L'urbanisation et la construction de pôles commerciaux déplacent le territoire rural, en expulsant ses habitants et en affaiblissant la capacité de production, particulièrement celle des ressources alimentaires. L'industrie de l'élevage extensif abîme la terre productive et dévaste les forêts d'énormes extensions, en expulsant des paysans et indigènes, que ce soit au moyen d'arguments « légaux » ou par la pression des armes. Les expulsions ont même lieu dans les zones déclarées protégées (pour la protection et le maintien de la diversité biologique et des ressources naturelles), de connivence avec la bureaucratie du secteur.

Sont maintenant encouragés l'instauration et l'élargissement de méga-monocultures agricoles orientées vers l'exportation, telles que la canne à sucre, le palmier africain et le pignon, qui expulsent de manière implicite la population paysanne des campagnes. Les plantations de canne à sucre occupaient 6 % de la superficie totale en 1995 et 11 % en 2007. La zone réservée à la culture de la canne a augmenté en moyenne de 3,6 % entre 1990 et 2005, alors que pendant la seule période entre 2005 et 2007 la croissance a été de 17,7 %. Le Syndicat des Huiles a estimé pour 2012 à 150.000 le nombre d'hectares semés de canne, soit un investissement de 32,5 millions d'USD pour l'achat de terres qui expulsent de manière implicite la population paysanne des campagnes, un nombre qui peut désormais être facilement dépassé.

Ces nouvelles extensions destinées à l'exportation détruisent de vastes zones de culture alimentaire et expulsent au quotidien des centaines de familles de paysans puisque, par ailleurs, elles ne demandent pas d'emploi massif. Rompre les schémas culturels de la population expulsée génère non seulement la pauvreté économique, sociale, culturelle et spirituelle, mais aussi du désespoir et de la violence.

Le trafic de drogues est une nouvelle menace, parfois associée à l'élevage extensif qui repose sur la protection des forces de l'État pour expulser des paysans et opérer sur leurs terres. Les familles de paysans sont sans défense face aux pressions pour acheter la terre provenant du trafic de drogue et du latifundio mono-cultivateur.

Réponses de l'État

Parmi les politiques et les actions que propose le Gouvernement dans le cadre de son Programme d'Urgence et de Récupération Économique on distingue une politique fiscale contre-cyclique, une

politique de protection sociale et d'autres politiques sectorielles prioritaires (développement rural, programmes d'agriculture compétitive amplifiée, développement agricole et assistance alimentaire, durabilité des Ressources Naturelles et renforcement de la location des terres).

La priorité reste de maintenir la stabilité macroéconomique à n'importe quel prix. Ceci comporte des réserves internationales élevées, de faibles salaires, attirer des industries par la suppression d'impôts, entre autres mesures. Le paradigme fondamental pour l'État et les secteurs oligarchiques est d'élargir la zone des traités de libre échange. Deux d'entre eux sont considérés comme les plus importants : le Traité de Libre Echange avec l'Amérique du Nord, en vigueur depuis déjà trois ans et l'Accord d'Association avec l'Union Européenne (en négociation). Aucun de ces deux schémas ne propose de lignes de bénéfices pour le petit producteur.

D'autre part le Gouvernement a instauré des programmes de transferts monétaires et de bourses solidaires qui génèrent un changement qualitatif dans la formation du capital humain – ce qui aurait un impact plus important si, en outre, des politiques de développement rural et fiscal étaient mises en place et si l'institutionnalisme de l'État se consolidait. Ces mesures, ainsi que le développement de modèles internationaux adaptés à la réalité nationale sont en vogue dans divers pays de la région.

L'un des mécanismes gouvernementaux pour atténuer les effets de la crise a été l'élargissement de contingents d'importation bénéficiant d'un tarif douanier zéro pour des produits comme le maïs jaune, la farine de blé et le riz courant. Cependant l'un des groupes importateurs, le Groupe Buena, a obtenu à lui seul 82 % des quotas d'importation, du fait de la structure oligopolistique de l'importation d'aliments dans le pays. Cette situation, qui n'a pas entraîné de baisse des prix, s'est réduite dans la pratique à un subside pour cette entreprise qui ne partage pas avec le consommateur les bénéfices des tarifs douaniers non payés.

D'autre part, le déficit fiscal est couvert prioritairement par la dette extérieure et intérieure. Les possibilités de réforme fiscale n'existent pas. 20 % des impôts sont directs et 80 % indirects. La promesse du Gouvernement de commencer un processus de réforme fiscale qui renverserait ce modèle n'est pas tenue. Dans le cadre de cette crise, la réforme projetée s'est réduite aux réformes qui favorisent le cycle macroéconomique et les programmes d'assistance pour la population en situation d'extrême pauvreté.

Quant à la production agricole, il y a des programmes d'assistance pour la location de terres. Ce n'est pas le cas pour l'accès à la propriété et pour le crédit accordé aux paysans. Le nouveau Gouvernement a eu davantage recours aux expulsions forcées de paysans (50 expulsions au 31 mars 2009) ce qui a généré instabilité et mécontentement au

sein des organisations indigènes et paysannes qui espéraient l'approbation et la mise en place de la Politique Agraire de Développement Rural promise. Le leadership communautaire est actuellement coopté par le Gouvernement et les transnationales d'extraction, qui génèrent leur propre mouvement social parallèle de style clientéliste, en finançant des représentants des bases sociales très discutés. Ceci a entraîné une substitution du leadership traditionnel par le leadership financé et des affrontements entre les organisations paysannes de base. A cela s'ajoute la criminalisation et la persécution des dirigeants paysans qui luttent pour accéder à la terre afin de produire leurs propres aliments.

Alternatives sociales

En accord avec la Constitution Politique de la République du Guatemala, « la propriété privée est un droit inhérent à la personne humaine », c'est à dire que tous les guatémaltèques ont le droit d'accéder à la propriété. A cet effet, « la propriété pourra être expropriée dans des cas concrets pour des raisons d'utilité collective, de bénéfice social ou d'intérêt public dûment démontrées ». La malnutrition, la pauvreté et l'extrême pauvreté, le chômage et à présent l'approfondissement de la crise alimentaire récurrente trouvent leur origine dans l'impossibilité pour la population de se procurer des moyens de subsistance, par manque d'actifs, en particulier de terre. Voici un cas évident d'utilité et de nécessité publique démontré ; en d'autres termes, il s'agit d'une proposition qui s'inscrit dans l'ordonnance juridique nationale.

L'agriculture est une issue de secours pour le développement et il faut abandonner le modèle féodal de production. La distribution équitable de la terre est une stratégie adéquate pour le développement de l'emploi rural et pour accroître la productivité dans les campagnes, ce qui entraînerait la croissance de l'économie, de la capacité de prévision et de provision alimentaires. La réforme agraire ne peut plus attendre. Il s'agit d'un instrument de paix sociale et de possibilité de gouvernement qui mettra fin aux conflits provoqués par l'usurpation de la terre indigène et paysanne et qui évitera la déprédation des forêts, faisant émerger en même temps de vastes secteurs ayant une capacité de production et d'investissement. À partir de cette réforme, les générations futures pourront disposer de meilleures et plus nombreuses opportunités d'auto-développement et augmentera leur pouvoir d'achat, ce qui dynamisera la chaîne de production³.

3 Avec des données et des analyses de la Coordination d'ONG et Coopératives, par l'intermédiaire de ses deux instituts d'analyse : l'Institut d'Etudes pour la Démocratie en formation et l'Institut d'Etudes Agraires et de Développement Rural. Guatemala, 2009

Après la crise, la dictature



Le Honduras est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. La crise financière internationale augurait déjà que la vie des Honduriens allait être encore plus difficile, mais le coup d'État, soutenu par les milieux les plus réactionnaires de la société – en particulier les défenseurs de la culture patriarcale – a intensifié les problèmes. Les organisations sociales, en particulier les mouvements féministes, organisent la résistance contre le régime de facto.

Centro de Estudios de la Mujer Honduras (CEM-H)

Suyapa Martínez
Ana Ferrera
Mauricio Aguilar

Le présent travail est composé de deux sections. La première, concernant les impacts de la crise mondiale sur l'économie et la société honduriennes, a été rédigée avant le coup d'État du 28 juin 2009. La seconde présente la réponse des différents mouvements sociaux, et en particulier les mouvements féministes, face au coup d'État.

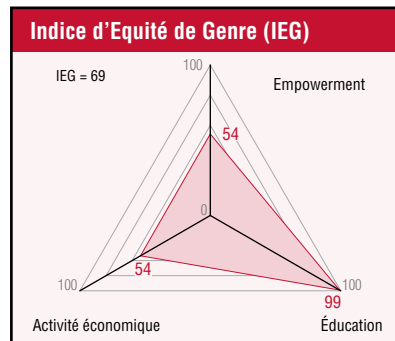
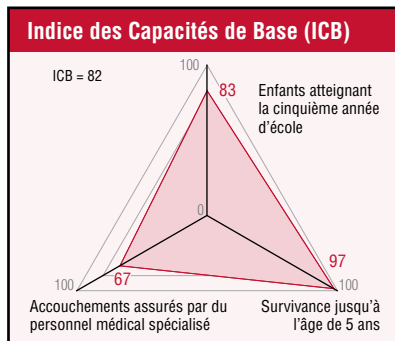
Le Honduras est le troisième pays le plus pauvre d'Amérique latine après Haïti et le Nicaragua. Si la pauvreté a reculé de 63,7 % en 2005 à 59,2 % en 2008, et la pauvreté extrême de 46 % à 36,2 % pendant la même période¹, cette diminution ne représente pas un grand progrès. En valeur absolue, 73 831 foyers ne sont plus classés comme des foyers en situation d'extrême pauvreté, mais l'on note qu'il existe 121 390 nouveaux foyers en situation de pauvreté relative². On peut donc parler à la rigueur d'un passage de certains foyers d'un état d'extrême pauvreté à une pauvreté relative.

Selon les données fournies par les Stratégies de Réduction de la Pauvreté (SRP) développées pour répondre aux Objectifs du Millénaire, en 2015, la pauvreté relative devrait se situer autour de 42 % et l'extrême pauvreté autour de 19 %³. Il est clair que le but ne sera pas atteint car, aux situations présentes dans le pays, s'ajoutent celles qui dérivent de la crise mondiale actuelle. Entre fin 2008 et début 2009, plus de 10 745 licenciements ont été enregistrés par le Secrétariat au Travail. On estime, en outre, que l'inflation a dépassé le chiffre de 11 % en 2008.

Les envois de fonds en provenance des États-Unis ou d'Espagne ont commencé à se restreindre diminuant leur contribution au Produit Intérieur Brut, passant de 21 % en 2007 à 20 % en 2008, et selon les projections il devrait arriver à 18 % en 2009⁴.

Le plan Zelaya

Le gouvernement de Manuel Zelaya Rosales a poursuivi ses politiques d'assistanat d'inspiration populiste – selon la Banque Mondiale, des programmes avec une couverture sociale limitée, la plupart sans sys-



tème de contrôle et d'évaluation – tout en maintenant la confrontation entre les trois pouvoirs de l'État. C'est le cas des actions entamées par le pouvoir exécutif pour économiser du carburant, qui ont été récusées car anticonstitutionnelles, recours qui a été accepté par la Cour Suprême de Justice. Ceci a créé une polarisation entre le pouvoir exécutif et les pouvoirs législatif et judiciaire que l'on remarque également dans la signature de l'Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) promue par le Venezuela sans le soutien du Congrès. Il en est résulté une intensification des principaux problèmes du pays, comme la crise énergétique et l'insécurité urbaine.

Depuis l'approbation des SRP en 1999, après l'ouragan Mitch, chaque gouvernement a procédé à ses propres reformulations du document. Le président Zelaya, lui, a affaibli le cadre institutionnel de l'initiative, donnant une tournure favorable au Réseau Solidaire qui au début s'est appelé "Manuel Zelaya Rosales". Il a en plus créé sans aucune concertation, un Ministère du Développement Social et du Réseau Solidaire, ce qui a automatiquement relégué le Conseil Consultatif des SRP, où sont représentées les organisations de la société civile et du gouvernement, à un niveau inférieur.

Certains espoirs, mais plus de reculs

Malgré la forte opposition des entreprises privées, le gouvernement a augmenté le salaire minimum à 5 500 lempiras, la monnaie nationale (297 USD), sans compter les *maquilas* et le personnel domestique, pour lesquels il n'est pas appliqué. Par ailleurs, en août 2008 l'ALBA a été signée, suscitant de grands espoirs chez les Honduriens, surtout dans les milieux les plus vulnérables. La convention inclut l'assistance médicale et éducative, la donation de matériel et d'équipements et l'initiative «Petrocaribe» qui permettra l'achat de pétrole avec un financement à long terme avec un intérêt

très faible⁵. L'économie générée par cette transaction inaugure un fonds en fidéicommis qui sera utilisé pour financer des projets de développement social.

Dans la présente administration, le budget du Secrétariat à la Sécurité est passé de 140,6 millions d'USD à 156,6 millions d'USD. Le narcotrafic a augmenté toutefois, tout comme la corruption. Ainsi, au mois de mars 2008, les organisations sociales de défense des droits de l'homme, les mouvements des femmes et des féministes, les églises et le mouvement populaire se sont joints à la grève de la faim initiée par un groupe de procureurs qui dénonçaient la corruption au sein du Ministère Public. Ceci a entraîné une série de plaintes contre d'autres institutions de l'État. Parmi les cas les plus significatifs on peut citer les nominations du procureur général de l'État, des magistrats de la Cour Suprême de Justice, du commissaire national aux droits de l'homme et des magistrats du Tribunal Suprême Electoral.

Par ailleurs, le retard dans la présentation du budget général de 2007, envoyé au Congrès National en avril 2008, et de celui de 2008 – qui n'avait toujours pas été présenté en avril 2009 – permet des manipulations de fonds publics et retarde la mise en place de projets pour combattre la crise.

L'impact de la crise et les mesures palliatives

La récession qui résulte de la crise globale accentue encore plus les problèmes qui existaient déjà. L'impact le plus fort se voit sur :

La crise énergétique

La hausse – de plus de 100 % – des prix internationaux du brut et des produits dérivés du pétrole en 2008 a fait augmenter les prix du transport de marchandises et de la production de biens et d'aliments. Ceci a provoqué à la fois une claire augmentation du panier de la ménagère et

1 Base de données de l'Institut National de Statistiques.

2 Díaz Burdett, M. *Honduras: ¿Cómo afrontar la crisis financiera internacional?*

3 Banque Mondiale (2007). *Rapport sur les dépenses publiques*.

4 Plan du gouvernement du Honduras pour faire face aux effets de la crise économique et financière internationale. Mars 2009.

5 Rapport de la Commission pour la gestion du pétrole du mois de novembre 2008.

une baisse du pouvoir d'achat de la population hondurienne. Les coûts de production de l'énergie électrique ont également augmenté – aujourd'hui, plus de 70 % de l'énergie consommée dans le pays est générée par des centrales qui utilisent du fuel. Les tarifs de l'énergie électrique ont augmenté de 30 %, touchant notamment les plus pauvres, la classe moyenne, les petits commerçants et les petits producteurs. Le Gouvernement a essayé d'endiguer ces effets en allouant quelque 6 millions d'USD en subventions qui ont uniquement bénéficié 3,3 % du cinquième le plus pauvre de la population⁶ – soit environ 100 000 familles⁷. En dépit de la chute postérieure des prix du brut sur le marché mondial, les tarifs de l'énergie électrique au Honduras sont restés très élevés comme au pire moment de la crise énergétique.

Début 2009, le président du Congrès National a présenté un projet de décret qui visait à baisser considérablement les tarifs de l'énergie électrique. Cette mesure, qui ne prévoyait aucun contrôle, pourrait accentuer encore plus la crise de l'Entreprise Nationale d'Énergie Électrique et bénéficierait substantiellement les centrales privées. En réponse à cela, les organisations sociales et populaires ont organisé un ensemble de manifestations publiques pour exiger du gouvernement de nationaliser toutes les centrales électriques.

La crise financière

L'économie hondurienne est très dépendante du marché américain. Plus de 85 % de la production est exportée vers les États-Unis. L'un des secteurs qui a été touché directement est celui des zones franches (ou *maquilas*). En conséquence, l'Association Nationale des *Maquiladores* a annoncé, en novembre 2008, une perte de 25 000 postes – dont 85 % concernant des femmes – en raison de la fermeture d'usines.

Dans le contexte du plan anti-crise, le gouvernement a annoncé la création à court terme d'un nombre important d'emplois dans tout le pays ; l'une des principales ressources sera le programme *Caminos por Mano de Obra* (Les Chemins de la Main d'Oeuvre), pour l'exécution de projets de chemins vicinaux⁸. La réalisation de ces projets semble très compromise étant donné que 2009 est la dernière année de Zelaya au pouvoir et que chaque nouveau gouvernement néglige ce qui a été planifié par le gouvernement précédent⁹.

Dans le secteur bancaire, les secteurs productifs de biens d'exportation ne sollicitent pas de financements auprès de la banque commerciale. Cela a figé les flux d'argent et a produit un manque de liquidité dans le système. Un autre problème est l'accapement de capitaux par les partenaires des banques, qui ne veulent pas risquer leur capital et préfèrent que ce soit le gouvernement qui fasse les investissements. Cette pratique est apparue clairement quand les grands investisseurs de capitaux bancaires ont décidé de faire sortir du pays, sur une période d'un mois environ, quelque 200 millions d'USD¹⁰. La situation a été fermement dénoncée auprès de la Commission Nationale

de la Banque et des Assurances, dont le président a été licencié. Pour générer des liquidités, le gouvernement a réduit la réserve bancaire et a accru le financement des secteurs productifs à un taux non supérieur à 10 %.

La crise alimentaire

Au Honduras, la montée du prix du blé a provoqué une augmentation directe de 40 % du prix de la farine, entraînant à son tour une augmentation du prix du pain. Les produits de consommation courante comme le riz et la farine de maïs, ont subi une augmentation de 110 % pendant le dernier semestre 2008. La rareté des aliments n'est pas uniquement due au manque de production des agriculteurs, elle est aussi liée à la crise énergétique mondiale. A la suite de

la crise, le maïs cultivé pour la consommation humaine a suivi la voie de l'exportation avec la fabrication d'éthanol. L'inévitable hausse du prix de ce produit a entraîné à la hausse tous les produits dérivés de la farine de maïs. Par ailleurs, on a observé une crise de la production des graines de base comme conséquence directe de la montée des prix des intrants agricoles, qui ont augmenté de 80 %.

Pour diminuer l'impact de la crise, le gouvernement a mis en place quelques mesures d'assistance sociale telles que la Prime de Maternité et de l'Enfance distribué à 61,4 % du cinquième le plus pauvre de la population, la Prime d'Éducation à 41,6 % du cinquième le plus pauvre, le Cartable scolaire et le Goûter scolaire à 29,8 % du cinquième le plus pauvre. ■

NI COUP D'ÉTAT, NI COUPS AUX FEMMES

Le 28 juin 2009, l'armée hondurienne a perpétré un coup d'État contre le président élu constitutionnellement, Manuel Zelaya Rosales, l'envoyant en exil et nommant comme successeur ou "*président provisoire*" Roberto Micheletti, jusque-là président du Congrès National du Honduras. Ce coup d'État a reçu, entre autres, l'appui des partis politiques traditionnels, du secteur des entreprises, de la Cour Suprême de Justice, de l'Église Catholique et de la plupart des médias.

Le coup d'État a également porté un coup aux organisations sociales honduriennes. La répression exercée par le gouvernement de facto a provoqué des morts, des centaines de blessés et la violation des droits fondamentaux de la population.

Traditionnellement, les femmes Honduriennes souffrent de grands désavantages. Bien qu'elles possèdent un niveau d'éducation plus élevé que les hommes et qu'elles représentent 52,6 % du total de la population en âge de travailler, seulement 34,3 % d'entre elles font partie de la Population Économiquement Active (PEA). La pauvreté des foyers dont le chef de famille est une femme (64,1 %) est proportionnellement plus importante que celle des foyers dont le chef de famille est un homme (58,8 %)¹, brèche plus profonde encore dans les cas d'extrême pauvreté, où 38,8 % sont des femmes et 34,9 % des hommes.

Entre fin 2008 et début 2009, des décrets ont été présentés devant le Congrès de la Nation allant à l'encontre du droit des femmes de disposer de leur propre corps ; tel était le cas du décret numéro 54-2009 qui pénalise la vente, l'utilisation et la promotion des pilules du lendemain. En janvier 2009, on a présenté une réforme du code pénal pour que le droit à la vie soit reconnu dès la fécondation, mais elle était encore en discussion lorsque les forces réactionnaires ont pris le pouvoir.

La crise internationale avait déjà créé un cadre propice à l'augmentation de la délinquance, de la violence sexuelle contre les femmes et les filles – on rapporte plus de 540 cas par an² – et les féminicides – plus de 1.000 pendant les six dernières années³. A

ceci s'ajoutait l'avancée des fondamentalismes religieux qui, en accédant au Pouvoir Législatif, y ont fait entrer des députées liées à l'Opus Dei et aux sphères les plus conservatrices de l'Église catholique : elles ont fait reculer les droits des femmes et ont encouragé le coup d'État.

La répression exercée par le gouvernement a provoqué des morts, des centaines de blessés ainsi que la violation des droits fondamentaux de la population. On a limité, entre autres, le droit à la libre circulation et la liberté d'expression, notamment de la population constituant la résistance populaire. Dans ce contexte de violence et de perte quasi totale de l'institutionnalité, la violence contre les femmes s'est accrue, catalysée par la culture patriarcale qui considère le corps féminin comme sa propriété. Des femmes appartenant à la résistance populaire et d'autres femmes qui, sans y participer, se sont trouvées dans des contextes de résistance, ont vécu dans leur propre chair la répression de la police et de l'armée. Depuis le moment où l'on a su que le coup d'État s'était produit, les membres des mouvements de femmes et des mouvements féministes se sont mobilisés contre cette action, en se joignant aux milieux populaires de tout le pays.

C'est dans ce cadre qu'est né Féministes en Résistance, entité qui englobe, entre autres, des organisations de femmes et de féministes organisées et indépendantes. Les Féministes en Résistance travaillent pour la défense et la visibilité des droits et des causes des femmes. Avec des messages tel que « Ni coup d'État, ni coups aux femmes », elles ont réussi à relier entre eux deux grands problèmes du pays apportant ainsi une vision plus complète de la problématique vécue en ce moment.

Les Féministes en Résistance du Honduras ont réalisé et planifié différentes actions aux côtés des femmes mobilisées du Costa Rica, du Guatemala et d'autres organisations d'Amérique centrale et d'autres pays. Cette initiative compte sur la participation des diverses organisations qui composent la coalition nationale de Social Watch au Honduras, y compris le Centre d'Études sur la Femme et le Centre d'Études et d'Action pour le Développement du Honduras. ■

6 Banque Mondiale (2007).

7 Forum de crise énergétique et de développement au Honduras, UNAH, septembre 2008.

8 Plan du Gouvernement du Honduras pour faire face aux effets de la Crise économique et financière internationale.

9 Entretien avec le Député du Congrès National Marvin Ponce.

10 Entretien avec l'économiste Martín Barahona.

1 INE (2007). *Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples*.

2 Direction Générale de Médecine légale.

3 Base de données du Centre d'Études sur la Femme et rapport de l'Observatoire de la Violence UNAH, janvier 2009.

Une révision de la structure de Gouvernement



La crise mondiale a entraîné la Hongrie dans la pire récession économique qu'elle ait connue depuis deux décennies. Celle-ci a été en partie responsable de la démission du Premier ministre Ferenc Gyurcsany cette année. L'économie dépendant des exportations a souffert du ralentissement de ses principaux partenaires commerciaux. Le système social est paralysé par la corruption, la monnaie nationale s'est effondrée et les finances publiques supportent la lourde charge des retraites. Le nouveau Premier ministre projette de réduire les retraites, les bonus du secteur public et les allocations maternité, d'hypothéquer l'énergie et les subventions pour le transport, et d'élever l'âge de la retraite.

ATTAC HONGRIE
Matyas Benyik

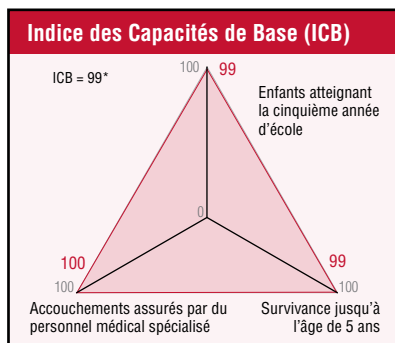
Jusqu'à il y a quelques années, la Hongrie avait l'un des plus importants déficits budgétaires de l'Union Européenne, supérieur à 9 % du PIB. Or les mesures d'austérité prises en 2006 l'ont réduit à l'un des plus bas de l'UE (inférieur à 3 % du PIB). Toutefois, des années de mauvaise gestion ont laissé l'économie au bord de la faillite, et à partir de septembre 2008, la situation s'est progressivement aggravée. Les effets de la crise financière mondiale sur l'économie réelle se sont particulièrement aggravés pendant le dernier trimestre de cette année, lorsque l'effondrement de la demande intérieure et extérieure a entraîné dans sa chute la production, la consommation, l'investissement et l'emploi. En même temps, les attaques spéculatives contre le florin, la monnaie hongroise, l'ont fait baisser de 19 % par rapport au dollar américain et de 13 % par rapport à l'euro, ce qui a fait monter l'inflation en flèche. Pour éviter l'effondrement total, le gouvernement a obtenu un secours financier de 25,1 milliards d'USD de l'UE et du Fonds Monétaire International (FMI)¹.

Performance économique

Suite à la faible croissance de 1,1 % en 2007, l'économie hongroise a été relancée au cours du premier semestre 2008, et puis elle s'est vue entraînée par la chute de ses principaux partenaires économiques. La croissance du PIB a atteint environ 2 % pendant la première moitié de 2008 et 0,8 % au troisième trimestre. Au quatrième trimestre, elle a baissé de 2,3 %. C'est la pire performance depuis les années 1990, quand la transition vers l'économie de marché a généré un considérable remous économique.

En février 2009, la production industrielle brute a baissé de 28,9 % par rapport à l'année précédente (25,4 % si l'on tient compte des jours effectivement ouvrés). Dans les deux premiers mois de 2009, le volume de production a été inférieur de 26,1 % par rapport à la même période en 2008. En février le volume de production industrielle a chuté de 4,1 % par rapport au mois précédent, si l'on ne prend en compte que les jours ouvrés.

La crise mondiale a fait stopper la croissance des exportations industrielles qui étaient jusque là

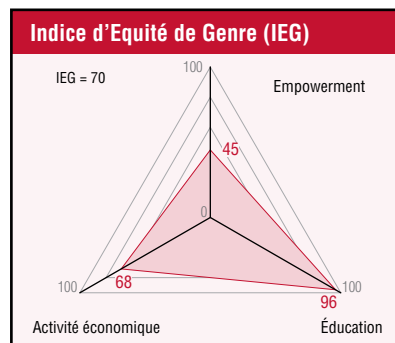


en augmentation constante. En janvier 2009, le volume des exportations et des importations a baissé respectivement de 28 % et de 27 % par rapport à janvier 2008. Les exportations de produits industriels ont chuté de 30,4 % au cours des premiers mois de 2009 ; en février, elles ont baissé de 31,1 % par rapport à février 2008. De décembre 2008 à février 2009, le chômage est passé de 1,1 % à 9,1 %, laissant 378 000 personnes sans emploi.

La crise politique et économique

L'ex-Premier ministre Gyurcsany ne s'est jamais remis des troubles déclenchés pendant l'automne boréal 2006 après avoir avoué que son administration avait menti à plusieurs reprises à propos de l'état de l'économie afin de gagner les élections. Bien qu'il se soit maintenu au pouvoir et qu'il ait fait baisser le déficit de 9 % du PIB en 2006 à 3,3 % en 2008, grâce à une augmentation des impôts et une réduction des dépenses, il n'a pas reçu l'appui du public pour réaliser des réformes économiques plus importantes. Quand la crise économique a frappé, le gouvernement a renforcé encore plus son programme d'austérité, consolidant sa position de Premier ministre le plus impopulaire de l'ère de la démocratie électorale et de l'économie de marché. En outre, les cercles financiers ne partageaient pas les hésitations du cabinet au moment de prendre des mesures décisives face à la crise économique. Harcelé de toutes parts, Gyurcsany a annoncé sa démission lors de la convention du Parti Socialiste (MSZP) en mars 2009.

Le déficit budgétaire hongrois complique la réforme fiscale. Alors que beaucoup de pays injectent des fonds pour relancer leur économie, la Hongrie se concentre sur la réduction des coûts. En dépit de leurs divergences, et sous la pression du FMI,



la gauche bourgeoise comme les partis de droite défendent des politiques économiques néolibérales : la réduction des impôts sur le capital et la restriction du déficit budgétaire au moyen de réductions draconniennes des dépenses sociales.

Malgré le plan de sauvetage du FMI, le florin a connu son plus bas niveau historique en mars 2009. Selon les derniers chiffres d'Eurostat, le PIB hongrois a baissé de 1 % par trimestre². Le gouvernement prévoit une baisse de 3,5 % cette année, mais d'autres prévoient une chute de 5 à 6 %. Par ailleurs, la Hongrie reste paralysée par la corruption, la dette élevée et un marché noir qui pourrait représenter un cinquième du PIB. Elle ne l'assume pas politiquement. Les intellectuels nationalistes utilisent le langage des années 1930 pour tonner contre les capitaux étrangers et les influences « cosmopolites ». Viktor Orban, leader du parti de droite Fidesz, se plaint du fait que plus de 80 % du système financier soit « entre les mains d'étrangers ». C'est son parti qui remporte aujourd'hui le plus large soutien.

La chute du florin est particulièrement dévastatrice pour les foyers : près de 60 % du total des prêts ont été contractés en monnaies étrangères, principalement en francs suisses. La pression constante sur le florin augmente le danger que ces prêts et hypothèques personnels restent impayés. L'augmentation des impayés pourrait intensifier la pression sur le système bancaire et la crise du crédit.

Quelles que soient ses erreurs, la Hongrie est aussi victime du système capitaliste mondial. Le ralentissement en Allemagne et sur d'autres marchés récepteurs des exportations hongroises est beaucoup plus profond et durera probablement bien

* « Enfants atteignant ... » selon la procédure "1" à la p. 209.

1 Ministère des Finances, 29 octobre 2009.

2 Voir : <epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-15052009-BP/EN/2-15052009-BP-EN.PDF>.

plus que prévu dans un premier temps³. Les banques européennes font face à leur propre crise des *surprimes*, car elles détiennent la plus grande partie de la dette d'Europe centrale et orientale. Dans toute l'Europe orientale et centrale, on accuse les banques autrichiennes de la débâcle financière.

Les impacts de la crise

Après la chute de l'Union Soviétique, les anciennes républiques socialistes ont démantelé leurs systèmes étatiques. La Hongrie a embrassé le capitalisme avec enthousiasme et a défendu la privatisation de ses biens. Malgré tout, les gouvernements successifs ont tâché de conserver le réseau de sécurité sociale. Les gouvernements du MSZP ont spécialement protégé les retraités, craignant que la moindre réduction budgétaire ne cause des souffrances aux Hongrois les plus âgés, qui constituent un secteur clé de l'électorat socialiste. Le nombre de bénéficiaires a augmenté au début des années 1990 lorsque les entreprises récemment privatisées se sont défaites des ouvriers qui avaient figuré sur les listes de l'État. Recevoir une retraite est devenu un choix séduisant face au chômage car les retraites des travailleurs ayant les plus hauts revenus représentent un pourcentage plus élevé de leur salaire que dans beaucoup d'autres pays. La retraite moyenne après impôts est d'un peu plus de 350 USD par mois. Cela représente beaucoup dans un pays où le salaire moyen après impôts s'élève à un peu plus de 500 USD par mois. Les hommes atteignent l'âge de la retraite à 62 ans, mais ils peuvent se retirer avant s'ils ont travaillé pendant 40 ans, et il y a peu d'incitations financières pour continuer à travailler. Le Hongrois moyen part à la retraite à 58 ans et, actuellement, seulement 1 % des Hongrois de 60-64 ans travaillent. L'OCDE calcule que les dépenses de retraite en Hongrie seront parmi celles qui augmenteront le plus en Europe dans les prochaines décennies. Le pays compte déjà 3 millions de retraités sur une population totale d'environ 10 millions d'habitants.

Tant les entreprises que les employés font des contributions au plan de retraites l'État, mais celles-ci ne couvrent pas toutes les sommes versées. Le gouvernement solde la différence avec le budget central. Pendant des années, la Hongrie a soutenu des déficits fiscaux pour payer ses programmes sociaux : les retraites à elles seules dépassent 10 % du PIB. Pour financer ces dépenses, le gouvernement a vendu des bons. En octobre 2008, les investisseurs ont cessé d'acheter des bons publics. Même si le FMI a fourni un plan de sauvetage d'urgence pour que la Hongrie puisse solder ses comptes, de nombreux investisseurs internationaux se sont retirés, ce qui a fait chuter la monnaie hongroise et a assombri ses perspectives économiques.

Les détracteurs signalent que le pays ne peut se permettre le luxe d'un système de retraite qui incite les salariés à prendre leur retraite alors qu'ils sont encore jeunes ou à abandonner le marché du travail quand ils ont des maladies relativement mineures.

Le FMI, avec l'appui des réformateurs hongrois, fait spécialement pression pour que l'on élimine la bonification supplémentaire d'un mois versée à tous les retraités et qui a été adoptée en 2003 par le prédécesseur de Gyurcsany.

Après sa réélection en 2006, Gyurcsany a proposé la réforme du système de retraite, qui a inclus la suppression de cette bonification mais il voulait que les retraités reçoivent le même montant qu'avant, étalé sur douze mois. Il a proposé également d'élever l'âge de la retraite des femmes à 65 ans en 2020 et celle des hommes à 68-69 ans en 2050. Gordon Bajnai, le nouveau Premier ministre, se verra probablement obligé de proposer des réductions plus profondes qui auront des effets désastreux sur les Hongrois les plus âgés. Les retraités accusent déjà les hommes politiques de détruire les promesses de la génération antérieure, en les laissant à la dérive.

En 2003, les dépenses pour la protection sociale ont représenté 21,4 % du PIB, un chiffre inférieur à la moyenne de 28 % de l'UE. Les services dérivés des aides familiales ont représenté 2,7 % du PIB, l'équivalent seulement de 25 % de la moyenne par habitant de l'UE. Le système social est diversifié et inclut l'assistance sociale, les allocations familiales, les sommes versées aux personnes handicapées ou malades, le système des retraites et les services sociaux.

En 2006, le système s'est standardisé, il est devenu plus efficace et a amélioré son objectif. La valeur réelle des prestations sociales sous condition de ressources a baissé jusqu'en 2004, mais les systèmes de distribution pour l'assistance sociale commune et les allocations pour les plus âgés se sont modifiés en 2005-06. Depuis, les plus pauvres ont bénéficié d'aides plus généreuses. Le système de base et spécialisé d'assistance sociale et à l'enfance mis en place dans les dernières décennies est complexe. Les programmes pour les services individuels laissent voir des brèches importantes en ce qui concerne la capacité et l'accès, principalement dans les collectivités les plus petites.

Le taux de pauvreté infantile est environ 1,5 fois supérieure à la moyenne de l'UE. Presque 20 % des enfants hongrois vivent dans des foyers dont les revenus par tête sont inférieurs de 60 % à la moyenne. La pauvreté infantile est en générale causée par le chômage des parents et les désavantages géographiques. En outre, les mécanismes de sélection du système d'enseignement et de formation accroissent l'impact de l'origine sociale dans la performance des enfants au lieu de la contrecarrer. Quand les parents ont un bas niveau d'éducation, une position médiocre sur le marché du travail et vivent isolés, ils transmettent des handicaps à leurs enfants.

Le programme d'austérité de Bajnai

Le Premier ministre Bajnai a pris ses fonctions dans le contexte de la pire déclin économique connu par le pays en presque deux décennies. Pour sauver le budget, respecter les exigences du FMI et rendre la confiance aux investisseurs, il projette d'opérer des coupes dans les retraites, les bonifications du

secteur public, les allocations maternité, les subventions pour les hypothèques et les subventions pour l'énergie et le transport public.

La caractéristique la plus remarquable du programme initial de Bajnai – appelé « Manifeste politique » – est son insistance sur le fait que l'urgence de la situation exige une « action immédiate et décidée ». Il prévient qu'il présentera en juillet des « mesures inévitables et douloureuses ». Son objectif principal est de sauver le plus grand nombre d'emplois afin d'éviter le malaise social et le clivage ultérieur de la société hongroise en puissants et démunis. Il veut également parvenir à une stabilité relative du florin, réduire le déficit et entrer dans la zone euro le plus vite possible. Pour atteindre ces objectifs, il souligne que « l'on doit réviser la totalité de la structure gouvernementale afin de dépenser moins dans l'administration ». Ceci est censé geler les salaires des fonctionnaires pendant deux ans et éliminer les bonifications supplémentaires des employés publics à partir de 2010. Il couperait également les contributions nationales aux gouvernements locaux.

Les autres points de son programme sont :

- *Augmenter l'âge de la retraite* : actuellement, il est de 62 ans mais la moyenne réelle se situe autour de 58 ans. Bajnai commencera les réformes en 2010, en incluant l'élimination de la bonification.
- *Réduction des allocations maladies* : désormais, si un médecin certifie qu'une personne ne peut pas travailler à cause d'une maladie, celle-ci reçoit 70 % de son salaire pendant six mois. La moitié est payée par son entreprise.
- *Gel des aides à l'enfance* : elles ont connu une croissance pendant des années. Bajnai projette de réduire le soutien aux enfants à l'âge de trois ans et les allocations familiales jusqu'à deux enfants.
- *Coupe dans les subventions* : Bajnai dit vouloir suspendre temporairement l'aide financière aux jeunes couples avec enfants qui achètent leur première maison et baisser les subventions pour la consommation de gaz et de chauffage. Toutes les subventions seraient suspendues après 2010. Il pense réduire également les allocations pour le transport public, spécialement pour le transport ferroviaire, la radio et la télévision publiques. L'aide de l'État aux agriculteurs se réduira également de manière considérable.

Pendant qu'il réduit les dépenses du gouvernement, Bajnai veut donner les « premiers secours aux petites et moyennes entreprises hongroises qui fournissent les deux tiers des emplois du pays » en limitant la charge fiscale qui pèse sur les entreprises et les employés. Enfin, il projette un ensemble de relances économiques financé par des subventions de l'UE pour aider le pays à calmer les effets de la crise et finalement à la surmonter. ■

3 Après l'Allemagne, les plus grands consommateurs de produits hongrois sont l'Autriche, l'Italie, la France, le Royaume Uni, la Roumanie, la Pologne et les États-Unis.

Haltes en chemin et occasions perdues



Bien qu'il existe des indicateurs qui prouvent que la situation de l'Inde n'est pas la pire, de nombreux secteurs se sont retrouvés affaiblis suite à la détérioration de l'économie mondiale et d'autres n'ont pas maintenu leur niveau de croissance. Par exemple, la croissance en prêts personnels, en prêts à la consommation et à la production a été freinée. L'inflation, la hausse du chômage et la dégradation des investissements directs étrangers sont autant d'impacts ajoutés. Le Gouvernement doit trouver un équilibre entre les réformes économiques visant à stimuler la croissance et le besoin de soulager les 250 millions d'Indiens vivant dans une misère extrême.

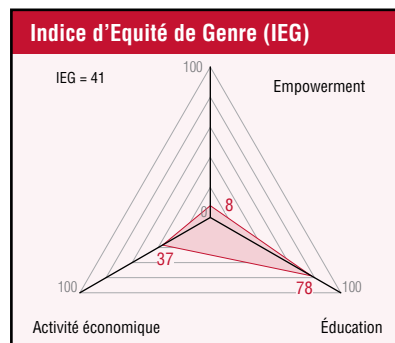
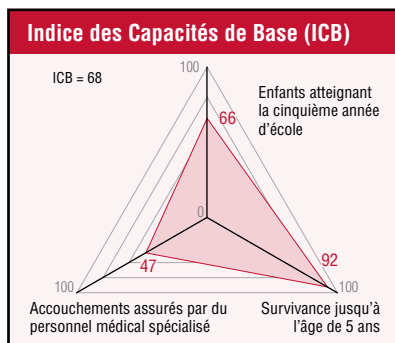
Social Watch India
Himanshu Jha

En dépit de l'hypothèse de « déconnexion » selon laquelle les économies émergentes seraient à peine touchées par la crise financière mondiale grâce à leurs réserves de devises, à la stabilité des bilans des entreprises et à la relative solidité des secteurs bancaires, nombreuses sont celles qui en ressentent déjà les effets¹. Parmi ces économies se trouve celle de l'Inde dont la croissance s'est fortement ralentie – passant d'un solide 9,3 % en 2007 à 7,3 % en 2008. Pour 2009 le FMI prévoit une croissance de 4,5 %².

L'effondrement de la bourse des valeurs en 2008 a prouvé que la crise s'accroît encore et les marchés n'ont pas encore réussi à s'en remettre. Bien qu'il soit difficile de prévoir le dénouement de cette situation, il est clair que les pronostics initiaux du Gouvernement sur l'immunité du pays face à la crise ont péché de prévoyance. Il est important d'en étudier les retombées sur les populations pauvres et marginalisées de l'Inde, ainsi que l'efficacité des réponses gouvernementales données jusqu'à présent.

Impacts de la crise économique

On peut facilement en observer l'impact avec le ralentissement de la croissance industrielle, l'inflation, la croissance du déficit de compte courant, l'effondrement de la bourse des valeurs et la dévaluation de la monnaie nationale, la roupie. La crise financière a été accompagnée également d'une hausse des prix de certains aliments. Selon l'Indice des Prix de Gros (IPG), le riz coûtait 12,8 % de plus en mars 2009 qu'en mars 2008 face à une diminution mondiale de 1 %, alors que le blé a augmenté de 5,2 % face à une diminution mondiale de 47,5 %. L'inflation est passée de 7,7 % en mars 2008 pour atteindre un sommet de 12,9 % en août 2008 (il convient de signaler que l'IPG a brusquement chuté à 0,3 % au mois de mars de cette année). L'inflation annuelle des prix des matières premières de base met en évidence la gravité du problème. L'inflation



des prix à la consommation s'est située entre 9,6 % et 10,8 % en janvier/février 2009, face à 7,3 %-8,8 % en juin 2008 et 5,2 %-6,4 % en février 2008³.

L'impact le plus immédiat de la crise s'est répercuté sur les fonds d'investissements étrangers (Foreign Institutional Investment : FII). Entre avril 2008 et mars 2009 une fuite de 15 milliards d'USD du marché des valeurs a été enregistrée, contre une entrée de 20.300 milliards d'USD pendant la même période en 2007-2008. Cette même tendance a été enregistrée dans d'autres investissements de portefeuille d'actions tels que les *American Depository Receipts* (certificats nominatifs négociables émis par une banque des États-Unis) / *Global Depository Receipts* (transactions hors des États-Unis)⁴.

Le recul du FFI, qui atteignait 66,5 milliards d'USD début 2008, déclencha l'effondrement de la bourse des valeurs et par voie de conséquence le *sensex*, l'index des entreprises les plus importantes du pays, « tombant d'un point maximum de clôture de 20.873 le 8 janvier 2008 à moins de 10.000 le 17 octobre 2008 »⁵. Les évènements de FFI entraîneront à leur tour une brusque dévaluation de la roupie, qui a chuté de 39,99 par d'USD en mars 2008 à 52,09 par d'USD en mars 2009. La roupie est devenue également plus faible face à d'autres monnaies, dont l'euro (6,5 %), le yen (22,8 %) et le yuan (23,6 %) ⁶. Même

si ces dévaluations pouvaient sembler bénéfiques aux exportations de l'Inde, la détérioration des économies des États-Unis, de l'Union européenne et du Moyen Orient – qui constituent les trois quarts du commerce en biens et services de l'Inde – a provoqué une carence de la demande. D'une croissance de 24,5 % entre avril 2007 et novembre 2008, les exportations ont chuté à 17,6 % pendant les mêmes mois en 2008 et 2009⁷.

Il est vraisemblable que le ralentissement de l'exportation de services s'accroît aussi « à mesure que la récession s'aggrave et que se restructurent les entreprises financières – traditionnellement les principales utilisatrices de services de sous-traitance »⁸. D'autre part, pour ceux qui se sont engagés à effectuer leur paiement en devises, la dévaluation de la roupie n'est pas une bonne nouvelle et ne favorise pas non plus les efforts du Gouvernement pour freiner l'inflation⁹.

Le ralentissement de la croissance de la production industrielle est un fait indéniable puisque le taux annuel d'expansion, qui s'élevait à 8,8 % entre avril 2007 et février 2008, est descendu brusquement à 2,8 % pendant la période 2008-2009¹⁰. L'Indice de la Production Industrielle (IPI) a enregistré une croissance moyenne de 5,6 % entre avril et juillet 2008, il est tombé à 1,7 % en août puis il s'est rétabli, atteignant un taux comparativement solide de 6 % en septembre. Cependant, l'IPI a de nouveau enregistré une croissance négative entre décembre 2008 et février 2009. Le rythme de croissance du secteur manufacturier a chuté, passant de 9,3 % pendant

1 Subbarao, D. "Inde : La gestion de l'impact de la crise financière mondiale". Discours prononcé lors de la séance annuelle de la Confédération de l'industrie indienne, 26 mars 2009.

2 *Outlook India* (revue hebdomadaire d'informations). *IMF Lowers India's Growth Estimate to 4.5% for 2009* [Le FMI réduit l'estimation de la croissance de l'Inde à 4,5% pour 2009], 22 avril 2009. Disponible sur : <news.outlookindia.com/item.aspx?658780>.

3 RBI. *Macroeconomic and Monetary Development in 2008-09* [Développement macroéconomique et monétaire en 2008-09]. Banque de Réserves de l'Inde. Disponible sur : <rbidocs.rbi.org.in/rdocs/Publications/PDFs/MMDAPRFull2004.pdf>.

4 *Ibid.*

5 Chandrashekar C. P. y Ghosh, J., *India and the Global Financial Crisis* [L'Inde et la crise financière mondiale]. Macroscan, 2008. Disponible sur : <www.macroscan.org/the/trade/oct08/trd15102008Crisis.htm>.

6 *Ibid.*

7 *Développement macroéconomique et monétaire en 2008-09*.

8 Subbarao, D., *op. cit.*

9 *Ibid.*

10 *Ibid.*

la période 2007-2008 (d'avril à février) au taux escompté de 2,8 % pour la même période en 2008-2009. Le secteur fondamental de l'infrastructure a progressé à un rythme de 3 % pendant la période 2008-2009 (d'avril à février), contre 5,8 % pendant la même période en 2007-2008¹¹.

De plus, les banques sont en train de réduire les crédits qu'elles accordent. Entre février 2008 et février 2009, le taux de croissance a chuté de façon considérable, passant de 12 % à 7,5 % pour le logement, de 13,2 % à 8,5 % pour les prêts personnels et de 5,9 % à -14,5 % pour les biens d'équipement des ménages¹².

Interventions pour freiner la chute

Suite au sommet du G-20 de novembre 2008 le premier ministre a désigné un groupe, placé sous sa propre présidence, chargé d'élaborer un plan détaillé pour une intervention de l'État appropriée et opportune. Les autres membres de ce groupe étaient le ministre des Finances, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le vice-président de la Commission de Planification et le directeur de la Banque de la Réserve de l'Inde (RBI). Les mesures furent regroupées en « séries de programmes de relance » ; la première fut annoncée en décembre 2008 et la seconde en janvier 2009¹³. Parmi les mesures annoncées figuraient des déboursements de 20 milliards d'INR (4,15 milliards d'USD) pour mener à bien des plans essentiels à l'infrastructure rurale et la Sécurité Sociale, une diminution globale de 4 % de la taxe sur la valeur ajoutée centrale (CENVAT en anglais), des mesures spécifiques visant les tarifs douaniers pour des secteurs tels que l'acier et le ciment, ainsi que des exonérations d'impôts et des augmentations des taxes de remboursement d'impôts pour les exportations.

Certaines mesures supplémentaires ont également été adoptées, comme la subvention des taux d'intérêt et des crédits pré et post embarquement pour les exportations employant beaucoup de main d'œuvre ; des facilités pour le refinancement de 40 milliards d'INR (831 millions d'USD), quant au secteur du logement, pour la Banque Nationale du Logement et de 70 milliards d'INR (1,5 milliard d'USD) pour la Banque de Développement de la Petite Industrie de l'Inde quant aux micros, petites et moyennes entreprises, et l'agrément nécessaire pour que l'*India Infrastructure Finance Company Limited* (une compagnie financière pour l'infrastructure) puisse percevoir 100 milliards d'INR (2,1 milliards d'USD) sous forme de bons exonérés d'impôts¹⁴. Le RBI a adopté

aussi quelques mesures monétaires telles que l'abattement du taux d'intérêt de la prise en pension livrée (taux auquel le RBI prête des roupies aux banques de l'Inde) de 9 % en août 2008 à 5 % en janvier 2009, la réduction de la cession temporaire et la réduction du coefficient de trésorerie obligatoire de 9 % en août 2008 à 5 % depuis janvier 2009¹⁵.

Cependant, il existe certains problèmes de base en ce qui concerne la nature, la direction et les effets escomptés de ces séries de programmes. Entre autres, il s'avère que les engagements de prêts sont totalement insuffisants si l'on tient compte du fait que la subvention totale de la relance de 311 milliards INR (6,5 milliards d'USD) constitue à peine 0,8 % du PIB. Qui plus est, il existe une certaine ambiguïté sur les secteurs qui bénéficieront d'un déboursement de prêt supplémentaire de 200 milliards INR (4,2 milliards d'USD). Un retard de presque huit mois s'est déjà produit dans les déboursements effectués. L'ajout de fonds supplémentaires à un tel arriéré rend les déboursements difficilement opportuns¹⁶.

Les allocations budgétaires centrales pour le développement ont chuté de 7,5 % pendant la période 2002-2003 à 6,0 % pendant la période 2007-2008 en application des normes de la Loi de Responsabilité Fiscale et de Gestion du Budget. L'allocation budgétaire pour le développement pour 2008-2009 représente environ 6,8 % du PIB ; si un contrecoup général se faisait sentir, cette allocation devra être augmentée au moins jusqu'à un seuil minimal de 7,5 %, ce qui veut dire que « les déboursements supplémentaires doivent atteindre environ 400 milliards INR (8,3 milliards d'USD) au lieu de 200 milliards INR (4,1 milliards d'USD) »¹⁷.

Cette baisse de 4 % du CENVAT ne pourra donc être appliquée que sur les produits dont les taxes douanières dépassent 4 %, ce qui implique un encouragement de la demande de la consommation de biens d'équipement des ménages et des biens de luxe, surtout. On a signalé notamment que cela « ne provoquera d'impact sur le soutien porté à l'activité économique que si les producteurs répondent par une baisse des prix et si ces réductions génèrent des réponses à la demande »¹⁸. Cela ne semble pas fonctionner ainsi. Par exemple dans l'industrie de l'aviation la diminution des prix de combustible ne s'est pas traduite par la réduction des prix à la consommation escomptée.

On a insisté maintes fois sur la nécessité de mettre en place un programme d'investissement

public en masse destiné à l'infrastructure sociale et économique, favorisant la création d'emplois et relançant la demande interne.

La disparition d'emplois et le défi pour la Sécurité sociale.

La disparition d'emplois dans de nombreux secteurs-clé suppose un défi important pour une politique de sécurité sociale qui n'était déjà guère ambitieuse. Un sondage sur un échantillon d'industries liées à l'exportation effectué par le Département du Commerce révèle la perte de 109.513 emplois pendant la période allant d'août 2008 à janvier de 2009. Le Ministère du Travail a effectué un sondage similaire parmi des secteurs importants tel que celui des industries automobile, manufacturière, minière, textile, métallurgique et celui des pierres précieuses et de la bijouterie, qui conjointement contribuent pour plus de 60 % au PIB en 2007-2008. Le sondage a révélé que 500.000 travailleurs environ ont perdu leur emploi entre octobre et décembre 2008.

Cette situation constitue un défi important pour la sécurité sociale étant donné que sur les 457,5 millions de travailleurs formant l'effectif total, 422,6 millions entrent dans la catégorie des non organisés ou non protégés. Parmi ceux-ci, 393,5 millions font partie du secteur non structuré et à peine 29,2 millions appartiennent au secteur structuré. Environ 38 % de l'effectif des travailleurs non protégés sont des femmes¹⁹.

Conclusions

Les habitants de l'Inde ont démontré leur confiance en votant pour un deuxième mandat de l'Alliance Unie pour le Progrès. Cependant, le défi pour le Gouvernement actuel est de réussir à trouver un équilibre prudent entre l'accomplissement de ses projets de réforme économique en cours et le besoin impérieux d'offrir une aide sociale et économique aux 250 millions d'habitants qui, d'après les statistiques de la Banque Mondiale, vivent dans une pauvreté extrême²⁰. La crise actuelle pose une nouvelle série de problèmes à ce pays qui souffrait déjà d'inégalités énormes et des ravages causés par la faim et la malnutrition²¹. ■

11 "Inde : la gestion de l'impact de la crise financière mondiale".

12 *Ibid.*

13 Voir Gouvernement de l'Inde. "Mesures gouvernementales supplémentaires pour relancer l'économie." Communiqué de presse, 2 janvier 2009; et "Exonérations supplémentaires annoncées pour l'Impôt Central des Douanes et Services." Communiqué de presse, 24 février 2009.

14 *Ibid.*

15 *Ibid.*

16 Fondation pour la Recherche EPW. *Stimulus Packages Facing Institutional Constraints* [Des séries de programmes de relance confrontées aux restrictions institutionnelles]. *Economic and Political Weekly* 44(04), 24 janvier 2009.

17 *Ibid.*

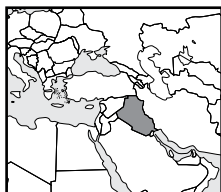
18 Ghosh, J. *Weak Stimulus* [Stimulation faible]. *Frontline*, 22 janvier 2009.

19 Gouvernement de l'Inde. *Unorganized Manufacturing Sector in India: Input, Output and Value Added* [Secteur manufacturier non structuré de l'Inde : intrants, extrants et valeur ajoutée] *Rapport sur le sondage national par échantillons 526*. Ministère de la Statistique et de Mise en oeuvre de Programmes, 2009.

20 Chen, S. et Ravallion, M. "Le monde en développement est plus pauvre que l'on ne pensait mais sa lutte contre la pauvreté n'en remporte pas moins de succès", in *Document de Travail de Recherche sur les Politiques 4703*. Washington, D.C.: Banque Mondiale.

21 Selon l'IFPRI (Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires) (2008), l'Inde abrite la plus grande population du monde en situation d'insécurité alimentaire, avec plus de 200 millions de personnes souffrant de la faim. Le rapport démontre que la forte croissance économique ne s'est pas traduite par une baisse des niveaux de la faim.

L'autonomisation de la femme : une démarche mal comprise



La Constitution iraquienne de 2005 a tâché d'inclure des mesures visant à encourager l'autonomisation de la femme ; or, la législation doit se doubler aussi d'une culture de l'égalité des chances. Pendant la période actuelle de transition, la femme non seulement a perdu la plupart des avantages offerts jusqu'ici par l'État, mais elle subit de façon disproportionnée le recul du pouvoir de l'État, l'insécurité découlant de l'instabilité politique, le collapsus des activités économiques dû à la guerre et la détérioration des structures sociales. L'augmentation de la violence à l'égard de la femme requiert l'intervention urgente de tous les acteurs sociaux.

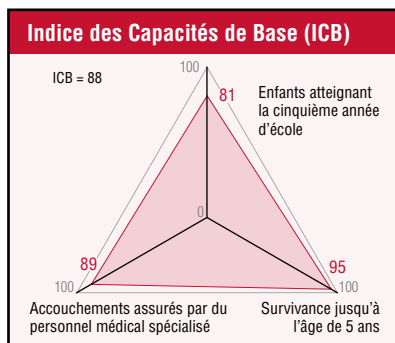
Amal Shlash¹

On a pu voir à travers les expériences recueillies dans de nombreux pays que le passage à un gouvernement démocratique peut aider à rompre les entraves institutionnelles et culturelles freinant l'autonomisation de la femme. Or, pour en arriver là, il incombe aux femmes elles-mêmes de revendiquer l'égalité de leurs droits. Qui plus est, alors que les démocraties naissantes ont la possibilité de réformer les sociétés en instaurant les libertés élémentaires, un gouvernement démocratique, un marché libre et les droits de la personne humaine, il s'avère que l'insécurité liée au conflit peut saper à la base de si beaux résultats. Quand la transition s'effectue pendant un conflit, la mise en place d'un système démocratique constitue la priorité suprême et peut reléguer à un deuxième plan l'impératif de l'égalité. S'il en est ainsi, il est probable que lors de cette transition, l'inégalité des sexes tende à s'accroître au lieu de diminuer.

Le rôle de l'État et la transition

Depuis l'établissement de l'Iraq moderne, l'État a favorisé l'autonomisation institutionnelle de la femme en lui ouvrant plus grand les portes de l'éducation, des services de santé et du monde du travail qualifié. Le niveau professionnel de la femme a fait un bond en avant, principalement dans les domaines socialement mieux acceptés de l'Éducation et de la Santé. Par exemple, pendant la période 1997-2004, 68 % du corps enseignant étaient des femmes et le taux global de participation de la femme dans le service médical se situait entre 30 % et 60 %. Avant 2003, les femmes représentaient 46 % des employés du secteur public et elles étaient les principales prestataires de services et d'aide sociale dans les secteurs de l'Éducation et de la Santé, particulièrement dans les domaines utiles à la femme. Cependant, l'État n'a pas vraiment été conscient que l'autonomisation ne s'obtient pas par la seule promulgation de lois et qu'elle n'est possible que lorsque la société respecte ces lois – ce qui à son tour exige des changements culturels. L'autonomisation de la femme ne peut prospérer que s'il existe une culture d'égalité des chances dans tous les domaines.

Les étapes de transition impliquent souvent une révision du rôle joué par les institutions et les méca-



nismes de l'État afin de mieux les ajuster à la réalité et de promouvoir l'égalité entre les citoyens des deux sexes. Mais en Iraq les réformes se sont accompagnées du démantèlement de l'État qui, de ce fait, fut incapable d'assumer plus avant ses responsabilités et d'offrir les services-clés nécessaires à l'économie de la transition. Ni le secteur privé ni la société civile n'ont été capables d'assumer ce rôle et d'offrir de tels services et les femmes ont perdu alors la plupart de leurs avantages sociaux ; entre autres, le système des crèches mis en place par l'État.

Indicateurs du développement, emploi et biens

L'imposition de sanctions et la crise politique et économique grandissante, de même que l'insécurité et le conflit générés depuis 1990, ont aggravé la situation des femmes par rapport aux hommes dans les dernières décennies. D'après différents indicateurs-clés du développement humain, elles se retrouvent dans une situation pire qu'avant. En 2007, alors que l'espérance de vie de la femme (62 ans) était nettement plus élevée que celle de l'homme (55 ans), 30 % des femmes de plus de 15 ans étaient analphabètes contre 14 % pour les hommes. Sur la totalité des inscriptions scolaires, tous chiffres mélangés (école primaire, intermédiaire et secondaire) 55 % concernaient les filles et 68 % les garçons. Le taux de chômage était également plus élevé chez les femmes : 23 % contre 16 %. Les salaires perçus par les femmes atteignaient seulement 11 % du montant des salaires que percevaient les hommes. Le travail agricole représente 60% des heures totales de travail hebdomadaire pour la femme et seulement 22 % pour l'homme, ce qui aide à expliquer les faibles revenus de la femme puisque, comme on le sait, celle-ci ne touche généralement pas de rémunération pour le travail agricole qu'elle fournit, et cela met en relief une faible productivité. En 2007 l'Indicateur du Développement Humain de l'Iraq

était de 0,627 alors que l'Indicateur Sexospécifique du Développement Humain était de 0,584.

En général, le taux de participation de la femme dans l'activité économique est considérablement plus faible que celui de l'homme (21 % contre 79 % en 2004). La transition vers une économie de marché ouvert offrira peut-être plus d'opportunités, ainsi que des défis plus importants pour la femme irakienne. L'ouverture du marché offrira peut-être de nouvelles possibilités dans le secteur privé, ce qui entraînera un redoublement de la concurrence au niveau de l'emploi et des compétences exigées, alors que le système éducatif n'offre pas une formation égalitaire. En plus, il y aura moins d'emplois pour la femme dans le secteur public. L'article 23 de la Constitution de 2005 garantit « le droit des Iraquiens à la propriété » sans aucune discrimination de sexe. Bien qu'il n'existe pas de données qui évaluent la possession de biens tels que la terre, les propriétés et les entreprises, il est possible d'affirmer qu'en général, les femmes possèdent moins de biens financiers que les hommes. Par exemple, l'immense majorité des parcelles de terre et des logements figure sur les registres au nom de l'homme et ce sont les hommes qui prévalent clairement quant à la propriété et l'administration du secteur privé. De plus, les femmes qui sont chef de famille – soit 11 % des familles – sont propriétaires d'une quantité de biens moindre en comparaison d'autres femmes.

Le statut personnel de la femme

La nouvelle Constitution de 2005 a essayé d'inclure différentes mesures positives pour la femme. Par exemple, la femme peut désormais transmettre sa nationalité à ses enfants (article 18). Cependant, elle contient aussi plusieurs articles, clauses et conséquences qui peuvent être considérées discriminatoires. C'est le cas de l'article 41 qui établit que « les Iraquiens sont libres d'agir en fonction de leur statut personnel selon leur religion, leurs croyances, leurs doctrines ou leurs choix », ce qui permet des interprétations variées de la *sharia* islamique et de mettre des barrières en termes d'égalité juridique, surtout dans des questions ayant trait au Code Civil comme le mariage et le divorce. La variété des interprétations peut donner lieu à des procédures distinctes dans les différentes provinces, dans les populations urbaines ou rurales ou entre les membres de différentes religions. Ces prévisions sont considérées comme un retour en arrière si on les compare avec les prévisions de la Loi N° 188/1959 qui règlementait toutes les questions concernant le

* Il n'y a pas des données disponibles pour l'IEG.

¹ Auteur principal de : *Iraq: National Report on the Status of Human Development 2008* [Iraq : rapport national 2008 sur la situation du développement humain]. Cet article est basé sur les faits et les analyses de ce rapport, disponible sur : <www.iaulrak.org/reports/NRSHD-English.pdf>.

mariage, le divorce, la succession, la tutelle et la garde de l'enfant pour tous les Iraquiens, quelle que soit leur secte². De fait, l'article 41 de la Constitution contredit la garantie fondamentale contenue dans l'article 14 de la loi, qui établit que « les Iraquiens sont égaux devant la loi sans discrimination aucune de sexe ou de race ». Une telle contradiction compromet l'unité de la législation applicable de manière universelle.

À l'heure d'offrir une protection à la femme et d'interdire la violence exercée contre elle, les stipulations constitutionnelles aussi bien que les juridiques peuvent s'avérer insuffisantes. La Constitution, par exemple, ne se réfère pas de façon spécifique à la femme quand elle aborde le thème de la violence dans le chapitre sur les droits. L'article 4 ne considère pas la violence conjugale comme un délit spécifique. L'article 44 établit que « les Iraquiens sont libres de se déplacer, de voyager et de résider en Iraq ou en dehors », mais dans la pratique la loi ne permet pas qu'une femme de moins de 40 ans obtienne un passeport sans l'autorisation d'un tuteur. Pour prendre un autre exemple, la femme a droit à l'égalité des salaires, mais la loi ne prévoit pas les mesures associées nécessaires qui garantissent l'égalité en matière de promotions professionnelles. De sorte que même si la Constitution prévoit la non discrimination *de jure* contre la femme, il existe des facteurs juridiques, sociaux et culturels qui représentent souvent autant de barrières *de facto* pour son application. Le climat juridique et législatif dans la région du Kurdistan semble être assez positif. Par exemple, là-bas on applique la Loi N° 188 sur le Statut Personnel, rédigée en 1959, mais considérée progressiste pour l'époque, et la Commission de la condition de la femme a réussi à introduire quelques amendements. En 2007 des conditions supplémentaires ont été imposées pour les cas de polygamie, la circoncision féminine a été interdite et les réglementations relatives au divorce ont été changées afin de favoriser davantage la femme.

En 1986 l'Iraq a ratifié la Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDAW), sous réserve des articles 2, 9 et 29. De telles réserves, en effet, annulent les dispositions de la Convention sur l'égalité des femmes et des hommes. Depuis le début de la transition en 2003, les organisations de femmes ont vainement essayé que ces réserves soient retirées. D'autre part, la Constitution ne comprend aucun article qui reconnaisse que la ratification des conventions internationales est contraignante pour l'État. De toutes manières, le nouveau régime a rejeté les compromis ratifiés par son antécédent vis-à-vis des conventions internationales, particulièrement la CEDAW, sous prétexte qu'elles sont en contradiction avec la *sharia*³.

2 Cette loi – qui comprenait le droit de conserver le logement familial après le divorce pendant une période de trois ans, la même limite d'âge de mariage pour l'homme ou la femme, l'équivalence lors du divorce de la dot de la femme au prix de l'or au moment du divorce et l'exigence pour le mari de prouver sa capacité financière pour subvenir aux besoins d'une deuxième femme avant de conclure un mariage polygame – a été sujette à différents amendements au cours des années en détriment de la situation des femmes.

3 Un même rejet s'applique à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, à l'égard de la femme, de la paix et de la sécurité.

Participation dans la prise de décision

En 2003 un système de quotas a été introduit pour la participation de la femme dans la vie politique et la nouvelle Constitution prévoit aussi des mesures favorisant les minorités, en décrétant dans l'article 49 un quota pour la femme non inférieur à 25 % des sièges du Parlement. La Loi Électorale N° 6 de 2005 stipule que les listes des candidats pour les élections doivent également respecter ce quota. Lors des élections de 2005, les femmes ont obtenu 87 sur les 275 sièges de l'Assemblée Nationale (31 %). Lors des élections aux Conseils régionaux, par listes électorales fermées, elles ont obtenu 28 % des postes.

De plus, l'adhésion au système de quotas a considérablement augmenté le nombre de femmes élues dans les Conseils gouvernementaux. Depuis 2003 la quantité de femmes occupant des postes administratifs à responsabilité, où l'on doit prendre des décisions, est passée de 12,7 % à 22,4 %. Alors que dans la magistrature elles ne représentaient que 2% en 2006, dans l'exécutif elles ont eu plus de chance. En 2006 il y avait quatre ministres d'État et 342 hauts-fonctionnaires ; parmi elles, 8 sous-secrétaires, 22 conseillères et inspectrices générales, 86 directrices générales et 215 sous-directrices générales. Cependant il convient de signaler que les obstacles à franchir pour atteindre et conserver de tels postes sont plus grands et plus nombreux pour les femmes.

Un héritage de restrictions culturelles

Pour la femme, le patrimoine culturel – fondé sur la tradition plus que sur des motifs religieux – est une des références de base de son apprentissage des conduites acceptables. L'image stéréotypée de la femme s'est maintenue pendant des siècles du fait que l'État a contribué, tout au long de son histoire, à la perpétuer afin d'éviter d'entrer en conflit avec la société et ses leaders religieux et culturels. Cette image est si bien enracinée que, comme le démontrent plusieurs études, la perception que certaines femmes ont vis-à-vis de leur propre sexe ne s'éloigne guère de celle que les hommes soutiennent.

L'acceptation par la femme de cette fausse image d'elle-même offre à l'État une excuse pour repousser la promulgation d'une législation qui améliorerait la situation dans laquelle elle se trouve. La société justifie également l'isolement de la femme comme étant une façon de garantir sa protection. De ce fait, le plus fort bastion d'intolérance culturelle à l'égard de la femme continue à être la famille, au sein de laquelle la violence masculine est acceptée en tant que droit disciplinaire ou préventif. Par exemple, un rapport du ministère des Droits Humains de la région du Kurdistan signale que pendant les huit premiers mois de l'année 2006, 239 femmes furent poussées à s'immoler par le feu. Cette situation ne change pas beaucoup dans d'autres domaines et les assassinats associés à l'honneur sont habituels dans le centre et le sud de l'Iraq. Il est probable que le nombre de plaintes déposées pour de telles pratiques soit inférieur au nombre réel d'incidents en raison de la faible capacité de contrôle des organisations de femmes, ainsi qu'aux préjugés des médias.

Conclusions

L'autonomisation des Iraquiennes doit constituer un objectif global et non pas une simple cible secondaire, car la femme a un rôle égalitaire à remplir dans le développement général économique, politique et social. Des preuves existent pourtant, qui démontrent que les Iraquiennes subissent de façon exagérée les contrecoups de la rétraction du pouvoir de l'État, de l'insécurité découlant de l'instabilité politique, de l'effondrement des activités économiques et de la détérioration des structures sociales, tout cela comme conséquence des conflits en cours. L'augmentation de la violence à l'encontre des femmes constitue, en ce moment, la répercussion la plus dangereuse de la transition et requiert l'intervention d'urgence de tous les acteurs de la société. La femme s'est réfugiée au sein de sa communauté, de sa secte ou de sa tribu, en quête de protection, faisant chavirer ainsi les progrès de près d'un siècle de modernisation entrepris par l'État.

Le manque de sécurité a entravé la progression du développement humain et a endommagé les mécanismes pour l'autonomisation véritable. Ceci dit, il reste encore une chance pour améliorer la situation. Parmi les responsabilités spécifiques de l'État s'inscrivent les suivantes :

- Amender les lois (et la Constitution) pour supprimer les dispositions, omissions et contradictions qui perpétuent la discrimination.
- Garantir la liberté d'opinion afin d'encourager le débat et le dialogue publics ; amplifier les campagnes de sensibilisation publique qui produisent de profonds changements quant aux stéréotypes de la femme diffusés par les médias.
- Créer un nouveau climat dans le domaine du travail qui s'éloigne de la division actuelle basée sur les rôles limités de la femme et qui visent à la cantonner, en tant que travailleuse, aux secteurs à faible productivité.
- Combattre la culture de la domination et de la marginalisation et diffuser une culture de paix et de tolérance pour éliminer sous toutes ses formes la violence à l'égard de la femme et mettre fin à sa perpétuation comme partie de la culture acceptée.
- Offrir de nouvelles chances par le biais de la réforme du système de prêts dans les banques publiques, en éliminant la clause qui exige la possession de biens immobiliers comme garantie subsidiaire et en promouvant les services bancaires qui favorisent la femme.
- Réformer les systèmes éducatifs et les programmes d'enseignement pour changer le regard de la société vis-à-vis de la violence à l'égard des femmes et, dans le but d'y mettre fin, inculquer le sens de la responsabilité partagée.
- Elargir l'accès aux projets de micro-crédit et au travail effectué depuis leur domicile aux femmes n'ayant reçu qu'une instruction et une formation précaires, aux femmes du milieu rural, aux femmes âgées et aux veuves ayant famille à charge.

Par l'adoption d'une attitude ferme en ce qui concerne la culture des droits humains, de l'égalité des chances et de l'égalité entre les deux sexes, le Gouvernement pourrait mettre fin une fois pour toutes dans le pays à la culture centenaire de la discrimination à l'égard des femmes. ■

Une réponse faible et inappropriée



Le soutien apporté par le Gouvernement aux institutions financières exposées aux fluctuations des marchés internationaux confirme que les banques italiennes ont connu des difficultés depuis le début de la crise financière mondiale. Pour le moment, la pire conséquence de la crise a été la compression du marché des crédits. Dans un pays où 90 % des entreprises sont des PME, la réponse du Gouvernement a été quantitativement et qualitativement insuffisante. Il est nécessaire de mettre en place des politiques différentes qui distribuent les ressources de manière appropriée pour lutter contre la pauvreté et protéger les travailleurs.

Coalition Italienne de Social Watch

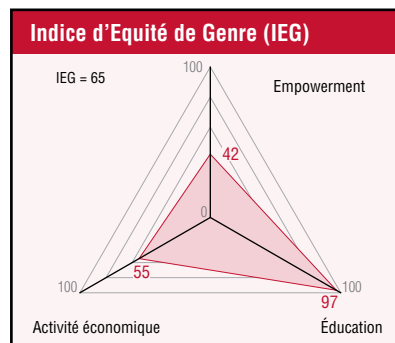
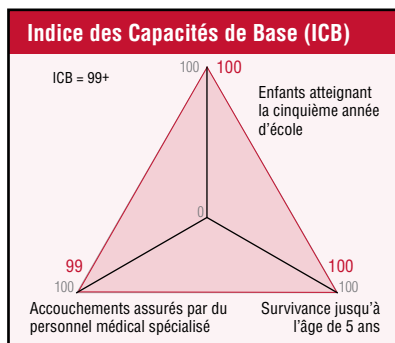
Jason Nardi, Tommaso Rondinella (Lunaria), Elisa Bacciotti (Ucodep), Andrea Baranes (CRBM), Sergio Giovagnoli (ARCI), Giulio Sensi (Mani Tese), Sabina Siniscalchi (FCRE)

Bien que le Gouvernement italien ait essayé d'inspirer confiance en alléguant que le pays ne fera pas seulement que souffrir des conséquences de la crise mais qu'il en sortira renforcé, il existe des preuves incontestables indiquant le contraire. Si le gouvernement n'a pas encore eu à aider les banques, cela ne signifie pas pour autant que les restrictions de crédits n'ont pas affecté les familles et les entreprises. Les chiffres de l'Istat, l'Institut National de la Statistique, démontrent qu'en 2008 le chômage a atteint 7,1 % – une augmentation par rapport aux 6,4 % de l'année précédente – et qu'entre janvier et février 2009, 370.561 travailleurs ont perdu leur emploi ; une augmentation de 46 % si l'on compare avec la même période en 2008.

Quant au secteur industriel, le rapport 2008 de la Confédération Italienne Syndicale des Travailleurs (en italien, CISL) souligne que 900.000 emplois sont en danger¹, alors que les études de la Confédération Générale Italienne du Travail (CGIL) projettent un taux de chômage de 9 % pour fin 2009 et de jusqu'à de 10,1 % pour 2010². Un autre indicateur de l'impact de la crise est que, pour la première fois en Italie, les immigrants connaissent des difficultés à trouver du travail, surtout dans le nord-est. Selon la CGIA (association d'artisans et de petits industriels), en Vénétie, 24 % des chômeurs en janvier 2009 étaient des immigrants n'appartenant pas à l'Union Européenne³.

Les fissures du système financier

Cela fait des mois que les hommes politiques et les agents financiers répètent, pour rassurer les épargnants et les marchés, que les banques italiennes et le système financier sont solides et ne courent pas le risque de faire faillite ou d'échouer. Cependant, à y regarder de plus près, la situation est plus complexe. En 2008, la bourse des valeurs italiennes a perdu 49 % de sa valeur et a maintenu une tendance à la baisse en 2009⁴. Ce sont les



organismes de crédit, représentant presque 30 % de la capitalisation de la bourse des valeurs italiennes, qui ont reçu le coup le plus fort.

Bien que le système financier italien ne se soit pas engagé dans des activités spéculatives comme les États-Unis et la Grande-Bretagne, les banques italiennes poursuivaient des politiques d'expansion énergétique, surtout par le biais de l'achat d'établissements financiers en Europe orientale. Les difficultés rencontrées actuellement ont été confirmées par l'intervention du gouvernement en faveur des principaux groupes bancaires qui sont les plus exposés aux marchés internationaux. Ces dernières années, il s'est produit un transfert constant du système des pensions vers un système administré pas des fonds de pension privés. En raison de la crise financière, 5,9 % de l'épargne gérée par les fonds de pension ont été annulés en 2008. Les fonds d'investissement, qui représentent en général des risques plus importants, ont enregistré des pertes de 8,6 %⁵. Dans la plupart des cas, l'épargne des travailleurs a tout simplement disparu.

La réduction du crédit

Pour le moment, la pire conséquence de la crise financière a été la chute du crédit : de nombreuses banques ont réduit l'accès au crédit de manière significative, surtout pour les petites entreprises qui constituent le secteur le plus important du système de production italien. La situation est aggravée par le fait que beaucoup de banques ont progressivement transféré leurs affaires, leur activité consistant à réunir l'épargne pour le financement d'activités productives, vers des opérations financières : la moitié seulement de leurs re-

venus provient désormais de l'activité de crédit, alors que l'autre moitié est composée de commissions et d'affaires financières.

Les groupes les plus affectés par ces restrictions sont les immigrants, les travailleurs précaires, les jeunes et les autres secteurs de la société qui, avant la crise déjà, n'étaient pas considérés comme faisant partie du marché bancaire. Les familles sont également affectées, ce qui a produit une soudaine augmentation des prêts non bancaires à taux d'intérêt élevés, surtout dans le sud, où les familles surendettées ont augmenté de 69,4 % l'an dernier, alors que le recours à ce type de prêt a augmenté de 48,2 %⁶.

Apparemment, les mesures gouvernementales pour redynamiser le système des prêts n'ont pas eu de succès. Les banques les utilisent aujourd'hui pour augmenter leurs profits et leurs actifs sans élargir le canal des prêts. De la même façon, la réduction des taux d'intérêts par la Banque Centrale Européenne s'est traduite par une augmentation des bénéfices pour les banques italiennes au lieu d'améliorer l'accès au crédit pour leurs clients.

Le transfert des revenus entre travail et bénéfices a été absolument évident. Cette tendance, commune à une grande partie des économies occidentales, s'est traduite par un transfert de 8 points du PIB italien (120.000 millions d'EUR)⁷ des travailleurs vers les bénéfices des entreprises, dérivant en une « financiarisation » progressive de l'économie.

Des réponses gouvernementales

Suite à un bref débat parlementaire, le 29 janvier 2009 il a été voté un « décret anticrise ». Les mesu-

1 Voir : <www.cisl.it/sito.nsf/Documents/130BF9D1BE670162C125751300380E3D/\$File/Industria2008.pdf>.

2 Voir : <www.ires.it/>.

3 CGIA. Disponible sur : <www.gazzettino.it/articolo.php?id=49282&sez=REGIONI>.

4 Voir : <www.borsaitaliana.it/chi-siamo/ufficio-stampa/comunicati-stampa/2008/081230fineanno.htm>.

5 Felice Roberto Pizzuti, sur des données du COVIP. Disponible sur : <www.sbilanciamoci.info/Sezioni/italie/Se-la-bolla-scoppia-sulle-pensioni>.

6 Associazione Contribuenti Italiani. Sportello Antiusura. Voir : <www.contribuenti.it>.

7 Données de AMECO, recueillies à Travagliano (2009).

res adoptées sont absolument déficientes, pour deux raisons. En premier lieu, les ressources allouées sont insuffisantes, surtout quand on les compare à celles des autres pays européens (5 milliards d'EUR en Italie contre 60 milliards d'EUR en Allemagne, 38 milliards d'EUR en Espagne, 26 milliards d'EUR en France et 22 milliards d'EUR au Royaume Uni). En second lieu, elles ne renforceront pas le système de production. L'évasion fiscale prend des proportions inquiétantes en Italie : autour de 18 % du PIB, ce qui signifie que plus de 100 milliards de revenus sont perdus chaque année⁸.

Familles : Les mesures les plus importantes sont les rétributions uniques et les chèques pour les familles à bas revenus. Toute augmentation du revenu de la famille est bienvenue pour le foyer qui la reçoit, mais la somme de 40 EUR par mois (la valeur de ce que l'on appelle la « carte sociale ») ne suffit pas à couvrir ses dépenses et ne la protège pas non plus des problèmes actuels et futurs.

Travail : Le Gouvernement propose des aides au crédit et des fonds d'indemnisation pour licenciement pour les entreprises de taille plus importante. Cependant, comme 90 % des firmes italiennes sont des PME, la plus grande partie des entreprises et des travailleurs n'auront pas accès à ce bénéfice. En outre, le secteur qui en tirera le plus d'avantages est l'industrie automobile. Le Gouvernement aurait dû coupler ces transferts à des investissements dans la durabilité environnementale et l'innovation. De plus, il existe d'autres secteurs, comme le vêtement, qui ont besoin d'une aide urgente pour ne pas perdre leur compétitivité.

Bien-être social : Aucune politique de transferts de fonds pour le bien être social n'a été définie ; le gouvernement distribue l'argent sans mettre en place de réseaux de sécurité, de politiques d'emploi actives, d'inclusion sociale, de promotion, de formation professionnelle, etc. Il y aura bientôt des dizaines de chômeurs qui ne bénéficieront d'aucune structure capable de leur assurer les services essentiels nécessaires à une vie décente. En même temps, et pour ne pas avoir à faire face à des problèmes budgétaires, le gouvernement a réduit les fonds spécifiques alloués aux politiques sociales, à l'autonomie, au transport public local et à l'intégration des immigrants.

Économie : Les obligations dénommées Tremonti, émises par le Ministère de l'Économie et des Finances, sont essentiellement des prêts publics que les banques peuvent utiliser pour renforcer leurs états financiers. Leur but est de relancer le système de crédit, surtout pour les PME. Il faudra voir quels en sont les effets.

D'autres mesures : Les plans du Gouvernement pour l'avenir incluent des réductions du budget alloué à la recherche et développement et aux investissements dans l'énergie nucléaire. Les mesures qui sont censées relancer la demande comportent des investissements dans le transport à grande vitesse et dans l'immense pont sur le détroit de Messine, comme l'assouplissement de la législation sur l'environnement et les permis pour l'industrie privée de la construction. Les sujets tels que l'énergie renouvelable, ou la réduction des émissions, ou les centaines de petits projets d'in-

frastructure que le pays nécessite d'urgence n'ont fait l'objet d'aucune attention.

Outre les mesures anticrise, le Gouvernement propose une consultation très réduite à propos du modèle de bien-être social. Le programme inclut des propositions inquiétantes, à savoir une plus grande flexibilité de l'emploi, la mise en place de modèles « *workfare* » (des programmes de travail en échange d'assistance sociale), la vision de l'immigration comme un problème et non comme une ressource, et le manque de reconnaissance du secteur sans but lucratif comme acteur essentiel du système de bien-être social italien, en se référant seulement aux volontaires et en passant sous silence le rôle des milliers d'initiatives sociales existantes.

Les propositions de la Coalition Italienne de Social Watch

Afin d'apporter une réponse différente à la crise et de relancer l'économie du pays du point de vue des plus affectés, la Coalition Italienne de Social Watch propose une série de mesures :

Famille et bien-être social : Les mots-clefs devaient être « lutter contre la pauvreté et redistribuer les ressources ». Une véritable politique de bien-être social qui fasse bénéficier des services publics ceux qui ont réellement besoin d'aide, au lieu de transférer de l'argent directement, constitue l'outil principal pour assurer la redistribution des ressources dans la société. Le Gouvernement, à niveau central et local, doit améliorer les services essentiels, la santé, l'assistance, les crèches, les écoles publiques, l'intégration des immigrants et les politiques de logement, car de telles mesures représentent la véritable lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, ainsi qu'une politique économique contra-cyclique pour travailler contre les impacts de la crise.

Travail : L'impératif moral de tout gouvernement est d'éviter que les principales conséquences de la crise ne retombent sur les travailleurs. Parmi les mesures prioritaires se trouve la défense des travailleurs les plus démunis du point de vue contractuel par la mise en place d'un plan de sécurité sociale pour les travailleurs précaires, ainsi que des mesures d'incitation pour les entreprises qui décident de garder leurs employés.

Pour façonner une économie différente il faut une aide urgente pour permettre aux secteurs de la recherche publique et privée d'initier des processus innovants. Plus encore, il est essentiel de mettre en place un plan à grande échelle en matière d'énergie renouvelable pour réduire la dépendance à l'égard des hydrocarbures, pour combattre le changement climatique et pour appuyer les secteurs économiques durables et tournés vers le futur.

En réponse à la crise, les propriétaires de comptes bancaires en Italie font de plus en plus incursion dans le monde de la finance éthique. Le client qui soutient la finance éthique s'intéresse à la manière d'utiliser l'argent et au fait que sa banque ne fasse pas faillite. C'est ainsi que beaucoup de banques redoublent aujourd'hui leurs efforts pour améliorer leur image. Le retour à la mission originelle du système bancaire de soutenir l'économie réelle doit être un point de référence constant dans la recherche d'issues de la crise.

Le démantèlement de l'APD

Les directives 2009-2011 du Ministère des Affaires Étrangères de coopération pour le développement établissent des priorités claires⁹. L'Afrique subsaharienne recevra 50 % du financement bilatéral et des pays prioritaires seront identifiés dans toutes les régions. Au cœur de la coopération internationale figureront, dans l'ordre, l'agriculture, l'eau et l'environnement, la santé mondiale, l'éducation et la gouvernance. Les questions relatives aux femmes et aux droits des enfants et des personnes handicapées seront établies de manière transversale.

De tels sujets constituent le cœur du programme pour le développement de l'Italie pour la réunion du G8 de 2009, dont elle est l'hôte¹⁰. En dépit de ces affirmations ambitieuses, la coopération italienne pour le développement se trouve au plus bas niveau de son histoire. Si l'Aide Publique au Développement (APD) a obtenu 0,20 % du PIB en 2008¹¹, selon le budget de 2009 les ressources baisseront de 56 % ; elles passeront de 733 millions d'EUR en 2008 à 322 millions d'EUR en 2009 ; et elles baisseront encore plus dans les deux prochaines années, jusqu'à atteindre 215 millions d'EUR en 2011¹². Les ONG comme les analystes considèrent que les ressources consacrées à l'APD en 2009 pourraient tomber à un niveau aussi bas que 0,09 % du PIB si l'on n'y adjoint pas d'autres ressources¹³, ce qui s'éloigne beaucoup non seulement de l'objectif général des 0,7 % mais aussi de l'engagement européen de 0,51 % que l'Italie devrait atteindre en 2010. Dans la perspective du G8, l'Italie a également essayé de mettre sur le tapis un nouveau concept pour rendre compte de l'aide, qui tente de prendre en considération les contributions effectuées par « le système italien en général » (l'État, les autorités locales, les agents à but non lucratif, les fondations et les entreprises privées), minimisant ainsi l'importance de l'APD afin de cacher la trajectoire déficiente du pays dans l'accomplissement de ses promesses.

Les ONG subiront particulièrement les conséquences de cette tendance, car leurs ressources seront réduites de moitié. De plus, les fonds pour les organisations internationales ont été réduits de 68 %, ce qui met en danger l'accomplissement de la plus grande partie des engagements italiens auprès des Nations Unies. Le danger concerne surtout le financement du Fonds Mondial pour la lutte contre le SIDA, la tuberculose et la malaria, que le Gouvernement a promu lors de la réunion du G8 à Gênes en 2001.

En plus, l'aide limitée apportée par l'Italie est loin d'être efficiente et continue d'être profondément liée à l'achat de biens et de services italiens, comme l'a clairement révélé le récent bilan de l'Aide OCDE-CAD par des groupes paritaires. Les politiques étrangères de l'Italie doivent être sérieusement révisées. Le Gouvernement doit comprendre le rôle fondamental que joue la coopération au développement dans la construction de la renommée d'un pays. ■

9 Ministère des Affaires Étrangères (2008). *La cooperazione italiana allo sviluppo nel triennio 2009-2011*.

10 Voir : <www.g8italia2009.it>.

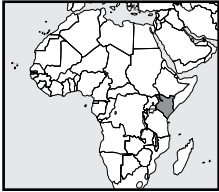
11 OCDE-CAD, "Aide au développement en 2008 à son plus haut niveau", Paris, 30 mars 2009.

12 *La cooperazione italiana allo sviluppo nel triennio 2009-2011*.

13 Voir : Viciani, I. et de Fraia, L. (éd.). *Aiuto pubblico allo sviluppo italiano nel 2009. Previsione dopo la finanziaria*. ActionAid. 2009 <www.actionaid.it>.

8 Pisani, S. y Polito, C. (éd.). *Analisi dell'evasione fondata sui dati IRAP Anni 1998-2002*. Agenzia delle Entrate. 2006.

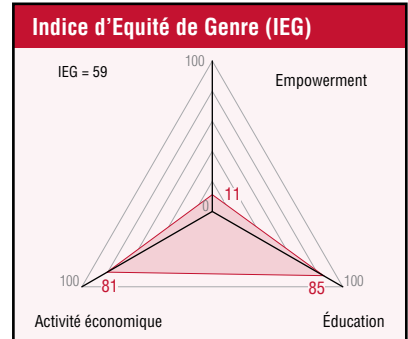
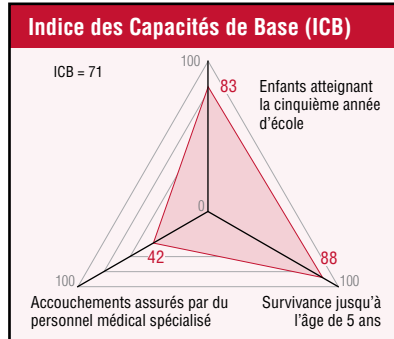
L'orthodoxie néolibérale et le jeu de l'autruche



Le capitalisme néolibéral a perdu sa raison d'être. Il s'agit d'une crise structurelle de la démocratie libérale, mais au Kenya le Gouvernement refuse de voir la réalité et fait l'autruche qui met la tête dans le sable. L'élite gouvernante affirme que la crise est circonstancielle et que l'économie nationale est suffisamment protégée en raison de la faiblesse de ses liens avec le capital international. La société civile kényane continue à avertir que, contrairement aux prédictions du Gouvernement, le pays est sur le point de plonger dans les eaux turbulentes du néolibéralisme.

Social Development Network

- Prof. Edward Oyugi
- Philip Thigo
- SEATINI Kenya
- Oduor Ongwen
- Kenya Debt Relief Network
- Wahu Kaara
- BEACON
- Rebecca Tanui
- Daraja-Civic Initiatives Forum
- Don Bonyo
- Futa Magendo Chapters
- Ayoma Matunga
- Mazira Foundation
- Eddy Orinda
- Haki Elimu
- Opiata Odindo
- Kenya Land Alliance
- Odenda Lumumba
- Migori Clan
- William Janak
- KETAM
- James Kamau
- Kenya-Cuba Friendship Association
- Mwandawiro Mganga
- Bunge la Mwananchi
- George Nyongesa
- ChildFund Africa Region
- Andiwo Obandoh
- Undugu Society of Kenya
- Alloys Opiyo



Après trente ans de capitalisme de marché libre, sans obstacles et fondé sur un modèle néolibéral, les défaillances d'un système obsolète ne peuvent plus être cachées.

La marchandisation et la privatisation des actifs publics, considérés essentiels jusqu'à présent pour assurer la prospérité, ont provoqué le transfert des actifs du domaine public et populaire aux domaines privés des classes privilégiées. Par conséquent, la « *financiarisation*¹ » rapace et spéculative des transactions commerciales a provoqué une forte augmentation des transactions financières quotidiennes sur les marchés internationaux, qui sont passées de 2.300 millions d'USD en 1983 à 130.000 d'USD millions en 2001. Il n'est pas étonnant alors de constater que la déréglementation ait permis que les systèmes financiers assument un rôle protagoniste dans la redistribution par le biais de la spéculation, la déprédation, la fraude effrontée et le vol. Les plans visant à la relance peuvent représenter un chemin technique dans la direction correcte, notamment si ceux-ci peuvent fonctionner depuis le bas vers le

haut et non le contraire par un système bancaire inerte. Néanmoins, ces plans sont encore –essentiellement– des solutions techniques conçues pour relancer la demande et parvenir à ce que les consommateurs continuent à acheter au lieu de leur permettre de remettre en question la prétendue efficacité du capitalisme néolibéral.

Le Kenya est très familiarisé avec les promotions des valeurs, les pyramides financières (schémas Ponzi), la destruction des actifs structurés par l'inflation qui a été fortement lié à l'anéantissement des actifs provoqué par la privatisation frauduleuse, l'esclavage des débiteurs, les escroqueries corporatives et le déposséder effrontée des actifs, tel que dans le cas de l'anéantissement débridé du Fonds National de la Sécurité Sociale (FNSS). Cette situation a enfin mené à des effondrements para-étatiques et à l'anéantissement des valeurs à cause de la manipulation du crédit et les manipulations malhonnêtes des personnes liées au marché du capital, tels que Suntra Investments, Nyaga Brokers Ltd., Francis Thuo Ltd. et d'autres.

Le FNSS a été créé en 1966 comme un fonds provisoire obligatoire pour la totalité des travailleurs du pays. Bien que les travailleurs et les employeurs ne contribuent qu'avec 400 KES (5,4 USD) par mois, le Fonds dispose –par la force de son énorme taille– d'un portefeuille cumulé qui s'élève à plus de 80 KES milliards (1.079 millions d'USD) ce qui équivaut à 8,2% environ du PIB du pays. Le Gouvernement continue à faire usage du Fonds pour ses partenaires les plus proches, en oubliant qu'il s'agit d'un plan contractuel d'épargne et d'investissement destiné au soutien de la retraite. À l'origine, le FNSS n'était qu'un département au sein du Ministère du Travail, mais en 1987 il est devenu un service para-étatique autonome. Depuis ce moment-là, les retraités n'ont éprouvé que de la mélancolie.

Au cours de la campagne des premières élections multipartites des années 1991-1992, le FNSS a été utilisé

comme source principale de fonds pour payer des subventions destinées à huiler la machinerie de la campagne électorale du parti officiel Kenya African National Union (KANU). L'argent des retraités a été retiré du Fonds afin de financer des affaires immobilières suspectes qui faisant naître des millionnaires du jour au lendemain parmi les jeunes connus à cette époque-là comme la « Jeunesse pour KANU '92 ». Le FNSS a continué à être utilisé comme vache à lait par des individus ayant des liens politiques, et cette situation n'a été publiée par la presse que 10 ans plus tard, lorsqu'au cours d'un accord préélectoral en 2002 le Fonds a perdu un montant de 256 millions de KES (3,45 millions d'USD) pour une escroquerie avec l'Euro Bank dans le financement de la campagne présidentielle.

Fidèle à ses habitudes, le FNSS a retrouvé son célèbre profil lors des élections suivantes. Un terrain commercial adjacent au Laico (ancien Grand) Regency Hotel, également en proie au scandale, a été vendu au moins offrant. D'après ce qui a été divulgué, le FNSS a rejeté une offre pour un montant de 1.400 millions de KES (18,88 millions d'USD) pour ce terrain et en a accepté une autre pour un montant de 1.300 millions de KES (17,53 millions d'USD) après que le moins offrant ait offert une « enveloppe » aux syndicats pour un montant de 650 millions de KES (8,77 millions d'USD). La Direction du Fonds l'a nié, mais au mois de juillet 2008 le Ministre du Travail a dissous le Directoire et a renvoyé le Syndic Général afin de préparer le terrain pour enquêter sur ce scandale et sur d'autres également. En septembre 2008 le FNSS était sur le point de perdre 1 milliard de KES (13,49 millions d'USD) chez Discount Security –une société de courtage de valeurs s'étant effondré et liée à un ancien syndic général du FNSS, d'après les informations. Le fait que l'État néolibéral doive éviter le marché pour des raisons d'efficacité stratégique est une supercherie mise à nue car, au lieu de maximiser son efficacité hors du marché, il a acquis le rôle d'agent principal des politiques

1 N. du T.: *financiarisation* : mot anglais qui définit l'acheminement de l'investissement vers la spéculation financière.

de redistribution, investissant le flux des ressources de la classe dominante à la classe ouvrière, ce qui ne peut être associé qu'à l'ère du libéralisme enraciné ; et subventionnant les personnes riches de la société d'une manière efficace par des pratiques de déflation confiscatoire².

Traitement de faveur pour les criminels

Nulle part cette idée n'est démontrée avec autant de crudité que comme dans le cas de la fraude publique de l'Offre Publique Initiale (OPI) des actions de Safaricom. En dépit du désaccord des organisations de surveillance de la société civile et du Mouvement Démocratique Orange – le partenaire principal de la coalition de l'administration Kibaki – le Gouvernement du Kenya a décidé de se défaire de 25 % de ses actions à Safaricom, une compagnie de téléphonie mobile, pour percevoir 50 milliards de KES (674 millions d'USD), montant nécessaire pour couvrir son déficit budgétaire.

Deux inquiétudes surgissent. Premièrement : comment est-il possible qu'une compagnie anonyme et étrangère, connue sous le nom de Mobitelea, puisse avoir 10 % et après 5 % d'une entreprise publique au Kenya et, ce qui est plus le déconcertant encore : pourquoi cette compagnie étrangère n'a jamais payé un centime pour acquérir des actions à Safaricom ? Deuxièmement : lorsque le Gouvernement a offert la vente de 25 % de ses actions à Safaricom, il a fait croire aux citoyens que ces actions rendraient publique la propriété de cette entreprise. Néanmoins, lorsque Safaricom a enfin été mise en vente, la citoyenneté n'a pas eu le droit de disposer de la première option pour donner une réponse négative. Ils ont dû se mettre en concurrence avec le reste de l'Afrique Orientale tandis que 35 % sur les 25 % des actions offertes par le Gouvernement était réservé à certains investisseurs étrangers anonymes. D'après les rumeurs, ces investisseurs appartiennent à l'oligarchie locale, ayant des intérêts très forts dans des compagnies *offshore*. Comme si cette escroquerie n'était pas suffisante, l'OPI (la première offre au public des actions de la compagnie en bourse) a été effrontément survendue. Enfin, les courtiers en bourse de Safaricom ont dû rembourser une somme équivalente à 236 milliards de KES (3.183 millions d'USD) dont 119 milliards de KES (1.605 millions d'USD) appartenaient à la population locale. Presque un an plus tard, la plupart des candidats (dont l'énorme majorité correspond à des gens ordinaires qui ont obtenu des prêts bancaires) n'a pas encore reçu ses remboursements, et les actions de Safaricom sont tombées de plus de 50 % pendant la semaine du 9 mars 2009.

La Bourse de Nairobi a été récemment témoin d'une croissance soudaine des courtiers malhonnêtes en valeurs immobilières à la bourse. En moins de deux ans, quatre de ces sociétés de courtage ont dû fermer leurs portes après que des activités frauduleuses et des vols effrontés des fonds d'investissements des clients ont été mis à découvert. Parmi ces sociétés, la première dont la situation a été mise en lumière fut Francis Thuo Stock Brokers, que la Bourse a suspendu en 2007. Il convient de remarquer que son propriétaire, M. Francis

Thuo, a été le président de la Bourse pendant longtemps. A l'époque où cette entreprise était suspendue, plusieurs plaintes ont été déposées contre une autre société Nyaga Stock Brokers auprès de l'organisme régulateur, l'Autorité du Marché du Capital (AMC). Mais aucune mesure n'a été prise à ce sujet. Enfin, la presse locale a publié en mars 2008 que le capital opérationnel de Nyaga non seulement était négatif mais que l'entreprise avait utilisé les profits obtenus par la commercialisation illégale des actions des clients pour étayer son capital opérationnel. La Bourse a fait semblant d'être surprise, et a créé tout de suite un plan de rachat pour un montant de 100 millions de KES (1,4 millions d'USD) afin de protéger les clients affectés. Après cet événement, personne n'a plus rien dit. Jusqu'à présent, ni Nyaga ni Francis Thuo n'ont eu à répondre d'accusations criminelles.

Ensuite, Discount Securities et Suntra Investments ont suivi le même chemin. Le traitement de faveur accordé à ces entreprises criminelles donne l'aval non seulement au caractère débridé des mauvaises pratiques de la Bourse mais aussi à l'abus du célèbre marché libre et efficace, ce qui est encore plus grave. Une partie de la société civile exige sans cesse qu'un marché gérant des fonds publics d'une telle envergure doit avoir une entité régulatrice forte, efficace et indépendante. L'AMC n'est pas qualifiée pour cela : cette autorité est obsédée par le maintien du statu quo, en permettant que les courtiers en bourse malhonnêtes gardent le contrôle avec leurs jeux perpétuels et leurs manipulations de pouvoir.

Au cours des 20 dernières années, pas moins de 20 banques commerciales privées ont fait faillite avec les fortunes des déposants – notamment celles des retraités et des épargnants du secteur informel – estimées à 70.000 millions de KES (944 millions d'USD). Parmi les banques privées et les institutions financières qui se sont effondrées entraînant la perte des fonds des déposants se trouvent : Rural Urban Finance Company, Jimba Credit Finance (propriété de la Bourse de Nairobi, Jimna Mbaru), Trade Bank, Trust Bank, Continental Bank (propriété de certaines personnes proches du président Kibaki) et Euro Bank. Au Kenya, ces criminels continuent à être désignés à de hautes fonctions publiques. Le 16 décembre 2008 – en plein milieu de la crise financière mondiale croissante – le Cabinet a décidé de privatiser d'autres institutions financières, y compris le National Bank of Kenya et le Consolidated Bank.

Le jeu de l'autruche

Tandis que les doutes concernant l'efficacité imuable des forces du marché dans les principales économies capitalistes ne cessent d'augmenter, les économies du Sud – leurs clients – refusent toujours de voir la réalité et gardent une confiance aveugle en la nature cyclique des crises capitalistes. Lorsque les principes économiques qui nourrissent les économies de marché libre ont commencé à s'effondrer, l'élite politique kényane, telle l'autruche légendaire du désert, a enfoui sa tête dans le sable en attendant que la crise se passe. Face à ce silence, les organisations de la société civile préviennent que le navire économique du Kenya prend l'eau et que les mesures de sauvetage s'avèrent urgentes.

Les occasions de provoquer un désaccord augmentent, et celles-ci doivent être prises en compte avant

que le pays ne subisse une résurgence néoconservatrice. Pendant ce temps, l'illusion affirmant que les économies du Sud seront protégées de l'effondrement car n'étant absolument pas intégrées à l'économie capitaliste globale, et qu'elles peuvent même en bénéficier grâce à l'escalade de la demande interne, est une idée qui doit être rejetée. La descente cyclique (bien que sévère) des fortunes historiques du capitalisme est confondue avec la crise fondamentale. L'élite kényane gouvernante ne s'est pas encore aperçue de l'imminence du désastre : l'insécurité alimentaire massive, le désastre environnemental imminent (de la Forêt Mau, du Mont Kenya, du Lac Victoria, etc.), le chômage/sous-emploi, l'escalade des délits, la disparité entre les riches et les pauvres, la diminution du tourisme et du volume des fonds provenant de l'étranger.

Au lieu de prendre garde, la récente Conférence Nationale « Le Kenya Que Nous Désirons », ainsi que l'instrument politique actuel pour transformer le Kenya en une économie de revenus moyens pour l'année 2030 (« Vision 2030 »), adhèrent toujours au Consensus de Washington, totalement discrédité. Même si les économies occidentales injectent de nouveaux fonds de rachat massif dans leurs institutions financières, et dans certains cas étatisent à nouveau leurs banques, le Parlement kényan légifère à présent la privatisation des maigres actifs sociaux stratégiques qui restent encore, afin de fournir au gouvernement une injection unique de revenus³.

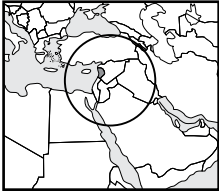
Il est probable que les plans préférés par les gouvernements occidentaux visant à la relance et au sauvetage n'établiront pas de différence remarquable, au-delà de l'harmonisation des réponses à la crise du Gouvernement et des entreprises. En tant que mesures provisoires, ces plans ne peuvent que retarder ce qui est inévitable. Si la propriété des moyens de production n'est pas démocratisée, et si les mécanismes internes de l'économie nationale ne sont pas renforcés, l'initiative de restructure globale de Klaus Schwab, lancée à Davos au mois de février 2009, ne pourra rien faire pour résoudre le problème de la crise. Face à cette situation, même les traités commerciaux aujourd'hui en discussion, ainsi que les Accords d'Association Économique (AAE) doivent être renégociés.

Souvent, un moment épique dans l'histoire de la pratique sociale est catalysé par des catastrophes comme celle que nous expérimentons à présent, notamment celles qui entraînent des changements substantiels en ce qui concerne les attitudes et les conduites sociales. On pouvait apercevoir les signes de difficultés du capitalisme depuis très longtemps, mais de manière progressive. Maintenant ils sont évidents. Le système capitaliste mondial ne mérite aucune remise à niveau. Il exige une reconstruction faite par de nouveaux acteurs, favorisés par l'histoire. C'est la crise de la démocratie libérale, dont la tentative d'offrir justice économique et équité a échoué. ■

2 Voir : Wade, R. *Governing the Market: Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialization*. Princeton: Princeton University Press, 1992.

3 Organisations devant être privatisées : Compagnie de Génération d'Électricité du Kenya (KENGEN) ; Kenya Pipeline Company ; Compagnie Sucrière Chemellil ; Compagnie Sucrière Sony ; Compagnie Sucrière Nzoia ; Compagnie Sucrière Miwani ; Compagnie Sucrière Muhoroni ; Autorité pour le Développement du Tourisme du Kenya et certains hôtels ; Banque Nationale du Kenya ; Consolidated Bank ; Banque pour le Développement du Kenya ; Kenya Wine Agencies Ltd ; East African Portland Cement Company ; Commission de la Viande du Kenya ; New Kenya Cooperative Creameries ; Autorité Portuaire du Kenya, par le biais d'un terminal à conteneurs à Eldoret, la sous-traitance des services d'arrimage et la construction de nouvelles amarres.

Absence de dialogue sur la crise



La crise économique et financière mondiale attire une attention croissante dans les discours officiels car le Gouvernement est arrivé à la conclusion qu'à moins d'être traitée de façon responsable et sérieuse, ses impacts seront très sévères. Bien que les effets directs de la crise n'aient pas été encore ressentis dans le pays, la nature de son économie le rend très vulnérable. Néanmoins, même si un dialogue national s'avère nécessaire, le Gouvernement n'est entré en concertation avec aucune ONG ou aucun autre organisme concerné.

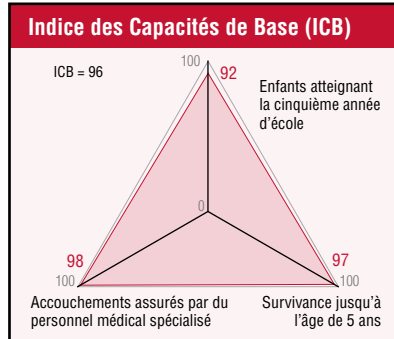
Arab NGO Network for Development (ANND)
Ziad Abdel-Samad, Directeur Exécutif

En dépit de la crise financière mondiale, l'année 2008 a été marquée par des indicateurs positifs. En fait, d'après la Banque Centrale du Liban et la Corporation Financière Internationale, le pays a bénéficié d'une croissance de 8 %, provenant notamment des secteurs immobilier, touristique, de la construction et des services financiers (secteur bancaire). Le facteur d'incidence le plus important a été celui des envois de fonds des travailleurs depuis l'étranger. Ceux-ci, d'un montant de 8 milliards d'USD environ, ont été équivalents à plus de 10 % de la totalité des dépôts dans les banques commerciales et d'investissement du pays. En outre, la relation entre dette et PIB a chuté de 180 % à 162%¹.

Parmi les raisons pour lesquelles le Liban n'a senti que légèrement les effets de la crise jusqu'à présent, il y a l'envergure réduite de son économie, de son secteur financier et de ses opérations; les taux modestes de croissance enregistrés pendant les années précédentes; la situation satisfaisante du secteur bancaire, qui dispose d'une solvabilité de 95 milliards d'USD – équivalente à 322 % du PIB – et activement réglementé par la Banque Centrale ; et l'aide externe, qui contribue à surmonter les défis économiques et financiers du pays.

Toutefois, l'économie présente de nombreux déséquilibres structurels qui la rendent vulnérable face aux répercussions de la crise, y compris un déficit budgétaire de 30 %, un déficit de deux tiers de la balance des paiements, la relation dette/PIB mentionnée ci-dessus (162 %), et un taux d'inflation supérieur à 10 %. L'année prochaine, les envois de fonds depuis l'étranger pourraient diminuer et -en même temps- la migration inverse se traduirait par une plus grande demande d'emploi. La crise mondiale a déjà commencé à affecter les pays du Golfe, notamment les Émirats Arabes Unis.

Compte tenu de ce contexte, les prédictions les plus optimistes (du Fonds Monétaire International et du Ministère des Finances) prévoient une croissance pour l'année 2009 ne dépassant pas 5 %. En outre, la relation dette/PIB devrait augmenter en raison du déficit budgétaire et du besoin d'obtenir de nouveaux prêts pour couvrir les dépenses. Le Ministère des Fi-

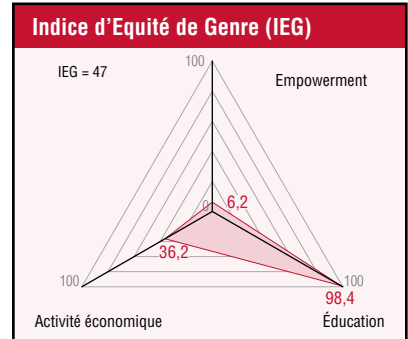


nances estime une augmentation de la dette publique de 4 milliards d'USD.

En outre, l'approfondissement de la crise globale entraînera une chute des investissements et de l'investissement direct étranger (IDE) dans les pays arabes, ainsi qu'une réduction des montants de l'aide promise lors de la conférence des pays donateurs à Paris au mois de janvier 2007 (Paris III)². Bien que le secteur bancaire soit le moteur principal de l'économie du Liban, il peut perdre sa capacité de récupération en raison de la crise de confiance des marchés financiers et de leurs relations avec les banques internationales et régionales³.

Panorama économique et social

Le rapport du PNUD "La pauvreté croissante et la distribution des revenus au Liban" montre que 28,5 % de la population est en-dessous du seuil supérieur de pauvreté, et 8,1 % en dessous du seuil inférieur⁴,



indiquant un grand déséquilibre dans la distribution géographique de la pauvreté concentrée dans les zones rurales et dans la périphérie des villes principales. Cela se confirme encore davantage par le coefficient de Gini libanais de 0,375. Les raisons principales en sont les politiques économiques adoptées par les gouvernements successifs – la plus significative étant celle de la recherche de croissance en relançant l'IDE et la création d'un paradis fiscal. Dans le même temps, les politiques orientées vers la redistribution équitable des dividendes issus de la croissance par le biais d'une structure fiscale équilibrée et de la prestation des services de base, ont été ignorées.

Les autorités libanaises, y compris le Premier Ministre, encouragent le système de marché sans mentionner le rôle que devrait jouer le Gouvernement quant au contrôle des mécanismes du marché et à la relance des investissements dans les secteurs productifs ou générateurs d'emploi⁵. Les investisseurs se sont concentrés dans la construction, les biens immobiliers et les finances, en négligeant l'industrie et l'agriculture.

On devrait mentionner que M. Pierre El Gemayel⁶, l'ancien Ministre de l'Industrie décédé, avait fait parvenir au Cabinet des Ministres en 2006 une proposition dénommée « Industrie pour la Jeunesse 2010 ». Ce plan de 10 ans avait été créé dans le but de relancer et de renforcer le secteur, mettant l'accent sur son rôle clé pour la promotion de la croissance économique et de la création d'emploi⁷ ; il soulignait

1 Ministère des Finances. *Debt And Debt Markets*, 7. Quatrième trimestre, 2008.

2 Paris III est la troisième des « Conférences des Amis du Liban pour l'Investissement et le Financement », qui ont eu lieu à Paris en février 2001, en novembre 2002 et en janvier 2007. La dernière a eu lieu quelques mois après la guerre d'Israël contre le Liban en 2006; son programme a été établi autour de trois objectifs principaux: (1) répondre aux résultats de la guerre israélienne en ce qui concerne la réhabilitation et la reconstruction, (2) répondre à la crise économique et financière à laquelle le Liban faisait face, (3) adopter le Plan d'Action Social présenté par le Gouvernement libanais. ANND a analysé le document de Paris III dans le rapport national compris dans *Social Watch 2007*.

3 Hamdan, K. (2008). "Primary Reading in the Implications of the Financial and Economic Crisis". *Al-Safir*, N° 11146, le 10 novembre.

4 Laithy, H., Abu-Ismaïl, K. et Hamdan, K. (2008). *Poverty Growth and Income Distribution in Lebanon*. IPC Country Study N° 13. Brasilia : International Poverty Centre (IPC) et Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

5 Plus récemment, lors de son discours d'ouverture au 17^{ème} Forum Économique Arabe qui a eu lieu à Beyrouth du 2 au 3 avril 2009, le Premier Ministre Fouad Siniora a remarqué l'absence d'alternatives pour l'économie de marché.

6 Gemayel a été assassiné à Beyrouth en novembre 2006.

7 Voir : <www.industry.gov.lb>.

la nécessité d'un engagement national face au développement de l'industrie et dénonçait le manque de cohérence des politiques nationales. Cependant, ce plan n'a pas été mis en œuvre par le Gouvernement. L'économie s'est donc orientée de plus en plus vers les services financiers et bancaires, et vers une économie de rentes, tandis que les investissements dans les secteurs productifs du pays brillaient par leur absence.

Le plan du Gouvernement

Plusieurs mois après le début de la crise financière –et compte tenu des avertissements sur ses conséquences au niveau national, régional et mondial– le Gouvernement a enfin compris l'envergure du problème et a présenté un plan de prévention de deux ans dans le but d'atténuer ses effets sur l'économie nationale. Le plan s'articule autour de trois points principaux : (1) injecter des liquidités sur les marchés moyennant une augmentation des salaires publics et privés, et commencer des projets de construction et d'infrastructure avec l'aide du Conseil de Développement et de Reconstruction (CDR)⁸ et d'autres agences gouvernementales ; (2) relancer les projets nécessaires pour obtenir les fonds promis lors de la conférence Paris III ; et (3) encourager les investissements et favoriser le secteur privé en abaissant les impôts et les tarifs et en établissant trois zones franches dans différentes régions du pays.

Néanmoins, cet ensemble de mesures n'a pas réussi à conformer un plan national intégral, ainsi que l'exige un défi de cette envergure. Les projets du Gouvernement visant à injecter des liquidités dans l'économie s'élèvent à 10 % du PIB, en accord avec les mesures adoptées par les pays industrialisés pour faire face à la crise⁹, mais le déficit budgétaire accumulé limite sa capacité de dépense. Par conséquent, il devra avoir recours au prêt, et augmentera par conséquent la dette publique et le service de la dette.

En outre, bien que les plans du Gouvernement comprennent une augmentation des salaires et l'abandon des charges de la sécurité sociale pour encourager de nouveaux investissements, ces mesures ne montrent pas sa volonté de jouer un rôle dans la relance de l'économie. L'augmentation ne fait qu'éliminer le gel des salaires qui a duré plus d'une décennie. Le plan compte aussi sur une baisse des prix du pétrole, ce qui entraînerait une réduction des coûts dans la production d'électricité et dans le transport public. En outre, l'abandon des charges de la sécurité sociale se fait au détriment des droits des travailleurs à la protection sociale, notamment parce que le déficit budgétaire du Fonds National de la Sécurité Sociale menace sa capacité de satisfaire aux besoins des bénéficiaires. L'injection des liquidités, l'augmentation de la dette publique ainsi que la diminution des envois de fonds depuis l'étranger

entraîneront une pression plus forte sur l'économie et sur les finances publiques¹⁰.

En plus, bien que le Gouvernement fasse confiance au calendrier de Paris III en tant que base de son plan de travail, cela a d'abord été conçu comme un ensemble de mesures pour réduire, d'une part, la dette en freinant les dépenses et l'augmentation des revenus, et d'autre part, le service de la dette en privatisant les secteurs des télécommunications et de l'énergie. Dans le but d'accroître les recettes, le plan cherche à augmenter la TVA et les impôts sur d'autres produits de consommation. En ce qui concerne les services de base, Paris III a été la première conférence des « Amis du Liban » qui a traité les sujets sociaux ; cependant les solutions proposées se bornent à quelques programmes fondés sur des réseaux de protection sociale et non pas sur une stratégie nationale pour le développement social. Il convient de souligner que Paris III a mentionné le besoin d'introduire des réformes administratives au sein de l'administration publique et des ministères.

Aussi bien le Premier Ministre que le Ministre des Finances ont reconnu les conséquences négatives attendues de la crise mondiale, ainsi que la nécessité de protéger l'économie nationale¹¹. Néanmoins, à titre de réponse, ils répètent leur engagement de respecter le calendrier de Paris III sans réaliser aucune révision ni reconsidérer les mesures établies. Bien qu'en théorie le calendrier ait été conçu pour assumer les défis financiers et économiques du Liban, dans la pratique il accélère les procédures nécessaires pour que ce pays s'affilie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), notamment lorsque ce calendrier arrivera aux étapes finales de la table-ronde bilatérale et multilatérale de négociations sur les services et les produits agricoles et non agricoles.

Le Gouvernement devra réévaluer le calendrier de Paris III, y compris la portée des mesures de déréglementation des entreprises et les exigences concernant l'OMC. Il devrait réviser et élargir les considérations sociales de son plan et les mécanismes pour relancer l'économie, en investissant dans les secteurs productifs et en traitant le sujet de la monopolisation du marché national, qui rend difficile l'apparition de nouveaux entrepreneurs et de petites et moyennes entreprises¹².

Le rôle de la société civile

Le Forum de Haut Niveau III sur l'Efficacité de l'Aide, qui a eu lieu à Accra en 2008, a souligné le principe de « l'appropriation démocratique ». Cela devrait se refléter dans des processus de concertation au niveau national, y compris parmi les représentants de

la société civile, afin de pouvoir formuler des stratégies nationales et définir les priorités pour faire face aux défis économiques et financiers et aux besoins sociaux du pays.

À son tour, la Conférence sur le Financement du Développement qui a eu lieu à Doha au mois de novembre 2008 a souligné la nécessité des apports de la société civile en ce qui concerne la formulation et l'adoption de politiques nationales pour le développement économique et social. L'importance des liens entre la démocratie, le développement social et la participation active de la société civile, a été soulignée également. En outre, la conférence a également conclu que les pays en voie de développement seraient spécialement vulnérables à la crise mondiale à moins que les politiques actuelles ne soient revues, que des objectifs ne soient établis et que des actions collectives et responsables ne soient développées pour les atteindre.

Les organisations de la société civile (OSC) jouent un rôle important dans l'élaboration de stratégies de développement sensées répondant aux priorités et aux droits des communautés locales. Le travail des activistes apporte une valeur ajoutée au processus d'adoption de politiques économiques, financières et sociales adéquates et au contrôle de ses conséquences. Les OSC agissent en faveur des lois qui protègent les droits économiques, sociaux et culturels de la citoyenneté. Sa lutte permanente pour contrôler, par exemple, la mise en place de la Convention pour l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination contre les Femmes et la Convention sur les Droits de l'Enfant, a remporté un énorme succès. De plus, et parmi d'autres exemples remarquables, les OSC ont réalisé d'importantes contributions à la réforme des lois électorales parlementaires et municipales, ainsi qu'à l'élaboration de plusieurs lois contre la corruption.

Au Liban, les mécanismes de concertation visant à l'élaboration de politiques entre le Gouvernement et les OSC ne sont pas efficaces. Toutefois, les OSC sont de bons partenaires pour la prestation des services sociaux, soit à titre particulier en offrant des services avec des centres répandus dans tout le pays, ou bien en association avec des institutions appartenant au secteur public. En revanche, en ce qui concerne les activités de lobby pour obtenir des réformes économiques et financières, les OSC ne sont pas très actives, notamment en raison de leur manque d'expérience dans ce domaine. Vu que ce processus devient chaque fois plus important, les OSC doivent s'impliquer davantage et développer des stratégies et des objectifs clairs dans le but d'un soutien réussi.

Dans une conjoncture où atteindre les défis demande une convergence d'efforts pour former des alliances nationales et régionales, certaines OSC ont essayé d'établir un dialogue à propos de la crise, de ses causes et ses conséquences, et sur les différentes manières de l'aborder. Malgré cela, le Gouvernement persiste à ignorer ces efforts et à prendre des décisions sans concertation efficace avec les parties concernées. ■

8 Le CDR est une structure autonome responsable de la planification et de la mise en œuvre des grands projets d'infrastructure dans tout le pays. Le Premier Ministre supervise directement son fonctionnement.

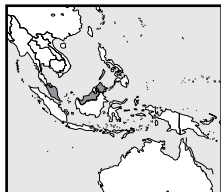
9 Iskandar, M. "Mr. Prime Minister, Your Plan 2009–2010 is Not Convincing". *Al-Nahar*, N° 23612, le 15 février 2009.

10 Le Ministère des Finances estime que le coût de cette politique entraînera une augmentation de la dette publique de 4.000 milliards d'USD.

11 Le premier ministre actuel a été ministre des Finances pendant la période 1992-1998 et 2000-2004. Le ministre des Finances actuel a travaillé au FMI avant de devenir le conseiller principal du Premier Ministre en 2005; il a assumé ses fonctions au mois de juin 2008.

12 Hamdan, K. "Primary Reading in the Implications of the Financial and Economic Crisis". *Al-Safir*, N° 11146, le 10 novembre 2008.

Une perspective sombre



La Malaisie, dont la croissance économique dépend en grande mesure de ses exportations et qui importe la plupart de ses aliments, devra se préparer pour affronter des années de difficultés économiques. Il existe une forte chute de la production industrielle, le chômage est au plus haut et les analystes prévoient que la récession pourrait être pire que celle de 1997. Le Gouvernement a été critiqué parce qu'il a réagi tardivement et qu'il s'est consacré au sauvetage des entreprises. Les organisations de la société civile manifestent et font des débats publics pour conscientiser le public sur les répercussions négatives de cette crise, spécialement par rapport aux secteurs vulnérables de la société.

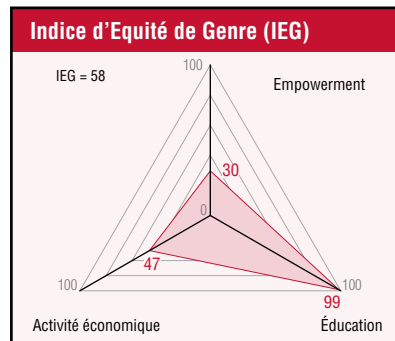
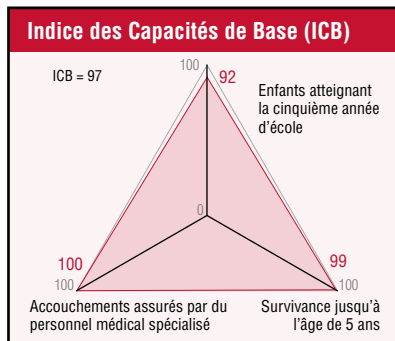
Third World Network
Chee Yoke Heong

Comme beaucoup de pays, la Malaisie n'a pas été épargnée par la crise financière, économique, énergétique et alimentaire qui a sévi dans la plupart des pays du monde en 2008, et dont les effets perdurent encore. Cette situation ainsi que les changements radicaux dans le paysage politique malaisien à la suite des résultats inattendus des élections nationales de mars 2008, ont absorbé l'attention de tous les Malaisiens alors qu'ils devaient faire face aux conséquences de la crise. Avec l'avènement d'un nouveau premier ministre et l'entrée du pays dans une période d'incertitude économique, beaucoup de Malaisiens évaluent leur futur avec beaucoup d'attention.

Sur la voie de la décélération économique

Pendant une grande partie de l'année, la Malaisie a nié que le pays pourrait être touché par la crise financière et économique qui ravageait la plupart des pays du monde, alors qu'un pays après l'autre, même son voisin Singapour, annonçait que la récession était déjà là. Les autorités malaisiennes soutenaient que les bases du pays étaient solides et que par conséquent il n'était pas nécessaire de prendre de mesures. Ceci aurait pu être vrai pendant la première étape de la crise financière, qui a commencé aux États-Unis et en Europe en 2007 et qui s'est aggravée pendant les premiers six mois de 2008 ayant eu jusqu'alors peu de conséquences pour la Malaisie. Mais quand la crise financière a commencé à toucher l'économie réelle de la production et des revenus des pays occidentaux pendant la deuxième moitié de 2008, les répercussions se sont transmises à la Malaisie de façon croissante vers la fin de l'année. Cette situation a fait que nombreux sont ceux qui ont considéré que le plan de relance de 2 milliards d'USD, pas encore été dépensés en grande mesure, annoncé par le Gouvernement en novembre était une réponse insuffisante et tardive. (Sur le 1,8 milliard d'USD canalisé, seulement 400 millions d'USD ont été utilisés pour la mise en oeuvre de projets).

Les statistiques officielles montrent que la récession qui a touché les pays occidentaux a porté un sérieux coup à des pays comme la Malaisie pendant les derniers mois de 2008. La diminution des indicateurs clés a été d'une dimension surprenante, montrant d'abord que l'économie malaisienne commençait à stagner, puis à décliner, pendant les trois ou quatre derniers mois de 2008 et les premiers mois de 2009. L'économie s'est contractée de 6,2 % par rapport à l'année 2008 pendant le premier trimestre, et cela plus rapidement que prévu,



obligeant le Gouvernement à recouper sévèrement ses projections avec un resserrement économique d'environ 4 % à 5 % pour l'année 2009.

Il n'y a pas de doute que la crise mondiale est responsable de la décélération, puisque la Malaisie est une des économies les plus ouvertes de l'Asie du point de vue commercial, avec des exportations qui représentaient plus de 90 % de son PIB en 2007, par rapport à 14 % en Inde, 16 % au Japon, 36 % en Chine et environ 60 % en Thaïlande et à Taiwan. Seulement Singapour (avec 186 %) et Hong Kong (166 %) ont un rapport entre les exportations et le PIB plus élevé que la Malaisie.

Les conséquences du resserrement économique de ses principaux associés commerciaux peuvent se voir dans la chute radicale de la demande extérieure. Bien que les exportations de la Malaisie soient très diversifiées, avec de nombreuses matières premières et des produits industrialisés, le problème est que presque tous les articles d'exportation sont touchés en même temps. Les exportations brutes ont baissé de 18 % au dernier trimestre 2008 par rapport au trimestre précédent. La diminution la plus inquiétante s'est produite avec les exportations industrielles, spécialement celles de produits électroniques, de machinerie et d'appareils électriques, qui représentent le gros des exportations industrielles ou environ 35 à 40 % du total des exportations. Les matières premières, qui au début de 2008 étaient encore prospères, avant que n'éclate la bulle des prix, n'ont pas été épargnées puisque les exportations de pétrole, d'huile de palme et de caoutchouc ont chuté au même moment. C'est pour cela que les moteurs de la croissance des exportations se trouvent au point mort ou en marche arrière. Un autre signal inquiétant est la forte chute constante de la production industrielle depuis juillet 2008, les dernières statistiques montrent qu'en janvier 2009 la production a diminué de 20 % par rapport à l'année précédente.

Le chômage

La décélération du commerce international donne une perspective de la situation du travail de plus en plus difficile. Il est prévu que le taux de chômage de la Malaisie atteigne 4,5 % en 2009, par rapport à 3,8 % en 2008. En 2008, environ 33.000 postes de travail ont été perdus, la plupart pendant les derniers mois de l'année, à mesure que la crise internationale s'aggravait avec l'entrée en récession des marchés clés de l'Asie. Depuis octobre 2008, sur presque 26.000 emplois perdus, 85 % appartenaient au secteur industriel, avec l'industrie de l'électronique et de l'électricité particulièrement touchée. Les exportations de ce secteur sont tombées de 34 % en janvier 2009 par rapport à 2008. La Fédération des Entrepreneurs de Malaisie fait les projections les plus sévères, prévoyant une pointe de 200.000 emplois perdus, ce qui dépasse de loin les 85.000 emplois perdus pendant la crise financière de 1997 et 1998.

Cette tendance négative n'échappe pas à l'interprétation des analystes comme la Banque Suisse d'Investissements, le Crédit Suisse, signalant que les risques de resserrement économique de la Malaisie sont « les plus élevés d'Asie, après Hong Kong et Singapour, spécialement à cause de la forte diminution du prix des matières premières ». C'est pourquoi certains disent qu'il est nécessaire que le pays réévalue ses politiques industrielle et d'exportation, voire même toute sa politique économique. Il existe une forte sensation que le pays doit sérieusement réduire sa dépendance aux exportations et préparer le marché intérieur pour la croissance.

Le Gouvernement a reconnu que la crise était très grave et a annoncé un deuxième plan de relance plus profond qui s'étendra sur les deux années à venir. Cela représentera un grand effort d'arrêter la décélération et d'empêcher que le pays entre dans une récession grave qui, si elle n'est pas abordée, aurait de sérieuses répercussions sur la stabilité sociale et politique. Le plan de 17 milliards d'USD sera destiné à une injection fiscale,

aux fonds de garantie et d'autres instruments d'aide pour l'industrie, aux investissements en actifs et aux relances fiscales. Les quatre objectifs principaux du plan de relance sont la protection et la création d'emplois, la réduction du poids de la crise sur la population, l'assistance au secteur privé et la formation pour l'avenir.

Avec l'augmentation de la perte d'emplois et la perspective de davantage de licenciements, le Gouvernement a commencé à revoir sa politique par rapport aux travailleurs étrangers qui ont représenté une source indispensable pour beaucoup de secteurs. Inquiet du grand nombre de licenciements, le Gouvernement a annoncé que les entreprises qui souhaitent réduire leur personnel devront licencier les travailleurs étrangers avant les Malaisiens.

La Malaisie – un des plus grands importateurs de main-d'œuvre d'Asie – compte deux millions de travailleurs étrangers (venant principalement de son voisin l'Indonésie – 66 % – suivi du Népal et de l'Inde) qui sont le principal soutien des plantations et du secteur manufacturier. Mais à présent que le chômage augmente, le Gouvernement a interdit l'embauche de travailleurs étrangers dans les secteurs des produits et des services. Les permis de travail auraient été réduits de plus de 70 % cette année. Le Gouvernement a aussi approuvé une proposition pour doubler la charge que les entreprises doivent payer pour les travailleurs étrangers afin de décourager leur embauche.

Cependant les activistes craignent que les entreprises transfèrent l'augmentation de ces coûts sur leurs travailleurs étrangers, leur portant d'autant plus préjudice qu'ils se trouvent déjà accablés par les tarifs considérables que leur imposent les agents de travail. Ils proposent à la place l'établissement de salaires minimums pour réduire l'engagement de travailleurs étrangers puisque les entreprises ont tendance à les engager car moins chers à l'embauche que les Malaisiens. En conséquence de quoi leurs salaires sont généralement en dessous du seuil de pauvreté.

Le plan de relance et son résultat incertain

Le budget infime du Gouvernement comprend plusieurs mesures à moyen et long terme, mais certains observateurs signalent le manque d'initiatives qui permettent d'aborder la nécessité immédiate et urgente d'affronter la chute de l'économie, de relancer la demande et d'augmenter les affaires, qui sont considérés des facteurs critiques de tout budget de relance prévu pour surmonter une crise. Par contre, le budget a été critiqué parce qu'il se concentre sur ce qui semble être le sauvetage des entreprises, car presque la moitié de l'argent sera destiné à l'assistance du secteur privé et que seulement 17 % le sera à l'aide de la population, qui subit dans son ensemble les conséquences du coût de la vie élevé. L'inquiétude portant sur le fait que pendant la crise économique les besoins spécifiques des femmes, à l'exception des mères célibataires, ne soient pas pris en compte existe également, puisque seulement 1,4 % du budget a été destiné aux moins favorisés.

Le succès du plan de relance économique dépendra de son exécution, de son instrumentation et de sa transparence pour le déboursement des fonds. Ce qui déterminera si l'effet compte-gouttes et multiplicateur du plan de relance comprend une grande partie de la population sans favoriser seulement les entreprises et les individus qui entretiennent de bons rapports avec le Gouvernement comme par le passé.

En réponse aux demandes de transparence et d'élaboration d'un compte rendu, le Gouvernement a annoncé qu'il mettra en place un site web spécial pour superviser les dépenses des fonds du plan de relance économique. Ce site offrira au public l'information sur les postes attribués et le montant dépensé, les programmes et les projets mis en place et leur progression. Ce genre d'initiative est quelque chose de relativement nouveau et correspond à une réponse à la pression croissante exigeant que le gouvernement rende davantage de comptes alors qu'il se caractérisait jusque là par sa corruption et son clientélisme politique. Mais comme pour tout ce qui se passe avec les politiques du Gouvernement, la mise en place de ce site est en instance.

Un scénario incertain

En dépit du panorama plutôt sombre, les économistes signalent souvent les solides bases économiques de la Malaisie et son expérience après la crise financière asiatique de 1997, pensant qu'elles lui permettront de surmonter la crise actuelle. Mais cette crise internationale continue à se développer et personne ne connaît réellement quelles en seront la profondeur et la durée. Tandis que le secteur bancaire, pour l'instant, se montre résilient, il sera éventuellement touché à mesure que les entreprises présenteront des difficultés pour amortir leurs prêts. Et bien que les prêts non recouvrables puissent être gérés, pour le moment encore, il n'en sera pas de même dans l'avenir puisque déjà certains analystes prévoient que la récession qui viendra pourrait être pire que celle issue de la crise asiatique de 1997.

La crainte que le chômage cause des problèmes sociaux est présente. Ces problèmes comprennent un taux de délinquance plus élevé à cause de la détérioration des valeurs que provoque la pauvreté et une plus grande inégalité du revenu au fur et à mesure que beaucoup de travailleurs perdent leurs emplois. Sur la base de l'expérience de la récession qui a eu lieu pendant la deuxième moitié des années 1980, encore présente dans la mémoire collective, une proposition pour un plan intégral de sécurité sociale a été présentée. De plus en plus de voix réclament un fonds national contre les licenciements, protégeant les travailleurs contre la perte de leurs emplois. Le Gouvernement a déclaré qu'il considérerait la question.

La crise et l'insécurité alimentaire

Alors que les prix élevés des matières premières en ont favorisé certains, les prix élevés des aliments ont causé des ravages parmi la plupart des Malaisiens qui ont du faire face aux coûts élevés des aliments et d'autres articles de base, causés par la forte hausse du prix du pétrole en 2008. L'inflation a diminué pendant les derniers mois lorsque la bulle des prix agricoles a éclaté et que le prix du pétrole a chuté de son point culminant. Cependant les prix des aliments continuent à être élevés et l'indice des prix à la consommation des aliments montre une forte hausse de 9,2 % en février 2009. Le riz, le pain et d'autres céréales ont augmenté sensiblement, avec une énorme hausse de leurs indices de 18 %. Le prix du pétrole, bien qu'il soit descendu plusieurs fois pendant les derniers mois de 2008 en accord avec la chute des prix internationaux du pétrole, continue à être plus élevé qu'avant la crise.

Une grande partie de l'augmentation des prix des aliments est due au fait que la Malaisie en est un grand importateur, et la laisse par conséquent à la merci de la

hausse des prix et de la spéculation. La rapidité du développement pendant les dernières décennies a déplacé l'objectif de la planification économique vers l'industrialisation et l'agriculture industrielle au détriment de la production d'aliments, puisqu'il était moins cher d'en acheter ailleurs. Outre le riz, la Malaisie importe aussi des légumes, des fruits, de la viande et des céréales.

Actuellement en ce qui concerne le riz, la Malaisie est autosuffisante à environ 60 %. Le Gouvernement prévoit d'injecter quelque 2 milliards d'USD pour augmenter sa production et atteindre de nouveau le niveau d'autosuffisance de 90 %. La politique de sécurité alimentaire a été présentée en avril 2008 et des subventions et des primes d'incitation ont été versées pour renforcer la production de riz dans tout le pays. En même temps la campagne *Bumi Hijau* (Terre verte), une initiative semblable à celle lancée pendant les années 1970, cherche à encourager la culture de légumes d'autres comestibles verts par les Malaisiens, en plus de l'élevage de poulets et de poissons pour leur propre consommation.

En dépit de ces initiatives, une planification à long terme plus efficace est nécessaire pour atteindre la récupération économique. Le Gouvernement doit sérieusement considérer les différents aspects du problème – une utilisation plus efficace de la terre, de la main-d'œuvre et de la technologie – qui pourraient entraver la réussite des objectifs envisagés.

La réponse de la société civile

Différentes organisations et ONG de la société civile ont réalisé une série de manifestations et d'activités, qui comprennent des débats publics, pour faire prendre conscience des conséquences négatives de cette crise, spécialement dans les groupes les plus vulnérables.

Le réseau des peuples opprimés (JERIT, dont l'acronyme signifie « cri »), une coalition de groupes de la société civile, a été spécialement actif. Le groupe a réalisé une manifestation contre l'augmentation du prix du pétrole en janvier 2008 et a fini l'année avec une campagne cycliste « Le peuple : la force du changement », pour exprimer son inquiétude sur les droits et les épreuves de la classe ouvrière face à la décélération de l'économie.

La campagne consistait en différents groupes de cyclistes partis de trois points de concentration sur les côtes Nord, Sud et Est de la Malaisie péninsulaire, et qui avaient pédalé ensemble jusqu'au parlement à Kuala Lumpur, la capitale, pour présenter au gouvernement et au parti de l'opposition leurs inquiétudes et revendications.

Leurs principales revendications sont l'adoption du salaire minimum, le logement digne, le contrôle des prix pour les articles de base et la fin des privatisations des services de base. Ils ont aussi rattaché ces demandes à celles de droits civils et politiques plus étendus. Ceci comprend le rétablissement des élections de gouvernements locaux et la révocation de la loi de sécurité intérieure, qui permet une détention illimitée sans droit à un procès.

Sur leur chemin ils ont remis des brochures au public et ils ont présenté leurs revendications devant le chef des ministres des différents états (la Malaisie possède un système de gouvernement fédéral). En dépit des nombreux obstacles interposés par la police, y compris des interpellations, ils sont parvenus au bout. Pendant ces deux semaines de décembre 2008, la campagne a bénéficié de beaucoup de publicité et du soutien du public le long de son parcours. ■

Sans protection face à l'effondrement



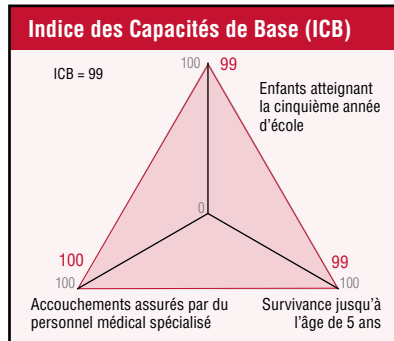
Au début l'économie de Malte semblait être à l'abri de la crise économique mondiale, mais les conséquences commencent maintenant à se faire sentir. Le tourisme est en diminution et les aliments et les services publics sont plus chers. Les enquêtes d'opinion montrent que les maltais ne voient pas de solution à leurs problèmes dans un futur proche et qu'ils attendent une détérioration des conditions de vie pour 2009. Le nombre de demandeurs d'asile augmente jour après jour et leur situation s'aggrave.

Kopin Malta
Joseph M. Sammut

Fin 2008, la majorité des pays développés étaient en récession et l'économie mondiale chutait brusquement. Pendant les deux premiers trimestres de l'année, l'économie maltaise semblait être, en grande mesure, à l'abri des conséquences de la crise financière. La demande interne a continué d'être le moteur de la croissance, principalement grâce à l'augmentation de la consommation et à une forte accumulation de stocks. La situation du marché du travail, où le secteur privé a continué à générer de l'emploi, a été favorable. Il y a eu une légère augmentation de l'emploi (1,3 %), tandis que le taux de chômage s'est maintenu stable à 6 %, ce qui est relativement bas. Cependant les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance pendant les deux derniers trimestres.

La hausse des prix internationaux des aliments et des combustibles a entraîné l'inflation et des prix plus élevés pour le consommateur. Le taux d'inflation de Malte a été de 4,7 % – le plus élevé de la zone euro en 2008¹. De même, les événements internationaux récents comportent de plus en plus de risques pour la croissance. Le marché des exportations de Malte a été le plus touché de toute l'UE : il est tombé de 14 % par rapport à la hausse moyenne de 6,2 %. Le Rapport du Printemps de la Commission Européenne des Affaires Économiques et Financières prévoit une croissance du PIB de 0,7 %, une inflation de 1,9 %, un taux de chômage de 7,4 %, un solde négatif de 2,6 % de la proportion du déficit budgétaire du PIB et une chute de -0,7 % dans le solde du compte courant².

Les banques maltaises maintiennent une liquidité suffisante et sont bien capitalisées pour couvrir les risques de crédits, les risques opérationnels et les risques du marché. Leur système de régulation est approprié pour protéger leurs clients, bien que l'une des banques les plus importantes ait souffert une chute de 60 % de ses bénéfices annuels correspondant à 2008 en raison de la faillite d'une banque internationale. Le



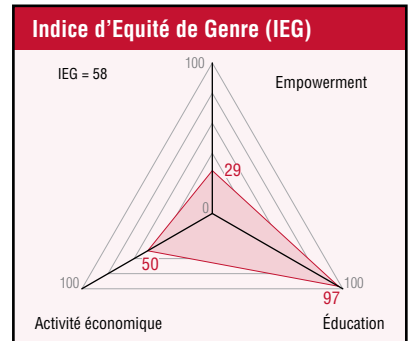
Gouvernement a garanti les dépôts bancaires jusqu'à un montant de 100.000 EUR (132.000 USD).

L'inflation s'est répercutée sur les économies des ménages, principalement ceux aux revenus les plus faibles. Les dépôts des résidents dans les banques maltaises ont augmenté, mais leur taux de croissance annuel a diminué, tandis que les crédits octroyés aux résidents ont continué leur expansion. Les taux d'intérêts bancaires sont tombés à 102 points de base entre septembre et novembre dans la mesure où les banques ont transféré à leurs clients une partie de la réduction des taux officiels d'intérêts. Entre-temps le rendement des titres de l'État a diminué et le prix des actions a continué à descendre³.

Les aliments et l'énergie

Malte importe la plus grande partie des aliments qu'elle consomme. Les rapports d'Eurostat de 2008 montrent que le pays a subi une hausse de 9,7 % du prix des aliments entre avril 2007 et avril 2008. Ce chiffre représente deux fois le taux d'inflation annuel et son incidence sur le revenu disponible des consommateurs a été très important. Un petit nombre d'importateurs domine le marché et empêche la concurrence : le rapport d'Eurostat reconnaît que Malte souffre du manque de concurrence, mais la montée des prix s'associe également au passage à l'euro. Le Bureau de la Juste Concurrence de Malte devrait analyser cette situation et mener des enquêtes à ce sujet.

L'énorme hausse du prix du pétrole sur le marché mondial (USD 147 le baril) en 2008 a conduit à une augmentation des prix des carburants, de l'électricité et spécialement de l'eau, étant donné que Malte en génère une partie substantielle par le procédé de l'osmose inverse. En octobre 2008 les coûts des services



publics ont presque doublé pour les consommateurs. Les petits ménages qui ne sont pas couverts par le plan de réduction écologique – qui stimule l'économie volontaire d'énergie en réduisant les tarifs – ont été spécialement touchés par cette hausse des prix.

Les représentants de 11 syndicats ont posé au Gouvernement le problème des nouveaux tarifs des services publics. Le 10 décembre 2008 ils ont envoyé une lettre au premier ministre où ils présentaient leurs désaccords sur la forme de calculer ces tarifs. Ils affirmaient que le gouvernement avait manipulé les statistiques et qu'il avait gonflé le nombre de ménages qui se verraient bénéficier par les réductions écologiques. En janvier 2009 les syndicats ont conseillé aux consommateurs de ne pas régler leurs notes de services public, avant que ne s'écoulent les 45 jours de sursis permis par la Water Services Corporation⁴. Après cela le patronat s'est joint aux critiques sur la structure des tarifs, qui selon lui discriminait les petites et moyennes entreprises. La Chambre des Petites Entreprises a donné l'ordre à ses associés de ne pas payer un pourcentage déterminé de leurs factures de services publics⁵.

Le ministre responsable des services publics a promis en septembre une baisse des tarifs quand le prix international du pétrole descendrait à moins de 85 USD le baril. Cependant, bien que le prix du pétrole soit descendu à moins de la moitié de cette valeur (37 USD le baril), les consommateurs n'ont pas vu leurs notes se modifier. A ce sujet il est utile de rappeler que le gouvernement est en train de préparer la privatisation d'Enemalta, l'entreprise nationale d'énergie, et qu'il doit la remettre sur

1 Eurostat (2009). "Euro Area External Trade Deficit 32.1 bn Euros". Communiqué de presse 21/2009. Le 17 février. Disponible sur : <epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUB/6-17022009-AP/EN/6-17022009-AP-EN.PDF>.

2 Commission Européenne des Affaires Économiques et Financières (2009). "Spring Forecasts 2009–2010." Le 4 mai. Disponible sur : <ec.europa.eu/economy_finance/thematic_articles/article15178_en.htm>.

3 Banque Centrale de Malte. *Quarterly Review* 2008.

4 Voir : <www.di-ve.com/Default.aspx?ID=72&Action=1&NewSID=571111&newscategory=31>.

5 Sansone, K. (2009). "GRTU Has No Faith in Resources Authority". *Times of Malta*, le 29 janvier. Disponible sur : <www.timesofmalta.com/articles/view/20090129/local/grtu-has-no-faith-in-resources-authority>.

des bases financières solides – l'entreprise est dans les chiffres rouges. Le sujet des tarifs des services publics exige une étude socioéconomique appropriée, basée non seulement sur les statistiques internationales ou sur une moyenne, mais aussi sur les enquêtes concernant les budgets des différents types de ménages, d'entreprises et d'organisations. Ce genre d'étude doit aussi offrir des recommandations viables sur les possibles scénarios d'énergie durable pour Malte.

Le travail

La crise internationale a commencé à se faire sentir début 2009, c'est alors que beaucoup d'entreprises manufacturières ont adopté la semaine de travail de quatre jours et d'autres ont annoncé des licenciements pour réduire leur force de travail et leurs pertes financières. Les licenciements pourraient atteindre l'ordre de centaines, voire même de milliers, pendant l'année 2009. Le tourisme joue un rôle important dans l'économie et l'emploi à Malte. Actuellement le tourisme provenant de la Grande Bretagne a diminué et représente 33 % du marché⁶, ce qui nuira beaucoup aux travailleurs de ce secteur.

Les chantiers navals étaient le bastion de la main-d'œuvre maltaise, ils employaient de 5.000 à 6.000 travailleurs jusque dans les années 1990. En 2008 la privatisation du secteur a commencé, c'est alors que les plans de retraite anticipée et de démission volontaire ont été proposés aux employés. Sur 1.626 travailleurs, seulement 59 ouvriers n'ont choisi aucun plan et sont restés effectifs, tandis que 679 qui avaient opté pour la retraite anticipée ont continué à travailler pour conclure les commandes en instance avant que l'entreprise ne ferme. Quatorze entreprises ont participé à l'appel d'offres du chantier naval, mais, d'après un journal local, aucune des propositions n'a comblé les attentes du gouvernement. Le fait de ne pas être arrivé à un accord acceptable est un coup dur pour le gouvernement. Dans une déclaration faite au journal Times of Malta, en 2008, Neelie Kroes, commissaire à la Concurrence de l'UE, a critiqué la stratégie de privatisation et a signalé que l'intention du gouvernement de solder 100 millions d'EUR (132 millions d'USD) de pertes avant de privatiser le chantier naval n'était pas acceptable dans le cadre de la législation de l'UE.

L'aide au développement

La politique étrangère d'aide au développement publiée en octobre 2007, identifiait cinq pays prioritaires pour recevoir l'aide maltaise au développement, dont quatre d'Afrique centrale et orientale: la Somalie, le Soudan, l'Erythrée et l'Éthiopie⁷. Les ONG maltaises pensent qu'il s'agit d'un choix politique, puisque la majorité des immigrants proviennent de ces pays⁸.

Le manque de transparence et d'évaluations convenables et indépendantes de l'aide officielle maltaise compromet la participation des ONG dans la coopération pour

le développement. Le gouvernement avait promis aux ONG une analyse claire des statistiques dans ses rapports sur l'aide officielle au développement (AOD), mais il n'a pas tenu son engagement. Le Gouvernement avait également annoncé que davantage de fonds de développement seraient destinés à l'assistance technique et que les technologies informatiques et de la communication (TIC) seraient prioritaires. Les ONG s'inquiètent du fait que l'assistance technique ne répond généralement pas aux besoins réels des pays en développement et de son manque de transparence, alors que les TIC n'ont pas l'habitude de correspondre au principe d'appropriation nationale de ces technologies.

Bien qu'en 2007 Malte ait maintenu le rapport le plus élevé (0,15 %) entre AOD et le revenu national brut (RNB) de l'UE, les ONG sont inquiètes puisqu'un pourcentage substantiel de l'AOD déclarée est dépensé en logements pour les demandeurs d'asile pendant leur première année dans le pays, ce qui signifie dans la pratique que l'AOD est dépensé dans des centres de rétention. Les ONG s'inquiètent aussi du fait que l'aide au développement soit gonflée par l'inclusion de frais attribuée aux étudiants.

La migration et les demandeurs d'asile

La situation des immigrants et des demandeurs d'asile ne s'est pas améliorée, elle s'est même, dans un certain sens, aggravée à cause du nombre record de personnes qui sont arrivées par la mer en 2008 et les premiers mois de 2009. Un groupe de travail des Nations Unies sur les détentions arbitraires s'est rendu à Malte en janvier 2009. Bien que ce groupe ait souligné beaucoup de points positifs, il a signalé que l'arrestation des demandeurs d'asile ne se correspond pas à la législation internationale sur les droits de l'homme et a qualifié de « catastrophique » la situation dans les camps de Safi et de Lyster⁹. Pour le groupe de travail, les conditions dans les camps ont un effet sur la santé physique et mentale des détenus à tel point qu'ils sont incapables de comprendre leurs droits ou de suivre le procédé légal qui pourrait conduire, pour le meilleur ou pour le pire, à un changement de leur situation.

Les démarches pour les demandes d'asile sont extrêmement longues : après être restés six mois à Malte, certains immigrants continuent à attendre qu'on leur octroie une entrevue. Le système connu comme la « voie rapide » n'est pas meilleur. Bien que mis en place pour les personnes plus vulnérables – les femmes enceintes et les handicapés par exemple – au moins trois mois sont nécessaires pour obtenir la sortie des centres de rétention. Un immigrant d'Erythrée a présenté une demande pour violation de la constitution contre le directeur du Bureau de l'Immigration et le ministre de la Justice et de l'Intérieur en mai 2007. Il a assuré que ses droits de l'homme avaient été violés en raison de la longueur des démarches pour obtenir l'asile et des conditions inhumaines de détention. Le verdict n'a pas encore été prononcé. La prochaine audience est prévue pour juillet 2009.

Le Gouvernement affirme qu'il doit réussir à obtenir un équilibre entre les considérations de sécurité et les considérations humanitaires, et que des efforts intenses sont faits pour améliorer les conditions de détention,

mais que le système actuel est saturé : en 2008 il a dû traiter 2.775 nouveaux cas, par rapport aux 1.702 de l'année 2007. Finalement, bien que les commentaires du groupe de travail des Nations Unies indiquant que l'immigration illégale est un problème qui doit être abordé par le monde entier, soient admissibles, il faut signaler que ces recommandations avait déjà été faites auparavant, avec peu de résultats¹⁰.

La crise financière et l'opinion publique

L'*Eurobaromètre*¹¹ de l'automne 2008 montre que le pessimisme des maltais sur l'économie augmente de plus en plus ; la confiance dans le système politique diminue et l'espoir d'une amélioration de la qualité de vie se réduit aussi¹². La majorité absolue (57 %) a évalué l'économie de manière négative et seulement 39 % la perçoit en bonne santé. En même temps, 45 % attend une détérioration après 2009 – une forte augmentation du pessimisme économique, de 25 %, par rapport à 2007.

La situation de l'emploi sera plus grave selon 32 % et seulement 23 % pense que la situation s'améliorera, tandis que 27 % n'attend pas de changements pendant les 12 prochains mois. Les enquêtés qui disent avoir eu des problèmes pour payer leurs factures représentent 65 %, tandis que seulement 28 % a déclaré ne pas avoir eu de problèmes. Ceux qui croient que Malte est plus stable économiquement grâce à l'adoption de l'euro représentent 56 %, alors que ceux qui ne sont pas de cet avis représentent 33 %. La confiance des maltais dans l'euro est plus forte que celle des autres habitants de la zone euro, où 48 % des enquêtés considèrent que l'euro a aidé à stabiliser leurs économies, face à 42 % qui pense le contraire.

Sur le plan politique, 51 % des maltais ont exprimé leur mécontentement avec les partis politiques, et seulement 34 % ont exprimé leur confiance, ce qui s'est reflété lors des élections législatives de mars 2008, avec une participation légèrement plus faible que d'habitude. Par ailleurs, 59 % des maltais ont déclaré leur confiance dans la Commission Européenne, face à 13 % qui sont méfiants. Le Parlement Européen est l'institution qui génère le plus de confiance parmi les maltais – 64 % a déclaré avoir confiance, tandis que 14 % a déclaré le contraire. Une proportion plus faible, 57 %, a une tendance à avoir confiance dans le parlement maltais, ce qui représente une augmentation de 15 points par rapport à 2007 ; 50 % a confiance dans le gouvernement en tant qu'institution – une augmentation de 5 points de pourcentage – et 37 % n'a pas confiance.

Il est difficile de quantifier les problèmes d'inégalité et de pauvreté à Malte, puisqu'il n'est pas simple d'avoir accès aux statistiques. Le nombre croissant d'immigrants qui s'installent dans différentes zones a créé un phénomène de « ghettoïsation ». Ces ghettos sont des trappes à pauvreté et des bouillons de culture pour de futures tensions sociales. Lorsqu'on considère les conséquences de la crise économique, la hausse des prix des aliments et des services publics, la semaine de quatre jours, les licenciements et les retraités qui survivent avec une pension maximum plafonnée il y a 30 ans, on ne peut que faire le pronostic qu'en 2009 il y aura davantage de personnes « nécessaires ».

6 Bureau National de Statistiques. "Departing Tourists: December 2008". News release 015/2009. Le 27 janvier 2009. Disponible sur : <www.nso.gov.mt/statdoc/document_file.aspx?id=2413>.

7 Voir : <www.doi.gov.mt/en/press_releases/2007/10/pr1620.asp>.

8 Concord (2008). *No Time to Waste: European Governments Behind Schedule on Aid Quantity and Quality*. Bruxelles : Concord. Disponible sur : <www.concordeurope.org/Files/media/extranetdocumentsENG/NavigationSecondaire/WorkingGroups/Aidwatch/Aidwatch2008/Light-Full-report.pdf>.

9 Nations Unies. "Annex to Press Release: UN Working Group on Arbitrary Detention Concludes Visit to Malta". Le 26 janvier 2009. Disponible sur : <www.unhcr.ch/hurricane/hurricane.nsf/view/01125F21AAD7DCBD1AC125754A005F318?opendocument>.

10 Voir : <www.doi.gov.mt/EN/press_releases/2009/01/pr0102.asp>.

11 Voir : <ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm>.

12 Voir : <ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm>.

Impact directs, réponses faibles



La forte dépendance du Maroc vis-à-vis de l'économie mondiale a rendu le pays vulnérable face à la crise. La chute de la demande des exportations marocaines, la forte diminution du montant des envois de fonds des migrants et un grave processus inflationniste comptent parmi les effets les plus notoires de la crise. Le faible succès des politiques « anti-crise » encouragées par le Gouvernement aggrave la situation et augmente l'instabilité sociale. Les syndicats et la société civile formulent de nouvelles propositions pour créer les conditions favorisant un modèle économique et social plus juste.

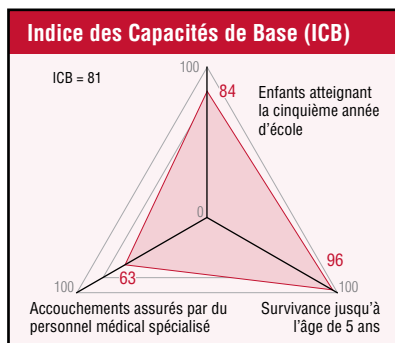
Espace Associatif¹

Même si l'impact de la crise systémique est évident sur le plan économique, il ne faut pas négliger son coût social et humain, lequel pourrait être assez élevé quoique difficile à évaluer pour au moins deux raisons : en premier lieu, les effets négatifs de la crise mondiale sur l'économie marocaine commencent à peine à se faire sentir mais risquent de s'intensifier dans un futur proche, avec des conséquences sociales de plus en plus importantes ; en second lieu, on ne dispose pas pour l'instant de données officielles fiables et détaillées sur les impacts sociaux.

L'aspect social de la crise

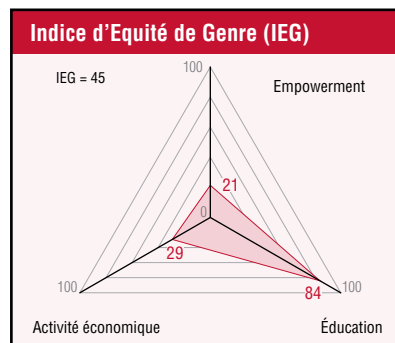
L'impact social va se faire sentir par plusieurs voies de type macro-économiques. Selon les prévisions sur la croissance économique pour l'année 2009, les activités non agraires vont nettement diminuer (3,9 % en 2009 contre 5 % en 2008, selon le Haut Commissariat de Planification). En raison de la récession mondiale, la demande internationale de produits marocains diminuera de 1,2 % en 2009, après une hausse de 2 % en 2008. Les exportations ont diminué de 31,8 % en janvier-février 2009, comparativement à la même période de l'année précédente, alors que le coût des importations a diminué de 15,7 % à cause de la chute des prix des matières premières qui a eu lieu au cours des derniers mois. Les rentrées du tourisme et les investissements étrangers ont diminué respectivement de 25,5 % et 71,9 % entre janvier-février 2008 et la même période en 2009.

L'impact au niveau de l'emploi se fait déjà sentir. Par exemple, depuis quelques mois, l'industrie textile et de l'habillement a licencié des milliers de travailleurs, notamment des femmes, et considérablement réduit les heures de travail. De la même manière, plusieurs entreprises commencent à considérer la possibilité de réduire les salaires, suspendre les promotions du personnel et les primes de formation, et couper le budget destiné à la formation. D'autres entreprises mettent fin à leurs projets d'engager du personnel et/ou privilégient les contrats à durée déterminée.



Une autre voie importante de transfert de la crise vers les foyers pauvres est constituée par les envois de fonds des marocains résidant à l'étranger (MRE), qui en 2008 représentaient plus de 8 % du PIB du Maroc. Selon certaines enquêtes, ces envois ont contribué à la réduction du pourcentage de la pauvreté de 4,2 points, passant de 23 % vers la fin des années 1990 à 19 % à l'époque actuelle. Ceci dit, les envois de fonds des MRE ont diminué de 15 % environ, passant de 8,2 milliards de MAD (1 milliard d'USD environ) en janvier-février 2008 à un peu plus de 7 milliards de MAD (870 millions d'USD environ) en janvier-février 2009. Il est donc à prévoir une réduction importante des sources de revenus et du pouvoir d'achat des familles de marocains émigrés, lesquelles appartiennent, pour la plupart, aux couches les plus pauvres de la population. L'impact négatif de la réduction des envois de fonds des MRE risque de se faire sentir également dans le secteur immobilier qui emploie des milliers des marocains dans de nombreuses régions du pays, notamment la région orientale².

D'autre part, la crise se traduirait en une augmentation du chômage pour certains MRE risquant ainsi de tomber dans la pauvreté. En Espagne, par exemple, où la première communauté étrangère, hormis les pays de l'UE, est la population marocaine, le taux du chômage est de plus de 21 % parmi les MRE contre 14 % parmi les espagnols. Il est également à prévoir une augmentation de la violence et des expressions de racisme et de xénophobie contre les étrangers d'origine magrébine dans plusieurs pays européens.



Le troisième vecteur d'affaiblissement des couches sociales vulnérables de la population est l'inflation, dont le taux a augmenté considérablement au cours des deux dernières années, passant d'une moyenne inférieure à 2 % au cours de la période 1996-2007 à 3,9 % en 2008. De toute façon, ce taux cache l'ampleur de la hausse des produits essentiels au cours des deux dernières années (voir encadré). L'impact de ces augmentations sera plus nocif pour les couches sociales défavorisées, parmi lesquelles les denrées alimentaires de base (comme les céréales, le sucre et l'huile) représentent plus de 50 % du budget familial³.

En conséquence, la perte de pouvoir d'achat se traduira en une réduction de la qualité et la quantité d'aliments consommés et/ou la suppression d'autres dépenses (en santé, éducation et transport, par exemple). Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes risquent de se voir particulièrement touchés. D'autre part, il est possible que persiste le problème chronique de malnutrition dû au manque de micronutriments, comme les vitamines et les minéraux, touchant un tiers de la population environ, surtout les enfants de moins de 3 ans et les femmes.

Crise énergétique et environnementale

La crise énergétique a accentué les difficultés quotidiennes des couches sociales les plus défavorisées et même des classes moyennes, à cause notamment de la hausse des tarifs de l'eau, l'électricité et l'assainissement, ainsi que par l'augmentation du prix des transports publics (ceux-ci représentent

1 Participent à ce rapport : associations, syndicats, chercheurs et représentants des mouvements sociaux et d'Espace Associatif. Saïd Saadi (universitaire et acteur associatif) a été chargé de la rédaction.

2 Bouchachen, J. "Apports des transferts des résidents à l'étranger à la réduction de la pauvreté : cas du Maroc", Session-I-Pa 5c, Montreux, septembre 2000.

3 HCP. *Journée africaine de la statistique on "Défis de l'augmentation des prix des denrées alimentaires"*. Rabat, 2009.

autour de 15 % du salaire minimal interprofessionnel garanti).

La crise environnementale engendrée par la pression démographique et par un modèle de développement orienté vers la croissance et l'urbanisation risque de se traduire en un épuisement des ressources et en la dégradation des moyens de subsistance et des conditions d'hygiène. Un exemple frappant de ceci sont les récentes inondations, les fortes pluies et les chutes de neige qui se sont produites dans plusieurs régions du pays, provoquant la mort de plus de 40 personnes et exposant des milliers de personnes à l'indigence et à la pauvreté.

En bref, l'impact de la crise multilatérale du capitalisme néolibéral met en danger la réalisation des droits économiques et sociaux, notamment le droit à l'alimentation, le travail, la santé et l'accès à l'eau, ainsi que le droit à la mobilité. D'autre part, de nouvelles franges de la population risquent de tomber dans la pauvreté. C'est-à-dire qu'au Maroc la réalisation des Objectifs du Millénaire peut se voir compromise si la crise actuelle persiste et s'aggrave.

Les mesures prises par le Gouvernement pour répondre à la crise

Pour faire face à la crise, le Gouvernement a pris des mesures visant à aider certains secteurs particulièrement exposés, comme l'industrie textile et le vêtement, le cuir et l'équipement automobile. Ce plan anti-crise s'articule autour de trois axes :

- axe social : l'État prend en charge la totalité des cotisations patronales à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ; en échange, les sociétés exportatrices bénéficiaires s'engagent à garder leur personnel ;
- axe financier : la Caisse centrale de Garanties adopte un mécanisme de garanties en faveur des sociétés exportatrices, d'accès au crédit d'exploitation et d'ajournement des échéances de 2009 pour les crédits d'investissement ;
- axe commercial : l'État prend en charge 80 % des dépenses des missions commerciales ou de diversification des marchés.

Au niveau social et pour limiter l'impact négatif de la hausse mondiale des prix des denrées de base sur la population, le Gouvernement a pris les mesures suivantes : augmentation de la dotation de la Caisse de Compensation destinée aux produits subventionnés, suspension provisoire des impôts sur les importations de blé et légère augmentation du salaire minimum.

La dimension sociale du plan contre la crise a favorisé les exportateurs du secteur textile et du vêtement, sans que cela évite des réductions des salaires des travailleurs ou de leurs horaires de travail. Par contre, les mesures financières et commerciales n'ont pas eu un grand retentissement en raison de la réticence des banques et du manque de dyna-

TABLEAU 1. Évolution du taux du coût de la vie (en %)

Période	1998 - 2007	2008 (11 mois)
Produits non alimentaires	+ 1,7	+1,4
Produits alimentaires	+1,6	+1,8
- blé dur	-	+39,5
- blé tendre	-	+22,3
- farine	-	+21,8
- beurre industriel	-	+25,4
- huile comestible	-	+41,4
- sucre	-	+3

Source : ACP (statistiques 2009).

misme des entreprises exportatrices. D'ailleurs, les licenciements et les restrictions des conditions de travail concernent plusieurs secteurs qui sont à peine concernés par ce plan (par exemple, le tourisme, le secteur agricole orienté vers l'exportation, et le bâtiment). Les mesures censées avoir un caractère social ont à peine empêché la hausse des prix des denrées de base, dont la plupart sont libéralisés, alors que l'augmentation du salaire minimum a difficilement compensé l'augmentation du coût de la vie. C'est pourquoi des milliers de travailleurs et de travailleuses ont vu leur pouvoir d'achat se réduire. On pourrait en conclure que le Gouvernement continue à être plus enclin à protéger le capital qu'à défendre les droits économiques et sociaux des couches sociales les plus défavorisées.

Réactions de la société civile

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant de voir une recrudescence des luttes syndicales et sociales. Ces dernières sont conduites par les syndicats, par certaines associations de la société civile et par des coalitions des deux groupes, auxquelles s'ajoutent des membres de partis politiques de la gauche, etc. La combativité renouvelée des syndicats s'explique par la détérioration des droits économiques et sociaux et par l'échec du dialogue social à partir du refus du Gouvernement de satisfaire les revendications syndicales de revalorisation des salaires et des allocations familiales, des promotions des fonctionnaires publics et de respect des libertés syndicales ainsi que du droit de grève, de développement et de protection sociale.

Jusqu'à présent, diverses actions collectives ont été entamées, notamment des grèves sectorielles (éducation, santé, collectivités locales, etc.), ainsi qu'une grève générale. Parmi d'autres mouvements sociaux particulièrement dynamiques, il faut mentionner les diverses luttes promues par les « Associations coordonnées contre l'augmentation du coût de la vie », ainsi que par les « Associations nationales de professionnels au chômage ». Plusieurs stratégies d'action collective ont été déployées : grèves de bras croisés, manifestations populaires spontanées,

journées de mobilisation nationale contre la pauvreté, etc. Les revendications concernent le blocage de l'augmentation des prix, le maintien de la Caisse des Compensations, la mise en place de l'échelle mobile des salaires, la rénovation des services publics et la fin des privatisations des contrôles de distribution d'eau et d'électricité, le droit à travailler dans le secteur public. Le Gouvernement a réprimé violemment certaines manifestations, par exemple dans les villes de Sefrou et Sidi Ifni. Cependant, ces mouvements commencent à manifester de l'épuisement, et manifestent des désaccords internes, ils poursuivent peu d'actions de proximité face aux populations vulnérables et ils manquent de perspectives politiques.

Ceci ne signifie pas qu'il n'existe pas de nouvelles propositions pour faire face à la crise et promouvoir les droits économiques et sociaux des classes sociales les plus défavorisées. Suivant le principe selon lequel il appartient à l'État de garantir les droits économiques et sociaux, les mouvements sociaux proposent la création d'une caisse d'assurance contre le chômage, la défense et la démocratisation du service public, la lutte contre les monopoles et les rentes économiques pures, la mise en place d'un revenu minimal garanti, la création de cellules de surveillance de l'impact social de la crise dont la fonction serait de fournir de l'information et des données à la société civile afin de sensibiliser l'opinion publique et de mobiliser les populations vulnérables. A long terme, il s'agit de récupérer le rôle central de l'État démocratique au niveau de la promotion des droits économiques et sociaux à travers l'établissement d'une relation de forces citoyennes en faveur d'un nouveau modèle économique et social fondé sur la justice sociale, la priorité étant donnée à la satisfaction des besoins premiers, la souveraineté alimentaire, l'économie sociale, la protection de l'environnement et la diversité culturelle. ■

L'aggravation de la crise et les défis à relever pour les droits sociaux



Le Mexique présente le pire des scénarios possibles pour affronter une crise en gestation depuis des années. La crise systémique a aggravé des problèmes préexistants, comme la pauvreté croissante, la réduction de l'activité du secteur agricole, la création insuffisante d'emplois et la diminution du PIB. Alors que les mesures annoncées par le Gouvernement soutiennent le modèle économique néolibéral, l'insatisfaction des citoyens augmente et la société civile ne cesse de faire des propositions. Il est impératif de trouver des alternatives et des stratégies capables d'affronter cette crise multiple, afin d'en minimiser les impacts et de poser les bases d'un nouveau modèle.

Adhesión d'Espacio DESC¹

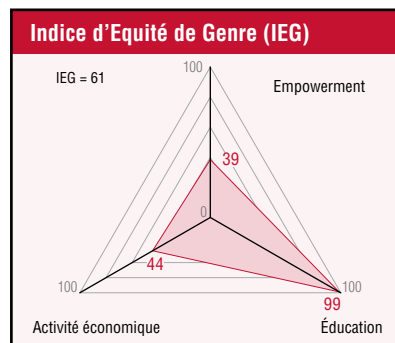
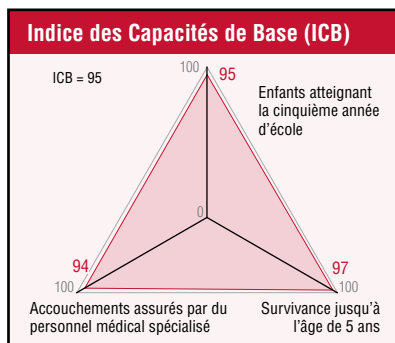
Laura Becerra Pozos²
Arelí Sandoval Terán³

Différentes organisations de la société civile mexicaine considèrent que la crise actuelle est systémique et s'exprime non seulement sur le plan financier, mais également sur le plan alimentaire, du travail, de l'environnement et de l'énergie, entre autres ; cette crise est également provoquée par le modèle économique capitaliste néolibéral fondé sur la dérégulation financière et l'ouverture commerciale, ainsi que par son propre épuisement. Cette crise touche tous les pays de la planète, mais elle est particulièrement sévère dans les pays du Sud⁴.

Comme l'explique le chercheur mexicain Arturo Guillén⁵, la crise a suivi un parcours complexe, sa dernière étape étant déclenchée par la crise immobilière aux États-Unis et la récession économique qui s'en est suivie. Celle-ci s'est « rapidement mondialisée », provoquant des diminutions du PIB même dans des économies importantes d'Europe et d'Asie. La crise s'est également propagée en Amérique latine, son développement étant variable selon les pays, régions et secteurs. On s'accorde à dire que cette crise n'a pas uniquement des causes externes ; en effet, elle dérive également de certains facteurs endogènes⁶.

La crise au Mexique

Sans négliger les effets de la crise globale sur notre pays, il faut dire qu'un grand nombre des problèmes actuels étaient déjà présents dans l'économie mexicaine, comme la croissance de la pauvreté en termes absolus⁷, la réduction de l'activité du secteur agricole,



la création insuffisante d'emplois (malgré les résultats légèrement favorables des exportations et importations avant la crise) et la diminution du PIB (Produit Intérieur Brut), entre autres. On ne peut que constater que la crise systémique n'a fait qu'aggraver les problèmes.

Les chiffres ci-après illustrent les effets de la crise au Mexique :

- La hausse du prix de l'essence et du diesel au niveau mondial qui depuis 2007 se reflète sur le prix des aliments a provoqué au Mexique une augmentation de l'inflation des aliments supérieure à l'inflation générale. En janvier 2009, l'inflation des aliments s'est située au niveau de 11,3 %, alors que l'inflation générale a été de 6,3 %. L'impact a été plus fort pour les populations à faibles revenus, étant donné qu'elles consacrent un plus grand pourcentage à l'achat des aliments.
- Au cours du troisième trimestre 2008, 71,3 % de la population économiquement active, c'est-à-dire 31 millions de personnes, vivaient avec un revenu correspondant à trois salaires minimaux – 152 pesos (MXN) par jour (11,4 USD environ) – ou moins ; le taux de chômage se situait autour de 4,2 %, ce qui équivalait à 1,9 millions de personnes au chômage ; 11,8 millions de personnes survivaient grâce au commerce informel.
- Les exportations aux États-Unis se sont effondrées, et des centaines de milliers de personnes perdent leurs emplois, alors que les entreprises procèdent à la réduction de leurs dépenses. En novembre 2008, les exportations manufacturières du Mexique ont diminué de 7,3 % en moyenne, alors que les exportations aux États-Unis ont diminué de 18 %.
- De l'autre côté de la frontière, le chômage des immigrants mexicains augmente et les transferts d'argent

des migrants diminuent ; pour décembre 2008, le pourcentage de variation annuelle des transferts totaux au Mexique a été de -9,8 %⁸. Il faut souligner que les transferts d'argent des migrants ont joué un rôle fondamental sur les revenus des foyers mexicains : dans le premier quintile de revenus (20 % des plus démunis), y compris des foyers recevant des transferts d'argent, 6 MXN sur 10 proviennent de ces transferts. Il est probable que ces foyers-là soient ceux qui subissent le plus l'impact de la diminution des transferts⁹.

En février 2009, le taux de chômage s'est situé à 5,3 %¹⁰ et l'activité industrielle a diminué de 13,2 %¹¹ ; il s'agit des pires chiffres depuis l'« effet tequila » qui s'est déclenché au Mexique vers le milieu des années 90. C'est pour cela que les analystes partagent le diagnostic selon lequel le pays subira une récession encore plus profonde après la crise actuelle.

Les graves impacts de la crise sur le plan du travail seront les prétextes pour geler ou réduire les salaires, ainsi que pour précariser, flexibiliser et externaliser encore plus le travail, tout en réduisant les droits et limitant la marge d'action des syndicats¹².

En ce qui concerne le secteur agricole mexicain, l'absence d'une politique agricole juste, voire l'indifférence, ont provoqué depuis des années trois types d'impacts

8 Ibid.

9 Alberto Serdán Rosales. "México: Pobreza y presupuesto social en el contexto de la crisis financiera 2008-2009", présentation lors de la séance de l'Espace DESC du 23 avril 2009.

10 ENOE, mars 2009 à : <www.inegi.org.mx/inegi/contenidos/espanol/prensa/comunicados/ocupbol.asp>.

11 Voir : <www.cnnexpansion.com/economia/2009/04/17/la-produccion-industrial-cae-132>.

12 Héctor de la Cueva (2009). *Otra Integración es posible y otra salida a la crisis también: Escenarios de las Américas en el 2009 y los retos del Movimiento Sindical. (Une autre intégration est possible et une autre porte de sortie de la crise également : Scènes des Amériques en 2009 et les défis du Mouvement Syndical.)* Mexique.

1 Groupe de référence pour Social Watch au Mexique.
2 Directrice Exécutive de DECA Equipo Pueblo, A.C., point focal de Social Watch au Mexique depuis 1996, <laurabecerra@equipopueblo.org.mx>.
3 Coordinatrice du Programme Diplomacia Ciudadana, DESCA et Social Watch México <arelisandoval@equipopueblo.org.mx>.
4 "Para un nuevo modelo económico y social ¡Pongamos la finanza en su sitio!" (Pour un nouveau modèle économique et social. Remettons les finances à leur place !). Appel résultant d'une série de séminaires du Forum Social Mondial de Belem 2009.
5 Arturo Guillén, Professeur et chercheur titulaire du Département de l'Économie de l'UAM. *La Crisis Global y la Recesión Generalizada*. Version préliminaire. Mars 2009, Uitzapalapa, Mexique.
6 Déclaration du Colloque international *La Crisis Global y América Latina* à l'UAM-U Iztapalapa du Mexique, janvier 2009.
7 Alberto Serdán Rosales. "México: Pobreza y presupuesto social en el contexto de la crisis financiera 2008-2009" (Mexique : Pauvreté et budget social dans le contexte de la crise financière 2008-2009), présentation lors de la séance de l'Espace DESC du 23 avril 2009. Informations complémentaires sur : <alserdan.blogspot.com>.

aggravés par la crise : 1) la spéculation sur les aliments dans les bourses de valeurs, les rendant inaccessibles aux familles les plus pauvres ; 2) l'invasion des marchés nationaux par des aliments produits et commercialisés par les compagnies trans-nationales, dont la forte productivité provoque la détérioration des sols, des forêts et des réserves d'eau, leur permettant de l'emporter dans la folle course à la production et au libre commerce (le *dumping* détruisant d'ailleurs les systèmes productifs nationaux, notamment les systèmes traditionnels) ; et 3) l'irruption massive des semences génétiquement modifiées qui détruit les semences naturelles et les anciens écosystèmes¹³. Face à la crise du secteur agricole mexicain, la campagne nationale « Sin maíz no hay país » (Pas de pays sans maïs)¹⁴, à laquelle nous adhérons, propose parmi d'autres mesures de passer d'un modèle d'agriculture fondé sur de grandes unités de production de monocultures, impliquant une utilisation croissante de l'eau, d'équipement et d'intrants polluants, à une agriculture paysanne durable à petite et moyenne échelle qui n'a pas seulement le potentiel pour répondre aux besoins alimentaires des femmes et des hommes mexicains, mais possède aussi des vertus écologiques additionnelles.

Ce qui précède nous permet d'affirmer que le Mexique présentait le pire des scénarios possibles pour affronter une crise imminente en gestation depuis plusieurs années. Le Gouvernement s'est soumis au modèle économique néolibéral sans le remettre en question, et plusieurs mesures annoncées ne sont que des ajustements mineurs qui le maintiennent et l'accroissent.

Le Gouvernement et la société civile face à la crise

Lors du dernier Sommet des Amériques, la CEPAL a confirmé que les pays du continent manquent de stratégie commune pour sortir de la crise et qu'ils ont annoncé et mis en place des mesures très diverses¹⁵.

En octobre 2008, peu après avoir minimisé les impacts que la crise américaine aurait au Mexique, étant donné « la solidarité des finances publiques », le Gouvernement fédéral a annoncé le Programme d'encouragement de la croissance et de l'emploi (PICE, sigle en espagnol), un plan anti-crise énoncé en cinq points : 1) augmenter les dépenses publiques en infrastructure pour encourager la croissance économique ; 2) changer les règles concernant l'exercice de ces dépenses en infrastructure par le secteur public, afin de le flexibiliser ; 3) entamer la construction d'une nouvelle raffinerie ; 4) lancer un programme extraordinaire de soutien aux PME au Mexique ; 5) rendre plus compétitif l'appareil productif national à travers un nouveau programme de dérégulation et de détaxe fiscale.

A ce moment-là, le Gouvernement fédéral a soutenu que depuis des années notre dette extérieure diminuait, que notre inflation était la plus basse en Amérique latine et que nos réserves étaient de plus de 90 milliards d'USD,

ce qui nous permettrait de résister aux pressions de la balance commerciale. Six mois après, lors du Sommet du G-20 au début du mois d'avril 2009, le Gouvernement a reçu l'aide du FMI, qui lui a accordé un prêt de 47 milliards d'USD. Lors de ce même Sommet, il a été annoncé que les économies émergentes, dont le Mexique, recevraient 850 milliards d'USD additionnels pour financer, entre autres, les dépenses contra-cycliques, la recapitalisation des banques et les dépenses en infrastructure¹⁶.

Sans avoir touché les 7 milliards d'USD reçus du FMI, de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement, l'administration du président Felipe Calderón a augmenté la dette publique à un niveau de 968.477 milliards de MXN (72.744 milliards d'USD environ) au cours des deux premières années de gestion seulement (2007-2008). Ce montant équivalait à 12 fois l'endettement pris au cours des deux premières années du gouvernement d'Ernesto Zedillo (1995-1996), lorsque le pays a dû faire face à la plus grave crise économique de ces soixante dernières années. Il est extrêmement préoccupant que ces mesures, en plus d'augmenter la dette publique mexicaine, réaffirment l'adhésion au modèle économique néolibéral et ses institutions, dont les limitations et les contradictions ont été signalées dans des forums très divers. Il est également surprenant de constater cette adhésion alors que plusieurs pays d'Amérique latine sont en train d'essayer de prendre des mesures ou des processus différents de ceux préconisés par le modèle néolibéral.

Face à la crise, l'insatisfaction des citoyens n'a fait que s'accroître, mais plusieurs propositions ont été formulées, comme celle du Mouvement national pour la souveraineté alimentaire et énergétique, les droits des travailleurs et les libertés démocratiques, exprimées dans une lettre du 16 avril 2009 à l'intention du président des États-Unis, Barack Obama. Dans cette lettre, nous proposons d'entamer « le dialogue au plus haut niveau pour aborder les questions incluses dans l'agenda visant à renégocier de manière urgente les termes du TLCAN et sauvegarder les droits du travail, sociaux et humains des citoyens de notre région ». Il s'agit de créer un Fonds de Compensation Asymétrique pour l'Amérique du Nord, de négocier un accord binational sur la question migratoire et de signer un accord pour encourager le Traité pour le développement économique et social de l'Amérique du Nord.

Certains pensent que les crises offrent une opportunité pour de nouvelles conceptions théoriques. Dans tous les cas, il est urgent de proposer de nouvelles idées, des alternatives et des stratégies susceptibles de faire face « aux crises », que ce soit pour en minimiser l'impact ou pour reformuler le modèle.

Surveiller les dépenses publiques

A court et moyen termes, une question importante pour les organisations civiles travaillant, comme nous, sur le développement social et les droits de l'homme, sera la surveillance des dépenses publiques à partir de l'obligation de l'État d'accorder le maximum des ressources disponibles pour atteindre progressivement les droits économiques, sociaux et culturels et soutenir l'idée selon laquelle « même en temps de grave pénurie de ressources dû à un processus d'ajustement, à une récession économique ou à d'autres facteurs, les éléments vulnérables de la société peuvent et doivent être protégés grâce à la mise en œuvre

TABEAU 1. Classement des mesures gouvernementales en Amérique latine et mesures annoncées ou mises en place par le Mexique

Politique monétaire et financière :	Politique fiscale :
<ul style="list-style-type: none"> • Diminution et/ou flexibilisation des encaissements bancaires • Provision de liquidité en monnaie nationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des impôts / augmentation des subventions • Augmentation et/ou anticipation des dépenses (infrastructure)
Politique de taux de change et commerce extérieur :	
<ul style="list-style-type: none"> • Provision de liquidité en monnaie étrangère (excluant les banques centrales qui sont intervenues par la vente des devises sur les marchés de change) • Augmentation des droits de douane ou restrictions aux importations • Diminution des droits de douane • Financement pour les exportateurs • Gestions des crédits avec les institutions financières internationales. 	
Politiques sectorielles :	Politiques du travail et sociales :
<ul style="list-style-type: none"> • Logement – PME • Secteur agricole – Tourisme – Industrie 	<ul style="list-style-type: none"> • Encouragement de l'emploi • Programmes sociaux
<p>Source : Élaboration des auteurs fondée sur la CEPAL, 2009*.</p>	

de programmes spécifiques relativement peu coûteux.¹⁷ Il faut mentionner que le Gouvernement mexicain a répondu à la crise de 1995 par des réductions de dépenses, ce qui a gravement nui aux secteurs de l'éducation, de la santé et de l'énergie électrique, empêchant en ce sens de réaliser les DESC. Le Gouvernement fédéral a assuré qu'il maintiendra ses niveaux de dépenses, mais il est tout à fait nécessaire de garantir que le budget priorisera « son approche sociale de manière efficace et soutenue, en réduisant les coûts d'exploitation, en se donnant de nouvelles priorités et en réduisant les frais d'administration dans certains de ses services »¹⁸.

Du point de vue des droits, il sera également fondamental de suivre l'investissement en infrastructure, dans le cadre du PICE, afin d'assurer notamment que s'il est décidé d'investir dans de grands projets d'infrastructure (des barrages, par exemple), cela devra être dûment communiqué aux communautés qui pourraient se voir atteintes par cette construction. Par ailleurs, des études d'impact social et environnemental devront être réalisées afin d'évaluer la faisabilité et la capacité du projet dans le cas de promouvoir véritablement la réalisation.

A long terme, l'opportunité qui se présente à nous ne nous oblige pas seulement à résister, mais aussi à élaborer et encourager un modèle économique et social plus juste, pour sortir de cette crise et pour en éviter des nouvelles¹⁹. Dans tous les cas, nous considérons que le respect des normes internationales des droits de l'homme est la clé pour rendre possible un pays meilleur, un monde meilleur. ■

* *Ibidem*.

17 ONU, Comité des droits économiques, sociaux et culturels, Observation générale no. 3 "La nature des obligations des États parties", alinéa 12.

18 Alberto Serdán Rosales. "México: Pobreza y presupuesto social en el contexto de la crisis financiera 2008-2009", présentation lors de la séance de l'Espace DESC du 23 avril 2009.

19 Héctor de la Cueva (2009), *Op. cit.*

13 "La guerra que Obama ignora" (la guerre qu'Obama ignore), Víctor Quintana, député fédéral de l'état de Chihuahua, Mexique, *La Jornada*, 17 avril 2009.

14 Informations complémentaires à : <www.sinmaiznohaypais.org/>.

15 "La reacción de los gobiernos de las Américas frente a la crisis internacional: una presentación sintética de las medidas de política anunciadas hasta el 31 de marzo de 2009" (La réaction des gouvernements des continents américains face à la crise internationale : une présentation synthétique des mesures politiques annoncées jusqu'au 31 mars 2009). Vème Sommet des Amériques, Port d'Espagne, 17 – 19 avril 2009. Disponible sur : <www.eclac.org>.

16 *La Jornada*, 3 avril 2009, p. 3.

Pas de développement humain sans dialogue



Les exportations et probablement l'industrie touristique locale diminueront comme conséquence de la crise mondiale. La sécurité alimentaire et le développement rural sont en danger en raison de l'absence d'investissements directs et de l'encouragement aux cultures qui servent à la fabrication des biocarburants. Le Gouvernement ne maintient pas de dialogue avec les citoyens ; de ce fait, il est presque impossible de faire des progrès concernant le développement humain à court et à moyen terme. Le renforcement de la démocratie et une administration publique plus juste et transparente sont les principaux défis.

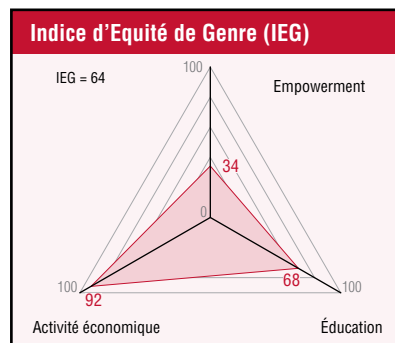
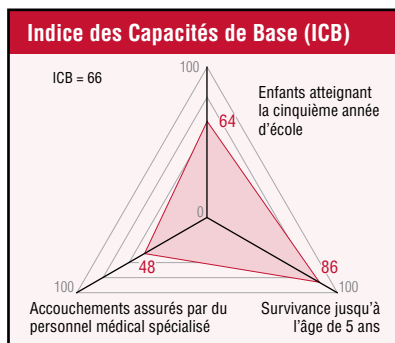
Social Watch Mozambique
Custódio Duma¹

Le Gouvernement du Mozambique affirme que la crise financière globale n'affectera pas l'économie nationale. Il a donc adopté une politique de suivi du secteur économique et de supervision directe des banques commerciales ; il a porté une attention spéciale aux secteurs pouvant résister à la crise, comme par exemple les projets de production d'énergie ou de gaz. Le gouvernement, par le biais du Ministère de la Planification et du Développement annonce, en outre, que le pays a besoin de 120 millions d'USD pour financer la balance des paiements en 2009, ce qui permettrait d'assurer la stabilité des indicateurs macroéconomiques.

Cependant, la Banque Internationale du Mozambique, Millennium Bim, a publié un rapport où il est prévu que l'économie mondiale décroîtra du fait que les pays qui contribuent au financement du Budget Général de l'État, connu comme G-19, ainsi que ceux qui réalisent des investissements externes directs auront une croissance économique négative. Plus précisément, on prévoit que la chute des prix de l'aluminium, du tabac, du sucre, du thé, de la noix de cajou et des gambas affectera le volume des exportations, ce qui diminuera certaines activités favorisant la croissance économique et réduira le niveau de promotion du tourisme international.

Inégalité croissante

D'après les données officielles, entre 2000 et 2007 le pays a enregistré une moyenne de croissance annuelle du PIB dépassant 8,5 %. Cette croissance a connu une stagnation en 2008, année où elle a atteint 6,2 % et, pour l'an 2009, on prévoit une croissance proche de 4 %. Cependant, du point de vue du niveau de développement humain et du processus d'amélioration de la qualité de vie de ses citoyens, l'évolution du pays est encore truffée de contradictions. Le PIB évolue positivement (mesuré en pourcentage), alors que le coût de la vie augmente progressivement ; par conséquent, les revenus réels des citoyens diminuent et les inégalités sociales deviennent de plus en plus visibles. Le rapport du PNUD situe le Mozambique au 172^{ème} rang sur une



liste de 177 pays classés suivant leur niveau de développement humain².

Concernant les Objectifs du Millénaire, les Nations Unies reconnaissent les progrès ayant été atteints dans différents secteurs, à savoir la pauvreté, la mortalité infantile et la santé maternelle. Cependant, malgré la réduction du taux de pauvreté (presque 4 % entre 2000 et 2007), plus de la moitié de la population demeure pauvre. D'autre part, il existe des disparités entre les régions nord, centre et sud du pays. Au sud, où se trouve la capitale, Maputo, la pauvreté augmente lorsqu'on s'éloigne de cette grande ville vers le nord ; il en est de même quand on s'éloigne de la ville vers la campagne. Le recensement de la population de 2007 montre que 70 % de la population mozambicaine habite à la campagne et que plus de 50 % appartient aux régions centre et nord du pays³. Dans les principales villes du pays, de nombreuses familles et groupes de jeunes vivent à ciel ouvert, dans les espaces publics, dans les rues, dans des maisons en ruines et des décharges. Le taux de chômage atteint entre 30 % et 35 % de la population économiquement active. Une organisation juvénile affirme que le nombre de travailleuses sexuelles entre 14 et 25 ans s'est accru depuis les cinq dernières années.

En février 2008, l'augmentation radicale du coût de la vie a entraîné une révolte populaire dont le rôle principal appartient aux femmes et aux enfants d'âge scolaire à Maputo. Plus tard, ce conflit s'est répandu à la province de Gaza et à la ville de Manica, où les principaux services publics ont été paralysés pendant

deux jours. L'État, en réduisant le prix des carburants et les subventions aux entreprises de transport, a réussi à éviter des conséquences graves.

Sans transparence

Le Mozambique se prépare pour les quatrième élections multipartistes et le gouvernement, élu en 2004, vise à la réélection d'Armando Guebuza. En 2004, Guebuza a utilisé le combat contre la pauvreté comme cheval de bataille ; il l'a associé à la critique de la permissivité et du désintérêt, considérés comme la cause de bien d'autres maux, tels que la corruption, le manque de transparence dans l'administration publique et le mauvais fonctionnement des services publics. Dans ses discours, il a affirmé que les causes de la pauvreté se sont installées parce que la population manque d'esprit d'entreprise et ne fait aucun effort. Il a même blâmé le colonialisme responsable d'avoir installé dans les mentalités un complexe d'infériorité qui provoque, à l'heure actuelle, des difficultés pour atteindre l'auto libération car la clé pour y parvenir est justement l'augmentation de l'estime de soi.

Le discours qui met l'accent sur l'estime de soi et sur l'esprit entrepreneur se répand et toute la classe dirigeante y revient. Pendant ce temps, les services publics tels que le transport sécurisé et de qualité, l'éducation, les services efficaces de santé et la sécurité publique, entre autres, sont toujours rares et inaccessibles pour la plupart des habitants.

L'enrichissement débridé des individus proches du pouvoir, ou du parti au pouvoir, préoccupe toujours les citoyens et le corps diplomatique accrédité auprès du pays. Une minorité privilégiée détient un niveau de richesse important, face à une majorité exclue et accablée par la pauvreté. Les organisations de lutte contre la corruption, comme le Centre d'In-

1 Équipe Technique : Salvador Nkamate – Ligue des Droits de l'Homme, Karina Cabral – Groupe Mozambicain de la Dette, Jorge Cuinhane – AWEPA, Naldo Chivite – MONASO.

2 UNDP. "Human Development Indices: A Statistical Update 2008." New York: United Nations Development Programme. Disponible sur : <hdr.undp.org/en/statistics/data/hdi2008/>.

3 Voir : <www.ine.gov.mz>.

tégrité Publique, mettent l'accent sur l'importance de compter sur une loi capable de contrôler les conflits d'intérêts, du fait que la plupart des entrepreneurs nationaux vont de pair avec avec l'élite politique. Un exemple remarquable est celui du président de la République qui possède des actions dans un grand nombre d'entreprises installées au Mozambique⁴.

Agriculture et faim

Plus de la moitié de la population survit grâce à l'agriculture de subsistance. Cependant, les investissements dans ce secteur ont été faibles. L'agriculture reçoit entre 3 % et 4 % par an du Budget Général de l'État, un chiffre trois ou quatre fois inférieur à l'argent destiné aux services de sécurité. Dans ce sens, le pays a encouragé la production de jatropha, une plante vénéneuse, matière première pour la production de biocombustibles, ayant pour conséquence que plusieurs secteurs de la population ont laissé de côté la production agricole pour se consacrer à la culture de cette plante. La population de Mogincual représente un exemple concret : elle a connu la famine en 2008 à cause de la baisse de productivité agricole et de la priorité donnée à la production de jatropha, dont le marché n'a pas encore été développé dans le pays⁵. Les terres choisies pour la culture du jatropha, notamment dans les provinces de Gaza, Manica, Solafa, Tete et Nampula sont très fertiles ce qui pourrait réduire, dans les années qui viennent, la production pour la consommation familiale et, par conséquent, intensifier le problème de la famine. De plus, des entreprises spécialisées se sont consacrées à d'autres types de cultures destinées à l'exportation comme, par exemple, la canne à sucre.

Défis en éducation et en santé

D'après l'UNICEF, plus d'un million d'enfants sont exclus du système éducatif et un enseignant du Mozambique a sous sa responsabilité une moyenne de 74 élèves⁶. Pour améliorer l'éducation il serait nécessaire d'abolir les frais d'inscription et, en même temps, d'augmenter les investissements en éducation et en matériel scolaire ainsi que le nombre de professeurs ; l'accès des jeunes à l'éducation devrait être élargi. Le rapport de l'UNICEF signale que les progrès significatifs en matière d'expansion de l'enseignement n'ont pas été accompagnés d'une augmentation des investissements dans le secteur. Il est bien connu que près de la moitié des enseignants primaires n'a pas reçu de formation professionnelle formelle.

Les services nationaux de santé n'atteignent que 30 % de la population. Plus de 65 % des enfants ont un déficit en vitamine A⁷. En 2008 le G-19 a injecté dans le budget général 308 millions d'euros environ,

et a même conseillé le Mozambique de renforcer la sécurité sociale, l'accès à la justice et la lutte contre la malaria (la maladie la plus meurtrière du pays), le choléra, et le VIH/SIDA. Les programmes pour prévenir et combattre les maladies sont tout à fait insuffisants et sont concentrés dans les principales zones urbaines, au détriment des régions rurales⁸. Il existe encore d'autres problèmes dans le secteur de la santé tels que le manque de ressources humaines qualifiées pour la formation et le besoin de plus de ressources techniques et financières.

La situation du VIH/SIDA est très grave. La contagion a été estimée à 500 personnes par jour⁹ et, actuellement, elle atteint 16,2 % de la population. Les Nations Unies affirment que le taux d'incidence est 1,7 fois plus élevé chez les femmes¹⁰. Certaines estimations indiquent que le VIH/SIDA réduira la croissance économique per capita du pays entre 0,1 et 0,3 % chaque année. On prévoit que l'espérance de vie va chuter de 37,1 ans en 2006, à 35,9 ans en 2010¹¹.

Autres défis

Les pays du G-19 ont demandé au gouvernement de renforcer sa capacité pour garantir la sécurité sociale et d'améliorer l'accès à la justice. Ils ont également manifesté leur préoccupation du fait de l'excès de bureaucratie, du manque d'énergie pour combattre la pauvreté en général et des progrès insuffisants dans le domaine de la lutte contre la corruption ayant été identifiée comme la cause de tous les maux qui freinent le développement du Mozambique.

Pour attaquer l'inégalité de la distribution des revenus, le Gouvernement a créé un fonds connu comme « Sept millions de metales » (environ 264.000 d'USD), afin de stimuler les districts ruraux, à travers la formation, pour que la population, organisée en associations, puisse entreprendre des initiatives locales de génération de revenus. Cependant, l'initiative du fonds local a été très critiquée pour avoir été lancée sans objectifs clairs ni modalité d'administration prédéfinie. Les administrations de district ayant été mises en fonction ne possèdent pas les compétences nécessaires à la gestion bancaire ou pour gérer les institutions de micro finances.

De plus, les travailleurs de ces districts ruraux se trouvent parmi les moins qualifiés du pays. Les rapports publiés jusqu'à maintenant indiquent que, outre les associations fantômes créées pour recevoir l'argent, plus de la moitié des débiteurs ne sont plus susceptibles d'être localisés et il n'y a pas de garanties de remboursement des prêts. Certains critiques affirment que le fonds a été créé pour assurer au Frelimo, parti au pouvoir depuis 1975, une plus grande visibilité et plus de présence dans les districts et dans les zones rurales.

Le programme, démarré en 2007, n'atteint toujours pas de résultats dans la pratique ; les fonds

sont administrés de manière subjective, il existe une utilisation politique de l'initiative favorisant notamment les associations de personnes affiliées au parti au pouvoir, le Frelimo.

Le Gouvernement a approuvé une politique salariale de moyen terme dans le but de séduire et de retenir le personnel qualifié, notamment dans les districts ruraux. Mais dans la pratique, les techniciens plus qualifiés préfèrent travailler dans le secteur privé qui leur permet d'accéder à de meilleurs salaires et à de meilleures conditions de travail.

À partir de novembre 2008, le Mozambique a été réorganisé en 43 conseils municipaux (contre 33 auparavant). L'initiative de continuer avec la décentralisation des fonds sectoriels et des compétences concernant leur gestion, est encore en vigueur. Les districts sont considérés comme des pôles de développement ayant commencé le processus de décentralisation de fonds. Il a cependant été vérifié qu'une grande partie du budget est encore administrée au niveau central et/ou provincial. Ces ressources doivent subir une décentralisation similaire à celle de l'administration. Pour ce faire, il faut former les gens et développer les infrastructures, dont l'électricité, le réseau téléphonique et les institutions bancaires.

De cette manière, le défi de décentraliser les ressources ainsi que les compétences, revient à créer des capacités en matière de ressources humaines.

Conclusions

Bien que le Gouvernement ait réussi à soutenir une politique appréciée à l'étranger, au niveau interne, il n'arrive pas à maintenir un dialogue constant, inclusif et participatif avec les citoyens ; de ce fait, il est presque impossible d'obtenir des progrès vis-à-vis du développement humain à court et à moyen terme. Les faiblesses du système judiciaire ainsi que la discrimination en fonction des préférences politiques, représentent de grands obstacles pour le développement. Le défi est toujours là : la démocratie doit être renforcée et l'administration publique doit devenir plus juste et transparente. ■

4 Voir : <bcv.gov.br/bitstream/123456789/1644/1/Corrup%C3%A7%C3%A3o+no%CC%82Mozambique.pdf>.

5 Voir : <macua.blogs.com/mozambique_para_todos/2009/02/atraso-na-assist%C3%A2ncia-alimentar-trag%C3%A9dia-espreita-mogincual.html>.

6 Voir : <www.unicef.org/mozambique/media_2877.html>.

7 Voir : Rafael Machava, "A situaçao da pobreza en Moçambique: diferenciaçoes regionais e principais desafios", sur : <www.cecemca.rc.unesp.br/ojs/index.php/estgeo/article/view/542>.

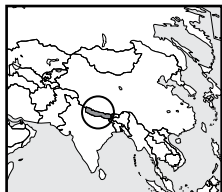
8 *Ibid.*

9 Institut Nacional des Statistiques. "Contendo dados do HIV/ SIDA.". CD-Rom. 2004.

10 Voir : <www.unaids.org/en/CountryResponses/Countries/mozambique.asp>.

11 Voir : <www.unicef.org/mozambique/overview.html>.

Crises, défis et perspectives



Les experts affirment que le Népal sera affecté par les répercussions de la crise financière mondiale sur plusieurs fronts. D'autres crises, liées à l'environnement, à l'alimentation, à l'énergie, aux finances et à la politique frappent la société depuis un long moment déjà. Il devient impérieux d'examiner cette réalité d'un point de vue de genre, et d'analyser quelle fonction la société civile pourrait avoir dans la promotion des initiatives et des plans pour soulager la situation des populations vulnérables touchées par la contraction économique.

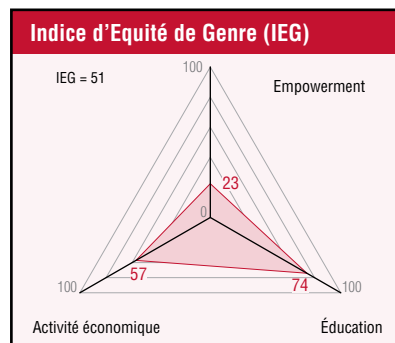
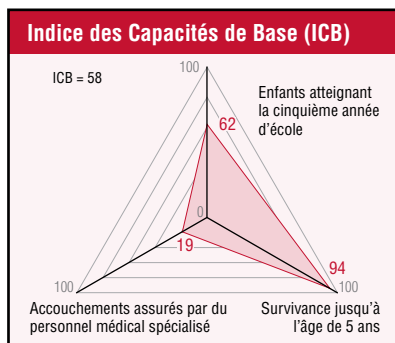
Rural Reconstruction Nepal (RRN)

Neeraj N. Joshi
Sarba Raj Khadka

Le Népal, qui se trouve au 145^{ème} rang sur les 179 pays classés par l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2008, souffre de nombreuses crises superposées (alimentaire, énergétique, climatique et politique), ainsi que de constants troubles civils, même s'ils sont, dans l'actualité, sporadiques¹. Jusqu'à ce jour, des conséquences significatives de la crise financière mondiale n'ont pas été enregistrées ; toutefois, les experts signalent que le pays est probablement touché de différentes manières.

Les envois de fonds, par exemple, qui représentent actuellement 19 % du PIB, ont constitué une vraie aubaine pour l'économie durant la dernière décennie². Les envois de fonds sont la raison principale pour laquelle la balance des paiements continue à être excédentaire, malgré un déficit commercial énorme. En outre, ils ont aidé à réduire la pauvreté de 42 % en 1995-96 à 31 % en 2003-04. Plus de 1,2 million de personnes travaillent en dehors du Népal³. La décélération dans le secteur de la construction et dans les secteurs des services au Moyen-Orient (qui constitue une grande source d'envois de fonds), ainsi que dans des pays comme la Corée du Sud, la Malaisie et le Japon, réduira la demande de main d'œuvre népalaise au delà des frontières nationales. Étant donné que plus de 34 % des foyers reçoivent des envois de fonds, ce qui représente une hausse de 80 % par rapport à 1994-95, la diminution de ceux-ci pourrait nuire aux progrès réalisés en faveur de la réduction de la pauvreté et pourrait, en principe, réduire la demande domestique, puisque les ménages, qui voient leurs revenus diminuer, hésiteront avant de réaliser des dépenses. L'excédent de la balance de paiements chutera, dès lors, très certainement.

La décélération mondiale et la récession des économies développées affecteront également les



exportations, l'investissement étranger et l'Aide Publique au Développement (APD), mais aussi les services, qui ont représenté 50,9 % du PIB en 2007. Quant au commerce, près de 80 % des articles d'habillement népalais sont exportés aux États-Unis. L'Allemagne, en revanche, constitue le marché le plus important pour ses tapis. La lente récupération financière de ces pays aura probablement un impact négatif sur la vente des exportations du pays⁴. La Confédération des Industries Népalaises a estimé récemment les pertes du secteur manufacturier à un peu plus de 256 millions de dollars américains⁵. La chute libre de la demande dans l'industrie textile et du vêtement, en soi déjà très affectée, conjointement à la diminution constante des prix internationaux des matières premières de base, pourraient faire que la perte totale soit beaucoup plus importante.

La crise aura également un impact considérable sur le secteur touristique. L'Europe représente 25,7 % du total des touristes visitant le pays et les États-Unis 5,9 %. Au fur et à mesure que la crise financière s'aggrave dans les pays Occidentaux, les touristes potentiels reporteront ou annuleront probablement leurs voyages. L'Association des Hôtels du Népal, en collaboration avec le Gouvernement, souhaite lancer des packages afin d'attirer près d'un million de touristes en 2010 ; toutefois, si la décélération économique mondiale se prolonge, ce rêve pourrait devenir irréalisable⁶.

Les réserves de devises de la Banque Centrale subiront également une pression à la baisse. L'institution devra tenter de contrôler le taux d'inflation, actuellement supérieur à 13 %, en augmentant les taux d'intérêt. Le système bancaire pourrait aussi avoir des problèmes si le vigoureux marché immobilier se contracte⁷. En même temps, le secteur de l'aide au développement ne sera pas non plus débarrassé de la crise. Les ONG du Népal reçoivent des fonds de la part de donateurs patronaux, de gouvernements et de grandes fondations de l'Occident. La réduction de ces fonds obligera ces organisations à interrompre leurs initiatives en matière de développement. Ceci aura un impact négatif en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté et les autres problèmes liés au développement⁸.

La crise environnementale

Le réchauffement global, résultat du changement climatique, auquel le Népal ne contribue que très faiblement, menace aussi de faire fondre les neiges et les glaciers de l'Himalaya, ce qui rendrait le milieu glaciaire hostile à la vie humaine. Une analyse récente du Département d'Hydrologie et de Météorologie montre que le pays fait face à une augmentation annuelle moyenne de la température de 0,06 °C. Le réchauffement soutenu a affecté l'écologie de l'Himalaya, y compris les patrons d'enneigement et de fonte des glaces. Le recul des glaciers et en conséquence l'augmentation considérable de la taille et du volume des lacs glaciaires, favorise les crues

1 La fin de la rébellion dirigée par le Parti Communiste du Népal (Maoïste) en novembre 2006 et qui a été suivie par l'instauration d'un nouveau gouvernement en mai 2008, n'a pas abouti à l'arrêt total de la violence.

2 Sapkota, C. "Impact of Global Financial Crisis on the Nepali Economy." *Republika*, 2 décembre 2008. Disponible sur : <www.myrepublica.com/portal/index.php?action=news_details&news_id=99>.

3 Parajuli, K. "Nepal Fears Global Financial Crisis, Looks to China." Disponible sur : <www.asianews.it/index.php?l=en&art=13574&size=A>.

4 Pyakuryal, B. (2008). "A Matter of Life and Debt". Disponible sur : <www.kantipuronline.com/columns.php?&id=165540>.

5 "Impact of Global Financial Crisis on the Nepali Economy."

6 Singh, M. "Global Financial Crisis: Its Impact." *The Rising Nepal*, 2008.

7 Adhikari, S. (2009). "Global Economic Crisis and Nepal." *The Rising Nepal*, 2009

8 Sapkota, C. "Constraints to Industrial Sector Growth in Nepal." Disponible sur : <www.sapkotac.blogspot.com/2009/01/constraints-to-industrial-sector-growth.html>.

soudaines des lacs glaciaires (phénomène appelé GLOF, sigle anglais pour Glacial Lake Outburst Flooding). Il existe au moins vingt lacs à risque dans la région montagneuse, et l'on craint de plus en plus qu'un séisme ou des précipitations excessives provoquent un GLOF qui entraînerait sur son passage des habitations et détruirait les infrastructures se situant le long des bassins fluviaux : des centrales hydro-électriques, des routes et des ponts⁹. Cela est d'autant plus inquiétant que la fonte des glaciers de l'Himalaya pourrait avoir un impact énorme sur les ressources hydriques et les systèmes écologiques fluviaux de toute l'Asie du Sud¹⁰.

La fréquence des précipitations a également changé radicalement durant les dernières années. Il est devenu difficile de pronostiquer l'arrivée et la durée des pluies de la mousson et de ce fait, le rendement des cultures décroît de plus en plus. En 2006, les agriculteurs ont dû replanter leurs rizières car les pluies avaient soudainement cessé. Par ailleurs, le deuxième ensemencement avait été mauvais car de fortes pluies se sont abattues pendant la récolte, endommageant les cultures. Les inondations de la mousson de 2008 qui sont aussi imputables au réchauffement global, les inondations ayant été provoquées par la fonte des neiges des sommets montagneux, ont obligé plus de 180.000 personnes à se déplacer.

La crise énergétique

Après le Brésil, le Népal est le second pays le plus riche au monde en terme de ressources d'eau douce. Il possède un potentiel de production de 82.000 mégawatts d'hydro-électricité, et la production de la moitié de ce volume est techniquement viable. Cependant, on n'en exploite aujourd'hui qu'1 % environ alors qu'en 2008 et 2009 le pays a traversé la pire des pénuries électriques depuis longtemps. Il existe un déséquilibre chronique entre la consommation d'énergie et la fourniture de ressources énergétiques. Chaque année, la demande d'électricité augmente de 10 %, tandis que la production reste constante. Le décalage entre l'offre et la demande a obligé le gouvernement à déclarer une crise nationale d'énergie en décembre 2008. C'est à ce moment-là que les Autorités de l'Électricité du Népal ont imposé des coupures de 12 heures quotidiennes de la distribution électrique. Avec l'arrivée de la saison sèche, début 2009, les coupures ont duré jusqu'à 16 heures par jour. Par conséquent, la productivité du secteur industriel a chuté de près de 50 %. La pénurie d'énergie a provoqué la fermeture de plusieurs petites et moyennes entreprises (PME). Ces

PME, qui produisent non seulement des produits finis et créent des emplois, fournissent également des produits intermédiaires aux entreprises plus importantes. Le manque d'énergie a aussi nui sérieusement à d'autres types d'entreprises : il a provoqué la fermeture de plusieurs usines de transformation du jute, de stations de radio FM, de cybercafés, d'usines de papier, d'hôtels et de centres touristiques.

D'un autre côté, les gens utilisent toujours plus de diesel, dont la fourniture est irrégulière, puisqu'il est importé¹¹.

Finalement, les forêts des zones rurales ont également subi une pression étant donné le manque de sources alternatives d'énergie.

La crise alimentaire

Le Népal se trouve sur la liste des 16 pays en danger de famine souffrant de graves problèmes liés à l'insécurité alimentaire¹². Des années de conflit ont empêché de réaliser des investissements dans l'agriculture, alors qu'environ 69 % de la population en dépend complètement. Il s'agit en grande partie d'agriculteurs de subsistance possédant de petites parcelles de terre.

La « révolution verte » n'a pas produit de résultats substantiels chez les paysans et la chute de la productivité a mis un terme à l'autosuffisance alimentaire qui avait caractérisé le pays précédemment. Le Programme Alimentaire Mondial fournit actuellement une aide alimentaire à 2,7 millions de personnes. La situation s'est beaucoup aggravée en 2008, non seulement à cause de la hausse des prix mais aussi parce que l'Inde a décidé de suspendre ses exportations de riz dont le Népal est dépendant. Les conflits armés et les fréquentes catastrophes naturelles sont venues s'ajouter au problème. L'Unicef signale que 60 % de la mortalité infantile¹³ est due à la malnutrition, et le Programme Alimentaire Mondial évalue que 41 % de la population est sous-alimentée¹⁴.

La dépendance généralisée de l'agriculture de subsistance est la cause sous-jacente de plusieurs problèmes de dégradation environnementale, en particulier de l'épuisement des ressources forestières, ce qui à son tour produit une décroissance de la biodiversité et une désertification. Les stratégies de survie, les connaissances de la population pauvre et les options de moyens de vie durables doivent être liées.

11 Hassan, M. "Nepal Heading Towards a Dark Future: Needs More Electricity." Disponible sur : <www.southasiabiz.com/2008/02/nepal_heading_towards_a_dark_f.html>.

12 Shamsuddoha, M. et al. "Revamping Policies for Attaining Food Security in the LDCs." Ginebra: INSouth Centre. Disponible sur : <www.insouth.org/>.

13 Voir : <www.unicef.org/infobycountry/nepal_nepal_background.html>.

14 Voir : <www.wfp.org/countries/nepal>.

La crise politique et sociale

Le Gouvernement de coalition fait face à plusieurs défis. Il doit établir une paix durable, institutionnaliser la démocratie par la rédaction d'une Constitution pour la République Fédérale Démocratique du Népal, et installer un système fédéral de gouvernement qui soit acceptable pour la majorité, bien qu'il ne le soit pas pour tous les secteurs de la société. Toutefois, des retards en ce sens ont donné lieu à de nombreux problèmes. Plusieurs groupes armés se sont constitués dans différentes zones du pays et de nouveaux groupes continuent à surgir. Les kidnappings, extorsions, décès, pillages, vols, grèves et conflits quotidiens provoqué par ceux-ci, déstabilisent de plus en plus le pays et constituent une grande menace pour la démocratie récente.

Les répercussions de la crise sur le genre et sur la fonction de la société civile

Les différentes crises affecteront aussi bien les moyens de survie des femmes que ceux des hommes. Les changements climatiques rendent de moins en moins prévisibles et de plus en plus faibles les ressources d'aliments traditionnelles. Les femmes sont très dépendantes des ressources naturelles. Elles constituent souvent leur seule source d'aliments et de revenus, alors que ces ressources sont menacées par le changement climatique susceptible de provoquer la perte des récoltes. En cas d'inondations, les rues et les maisons souffrent des dommages et ce sont les femmes qui veillent le plus sur les personnes qui proviennent des zones inondées. D'un autre côté, l'aggravation de la pénurie de l'eau affecte surtout les femmes encore une fois, puisqu'elles sont, traditionnellement, les responsables de la récolte de l'eau au sein de leurs communautés.

Des grands pans de population continuent à être exposés aux conflits civils, ce qui limite l'accès aux aliments et aux services sociaux et économiques. Cette situation crée beaucoup de souffrance, spécialement chez les femmes, dont les droits à la propriété ne sont pas garantis et qui se trouvent face à une situation inégalitaire en ce qui concerne l'accès aux ressources et au travail.

Les organisations de la société civile qui travaillent au niveau national et international ont une fonction importante à remplir en diffusant à travers l'activisme, le lobbying et les campagnes, le message des conséquences des crises sur le genre. Elles peuvent plaider, en particulier, pour l'intégration de la perspective de genre dans les programmes publics de développement, et dans la négociation de stratégies d'adaptation et d'atténuation afin de réduire la vulnérabilité des femmes et des hommes népalais. ■

9 ICIMOD. "The Melting Himalayas: Regional Challenges and Local Impacts of Climate Change on Mountain Ecosystems and Livelihoods." Texte technique. Katmandu : Centre International pour le Développement Intégré des Montagnes (ICIMOD). 2007.

10 *Ibid.*

Un changement de direction est nécessaire



La chute des exportations et des envois de fonds qui se fait ressentir de nos jours, provoquera probablement, la croissance du chômage et la paupérisation des Nicaraguayens. Dans le court terme et pour limiter les impacts de la crise, le Gouvernement devra augmenter les dépenses vers le secteur public pour relancer ainsi l'activité économique et l'emploi. Quoiqu'il en soit, ces mesures ne s'attaqueront pas au nœud du problème. Un changement de direction devra s'imposer pour remettre en question l'actuel modèle de croissance, pour sortir l'agriculture de sa léthargie et pour effectuer des efforts conséquents en faveur de la revalorisation du capital humain.

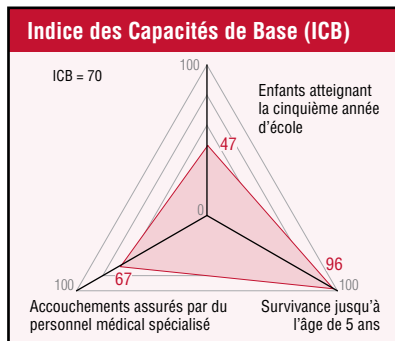
Comisión Económica de la Coordinadora Civil
Dr. Adolfo Acevedo

L'actuelle crise économique internationale n'est pas seulement la plus grave et la plus profonde depuis la Seconde Guerre Mondiale, elle est aussi la mieux synchronisée, car bien qu'elle soit née dans les pays développés, elle affecte de manière simultanée l'économie de chaque région du monde. Pour la première fois en 60 ans, l'économie mondiale verra sa croissance décroître en 2009. Tandis que le Fonds Monétaire International (FMI) annonce une croissance négative (-1,3%), l'OCDE indique que le commerce mondial se contractera de 13,2%. On s'attend à ce que cette crise produise une perte de 50 millions d'emplois¹ et 200 millions de personnes pourraient basculer dans la pauvreté. D'autre part, la Banque Mondiale a annoncé que, suite à ces impacts, plus de 400.000 enfants pourraient mourir pour des causes qui sont évitables².

En ce qui concerne le Nicaragua, la crise affectera probablement, dans le court terme, la croissance de deux rubriques fondamentales pour l'économie du pays, les exportations et les envois de fonds familiaux, ce qui pourrait provoquer une augmentation du chômage (rien que dans les Zones Franches, de janvier 2008 à mars 2009, la perte nette d'emplois se situait déjà à 20.000).

L'impact de la crise économique internationale se reflétera, probablement, dans le ralentissement de la demande globale, ce qui déterminera une forte diminution du rythme de croissance de la production et de l'emploi, avec le risque inhérent d'une entrée en récession. Les différentes projections qui ont été effectuées sur l'économie montrent qu'à différentes échelles, les principales composantes de la demande globale se décolleront de manière ostensible en 2009.

La réduction de l'exportation de biens et de services, du flux des envois de fonds familiaux, du crédit interne et externe, ainsi que des problèmes de liquidité et une incertitude grandissante, se traduiront probablement par de fortes pressions récessives qui affecteront, de manière différente, plusieurs secteurs de l'économie. Le ralentissement du rythme de croissance de la demande globale se reflétera



probablement dans un taux de croissance du PIB qui, dans le meilleur des cas, pourra atteindre 0,5%, avec une forte probabilité de chuter à -1%.

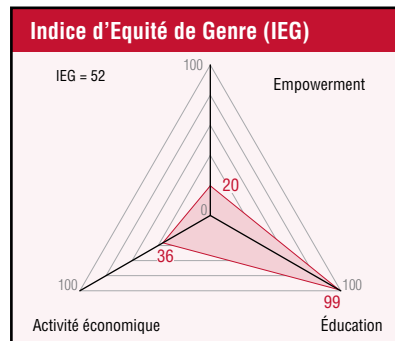
La chute des exportations et des envois de fonds

La production de biens et de services pour l'exportation a été le moteur fondamental de la croissance économique du Nicaragua, tandis que la production de biens et de services pour le marché interne n'a presque pas augmenté durant la dernière décennie et demie. En même temps, le Nicaragua est fortement dépendant pour l'écoulement de ses exportations – qui représentaient 26,7% du PIB en 2008 – du marché des États-Unis, qui a été très frappé par la crise. En raison de cela, les exportations ont enregistré une récession de presque 19% en mars 2009³.

Les envois de fonds familiaux, pour leur part, qui ont représentés en 2008 la somme de 807 millions de dollars américains – presque 13% du PIB –, avaient déjà chuté de 4% en mai 2009⁴. Quatre familles nicaraguayennes sur dix, reçoivent des envois de fonds, 60% desquels proviennent des États-Unis. Les envois de fonds représentent un filet social essentiel pour l'économie nicaraguayenne, puisqu'on estime qu'en leur absence, le taux de pauvreté augmenterait de 4 points de pourcentage.

Chômage et pauvreté

La Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) a observé une augmenta-



tion du taux de chômage de 7,5% en 2008 à 7,8% et 8,1% en 2009, outre l'accroissement du travail informel. Cette augmentation va signifier qu'1.8 millions de personnes viendront s'ajouter aux 1.6 millions de Nicaraguayens déjà au chômage.

Ceci pourrait se refléter par la dégradation de la quantité et de la qualité de l'emploi. La perte d'emploi formel aura pour conséquence la perte des bénéfices de la sécurité sociale, tant du bénéficiaire principal que des bénéficiaires à charge de celui-ci.

Il est difficile pour les personnes qui ont perdu leur emploi dans le secteur formel d'en retrouver un dans le même secteur, puisqu'il se réduit fortement. Étant donné que les personnes en situation de pauvreté ne peuvent pas se permettre de rester au chômage, il est probable que cette situation mène vers l'augmentation de l'emploi et du sous-emploi dans le secteur informel. Ce secteur, auquel ont recours les chômeurs et la plupart des jeunes actifs, va se saturer, ce qui engendrera une détérioration du revenu par tête. Les niveaux de pauvreté et d'indigence qui sont déjà excessivement élevés, augmenteront davantage et la décomposition du tissu social va s'aggraver.

La distribution des revenus dans le pays, est très inégalitaire (0,56 du coefficient Gini), la population des couches les plus précaires est celle qui profite le moins des phases de croissance de l'économie, en revanche elle est la plus touchée lors de chocs défavorables. Les plus pauvres n'ont ni épargnes ni actifs auxquels recourir pour amortir les impacts et faire face aux périodes difficiles, de sorte que les effets des crises peuvent vite les faire glisser sous le seuil de pauvreté extrême ou dans l'indigence.

Il est probable que, face à la croissance du chômage, des nouveaux moyens de génération de revenus, à petite échelle ou à échelle familiale et dans le secteur informel, émergeront comme stratégie de survie des

1 Voir : OIT. *Tendencias mundiales del empleo, 2009*. Disponible sur : <www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/—dgreports/—dcomm/documents/publication/wcms_103599.pdf>.

2 Voir : <www.gara.net/paperezkoa/20090322/128371/es/El-BM-compara-profundidad-crisis-actual-Gran-Depresion>.

3 Voir : <impreso.elnuevodiario.com.ni/2008/10/14/economia/87227>.

4 Voir : <www.remasdesdesarrollo.org/estadisticas/remesas-familiares-hacia-nicaragua-siguen-cayendo-por-recesion-economica>.

foyers. Il est possible également qu'il y ait une augmentation de la recherche d'emploi pour son propre compte. De telles stratégies pourraient avoir des effets significatifs sur l'augmentation du travail non rémunéré au sein des familles, avec une retombée du fardeau sur les femmes et les enfants. En même temps, la saturation de ce type d'emplois tendrait à réduire encore plus les revenus par tête et par foyers qui en dépendent, car les niveaux de pauvreté associés à ce type d'emplois sont déjà très importants.

D'autre part, la hausse des prix des aliments observée en 2007 et 2008 a eu un sévère impact sur les plus pauvres, leur accès aux aliments a été fortement réduit et ceci a contribué à aggraver leur situation. En décembre 2007 l'indice de prix des aliments avait augmenté de 24,9 % par rapport à décembre 2006, tandis qu'en décembre 2008 il avait encore augmenté de 22,5 % en plus.

Cette restriction dans l'accès aux aliments ne concernerait pas uniquement les catégories urbaines défavorisées qui, selon L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), constituent 93,8 % des acheteurs nets d'aliments, mais elle concerne également les catégories les plus défavorisées en milieu rural, dont 73 % seraient aussi des acheteurs nets d'aliments. La dégradation de la situation économique des foyers pourrait compliquer davantage l'accès aux aliments et pourrait aggraver la situation de faim dans un pays où 22 % de la population souffre de sous-nutrition.

Les femmes sont les plus touchées

Les femmes constituent un groupe de la population spécialement vulnérable face aux effets de la crise. Selon l'Institut National d'Information du Développement (INIDE), 71 % des femmes qui vivent dans les zones rurales en âge de travailler, et 58 % de celles qui vivent dans les agglomérations, ne s'incorporent pas au marché du travail et, par conséquent, n'ont pas de sources de revenus propres. La diminution des revenus familiaux pourrait se traduire par une surcharge du travail féminin au sein des foyers, dans le but de produire les biens qui ne pourront plus être acquis sur le marché.

D'autre part, 86,5 % des Nicaraguayennes travaillent dans les secteurs liés aux services (35,8 %), au commerce (32,3 %) et à l'industrie manufacturière (18,4 %). Ce sont les secteurs qui pourraient être les plus touchés par le chômage ou par la précarisation de l'emploi à conséquence de la crise. De fait, les femmes ont été les plus touchées par la perte d'emplois dans les zones franches.

Les mesures pour contenir les effets de la crise

Limiter les effets de la crise économique internationale signifierait principalement d'atténuer la décélération de la demande globale ou des frais orientés vers l'acquisition de biens et de services domestiques. L'instrument auquel ont recours le plus fréquemment les gouvernements

pour faire face aux pressions récessives est la mise en œuvre d'une politique monétaire et de crédit expansive, pour relancer la consommation et l'investissement et atténuer les problèmes de liquidité, ce qui signifie que la Banque Centrale pourrait : 1) réduire le coefficient de réserve légale, 2) acquérir à nouveau les lettres de change placées à travers des opérations à marché ouvert, ou 3) réduire le taux de remise qu'elle applique aux lignes de crédit qu'elle accorde au système financier.

Dans tous les cas, il sera indispensable de disposer de lignes de crédit pour soutenir les banques qui pourraient, éventuellement, éprouver des problèmes de liquidité – dû, par exemple, au retrait de leurs sources de financement externe – ou bien pour qu'elles puissent soutenir les entreprises qui ont des problèmes de liquidité. Dans un cas extrême, il faudra être en mesure de recapitaliser les banques qui pourraient avoir des problèmes de solvabilité. Ceci ne signifie pas que le secteur financier sera traité de manière privilégiée, mais le fait qu'il soit instable pourrait avoir des répercussions extrêmement graves sur l'économie réelle (l'actuelle crise mondiale a commencé par une « simple crise » du secteur financier).

Jusqu'à présent, la mesure la plus importante entreprise par le Gouvernement a été d'obtenir une ligne de crédit de la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCIE), qui sera utilisée dans l'éventualité où des banques éprouveraient des difficultés financières.

Toutefois, il est difficile que les banques développent des opérations offensives de crédit face aux perspectives précaires et incertaines des différents secteurs de l'économie. Le crédit bancaire tend à être pro-cyclique, c'est-à-dire, qu'il se restreint lorsque les circonstances économiques se détériorent, les détériorant davantage.

Pour contrecarrer la contraction de la demande globale, résultat de la diminution de la consommation privée et de l'investissement, il serait logique d'accroître les dépenses publiques. Celles-ci représentent, tout comme les frais privés, une partie de la demande globale, capables de relancer l'activité économique et l'emploi. Au contraire, si au lieu d'augmenter les dépenses publiques celles-ci diminuent, la récession va s'aggraver ; c'est-à-dire que la réduction des dépenses publiques sera pro-cyclique.

La meilleure option pour résister à une telle décélération de la demande globale serait de proposer un plan d'investissements publics qui permette de compenser la chute de la croissance des autres composantes de cette demande. C'est le schéma privilégié partout dans le monde.

Un programme offensif d'investissements publics en infrastructure de base, de mise en place rapide, tel que – la réparation et l'entretien de chemins et l'amélioration du réseau relatif à la voirie, l'expansion et l'amélioration du réseau de distribution d'eau potable et d'assainissement, l'expansion du réseau de distribution d'énergie, le maintien, la réparation et la construction de

nouvelles salles de classe, de logements, etc. –, ainsi qu'un programme pour améliorer la productivité des petites et moyennes unités économiques, urbaines et rurales, présenteraient plusieurs avantages. Non seulement ils contribueraient à contrecarrer ou du moins à atténuer l'impact de la crise, mais ils permettraient aussi de créer des actifs et des capacités qui contribueraient au futur développement du pays. De tels investissements constituent une des conditions préalables et les éléments fondamentaux du processus de développement.

Il s'avérera essentiel, en outre, de protéger par tous les moyens possibles les dépenses essentielles à l'investissement en capital humain, notamment les frais liés à l'éducation, à la santé, à l'accès aux médicaments essentiels et à la nutrition. Il faudra également accroître les dépenses en protection sociale, car elle constitue l'amortisseur des effets les plus graves de la pauvreté dans un contexte de fluctuations non désirées de l'économie.

Les mesures à long terme

Toutefois, il ne suffit pas de faire face à l'impact de la crise seulement à court terme. Il est indispensable d'amorcer le changement de direction du pays. Il faut dépasser, de manière ferme, les conditions qui produisent le retard et qui marginalise l'agriculture⁵ et les zones rurales. Il faut remettre en question l'actuel modèle de croissance et il faut effectuer un effort extraordinaire d'investissement en capital humain et en infrastructure de base. Notre proposition est de faire un effort national sans précédent pour atteindre, dans un délai sans appel, une série d'objectifs fondamentaux :

- Eradiquer l'analphabétisme des adultes. Il faudra arriver, à la date fixée, à un taux d'alphabétisation de 100 % de la population âgée de plus de 15 ans.
- Généraliser l'éducation avant l'école primaire, élevant à 100 % le taux net d'inscription des enfants de 3 à 5 ans.
- Atteindre un taux d'inscription nette à l'école primaire de 100 %.
- Obtenir qu'au moins 80 % des filles et garçons inscrits en première année de l'éducation primaire, puissent terminer le cycle complet de l'enseignement primaire.
- Atteindre un taux net d'inscription en Secondaire de 75 %.
- Elever de manière significative la qualité et la pertinence de l'éducation pour tous les niveaux.
- Obtenir, dans le délai établi, que l'on puisse atteindre une scolarité moyenne au niveau national, de 9 ans. ■

5 L'agriculture représente 21 % de la valeur ajoutée brute produite par les divers secteurs de l'économie nicaraguayenne, et elle emploie autour de 30 % des forces de travail du pays. Il s'agit du secteur qui génère le plus d'emplois.

Des contraintes interminables



La plupart des Nigériens ont vécu pendant longtemps dans une situation d'effondrement économique. La corruption est généralisée, il y a pénurie d'électricité dans tout le pays, l'éducation et la santé se trouvent dans des conditions déplorable et la lutte armée pour le contrôle des ressources pétrolières est toujours intense. La crise économique mondiale a encore aggravé la pauvreté. Les experts soulignent que le pays devrait prendre des mesures afin de réduire sa dépendance du brut et résoudre les mauvaises pratiques budgétaires annuelles.

Social Watch Nigéria

Luke Chukwu
Judith Ogunniran
Ray Onyegu¹

Plus de 90 % des Nigériens ont connu les crises économiques pendant longtemps, mais leur situation précaire s'est aggravée depuis que le gouvernement actuel a pris le pouvoir. L'effondrement total de l'infrastructure publique – telle que les voies publiques et l'électricité – et la corruption généralisée ont fait que la vie est devenue un récit sans fin de besoins, d'abandon et de peur. Le Nigéria est sur le point d'être considéré un état en situation d'échec.

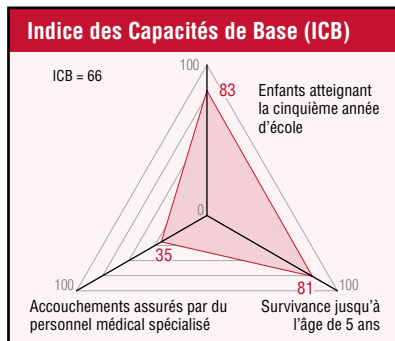
Corruption

Chaque jour les médias électroniques et les journaux dénoncent des cas de représentants du gouvernement qui saccagent des fonds publics et virent l'argent à l'étranger. D'après l'ancien président de la Banque Mondiale Paul Wolfowitz, pendant près de quatre décennies plus de 300 millions de dollars ont été volés et cachés dans des banques étrangères². On a suggéré que si les États-Unis, aux budgets nationaux milliardaires, pouvait envoyer la Secrétaire d'État, Hillary Clinton, récupérer 14 millions de dollars que les fraudeurs fiscaux ont déposés en Suisse, il n'y aurait aucune raison pour que le Nigéria ignore les avertissements de l'économiste et Prix Nobel Joseph Stiglitz et des représentants de l'ONU, pour aller à la recherche des milliards de nairas nigériens stockés dans des banques étrangères³. Cependant, au lieu de passer à l'action, on parle d'emprunter davantage d'argent pour lutter contre la crise économique, ce qui ferait retomber le Nigéria dans le piège de la dette.

1 Luke Chukwu est Directeur du Comité de Direction de Social Watch, Nigéria, professeur de comptabilité à l'université d'Imo Sate, Nigéria ; Judith Ogunniran est Sous-directrice du Comité de Direction de Social Watch, Nigéria, Directrice Exécutive de Socio Economic Rights Initiative.

2 Ojabor, O. "Corruption Has Ruined Nigeria – APRM report." Economic and Financial Crimes Commission, 2008. Voir : www.efccnigeria.org/index.php?option=com_content&task=view&id=110&Itemid=37.

3 Onuorah, M. y Okwe, M. "World Bank Gives Nigeria \$600m for Power." *The Guardian*, jeudi 18 juin 2009. Voir : [www.ngrguardiannews.com/news/article01//indexn2_.html?pdote=180609&ptitle=World%20Bank%20gives%20Nigeria%20\\$600m%20for%20power](http://www.ngrguardiannews.com/news/article01//indexn2_.html?pdote=180609&ptitle=World%20Bank%20gives%20Nigeria%20$600m%20for%20power).



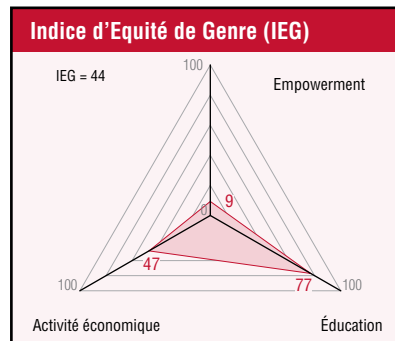
Electricité

Le Nigéria doit générer 10.000 mégawatts minimum par jour pour assurer l'approvisionnement normal d'électricité. Cependant, lorsque le gouvernement actuel a pris ses fonctions en 2007, on ne générait que 3.000 mégawatts par jour. La production est tombée à moins de 1.500 mégawatts deux ans plus tard. L'obscurité règne dans tout le pays. Les affaires ont chuté vertigineusement en raison du manque d'approvisionnement régulier et continu d'énergie. Le secteur industriel a pratiquement disparu. Le chômage est généralisé. D'après un rapport publié à la une du journal *The Guardian*, le Gouvernement va encore emprunter 600 millions d'USD à la Banque Mondiale pour améliorer la situation de l'approvisionnement d'énergie⁴. Ceci pose de nombreux problèmes. Par exemple, il n'y a aucune garantie de ce que le prêt n'aille pas directement sur les comptes de représentants du gouvernement à l'étranger. Le projet d'électricité est à long terme, mais les besoins des gens sont immédiats.

Éducation et santé

Les enseignants universitaires ont fait plusieurs grèves cette année pour attirer l'attention sur l'état déplorable du secteur de l'éducation. Entre autres choses, ils protestent à cause du manque d'installations, de l'effondrement total des infrastructures telle que l'électricité et le logement, et des procédés arbitraires du gouvernement concernant l'amélioration de leurs conditions de travail. La situation des secteurs primaire et secondaire ne diffère pas de celle du secteur

4 Stolpe, O. Chef de Projet senior de l'Office contre la Drogue et le crime des Nations Unies, dans une conférence de presse sur "Non-Conviction Based Forfeiture of Proceeds and Instrumentalities of Unlawful Activity Bill". Abuja, 20 mai.



supérieur. Les grands commis de l'État, ainsi que les politiciens, envoient leurs enfants à des écoles et des universités à l'étranger. Une fois leur formation finie, beaucoup de ceux qui étudient à l'étranger refusent de rentrer dans la pourriture du pays.

Les hôpitaux et les installations de santé sont devenus des mouiroirs. Les représentants du gouvernement et les politiciens voyagent à l'étranger pour traiter leurs problèmes de santé. Depuis plusieurs années, des médecins et autres professionnels de la santé font un exode massif vers l'Europe et les États-Unis, où ils peuvent travailler dans de meilleures conditions. Les hôpitaux et autres installations de la santé publique manquent de médicaments ; et là où ils sont disponibles, ce sont des médicaments falsifiés. Les centres de santé efficaces sont privés et la plupart des habitants, qui sont pauvres, n'ont pas les moyens d'y accéder.

Conflit armé dans le delta du Niger

Il n'y a aucun signe d'arrêt du conflit armé existant entre les forces du gouvernement et les militants séparatistes de la région du delta du Niger pour le contrôle du pétrole, qui génère 95 % de la richesse pétrolière du pays. Les militants enlèvent des travailleurs étrangers et font exploser des tuyauteries et d'autres installations qui appartiennent aux entreprises pétrolières. Plusieurs compagnies, parmi lesquelles BP-Shell, ferment leurs exploitations dans la région. On craint que le gouvernement ne puisse pas atteindre ses objectifs de revenus si le débit actuel de la baisse de la production pétrolière continue. Le résultat n'en sera que davantage de pauvreté et de morts.

Mauvaise mise en œuvre des budgets annuels

Les experts ont présenté un tableau économique sombre pour les Nigériens lors d'une table ronde sur la perspective commerciale et économique pour l'année fiscale 2009 et pour la révision du budget 2009. La table ronde fut organisée par le Bureau d'information commerciale à Lagos en janvier 2009. Les participants ont été le directeur général d'Associés Économiques, le Dr Ayo Térība ; le directeur de recherches du Comité national de l'intelligence économique, M Wénéso Orogoun ; et le célèbre économiste et doyen de la Faculté académique de l'École de commerce de Lagos, le Dr Doyin Salami. Outre la crise économique mondiale, les participants ont ajouté la mauvaise mise en œuvre des budgets annuels comme élément ayant favorisé le ralentissement de la croissance de l'économie pendant ces dernières décennies. Selon les experts, la question n'est pas tellement de savoir quelles sont les difficultés économiques croissantes et la mauvaise qualité de vie du nigérian moyen, mais combien de temps cette situation pourra durer.

Orogoun a qualifié de scandaleux le fait que l'utilisation de projets de capital vers le troisième trimestre 2008 soit à peine de 33 %. Il s'est demandé pourquoi, compte tenu de la situation déplorable du transport, surtout sur les routes, le Ministère du transport n'avait utilisé que 42,3 % de son allocation budgétaire en 2008, et n'en remboursant qu'environ 420 millions de dollars au Trésor. En effet, en septembre 2008, seulement dix ministères avaient utilisé plus de 50 % de leurs répartitions budgétaires. Orogoun a attribué

cette situation au manque de capacité technique pour mettre en œuvre le budget, à l'inefficacité du contrôle du budget et à la corruption.

Térība, qui était l'orateur invité, a dit que l'effondrement mondial ne signifierait pas seulement une chute de la demande mondiale des biens et services, mais aussi une baisse soudaine des prix des matières premières mondiales, comme cela est le cas, par exemple, avec la réduction radicale du prix du brut. Il a également dit qu'il y aurait pénurie de crédits et une majoration des taux d'intérêts qui entraîneraient les effets multiplicateurs correspondants. Il a présenté un cadre dans lequel il serait très difficile que les banques locales puissent accorder des crédits, et si elles le faisaient, le taux d'intérêt en serait très élevé. Ceci s'ajouterait aux coûts déjà élevés des affaires dans le pays, en aggravant encore la pénible situation du secteur industriel et de tous les commerçants en général. L'expert a également dit que les industries et autres entreprises subiraient également une baisse importante de la demande de leurs biens et services en raison de la réduction du pouvoir d'achat de la population. Cette situation se traduirait sans aucun doute en perte de richesse, diminution de l'emploi et autres problèmes socio-économiques.

Térība a mis l'accent sur le fait que les problèmes économiques qui vont apparaître ne se résoudraient pas aussi vite qu'il le faudrait, parce qu'il semble n'y avoir aucune capacité pour gérer la situation, bien qu'il croie que le Gouvernement pourrait tout de même alléger les effets de la crise mondiale en réalisant de plus grands efforts pour restaurer la confiance en l'économie. Il a suggéré que

la décision de baser le budget 2009 sur 45 dollars par baril de pétrole projette un pessimisme qui envoie de mauvais signaux aux acteurs impliqués. Selon lui, puisque le gouvernement a basé le budget 2008 sur 59 dollars par baril de pétrole, alors que le prix était à 100 dollars, il pourrait baser le budget 2009 sur un prix bien plus élevé et utiliser les profits de 2008 pour en compenser le décalage.

Salami a manifesté que les Nigériens doivent s'attendre à des temps difficiles en raison des mesures qui seront prises par le gouvernement pour lutter contre la crise mondiale. Il a critiqué la dépendance du pays du brut, et il a remarqué qu'on s'attend à ce que la demande mondiale diminue de 85,84 millions de barils par jour (mbj) en 2008, à 85,66 mbj en 2009, alors que les pays pétroliers n'appartenant pas à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se préparent à augmenter la production de 50,57 mbj en 2008 à 51,15 en 2009. Cela implique que, les revenus du pétrole chutant, le gouvernement s'efforcera davantage pour obtenir une meilleure collecte d'impôts, et réduira ainsi les revenus disponibles et les épargnes des citoyens. Salami a souligné que des années difficiles sont à prévoir pour ceux qui dépendent uniquement du commerce, et a suggéré qu'une solution consisterait à identifier les actifs sous-évalués de l'économie et à persuader les gens d'investir.

Devant cette situation, on ne peut prévoir qu'un avenir sombre. La crise économique mondiale s'ajoute aux conditions de vie déjà déplorables des pauvres du Nigéria. Ceci constitue un très mauvais panorama qui ne peut malheureusement qu'empirer. ■

Objectifs du Millénaire pour le Développement mis en péril



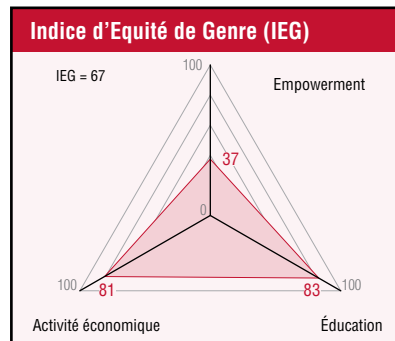
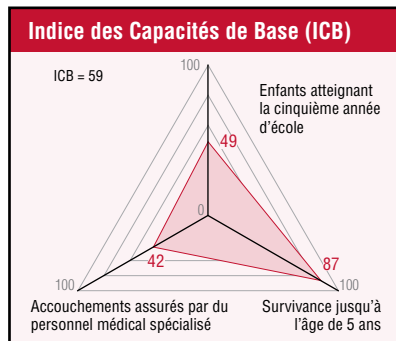
La crise financière rendra difficiles les efforts pour réduire la pauvreté en Ouganda. L'aide étrangère, les envois de fonds et les recettes dérivées des exportations se réduisent déjà. Le Gouvernement doit développer de nouvelles stratégies pour identifier les causes profondes de la pauvreté, de l'exclusion et des mauvaises conditions sociales dans le pays, tout en se joignant à d'autres pays au niveau régional et international pour promouvoir une réforme de l'architecture financière mondiale. Il existe plusieurs initiatives de la société civile qui, si elles sont soutenues, pourraient aider à résoudre la crise.

Development Network of Indigenous Voluntary Associations (DENIVA)
David Obot

Vers la fin de 2008, les leaders du G-20 ont lancé un appel aux pays développés et en développement et aux institutions financières internationales pour prendre des mesures « urgentes » afin d'éviter les impacts négatifs de la crise économique mondiale. Un rapport de la Banque Mondiale, préparé pour la réunion des Ministres des Finances du G-20 en mars 2009, mettait en garde contre les implications à long terme pour les pays en développement, y compris la diminution des services d'éducation et de santé pour les pauvres¹.

En outre, l'aide officielle au développement (AOD) des pays pauvres pourrait diminuer à mesure que la crise s'accroît dans les pays donateurs². La Commission du Développement Social de l'ONU signale que la crise actuelle aura des conséquences graves pour les politiques sociales et menacera la stabilité sociale ; les crises alimentaires et climatiques retrancheront les plus vulnérables en marge de la société³.

Le Fonds Monétaire International (FMI) a indiqué que les marchés financiers de l'Afrique Sub-saharienne sont vulnérables en raison du ralentissement de la croissance mondiale et que l'Ouganda est en situation de risque à la suite des prêts pour investissements sur le marché boursier⁴. La Banque Centrale a signalé qu'avec la diminution des revenus des exportations et du tourisme, la croissance économique du pays se trouvera maintenant de l'ordre de 5 % ou 6 %, au lieu de 8 % prévu auparavant⁵.



Le Ministre des Finances a informé que bien que l'Ouganda ne soit pas « directement exposé » au risque, le ralentissement économique pourrait conduire à une réduction des flux financiers provenant des investissements étrangers, du tourisme, des envois de fonds de l'étranger et des flux d'aide des pays donateurs⁶. Il a ajouté que la réduction des envois de fonds de l'étranger et du soutien des pays donateurs a déjà provoqué un déficit dans le recouvrement de recettes de 108 milliards d'UGX (51,4 millions d'USD) de juillet 2008 à février 2009. Les envois de fonds de l'étranger ont totalisé 1.392 millions d'USD durant l'année fiscale 2007-2008⁷.

De plus, le commerce extérieur a été médiocre. Bien qu'on ait enregistré une augmentation des exportations entre 2003 et 2007, les importations ont creusé le déficit commercial en 2007 (voir Figure 1). La Banque Mondiale remarque que les pays à faibles revenus en Afrique Sub-saharienne sont sous pression en raison des impacts de la diminution des prix des matières premières⁸.

Faibles perspectives d'atteindre les OMD

Selon le rapport 2008 du FMI *Perspectives de l'Économie Mondiale*, une baisse de la croissance mondiale d'un point en pourcentage entraînerait une chute de 0,5 point en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) en Afrique. Le rapport a prévu les effets éventuellement graves de la crise financière mon-

diale sur ce continent en termes de commerce, d'investissement étranger direct (IED) et de ressources d'aide. Il a aussi souligné que bien que la corrélation entre les PIB africain et mondial entre 1980 et 1999 ait été de 0,5, entre 2000 et 2007 elle n'était que de 0,2. Entre-temps, le Rapport sur les Investissements dans le Monde 2008 de la CNUCED montre que les flux de recettes de l'IED en Ouganda pour les années 2004, 2005, 2006 et 2007 ont été de 295 millions d'USD, 380 millions d'USD, 400 millions d'USD et 368 millions d'USD, respectivement.

Celles-ci ont représenté d'importantes contributions à l'économie ougandaise. Une diminution de l'IED pourrait affecter la capacité du pays à réaliser les ODM, spécialement l'objectif relatif à la réduction de la pauvreté. Ceci sera spécialement critique pour les foyers pauvres et ceux qui ont à leur tête des personnes âgées, des jeunes, des personnes handicapées et des femmes et enfants déplacés, et renforcera la pauvreté intergénérationnelle. Actuellement, le Gouvernement révisé son Plan d'Action pour l'Éradication de la Pauvreté afin de l'intégrer au Plan National de Développement⁹.

La population de l'Ouganda en 2008 était de 29,6 millions, dont 49 % avait moins de 15 ans. La distribution de la population est de 85,1 % en milieu rural et de 14,9 % en milieu urbain. Le taux de fécondité totale est de 6,7 par femme et le taux de croissance démographique se maintient à 3,2 %. Il est à noter que le pourcentage de personnes qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté a été ramené de 38,8 % à 31,1 % dans les Enquêtes Nationales de Foyers (ENF) de 2002-2003 et de 2005-2006, cela

1 Banque Mondiale (2009). Disponible sur : <web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/0, ContentMDK:21990236~piPK:146830~theSitePK:258644,00.html>.

2 te Velde, D.W. (2008). *The Global Financial Crisis and Developing Countries: Which countries are at risk and what can be done?* Londres : Overseas Development Institute (ODI). Disponible sur : <www.odi.org.uk/resources/download/2462.pdf>.

3 Gu, Z. and Wang, X. (2009). "UN Commission discusses steps to mitigate negative impact of global financial crisis on social development." *China View online*. Disponible sur : <news.xinhuanet.com/english/2009-02/06/content_10770873.htm>.

4 Fonds Monétaire International. *Impact of the Global Financial Crisis on Sub-Saharan Africa*. Washington, DC: FMI. Disponible sur : <www.imf.org/External/pubs/ft/books/2009/afrglobfin/ssaglobalfin.pdf>.

5 Reuters. "The Financial Crisis". 23 octobre 2008. Disponible sur : <customers.reuters.com/community/stayinformed/middleeastfrica/MEA_23.10.08_Newsletter.pdf>.

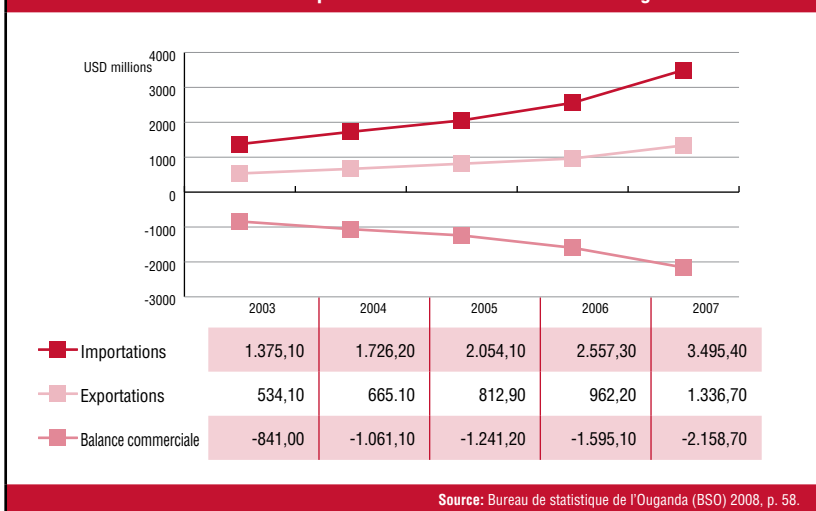
6 République d'Ouganda. *Budget Speech 2008/9 Financial Year*. Kampala : Ministère des Finances, Planification et Développement Économique (MFPDE).

7 FMI, *op. cit.*

8 Banque Mondiale. "Crisis Takes a Mounting Toll on Developing Countries". 13 mars 2009. Voir : <sgo.worldbank.org/YGKGU1EUF10>.

9 Ministère des Finances, Planification et Développement Économique (MFPDE). *Poverty Eradication Action Plan (2004/5-2007/8)*. Kampala : MFPDE.

TABLEAU 1. Résumé des statistiques du commerce extérieur de l'Ouganda: 2003-2007



signifie une réduction de 1,4 millions de personnes en termes absolus¹⁰. Toutefois, beaucoup de gens se heurteront à de grandes difficultés pour faire face aux effets de la crise financière mondiale. La proportion de l'agriculture dans le PIB total continue à diminuer et s'élevait à 21 % en 2007. Cela signifie davantage de stratégies, dont la modernisation, pour améliorer la production agricole et les revenus de la population rurale pour réduire la pauvreté.

En 2005-2006 le taux net de scolarisation dans l'enseignement primaire était de 84 % ; et le taux d'alphabétisation des personnes entre 15 et 24 ans a augmenté de 80 % à 84 %. Bien que les dispositions de l'éducation primaire et secondaire universelle se soient nettement améliorées, le taux d'abandon scolaire est encore élevé : sur un total de 1.914.893 élèves inscrits en premier degré en 2003, seulement 939.804 sont allés à l'école en 2007. En termes de promotion de l'égalité des sexes, la relation filles/garçons en éducation primaire a été réduite de 0.99 à 0.96 ; alors que, la participation des femmes dans les emplois rémunérés du secteur non-agricole a diminué de 39,2 % à 28,2 %.

En matière de santé, les taux de couverture immunitaire varient depuis 89 % pour la tuberculose et de 85 % pour la rougeole et l'hépatite B à 12 % pour le tétanos. Selon l'ENH 2005-2006, le paludisme (60,8%) est encore la maladie mortelle la plus répandue, suivie par les infections respiratoires (14,2 %), la diarrhée (9,5 %, avec un pourcentage plus élevé dans les secteurs ruraux) et les infections cutanées (3,2 %). Le taux de mortalité infantile a diminué de 88,4 % à 76 %. La mortalité maternelle

pour 100.000 enfants nés vivants a diminué de 505 à 435 et la proportion d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié a augmenté de 39 % à 41,1 %. Dans la lutte contre le VIH/SIDA et d'autres maladies de transmission sexuelle, l'utilisation de préservatifs parmi les personnes à plus haut risque (de 15 à 24 ans) a augmenté de 49,8 % à 52,9 %, alors que le taux de prévalence d'utilisation de contraceptifs parmi les femmes de 15 à 49 ans, qui sont particulièrement vulnérables à l'infection, était de 23,6 %.

Quant à la durabilité environnementale, la proportion de terres boisées a diminué de 21,3 % à 18,3 % ; et la population rurale ayant accès à des sources d'eau améliorées a augmenté de 53,5 % à 58,5 %. En ce qui concerne l'ODM 8, le service de la dette comme pourcentage des exportations des biens et services a diminué de 20,4 % à 15,8 %.

Gouvernement et société civile: un partenariat très nécessaire

Les mesures gouvernementales pour atténuer l'impact de la crise pendant l'exercice 2008-2009 comprennent : l'amélioration des collectes de recettes pour contribuer avec près de 13,1 % du PIB ; l'assistance à des personnes pauvres et sans terre pour acquérir des parcelles à travers le Système de Prêts pour l'Acquisition de Terres ; l'augmentation des fonds pour les services de mécanisation et des services de vulgarisation agricole afin de couvrir tous les secteurs ; en modifiant la Loi de Sociétés Coopératives de 1991 pour améliorer le contrôle et le règlement de ces sociétés ; soutien à la recherche scientifique pour le développement de technologies et de prototypes commerciaux ; soutien aux PME ; déploiement d'un système de micro-financement pour 800 des 1.020 sous-dis-

tricts ; et assurer le règlement effectif et le contrôle des banques¹¹.

Le soutien des donateurs à l'Ouganda, soit par un soutien budgétaire direct soit par des projets, devrait produire une hausse de 30 % du budget national de 2008-2009. Le Gouvernement devrait assurer une réduction des frais dans l'administration publique et la baisse des taux d'intérêt pour les prêts bancaires. L'exercice du secteur privé exigera une utilisation du crédit plus saine et prudente, et les personnes qui feront la demande de prêts à des fins commerciales devront également être rigoureuses dans la gestion des fonds prêtés. Cela nécessite des politiques novatrices pour l'industrialisation et le commerce, exigeant de plus grands efforts du Gouvernement pour promouvoir l'intégration économique, spécialement celles en conformité avec la Communauté de l'Afrique Orientale.

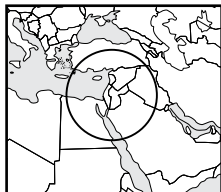
Plusieurs organisations de la société civile sont engagées dans différentes questions de développement, y compris le développement humain, la paix, le VIH/SIDA, le contrôle de la corruption, la sécurité alimentaire et le changement climatique. Action AID Ouganda, par exemple, a offert une assistance aux déplacés congolais et aux personnes touchées par des conflits dans le nord de l'Ouganda. DENIVA est en train de donner du pouvoir aux Communautés sous forme d'allocations de ressources budgétaires, par le contrôle de la corruption et en augmentant la sensibilisation aux droits des rapatriés dans le nord du pays. L'Organisation de Soutien à l'Aids (TASO, sigle en anglais) offre encore des services de prévention et d'aide aux personnes affectées par le virus du SIDA dans tout le pays. L'Association Nationale d'Environnementalistes Professionnels et la Coalition d'Activistes pour le Développement et l'Environnement, qui mettent l'accent sur la sécurité environnementale, ont réussi à faire réexaminer la vente prévue de la forêt Mabira par le Gouvernement, une des plus grandes réserves naturelles d'Ouganda. L'Alliance pour le Droit à l'Alimentation préconise une augmentation de la sécurité alimentaire.

Il est important que l'on crée un environnement favorable où les efforts de la société civile – soutenus par le Gouvernement avec des ressources adaptées, ainsi que par les partenaires du développement et les communautés – se cristallisent sur des apports solides pour faire face à la crise. ■

¹⁰ Bureau des Statistiques d'Ouganda (BSO). 2008 Statistical Abstract. Kampala. Voir : <www.ubos.org>.

¹¹ Voir : <www.finance.go.ug/docs/BudgetSpeechFY2008_09_12thJune2008_Final.pdf>.

Pauvres et incarcérés



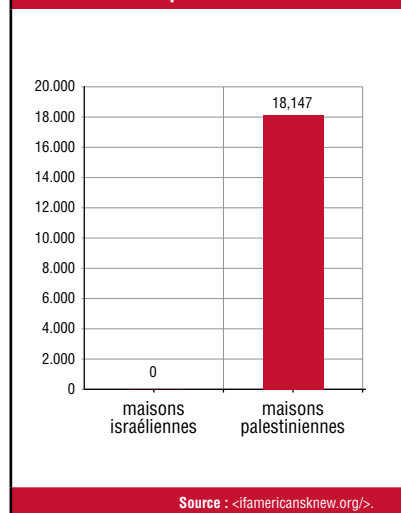
Palestinian NGO Network
Allam Jarrar

Pendant plus de 60 ans le peuple palestinien a été privé de son droit essentiel à l'autodétermination et il a été empêché de constituer son propre état indépendant, à l'intérieur duquel le développement social puisse être une réalité sans de grands obstacles politiques venant de l'étranger. Depuis 1948, l'année du *Nakba* (la catastrophe), lorsque plus de la moitié des Palestiniens ont été expulsés de leurs propres terres, tout le processus de leur développement a été façonné par des forces externes. L'année 1967 a été témoin d'une nouvelle complication quand les forces militaires d'Israël ont occupé le reste de la Palestine.

Seule l'instabilité s'est accrue

L'Autorité palestinienne, confrmée en 1994 à la suite des accords d'Oslo signés à Washington, a assumé la responsabilité pour le bien-être socio-économique de la population palestinienne dans les zones de la Cisjordanie et Gaza. Cependant l'incapacité pour mener à bien le traité de paix a conduit en 2002 à la deuxième *Intifada* (révolte) palestinienne entraînant une plus grande détérioration des indicateurs socio-économiques de la population.

TABLEAU 1. Démolitions de maisons israéliennes et palestiniennes



Depuis 1948, lorsqu'ils ont été convertis en une population de réfugiés dans leur propre pays et dans les états arabes voisins, les conditions de vie des Palestiniens ont été néfastes. Et, depuis l'occupation militaire réalisée par Israël en 1967, la colonisation et la discrimination raciale sont devenues des pratiques communes du pouvoir d'occupation. Aussi bien le mur de séparation, qui a commencé à être construit en 2002, que la clôture imposée aux territoires palestiniens et la dernière attaque brutale d'Israël sur Gaza en décembre 2008, ont augmenté la ségrégation, le chômage et la récession économique.

Le PIB par habitant a chuté de 1.612 dollars en 1999 à 1.129 dollars en 2006 d'après le rapport 2007 de la Banque mondiale destiné au Comité de Liaison Ad-Hoc. Le PIB était même de plus en plus encouragé par le gouvernement, par la consommation privée des envois de fonds depuis l'étranger et par l'aide des donateurs ; l'investissement était tombé à des niveaux extrêmement faibles et laissait en même temps « une base productive inappropriée pour une économie autosuffisante¹ ».

D'autre part, la Cisjordanie et Gaza avaient une force de travail en expansion, mais à cause du degré d'imprévisibilité des points de traversée et des contrôles de la frontière, le secteur privé se réduisait peu à peu. C'est pourquoi l'emploi a augmenté de 60 % dans le secteur public. Pendant que le secteur public s'élargissait, la capacité de production de l'économie se vidait et devenait chaque fois plus dépendante des donateurs².

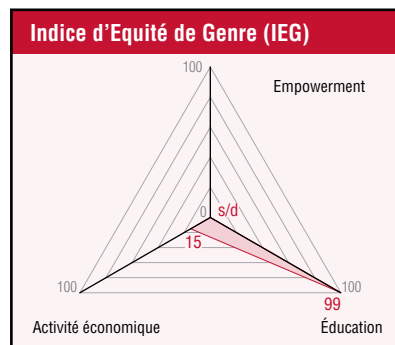
Derrière le mur

Les zones palestiniennes sont complètement séparées en trois groupes principaux ; l'accès à Jérusalem est refusé aux Palestiniens. Les neuf dernières années, le régime de clôture interne imposé par le pouvoir d'occupation d'Israël en Cisjordanie, ainsi que la construction du mur de séparation, ont provoqué une profonde récession économique et une croissance économique négative. Par ailleurs, Israël retient les revenus des impôts perçus au nom de l'Autorité palestinienne. Ceci affecte le flux et la destination de l'aide des donateurs car ils doivent les rediriger sur le budget pour le soutenir. En empêchant le développement dans la zone C (notamment les régions orientale et sud), Israël a évité que les donateurs dirigent leur aide à près de 60 % des zones censées être sous la juridiction de l'Autorité palestinienne. Les donateurs devraient exiger des explications sur cette limitation puisqu'elle laisse de larges zones dans des situations désespérées.

* Il n'y a pas des données disponibles pour l'ICB.

1 Banque Mondiale (2007) "Two Years After London: Restarting Palestinian Economic Recovery. Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee" Le 24 septembre. Voir : <sitesources.worldbank.org/INTWESTBANKGAZA/Resources/AHLCMainReportfinalSept18&cover.pdf>.

2 *Ibid.*



La pauvreté en croissance

Le nombre de palestiniens pauvres augmente de plus en plus et davantage de palestiniens courent encore le risque de tomber dans la pauvreté. Des enquêtes réalisées en mai 2007 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) /Programme d'assistance au peuple palestinien montrent que 58% des Palestiniens vivent sous le seuil de pauvreté et près de la moitié d'entre eux, 30 %, vivent dans l'extrême pauvreté³. D'ailleurs, près de 9,4 % des foyers de taille moyenne qui sont techniquement au-dessus du seuil de pauvreté (ayant des revenus mensuels d'environ 500-750 USD) courent de grands risques de tomber dans la pauvreté si les conditions socio-économiques actuelles se prolongeaient.

Quant à la tendance négative de la pauvreté des revenus, le pourcentage des foyers étant en-dessous du seuil de pauvreté a augmenté de 50 % en mars 2006 à 60 % en août 2007, et ont des pics si élevés qu'ils arrivent à 68 %, d'après les mesures de novembre 2006. La pauvreté est plus aiguë dans la bande de Gaza ; les foyers pauvres, qui au mois de mars 2006 représentaient 52 %, sont montés à 71 % en août 2007. Elle est plus dominante et plus sévère dans les circonscriptions de Khan Younes et Gaza du nord. En Cisjordanie, le pourcentage des foyers pauvres pendant la même période paraît s'être maintenue stable pour l'essentiel, il n'a varié que de 49 % à 51 %. Mais ces chiffres cachent des pics de pauvreté des revenus de plus de 60 %⁴ ; quelques circonscriptions

3 PNUD (2007). "Poverty in the Occupied Palestinian Territory 2007". *Development Times*, N° 1, juillet. Voir : <www.undp.ps/en/newsroom/publications/pdf/other/dtpov.pdf>.

4 Voir : "The Palestinian Poverty Monitor" et les enquêtes mensuelles de « Pulse » sur <www.neareastconsulting.com>.

dans la zone nord de la Cisjordanie, comme Tubas, Salfit, Tulkarm et Qalqilyah, montrent des taux de pauvreté similaires à ceux de la bande de Gaza.

La persistance de l'extrême pauvreté oblige beaucoup de foyers à dépendre de mécanismes de survivance avec d'autres ressources en plus de leurs revenus principaux. Cependant, presque 40 % de la population ne peut même plus accéder à ces moyens alternatifs pour résister aux difficultés, ce qui souligne la sévérité de la pauvreté dans le territoire palestinien occupé⁵.

La dernière attaque massive

Un blocus total s'est imposé à Gaza ; tous les points d'entrée et sortie ont été fermés ; on a immobilisé tous les projets financés par les donateurs ; Gaza est devenu une énorme prison ayant 1,5 million de Palestiniens incarcérés où il n'arrivait qu'un peu d'aide humanitaire d'urgence. Fin décembre 2008, Israël a lancé une guerre totale contre Gaza qui a duré 22 jours et a tué plus de 1.400 palestiniens, laissant des milliers de blessés et des foyers détruits, de très nombreuses personnes sans foyer et a pratiquement détruit l'infrastructure civile et de sécurité de Gaza. Au moment de rédiger ce rapport-ci, aucune mesure efficace pour « reconstruire » Gaza n'avait été prises.

Les effets du conflit ne se déterminent pas seulement par le nombre de pertes humaines ou de locaux détruits. Comme les méthodes d'occupa-

tion sont violentes dans l'ensemble, leurs impacts ont des retentissements profonds dans la société palestinienne à travers des conséquences sociales, psychologiques, culturelles et économiques.

Aide sous pression

D'après le rapport de la Banque Mondiale⁶, les flux d'aide qui arrivent en Cisjordanie et à Gaza « continuent d'être fragmentaires et ils se concentrent en des arrangements bilatéraux avec les donateurs sur la base de positions politiques à court terme plutôt qu'en une vision à long terme ayant des fondements plus larges sur l'économie et la gouvernance ». L'aide a été réactive et temporaire. L'agenda de l'aide est déterminé moins par les besoins de développement de la Palestine que par les différents agendas politiques des principaux donateurs qui se font de la concurrence entre eux. D'autre part, l'aide s'est principalement centrée sur ce qui a été décrit comme des politiques de construction de l'État, alors qu'on ignore le besoin de se centrer sur la construction de la société palestinienne.

D'ailleurs, l'aide de quelques donateurs n'a pas été neutre : elle a aggravé le conflit interne en soutenant plus un groupe qu'un autre, en retenant l'aide à différents groupes en raison de leur position politique, ou en s'abstenant de financer des projets de développement en conformité avec les restrictions et les pressions d'Israël. L'aide au développement est tombée de près de 28 % des déboursements

totaux en 2005 à un peu moins de 10% en 2007. En attendant, « l'appui budgétaire » a augmenté de près de 30% en 2005, presque 70 % des déboursements de 2007⁷. ■

TABLEAU 2. Nouveaux établissements construits (mars 2001 – juillet 2003)

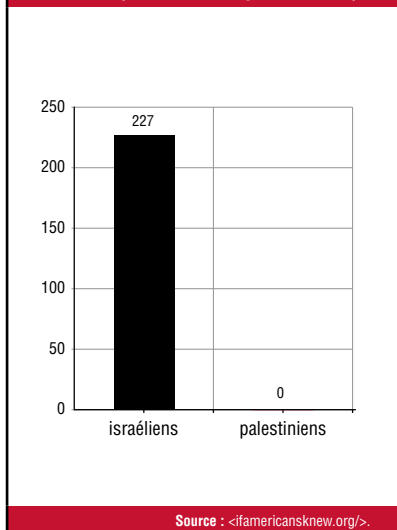
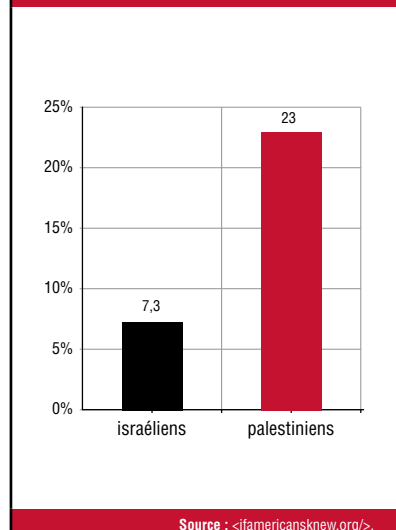


TABLEAU 3. Taux de chômage d'Israël et Palestine



5 PNUD (2007), *op. cit.*

6 Banque Mondiale (2007), *op. cit.*

7 *Ibid.*

Développement d'un plan contre la crise



En dépit des graves conséquences attendues comme résultat de la crise financière internationale, les perspectives pour le Paraguay pourraient être encore pires. Ce pays possède un niveau réduit d'endettement extérieur – dû aussi aux difficultés des gouvernements précédents pour la mise en place des prêts octroyés –, un niveau respectable de réserves internationales et une économie basée sur l'exportation des biens agricoles. Par conséquent, un petit pays comme le Paraguay, qui produit des aliments et de l'énergie verte, qui dispose d'une énorme quantité d'eau douce et de terres fertiles, a des avantages comparatifs qui doivent être potentialisés.

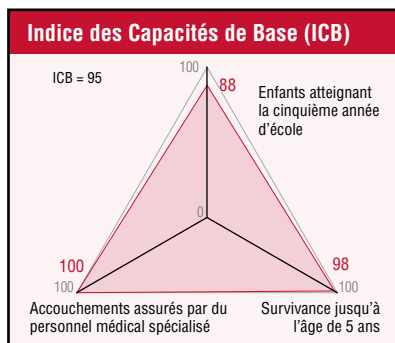
DECIDAMOS, Campaña por la Expresión Ciudadana
Genevra Ocampos

Au Paraguay, la crise provoquée par l'échec financier dans les pays du Nord a été perçue, au début, comme lointaine ou extérieure à la réalité nationale. D'autre part, suite à la sécheresse qui a affecté la région – une des plus nuisibles des dernières années – les dommages issus de la crise financière et ceux causés par le manque d'eau ont été difficiles à séparer. Les conséquences de la crise internationale sur le pays ainsi que le conditionnement, pour le pire ou pour le meilleur, que cette situation peut exercer sur les projets du nouveau gouvernement de l'Alliance Patriotique pour le Changement (2008-2013) deviennent donc évidents. De même, cette crise peut rendre plus difficiles des négociations importantes telles que, par exemple, celles concernant le prix juste pour l'énergie de l'entreprise binationale *Itaipú*, cédée au Brésil.

Bien que l'envergure de ses effets et, par conséquent, la détermination des mesures nécessaires à prendre pour y faire face avec des possibilités de succès soit difficile à estimer, la nécessité de laisser de côté les attitudes mesquines et opportunistes, ainsi que les impostures et les improvisations de toute sorte, héritage des mauvais gouvernements précédents, devient évidente.

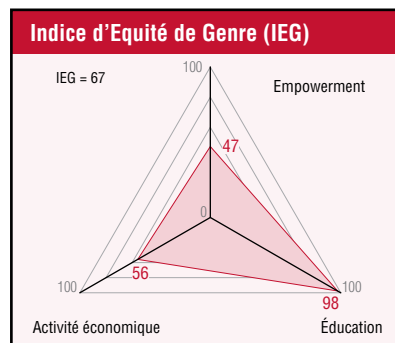
Tendances, attentes et réactions

- **Ralentissement de l'accroissement.** Les premières attentes du nouveau Gouvernement, celles qui soutiennent le Budget des Dépenses de la Nation 2009, étaient optimistes par rapport au comportement de l'économie. Au cours des mois suivants, l'accroissement de 5 % initial s'est réduit à 2 % puis ensuite à 1,7 %, ce qui annonçait une période de ralentissement. D'après certains analystes, le calcul des prévisions officielles a été trop juste et les spéculations sur une récession commencent à apparaître, soit une croissance négative de -2 %, entraînant un déficit fiscal – n'étant plus alors ressenti comme un problème.
- **Augmentation de la pauvreté.** Un rapport du PNUD-UNICEF-UNFPA au début de l'année 2009¹ prévient que, en absence des mesures appropriées, une augmentation de la pauvreté et de la pauvreté extrême est prévue pour cette année, ce qui met en danger l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les problèmes de conception et la très mauvaise gestion des pro-



grammes sociaux ainsi que le manque de politiques spécifiques de la décennie précédente concernant la campagne, ont contribué à créer – d'après les statistiques officielles – une augmentation d'un million du nombre de pauvres. D'après les estimations actuelles réalisées à partir des conséquences de la crise, la quantité de nouveaux pauvres s'élèverait à 300.000. En raison de l'effet combiné de l'augmentation du chômage, la baisse des revenus et la réduction des envois de fonds depuis l'étranger, la proportion des pauvres augmenterait de 35,6 % en 2007 à 40,3 % en 2009, et le pourcentage concernant la pauvreté extrême passerait de 19,4 % à 22,8 % (l'objectif intermédiaire pour l'année 2008 était de 13 %)².

- **Détérioration du marché de travail précaire.** Les premières estimations montrent des pertes qui oscillent entre 80 et 100.000 emplois³ ; ce chiffre est similaire au nombre d'emplois que le Paraguay devrait créer par an pour répondre à une demande de travail digne chez les jeunes et les paysans. A présent, 35 % de la PEA (population économiquement active) est au chômage ou bien est sous-employée, 70 % des salariés perçoivent des revenus en-dessous du salaire minimum légal et seulement 15 % de ces salariés disposent d'une couverture médicale. Ces chiffres font partie de l'héritage du Partido Colorado (Parti Rouge) qui avait soutenu dans le passé le régime dictatorial de M. Alfredo Stroessner.
- **Aide gouvernementale pour le secteur agricole.** Ceux qui ont demandé une aide au Gouvernement ont d'abord été ceux qui ont bénéficié de la modernité et de la mécanisation agricole durant les dernières décennies, les travailleurs du soja (ou les « brésiguayens » à cause de leur origine). Après



une hausse exceptionnelle qui a accompagné celle des prix du pétrole, et les attentes générées par la frénésie des biocarburants, le secteur exportateur le plus dynamique affronte une baisse abrupte des taux de profits en raison des effets combinés de la sécheresse, la productivité réduite et la chute des prix au niveau global.

L'effet immédiat a été une demande d'aide au Gouvernement pour financer 50 % de la récolte face à la fuite des entreprises transnationales chargées de l'opération. La demande, estimée à l'origine à 500 millions d'USD, s'est réduite de moitié lorsque les calculs concernant le refinancement et les semelles du cycle à venir ont été faits. Ni le secteur financier privé ni le secteur public ne semblent disposer à présent de ce montant ; en outre, le dilemme se pose concernant ceux que le Gouvernement devrait aider, dans quel but et dans quel ordre de préséance.

- **Enchérissement du crédit.** Au cours de l'année dernière, le coût du crédit (déjà faible) double et se situe à 30 % au mois de novembre 2008, ce qui compromet à court terme toute dynamique de relance économique. En même temps, les taux d'intérêt pour les activités agricoles ont augmenté de 50 %, s'élevant de 10 % à 15 %⁴. A son tour, le coût de l'argent est toujours élevé par rapport aux prêts en dollars et à long terme, comme c'est le cas pour les logements.
- **Réduction du commerce extérieur.** Cette réduction s'est manifestée aussi bien pour l'importation de produits – par exemple les automobiles d'occasion de l'Argentine, au Chili, et les appareils électroménagers fabriqués en Chine – que pour l'exportation, en raison des difficultés pour vendre les produits manufacturés dues à la diminution de la consommation – par exemple, les garnitures en cuir pour les automobiles – et le protectionnisme croissant dans

1 Programme "Investir dans les Gens". Étude sur l'impact de la crise sur les indices de pauvreté au Paraguay. PNUD/UNICEF/UNFPA.

2 *Última Hora* (UH), le 17 janvier 2009.

3 *Ibid.*

4 *ABC*, le 29 décembre 2008 et le 20 janvier 2009.

les pays destinataires, notamment l'Argentine pour le domaine textile. La sécheresse a contribué à ce panorama appauvri ; le reflux de la rivière Paraguay et le manque d'un dragage périodique ont rendu le transport fluvial plus difficile et plus cher.

- *Gel des initiatives pour l'augmentation des impôts.* Après un calcul initial qui correspond à une augmentation de 25 % des recettes, pouvoir maintenir les recettes de l'année 2008 serait considérée comme une réussite. Cela veut dire que le niveau de la pression fiscale qui s'élève à 11,6 % (une des plus basses du continent) sera difficile à augmenter. Ainsi donc, plusieurs propositions sont restées en suspens : un impôt minimum sur les profits extraordinaires des travailleurs du soja, qui avait causé un fort rejet parmi les producteurs, la re-conception de l'impôt sur les revenus agricoles, un ajustement des valeurs fiscales des terres – ce qui contribuerait à une plus grande recette des gouvernements locaux – ainsi qu'un nouveau retard dans l'entrée en vigueur de l'impôt sur les revenus personnels⁵.

Le Gouvernement face à la crise

Le Gouvernement a établi une stratégie prudente et réaliste, conçue en étapes, dans le but de rationaliser et de favoriser les ressources disponibles⁶ :

- 1^{ère} étape, à partir d'octobre 2008. Des mesures monétaires pour donner de la liquidité au système bancaire et des mesures fiscales pour rationaliser les dépenses et augmenter les revenus.
- La réduction conditionnée de l'ajustement légal sur les dépôts, aussi bien en guaranis (monnaie du Paraguay) qu'en dollars, en vue de stimuler les banques pour qu'elles attirent les épargnes à long terme, et de libérer des ressources pour les destiner au financement et au refinancement des crédits productifs.
- La réduction des taux d'intérêt des instruments de contrôle monétaire, afin que les banques « fassent travailler leur argent », c'est-à-dire augmentent l'offre de crédit.
- La Banque Centrale est intervenue pour soutenir le guarani face à un dollar très apprécié, ce qui a des effets ambivalents : cela pénalise les importateurs mais à la fois cela peut être un soulagement pour les exportateurs, tandis qu'un guarani dévalué – le revers de la médaille du phénomène – pourrait enchevêtrer les paiements de la dette.
- 2^e étape, à partir de janvier 2009. Politique fiscale expansive.

Une augmentation déficitaire des dépenses publiques est prévue, ou plutôt un budget expansif orienté vers les dépenses dans des travaux publics (asphaltage, ponts), ainsi que des politiques sociales visant à créer de l'emploi (logements) et à protéger les secteurs vulnérables des effets de la crise. Au début, un déficit de financement a été estimé à 300 millions d'USD. Un contrôle journalier des activités visant à soutenir l'exécution des augmentations budgétaires (travaux publics, pour un montant de 100 millions d'USD à 200 millions d'USD

environ, et des transferts conditionnés – de 17.000 à 120.000 bénéficiaires) a été promis.

- 3^e étape, à partir de février 2009. Des mesures pour satisfaire les besoins financiers et de crédit dans les secteurs productifs.

En outre, le portefeuille de crédits de l'Agence Financière du Développement – qui permettra de créer plus d'opportunités de refinancement à moyen et à long terme – ainsi que celui de la banque publique par rapport à la demande des petits et moyens producteurs, seront renforcés. Les dépenses du Gouvernement seront orientées notamment vers les produits nationaux.

- 4^e étape, en construction. Des mesures additionnelles pour augmenter l'investissement public et privé.

Outre les crédits réguliers, des crédits de contingence ont été prévus, ceux-ci étant à présent révisés ou bien ont été déjà approuvés et doivent être remis au Parlement, ou bien une demi-sanction leur a été déjà accordée. Ces lignes de crédit, destinés aux routes et chemins, à la production (Banque Interaméricaine de Développement), à la production agricole et à l'eau (Banque Mondiale) obligent à réviser les modalités des concessions et des contrats publics-privés, ainsi que l'amélioration de la capacité d'exécution du budget.

En ce qui concerne le plan contre la crise qui sera analysé par le Parlement, le nouveau Gouvernement a renforcé les mesures pour en discuter dans différents cadres – partis politiques, parlementaires, représentants du secteur privé et des organisations de la société civile – mais ni la pertinence des mesures proposées ni leur capacité à réduire les effets prévus sont véritablement évidentes. Selon certains, ces mesures devraient être mises en place avec ou sans une crise, du fait que les prêts ont été déjà engagés ou bien que l'approbation n'a pas encore été accordée. Selon d'autres, les prêts de contingence de la banque multilatérale doivent toujours être évalués en termes de bénéficiaires, de coûts et de contribution à l'amélioration des dépenses publiques.

En outre, de nouvelles réclamations corporatistes, difficiles à justifier et/ou à satisfaire, sont apparues. A titre d'exemple, durant l'année 2008, les demandes d'autres corporations se sont ajoutées à celles des fonctionnaires publics quant à l'augmentation des salaires, et les entreprises du soja réclament un refinancement et un crédit flexible à court terme. D'autre part, des réclamations réitérées concernant les terres, la souveraineté alimentaire et la relance de l'économie des paysans se poursuivent dans les campagnes de façon intermittente.

Des critiques émises par des entrepreneurs et des hommes politiques opportunistes quant aux transferts conditionnés en argent pour les secteurs les plus vulnérables (avec une couverture et un montant plus grands par rapport à l'administration antérieure, pouvant entraîner aussi une concurrence plus grande et des complications d'accès) viennent s'ajouter à cette confusion d'intérêts. En réalité, les transferts en argent ne constituent pas la panacée et ne seront pas faciles à mettre en place, du fait des difficultés pour faire la distinction entre pauvres et indigents lorsque les revenus constituent l'étalon de mesure ou que la faible couverture médicale et/ou la mauvaise qualité des services de santé publique et d'éducation touche tout le monde de la même façon.

En dernière instance, une volonté politique est nécessaire ainsi qu'une explication de la stratégie qui n'a pas encore été réglée, pour construire une majorité parlementaire inexistante aujourd'hui, en grande mesure à cause de la crise de leadership, de médiation et de représentation qui affecte les partis politiques. Le défi du Gouvernement sera celui de neutraliser les forces rétrogrades au sein du Parti Rouge, et qui ont déjà manifesté leur volonté d'ignorer le plan, signifiant un boycott en perspective.

Réponse de la société civile

Les premiers qui se sont manifestés ont été ceux ayant bénéficié jusqu'à présent des politiques néolibérales et d'intégration des marchés : les agro-exportateurs, les industriels, les importateurs, les publicitaires. Le problème réside dans le fait que le secteur des entreprises – sauf exceptions – se borne à demander des explications sur la portée des mesures et à formuler des réclamations, plutôt qu'à proposer des alternatives. De ce fait, les réclamations des travailleurs du soja – par exemple – sont perçues rapidement comme illégitimes, car elles essaient non seulement de cacher des pertes mais aussi de maintenir le niveau d'activité et de profits par le biais de la subvention publique. Il faut remarquer que les profits extraordinaires ont atteint leur sommet lors du cycle précédent, en partie grâce à la spéculation sur le futur marché des matières premières agricoles, avec la promotion des biocombustibles⁷. Cela montre que la crise peut mener à des impasses ou renforcer les schémas d'affectation des ressources qui doivent être dépassés.

L'irresponsabilité et l'aveuglement évidents de l'opposition conservatrice ou de droite conduiront au refus du plan contre la crise avec la seule intention de porter préjudice au nouveau Gouvernement de centre gauche. D'autre part, les réclamations des organisations des travailleurs et des paysans risquent d'être appliquées, soit par des partis de gauche au sein du gouvernement et en-dehors de celui-ci, soit par des médias qui cherchent à semer la confusion au sein de l'opinion publique.

Des organisations de la société civile – telles que le Comité de Coordination pour les Droits de l'Enfance et de l'Adolescence et l'organisation Decidamos (Décidons) qui ont formé l'Alliance pour l'Investissement à l'Enfance et à l'Adolescence – envisagent une contribution à la connaissance des effets de la crise chez les petits garçons, les petites filles et les adolescents en situation de vulnérabilité, par le biais du débat sur les politiques d'investissement dans l'enfance, afin de fournir des propositions concrètes.

Un plan contre la crise ne sera probablement pas une mesure idéale, mais il s'avère nécessaire et dépendra de ce que le Gouvernement pourra construire avec les efforts de tous. Compte tenu des antécédents dans la planification du pays, la mise en œuvre de ce plan serait un véritable avancement. Le succès dépendra d'une compréhension juste des problèmes hérités et de ceux qui pourraient apparaître dans un contexte chaotique et imprédictible. De toute façon, la crise pourrait être la solution pour orienter encore une fois le cours en matière économique, sociale et environnementale, ainsi que pour améliorer la capacité de gestion et de contrôle de l'État, ce qui facilitera également la participation de la société civile dans le domaine public. ■

5 ABC, le 6 octobre 2008 et *Última Hora*, le 18 octobre 2008.

6 *Última Hora*, le 31 janvier 2009.

7 Grassroots Internacional, lettre au Président Barack Obama : Spéculation des marchés financiers dans la production des aliments, www.grassrootsonline.org.

Proposition des travailleurs



Le plan de relance économique du Gouvernement, lancé pour faire face à la crise, ajoute 3 milliards d'USD au budget annuel. Le Gouvernement, en partenariat avec des entreprises privées, s'en servira pour construire des logements, pour financer le secteur exportateur et pour développer des programmes d'aide sociale. Pour leur part, les travailleurs ont présenté un plan dont les objectifs sont les suivants : le maintien des niveaux de croissance économique adéquats et la génération d'emploi, la préservation des postes de travail, l'assistance aux secteurs moins favorisés et la relance de la croissance et de la consommation de la production nationale.

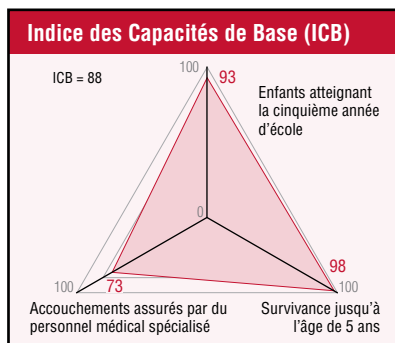
Confederación General de Trabajadores del Perú (CGTP)
Soutien du CEDEP
Mario Huamán Rivera¹

Le Pérou n'est pas une exception dans le contexte de la crise mondiale. En 2008, la croissance économique représentait près de 10 % du PIB, alors qu'en 2009 elle a chuté en-dessous de 4 %, selon l'Institut National de Statistique et d'Informatique. On estime que les exportations qui tournaient autour de 32 milliards d'USD l'année dernière sont estimées à 22 milliards d'USD pour cette année. D'après le Président de la République, ceci représente jusqu'à présent la perte de 200.000 postes de travail et un effondrement du pouvoir d'achat du salaire et de l'épargne des péruviens. L'industrie minière métallique et non métallique, la fabrication de ressources non primaires, l'agro-industrie, le commerce et les services sont les secteurs les plus affectés. Si l'on n'applique pas les mesures correctives nécessaires, la situation deviendra de plus en plus grave pendant le deuxième semestre.

Le plan de relance de l'économie proposé par le gouvernement ajoutera 10 milliards de PEN (sols péruviens – environ 3,4 milliards d'USD) au budget 2009. Cette somme sera obtenue via l'émission d'obligations de dette publique. Le Gouvernement, en partenariat avec des entreprises privées, dépensera cet argent pour la construction de logements, le financement du secteur exportateur et le développement de programmes d'aide sociale. Le tout coûtera 500 millions de PEN (169 millions d'USD).

Normalement, en temps de prospérité, on demande aux travailleurs d'attendre patiemment les bénéfices de la croissance, alors que, pendant la crise ils n'ont qu'à se serrer la ceinture. Pour affronter les conséquences nocives de la crise, il est donc indispensable de renforcer la demande interne, c'est-à-dire augmenter la consommation des travailleurs et protéger la production nationale, ainsi que d'annuler les Traités de Libre Commerce (TLC) qui se soldent par une ouverture inutile du marché péruvien alors que les marchés internationaux sont en pleine contraction.

Le graphique montre la forte chute des rémunérations réelles de la population économiquement active du Pérou pendant la période 1970-



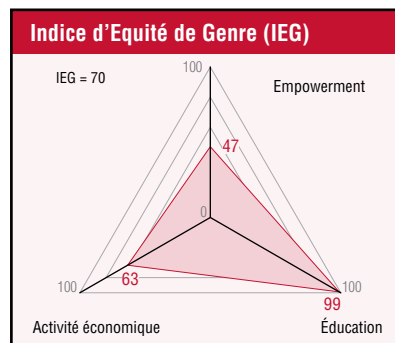
2006 calculée en sols péruviens par an (1 USD = 2,95 sols en juillet 2009). Si en moyenne, un travailleur gagnait 6.000 sols annuels en 1974, en 2006 son salaire réel était de 1.700, soit trois fois moins environ. La petite reprise de la période suivante à l'application du modèle néolibéral des années 1990 est bien plus faible que celle obtenue par les travailleurs lors des années 1970. Pendant cette période, l'État a appliqué le modèle keynésien et s'est activement impliqué dans l'économie, l'organisation des syndicats, la négociation collective et la stabilité de l'emploi.

Proposition de la CGTP

Face à cette réalité, la Confédération Générale des Travailleurs du Pérou (CGTP) a présenté au gouvernement et à l'opinion publique, en collaboration avec un groupe d'économistes, une proposition alternative² résumée ci-après.

Objectifs.

Au lieu de permettre l'approfondissement de la récession, le pays devrait répondre à la crise en encourageant un nouveau type de croissance économique. Il faudrait encourager la création de nouveaux postes de travail et leur préservation au lieu de licencier les travailleurs. Nous croyons qu'il est possible d'encourager la croissance basée sur l'équilibre entre la consommation de la production nationale et des exportations. L'investissement de l'État doit être focalisé sur les secteurs productifs et sur les régions où l'emploi chute massivement, et de préférence, il faut prendre en charge les plus pauvres, les filles et les garçons, et les personnes âgées.



Des mesures concrètes.

Pour que ce qui précède devienne une réalité, il faut penser à appliquer des mesures concrètes dans les domaines suivants : mesures fiscales ; mesures visant la dynamisation du marché interne ; protection de l'emploi digne et décent ; augmentation de la productivité agricole et souveraineté alimentaire ; encouragement à la petite entreprise et protection des secteurs pauvres de la population.

Politiques fiscales.

Du point de vue fiscal, nous proposons une augmentation des dépenses publiques en infrastructure pour la création rapide d'emplois à niveau massif, en tant que mesure contre cyclique en vue d'obtenir des revenus pour des familles pauvres qui consomment des produits nationaux. Ce plan de relance doit être accompagné de la mise en place d'une politique fiscale de redistribution basée aussi bien sur des impôts directs pour le financement des mesures proposées, sur un impôt extraordinaire sur le patrimoine à appliquer aux entreprises minières que sur un impôt sur les plus-values destiné à compenser la réduction des revenus fiscaux issus d'autres sources. Les impôts sur les carburants qui, au Pérou, atteignent 40 % du prix de l'essence et du pétrole, doivent être diminués. Ceci permettra de baisser les prix des aliments et du transport, et d'améliorer la demande et la compétitivité des petites entreprises.

Défendre la production nationale pour dynamiser le marché interne.

Un plan spécial d'investissement de fonds publics est proposé au niveau régional pour supprimer les barrières bureaucratiques et pour assurer des mécanismes de transparence des dépenses publiques et privées. Il faut suspendre l'application des TLC

1 Secrétaire général de la Confédération Générale des Travailleurs du Pérou (CGTP)

2 Voir : <www.cgtp.org.pe>

qui portent atteinte à la production nationale. Des mesures tarifaires et para tarifaires sont nécessaires pour protéger la production nationale et l'emploi des péruviens des importations subventionnées. Pour relancer l'économie familiale, il nous faut un programme de crédit à taux d'intérêt réduits favorisant l'agriculture et les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que le développement des crédits hypothécaires pour la population aux revenus moyens ou modestes. Les réserves internationales doivent être sauvegardées et la valeur du sol péruvien doit pouvoir augmenter graduellement afin d'améliorer la concurrence des entreprises et d'équilibrer la balance commerciale.

Protéger le travail digne et décent.

L'État doit promouvoir la négociation collective et la liberté syndicale par le biais des accords tripartites négociés par secteur entre les travailleurs et les employeurs en vue de maintenir les niveaux d'emploi. Il est nécessaire d'appliquer un programme de reconversion du travail pour les travailleurs licenciés victimes de la crise. Ce programme sera financé par le Fonds de Stabilisation Fiscale et par l'aide internationale au développement. Ces travailleurs doivent être protégés par une assurance

chômage temporaire. Les entreprises soutenant les programmes de formation et l'innovation technologique doivent bénéficier de mesures d'incitation fiscale.

Augmenter la productivité agricole et défendre la souveraineté alimentaire.

Le gouvernement doit promouvoir une politique concertée pour augmenter la productivité de l'agriculture et de l'élevage. Cette politique devrait inclure le rétablissement des contrôles de prix, des taxes anti-dumping et des impôts exceptionnels sur les oligopoles alimentaires. Le gouvernement doit également faciliter l'obtention et le refinancement de crédits dans le secteur agricole ; il doit aussi abroger les décrets qui facilitent l'éviction des terres appartenant aux communautés paysannes et amazoniennes.

Défendre les petites et moyennes entreprises (PME).

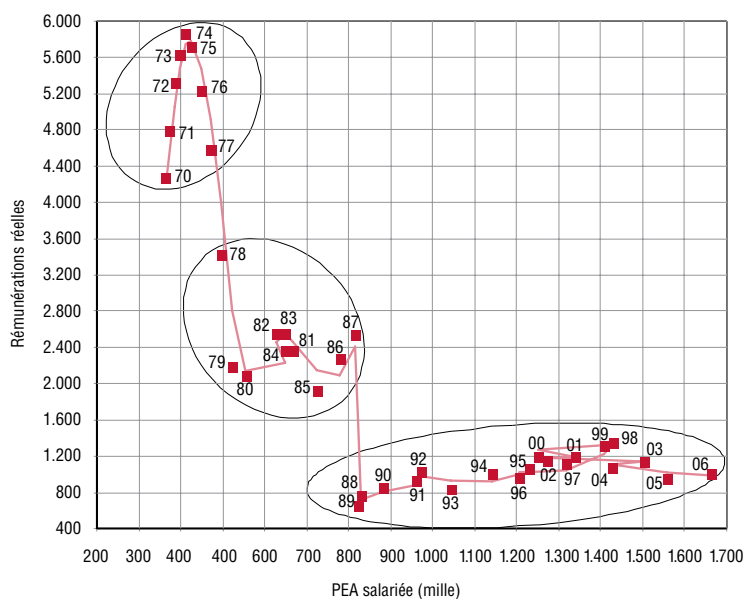
Le gouvernement devra favoriser les achats aux PME ainsi que leur financement en augmentant la contribution de la Société Financière de Développement (SOFIDE) au Fonds de Garantie des Crédits aux PME.

Protéger les plus pauvres.

Le gouvernement doit favoriser les programmes sociaux combinant l'emploi temporaire par le biais de l'amélioration de l'infrastructure de production ainsi que celle des services médicaux, éducatifs et de nutrition de base. Il est aussi nécessaire de mettre en œuvre un programme de transfert d'argent pour les paysans et les éleveurs pauvres ne participant pas à des programmes d'emploi temporaire afin d'éviter la vente aux enchères de leurs terres et de leurs animaux. Le gouvernement doit aussi allouer des pensions vieillesse aux plus de 65 ans sans revenus, et mettre en place une assurance médicale universelle qui garantisse une prise en charge de qualité.

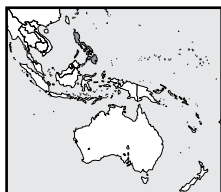
La proposition de la CGTP est favorable à l'intégration économique et à l'échange commercial au niveau régional et sous-régional. Elle soutient aussi l'internationalisation des entreprises péruviennes et la diversification du marché. ■

TABLEAU 1. Lima : PEA salariée occupée et rémunérations réelles, 1970-2006 (constantes de décembre 2001)



Source : Graphique élaboré par Francisco Verdera, spécialiste de l'emploi au bureau de l'OIT à Lima.

De mal en pis



Au Philippines, la mondialisation économique est à l'origine de l'amplification du travail au noir, de la compression des industries locales et d'une forte dépendance des exportations et des envois de fonds depuis l'étranger alors que la pauvreté continue à augmenter en raison de la répartition injuste des richesses. Aujourd'hui, la crise mondiale provoque la diminution des envois de fonds venus depuis l'étranger et la fermeture des usines. Comme toujours, ce sont les pauvres et les marginaux qui paient le prix fort. Il y a un besoin urgent de motivation durable basée sur les droits et en faveur des pauvres.

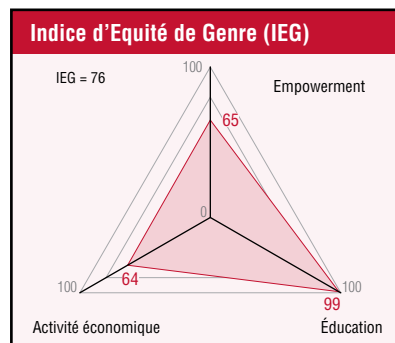
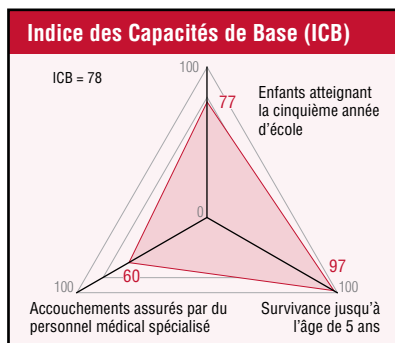
Social Watch Philippines
Marivic Raquiza

Contrairement aux évaluations du Gouvernement et des agences de notation financière assurant que les Philippines pourraient résister à la crise mondiale, son économie tournée vers l'étranger a rendu le pays très vulnérable aux chocs externes. La mondialisation de la production, causant une rapide amplification du travail au noir, la compression des industries locales en raison de la concurrence mondiale avec des importations bon marché largement subventionnées et la forte dépendance vis-à-vis des exportations et des marchés du travail étrangers ont des conséquences extrêmes pour la survie de la majorité des citoyens¹.

En effet, même avant le choc provoqué par la crise mondiale, la majorité des philippins connaissaient déjà des difficultés en raison de la détérioration des conditions économiques. D'après l'enquête sur les Dépenses et Revenus Familiaux, les revenus des foyers ont diminué entre 2003 et 2006, de plus, un nombre élevé de Philippines était bloqué sur des emplois à faible productivité avec des salaires en dessous du seuil de pauvreté et des niveaux de famine sans précédent², d'après le registre des Saisons du Climat Social³. Le Gouvernement a finalement reconnu que la pauvreté avait augmenté en 2006 pendant une période de croissance économique ce qui venait corroborer le caractère inéquitable de la répartition de la richesse. À partir du 10 juin 2009, le Gouvernement a revu à la baisse les objectifs de croissance du PIB pour 2009 avec une fourchette située entre 0,8 et 1,8%, ce qui a contraint le Secrétaire du Directoire de la Coordination des Statistiques Nationales à déclarer que l'économie philippine « est au bord de la récession »⁴.

Envois de fonds de l'étranger et exportations

Les retombées de la crise seront très étendues. Les envois de fonds depuis l'étranger par exemple ont participé à hauteur de 13 % à la construction du PIB en 2007. Les Philippines qui travaillent à l'étranger représentent un dixième de la population totale (autour



de 8 millions), certainement « la principale source de revenus nets en devises étrangères pour l'économie philippine »⁵. Maintenant le Ministère du Travail et de l'Emploi informe que près de 575.000 Philippines pourraient perdre leur emploi à l'étranger, en particulier en Corée du Sud, à Taiwan, Macao, Singapour et à Hong Kong, de même que ceux qui travaillent sur les navires de croisière. La Banque Centrale des Philippines prévoit que les envois de fonds diminueront entre 6 et 10 %.

Les revenus des exportations ont chuté brusquement de 40,4 % en 2008 en comparaison avec l'année précédente, entre autres secteurs, l'électronique a accusé une baisse de 47,6 %⁶. Les fonctionnaires du Ministère du Travail sont nerveux face au nombre croissant d'usines qui ferment, non seulement dans le secteur de l'électronique mais aussi dans l'habillement ainsi que d'autres sociétés de zones industrielles. Ce sont presque 110.000 travailleurs qui ont été concernés par la crise seulement entre octobre 2008 et mars 2009. Ce chiffre comprend 50.380 travailleurs déplacés et 59.149 travailleurs avec des contrats « flexibles » (avec des réductions d'horaires de travail ou un congé forcé)⁷.

Chômage, sécurité sociale et alimentation

Les Philippines ne peuvent se permettre une augmentation du chômage et du sous-emploi. Alors que le taux de chômage se situe entre 8 et 10 %, le sous-emploi avait déjà atteint 22 % y compris lors de la crise mondiale⁸.

En effet, l'emploi à lui seul ne garantit pas une vie digne de ce nom : une majorité (51 %) de la main d'œuvre philippine, composée de 12,1 millions d'agriculteurs et pêcheurs et d'environ 10 millions d'ouvriers agricoles et ouvriers non-qualifiés, gagne des salaires de misère, équivalents à ceux des travailleurs au noir.

Une grande majorité de travailleurs des zones de traitement des exportations sont des femmes. En raison de la crise, le nombre de licenciements ou d'accords de travail flexible dans ces zones concernera surtout les femmes, principales responsables de la gestion et de l'entretien de la famille. La crise qui s'avère de plus en plus aiguë ne fera qu'accroître la charge pesant sur elles pour faire face à leurs multiples responsabilités. Néanmoins, en général les travailleurs masculins constituent la majeure partie des chômeurs (64,1 %) en comparaison avec les travailleuses (35,9 %), ce sont les secteurs avec prédominance de main d'œuvre masculine comme la construction et le transport qui ont été les plus affectés par la crise.

La sécurité sociale des Philippines couvre environ 84,5 % des travailleurs employés. Les travailleurs pauvres bénéficient cependant peu des services de sécurité sociale et la couverture sociale de ceux qui travaillent au noir est limitée⁹. Il n'y a pas d'assurance chômage et le Gouvernement a évité d'instaurer des réseaux de protection pour lutter contre le chômage en raison de leur coût trop élevé. De plus, la portée des programmes d'aide sociale destinée à ceux qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté est limitée, la prestation des bénéficiaires l'est tout autant. La sécurité sociale privée n'est pas non plus à l'abri du chaos mondial : l'industrie de pré-nécessité¹⁰

1 Gonzales, E. "Social Protection in the Philippines". Dans *Social Watch Philippines 2007. Missing Targets, An Alternative MDG Midterm Report*. Quezon City : Social Watch Philippines.

2 Malaluan, N. "Dire State of the Nation: The Crisis of Income and Employment in the Philippines". Opinion Section, *BusinessWorld*, 21 août 2006. Disponible sur : <www.aer.ph/index.php?option=com_content&task=view&id=437&Itemid=63>.

3 Voir : <www.sws.org.ph/>.

4 Voir : <archive.inquirer.net/view.php?db=1&story_id=207724>.

5 Pascual, C. "Remittances for Development Financing". Dans *Finance or Penance for the Poor*. Quezon City : Social Watch Philippines (dans la presse).

6 Office National des Statistiques. "Merchandise Export Performance". Décembre 2008 (préliminaire).

7 Fabros, M. L. "Health Insecurity: A GMA Legacy". Dans *Social Watch Philippines 2007, op. cit.*

8 Dans *Social Watch Philippines 2007, op. cit.*

9 *Social Watch Philippines 2007, op. cit.*

10 Les entreprises de pré-nécessité proposent des plans pour couvrir les futurs coûts de l'éducation, des retraites, etc. Tant que les cotisations des assurés sont placées sur des fonds fiduciaires investis sur des instruments financiers sous forme d'actions et bons, celles-ci sont soumises aux caprices du marché.

philippine a déjà eu recours à l'aide du Gouvernement pour lutter contre la diminution de la valeur de ses fonds fiduciaires. Malheureusement, la mauvaise gestion, la cupidité et la capture de régulation ont également détérioré le fonctionnement de certaines compagnies de pré-nécessité et, selon les informations reçues, certaines sont au bord de l'effondrement ce qui met en danger les revenus de milliers de souscripteurs du plan.

Les indices des prix des produits alimentaires et du carburant s'améliorent peu à peu par rapport à 2008. Néanmoins, comme de nombreux Philippins perçoivent de faibles revenus, l'achat de biens et services pour couvrir les besoins élémentaires sont toujours un défi quotidien. Comme conséquence de la crise mondiale, on a observé une inflation du riz, l'aliment de base des foyers philippins se traduisant par une plus grande insécurité alimentaire. En effet, la Banque Asiatique de Développement a calculé que, pour chaque hausse de 10 % sur les tarifs des aliments, 2,72 millions de Philippins franchiront le seuil de la pauvreté¹¹. Même si les Philippines sont un pays aux revenus moyens, il existe des disparités régionales. Alors que le capital jouit de niveaux de croissance élevés, la dénutrition infantile est égale dans certaines régions et même supérieure à celle de l'Afrique Subsaharienne. Ceci démontre le niveau élevé d'inégalité dans le pays, son coefficient Gini est de 0,45, soit un tiers plus élevé qu'en Asie, après le Népal et la République Populaire de Chine.

Services sociaux de base, l'environnement et AOD

La prestation de services sociaux de base subira sans aucun doute un impact lié à l'effondrement financier mondial¹². L'Objectif de Développement de Millenium (ODM) sur l'éducation primaire universelle est déjà le plus menacé au niveau national¹³. De nombreux éducateurs s'alarment du fait que les étudiants dépendant des envois de fonds de leurs parents résidant à l'étranger n'assisteront pas aux cours à la prochaine rentrée universitaire en raison de la baisse des revenus à l'étranger¹⁴. Déjà bien avant la crise mondiale, les Philippines étaient le pays de la région le moins bien placé au regard des taux de mortalité infantile et maternelle, la raison en est le trop faible investissement public¹⁵. En général, les fonds alloués aux ODM liés à la santé proviennent de l'aide officielle au développement (AOD), bien qu'il faille enquêter pour savoir si l'aide est dirigée vers les plus nécessiteux – les communautés les plus pauvres – selon les activistes de l'Initiative pour un Budget Alternatif (IPA)¹⁶.

Le Gouvernement a également fait appel à l'AOD pour mettre en place ces trois dernières années la législation environnementale comme la Loi sur l'Eau Potable et la Loi sur l'Air Pur¹⁷. La priorité de ses dépenses porte sur les mines et la production forestière (davantage que sur leur protection), malgré les questions non résolues liées aux grands désastres miniers et à la déforestation généralisée. Ceci signifie que si l'AOD est considérablement affaiblie, suite à la crise mondiale, son impact négatif pèsera surtout sur des secteurs comme la santé et l'environnement.

Réponse du Gouvernement à la crise

Le Gouvernement s'est rallié à l'opinion mondiale visant à « encourager/améliorer l'économie » selon la formule bien connue de la relance économique et il a présenté un Plan d'Adaptation Économique (PAE) de 330 milliards de PHP (6869 milliards d'USD) afin de lutter contre la crise. Une étude préparée par l'IPA a cependant démontré que sur les 1,4 billions de PHP (29,141 milliards d'USD) prévu au budget national approuvé il y a peu par les deux Chambres du Congrès, seuls 10,070 milliards de PHP (210 millions d'USD) de nouveaux fonds seront alloués à un Fonds de Relance Économique (FEE) fixé pour aborder l'impact négatif de la crise mondiale. Sont intégrées au FEE des questions comme, entre autres, le soutien aux prêts souscrits par les étudiants universitaires, la formation technique et professionnelle pour la jeunesse, les prêts et subventions aux petites et moyennes entreprises, la reconversion professionnelle pour les chômeurs et le retour au pays ainsi que la construction de nouveaux établissements scolaires. Même si nombre d'entre eux sont des objectifs tout à fait louables, on ne peut que s'interroger sur la raison qui a poussé à affecter la plus grosse part de ces fonds à l'enseignement supérieur et aucun à la petite enfance, à l'enseignement primaire et secondaire. Deuxièmement, l'accent mis sur la reconversion des travailleurs licenciés est positive mais il convient de se concentrer davantage sur la création de nouveaux emplois bien au-delà des secteurs de la construction d'établissements scolaires. En d'autres termes, il n'y a aucun plan intégral visant à atténuer les effets de la crise. Bien plus alarmant encore, le fait que le Président ait appliqué son veto à la proposition d'utiliser et dégager 208 millions d'USD aujourd'hui soumis à une "mise en oeuvre conditionnelle" sur la base de règles qui seront définies finalement par le Pouvoir Exécutif. De cette façon, l'utilisation du FEE est aujourd'hui directement placée sous le contrôle du président.

Un supplément de 300 milliards de PHP (6.244 milliards d'USD) destiné au FEE, très manipulé par les fonctionnaires du gouvernement, sera dispatché entre les organismes du Gouvernement et le secteur privé. Au moment de la rédaction de ce rapport, la proposition est toujours dans la vague. De nombreux analystes sont sceptiques car la majeure partie des fonds des organismes gouvernementaux provient également de fonds publics. Peu nombreux sont ceux qui placent leurs espoirs dans l'"esprit caritatif" du secteur commercial, surtout dans un contexte de déclin économique. Même en période de prospérité, les recettes du Gouvernement sont très nettement en dessous des

objectifs et ce, en raison de l'évasion fiscale massive des grandes sociétés et des plus riches.

Les activistes de l'IPA se disent consternés du fait qu'en cette période où l'insécurité professionnelle et la faim sont croissantes, les fonctionnaires publics ont fait du prosélytisme politique avec le budget national 2009 avec des milliards de pesos¹⁸. Le règlement des intérêts de la dette se situe à hauteur de¹⁹ 6.300 milliards d'USD, ce qui constitue 21 % du budget national 2009. Néanmoins, le Gouvernement devra obtenir des recettes bien supérieures à 7.886 milliards d'USD pour régler le corps principal de la dette qui, de manière trompeuse, n'apparaît pas dans la section des dépenses du budget national²⁰.

En fin de compte, la préoccupation est forte du fait que la majeure partie des fonds publics, y compris ceux des mesures de relance économique, finira par être une "relance politique", allant directement dans les coffres électoraux des candidats de l'administration qui se présentent aux élections nationales de 2010. Il existe une croyance très profonde selon laquelle l'administration Arroyo utilise régulièrement des fonds publics pour rester au pouvoir et que son objectif principal au cours de son mandat a été d'assurer sa propre survie politique face au malaise social et politique montant.

Regarder vers l'avant

Il devient primordial de créer un ensemble de mesures de relance mais, à la différence de ce qui a été proposé par le Gouvernement, il devrait être basé sur une stratégie nationale claire, soumise au droit, en faveur des pauvres et durable, et destinée à renforcer la demande nationale surtout dans le climat économique actuel, hostile aux exportations. Il faudrait donner la priorité à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois tout en renforçant les entreprises locales afin que les travailleurs et travailleuses puissent en bénéficier, ainsi qu'à l'investissement dans des projets d'infrastructures écologiques et en faveur des pauvres (par exemple, la construction d'un réseau de système d'irrigation, l'électrification de villages isolés et le développement d'une énergie propre), ainsi que le développement de la sécurité sociale et économique des pauvres et des chômeurs.

À court-terme, il est nécessaire de trouver un remède immédiat pour amortir les pires effets de la crise mondiale sur la population philippine. Ceci signifie qu'il faut garantir que le FEE soit affecté au bon endroit : à l'alimentation, aux revenus et solutions d'urgence ainsi qu'aux services sociaux de base. De plus, l'élimination de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, la Réforme régressive sur le pétrole, la mise en place d'une hausse des salaires généralisée de 2,6 USD et une augmentation de 62,44 USD par mois sur les salaires du Gouvernement sont autant de mesures qui devraient apporter une certaine souplesse économique. Il faut finalement penser sérieusement à la renégociation de la dette publique de sorte qu'une grande partie des revenus du pays soit destinée à couvrir les besoins élémentaires et de première nécessité des personnes au lieu d'être affectée à la dette. ■

11 Angara, E. J. "A Gathering Storm". *Opinion, Business Mirror*. 24 novembre 2008.

12 Ce rapport ne comprend pas une remise en question des effets et impacts du programme de transfert de budget sur la prestation des services sociaux, en particulier l'éducation et la santé, la raison est qu'il s'agissait d'une expérience pilote développée sur quelques communes en 2008. Cela peut être intéressant de l'observer sur 2009.

13 Raya, R. R. "The Missed Education of the Filipino People". Dans *Social Watch Philippines 2007*, op. cit.

14 GMA TV News. "Educators Brace for Impact of Global Financial Crisis". 4 décembre 2008. Disponible sur : <www.gmanews.tv/story/137541/Educators-brace-for-impact-of-global-financial-crisis>.

15 *Social Watch Philippines 2007*, op. cit.

16 L'IPA est un vaste réseau d'organisations issues de la société civile qui s'oriente et plaide pour une augmentation de la part des dépenses sociales et environnementales dans le budget national. Ce mouvement est conduit par Social Watch Philippines.

17 Ronquillo, J. D. y Morala, R. O. « Environmental Insecurity: The Cost of Misgovernance ». Dans *Social Watch Philippines 2007*, op. cit.

18 Loi Générale sur les Appropriations 2009.

19 Ceci reflète ce qui apparaît dans la Loi de Budget 2009 et dans le Message du veto présidentiel, rétablissant une coupe budgétaire de PHP 50 milliards (1,06 milliards d'USD).

20 Tanchuling, M. Entretien avec le Secrétaire Général, Coalition Freedom from Debt, Philippines, 3 mars 2009.

Un scénario de développement encore plus sombre



Même avant que la crise ne commence à faire sentir ses effets, entraînant une dévaluation, un taux de chômage plus élevé et une baisse des revenus, des investissements et des exportations, la Pologne avait déjà connu l'inégalité croissante des salaires et des revenus au cours de sa transition vers l'économie de marché. En l'absence de transparence du Gouvernement dans ses opérations, il est difficile que le débat public s'engage autour des mesures à adopter pour lutter contre la crise comme par exemple avoir recours aux prêts des institutions financières internationales. En même temps, la mentalité patriarcale de la société et le manque de politiques de protection sociale font des femmes les premières victimes de la crise.

Coalition Karat/Feminist Think Tank

Ewa Charkiewicz

Coalition Polonaise de Social Watch / Commission Internationale de Juristes

Katarzyna Szymielewicz

NEWW Polska / Universidad de Gdansk

Dr Mariusz Czepczyński

Avant la crise financière mondiale, la Pologne représentait un cas exemplaire de transition néolibérale vers l'économie de marché. Un rapport récent de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE) indique que sur 30 pays, la Pologne occupait l'avant dernière position en termes de pauvreté chez les enfants et la quatrième place en termes d'inégalités de revenus ; 10 % des plus riches ont reçu une part plus importante des revenus du marché et ont versé en proportion moins d'impôts que dans n'importe quel autre état de l'OCDE, à l'exception de la Turquie¹. Les privatisations ont affecté plus gravement les secteurs sociaux (les retraites, la santé et l'éducation) alors que l'État a augmenté son soutien aux entreprises (par exemple le Vice-Premier ministre a annoncé un plan de soutien aux entreprises ayant pris part à des contrats sur l'avenir avec un risque élevé) mais pas aux citoyens.

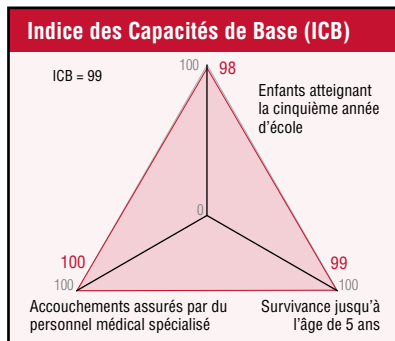
Ce sombre panorama s'obscurcit encore davantage à mesure que la crise s'étend. La première conséquence a été la dévaluation radicale du zloty (la monnaie nationale) par rapport à l'euro et au franc suisse – entre 25 % et 30 % environ sur six mois – et l'effondrement de la bourse de Varsovie. Le premier impact a affecté les marchés financiers et les entreprises polonaises qui spéculaient sur la monnaie, mais maintenant la crise a commencé à affecter le débat politique national avec en particulier la baisse récente des revenus nationaux et la chute des investissements et exportations. De même, contrairement aux projections de départ (plutôt optimistes), la crise financière a un impact significatif sur l'accès au crédit que ce soit pour les entreprises ou pour les consommateurs polonais.

Chômage

De récentes enquêtes sur le marché du travail signalent que le chômage est passé de 9 % à 12 % depuis la crise, cette hausse concerne également l'administration. Néanmoins, le nombre réel de personnes se retrouvant dépourvu d'un moyen de subsistance est plus important, et seulement 15,5 % de ces employés ont accès aux soins de santé publique². Les autres dépendent d'eux-mêmes.

1 OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique) (2006). *Growing Unequal. Income Distribution and Poverty in OECD Countries*. Paris : OCDE.

2 Office National des Statistiques. "Registered Unemployment, first quarter 2008."



De plus, la moyenne statistique ne reflète pas les difficultés auxquelles doivent faire face les populations dans les villages où une source de travail importante, dont la plupart des foyers tirent leurs revenus, est sur le point de fermer soit en raison d'une baisse des commandes ou à la suite de manœuvres opportunistes – par exemple certaines entreprises prétexteraient la crise financière pour renvoyer des travailleurs et diminuer les coûts.

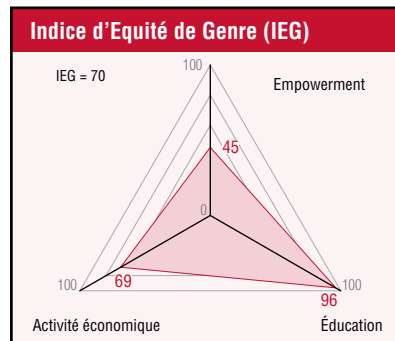
La crise touche encore plus sévèrement les personnes n'ayant pas épargné, n'ayant pas les moyens de produire leurs aliments, n'ayant pas de liens familiaux dans le monde rural (bien qu'elles soient sur le point de disparaître sous la pression de l'agriculture intensive, les fermes des petits producteurs survivent encore en Pologne). Les nouvelles familles de classe moyenne connaissent aussi des difficultés, en particulier les jeunes couples avec enfants qui ont souscrit des hypothèques énormes à taux variables ou dans une devise étrangère, pour acheter leur logement.

Accès au financement et perspectives de croissance à long terme

En conséquence de la fameuse « crise du crédit » (caractérisée par la soudaine réduction de l'accès au crédit et par la hausse des coûts), les perspectives de croissance économique du pays se sont sensiblement réduites : on est passé de 6,5 % en 2007 et 5,5 % en 2008 à une révision pour 2009 variant entre 2,5 % et 3,7 %³.

De même, la Pologne a commencé à être touchée par la soudaine rupture d'entrée de capitaux, suivie d'une aversion croissante des investisseurs pour le risque et l'effet d'exclusion à mesure que se développe, parmi les économies les plus fortes d'Europe, la concurrence pour

3 Estimations rapportées par le site Internet Bankier.pl disponibles sur : <euro.bankier.pl/news/article.html?article_id=1886336>.



le financement de la dette publique⁴. La situation s'est vue exacerbée par la crise du change à l'étranger : l'affaiblissement du zloty a été préjudiciable pour les entreprises ayant signé des contrats avec stocks options et pour les personnes ayant des hypothèques en devise étrangère.

L'offre de crédit est fortement limitée sur tous les segments du marché du crédit et plus de 80 % des banques ont adopté des critères bien plus stricts pour délivrer des crédits de toutes sortes. Elles ont en particulier renforcé les conditions par rapport au niveau de sécurité et, dans le cas des prêts hypothécaires, le montant des cotisations des prestataires. Dans la pratique, toutes les banques ont revu à la hausse leur marge de crédit – de 1 % à 2 % en milieu d'année 2008 pour passer à 7 %-8 % au premier trimestre 2009⁵. Le coût de l'argent sur le marché interbancaire a sensiblement augmenté en raison de la rupture sans précédent de la confiance mutuelle entre les institutions financières. La Commission de Supervision Financière de Pologne (CSF) a renforcé les coefficients de liquidité et les obligations de déclarations⁶. L'évaluation avancée par la banque sur les possibilités de redressement de l'économie est très négative et davantage de restrictions sur les prêts accordés aux entreprises sont prévus⁷.

4 Rybiński, K. *Finansowanie rozwoju Polski w kryzysie*. Ernest & Young, février 2009.

5 Toutes les données sont basées sur le rapport de la Banque Nationale de Pologne (2009). *Situation of the credit market in the first quarter of 2009*, Varsovie, enero.

6 En juillet 2008, la Commission de Supervision Financière Polonaise a imposé aux banques l'obligation de maintenir et de déclarer ses standards de liquidité, entraînant de fait une amélioration de la liquidité bancaire permettant ainsi de juguler la "crise de confiance".

7 FSC (Commission de Supervision Financière) (2008). *Informacja o sytuacji banków po trzech kwartałach 2008 r.* Disponible sur : <www.knf.gov.pl/sektor_bankowy/publikacje_nadzoru_bankowego/publikacje_sektora_bankowego/index.html>.

Stabilité du marché hypothécaire

La politique bancaire en vigueur qui fixe à 30 % le montant exigé de contribution propre, écarte toute possibilité d'achat de logement individuel pour la majorité de la population, dans le même temps il manque environ deux millions d'appartements sur le marché⁸. La conséquence la plus probable sera une hausse radicale des loyers, mais les prix des appartements à la vente ne devront pas nécessairement baisser rapidement. De même, les frais d'amortissement des prêts hypothécaires en devise étrangère (79 % à 81 % du total du portefeuille de crédit en 2008⁹) ont énormément augmenté en raison de la subite chute de la valeur du zloty et du changement très peu favorable en politique bancaire du calcul des marges de flottaison.

La population pense que les banques manipulent le taux de change au détriment des clients. À l'heure actuelle, la différence entre les valeurs d'achat et de vente peut atteindre 12 %¹⁰; et pas même l'Agence de la Concurrence et de la Protection des Consommateurs ne peut imposer de restrictions sur le taux de change. Des groupes de consommateurs se réunissent via Internet afin de se procurer des devises étrangères en grosses quantités dans l'espoir de négocier le montant du *spread* et même parfois de renégocier les conditions de leurs contrats de crédit¹¹.

La crise du crédit et la menace de banqueroute généralisée

15 % des entreprises ont déjà des problèmes pour obtenir des crédits de fonctionnement¹². Les banques ont durci les conditions de délivrance des prêts pour 50 % des entreprises, situation qui s'aggraverait certainement en 2009. D'après les pronostics préliminaires, la banque disposera de deux fois moins de fonds à prêter en 2009 que l'année précédente. Il est tout à fait probable qu'elles aient commencé à démarcher les entreprises pour qu'elles soldent ou renégocient leurs prêts en réclamant des indemnités de retard selon les conditions du contrat de crédit¹³. En 2008, par pression de la concurrence, les banques ont délivré de nombreux prêts avec des marges d'intérêt réduites au minimum, ces prêts sont aujourd'hui devenus une charge pour les banques. Les petites et moyennes entreprises qui manquent de garanties significatives dans leur capital privé sont particulièrement menacées.

En plus de la crise du crédit, des milliers de sociétés sont tombées dans le piège des stock options et elles frôlent aujourd'hui la banqueroute. Encouragées par les banques, les entreprises ont acquis des stock options en grandes quantités pour protéger les bénéfices de leurs exportations. À la suite de la rapide dévaluation du zloty, non seulement ces entreprises ont perdu la totalité

de leur capital de départ mais elles ont aussi cumulé des dettes colossales en raison de contrats mal protégés.

Le déficit démocratique

D'autres gros problèmes sont la baisse des revenus de l'état et l'augmentation des dépenses du paiement de la dette publique. Ces deux points sont étroitement liés à la déficience démocratique régnante : aucun débat public n'est venu encadrer le nouveau prêt d'urgence de la Banque Mondiale pour un montant de 3.750 millions d'euros et les activités de l'État sont, dans une grande mesure, peu claires pour les médias, les élus et le public. Lorsque la Depository Trust & Clearing Corp. (qui intervient comme registre central du commerce d'échange de crédits) a publié ses rapports, avec les mille contrats les plus importants, il s'est avéré que la République de Pologne ainsi que d'autres états souverains, avaient participé au commerce de produits dérivés comme le secteur privé. Depuis le début du XXI^{ème} siècle, l'OCDE, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) ont organisé des formations et séminaires pour les fonctionnaires du Ministère de l'Économie afin de participer à la création et à la négociation des marchés de dette publique. Lorsque l'État intervient en tant que société commerciale, il abandonne ses citoyens, en particulier ceux qui ne génèrent pas de revenus pour l'État ou le marché.

Conséquences – disparités hommes-femmes

En 1989 et 1990, lorsque la Pologne a emprunté la voie du libre marché, les premières victimes ont été les ouvrières du secteur textile, les usines non-compétitives fermaient et rien ne venait les remplacer. À l'heure actuelle, le secteur textile rajeuni, où prédominent les femmes, fait une nouvelle fois l'objet de réduction : à mesure que les commandes d'importations (principalement depuis l'Allemagne) diminuent, les sous-traitants locaux réduisent leurs activités ou ferment, ce qui mène à une perte sèche évaluée à 40.000 emplois¹⁴.

Prisonniers de l'économie souterraine

La baisse des revenus familiaux attribuée à la crise économique pourrait générer l'appauvrissement de groupes sociaux entiers, en particuliers les classes populaires et moyennes. Il est tout à fait probable que l'impact soit plus significatif chez les femmes, ce sont elles qui, par tradition, prennent la plus grosse responsabilité quant au bien-être familial (ceci est vrai en particulier dans les groupes aux revenus les plus faibles). Certains analystes signalent que la crise amplifie le secteur « au noir » (informel) de l'économie polonaise à mesure que de nombreux chefs d'entreprise, en particulier les petits, tentent de minimiser les coûts salariaux et évitent la fiscalité et autres coûts liés au travail légal. Il semble très probable que le développement de l'économie au noir affecte davantage les femmes que les hommes, ce sont elles qui sont embauchées sur les emplois faiblement rémunérateurs, en particulier dans le secteur des services privés (par exemple la vente au détail).

Limites à la génération de revenus

La diminution des moyens financiers transfère les coûts sociaux de la crise financière sur les foyers et les fem-

mes en particulier. Environ 60 à 70 % du travail non-rémunéré d'aide à la famille est effectué par les femmes¹⁵. La classe sociale, l'origine ethnique, l'âge et la situation géographique sont les éléments déterminants pour distinguer l'impact qu'a cette crise économique sur les hommes et les femmes. Par exemple, en raison des frais élevés de location d'un logement, la mobilité sur le marché du travail devient limitée pour les habitants de petits villages situés dans des zones où la récession économique est importante. L'obligation, enracinée au niveau institutionnel, de fournir le travail domestique au sein du foyer, limitent encore davantage la capacité des femmes en âge de se reproduire à chercher des moyens alternatifs de création de ressources.

Organisations de femmes

De nombreuses organisations de défense des droits de la femme, y compris des ONG, savent déjà ce que signifie perdre des fonds à mesure que les dons des entreprises privées et des particuliers diminuent fortement. Les fonds publics ont également diminué en raison de la baisse estimée du PIB pour 2009, obligeant à faire des coupes dans de nombreux programmes budgétaires. Le budget du Fond d'Initiatives Civiques, un programme gouvernemental qui soutient les organisations à but non lucratif, sera diminué de moitié. Tant que les objectifs néolibéraux sont la priorité (gestion de la diversité, discrimination, esprit d'entreprise) et que les ONG endossent le rôle de prestataires de services à mesure que l'État se retire du secteur social, le fond a apporté des ressources importantes pour soutenir les activités des ONG. Il est tout à fait probable que le financement que les ONG reçoivent des autorités locales chute également.

Par ailleurs, la crise économique a déjà eu une conséquence négative sur la capacité des ONG de femmes à recevoir des fonds aussi bien de la part des donateurs privés que publics pour leur participation à un projet financé conjointement avec la Commission Européenne. Ceci est spécialement alarmant car, alors que les fonds de l'Union Européenne ont généré de nouvelles opportunités pour les ONG en Pologne, ni l'État, ni les autorités locales n'ont développé les mécanismes nécessaires pour apporter un soutien financier aux ONG qui obtiennent des fonds de l'Union Européenne.

Un scénario lugubre

Il est possible qu'une situation d'aggravation économique s'installant dans le temps cause des conflits sociaux et politiques au cours des prochaines années. L'éventuelle polarisation économique, le chômage montant et le cuisant échec des marchés financiers ainsi que le budget public pourraient être l'antichambre du développement de comportements et partis radicaux, conservateurs et de droite. La montée du néo-conservatisme pourrait encourager des valeurs traditionnelles, patriarcales et cantonner les femmes à leur rôle traditionnel. « cuisine, enfants et peut-être l'église ». De plus, parce qu'on les considère comme bien plus importantes, les questions économiques peuvent dominer le discours public et causer une marginalisation des problèmes sociaux et des problèmes liés aux rapports hommes-femmes. ■

8 Enquête sur Internet menée par Money.pl disponible sur : <www.money.pl/banki/raporty/artykuly/kredyty;hipoteczne;tylko;dlabogatych,142,0,376462.html>.

9 Données fournies par l'Association des Banques Polonaises et rendues public lors d'une conférence en décembre 2008. Disponible sur : <www.zbp.pl/site.php?s=MTlyNTk0MTI>.

10 Enquête sur Internet menée par Money.pl disponible sur : <www.money.pl/banki/wiadomosci/artykuly/ciezkilios;posiada czy;kredytow;banki;uderzaja;spreadem,207,0,383183.html>.

11 Dominiak, T. "Polacy buntuj! się przeciwko bankom." *POLSKA The Times*, 25 février 2009.

12 Enquête réalisée par la Confédération polonaise des Chefs d'Entreprises du Privé Lewiatan. Voir : <www.pkplewiatan.pl>.

13 Nikielwicz, K. Samcik, M et Hatazab, N. "Znikające tanie kredyty." *Gazeta Wyborcza*, 24 février 2009.

14 Brzoska, P. "Łodz cienko przedzie, szwaczki znow traca prace." *Polska – Dziennik Łódzki*, 29 décembre 2008. Voir : <www.polskatimes.pl/dzienniklodzki/pieniazde/74052,łodz-cienko-przedzie-szwaczki-znow-traca-prace,id,t.html>.

15 Budlender, D. "The statistical evidence of care and non-care work in six countries." Genève : Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social (UNRISD). 2008.

Une crise ancienne et de nouveaux défis



La crise économique que le Portugal doit affronter depuis au moins 2001, aggravée par la crise financière et économique internationale actuelle, a eu comme conséquence une hausse du chômage et de la pauvreté. Cependant la pauvreté n'est pas seulement un effet de la situation actuelle, elle répond plutôt à une condition structurelle qui se maintient. Presque la moitié de la population, y compris les personnes de classe moyenne qui ont perdu leur emploi et/ou leur logement, a souffert de la pauvreté entre 1995 et 2000. Le changement climatique a aussi un effet sur l'économie et le bien-être de la population. De nouvelles optiques et de nouvelles mesures sont nécessaires pour combattre la pauvreté et pour faire face aux défis environnementaux.

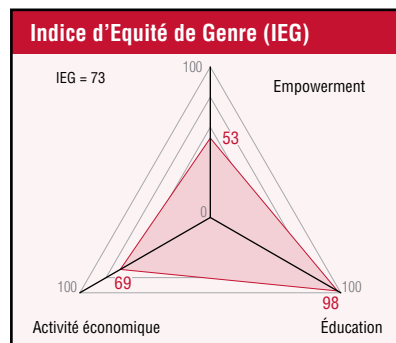
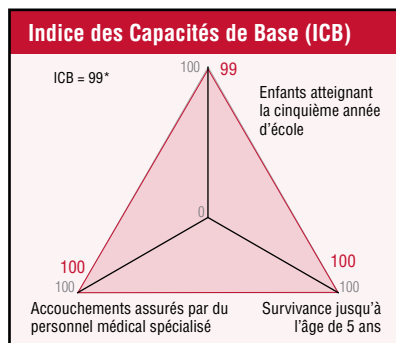
Social Watch Portugal; Oikos
Catarina Cordas
João José Fernandes

D'après le Bulletin Financier du Printemps 2009 de la Banque du Portugal¹, l'économie a commencé à décélérer sensiblement au début 2008 et puis, à partir du deuxième trimestre, elle est entrée dans la période de récession la plus profonde des dernières décennies. Le Bulletin établit que l'économie subira une baisse de 3,5 % en 2009, sa pire performance depuis 1975. Cette réduction montre que la faible productivité a eu un effet sur le taux de chômage qui s'est approché de 8 % en janvier 2009, par rapport au 7,7 % de janvier 2008. Fin février 2009 presque 500.000 chômeurs (5 % de la population) s'étaient enregistrés dans les bureaux d'emploi.

Le crédit, le logement et le risque de pauvreté

Le manque d'accès au crédit est une autre conséquence assez négative de la crise économique internationale. Bien qu'il n'y ait pas de données officielles à ce sujet, en 2008 beaucoup de familles ont perdu leurs logements à cause de l'impossibilité de payer les remboursements des prêts. D'après l'Enquête sur les Revenus et les Conditions de Vie 2007 de l'Union Européenne (UE-SILC en anglais), les composantes non monétaires du revenu, telles que la propriété du logement, atténuent l'incidence et l'intensité de la pauvreté². La perte du logement – ou les difficultés croissantes pour son acquisition que rencontrent les classes moyenne et basse – et la perte de l'emploi ont augmenté le risque de pauvreté, définie par l'UE-SILC comme la proportion d'habitants adultes touchant des revenus annuels inférieurs à 4.544 euros (environ 379 euros par mois) en 2006.

D'après l'UE-SILC, le risque de pauvreté pour le chômeur portugais était de 32 % en 2006, légèrement plus élevé qu'en 2005 (31 %). Cette augmentation était prévisible à cause de la hausse



du chômage. Cependant, en général, le risque de pauvreté a diminué jusqu'à atteindre 18 %, une diminution de 5 % approximativement à partir de 1994, alors qu'il était de 23 %. L'amélioration est la conséquence positive des programmes européens de lutte contre la pauvreté mis en œuvre à partir de 1989 et du Plan d'Action National pour l'Inclusion 2003-2005³, qui contenait certains principes directeurs très positifs:

- une approche multidimensionnelle et multidisciplinaire de la pauvreté et des privations;
- un accent sur les alliances entre acteurs publics et privés;
- la participation de toutes les parties intéressées, surtout les pauvres;
- le renforcement du pouvoir des pauvres et
- l'application de politiques et d'actions de sensibilisation dans chaque politique sectorielle et éviter que la lutte contre la pauvreté se réduise à un programme périphérique.

L'UE-SILC a montré que 47 % des familles avait souffert de la pauvreté entre 1995 et 2000, dont 72 % étaient restées deux ans ou plus dans la pauvreté⁴. Beaucoup de ces familles sont les nouveaux pauvres, hommes et femmes qui appartenaient à la classe moyenne mais qui se sont appauvris à cause d'une crise familiale, comme le chômage ou l'augmentation du taux d'intérêt des prêts pour le logement ou des hypothèques. Au début 2009, les ONG ont mis en relief certaines histoires dramatiques de personnes

qui avaient souffert un changement radical dans leur vie et qui sont devenues dépendantes de l'aide de tierces personnes. Le président du Réseau Européen contre la Pauvreté a affirmé que, sur les deux millions de pauvres du Portugal, 17 % actuellement du travail mais celui-ci ne permet pas de couvrir les besoins quotidiens⁵. La pauvreté augmente dans les grandes villes et récemment les tentatives de suicide ont aussi augmenté.

Traitement de la pauvreté

Ces conclusions suggèrent que le problème « n'est pas ce que nous faisons mais ce qu'il reste à faire »⁶. Un transfert d'environ 3,5 % du revenu de ceux qui ne sont pas pauvres serait suffisant pour couvrir les besoins de ceux qui le sont⁷.

La pauvreté au Portugal – comme ailleurs – ne se résoudra pas seulement avec des politiques sociales, bien que celles-ci soient importantes. Il est nécessaire que les politiques économiques s'occupent de la distribution inégale du revenu, des biens et du pouvoir. De plus en plus, les économistes et les organisations de la société civile signalent que l'inégalité sur le plan des actifs conduit à l'inefficacité économique et qu'il devrait y avoir plus d'investissement dans le capital humain (capacités, éducation, santé, instruction), ce qui favoriserait la promotion des droits de l'homme. Seulement de cette manière le Portugal sera capable de surmonter les faiblesses qui pendant longtemps ont entravé sa productivité et l'ont condamné à avoir l'un des taux de croissance économique les plus faibles d'Europe.

* « Enfants atteignant ... » selon la procédure "1" à la p. 209.

1 Voir : <www.bportugal.pt/publish/bolecon/primavera_09/econ_port_primavera09_p.pdf>.

2 Institut Nacional de Statistiqua (INS). "Dia Internacional de Erradicacao da Pobreza." *Destaque*, 15 octobre 2007. Disponible sur : <www.ine.pt/ngt_server/attachfileu.jsp?look_parentBoui=8046108&att_display=n&att_download=y>.

3 Voir : <www.pnai.pt/>.

4 Costa, A., Baptista, I., Perista P. et Carrilho, P. (2008). *Um olhar sobre a pobreza – vulnerabilidades e exclusão social no Portugal contemporâneo*. Lisboa: Gradiva.

5 Voir Rede Europeia Anti Pobreza sur : <www.reapn.org/>.

6 Costa, A., Baptista, I., Perista P. et Carrilho, P., *op. cit.*

7 *Ibid.*

Les trois recommandations clés pour lutter contre la pauvreté sont:

- La protection de la population la plus vulnérable contre la pauvreté lors des définitions des politiques sociales.
- L'intégration de politiques économiques dans la lutte contre la pauvreté, principalement par le biais de possibilités d'emploi et de l'institutionnalisation du crédit bancaire, spécialement en ce qui concerne le logement.
- L'utilisation de critères pour garantir que le budget général de l'État (BGE) soit favorable à la cohésion sociale. Certaines organisations, comme Oikos, ont suggéré la création d'un groupe pour surveiller le BGE, dans le cadre de l'Assemblée de la République. Ce groupe devrait être composé par des représentants de la société civile, des académiciens et des parlementaires et devrait employer les critères suivants: sensibilisation en ce qui concerne les questions de genre, droits de l'enfant, droits des personnes âgées, promotion du capital humain et cohérence territoriale.

Les effets du changement climatique

Une étude complète sur les effets du changement climatique au Portugal, le SIAM II⁸, suggère que les effets plus importants du réchauffement mondial sont l'érosion significative du littoral, avec une hausse de la fréquence des événements météorologiques extrêmes (comme la sécheresse prolongée et les inondations soudaines), la réduction des précipitations (entre 30 % et 40 %) et l'augmentation des températures moyennes annuelles. Sans être catastrophiques, les conséquences du changement climatique dans le pays produiront des pertes de l'ordre de 5 % à 10 % du PIB. Il existe des effets potentiels sur les ressources aquifères, le littoral, l'industrie de la pêche, l'agriculture, les forêts, la biodiversité l'énergie, la santé humaine et sur d'importants secteurs de l'économie nationale comme le tourisme.

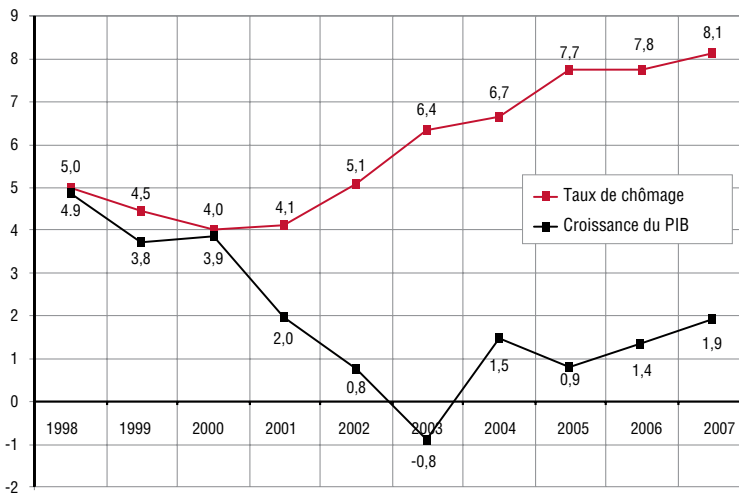
Il est de plus en plus évident, puisque le changement climatique mondial est inévitable, que les politiques d'atténuation et d'adaptation doivent se renforcer. En ce qui concerne l'atténuation, il est nécessaire de réduire les émissions de dioxyde de carbone, d'améliorer l'efficacité énergétique, d'insister sur la réutilisation et le recyclage des produits, d'examiner toute la politique de transport et de mobilité, et également de se concentrer sur la production d'énergie propre et renouvelable. Le pays devrait aussi développer des mécanismes pour utiliser une

bonne partie des moyens fournis par les projets du Fonds du Charbon portugais afin d'obtenir un double avantage: la compensation des émissions de charbon/efficacité énergétique et la lutte contre la pauvreté, particulièrement dans les pays en développement.

En ce qui concerne l'adaptation, il est important, entre autres, de faire des investissements dans la protection du littoral et les ressources aquifères, dans des cultures plus résistantes au changement climatique et pour une meilleure efficacité énergétique dans les bâtiments publics et résidentiels. ■

8 Santos, F. D. et Miranda, P. *Alterações Climáticas em Portugal*. Lisboa: Gradiva, 2006.

TABLEAU 1. Croissance du PIB et taux de chômage au Portugal (%)



Source : Eurostat, Indicateurs Structurels, 2008.

Réduire la pauvreté : un objectif très lointain



Au lieu de diminuer, la pauvreté a sensiblement augmenté depuis 1990. Les désordres, les pillages et les destructions qui ont accompagné la rébellion menée par le général François Bozizé au pouvoir ont détruit le tissu économique, déjà détérioré, du pays. Aujourd'hui le gouvernement présente une stratégie de réduction de la pauvreté qui répondra difficilement aux exigences de l'OMD 1 si l'on ne s'engage pas immédiatement et de façon durable dans la voie de la paix et de la sécurité, et si l'on ne développe pas une croissance qui, en plus d'être exceptionnelle, favorise les pauvres.

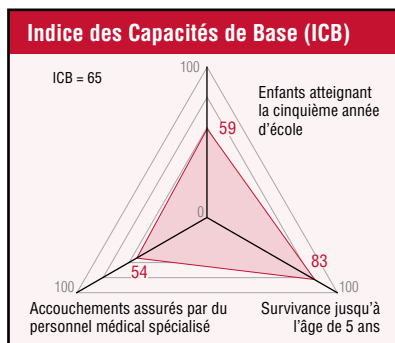
GAPAFOT

Pastor Clotaire Rodonne Siribi

Malgré ses ressources multiples, l'économie de la République centrafricaine a été sinistrée par des années de pillage des fonds publics et par d'incessantes crises politico-militaires. Les désordres, les pillages et les destructions qui ont accompagné la rébellion menée par le général François Bozizé au pouvoir le 15 mars 2003 ont fini par défaire un tissu économique qui était déjà en piteux état après une vingtaine d'années de gestion mafieuse qui ont vidé les caisses de l'État. Tous les appareils de production ont été détruits.

Une grande partie des 623.000 km² du territoire de la République est recouverte de bois et le sous-sol renferme des diamants. Cependant, ces deux richesses naturelles, principales sources de revenus du pays, ont longtemps servi à remplir les poches de ceux qui détenaient le pouvoir et de leurs proches. Aujourd'hui en pleine restructuration, sa production a baissé. Bien que la terre soit fertile – même si seulement 1/5 est cultivé – et le climat clément, les productions de coton et de café n'ont cessé de s'effondrer ces dernières années. La récolte de coton de 2004-2005 n'a pas dépassé les 5.000 tonnes, contre quelque 50.000 en 1998. Ceci est dû non seulement à l'inconsistance de la structure qui est supposée gérer le secteur, mais aussi – et principalement – aux règles du jeu du commerce international, qui ne sont pas favorables aux producteurs africains, et spécialement aux subventions allouées aux producteurs des pays industrialisés. En ce qui concerne le café, la République centrafricaine a produit pendant un temps plus de 18.000 tonnes par an, mais sa culture a quasiment disparu. L'agriculture est pratiquement abandonnée. Les paysans, après avoir subi directement les conséquences de la rébellion, souffrent de l'insécurité chronique et ne continuent de cultiver que pour leur subsistance.

La réduction constante de ces activités réduit aussi les revenus fiscaux et douaniers déjà rares en raison de l'inefficacité de la collecte exercée par l'État centrafricain, fait régulièrement dénoncé par le FMI (qui lui a concédé en juillet 2004 un crédit de 8,2 millions de dollars dans le cadre d'un programme post-conflit). Par ailleurs, le budget du pays se voit grevé par une dette extérieure supérieure à 1 milliard de dollars (à la fin de 2002), dont le règlement

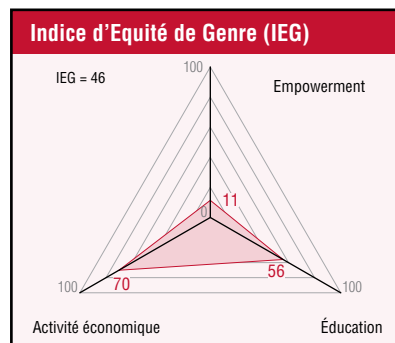


représentait 44,7 % des ressources budgétaires en 2003 selon la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC).

Incapacité de l'État

Depuis la tentative de coup d'État de mai 2001, les aides extérieures ont été suspendues et ce n'est que grâce aux donations spécifiques de 2004 en provenance des partenaires traditionnels (l'UE, la France, la Chine ou la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique centrale) que la République centrafricaine a pu sortir la tête de l'eau. L'État se montre incapable de payer ses fonctionnaires, les pensions et les bourses. Lors de la chute du président Ange Patassé en mars 2003, les fonctionnaires comptaient déjà 36 mois de retard dans le versement de leur salaire. Après avoir simplement effacé le tableau, François Bozizé s'est engagé à payer les salaires dans un délai convenu, promesse qu'il n'a pas pu tenir longtemps car le ministre de l'économie s'est reconnu incapable de payer les fonctionnaires d'État, qui ont reçu en janvier 2008 leur salaire de juillet 2004. Ces retards pèsent sur la consommation intérieure et causent une inquiétante tension sociale, exacerbée par l'inflation des prix des produits alimentaires. Malgré cela, l'économie a connu une légère amélioration en 2004 (2,5%) après plusieurs années de stagnation.

Pour les Centrafricains, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) se trouvent très éloignés et resteront un rêve. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), les deux tiers des Centrafricains, soit 3,8 millions, vivent en dessous du seuil de pauvreté. L'espérance de vie n'est que de 39,5 ans ; un enfant sur dix (11,5 %) meurt avant l'âge de 5 ans et moins de la moitié des adultes (48,6 %) sont alphabétisés. Ces résultats



placent la République centrafricaine au 169^{ème} rang sur 177 pays intégrant la classification de l'Indice de développement humain.

Stratégie de réduction de la pauvreté

Pour essayer d'inverser cette situation dramatique, le Gouvernement a tenté de mettre en place une stratégie de réduction de la pauvreté avec deux buts principaux.

- Créer des richesses sur la base du renforcement des capacités humaines et institutionnelles ; insérer les plus pauvres dans l'appareil productif au moyen d'une bonne gouvernance et du rétablissement de la sécurité.
- Améliorer et généraliser les services sociaux de base par une approche participative dans l'application et le contrôle/évaluation de l'exécution de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

Cette stratégie s'appuie sur les quatre piliers suivants :

- La restauration de la sécurité, la consolidation de la paix et la prévention des conflits. Ceci exigerait, entre autres, le renforcement des capacités matérielles et humaines des FDS et la réforme, la restructuration, l'aménagement du territoire et la transformation participative et coordonnée du secteur de la sécurité.
- La promotion de la bonne gouvernance et de l'état de droit, avec le renforcement de la gouvernance politique et judiciaire, l'amélioration de la gouvernance économique, la participation et la promotion du genre.
- La reconstruction et la diversification de l'économie par la stabilisation macroéconomique, le développement rural, la gestion transparente

et efficace des ressources naturelles, la promotion du tourisme et de l'artisanat et le développement des infrastructures de soutien pour la production.

- Le développement du capital humain avec la promotion de l'éducation, en particulier de l'école primaire et secondaire ; l'accessibilité aux services de santé ; la lutte contre le VIH/SIDA ; et la promotion de l'emploi.

Diagnostic de pauvreté

Le présent diagnostic de pauvreté est le résultat de deux recherches menées par le Ministère de la Planification sur les conditions de vie en milieu urbain et rural, réalisées avec l'aide technique et financière du PNUD en 2003 et complétées par une recherche participative financée par la Banque Mondiale en 2006.

Cette enquête a identifié 10 problèmes principaux : mauvaise gouvernance ; problèmes liés à l'insécurité ; faiblesse des revenus ; inefficacité de l'éducation et de la formation ; problèmes de santé ;

corruption ; manque d'emploi et absence d'opportunités ; manque d'eau potable ; absence d'une politique de renforcement des capacités nationales et problèmes environnementaux.

Les problèmes retenus comme prioritaires sont ceux qui, quantitativement, ont été considérés comme les plus importants en raison de leur influence décisive et de leurs impacts négatifs sur les conditions de vie de la population. Les témoignages des participants, pris en groupe ou individuellement et dans toutes les régions, mettent clairement en évidence trois problèmes principaux : l'absence d'une bonne gouvernance, l'insécurité et l'absence de paix.

Les mauvaises conditions prévalent dans tout le pays. Dans certains quartiers de Bangui, la capitale, la population ne dispose d'électricité que quatre jours sur sept et, dans la plupart des quartiers, elle n'a pas accès à l'eau potable. En raison de la forte chute du niveau des revenus, beaucoup de Centrafricains envahissent les espaces verts non seulement en ville mais aussi sur les formations forestières

périphériques. Étant donné que l'inflation a réduit les revenus, la vente de bois à brûler est souvent la seule alternative face aux autres moyens de subsistance qui sont de plus en plus précaires, mal payés et illicites. En conséquence, la savane croît à un rythme de 500 mètres par an de part et d'autre de Bangui Boal et s'est déjà déplacée de 30 kilomètres vers le sud et le sud-est.

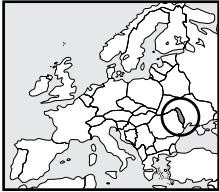
Le taux de pauvreté est de 73 % dans les villes et de 69 % dans les zones rurales. Cette privation s'est vue accentuée par une énorme inégalité dans les revenus et les dépenses domestiques. Le niveau de consommation de 10 % des ménages les plus pauvres représente à peine le dixième de celui de 10 % des plus prospères. Il est bien peu probable que l'objectif de 31 % pour 2015 soit atteint si l'on ne s'engage pas de façon rapide et durable dans la voie de la paix et de la sécurité sur la totalité du territoire et si l'on ne développe pas une croissance exceptionnellement forte et favorable bénéficiant les pauvres, notamment en milieu rural. ■

TABLEAU 1. Évolution des OMD de 1990 à 2003

OBJECTIF 1. Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim	1990	1995	2003
Incidence de la pauvreté (%)	62		67
Pourcentage d'enfants avec une insuffisance pondérale (au-dessous du poids considéré comme sain) (%)		23	21
OBJECTIF 2. Assurer l'éducation primaire pour tous			
Taux net de scolarisation (%)	47	62	40
Taux d'alphabétisation entre 15-24 ans (%)	26	39,1	46,7
OBJECTIF 3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes			
Rapport fille/garçon à l'école primaire (%)	64		69
Rapport fille/garçon à l'école secondaire (%)	39	41	60
OBJECTIF 4. Réduire la mortalité infantile chez les enfants de moins de 5 ans			
Taux de mortalité infanto-juvénile (pour 1.000 naissances)	212	157	220
Taux de mortalité infantile (pour 1.000 naissances vivantes)		97	132
Taux d'immunisation contre la rougeole (%)	83	46	35
OBJECTIF 5. Améliorer la santé maternelle			
Taux de mortalité maternelle (pour 100.000 naissances vivantes)	683	948	1.355
Taux d'accouchements assistés par un personnel qualifié (%)		50	44
OBJECTIF 6. Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies			
Taux de prévalence du SIDA (% de femmes de 15-49 ans)	2		10,7
Taux de prévalence du paludisme (%)			
OBJECTIF 7. Assurer un environnement durable			
Superficie de terres protégées (km ²)			67.615
Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau améliorée (%)	52		75
Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable (%)	17,5		26,1
Pourcentage de la population ayant accès à l'assainissement (%)			30

Source : United Nations Development Group.

La crise existe après tout



La Moldavie vit une époque de turbulences. Avant les élections d'avril, le Parti Communiste au pouvoir a minimisé les conséquences de la crise financière. Les experts avaient pourtant déclaré que les pays pour lesquels les envois de fonds depuis l'étranger représentent un tiers du PIB, comme la Moldavie, sont les plus vulnérables. Après les élections, le gouvernement a cependant commencé à parler de la crise comme d'une « catastrophe ». Pour l'instant, les mesures proposées ont manqué leur cible.

Partnership for Development Center
Diana Mocanu

À l'heure actuelle, la Moldavie vit des temps orageux sur le plan politique. En avril 2009, lorsque le Parti Communiste de la République de Moldavie (PCRM) au pouvoir a remporté les élections parlementaires, des milliers de manifestants ont envahi les rues dénonçant la fraude, ils ont affronté la police et ont pillé le parlement. Le Gouvernement a affirmé que la bataille menée après le résultat des élections n'était qu'une tentative de coup d'état masquée, organisée avec la participation de la Roumanie. Plus tard, après les présidentielles de juin, le président et leader du PCRM, Vladimir Voronin, a « mis fin à son partenariat politique » avec les partis de l'opposition.

Une nouvelle réalité politique

La superposition de la crise politique et de la crise économique et financière a creusé le fossé entre le Gouvernement et l'opposition qui ont refusé d'assumer leur responsabilité, chacun se rejetant la faute. Les nouvelles élections parlementaires du 29 juin ont eu comme résultat un parlement où aucun parti ne détient la majorité et encore moins les 61 sièges nécessaires pour élire un nouveau président. Les quatre principaux groupes d'opposition ont obtenu 53 sièges en tout. Ce nombre n'est pas suffisant pour élire un nouveau président de leur préférence bien que les leaders aient manifesté leur volonté de forger une alliance pour déplacer les communistes.

L'accord de Transnistria occupe encore une fois le devant de la scène. Ceci est dû à la stratégie pré-électorale du président Voronin, qui a signé la Déclaration de Barvikha étant considérée par l'opposition comme une capitulation face aux intérêts russes¹. L'opposition craint que la Moldavie puisse perdre sa souveraineté, son indépendance et son intégrité. Elle croit avoir le droit de diverger sur le prix payé par le leader du PCRM pour obtenir l'appui de la Russie

* Il n'y a pas des données disponibles pour l'ICB.

1 Le 18 mars, le président Vladimir Voronin, le président russe Dimitri Medvedev et le « président » installé par la Russie à Transnistria, Igor Smirnov, ont signé une déclaration conjointe rédigée en russe où l'on déclare : « compte tenu du rôle stabilisateur de l'opération de paix en cours, les parties considèrent qu'il serait recommandable de la transformer en une opération de maintien de la paix sous le parrainage de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe pour [atteindre] comme résultat un accord sur Transnistria ».

– dans le but d'éliminer de la course électorale les autres adversaires qui visaient à attirer l'électorat de langue russe.

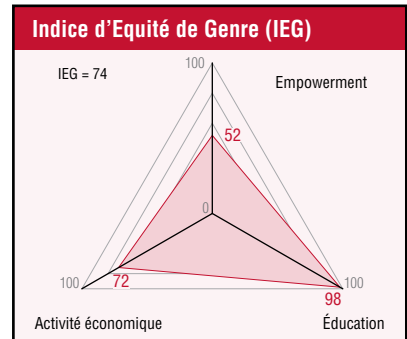
En même temps, la position internationale de la Moldavie s'est notamment détériorée et sa candidature d'adhésion à l'Union Européenne est en danger. La rhétorique a été largement utilisée pour définir les élections d'avril comme étant une « épreuve » pour la démocratie moldave garantissant le progrès vers l'intégration du pays à l'UE (l'UE fait l'objet de plus de la moitié des échanges commerciaux de la Moldavie, un grand nombre de moldaves travaillent pour l'intégration européenne). Cependant, le résultat préliminaire de cette « épreuve » a été l'abus des ressources administratives, le harcèlement permanent de l'opposition – ayant provoqué des manifestations et des révoltes – et la violation flagrante des droits de l'homme de la part des organismes responsables de faire respecter la loi.

La société moldave est profondément divisée et radicalisée, non seulement du fait de la manière dont a été menée la campagne électorale, mais notamment comme conséquence du comportement des forces de sécurité en période post-électorale. La stabilité politique ne sera récupérée qu'après avoir mené une enquête exhaustive sur les événements d'avril.

Crise et possibilités

Avant les élections d'avril 2009, le gouvernement a nié avec véhémence les conséquences de la crise pouvant affecter le pays et a essayé de maintenir artificiellement le *statu quo* économique. Malgré ces efforts, la Banque Mondiale n'a pas été aussi optimiste et la Moldavie a été incluse dans la liste des pays en développement ayant un très haut niveau de vulnérabilité². Après les élections, le président Voronin a déclaré, lors d'une réunion avec des entrepreneurs, des membres du gouvernement intérim, des parlementaires et des hommes politiques, que « la crise est un incendie, une catastrophe ». Les fonctionnaires du gouvernement

2 Organisation Mondiale du Commerce (2009). "The World Bank has Included Moldova among the Developing Countries with the Highest Level of Vulnerability to the World Crisis", 10 avril. Disponible sur : <moldovainomc.org/index.php?option=com_content&view=article&id=103:world-bank-has-included-moldova-among-the-developing-countries-with-the-highest-level-of-vulnerability-to-the-world-crisis&catid=1:latest-news&Itemid=50>.



ont expliqué que l'importance de la crise avant les élections avait été minimisée dans le but « d'éviter la panique ».

En 2008, la croissance économique a été impressionnante (7,2 %). Malgré cela, la deuxième vague des effets de la crise financière mondiale a frappé le pays avec force. Les premières conséquences se sont fait sentir lors du dernier trimestre 2008 et elles ont été confirmées par les indicateurs statistiques du premier trimestre 2009³. D'après la première ministre Zinaida Greceanii, les effets sont dus notamment au déclin des exportations et des importations, à la réduction de la production et à la diminution des envois de fonds depuis l'étranger. Dans ce cas, la seule manière pour la Moldavie d'affronter la crise, sera la mise en œuvre d'une politique conçue pour garantir et conserver la stabilité économique.

La première ministre Greceanii a souligné que les investissements en infrastructure doivent provenir aussi bien des ressources budgétaires que des investissements étrangers. Elle a cité un projet d'investissement tchèque à mettre en œuvre au nord du pays, avec un apport de 600 millions d'EUR (882 millions d'USD) pour la construction d'une centrale électrique. Suivant la première ministre, la réforme de libéralisation économique (légalisation du capital, amnistie fiscale, impôt sur les revenus réinvestis, ainsi que des politiques bancaires strictes ayant été encouragées dernièrement) aidera aussi bien à assurer la stabilité macroéconomique de la Moldavie qu'à diminuer l'effet de la crise.

Le ministre des Finances a manifesté que le système financier moldave est très solide et que, l'année dernière, la capitalisation des banques a augmenté de 26,8 %, les actifs de 22,3 % et les portefeuilles

3 Voir : <www.expert-grup.org/go=biiblioteca&n=110>.

de crédits de 19,4 %. Par conséquent, la liquidité actuelle du système bancaire est d'environ 30 %, notamment supérieure aux exigences de la limitation de risques (de 20 % minimum)⁴.

Cependant, l'Association pour la Démocratie Participative a annoncé que, en raison de la crise économique, beaucoup de banques nationales n'octroient déjà plus de crédits individuels pour la consommation personnelle ni d'hypothèques y compris pour les sociétés, puisque celles-ci, notamment dans le secteur de la construction, ne sont pas en mesure de rembourser les prêts. D'autre part, du fait de la possible dépréciation de la monnaie nationale, le leu, vis-à-vis des principales devises de référence, les citoyens ne se sont pas bousculés pour demander des crédits.

La plupart de la liquidité des banques est due aux envois de fonds des moldaves qui travaillent à l'étranger. Il serait bien possible que, en raison de la diminution des transferts, les banques accumulent moins d'argent dans leurs portefeuilles. Les données de la Banque Nationale de Moldavie montrent qu'en avril 2009 les réserves monétaires ont atteint 1,08 milliard d'USD, ce qui implique une diminution de presque 586 millions d'USD (35 %) par rapport à décembre 2008. Cette réduction est due aux interventions faites sur le marché monétaire sous forme de ventes et d'acomptes à valoir sur la dette externe du pays, entre autres versements externes, ainsi qu'à la réduction du taux de change des devises à titre de réserves monétaires par rapport au dollar américain. Pour sa part, le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit que si les envois de fonds depuis l'étranger et les exportations continuent à diminuer, les réserves monétaires du pays pourraient chuter d'1,3 milliard d'USD ce qui dans la pratique signifie que le pays pourrait perdre ses réserves monétaires.

D'autre part, suivant l'Académie des Sciences de la Moldavie (ACM), la crise mondiale pourrait entraîner des effets positifs pour le pays⁵. Bien que les envois de fonds depuis l'étranger et les importations diminuent, cela « peut favoriser l'économie réelle afin de remplir le manque de produits sur le marché interne ». La dépréciation du leu peut également avoir des effets positifs, à savoir l'augmentation des exportations. Le rapport de l'ACM signale que la nécessité d'être compétitif implique une amélioration qualitative des produits atteignant ainsi les standards européens⁶.

Un pays qui dépend des envois de fonds depuis l'étranger

Les économistes de la Banque Mondiale affirment que les pays pour lesquels les envois de fonds depuis l'étranger représentent un tiers du PIB sont les plus vulnérables face à la crise économique. C'est le cas de la Moldavie et du Tadjikistan où ces fonds constituent 35 % et 45 % du PIB, respectivement, et également de l'Arménie et du Kirghizistan. En 2008, les émigrants moldaves ont envoyé 1,6 milliard d'USD par des voies officielles seulement, notamment depuis l'Italie et la Russie. Une enquête récente menée par l'Organisation Internationale pour les Migrations a confirmé que plus de 35 % de la population moldave habite dans des foyers recevant des fonds de l'étranger⁷.

Une enquête réalisée par CBS-AXA en Moldavie a révélé que 20 % des bénéficiaires de fonds de l'étranger en 2008 ne reçoivent déjà plus d'argent et que 45 % ont informé qu'ils reçoivent moins ou beaucoup moins que l'année précédente⁸. Cependant, contrairement à pas mal de suppositions ou d'inquiétudes, il n'existe pas de preuves du retour massif des migrants lié à la crise économique, bien que le nombre de migrants rentrés temporairement en 2008 ait doublé (de 4,9 % à 9,1 %) et que 8 % aient déclaré qu'ils rentreraient pour rester. Ce qui est intéressant c'est que la raison principale mentionnée pour le retour est la famille, alors que la perte du travail et le manque de possibilités économiques séduisantes n'étaient que des motivations secondaires.

La réponse du Gouvernement

La priorité du Gouvernement est le versement des salaires, pensions, bourses et subventions sociales⁹. De nouveaux programmes conçus pour favoriser la création de nouvelles entreprises et des projets d'infrastructure seront lancés et mis en œuvre pour assurer la stabilité économique de la Moldavie et pour attirer de nouveaux investissements étrangers. Parmi les mesures incluses dans le plan contre la crise (ou anti-catastrophe) annoncé par le président Voronin peuvent être mentionnées l'aide aux entreprises à « quota zéro » pour l'impôt sur les revenus corporatifs pendant les quatre prochaines années afin de soutenir les agents économiques dans le contexte de la crise mondiale ; l'introduction d'un taux fixe pour les revenus des personnes physiques (par exemple, 15 %), et l'augmentation du montant des revenus non imposables ; la réduction de la contribution au budget social de 5 % ; l'augmentation de la TVA de 20 % à 22 % pour garantir le fonds social et réduire les dépenses budgétaires à un minimum de 20 %.

Le plan contre la crise comprend environ 40 modifications apportées à des documents législatifs. Le Parlement examinera le plan après l'approbation de la nouvelle composition du gouvernement. D'après le vice-premier ministre intérimaire, aucune de ces mesures n'apportera de revenus supplémentaires au budget ; par contre, les employeurs seront obligés de publier les salaires réels.

Défauts du plan du Gouvernement

Ion Sturza, premier ministre en 1999, a déclaré que les réformes fiscales ne sont pas significatives pour l'économie moldave et que, à ce qu'il paraît, les nouveaux privilèges sont octroyés en échange de soutien. D'après lui, les propositions confirmeront le fait que les réformes précédentes n'ont pas été efficaces et n'ont pas non plus produit les résultats escomptés.

D'autre part, les économistes signalent que la réduction de 5 % sur la contribution sociale arrive trop tard parce que les fonds sociaux peuvent être décapitalisés et que cela menace la capacité du gouvernement à payer les pensions. De plus, l'augmentation de la TVA de 20 % à 22 % rendra la consommation plus difficile dans l'avenir et réduira les exportations. Étant donné que l'économie nationale est basée sur la consommation, il aurait été préférable de diminuer la TVA. Si ces mesures constituent tout le « plan contre la crise », alors le gouvernement ne fera qu'accumuler de nouveaux moyens financiers pour le budget. ■

4 La première banque – et jusqu'à présent la seule – à annoncer la banqueroute a été l'Investprivatbank, en juin 2009.

5 Frunza, V (2009). "All Bad is for Good: World Crisis Might Have Positive Effects for the Republic of Moldova". 28 avril. Disponible sur : <moldivainomc.org/index.php?option=com_content&view=article&id=111:all-bad-is-for-good-world-crisis-might-have-positive-effects-for-the-republic-of-moldova&catid=1:latest-news&Itemid=50>.

6 *Ibid.*

7 Voir : <www.iom.md/materials/studies_reports/2009_05_11_moldova_country_profile.pdf>.

8 Voir : <www.azi.md/en/story/3271>.

9 Voir : <www.businessexpert.md/index.php?r=5&s=1642>.

La démocratie dans une impasse



Le président Václav Klaus a déclaré en 2008 que le pays traversait une très bonne période, en ayant « foi dans le présent ». Cette euphorie tend à disparaître maintenant que l'économie commence à montrer des signes de faiblesse. La réforme des finances publiques, qui a entraîné une diminution des impôts pour les secteurs les plus aisés et l'augmentation de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), a créé de plus lourdes charges pour les plus pauvres. Pour certains groupes marginalisés, comme les Roms, la situation est devenue tellement difficile qu'ils ont commencé à émigrer. Un point positif tout de même, en ce sens que le pays a fait quelques progrès – bien qu'insuffisants – pour diminuer les discriminations de genre.

Gender Studies, o.p.s.

Linda Sokačová

ADEPTTS

Saša Uhlíková

Trast pro Ekonomiku a společnost

Petr Gočev

Ekumenická akademie

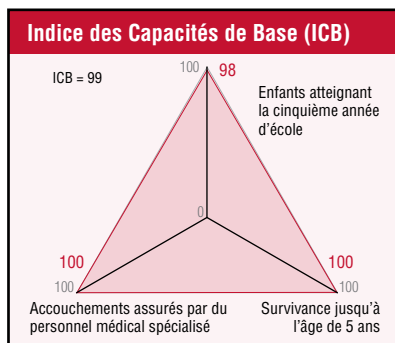
Tomáš Tožička

Le président Václav Klaus a débuté l'année 2008 en déclarant que c'était la meilleure période de l'histoire tchèque et a souligné que l'énorme hausse des prêts et des hypothèques octroyés était un symptôme de « la foi dans le présent ». Il s'est aussi vanté de la solidité de la monnaie nationale, affirmant que c'était la preuve d'une économie forte. En réalité, la couronne tchèque (CZK) était soutenue artificiellement par la spéculation. Le gouvernement de droite, à l'instar du président, a continué à ne pas reconnaître la situation et à nier que la crise économique mondiale aurait des conséquences dans le pays. Cet optimisme a commencé à s'évanouir seulement lorsque les statistiques et la réalité de tous les jours, vécue par la plupart de la population, ont empêché de nier que la production était en train de dégringoler à une vitesse jamais vue auparavant. La République Tchèque est au cinquième rang des pires performances de l'Union Européenne¹.

Les effets des réformes et de la crise

En 2007, le Gouvernement a commencé une restructuration des finances publiques, baissant les impôts des salariés du secteur économique le plus élevé et augmentant la TVA des articles de base. De telles mesures ont augmenté la charge fiscale des familles nombreuses à faible revenu. Tandis que le Ministère des Finances prévoyait pour 2008 une inflation de 3,8 %, l'indice des prix à la consommation est monté à 6,3 %² et le revenu réel au troisième trimestre 2008 s'est réduit de 2,7 %³ par rapport à 2007. Avant même que les effets de la crise économique mondiale deviennent évidents dans le pays, les prévisions annonçant que les réformes nuiraient à la majorité de la population, se sont réalisés.

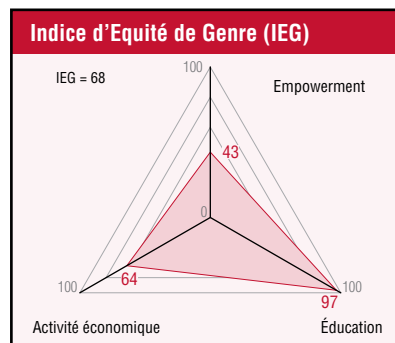
La crise économique mondiale, qui commence maintenant à toucher le pays, est en train de diminuer encore plus le niveau de vie. Au troisième trimestre 2008 le nombre de travailleurs au chômage était plus élevé qu'au



trimestre précédent, ce qui ne s'était pas vu depuis 2005. Fin 2008 le taux de chômage officiel était arrivé à 4,4 %. Cependant ce chiffre ne comprenait pas les 178.000 personnes n'étant pas activement à la recherche d'un travail. Si l'on ajoutait ce nombre, le taux de chômage serait plus élevé de moitié⁴. Les travailleurs étrangers, en particulier les asiatiques, sont généralement les premiers à être licenciés et sont ceux qui souffrent le plus. Leur protection légale est inadéquate, la plupart dépendent d'agences de travail, ce qui précarise leur situation d'emploi et un grand nombre d'entre eux se sont endettés pour pouvoir immigrer. En plus de la catastrophe économique au niveau personnel, le retour au pays pourrait mettre en danger la subsistance de leurs familles.

Depuis que les effets de la crise ont commencé à se faire sentir, la moitié des petites et moyennes entreprises ont dû licencier du personnel et réduire la journée de travail, ou se préparer à le faire prochainement⁵. Les cours à la bourse ont baissé de plus de moitié par rapport à leur niveau maximum en 2007. Cependant le Gouvernement n'a pas abandonné ses projets de privatiser le système des pensions⁶. Fin 2008 il a commencé à envisager des mesures contre la crise, et ce en grande partie comme réponse à la croissante préoccupation mondiale et aussi à la pression de l'industrie nationale.

L'énorme endettement des foyers a placé l'industrie financière dans une position précaire. Jusqu'à il n'y a pas très longtemps, les prêts personnels augmentaient d'un tiers chaque année. La plupart étaient des dettes hypothécaires, mais presque 20 % correspondaient à des



prêts d'institutions non bancaires, principalement à des achats à crédit. Dans certains cas ces prêts ont un taux d'intérêt annuel effectif de plus de 200 %. L'État soutient ce taux en introduisant, par exemple, des mécanismes pour faciliter le recouvrement des dettes. La loi sur la faillite de 2008 comprend une option de faillite pour les particuliers, mais son utilisation est trop compliquée.

La réforme du système de santé

Depuis que le ministre de la Santé a déclaré « je veux le capitalisme dans le système de la santé », il a tout fait pour y parvenir⁷. Plusieurs hôpitaux régionaux ont été privatisés et les services soi-disant non lucratifs ont été réduits, principalement les traitements difficiles ou à long terme. La responsabilité de ces cas a été transférée aux grands hôpitaux publics et aux hôpitaux universitaires. En 2008 la dépense publique pour la santé a baissé jusqu'à moins de 7 % du PIB, un des pourcentages les plus bas de l'UE. Environ 20.000 employés (8 %) ont abandonné le système de santé⁸. La perception de droits sur les services et l'intention de diminuer les retenues pour la sécurité sociale, surtout pour les contribuables les plus riches, sont les clés de la stratégie fiscale régressive du gouvernement.

Les Roms et l'exclusion sociale

Les réformes antisociales et le début de la crise économique ont des effets plus graves sur les secteurs déjà démunis, comme les retraités, les mères célibataires et d'autres groupes très vulnérables. Les Roms ne sont pas tous exclus socialement, cependant la plupart des 250.000 Roms qui vivent dans le pays ont souffert des effets directs de l'économie décroissante. En 2006, dernière année pour laquelle on dispose de données, 80.000

1 Voir : <www.ct24.cz/ekonomika/ceska-republika/45209-smutny-pohled-do-statistik-prumysl-v-prosinci-klesl-o-14-6-procenta/>

2 Voir : <www.czso.cz/csu/redakce.nsf/i/mira_inflace>

3 Voir : <www.czso.cz/csu/csu.nsf/informace/cpmz120108.doc>

4 Voir : <www.czso.cz/csu/csu.nsf/informace/czam020209.doc>

5 Voir : <ekonomika.ihned.cz/c1-34782520-temer-polovina-ceskych-firem-rozda-kvuli-krizi-vypovedi>

6 Voir : <www.cbw.cz/cs/article/penzijni-reformamene-statuvce-sobe.aspx>

7 Voir : <www.cuni.cz/IFORUM-5916.html>

8 Voir : <osz.cmkos.cz/CZ_Z_tisku/Bulletin/12_2008/39.html>

Roms vivaient dans près de 300 localités socialement exclues⁹. Ceci est dû principalement à la discrimination institutionnalisée et au manque d'intérêt du gouvernement pour résoudre les problèmes des Roms.

En janvier 2008, l'Agence pour l'Intégration Sociale a ouvert ses portes dans des localités roms¹⁰ avec pour mission d'élever le niveau de vie des Roms exclus et de faciliter leur intégration dans la société tchèque. Le financement pour l'achat direct de services était supposé être le principal moyen d'y parvenir. Cependant le Gouvernement a donné à l'agence l'ordre d'établir un cadre pour la coopération avec les parties intéressées dans chaque région avant de demander un quelconque service. Le personnel a consacré toute l'année 2008 à cette tâche, après quoi un audit interne a conclu que le point de vue de l'agence violait les politiques du gouvernement.

L'agence s'est avérée décevante. Son mandat est faible. Au lieu d'argent, elle n'offre que des conseils. L'abandon de longue date de la part du gouvernement et les énormes problèmes économiques ont fait de quelques groupes roms de localités socialement exclues les proies de la haine raciale. Les grandes manifestations organisées par les néo-nazis et d'autres habitants de Litvinov contre les Roms en 2008 en sont un exemple. En avril 2009 une fillette de deux ans a eu de graves brûlures à la suite d'une attaque à la bombe Molotov contre la maison d'une famille rom à Vítkov ; ses parents et d'autres membres de la famille ont également été blessés.

Le Gouvernement a attribué aux difficultés économiques l'augmentation des demandes d'asile des Roms au Canada pendant l'année 2008. Mais ces difficultés sont seulement une partie des diverses raisons qui les poussent à émigrer. Les Roms ne se sentent pas bien accueillis en République Tchèque et craignent la vague croissante de violence fasciste¹¹.

La situation de la femme

La participation des femmes dans la vie publique et dans la prise de décision continue à être infime. Néanmoins, le Gouvernement n'a adopté aucune mesure pour diminuer l'inégalité entre hommes et femmes dans les postes politiques et décisionnels. La proportion de femmes à la chambre basse du parlement est de 15,5 %, ce qui, selon les données de l'Union Interparlementaire, place le pays au soixante-neuvième rang. A l'exception du système judiciaire, où 64,5 % des juges des tribunaux de district et 60,4 % des juges des tribunaux régionaux sont des femmes, elles occupent moins de 25 % des postes législatifs et exécutifs. Même au sein du pouvoir judiciaire, au fur et à mesure que l'on monte dans la hiérarchie la proportion de femmes diminue.

Le pays a réalisé des progrès significatifs ces dernières années en ce qui concerne la violence contre les femmes, en approuvant des lois qui condamnent la violence au foyer et le harcèlement. Cependant ces mesures s'avèrent encore insuffisantes pour réduire toutes les

formes de violence sexiste. Malheureusement les groupes de femmes organisées ont du mal à trouver le financement nécessaire, en partie en raison de leur exclusion du concours de subventions 2008 promu par le Ministère du Travail et des Affaires Sociales, qui stipule que les projets « ne doivent pas contenir d'éléments politiques et ne peuvent promouvoir aucune cause politique ou idéologique, y compris l'idéologie féministe ». En conséquence de quoi, beaucoup de ces groupes ont dû arrêter leurs activités.

Le système légal tchèque n'a pas de lois interdisant la discrimination. Le président a opposé son veto pour la loi contre la discrimination qui aurait aligné la législation du pays sur la loi européenne. Une majorité absolue au parlement est nécessaire pour annuler le veto présidentiel. En attendant que cela soit un fait, la République Tchèque viole ses engagements en tant que membre de l'UE. Il existe encore de sérieuses lacunes dans la protection des droits individuels. Elles sont particulièrement évidentes dans le code du travail, qui avait été modifié par la loi rejetée par le président.

Sur le plan économique, les statistiques montrent que beaucoup plus d'hommes que de femmes entre 20 et 35 ans sont économiquement actifs. Ceci s'explique fondamentalement parce que l'on considère encore que l'éducation des enfants est surtout une responsabilité des femmes. Il s'agit seulement ici de l'un des nombreux stéréotypes en matière de genre concernant la maternité qui place les femmes en position désavantageuse sur le marché du travail – lors de l'embauche, au cours de la carrière professionnelle et pour l'accès à l'amélioration de leur formation.

L'inégalité entre hommes et femmes par rapport au revenu était de 19,8 % en 2007, la moyenne la plus élevée d'Europe. Presque deux cinquièmes des femmes (39 %) et un quart des hommes (2 %) pensent que les femmes sont moins payées que les hommes pour le même travail. Les enquêtes d'opinion montrent que les personnes considèrent que l'âge (64 %) et le genre (45 %) sont les barrières les plus fréquentes pour réussir sur le marché du travail¹².

En janvier 2008 le Gouvernement a adopté une nouvelle politique sur les allocations familiales, dénommée permis parental « à trois vitesses ». Les parents peuvent maintenant choisir pendant combien de temps ils bénéficieront de l'allocation familiale. La durée détermine le bénéfice mensuel. Les femmes qui perçoivent des revenus plus élevés en touchent davantage et celles qui perçoivent des revenus plus faibles, moins. Le Ministère du Travail et des Affaires Sociales, qui est très conservateur sur les questions de discrimination de genre, refuse de soutenir et de développer les institutions de l'aide à l'enfance et a l'intention d'éliminer les crèches, dont le nombre s'élève seulement à 40 dans tout le pays. La série de mesures du gouvernement dénommée pro-famille ne comprend pas le soutien intégral aux institutions d'aide à l'enfance.

Un autre problème est le manque de soutien aux politiques qui allient les programmes d'aide à l'enfance et à la famille avec les activités qui encouragent l'intégration des femmes immigrantes. Ces femmes ont une

position désavantageuse pour entrer sur le marché du travail, puisqu'elles ne possèdent pas de qualifications ni de connaissances académiques. De même, les chances de trouver du travail pour les mères célibataires sont très minces. Les immigrants des deux sexes doivent en général se contenter d'occuper les postes les moins intéressants et les moins bien payés, mais ce sont les femmes immigrées qui le plus fréquemment subissent un traitement inégal. Ceci est dû en partie à leur ethnie ou leur nationalité, mais aussi à la discrimination de genre lors de l'embauche, ainsi qu'à l'inégalité des conditions de travail et des salaires¹³.

La coopération au développement

L'Aide Officielle au Développement (AOD) tchèque est destinée en grande partie à la coopération en matière de transformation. Son objectif est de promouvoir la démocratie dite de style occidental dans les pays de l'ex-URSS, à Cuba, en Birmanie et en Iraq. D'après le gouvernement cette approche se justifie principalement par l'expérience de la République Tchèque dans la transformation postcommuniste. Cependant le Gouvernement a renoncé à remplir son engagement envers l'UE qui était d'augmenter l'AOD. L'augmentation a pris fin en 2007 et l'aide a diminué pour la première fois en termes réels de pourcentage du revenu national brut (RNB), de 0,12 % à 0,11 %, en dépit de la pression des ONG et d'autres organisations. Les fonctionnaires ministériels ont informé le Comité des Affaires Etrangères du parlement que le pourcentage de la contribution augmentera, principalement grâce à une diminution du RNB. Le programme n'est pas transparent : en 2008 il n'y a pas eu d'appel d'offres ouvert pour le projet de transformation à Cuba. Les projets qui ont obtenu le financement ont été cofinancés par des institutions néolibérales des États-Unis, comme la Fondation Nationale pour la Démocratie.

Les ONG et les médias

Les ONG tchèques subissent une énorme pression financière ; elles dépendent de plus en plus de leur financement public ou de fondations étrangères – très peu de celles-ci apportent un soutien significatif aux initiatives civiques indépendantes. Ceux qui accèdent aux subventions doivent remplir certains critères politiques et leurs activités doivent être conformes aux politiques du donateur. Pour éviter la critique et l'exclusion, la plupart des organisations évitent l'activisme et se concentrent sur l'offre de services. L'aide économique la moins restrictive provient de la Commission Européenne, particulièrement des fonds gérés directement par la Commission. La campagne civique la plus importante continue à être « Les Tchèques contre la Pauvreté », qui fait partie de l'Action Mondiale contre la Pauvreté et qui se centre sur la défense et l'accomplissement des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le journalisme indépendant n'existe pratiquement pas. Les médias fournissent une information sélective et incomplète ; leur objectif semble souvent soutenir les intérêts de groupes économiques et politiques particuliers. En raison de cette atmosphère, la République Tchèque se trouve dans une impasse. ■

9 Voir : <www.mpsv.cz/files/clanky/3043/Analyza_romskych_lokalit.pdf str.15>.

10 Voir : <www.socialni-zaclenovani.cz/>.

11 Taylor, L. (2008). "Czech minister blasted by Roma". *The Star*, le 19 novembre. Disponible sur : <www.thestar.com/News/GTA/article/539490>.

12 En septembre-octobre 2008 une enquête quantitative a été réalisée pour savoir comment les employés hommes et femmes percevaient l'égalité des chances, et s'ils considéraient que leur employeur leur permettait d'harmoniser leur travail avec la vie privée et la famille. Voir Gender Studies, o.p.s., disponible sur : <www.genderstudies.cz>.

13 Krchova, A., Viznerova, H. y Kutalkova, P. *Zeny migrantky v Ceske republice. Uvedeni do problematiky*. Praga: Fes Prag, 2008.

La réduction de la pauvreté en danger



Bien que le système financier n'ait pas encore été sérieusement touché par la crise économique mondiale, la diminution des exportations, des envois de fonds provenant de l'étranger et de l'aide en général mettent en danger les progrès de la Tanzanie en matière de réduction de la pauvreté. Les services de base comme la distribution d'eau potable, l'assainissement et la santé doivent être accessibles à un plus grand nombre de personnes, ainsi que les crédits et la formation des agriculteurs. Pour ces raisons il est impératif que l'aide de l'étranger ne soit pas interrompue.

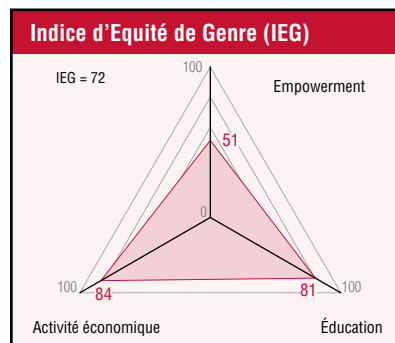
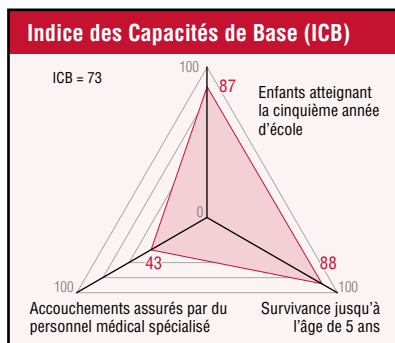
SAHRINGON Tanzania Chapter
Armando SwenyaMartina
M. Kabisama
Kambibi Kamgisha

L'économie de la Tanzanie dépend principalement de l'agriculture qui représente environ 42 % du PIB¹. La croissance économique annuelle moyenne a été depuis l'an 2000 de 5,8 %, ce qui représente une hausse par rapport au 3 % de la fin des années 1990. Bien que le pays ait établi des réformes macroéconomiques et structurelles d'envergure – telles que la privatisation d'entreprises publiques, la libéralisation du marché et des investissements dans les secteurs clés comme l'industrie minière, l'agriculture, le tourisme et les télécommunications – il reste un grand chemin à parcourir en ce qui concerne la diminution de la pauvreté. Plus d'un tiers de la population subsiste encore avec moins d'1 USD par jour³.

La croissance économique ne s'est pas encore suffisamment traduite en augmentation de revenus par habitant. Le budget attribué aux programmes de développement, y compris les services sociaux comme la santé, l'éducation et l'infrastructure, est infime par rapport aux dépenses fixes destinées aux salaires des fonctionnaires et au fonctionnement de l'état. De plus la Tanzanie dépend de l'aide de l'étranger, qui en 2007 a représenté environ 42 % de son budget national.

Les effets de la crise mondiale

Même si la Tanzanie a souffert des répercussions de la crise économique mondiale, jusqu'à présent les institutions financières n'ont pas été touchées⁴. Il y a plusieurs raisons à cela: le pays a un faible ni-



veau d'intégration sur les marchés internationaux, les actifs étrangers représentent seulement 11 % des actifs bancaires commerciaux totaux, et c'est la législation nationale qui régleme et supervise les banques et leur octroie des autorisations – c'est à dire qu'elles n'opèrent pas comme filiales de maisons mères étrangères, mais comme des filiales indépendantes –. En plus le pays avait une dette extérieure limitée et ne possédait pas de valeurs de banques étrangères touchées par la crise. Le marché interbancaire en espèces continue de bénéficier de liquidité et de stabilité, tant et si bien que les prêts au secteur privé ont augmenté de 47 % en 2008⁵.

Cependant l'économie de la Tanzanie doit faire face à un défi de taille, puisque les revenus des exportations vitales ont diminué en raison de la réduction de la demande et des prix. En janvier 2009, par exemple, 138.011 balles de coton (un quart de la production totale de 2008/2009) sont restés entassées dans des entrepôts d'égrenage en raison de l'absence de commandes. En juin 2008 il était prévu que les producteurs de coton gagneraient 300 TZS (0,23 USD) par kilo, mais les prix du marché mondial ont chuté à 200 TZS (0,16 USD) le kilo. Il est probable que le tourisme et l'industrie minière subissent également les répercussions de la crise. Le tourisme constitue 17,2 % du PIB, occupant la deuxième position après l'agriculture. La Tanzanie a reçu 719.031 touristes en 2006/07, ce qui a représenté un revenu d'environ 1 milliard d'USD. Beaucoup de touristes ont déjà annulé leurs réservations et on prévoit que les bénéfices pourront chuter jusqu'à 20 %. L'industrie minière peut être touchée du fait de la diminution des investissements directs.

La diminution de la pauvreté

Depuis l'an 2000 le pays a mis en place des stratégies de réduction de la pauvreté soutenue par un vaste et solide Système National de Suivi de Pauvreté conjointement avec des partenaires au développement. La Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (SNGRP en anglais) vise à diminuer la pauvreté des revenus, en atteignant et soutenant une croissance économique au sens large, en garantissant à tous les tanzaniens le bien-être et une amélioration du niveau de vie, en veillant à l'égalité d'accès aux services de qualité afin d'encourager la bonne gouvernance et l'état de droit.

En outre, le Programme de Formalisation de la Propriété et de l'Entreprise a pour objectif de transformer les biens immobiliers et les entreprises du secteur informel afin qu'ils deviennent des biens légaux et des entreprises travaillant dans le secteur formel. Le but de cette mesure est de développer des initiatives favorisant la formation de capital, conçues à la mesure des circonstances de la majorité de la population défavorisée et capables de renforcer le pouvoir des communautés.

Cependant la crise mondiale met en danger l'application de ces programmes, ainsi que ceux de la Vision pour le Développement de la Tanzanie pour 2025 et des Objectifs du Millénaire pour le Développement. L'économie nationale dépend de l'aide étrangère et il est prévu que les apports d'Aide Officielle au Développement (AOD) diminuent car les pays donateurs sont sous pression pour sauver leurs propres économies. Les envois de fonds provenant de l'étranger (14 millions d'USD en 2006 et 2007) peuvent diminuer, étant donné que plusieurs tanzaniens travaillant à l'étranger vont perdre leur emploi.

1 *Earth Trends* (Tendances du Monde). *Economic Indicators Survey, Earth Trends Country Profile* (Enquête d'indicateurs économiques ; profil de pays de "Earth Trends"). Disponible sur: <earthtrends.wri.org/pdf_library/country_profiles/eco_cou_834.pdf>.

2 SAHRINGON – Section Tanzanie. *NGO Shadow Report to the African Commission on Human and Peoples' Rights* (rapport alternatif de l'ONG à la Commission Africaine de Droits de l'Homme et des Peuples).

3 Ministère de l'Économie (différentes années) *Livres du budget du gouvernement*.

4 Ndulu, B. (2009). "The Global Financial and Economic Crisis: Challenges and Responses" (La crise financière et économique mondiale: défis et réponses). Présentation Power Point du directeur général de la Banque de Tanzanie, mars.

5 *Ibidem*.

Statut alimentaire

La Tanzanie compte quelque 45 millions d'hectares aptes à la production agricole ; 6,3 millions seulement ont été cultivées, c'est à dire environ 15 %⁶. En 2006 seulement 300.000 étaient irriguées sur 2,3 millions d'hectares⁷. Environ 75 % des travailleurs agricoles se consacrent à la production de subsistance – caractérisée par des cultures à petite échelle, l'utilisation d'outils manuels et de méthodes de culture traditionnelles dépendantes de la pluie – et à l'élevage⁸. Le 25 % restant travaille dans des établissements agricoles à grande échelle qui se consacrent à la production de cultures d'exportation⁹.

La production est faible surtout chez les petits exploitants. La qualité des cultures d'exportation continue également à être faible par rapport à la production des pays voisins. Ces facteurs ont limité la croissance rurale de façon significative. Les agriculteurs cotonniers des régions de Mwanza et de Shinyanga ont dû faire face à une année spécialement difficile puisque la situation décrite a réduit leurs revenus et leur pouvoir d'achat de façon considérable¹⁰.

La faible production agricole est en partie le résultat de l'utilisation limitée de fournitures agricoles, telles que les fertilisants, les insecticides, les herbicides et les semences améliorées. Les fournitures de ce genre sont coûteuses même lorsqu'elles sont disponibles et l'absence de services de vulgarisation agricole est fréquente. Quant à l'élevage, certains des principaux problèmes sont le coût des médicaments vétérinaires et l'inexistence de services, à cela s'ajoutent la sécheresse, les maladies et l'accès limité aux marchés. Les prix de marché des animaux et l'accès à l'information sur les marchés sont aussi des obstacles à la production.

La plupart des petits producteurs tanzaniens ne remplissent pas les conditions pour l'obtention de crédits auprès des institutions financières. D'après le

Recensement Agricole par Echantillons de 2002/03, seulement 3 % du total des foyers agricoles a réussi à obtenir des crédits. Les principaux bailleurs de fonds étaient les coopératives agricoles (35 %), la famille, les amis et les parents (32 %), les commerçants ou les magasins de commerce (9 %), les associations coopératives d'épargne et de crédit (8 %), les organisations religieuses/ONG/projets (8 %), les particuliers (4 %) et les banques commerciales (2 %). 1,6 % seulement a obtenu des crédits d'une manière officielle.

L'accès à l'eau potable

Selon les statistiques de l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), la Tanzanie dispose de suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins des usagers: en 2006 et 2007 il y avait respectivement 2.466,9 et 2.291,9 mètres cubes d'eau par habitant. Cependant alors que certaines régions du pays reçoivent plus de 1.600 mm de pluie par an, d'autres n'en reçoivent que 600 mm et l'entreposage de l'eau ne se fait pas de façon adéquate. La distribution de l'eau est inégale dans les différents districts et régions, ainsi que parmi les populations urbaines et rurales¹¹. La plupart de la population rurale consacre en moyenne 27 minutes à l'approvisionnement d'eau par rapport aux 5,9 minutes consacrées par l'habitant urbain. L'augmentation du coût de l'approvisionnement d'eau potable à usage domestique rend ce bien inabordable pour les plus démunis. Le manque d'eau a généré de croissantes pressions socioéconomiques voire même des conflits entre usagers lors de périodes de sécheresse prolongées.

En outre, la Tanzanie est en retard sur les technologies du contrôle des inondations lors de la saison des pluies. Le grand volume d'eau provoque la rupture des égouts, mélangeant les eaux usées et l'eau propre. Ce problème conjointement au manque d'une méthode systématique pour traiter l'approvisionnement direct d'eau pour la population, conduit

à la propagation des maladies comme le choléra, la bilharziose, le paludisme, la galle et le trachome, dans les régions où les installations d'assainissement sont insuffisantes.

Soins et traitement du VIH/SIDA

En 2006 on estimait que seulement 10 % des personnes vivant avec le VIH/SIDA s'étaient inscrites pour recevoir le traitement. Parmi ces personnes, 57 % avaient entre 15 et 49 ans et 61 % étaient des femmes adultes¹². Parmi tous les inscrits, 60.341 étaient admis pour le traitement anti-rétroviral (TAR). Ce chiffre ne comprend qu'un quart des personnes ayant besoin de traitement et de soins. Parmi les graves défis auxquels il faut faire face se trouvent l'insuffisance de médicaments et d'installations de diagnostic, des services de base dans les centres urbains (par exemple, Dar-es-Salaam compte presque 30 % des patients inscrits pour le TAR) et les effets secondaires du TAR.

La réponse du Gouvernement

Le Gouvernement a commencé à appliquer des mesures de prévention. Parmi celles-ci figurent l'introduction d'un système d'alerte utilisant sur une base quotidienne des indicateurs de la performance du secteur financier sélectionnés afin d'identifier les signes de faiblesse, l'intensification de la surveillance du système bancaire et l'extension de la collecte d'information sur la performance des banques et, aussi, des garanties pour que le gouvernement et la Banque de Tanzanie soient capables d'intervenir le cas échéant.

La Tanzanie ne sera pas exempte des effets de la crise économique mondiale, puisque son budget dépend des nations qui ont été directement touchées. Davantage de mesures pour en réduire les effets sont nécessaires. Les pays donateurs doivent surtout faire face à ce défi et continuer à soutenir les pays moins développés au lieu d'interrompre leur aide. ■

6 *Politique Nationale de l'Eau* (2002), p. 10.

7 *Plan National pour l'Irrigation* (2004).

8 Ministère de la Planification, de l'Economie et de l'Emancipation. *Poverty and Human Development Report (PHDR) 2007* (Rapport sur la pauvreté et le développement humain 2007). Décembre. Disponible sur: <www.povertymonitoring.go.tz/documents/phdr_frontpage.pdf>.

9 *Recensement Agricole par Echantillons 2002/03* (2005).

10 Voir : <www.afrol.com/articles/13874>.

11 Ministère de la Planification, de l'Economie et de l'Emancipation (2007).

12 *Idem*.

Perspective funeste



La chute des exportations a provoqué des faillites, une diminution des activités et une hausse du chômage. Les envois de fonds des émigrés, qui représentent 5 % du Revenu National Brut, ont chuté de 10 % au début de l'année 2009. La privatisation et la vente des banques nationales de ces dernières années ont conduit le pays et les citoyens à s'endetter auprès des banques occidentales. Un récent prêt portant sur plusieurs millions et délivré par le Fonds Monétaire International, semble principalement destiné à soutenir les entreprises étrangères. Une des victimes de la crise est l'aide au développement : l'ensemble de la politique de coopération pour le développement roumain est en danger de disparition.

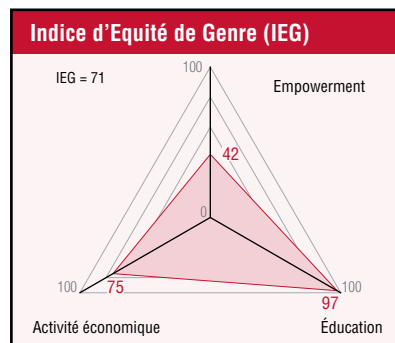
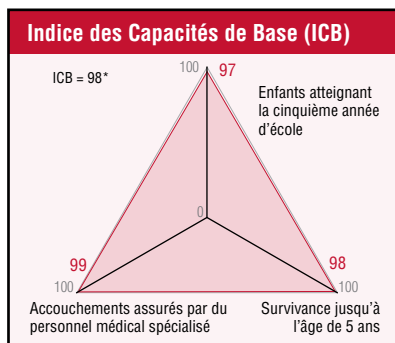
Fundatia pentru Dezvoltarea Societatii Civile
(Fondation de la Société Civile pour le Développement)
Valentin Burada

Comme ses voisins de l'ancien bloc soviétique, la Roumanie se trouve piégée dans l'instabilité de la crise financière et économique mondiale. Le pays a profité d'un boom économique ces dernières années, stimulé en partie par des prêts importants des banques occidentales et un accès simplifié aux prêts externes. Néanmoins, à l'heure actuelle on observe une contraction des crédits, la monnaie nationale est instable et la situation semble extrême.

Budget national, envois de fonds des émigrés et chômage

La Roumanie dépend des marchés chancelants de l'Union Européenne (UE). Les exportations ont diminué de 25 % et les flux de capitaux changent de direction. Rien qu'en janvier 2009, les rapatriements se sont élevés à 539 millions d'EUR. La baisse des exportations s'est traduite par une hausse du chômage, des faillites et une contraction des activités des entreprises. En avril 2009, environ 500.000 personnes (5,7 %) étaient au chômage – dont pratiquement la moitié étaient des femmes – par rapport à un taux de 3,9 % en avril 2008. La Commission Européenne a estimé qu'en mai 2009, le chômage s'élèverait à 8 %. Chaque point de pourcentage correspond à 100.000 chômeurs supplémentaires.

Même si le salaire mensuel net moyen était de 327 d'EUR en mars 2009, une augmentation de 17,6 % par rapport au mois de mars 2008 d'après l'Institut National de la Statistique, est moins impressionnante que lors des premiers mois de 2008 lorsqu'on a assisté à des augmentations de plus de 30 %. On s'attend à ce que la crise diminue encore davantage les augmentations et même inverse la tendance. Le Gouvernement a annoncé le gel des salaires budgétés ce qui signifie moins de pouvoir d'achat. Lors d'un entretien à la télévision nationale en avril 2009, le premier ministre Emil Bloc a reconnu qu'il y avait un risque pour que le Gouvernement soit dans l'impossibilité de régler les salaires et retraites des fonctionnaires. De plus, les marchés exportateurs traditionnels pour les producteurs d'aliments s'étant contractés, les agriculteurs roumains se trouvent également menacés en interne par les im-



portations subventionnées de produits agricoles et alimentaires en provenance d'autres états membres de l'Union Européenne, ils cherchent donc à réorienter leurs exportations.

Les revenus budgétaires ont commencé à diminuer au cours du dernier trimestre 2008, une tendance qui se poursuit en 2009 – avec 8,7 % de moins en janvier que sur la même période en 2008 et qui va très certainement encore s'aggraver. La baisse la plus importante a concerné les impôts sur les revenus (-30,7 %). Les fonds récoltés au titre de la TVA, qui est encore la principale ressource du budget, ont chuté de 8 % et une nouvelle baisse est encore possible.

Comme réponse, on a proposé de nouveaux impôts plus élevés et des augmentations des contributions sociales. En mars 2009, le Gouvernement a annoncé une augmentation de près de 1 % de contributions sur les fonds d'assurance médicale aussi bien sur la part salariale que patronale du fait que la hausse du chômage allait générer moins de contributions. Auparavant, la contribution obligatoire était de 5,2 % pour les employés et de 5,5 % pour les patrons. Les représentants du secteur commercial pensent que cette mesure augmentera encore davantage le chômage car les entreprises continueront à abaisser leurs coûts et fonctionneront avec moins d'employés.

En février 2009, le Gouvernement a annoncé que les entreprises qui embaucheraient des personnes au chômage et étant le seul actif de la famille ou des personnes âgées de plus de 50 ans, percevront des subventions pour une période pouvant aller jusqu'à 12 mois afin de couvrir la moitié des salaires de ces nouveaux embauchés. Les subventions soutiendront également l'emploi de Roumains et de ceux qui, en raison d'un faible niveau d'études ou de compéten-

ces, n'ont que très peu de chances de trouver un emploi sur le marché du travail. Pour les chômeurs de plus de deux ans, les subventions couvriront 75 % de leur salaire pendant 24 mois. Le plan, évalué à 133 millions d'EUR, est financé à 85 % par la Commission Européenne. De cette somme, 29 millions sont consacrés à l'emploi en zone rurale. En mars 2009, le Gouvernement a également décidé d'allonger la période d'allocations chômage de trois mois supplémentaires, alors que les patrons et employés seront exonérés de trois mois de contributions sociales pendant l'arrêt saisonnier des activités.

D'après des données fournies par la Banque Nationale de Roumanie, les citoyens qui travaillent à l'étranger, enverront 8,7 milliards d'EUR en 2008 (par rapport à 7 milliards d'EUR en 2007). Ceci représente presque autant que l'investissement étranger direct total (un record de 9 milliards d'EUR) et 5 % du Revenu National Brut. Une étude publiée par la Banque Mondiale classe la Roumanie à la huitième place des pays en voie de développement par rapport aux envois de fonds des émigrés¹. Néanmoins, début 2009, le niveau de ces envois de fonds a chuté de 10 % par rapport à la même période de 2008. L'Italie et l'Espagne, les deux pays constituant 90 % de la totalité des envois de fonds, font face à des difficultés économiques sérieuses et des taux de chômage élevés. Ce sont environ 800 mille Roumains qui travaillent en Espagne, principalement dans les secteurs les plus touchés (services, industrie et construction). En novembre 2008, les autorités espagnoles ont annoncé

¹ D'après People Move, un blog sur l'émigration, les envois de fonds des émigrés et le développement, on estime que les flux des envois de fonds vers les pays en voie de développement dépassaient 300 milliards d'USD en 2008. Disponible sur : <peoplemove.worldbank.org/en/content/remittance-flows-to-developing-countries>.

* « Enfants atteignant... » selon la procédure "1" à la p. 209.

que 100 mille Roumains étaient au chômage et elles prévoyaient que 30 mille supplémentaires allaient perdre leur emploi en 2009.

En novembre 2008, le Ministre du Travail et des Affaires Sociales a déclaré qu'en 2009, la Roumanie pourrait absorber jusqu'à 500 mille retours de travailleurs de l'étranger, principalement en raison de la pénurie de main d'œuvre sur des projets d'infrastructure et du secteur agricole. Néanmoins, ces déclarations semblent destinées essentiellement à apaiser les inquiétudes de l'Italie et de l'Espagne par rapport au fait que les travailleurs Roumains deviendraient une charge pour leurs plans d'allocation chômage, déjà trop tendus. Quoi qu'il en soit, d'après un sondage réalisé par la Fondation Soros en septembre 2008, seulement 14 % des Roumains travaillant en Espagne avaient l'intention de rentrer au pays en 2009.

Banques étrangères, FMI et population

Quasiment toutes les banques roumaines ont été privatisées ces dernières années et vendues aux banques étrangères. Jusqu'au début de la crise financière, les banques étrangères ont réalisé des gains énormes sur un marché en pleine et rapide expansion. En 2008, BCR (Este Group/Autriche) a communiqué sur une augmentation de ses gains nets de 119,8 %, BRD Société Générale (France) a enregistré une hausse de 46 % et la banque Raiffeisen (Autriche) a augmenté ses gains de 75,6 % par rapport à 2007. Seulement pour ces trois banques, les plus importantes de Roumanie, le résultat net dépasse un milliard d'EUR.

Lorsque la crise a éclaté, la Banque Nationale de Roumanie est intervenue afin de tenter de calmer la folie des prêts liés à la concurrence, en imposant une série de restrictions visant à prévenir la cessation de paiements. Le niveau d'endettement a malgré tout brusquement augmenté. Tout ceci a conduit à un scénario dans lequel, comme dans la majeure partie de l'Europe Centrale et de l'Est, les dettes roumaines sont dues à des banques d'Europe occidentale, surtout basées en Autriche, France, Grèce et Italie. Sans jamais prendre en ligne de compte l'impact négatif de leurs actions, les banques ont encouragé une tendance de consommation non pas basée sur la production réelle de la véritable économie locale mais sur une augmentation des importations en provenance d'Europe de l'ouest. Pour faire simple, avec l'argent prêté par l'Europe de l'ouest, ces banques ont soutenu leurs propres économies nationales et ont endettés la Roumanie et ses citoyens.

Cette situation s'est aggravée du fait que les Gouvernements d'Europe de l'ouest ont fait pression sur leurs banques pour se retirer en bradant les filiales installées en Europe de l'Est. La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) s'attend à une cessation de paiements allant jusqu'à 20 % pour les prêts d'Europe de l'Est,

la Roumanie se trouverait parmi les pays les plus touchés. Les décideurs politiques de Bucarest se voient limités au niveau des possibilités des politiques fiscales du fait des restrictions qui s'imposent pour corriger les valeurs négatives de la balance des paiements. En même temps, un affaiblissement de la monnaie nationale pourrait éventuellement déclencher une cessation de paiements qui malmènerait la stabilité financière. Afin de contrecarrer ces dangers, le Gouvernement a demandé et a reçu un prêt de 19,9 milliards d'EUR du FMI, de la Commission Européenne, de la Banque Mondiale et de la BERD. Le FMI apportera 12,9 milliards d'EUR sur la totalité.

Le Gouvernement a insisté sur le fait que le prêt est lié à l'engagement des banques étrangères en Roumanie de relancer le crédit sans externaliser les ressources du pays ni affecter les obligations du budget national en matière d'éducation et santé. Fin mars 2008, le FMI a obtenu des engagements écrits des sièges centraux des principales succursales bancaires en Roumanie qui devraient continuer à soutenir ces filiales et ne retireraient pas leur capital. Cependant, le Gouvernement a un mauvais vécu en matière de résistance contre la pression étrangère. Il manque aussi de moyens pour trouver les « solutions » étrangères permettant de faire face aux problèmes nationaux. Que ce soit le Gouvernement ou la société civile, à quelques exceptions près, ils ont été très lents à exposer réellement les enjeux. Les mesures d'austérité proposées par le Gouvernement, comprenant le gel des salaires et des retraites publiques ainsi que les hausses fiscales ont provoqué le mécontentement et la mobilisation des syndicats.

Le prêt du FMI semble avoir été contracté sous des pressions externes, principalement pour sauver les intérêts des compagnies étrangères basées en Roumanie. Il ne servira pas à rembourser la dette externe du pays mais à couvrir les dettes des succursales locales des banques étrangères. On utilisera donc des fonds publics pour réparer les dégâts occasionnés par le capital privé. En général, les Gouvernements d'Europe Occidentale ont réussi à manipuler ce dommage. Néanmoins, les réclamations désespérées du Gouvernement autrichien pour que le FMI et l'Union Européenne interviennent et sauvent leurs banques en Europe de l'est, démontrent que les banques étrangères prennent parfois des risques démesurés (par exemple, les banques autrichiennes ont prêté à la région l'équivalent de 70 % du PIB de l'Autriche). Le remboursement d'un prêt représentant 40 % du budget annuel de la Roumanie ne sera possible dans les prochaines années qu'en diminuant le niveau de vie de la population.

Crise de l'aide au développement

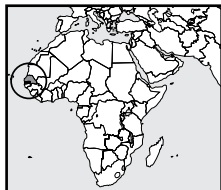
En 2007, en intégrant l'Union Européenne, la Roumanie s'est engagée à contribuer en tant que pays donateur au soulagement de la pauvreté dans le monde, par sa participation à la politique d'aide de

l'Union Européenne et en configurant sa propre politique d'aide officielle au développement (AOD). Il est probable que la crise financière actuelle ait un effet radical sur les flux d'aide roumains. Le budget de l'AOD géré par le Ministère des Affaires Étrangères (MAE) est passé de 5 millions d'EUR en 2008 à 1,9 millions d'EUR en 2009. Pendant ce temps, le prêt du FMI portant sur plusieurs millions a déjà imposé des limites budgétaires aux domaines « non essentiels » et le remboursement du prêt (en 2015) affectera le budget de l'AOD pour de nombreuses années. Même lorsque les contributions multilatérales d'AOD se maintiennent à un niveau relativement constant, il est très peu probable que l'on atteigne l'objectif de 0,17 % d'AOD auquel le Gouvernement s'est engagé pour 2015.

Les organisations de la société civile (OSC) ont signalé que l'ensemble de la politique de coopération au développement roumaine était en danger de disparition. Il est déterminant que tout l'investissement antérieur sur la capacité institutionnelle récemment développée pour le MAE sera touché. Le Gouvernement a fait face à la majeure partie de ses besoins internes de développement de compétence par la tertiarisation de tâches spécifiques avec le PNUD Roumanie. Les OSC s'inquiètent parce que, de cette façon, le Gouvernement perd son principal objectif à court terme: Renforcer la capacité nationale.

Un signe clair des impacts de cette approche a été le changement de la structure administrative interne du MAE au début de l'année 2009. Alors que le Gouvernement a consacré des ressources financières importantes au PNUD Roumanie pour recruter des experts, l'agence de l'Aide au Développement, sous tutelle du MAE, est descendue de catégorie et son personnel a été réduit de moitié avec la diminution conséquente de sa capacité de programmation et de gestion de l'aide au développement. Même si en temps de crise, les coupes budgétaires sont compréhensibles, le fait de détruire la capacité administrative des institutions publiques n'est pas acceptable lorsque les conséquences portent à long terme. Les représentants du PNUD devraient comprendre que le fait de détourner des ressources et de retarder les processus de renforcement du pouvoir, risque de porter préjudice aux acteurs locaux de la coopération au développement en Roumanie. ■

L'agriculture est la seule réponse



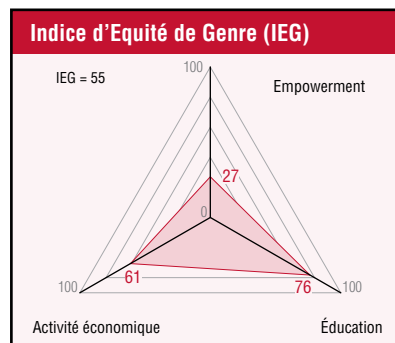
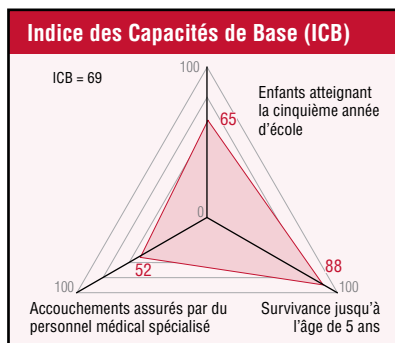
S'agissant du pays le plus dépendant d'Afrique Occidentale pour ce qui est de l'alimentation, le Sénégal doit faire face à plusieurs défis suite aux multiples crises mondiales – économique, financière, environnementale, énergétique et bien entendu, alimentaire. Toutes influent sur une aggravation de la qualité de vie des citoyens – surtout dans les secteurs les plus vulnérables – parce qu'elles ont des répercussions sur la faible production, la baisse des importations et le prix élevé des produits de base. Les plans du Gouvernement n'apportent pas de réponse convenable aux besoins. La société civile préconise un retour à l'agriculture traditionnelle, correctement encouragée et soutenue par l'État.

Social Watch Sénégal¹

Au Sénégal, la crise alimentaire mondiale causée par la hausse de la demande – en particulier des céréales – dans un contexte de baisse des taux de rendements et d'augmentation des coûts de la production en raison de la hausse du prix du pétrole a donné lieu à des émeutes à travers tout le pays. Le prix élevé du pétrole et la demande plus importante en énergie ont détourné l'agriculture de subsistance, par rapport aux surfaces cultivées, vers la production de canne à sucre et de maïs utilisés pour les biocarburants (gasoil et éthanol). La situation s'est aggravée suite aux problèmes causés par le changement climatique et la crise financière. Celle-ci s'est traduite par une baisse des montants de l'aide au développement et par des restrictions sur les exportations dans certains pays – par exemple en Inde –, ce qui affecte tout particulièrement les couches les plus marginalisées de pays sous-développés comme le Sénégal.

Quelques conséquences de la crise – qui, dans les pays développés, portent davantage sur le pouvoir d'achat que sur la disponibilité des aliments – sont, au Sénégal, la famine et l'exode massif des populations vers les centres urbains. De plus, la pauvreté et le chômage ont un impact négatif sur les possibilités de respect des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

Le pays, avec plus de 53,9 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, a maintenu au plus bas le niveau d'accès des populations aux services sociaux de base. Les couches les plus défavorisées vivant dans les zones rurales et les banlieues des grandes villes, avec les enfants, les femmes et les personnes âgées, sont les plus touchées. Les mesures du Gouvernement n'ont pas été efficaces, elles ont à peine permis aux Sénégalais se trouvant tout près ou en-dessous du seuil de pauvreté d'accéder à une nourriture saine et en quantité suffisante. Les mesures devraient concerner prioritairement les personnes les plus défavorisées, celles qui présentent le plus de besoins car au Sénégal, le budget de l'État favorise les riches, les salariés et les habitants des villes, ceux-ci perçoivent, en particulier, des aides pour l'électricité, le gaz, l'eau et le carburant. Dans



les faubourgs des villes et à la campagne, certaines familles ont à peine accès à la nourriture.

Certains facteurs les plus influents sur l'aggravation de la situation sont :

- Un secteur agricole dépendant des pluies et qui fait face à la dégradation des sols, la faible production, l'absence de politiques de développement agricole et l'instauration de programmes impopulaires sans aucune cohérence comme Retour à l'Agriculture ou Grande Offensive Agricole pour l'Alimentation et l'Abondance (GOANA), le faible accès aux intrants, au matériel agricole et au crédit ainsi que la faiblesse des investissements dans le secteur (par exemple, en ne respectant pas l'engagement de Maputo qui voulait que l'État concède 10 % de son budget à l'agriculture).
- La dépendance alimentaire du pays (le Sénégal est, par tête, le pays le plus dépendant de l'Afrique de l'Ouest au niveau alimentaire). La production locale de riz couvre à peine 20 à 30 % des besoins, le blé est importé à 100 %. La production de céréales couvre moins de 50 % de la demande.
- La crise environnementale issue du réchauffement de la planète entraîne une diminution de la pêche dans les eaux sénégalaises. La pêche constitue une importante source de revenus pour le secteur primaire et un des principaux apports en protéines pour la population. Conformément à l'Agence Nationale des Statistiques et de la Démographie, la rareté de certaines espèces s'est traduite par une augmentation de 13,8 % des prix de la pêche et d'autres produits frais issus de la mer.

- La totale dépendance énergétique du pays vis-à-vis des importations de pétrole et de la production de la SENELEC le rend incapable de garantir un approvisionnement électrique efficace et économiquement accessible aux consommateurs. Ainsi, malgré les possibilités en énergie renouvelable – s'agissant d'un pays très ensoleillé –, l'énergie représente, parfois, 50 % du coût total de la production.
- Certains villages et entreprises font face à des difficultés d'accès à l'électricité dont le prix a subi plusieurs augmentations. Le système de facturation est très critiqué par les consommateurs, il y a des coupures récurrentes qui causent des problèmes aux ménages et ralentissent les activités artisanales et industrielles. Tout ceci a conduit à une vague de soulèvements menés par les imams, les prêtres et (plus tard) par les associations de consommateurs et syndicats de travailleurs.
- Avec la crise que connaît depuis un certain temps la Société Africaine de Raffinage, le gaz butane enregistre une pénurie chronique sur le marché et il se vend à des tarifs inaccessibles pour les consommateurs qui, de plus, doivent faire la queue pendant 24 à 48 heures devant les points de vente.

Les mesures adoptées par le Gouvernement :

- Le programme GOANA a pour objectif d'aboutir à une autosuffisance alimentaire à partir de la production de 2 millions de tonnes de maïs, 3 millions de tonnes de manioc, 500.000 tonnes de riz, 2 millions de tonnes d'autres céréales comme le mil, le sorgo et le millet. Néanmoins, cette initiative solitaire du Gouvernement qui n'a

¹ Le Groupe de travail a reçu l'adhésion de l'organisation des Jeunesses Panafricaines (OJP), membre de la Coalition Africaine des Jeunes contre la Faim (AYCAH).

pas associé les acteurs des différents secteurs agricoles, ou qui l'a fait de façon sporadique, les retards dans la mise en place des facteurs de production (entre autres les semences, engrais et le matériel agricole), l'intervention des cadres de l'administration et des commerciaux sur les terres et les intrants, n'ont pas permis d'atteindre les objectifs fixés malgré des précipitations moyennes correctes.

- L'organisation, par le Gouvernement, d'une campagne de distribution des vivres et aliments pour le bétail, pour un montant de 10 milliards de Francs CFA, Communauté Financière Africaine, (22 millions d'USD), dans les villages touchés par la crise.
- Le renoncement de l'État, aux droits de douane et taxes sur les importations pour certains produits comme le riz et le gaz butane subventionnés, même si les effets prévus ont été diminués par la fuite de grandes quantités de ces produits subventionnés et vendus dans les pays limitrophes par des commerçants malhonnêtes.
- La réduction d'impôts sur les salaires des travailleurs portant sur 6 milliards de Francs CFA (13,2 millions d'USD) et la subvention des produits alimentaires sur 7 milliards de Francs CFA (15,4 millions d'USD).

Ces mesures sont pourtant insuffisantes car elles sont conjoncturelles ajouté au fait de ne pas être durables, équitables ni efficaces, elles n'ont pas touché les couches les plus vulnérables de la population. Au lieu de cela, des investissements sociaux sont imposés sur l'infrastructure afin d'améliorer l'accès des populations aux services sociaux de base (alimentation, eau, énergie, éducation, santé, habitat) et réduire les inégalités hommes-femmes et entre différents groupes ethniques.

L'impact sur la santé

Même si l'assistance sanitaire primaire, l'assistance sur le suivi des grossesses et l'assistance sanitaire aux personnes âgées enregistrent des progrès, la crise sociale et financière a touché le secteur de la santé et les inégalités hommes-femmes générant, entre autres choses, des grèves de personnel, un endettement des hôpitaux, la fermeture de certains services de maternité – en particulier à Dakar – le manque de personnel qualifié et les fermetures de dispensaires ou leur gestion par des personnes qui ne sont pas des professionnels de la santé. On assiste à une recrudescence des maladies diarrhéiques et du paludisme. Sont apparus des circuits illicites de distribution de médicaments (10 % des médicaments en circulation dans le pays sont falsifiés) à cause de l'absence de textes législatifs adaptés à la réalité du moment et en raison de l'absence de moyens de dissuasion.

L'assainissement fait cruellement défaut dans le pays. Les fréquentes inondations entraînent souvent le déplacement et le relogement de personnes dans des lieux inadaptés (comme les écoles et autres bâtiments publics) qui démontent le tissu social et culturel tout en aggravant la situation sanitaire.

Un déficit flagrant des stations d'épuration et une surcharge uniquement pour la station de Camberene, à Dakar, provoquent la pollution de toutes les plages et baies de la capitale qui servent d'évacuation aux eaux usées domestiques et industrielles. En plus, le service de ramassage des ordures est inadéquat.

Crises et inégalités de genre

Le Sénégal continue à être un modèle très patriarcal bien qu'ayant connu quelques progrès en matière de rapports hommes-femmes. Néanmoins, pour l'application des instruments internationaux (cartes, accords ou déclarations de principes signés et ratifiés) le Gouvernement se voit obligé de collaborer avec des partenaires auxquels il est lié par des engagements bilatéraux ou plurilatéraux. Malgré le fait que des institutions comme l'Organisation des Nations Unies, l'Union Africaine, la Communauté de Développement des États de l'Afrique Occidentale, l'Organisation Internationale de la Francophonie et les mouvements de la société civile cherchent à matérialiser tous les accords, la brèche entre l'esprit des textes et la réalité nationale est largement ouverte.

La proposition de la société civile

Avec l'intention de trouver un mode d'action directe sur les facteurs endogènes de la situation actuelle, nous proposons :

- De favoriser une gestion comprenant la conception, l'application et le suivi des politiques et programmes de développement économique et social par rapport aux engagements assumés par chaque partie.
- Stimuler le retour à la terre en faisant de l'agriculture familiale le pilier de la croissance par opposition à l'agro-affaire, comme indiqué sur le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. Concernant la sécurité et la souveraineté alimentaires, on demande de définir et d'appliquer une politique agricole (à moyen ou long terme), avec une large participation des acteurs et un plan de financement conséquent. Le processus d'élaboration et l'approbation de la loi d'orientation agro-sylvo pastorale, dont la mise en application a été retardée, pourrait constituer une source d'inspiration.
- Réaliser une véritable réforme de la propriété foncière dont l'objectif est de rétablir les droits des paysans et des collectivités locales en accordant la pleine et complète propriété foncière de la terre, l'outil de travail essentiel. Il est nécessaire de briser le déséquilibre entre les

milieux urbains et ruraux concernant le droit de propriété reconnu par la Constitution.

- Modifier les modèles de consommation et d'investissement public et privé.
- Évaluer la contribution des Sénégalais de la diaspora par la transformation d'une grande partie des envois de fonds venant de l'étranger en épargne et investissements.
- Garantir un développement géographique équitable et efficace pour augmenter le marché interne, fixer les populations locales.
- Opérer une révolution culturelle afin de modifier véritablement la mentalité des paysans de façon à voir apparaître des agriculteurs modernes ce qui implique l'éradication de l'analphabétisme par la scolarisation de tous les enfants (garçons et filles) du milieu rural en âge d'être scolarisés, ils recevront par cette éducation les rudiments nécessaires pour avoir le contrôle délibéré de leur environnement.
- Normaliser les concessions minières – en particulier des métaux précieux – de sorte à prévoir, entre autres choses, un processus de consultation nationale et des actions préalables de renfort des compétences de l'administration et des acteurs non-officiels locaux (chefs d'entreprise, syndicats, ONG et Organisations de Défense des Droits de l'Homme) et une utilisation judicieuse des revenus du budget national et respectueuse du caractère non-renouvelable des ressources.
- Améliorer l'orientation sociale du cadre institutionnel et réglementaire de la micro-finance tout en améliorant le résultat social des Structures de Financement Décentralisées (SFD).
- Encourager l'agriculture urbaine et périurbaine par la micro-jardinierie, ce qui pourrait constituer une véritable révolution verte en milieu urbain et périurbain tout en étant une source de développement des activités génératrices de revenus pour les femmes et d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition des familles, cela contribuerait aussi à améliorer la santé des populations vulnérables et à lutter contre la pauvreté. ■

Crise mondiale, malaise national



Le manque de décision du Gouvernement et l'absence de stratégie et de vision claires pour répondre aux effets négatifs de la crise favorise le pessimisme et le mécontentement parmi la population, qui exige des actions – et pas seulement des mots – pour combattre la corruption et le crime et pour rétablir l'état de droit. La situation économique se dégrade et met en danger les droits économiques et sociaux de la citoyenneté. Les recettes publiques ont diminué en raison de la privatisation à grande échelle qui a commencé en 2003. Les hommes politiques, sous la pression du FMI et du mécontentement public, préparent des projets qui sont rejetés presque immédiatement.

Association Technology and Society

Mirjana Dokmanovic, PhD
Danica Drakulic, PhD

La Serbie souffre de la baisse de sa production industrielle, de la chute de ses importations et exportations, de son commerce intérieur et extérieur, ainsi que d'une baisse notable de la bourse à Belgrade. En outre, un fort déficit commercial est constaté. L'absence d'entrées d'investissement et de crédit pourrait entraîner de graves problèmes dans la balance des paiements et une augmentation du déficit commercial ainsi qu'une montée du chômage et une baisse de revenus.

Le déclin de l'économie

La croissance du PIB prévue à 3,5% pour le budget 2009 a été trop optimiste. La baisse du PIB estimée à -4,8%¹ est évidente. Vers mai 2009, la production industrielle était descendue à 18% par rapport à la moyenne de 2008. Le chômage élevé et les problèmes d'ordre social sont les facteurs qui limitent le développement durable. D'après les données de l'Agence Nationale de l'Emploi, vers fin juillet 2009 le nombre de chômeurs s'élevait à 763.062 (25,85%, dont 52,94% de femmes), et 70% des personnes employées travaillaient à mi-temps². Les estimations du nombre de travailleurs ayant perdu leur emploi entre décembre 2008 et mars 2009 oscillent entre 31.000³ et 133.000⁴, du fait – dans bien des cas – de la baisse de la production et de l'annulation de bons de commande. En moyenne, environ 2.500 employés sont licenciés chaque mois⁵. Plus de 2.000 petites et moyennes entreprises ont fermé leurs portes en 2008; le contexte économique ne favorise pas la création de nouvelles entreprises, et la faillite menace 60.000 sociétés. La dette interne, qui s'élevait à plus de 3.000 millions d'USD au mois de février, met en danger les activités économiques et l'emploi.

* Il n'y a pas des données disponibles pour l'ICB ni pour l'IEG.

1 EMaportal, Economist Media Group Web site. Le 15 août 2009. Récupéré le 17 août 2009. Disponible sur : <www.emportal.rs>.

2 Agence Nationale de l'Emploi (ANE). Gouvernement de la République de Serbie. Données sur le chômage du mois de juin 2009. Récupéré le 16 août 2009. Disponible sur : <www.nsz.gov.rs>.

3 *Ibid.*

4 B92. "Citizens' Standard of Living is Worsening", 16 août 2009. Disponible sur : <www.b92.net>.

5 Gouvernement de la République de Serbie. Ministère du Travail et des Politiques Sociales. Disponible sur : <www.minz.gov.rs>.

La dette externe est en constance augmentation, ayant dépassé 30.700 millions d'USD au mois de juin 2009 (64% du PIB)⁶, 16% de plus qu'en 2007. Alors que le déficit du commerce extérieur était de 9.500 millions d'USD en 2008, la valeur de la monnaie nationale, le dinar, a chuté de 25% pendant le dernier trimestre de l'année dernière. Le manque d'investissement étranger direct (IED) ainsi que des entrées d'argent provenant des banques étrangères, limite les ressources pour le protéger. Un afflux de devises estimé à 5.900 millions d'USD est nécessaire pour maintenir la stabilité du dinar. Néanmoins, étant donné que le pays n'a obtenu que 3.300 millions d'USD de bénéfices avec la privatisation à grande échelle pendant l'année 2003 et qu'aucun accroissement d'investissement étranger n'est prévu, ce montant ne sera pas disponible.

En fait, les résultats de la privatisation ont été catastrophiques. La majeure partie du capital acquis par la vente des biens publics a été dépensée au lieu d'être investi, et le secteur des exportations n'a pas été restructuré. La plupart des investissements ont été destinés au secteur bancaire, au commerce et à l'immobilier. La production industrielle reléguée au deuxième plan et le développement technologique négligé ont conduit à une compétitivité extrêmement faible de l'économie. Les chiffres officiels reflétant la totalité des recettes de l'État provenant du processus de privatisation depuis l'an 2000⁷ sont inexistantes. L'achat de branches entières de l'industrie (par exemple, l'industrie laitière) par des investisseurs étrangers a encouragé la création des monopoles et l'augmentation des prix. En outre, la vente de 51% de l'industrie pétrolière de la Serbie à la compagnie russe Gasprom pour un montant de 528 millions d'USD a généré un mécontentement parmi la population et les experts, étant donné que celle-ci constituait une des sources de revenus les plus importantes du pays. Avant la privatisation, la contribution des compagnies de l'État équivalait à 44,5% du PIB par rapport à 17% en 2008. Le nombre de travailleurs est passé de 400.000 à 135.000 et continue à se réduire. Même US Steel, l'entreprise qui a acheté la plus grande compagnie sidérurgique serbe, Smederevo, vient d'annoncer des licenciements.

6 Banque Nationale de la Serbie. Statistiques monétaires et des devises. Récupéré le 15 août 2009. Disponible sur : <www.nbs.rs/export/internet/english/80/index.html>.

7 Aleksic, J. y Stamenkovic, B. "Nobody Knows Where the Money from Privatisation Goes". *Blic*, le 24 mars 2009. Disponible sur : <www.blic.rs/economy.php?id=4119>.

La crise économique, ainsi qu'une privatisation défavorable, ont entraîné une augmentation de la pauvreté. Durant le premier trimestre de 2009, le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté s'est élevé à 60.000, et cette tendance continue⁸. Ceux qui sont le plus en danger sont les chômeurs, les enfants, les personnes âgées de plus de 65 ans, les handicapés, les roms, les réfugiés, les femmes, les familles en milieu rural avec des personnes âgées, et les familles nombreuses.

Réponse du Gouvernement

Le Gouvernement a d'abord hésité face à la crise, a réagi très lentement et n'a pas averti la population du danger. À partir d'une évaluation de l'impact de la crise du mois de décembre 2008, le Gouvernement a suggéré que certains secteurs – sans spécifier lesquels – subiraient fortement les conséquences, tandis que d'autres ne seraient pas affectés⁹. Néanmoins, il a présenté un "Cadre de Mesures" liées à l'État (dans le sens le plus large), à l'économie (les secteurs industriels et financiers) et à la population en général¹⁰.

En février 2009, le Gouvernement a adopté un plan de relance, visant à accroître la liquidité par l'approbation de prêts aux banques (afin que celles-ci puissent – à leur tour – offrir des prêts aux commerçants dans des conditions favorables), et la provision de fonds pour la promotion des exportations d'entreprises (celles-ci s'engageant à ne pas réduire leur nombre d'employés). Des conditions favorables ont été établies en ce qui concerne les comptes de crédits des citoyens afin de relancer le pouvoir d'achat et la production. D'après le Ministère de l'Économie et du Développement Régional, jusqu'au 4 août le Gouvernement avait accordé des prêts pour un montant total de 874 millions d'USD en vue d'accroître la liquidité¹¹, ainsi que des prêts équivalents à 25 millions d'USD pour les consommateurs¹². Presque 1.000 demandes de prêts

8 Gouvernement de la République de Serbie. Ministère du Travail et des Politiques Sociales. Disponible sur : <www.minz.gov.rs>.

9 Gouvernement de la République de Serbie. *The Economic Crisis and its Impact on the Serbian Economy*. Bureau du Premier Ministre. Disponible sur : <www.media.srbija.sr.gov.yu/medeng/documents/economic_crisis280109.pdf>.

10 *Ibid.*

11 Jusqu'au mois d'août 2009, 90% des entreprises serbes avaient demandé ces prêts.

12 Ministère de l'Économie et du Développement Régional. Gouvernement de la République de Serbie. Plan d'Épargne 2009 du Gouvernement. Disponible sur : <www.merr.gov.rs>.

ont été reçues pour créer des petites et moyennes entreprises. Le Syndicat Patronal a exigé des règles strictes pour l'approbation de ces prêts afin d'éviter la corruption, étant donné que dans certains cas des prêts avaient été accordés à des magnats et les fonds avaient disparu¹³.

En outre, des mesures positives ont été mises en place pour relancer l'emploi dans les groupes vulnérables, tels que les travailleurs entre 45 et 50 ans, les personnes handicapées, les roms et les chômeurs n'ayant pas retrouvé d'emploi depuis plus de deux ans. L'emploi concernant ces catégories sera subventionné à partir de 1.100 d'USD et jusqu'à 2.200 d'USD.

Vers fin mars 2009, les négociations avec le Fonds Monétaire International (FMI) se sont conclues par un accord *stand-by* pour un montant de 3.960 millions d'USD à mettre en oeuvre à partir d'avril 2001. Il a été souligné que sans l'aide du FMI, la Serbie ne serait pas en mesure de couvrir son déficit budgétaire ou de payer les retraites et les salaires. Le Gouvernement a également signé un accord avec la Banque Mondiale en vue de recevoir un prêt pour un montant de 46 millions d'USD, destinés au développement des secteurs privé et financier. La Commission Européenne fait un apport de 142 millions d'USD pour alléger les conséquences économiques et sociales de la crise.

Un état d'indécision

Jusqu'à mi-2009, aucune politique cohérente ni globale n'avait été mise en place pour compenser les difficultés sociales et économiques de la population, en dépit du grand nombre de mesures annoncées et révoquées ensuite. Au mois de mars, le Gouvernement a également annoncé l'incorporation d'un salaire provisoire « solidaire » ainsi que d'un impôt de 6 % sur les retraites supérieures à 170 USD. Cet impôt serait utilisé – d'après le Gouvernement – pour établir un fonds de solidarité pour les plus pauvres et aider à compenser le poids de la crise. Cependant, la mesure – provenant de la pression du FMI pour diminuer le déficit public – a entraîné un mécontentement chez les travailleurs et les retraités, et les syndicats ont annoncé des manifestations. Ceux-ci ont affirmé que l'impôt de « solidarité » frapperait les plus pauvres¹⁴, entraînerait une réduction des salaires, une augmentation du chômage et du secteur informel, tandis que les riches ne seraient pas affectés. Du jour au lendemain, le Gouvernement a révoqué la totalité du plan d'épargne. Il se trouvait coincé entre la crainte des troubles sociaux et la pression du FMI ; les semaines suivantes ont été marquées par des opinions discordantes des hommes politiques qui, l'après-midi annonçaient de nouveaux ensembles de mesures d'épargne et les révoquaient le lendemain matin¹⁵.

A un moment, le Ministère de l'Économie a recommandé au Ministère de la Justice de demander instamment aux tribunaux de prolonger les procédures liées aux conflits du travail dans lesquelles les travailleurs réclamaient le non-paiement des salaires par les entreprises qui venaient d'être privatisées, ainsi que d'autres avantages liés au processus de privatisation. Le Ministère a déclaré que le paiement des salaires mettrait en danger la production de ces entreprises, sans se soucier du fait qu'il s'agissait de la violation de l'indépendance de la justice¹⁶. Cette recommandation controversée a été ensuite révoquée.

Le plan d'épargne révisé a été adopté le 16 avril, conjointement à une révision du budget de l'État pour 2009. Le Gouvernement a annoncé l'établissement d'un fonds spécial du budget, basé sur l'imposition des salaires les plus élevés et sur la réduction des salaires du secteur public.

Le Conseil Économique et Social n'a pas soutenu ce nouveau plan d'épargne car celui-ci incluait le licenciement des travailleurs et la réduction des salaires¹⁷. Le Conseil a estimé que ces mesures ne relanceraient pas l'économie mais que le Gouvernement ne ferait qu'économiser des ressources budgétaires en soulignant qu'au lieu de taxer les travailleurs, l'argent devrait être recueilli auprès de ceux qui se sont enrichis pendant le processus de privatisation.

Le pessimisme et le mécontentement de la population ont été aussi alimentés par l'incapacité apparente des hommes politiques à prendre des mesures pour combattre la corruption et le crime, et pour établir l'état de droit qui contribuerait vraiment à l'amélioration de la situation financière du pays et de ses citoyens. Les pertes annuelles provoquées par l'absence de contrôle sur les marchés publics¹⁸ sont estimées à plus de 500 millions d'USD. En 2008, l'État a perdu 1.300 USD supplémentaires en ayant toléré l'absence de paiement d'impôts par les grandes sociétés anonymes.

Qui doit vraiment se serrer la ceinture?

En appliquant la Loi de Confiscation des Biens Mal Acquis, récemment adoptée, l'État pourrait obtenir un recouvrement de 2.640 millions d'USD en un an, ce qui correspond exactement au montant que la Serbie demande au FMI¹⁹. Au Salon International de l'Automobile à Belgrade, la totalité des modèles les plus chers ont été vendus le jour même de l'inauguration, pour un montant supérieur à 2,6 millions d'USD²⁰.

Au mois de décembre 2008, le niveau des subventions pour une famille de quatre personnes sans revenus s'élevait à 134 USD. Le coût minimum de vie d'une famille de quatre personnes a été estimé à 1.100 USD. L'une des priorités du Ministère du Tra-

vail et des Politiques Sociales sera de créer des soupes populaires pour les pauvres; à l'heure actuelle il existe 58 soupes populaires pour 21.000 bénéficiaires, mais cette quantité reste insuffisante²¹. Au mois de mars, le Ministère du Commerce et des Finances a ouvert le premier « Marché SOS » à Belgrade et a annoncé la création de marchés similaires dans tout le pays. Ces marchés vendent des produits alimentaires à des prix plus bas, et sont supposés améliorer la situation dans les secteurs les plus touchés. Des cartes SOS²² ont commencé à être distribuées.

Au lieu de protéger les travailleurs de la violation de leurs droits, les syndicats se sont tournés vers le côté opposé. Début 2009, l'Union des Syndicats Indépendants et le Secteur Unifié du Syndicat « Indépendance » ont convenu avec le Syndicat Patronal et le Gouvernement de repousser la mise en place du Contrat Collectif Général et de retarder certaines obligations financières des employeurs envers les travailleurs, y compris le paiement des salaires des travailleurs²³. Cela a encouragé la pratique générale des employeurs du secteur privé de ne pas payer les salaires et autres avantages. Par conséquent, un travailleur serbe sur dix (180.000 au total) ne touche pas de salaire²⁴. Le bureau d'inspection du travail reçoit des milliers de plaintes, mais il affirme qu'il manque de mécanismes nécessaires pour obliger les employeurs à payer les salaires.

Vers mi-août 2009, 30.000 travailleurs appartenant à 29 entreprises étaient en grève pour les salaires impayés, l'assurance de santé, les retraites, la violation des conventions collectives ou les contrats de privatisation²⁵. Les grèves sont de plus en plus fréquentes, et la voix des travailleurs, de plus en plus résolue. À titre d'exemple, les ouvriers de l'usine Partizan à Kragujevac ont entamé une grève de la faim pour obliger le propriétaire à payer les salaires en retard. Et ceux de l'usine First May à Lapovo se sont couchés sur les voies du train pour bloquer le transport ferroviaire international. Les travailleurs de Zastava Electro à Racha et des Grands Magasins de Belgrade ont protesté pendant des mois contre les mauvaises pratiques de la privatisation et sont même arrivés jusqu'au siège du Gouvernement à Belgrade. De plus, pendant une grève de la faim qui a duré une semaine, les travailleurs de la Société Textile Rashka à Novi Pazar ont attiré l'attention du public et ont obtenu le paiement de leurs salaires après que l'un d'entre eux ait coupé et avalé son propre doigt. ■

13 Soles, D. "Without Corruption with Loans". *Economic Review*, le 30 janvier 2009.

14 Au mois de janvier 2009, la moyenne concernant la retraite était de 305 USD par mois et la moyenne concernant le salaire était de 440 USD. Les salaires les plus élevés étaient ceux des directeurs des entreprises publiques (3.100 USD).

15 À titre d'exemple: réduire le nombre de ministres, augmenter les impôts sur les propriétés, créer un impôt sur les factures des téléphones portables, sur l'achat des automobiles nouveaux et des automobiles de luxe, interdire l'entrée de nouveaux employés dans le secteur public, limiter les voyages d'affaires à l'étranger et réduire les heures de travail.

16 Le Directoire de la Cour Suprême a décidé que cette recommandation violait la Constitution et la Convention Européenne sur les Droits Humains et les Libertés Fondamentales.

17 FoNet. "Social Economic Council Does Not Support the Government's Measures". *Blic*, le 15 avril 2009. Disponible sur: <www.blic.rs/ekonomija.php?id=88413>.

18 Vucetic, S. "Unbreakable Partnership of Politics and Tycoons". *Blic*, le 17 avril 2009. Disponible chez: <www.blic.rs>.

19 Cvijic, V. Z. "In the Serbian Cash Register 2 billion Euro from the Mafia Property". *Blic*, le 25 mars 2009. Disponible sur: <www.blic.rs>.

20 Press Online. "No Crises: Two Million Euros for One Day!" Le 28 mars 2009. Disponible sur: <www.pressonline.com.rs>.

21 Ministère du Travail et des Politiques Sociales. Gouvernement de la République de Serbie. Consulté sur: <www.minrzs.gov.rs>.

22 B92 Net. *SOS Cards Are Starting to Be Issued*. Consulté le 30 mars 2009 sur: <www.b92.net/biz/tv_emisije.php?nav_id=352330>.

23 Soles, D. "Crisis 'Tied' Social Partners?" *Economic Review*, le 30 janvier 2009.

24 B92 Net. "180,000 Workers do not Receive Salaries". Le 15 août 2009. Récupéré le 16 août 2009. Disponible sur: <www.b92.net>.

25 EMportal, Economist Media Group Web site. Le 15 août 2009. Récupéré le 17 août 2009. Disponible sur: <www.emportal.rs>.

Les plans sont révisés



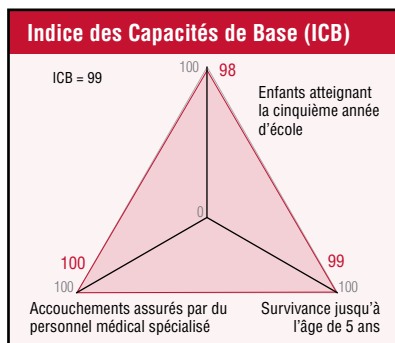
La Slovaquie a réussi à réformer son économie pour son adhésion à l'Union Européenne (UE). Toutefois, la croissance ralentit, et l'industrie automobile –la fierté nationale- a déjà commencé à réduire sa production. Pour faire face à la crise le Gouvernement a pris plusieurs mesures, dont beaucoup visent à augmenter l'emploi et à réglementer le marché. Pour leur part, les ONG doivent immédiatement remédier à leur manque de préparation à la crise. La discrimination envers les roms et les femmes, ainsi que l'autoritarisme du Gouvernement sont toujours présents. L'aide officielle au développement (AOD) est devenue institutionnelle du point de vue légal et elle est toujours en augmentation ; toutefois, elle est encore en-dessous des standards de l'UE.

Slovak Political Institute
Faculty of Economics, Technical University of Košice
Daniel Klimovský

La Slovaquie a mis en œuvre plusieurs réformes sociales et économiques douloureuses, avant et après sa pleine adhésion à l'Union Européenne (UE) en 2004. Grâce à celles-ci le pays a atteint une croissance économique au-dessus de 7 % en 2008, la plus élevée de l'UE. De plus, la Slovaquie a rempli les exigences de l'Union Économique et Monétaire Européenne en remplaçant la Couronne slovaque par l'Euro le 1^{er} janvier 2009. Au mois de novembre 2008, la Commission Européenne a déclaré que la Slovaquie (conjointement avec la République Tchèque et la Pologne) ne présentait aucun panorama dramatique en ce qui concerne la crise mondiale. En revanche, elle projetait une croissance économique de 2,7 % pour 2009 et de 3,1 % pour 2010, prévoyant que son économie resterait parmi les plus performantes au sein de l'UE pour 2009 et très probablement pour 2010.

Toutefois, un panorama plus inquiétant¹ est apparu en 2009. La Banque Nationale de la Slovaquie a prédit au mois d'avril que l'économie diminuerait de 2,4 % au cours de l'année et qu'elle augmenterait ensuite de 2 % en 2010 et de 3,2 % en 2011. Au début du mois de mai la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement a fait une prédiction plus pessimiste, car elle a prévu que l'économie slovaque diminuerait de 3,5 % en 2009 et qu'elle augmenterait ensuite de 0,8 % en 2010. En même temps, les données du Gouvernement montrent que le chômage a augmenté abruptement en décembre 2008 jusqu'à atteindre presque 8,4 % (au mois de novembre ce pourcentage était de 7,8 %). Au mois de janvier 2009, après avoir estimé que plus de 15.000 emplois étaient à risque, le Ministère de l'Économie a recalculé ce chiffre en avril, prévoyant que les pertes d'emploi s'élèveraient à 30.000.

La Slovaquie est considéré comme la « Detroit de l'Europe ». Les usines de Kia, Peugeot et Volkswagen, conjointement avec leur réseau de fournisseurs, constituent une industrie qui mobilise plus de 20 milliards d'euros par an et qui offre plus de 75.000 emplois. Néanmoins, les entreprises dépendent de

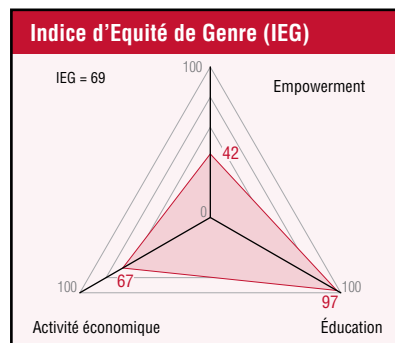


la demande européenne, en raison du marché automobile slovaque trop petit et conservateur, et début 2009, elles ont dû réduire leur production.

Les mesures pour faire face à la crise

Au mois de janvier 2009 le Gouvernement a lancé un plan pour un montant de 332 millions d'euros (431 millions d'USD) dans le but de soutenir l'emploi et d'augmenter la demande interne pour faire face à la crise. Un Comité de Crise composé des représentants du Gouvernement, de la Banque Centrale, des banques commerciales, des syndicats, des entrepreneurs, des municipalités et de l'opposition parlementaire² a été créé pour analyser les impacts de la crise et proposer des mesures pour y faire face. Le mois suivant le Ministère de l'Économie a annoncé quelques 62 mesures pour éliminer ou du moins atténuer certains impacts, parmi lesquelles, l'utilisation des fonds de l'UE, l'élaboration de projets d'association entre les secteurs public et privé pour la construction de routes et l'augmentation des dépenses publiques pour plusieurs projets de recherche et de développement.

En outre, le Gouvernement a montré plus d'initiative quant au contrôle des prix, à l'approbation de mesures de soutien sélectif pour le tourisme et à la publication des conditions et/ou des recommandations pour les banques et les entreprises. En mars 2009 le Gouvernement a racheté 49 % des actions de Transpetrol pour un montant de 240 millions d'USD, lesquelles avaient été vendues à Yukos Internacional en 2002 pour un montant de 74 millions d'USD. Cela pourrait signifier un soutien important à la détermination de la politique énergétique du pays.



Jusqu'à présent, les ONG slovaques n'ont pas traité le sujet de la crise économique mondiale. Elles devront le faire pour plusieurs raisons : les donateurs suspendront les contributions consacrées à des activités philanthropiques ; compte tenu du manque de ressources, les ONG devront reconsidérer leurs priorités et leurs activités ; la crise créera une demande d'aide ou de coopération plus forte de la part des ONG, et les interventions politiques ou du Gouvernement deviendront plus envahissantes et fréquentes par rapport aux ONG et à leurs activités. À titre d'exemple, le Gouvernement pourrait demander le soutien des ONG pour les activités qu'il considère les plus significatives ; étant donné que seules quelques ONG sont vraiment indépendantes du point de vue politique, le Gouvernement se trouverait dans une situation unique en finançant les membres des partis et en punissant les opposants en distribuant des subventions et des prêts officiels.

La « tyrannie de la majorité » continue

En dépit des réussites au niveau européen, le panorama politique interne reste très tendu. Le Parti Populaire (HZDS-LS), la coalition du Gouvernement composée de trois partis : le Smer-Démocratie Sociale (Smer-DS), le Parti National slovaque (SNS) et le Mouvement pour une Slovaquie Démocratique, a poursuivi sa « tyrannie de la majorité » en 2008 et début 2009. L'indifférence totale face à l'opposition politique est devenue un événement quotidien. À titre d'exemple, les représentants du Smer-DS ainsi que le Gouvernement – y compris le Premier Ministre – ont souligné à plusieurs reprises que l'opposition ne devrait pas avoir l'intention de discuter les propositions du gouvernement ou de participer dans quelque processus de prise de décision que ce soit.

1 Pokorný, J. *Global crisis – a traumatizing factor or an opportunity for Slovakia?*. Disponible sur : <www.stavebneforum.sk/sk/article/12474/global-crisis-a-traumatizing-factor-or-an-opportunity-for-slovakia/>.

2 L'opposition parlementaire n'a pu désigner qu'un expert sans aucune appartenance politique.

En plus, le Gouvernement a rencontré un autre ennemi : les médias. Le Premier Ministre a qualifié les journalistes d'imbéciles, de prostitués et de hyènes stupides, en les accusant d'être d'anciens agents de la Sécurité Nationale de la République Socialiste Tchèque (quelques uns parmi ses propres partisans le sont aussi). L'affaire de la « Carte Hongroise » a été utilisée au cours de la campagne pour les élections présidentielles du mois de mars 2009, lorsque le candidat gagnant et actuel président ainsi que la plupart de ses partisans (le Smer et le SNS) ont publié une déclaration dans laquelle ils accusaient leur principal opposant d'avoir reçu le soutien des membres de la minorité hongroise. Cela a divisé la société slovaque et a offensé les citoyens hongrois.

Le populisme et la politique nationaliste sont immédiatement apparus après que la coalition du gouvernement ait pris ses fonctions en 2006³. Début 2008 le Premier Ministre a commencé à créer une mythologie de l'histoire slovaque, et a inventé le terme de « vieux slovaques⁴ » alors qu'il défendait la figure historique du bandit de grands chemins Juraj Jánošík, le surnommant « le premier socialiste⁵ ».

Un autre problème très sévère est celui de la corruption et du clientélisme. La coalition dirigeante plaide constamment pour son droit à privilégier les membres de son propre parti ou d'autres partisans. Toutefois, plusieurs ministres ainsi que de hauts fonctionnaires ont dû démissionner ou ont été licenciés en raison de la pression internationale (par exemple, de la Commission Européenne), des médias nationaux et de l'opposition politique.⁶

3 Sápsová, Z. y Šutaj, Š. "Národnostné menšiny" [Minorités nationales]. À M. Bútora, M. Kollár et G. Mesežnikov (eds.), *Slovensko 2008. Súhrnná správa o stave spoločnosti*. [Eslavaquia 2008. Un rapport global concernant l'état de la société]. Bratislava: Inštitút pre verejnú otázku, pp. 175-210.

Mesežnikov, G. "Vnútropolitický vývoj a systém politických strán" [Développement politique interne et système de partis]. À M. Bútora, M. Kollár et G. Mesežnikov (eds.), *Slovensko 2008. Súhrnná správa o stave spoločnosti*. [Eslavaquia 2008. Un rapport global concernant l'état de la société]. Bratislava: Inštitút pre verejnú otázku, pp. 17-125.

4 Bien qu'il existe quelques controverses en ce qui concerne l'emplacement de la Grande Moravie (l'État slave qui a existé entre le IX^{ème} et le X^{ème} siècle), l'historiographie dominante le place sur les deux rives de la rivière Morava, dans les territoires actuels de la Slovaquie et de la République Tchèque, ce qui veut dire que leurs habitants devraient être considérés comme les ancêtres des Moraves et des Slovaques modernes. Toutefois, l'expression « vieux Slovaques » semble être plus liée à « vieux Hongrois » ou « vieux Magyars ».

5 Mesežnikov, G. "National populism in Slovakia: actors, issues, strategies". À O. Gyárfášová y G. Mesežnikov, *National populism in Slovakia*. Bratislava: Institut des Affaires Publiques, 2008. pp. 7-34.

6 Dans une occasion, au cours d'une interview réalisé au mois de mars 2007, le Ministre de l'Économie a soutenu officiellement l'utilisation des pots de vin pour gagner des contrats liés aux armements, afin que l'État puisse entrer en concurrence avec des entreprises privées. Voir Sičáková-Beblavá, E. "Slovakia". À D Zinnbauer y R Dobson (eds), *Global Corruption Report 2008*. New York: Cambridge University Press, p. 268.

TABLEAU 1. Aide officielle bilatérale de la Slovaquie pour le développement en 2008.

Projets/Programmes	Montants (Exprimés en milliers d'EUR/USD)
Projets chez les « pays programme » (le Monténégro et la Serbie)	1.992 / 2.590
Projets chez les « pays projet » (l'Afghanistan, la Biélorussie, la Bosnie-Herzégovine, le Kazakhstan, le Kenya et l'Ukraine)	1.328 / 1.726
Projets dans d'"autres pays"	1.029 / 1.338
Développement des capacités et des projets liés à la formation pour le développement, la conscience publique et le contrôle des projets	232 / 302
Financement conjoint des projets approuvés par la Commission Européenne	133 / 173
Micro subventions	66 / 86
Sous-programme d'aide humanitaire internationale	332 / 432
Financement de l'opération et des activités de l'Aide slovaque	398 / 517
Total	5.510 / 7.164

Source: Národný program oficiálnej rozvojovej pomoci na rok 2008 [Programme National d'Aide Officielle pour le Développement 2008], 2008.

Discrimination

Le Centre pour le Droit au Logement contre les Expulsions dont le siège se trouve à Genève, a attribué le Prix de Violeur du Droit au Logement 2007 à la Slovaquie (conjointement avec la Birmanie et la Chine) et a condamné la discrimination permanente contre les roms, que ce pays sépare et/ou expulse fréquemment de chez eux. Plus de 120.000 roms habitent dans des quartiers pauvres et n'ont pas accès aux services essentiels tels que l'eau et l'électricité. Le Gouvernement n'a pratiquement rien fait pour améliorer cette situation, et les conditions de vie des roms restent bien en-dessous de la moyenne européenne. L'un des cas d'abus le plus notoire a eu lieu en mars 2009 lorsque la police a obligé six jeunes roms à se déshabiller, se battre et s'embrasser entre eux. L'incident a été enregistré sur une vidéo et les officiers et leurs supérieurs directs ont été renvoyés. Néanmoins, la directrice de la fondation Charter 77, Zuzana Szatmáry, a protesté contre cette mesure, en remarquant que la sévérité des sanctions devrait correspondre à la gravité de l'infraction – ce qui n'a absolument pas été le cas.

Le Comité contre l'Élimination de la Discrimination envers les Femmes, au cours de sa séance n° 41 à New York en 2008, a remarqué plusieurs sujets inquiétants y compris les derniers rapports nationaux de la Slovaquie, et a prié instamment le Gouvernement de prendre des mesures pour s'en occuper.

Assistance au développement

La période 2004-2007 a été considérée comme une transition durant laquelle l'agence slovaque pour la Coopération Internationale au Développement (aide slovaque) a approuvé 229 projets pour un montant estimé à 14 millions d'euros environ (18 millions d'USD). L'institutionnalisation de l'aide slovaque a été complétée du point de vue légal le 1^{er} janvier 2008, lorsque l'Acte concernant l'Aide Officielle au Développement est entré en vigueur.

Au mois d'avril 2008, le Programme National concernant l'Aide Officielle au Développement a été approuvé. Les ressources financières ont été destinées principalement à l'Afghanistan, la Biélorussie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, le Kazakhstan, le Kenya, la Serbie et l'Ukraine. En outre, une somme globale a été destinée à d'autres pays (l'Albanie, le Kirgistan, la Macédoine, la Mongolie, le Mozambique, le Soudan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan). Cependant, bien que l'AOD slovaque ait été plus importante en 2008 par rapport à 2007, elle restait en-dessous des standards de l'Union Européenne⁷.

7 D. Klimovski. « La Slovaquie : Plus d'aide au développement, la même discrimination ». *Rapport Social Watch 2008*.

Les défis pour une société civile émergente



Les effets de la crise mondiale ont commencé à se faire sentir dans ce pays tourné vers l'exportation. Ils se traduisent par des hausses de prix des aliments et de l'énergie, le chômage et la pauvreté, et ils attendent une réponse du système. Cela donne l'occasion de se centrer sur les droits humains et sur les problèmes de l'environnement, ainsi que sur les questions de l'activisme de la société civile qui se sont développées au niveau national. Par conséquent il est fondamental que les citoyens exigent davantage du Gouvernement qu'une simple relance du marché.

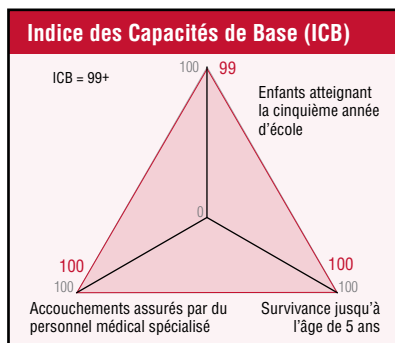
HUMANITAS Društvo za človekove pravice in človeku prijazne dejavnosti –
Société pour les Droits de l'Homme et Actions de Soutien
Manca Poglajen
Rene Suša

Dans la seconde moitié de l'année 2008 la Slovénie a perçu les premiers signaux d'une éventuelle crise économique et financière avec la nouvelle de l'effondrement des institutions financières importantes, aux États-Unis en particulier. Les effets sur l'économie slovène tournée vers l'exportation sont devenus visibles début 2009, d'abord chez les travailleurs du secteur industriel mais se sont étendus ensuite à tous les secteurs d'activités en raison de la réduction du pouvoir d'achat et de la difficulté d'accès au crédit, se traduisant par une diminution de la demande commerciale et des services.

En fait, les prix des denrées alimentaires au niveau mondial, la dégradation de l'environnement et le changement climatique ainsi que les discussions politiques sur l'accès à l'énergie frappaient le pays avant même que la crise n'éclate. Le taux moyen d'inflation de 2008 (suivant la tendance initiée en 2007) a été de 5,7 %. Les denrées alimentaires et les boissons ont augmenté de 3,8 % tandis que le gaz, l'énergie et le pétrole, de plus de 20 %¹. Même si toute la population a été frappée par la hausse des prix, les secteurs à faibles revenus ont été le plus durement touchés.

Chômage

L'évolution du chômage montre l'effet le plus nuisible et durable de la crise. Le chômage a augmenté dans toutes les régions, en particulier pour les personnes ayant des contrats de travail à court terme. Les données de février 2009 montrent des tendances très négatives : 77.182 personnes étaient enregistrées à l'Agence pour l'Emploi, soit 4,4 % de plus qu'en janvier 2008 et 15,2 % de plus qu'en février 2008. Il faut également tenir compte du fait que le nombre réel de chômeurs est bien supérieur, car au cours des dernières années des milliers de personnes ont été effacées des statistiques en raison de « manquement aux obligations » (généralement pour ne pas se pré-

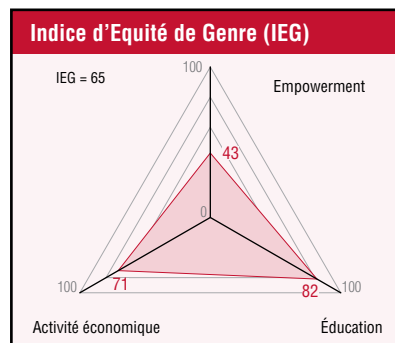


sentier à leur travail ou pour refuser d'effectuer des tâches au-dessous de leur niveau de qualification)².

Le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi enregistrés est encore plus significatif. Dans les deux premiers mois de l'année 2009 ils étaient 21.052, correspondant à une augmentation de 83 % par rapport à la même période de 2008³. Presque la moitié étaient des travailleurs dont les contrats à court terme n'avaient pas été renouvelés. L'augmentation du nombre de chômeurs permanents a été surprenante aussi – presque 50 % par rapport à la même période 2008 – ainsi que celle des personnes ayant perdu leur travail à la suite de faillites, ce chiffre-ci ayant largement doublé (219 %)⁴. La moyenne des personnes enregistrées à l'Agence pour l'Emploi se trouve sans travail depuis presque 22 mois.

Une faible réponse

Les tentatives pour faire reculer le chômage n'ont pas été suffisantes. En janvier 2009 le Gouvernement a adopté une loi de subventions partielles pour les travaux à plein temps. La somme totale des subventions étant de 200 millions d'EUR (261 millions d'USD). Les employeurs peuvent en faire la demande à raison de 60 à 120 EUR (entre 78 et 157 USD) par travailleur et par mois, tout dépendant de la réduction de l'horaire de travail de 36 à 32 heures par semaine.



Cependant, tant les experts que les employeurs et les syndicats estiment que cette mesure est insuffisante.

Par exemple, les subventions sont trop faibles pour aider les entreprises qui ont de graves problèmes de liquidité ou qui n'ont pas la capacité de maintenir les niveaux de production précédents en raison des annulations de commandes. Elles sont aussi limitées à un maximum de six mois, même si les estimations indiquent que le besoin s'étendra au-delà de ce terme. En plus, il n'est pas prévu d'allocations pour les travailleurs indépendants qui représentent 10% de la force de travail, ou pour ceux qui travaillent déjà à temps partiel, comme dans le cas des personnes handicapées. Un autre inconvénient est dû à ce que la loi n'établit pas de critères d'admissibilité basés sur les enregistrements des opérations commerciales, et donc les entreprises non affectées par la crise peuvent recevoir des subventions.

Les syndicats avertissent la possibilité d'abus de la part des employeurs, comme proposer des ajouts aux contrats de travail permettant de réduire les salaires des employés à volonté. Cela signifie que les entreprises sont encore admissibles pour recevoir les subventions alors qu'elles réduisent le salaire des travailleurs, s'abritant derrière la diminution de l'horaire de travail⁵. D'autres abus comprennent la réduction de l'horaire de travail mais pas la quantité des tâches – les travailleurs se voient menacés et doivent travailler des heures supplémentaires sans rémunération ou en journée continue avec des pauses plus courtes.

L'Agence pour l'Emploi a fait deux nouveaux appels d'offres pour l'octroi des subventions concer-

1 Bureau de statistique de la République de Slovénie. "Consumer price indices, Slovenia, December 2008". 3 décembre 2008. Disponible sur : <www.stat.si/eng/novica_prikazi.aspx?id=2098>.

2 Voir : "La Slovénie : sur le flanc effacé des Alpes", dans *Informe Social Watch 2008*. Disponible sur : <www.socialwatch.org/en/informesNacionales/619.html>.

3 Bureau d'emploi de Slovénie. "Februarija registriranih 77.182 oseb". 28 mars 2009. Disponible sur : <www.ess.gov.si/SLO/DEJAVNOST/StatistichniPodatki/2009/0209.htm>.

4 Bureau d'emploi de Slovénie. "Zavod sklenil pogodbo o subvencioniranju z 41 podjetji" 30 mars 2009. Disponible sur : <www.ess.gov.si/SLO/DEJAVNOST/Novinarsko/Sredice/NovinarkeKonference/2009/04-03-09.htm>.

5 KS90 (2009). "Subvencioniranje delovnega časa, vloga in ukrepi sindikata". 25 mars 2009. Voir : <www.sindikar-ks90.si/index.php?p=novice&id=183>.

nant des emplois à temps partiel ou à temps complet en 2009 et 2010. Tous deux sont cofinancés par les Fonds Structurels Européens. Une priorité sera accordée aux candidats qui veulent embaucher des femmes ou des personnes handicapées et des montants plus importants peuvent être demandés par ceux qui embauchent des personnes au chômage depuis plus de 24 mois. Par le biais de ces appels d'offres il est estimé que quelque 3.850 personnes pourraient trouver un emploi à plein temps et 400 autres à temps partiel. Un montant supplémentaire est également disponible pour cofinancer avec les employeurs des programmes de formation professionnelle pour les travailleurs afin d'augmenter la productivité et la qualification des travailleurs.

Même si les subventions indiquent la préoccupation du gouvernement pour éviter des licenciements massifs il est évident aussi que toutes ces mesures sont de faible portée, que ce soit en ce qui concerne les fonds ou les durées. Elles ne montrent pas de planification à long terme et n'abordent pas non plus les problèmes structurels, il s'agit simplement de mesures pour améliorer la situation actuelle. L'emploi permanent n'est la condition requise d'aucune de ces mesures. Cela est tout à fait en accord avec une « plus grande flexibilité » du marché de travail exigée par les entrepreneurs, c'est à dire de plus en plus de personnes avec des contrats de travail à court terme. Cela est valable aussi pour les candidats aux subventions de l'État qui peuvent licencier leurs travailleurs lorsque la subvention arrive à échéance.

Les gros titres ont changé

Avec le déclin de l'économie il y a eu aussi un changement substantiel quant à la cible des médias. Même si les questions concernant les travailleurs immigrés (spécialement ceux du bâtiment) et l'exploitation dont ils étaient l'objet (sans contrats de travail, conditions de travail inadéquates, bas salaires, racisme, etc.) faisaient les gros titres des journaux fin 2008, leur situation actuelle et les problèmes qu'ils doivent affronter maintenant en raison d'une faible demande de leurs services ont été balayés. Les gros titres de nos jours se focalisent sur les difficultés financières que doivent affronter les grandes entreprises.

De même les médias ont l'habitude de maquiller les mesures draconiennes pour les rendre plus acceptables. Un exemple de gros titres parus avec l'annonce du directeur général de la Chambre d'Industrie et du Commerce concernant la perte de 30.000 à 50.000 postes de travail en 2009 : cela ne favorise pas les travailleurs ; cela légitime simplement de nouveaux licenciements. Le journal d'affaires le plus important, *Finances*, a publié un estimatif similaire au sujet de 46.000 travailleurs licenciés. Cependant, les chiffres de l'Agence pour l'Emploi sont beaucoup plus bas : il y aurait approximativement 10.000 nouveaux demandeurs d'emploi fin 2009.

Les changements sociaux et les niveaux de pauvreté

Le Défenseur des droits humains aborde la pauvreté comme un problème qui nécessite une solution urgente, étant donné qu'il s'agit d'un phénomène multidimensionnel qui touche profondément la dignité humaine. Même si dans sa Constitution la Slovénie se déclare comme un « état social », de plus en plus de slovénes plongent dans la pauvreté. D'après des données officielles, 11,5% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté qui est de 500 EUR (près de 653 USD)⁶. Ces statistiques ne tiennent pas compte du fait que très souvent les personnes pauvres subissent des violations de leurs droits humains dans les domaines de l'assistance sociale, la santé et l'éducation.

La pauvreté est en hausse chez les personnes âgées qui survivent avec des retraites maigres et chez les jeunes : de plus en plus de jeunes vivent dans des environnements ayant des possibilités minimales de développement, peu d'incitation, estime de soi diminuée, difficultés pour s'intégrer à la société et possibilités quasi nulles de trouver un emploi. Il est de plus en plus difficile pour les jeunes adultes de fonder leur propre famille parce qu'ils n'ont pas accès au marché immobilier. Il est en train de se générer une sous-classe de personnes déçues, trompées, se sentant inutiles et éprouvant du ressentiment contre la société. De nouvelles approches du système sont nécessaires : l'aide financière n'est pas suffisante ; il faut réaffirmer des valeurs telles que la solidarité et la communauté.

Les droits humains et les sujets globaux

Dernièrement les droits humains ont eu un rôle principal dans le pays. Le nouveau Gouvernement de coalition, élu en 2008, a déclaré que le respect pour les droits humains, la démocratie, l'état de droit, la protection sociale et une société ouverte sont des valeurs essentielles. Il s'est aussi engagé pour le changement en raison des nouveaux défis à relever face aux événements mondiaux.

Ceci est en partie dû à l'impulsion donnée aux ONG et aux organisations en liaison⁷ (avec une attention sur les questions telles que le changement climatique, les Objectifs de développement du millénaire, l'importance de la société civile, le respect des droits humains et l'obligation des établissements publics à rendre des comptes) lorsque la Slovénie a occupé la présidence de la UE. Il est nécessaire d'accroître la sensibilisation sur ces questions, aussi bien parmi la population que chez les fonctionnaires ;

6 Bureau de statistiques de la République de Slovénie. "Kazalci dohodka in revščine" 27 mars 2008. Voir : <www.stat.si/novica_prikazi.aspx?ID=2032>.

7 Bien qu'il n'existe pas de définition légale pour ONG, en novembre 2008 ces organisations et les sujets sur lesquels elles travaillent ont gagné de l'importance grâce à la présidence de Slovénie de la UE.

il faut également créer des liens et des forums où il soit possible de présenter des initiatives au gouvernement afin de générer un effet durable.

Discrimination, non-respect des décisions de la Cour Constitutionnelle, lenteur des processus judiciaires, droits des enfants, sécurité sociale et systèmes de retraite et de santé sont quelques-unes des thèmes les plus fréquents de plaintes présentées aux organismes des droits humains de Slovénie. D'après le Défenseur des droits humains, les valeurs qui devraient guider la société, spécialement en temps de crise, sont la dignité humaine, le respect mutuel, la confiance, l'honnêteté et la volonté d'aider les plus vulnérables⁸.

Une interrogation ouverte

Cependant il reste encore une interrogation : celle de savoir si la société slovène qui a ignoré dans le passé les questions des droits humains et de l'environnement, va exiger de son gouvernement une approche basée sur les droits et une garantie efficace pour leur protection, ou si les problèmes économiques resteront prioritaires. Un exemple : le cas des « effacés », c'est à dire les slovénes non-ethniques auxquels le statut légal après l'indépendance de 1991 a été refusé. Cette question devrait être déjà résolue, mais les gouvernements successifs n'ont pas respecté les décisions de la Cour Constitutionnelle. Les partis politiques de droite s'opposent par crainte de devoir octroyer de grandes sommes de dédommagement aux victimes.

Quant à l'environnement il est prévu l'installation de stations d'énergie éolique sur des zones protégées, des centrales maritimes de gaz et une nouvelle usine d'énergie au charbon. Si les réponses aux diverses crises actuelles sont abordées afin de relancer l'économie et la consommation, les questions des politiques de l'environnement finiront par céder la place aux programmes de maintien des emplois et de relance du marché. ■

8 Défenseur des droits humains. *Thirteenth Regular Annual Report of the Human Rights Ombudsman of the Republic of Slovenia for the year 2007*. Version réduite, 2008. Disponible sur : <www.varuh-rs.si/fileadmin/user_upload/word_in_PDF/LP-2007/LP07_ANG_-_za_splet.pdf>.

Sans défense contre la crise mondiale



La situation catastrophique de ce pays dévasté par la guerre devient de plus en plus grave du fait de la crise systémique globale. Les moyens de production, les finances et la fourniture de services de base étant entre les mains de quelques-uns seulement, le coût de la vie s'est envolé. La dévaluation de la monnaie est accompagnée d'une hyperinflation et de l'augmentation du prix des aliments ; l'énergie est inaccessible et limite la prestation de services tels que l'éducation, la santé et l'assainissement. En outre, la dégradation de l'environnement réduit la disponibilité en eau, le pâturage et la biodiversité et, en conséquence affecte négativement les moyens de subsistance de la population.

Organisation des activités pour le développement de la communauté somalienne (hôte du secrétariat de la coalition SW Somalie)

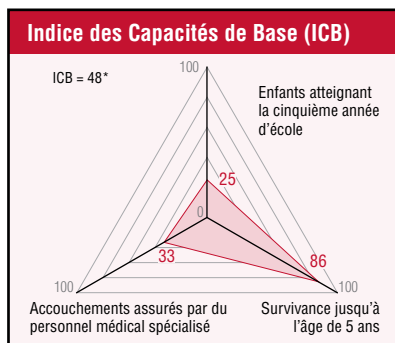
Ali Mahamoud Osole

La Somalie est le seul pays d'Afrique, si ce n'est du monde, où les autorités centrales sont même incapables de fournir les services de base, que ce soit dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'assainissement ou de la sécurité. Pendant deux décennies le pays a souffert d'une guerre de clans conduite par les « seigneurs de la guerre » de Mogadiscio, dont les milices se sont consacrées à tuer principalement des civils innocents et désarmés. En 2006 ils ont été vaincus par l'Union des Tribunaux Islamiques formée par des islamistes qui avaient utilisé un réseau de tribunaux claniques comme plate-forme politique. Cependant, de nouveaux affrontements ont eu lieu entre les islamistes et d'autres forces soutenues par l'Éthiopie avant que celle-ci ne retire ses troupes en janvier 2009 et que le cheik islamiste modéré Sharif Sheikh Ahmed ait assumé la présidence. Malgré la présence d'une mission de paix de l'Union Africaine, les combats se poursuivent toujours causés par les luttes de pouvoir entre les groupes politiques et religieux et les affrontements entre les clans se disputant les ressources¹.

La guerre civile a ruiné le pays et a frappé sa population au niveau économique, social, culturel et politique. Faute d'un gouvernement central efficace, le secteur commercial est maintenant le fournisseur de plusieurs services à un prix élevé. La crise globale touche aussi la sécurité alimentaire, l'énergie, l'eau et le climat en Somalie, intensifiant l'insécurité et l'instabilité. Tout comme dans le reste de la corne de l'Afrique, la pénurie d'aliments s'est aggravée en raison de la hausse des prix des matières premières, des conflits et de la piraterie (en limitant la circulation des personnes et des biens) et a mis en danger les opérations d'aide. L'augmentation des coûts du carburant, la diminution de la production agricole et les effets du climat sont aussi une cause de la hausse du prix des aliments.

La crise alimentaire

L'élevage du bétail a été traditionnellement le secteur le plus important de production de revenus en



Somalie, alors que l'agriculture produit des cultures commerciales ou pour la consommation de base tels que le sorgho, le maïs, les haricots blancs, les graines de sésame et divers fruits comme la banane et la pastèque. Cependant, plusieurs agriculteurs ont perdu des actifs de production – têtes de bétail et matériaux d'irrigation – soit en raison de l'invasion des milices soit parce qu'ils ont été expulsés de leurs fermes. En outre, la production agricole a diminué à cause de la sécheresse et des faibles précipitations dans l'ensemble du pays.

En même temps les coûts du transport maritime pour les biens importés ont augmenté en raison des actions hostiles des pirates somaliens qui se consacrent à capturer des navires. Les prix des produits de base y compris les aliments, ont augmenté entre 200 % et 400 % sur plusieurs marchés urbains au cours des six premiers mois de 2008². Les effets de la baisse de production de céréales et l'insécurité générale ont dégradé le niveau de vie de la majorité de la population. En raison de la crise humanitaire, en 2008 plus de 3,2 millions de somaliens (c'est à dire, plus de 40 % de la population) sont devenus totalement dépendants de l'aide humanitaire et des services d'urgence fournis par les agences internationales. Ces agences, cependant, sont confrontées à des difficultés extrêmes au moment d'apporter de la nourriture dans le pays ; la tâche est freinée par la violence qui a déplacé un million de somaliens dans le pays en 18 mois seulement (entre avril 2007 et septembre 2008).

Jusqu'à 70 % de la population rurale du sud du pays est en situation de risque en raison de la pénurie alimentaire. Environ 36 % des enfants souffrent d'insuffisance pondérale et un enfant sur six souffre de malnutrition sévère. Actuellement on estime que

le nombre d'enfants souffrant de malnutrition au niveau national est de 200.000 dont 60.000 sont atteints de malnutrition sévère et pourraient mourir si un traitement approprié n'était pas disponible. En 2008, l'UNICEF a commencé à apporter une nourriture complémentaire à 44.000 enfants de moins de cinq ans le long du couloir de 30 km entre Mogadiscio et Afgoye ainsi que dans le centre et le sud du pays³.

Une inflation vertigineuse

En l'absence d'une banque centrale, la masse monétaire en circulation sur le marché ou bien a été imprimé avant l'effondrement du gouvernement ou bien est émise par des commerçants liés aux autorités locales ou à des ex-chefs militaires ; l'inflation est pour cela hors de contrôle. En 1991 le taux de change pour un dollar américain était de 20.000 shillings ; en 2009 le taux est de 35.000 shillings. Des commerçants peu scrupuleux ont amené l'inflation à son plus haut niveau pendant 18 années chaotiques, ils ont rejeté le shilling somalien et ont accepté seulement des dollars américains. Les manifestants ont dénoncé les commerçants en disant : « nous avons notre propre argent ; s'ils le refusent alors nous n'avons pas d'autre façon de vivre⁴ ».

La crise de l'eau

Les régions du nord et du centre de la Somalie souffrent d'une pénurie d'eau sévère. Même les capitales de provinces importantes telles que Hargeisa, Dusamareb et Garowe sont confrontées à cette situation. Le sud du pays est généralement plus vert parce que les fleuves Shabelle et Juba le parcourent depuis les hauts plateaux éthiopiens. Cependant, cette région devient semi-aride lorsque la sécheresse frappe ces cours d'eau. D'après Sidow Ibrahim Addou du Réseau de Systèmes pour l'Alerte Précoce des Famines, financé par USAID, la pénurie d'eau dans la région de Gedo signifie la disparition de presque toute la prairie⁵.

3 UNICEF. "UNICEF feeds 44,000 children in Somalia". Centre de Presse, Nairobi, Kenya, 14 mai 2008. Disponible sur : <www.unicef.org/infobycountry/media_43930.html>.

4 Abdinur, M.H. "Somalis rally against rising food prices, inflation." Agence France Presse (AFP), 6 mai 2008.

5 Integrated Regional Information Networks (2006). "Somalia : Severe food and water crisis in Gedo." Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU, le 5 avril. Disponible sur : <www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=58667>.

* « Enfants atteignant ... » selon la procédure "1" à la p. 209.

** Il n'y a pas des données disponibles pour l'IEG.

1 Food Security Analysis Unit-Somalia(2009). "2008/09 Post-Deyr Analysis". Technical Series Report, 17. Disponible sur : <www.fsasomali.org/fileadmin/uploads/1481.pdf>.

2 Ibid.

Dans la région nord-est où la majorité de la population dépend de l'élevage du bétail et avec un réseau fluvial inexistant, les changements climatiques – surtout le phénomène appelé La Niña qui fait descendre la température des eaux superficielles de l'océan causant la diminution des précipitations – ont provoqué des pertes énormes de têtes de bétail. En 2007 par exemple, des régions comme la ville de Hamure à 280 km à l'est de Bosasso ont été abandonnées en raison de la pénurie d'eau. Les puits s'y sont asséchés et personne n'assure la maintenance des perforations, situation étant aggravée par l'absence d'un gouvernement central fonctionnant correctement et par le laxisme des autorités régionales. En outre la terre est de plus en plus sèche, les précipitations diminuent en-dessous de la moyenne de 2500 mm par an et l'évaporation potentielle dépasse 2000 mm par an.

A Somaliland, dans les territoires du nord-ouest, la crise de l'eau est encore plus grave. Des villes entières sont abandonnées parce que les sources d'eau se réduisent – au lieu de se renouveler – en raison du changement climatique défavorable.

Crise de la santé

Le déplacement des populations des régions affectées par la sécheresse dans les camps de personnes déplacées internes (PDI), il y a une augmentation du risque d'épidémies comme le choléra, la diarrhée et d'autres maladies transmises par l'eau et de transmission de la polio⁶. Le manque d'infrastructure de santé de base en fonctionnement pour répondre à ces situations d'urgence aggrave la situation des réfugiés, surtout des femmes, des enfants et des personnes âgées.

Le taux de mortalité infantile est de 156 sur 1000 naissances vivantes, ayant augmenté de 132 sur 1000 d'après les données précédentes de l'ONU. Le taux de mortalité des mères a aussi augmenté de 1400 sur 100.000 naissances vivantes (d'après les données précédentes de l'UNICEF) à 1600 sur 100.000. Le SIDA, la malaria, la tuberculose et d'autres maladies continuent à toucher d'innombrables victimes.

Refugiés et déplacés

Plus de 60.000 somaliens ont traversé la frontière du Kenya pour le seul mois de janvier 2009 et on estime que les camps de Dhadhab au nord-est de Kenya hébergent 230.000 réfugiés. Environ 850.000 ont échappé à la violence de Mogadiscio en 2007-2008, tandis que 400.000 PDI qui se trouvaient dans les camps de PDI à Mogadiscio, ont fui vers la périphérie de la ville à la recherche de sécurité. 50.000 autres personnes ont été déplacées en raison des disputes frontalières entre le Somaliland et le Puntland en 2008 ; ces personnes restent dans des camps en Ethiopie, au Somaliland et au Puntland.

Il est regrettable que l'aide fournie par les ONG internationales et locales soit rendue difficile en rai-

son de l'insécurité qui semble interminable, surtout dans les régions du sud et du centre. Deux membres du Programme Alimentaire Mondial en Somalie ont été délibérément attaqués et tués en janvier 2009 ; en 2008 trente quatre travailleurs des programmes d'aide sont morts ; d'autres travailleurs humanitaires ont été enlevés et sont toujours captifs. Les routes sont coupées en permanence aux points stratégiques pour séquestrer de la nourriture et la piraterie contre les navires qui apportent l'aide humanitaire persiste.

La crise du carburant

La Somalie importe tout le carburant dont elle a besoin, alors toute fluctuation sur le prix du pétrole touche directement le pays. Le prix du carburant a presque triplé en deux semaines fin 2007 et début 2008, passant de 0,40 USD par litre à 1,10 USD. Dans certains cas, le coût du transport a quadruplé laissant plusieurs personnes isolées. D'autres biens tels que les produits alimentaires importés, les médicaments et les services comme l'éducation et la santé ont été également touchés. Dans un pays où l'électricité est principalement produite par des générateurs à diesel, les hausses du prix du pétrole ont fortement touché les compagnies génératrices. Le coût supplémentaire a été transféré aux secteurs qui ont le plus besoin d'électricité et la population supporte le poids de la crise.

L'absence d'un gouvernement central ou de relations bilatérales avec des pays producteurs d'énergie a empêché le peuple somalien d'acheter du pétrole à un prix plus bas provenant des pays du Moyen Orient ou de l'énergie électrique à des pays de la corne de l'Afrique comme l'Ouganda et l'Ethiopie qui ont un plus grand potentiel de production hydroélectrique.

La crise environnementale

La déforestation est une des causes principales des faibles précipitations et de la sécheresse, lesquelles en même temps conduisent à la famine. Les arbres sont abattus, les forêts appauvries ; les branches et les troncs sont brûlés pour obtenir du charbon de bois, exporté pour la plupart dans les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis étant les principaux acheteurs⁷. Il est estimé que les bateaux apportent à l'étranger l'équivalent d'une moyenne de 10.000 arbres en charbon de bois. Ce commerce de « l'or noir » de Somalie provoque un désastre environnemental. Les commerçants demandent de plus en plus de charbon, la perte d'arbres provoque la pénurie d'eau, de faibles précipitations et une évaporation très élevée.

Malheureusement, après les sécheresses il y a souvent des inondations dévastatrices provenant des fleuves qui descendent des hauts plateaux éthiopiens. Cela est devenu un cycle récurrent.

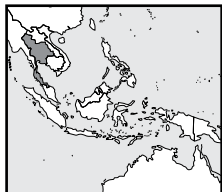
Recommandation

Les groupes de la société civile, des organisations communautaires aux forums nationaux, exigent que soient attaquées les causes de ces catastrophes. Il est nécessaire que les ministères et les autorités du Gouvernement prennent des mesures pour lutter contre le problème de la déforestation. Les actions contre les abus environnementaux diminueraient leurs effets défavorables sur les précipitations, la capacité du sol à conserver de l'eau, le climat local, l'habitat des espèces animales et sur la biodiversité en général. ■

6 Organisation Mondiale de la Santé. "Drought Worsens Health Crisis in Somalia." Nairobi : WHO, 31 mars 2006. Disponible sur : <www.emro.who.int/somalia/pdf/PressRelease_31March06.pdf>.

7 Mohamed, A.E. (2001). "Somalia's Degrading Environment: Causes and Effects of Deforestation and Hazardous Waste Dumping in Somalia." Document préparé pour un cours de doctorat sur l'analyse et la gestion des systèmes de l'environnement. KTH, Suède. Disponible sur : <www.mbil.info/doc331.htm>.

Une réponse à la vue courte (encore une fois)



Le Gouvernement a répondu rapidement à la crise en adoptant les mesures habituelles des plans de relance. Cependant une vision plus durable devient obligatoire : elle doit intégrer à la solution les considérations environnementales et de sécurité alimentaire auxquelles le pays et le monde sont actuellement confrontés. Si le changement advient, il découlera d'un mouvement social revitalisé, soutenu fermement par les intellectuels et le patronat.

Social Agenda Working Group
Nantiya Tangwisutijit

La population thaïlandaise a d'abord observé le déroulement de la crise des hypothèques *subprime* aux États-Unis sans être trop consciente de sa signification ou de ses effets. Le premier indice est apparu en novembre 2008 lorsque les exportations, qui pendant les dix dernières années avaient bénéficié d'une croissance annuelle à deux chiffres, ont soudainement eu une baisse de 20 % par rapport à novembre 2007. Ensuite, lorsque les entreprises ont rapidement réagi pour minimiser les coûts, les travailleurs sont descendus dans la rue pour protester contre les diminutions de salaires et des bénéfices sociaux. C'était alors officiel: la crise était arrivée.

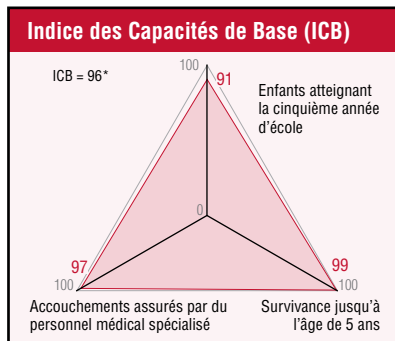
La Thaïlande n'est pas étrangère aux bouleversements économiques ; il y a 12 ans elle a été l'épicentre (« ground zero ») de la crise financière asiatique, mais la récession actuelle semble être bien plus profonde. Contrairement à celle de 1997, la crise actuelle a ravagé une grande partie de la richesse dans le monde entier. C'est ainsi que les exportations thaïlandaises se trouvent en chute libre avec une baisse annuelle de plus de 30 %¹.

Puisque les exportations représentent 70 % du PIB, la Thaïlande se trouve parmi les économies les plus touchées des pays émergents de l'Asie. Les exportations thaïlandaises se sont totalement effondrées aux États-Unis, en Europe, au Japon et dans les pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ANSEA). En outre, les exportations vers la Chine – le seul pays capable d'apporter l'élan nécessaire pour sortir la Thaïlande et les pays émergents de l'Asie du bourbier économique – ont également chuté.

La rapidité du déclin économique a été aussi exacerbée par l'instabilité politique et l'échec récurrent des gouvernements; rien qu'en 2008 il y a eu quatre premiers ministres. Cette paralysie politique a retardé la finalisation des budgets publics et la mise en œuvre de projets de travaux publics en instance. La croissance économique en 2008 a à peine atteint 2,6 %, par rapport à 4,6 % en 2007. Le pronostic pour 2009 est un plus grand resserrement économique, qui pourrait descendre jusqu'à -3,9 %².

Travail et chômage

Plus de 250.000 travailleurs ont perdu leur travail entre octobre 2008 et janvier 2009. Le chômage a augmenté de

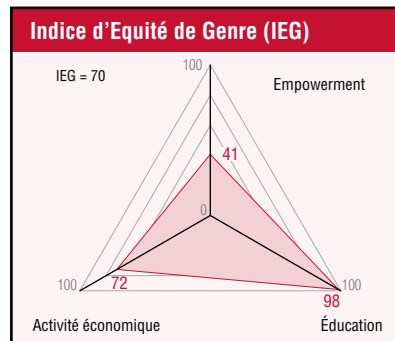


140 % entre janvier 2008 et janvier 2009. La Fédération des Industries Thaïlandaises estime que d'ici la fin de l'année 2009 le chômage touchera entre 1,5 et 2 millions de personnes, de 5 % à 8 % de la main d'œuvre déclarée³. Cependant le chômage réel sera bien pire puisque les calculs officiels ne tiennent pas compte du secteur informel qui représente 60 % de tous les emplois. Cela comprend les travailleurs dont les patrons contournent le système de l'assurance chômage et ceux qui restent sans emploi après leurs six mois d'assurance chômage.

D'après les données officielles, pendant la dernière crise le chômage est monté à seulement 5,6 % en 1998⁴. Des organisations de défense des travailleurs, comme la Fondation Arom Pong-pangan, prévoient que le chômage sera bientôt largement supérieur à ce chiffre.

Actuellement les travailleurs ont moins de pouvoir de négociation en raison de changements dans les formalités d'embauche et de cessation de service, ont signalé Budit Thanachaisretavuth et Vassana Lamdee de la Fondation Arom Pong-pangan. Beaucoup d'entreprises externalisent l'administration du personnel à des entreprises intermédiaires « invisibles » pour éviter toute responsabilité légale directe sur les pratiques de l'emploi. En même temps les licenciements en masse d'autrefois, qui pourraient assurer un fort soutien du public en faveur de pratiques du travail plus strictes, ne sont plus à l'ordre du jour. Les travailleurs sont renvoyés à petites doses, parfois sans indemnités, dans leurs villages d'origine pour éviter qu'ils causent des problèmes.

Tandis qu'ils essayent de faire face à la crise de par leur rôle de « chiens de garde », les médias et les groupes



de la société civile souffrent eux aussi de la crise. Les ONG sont doublement touchées puisque leurs donateurs étrangers recourent leurs budgets et leurs monnaies affaiblies représentent moins de bahts thaïlandais.

Agriculture

Pendant la crise de 1990 beaucoup de travailleurs au chômage ont trouvé un palliatif temporaire dans le secteur agricole, mais à présent les bols de riz en secteur rural ont moins à offrir. Bien que la baisse du prix du pétrole ait réduit les coûts des intrants agricoles plus que des prix, la diminution de la demande d'exportation, spécialement celle des matières premières comme le caoutchouc et le manioc, a éliminé la possibilité d'intégrer les travailleurs déplacés. Pire encore, comme conséquence de l'arrivée de produits agricoles chinois bon marché, à partir de l'application du traité de libre commerce de l'année 2003, les agriculteurs thaïlandais sont moins compétitifs. De plus, lors des dix dernières années, en raison de l'augmentation des dettes familiales et de l'augmentation de la migration des travailleurs ruraux vers le secteur industriel, il y a moins de petits producteurs agricoles propriétaires de terres.

Les plus pauvres parmi les pauvres

Ces tendances mettent une pression encore plus grande sur les 23 millions de travailleurs du secteur informel, la plupart d'entre eux étant des femmes. Au fur et à mesure que la crise s'aggrave, les femmes seront non seulement moins rémunérées, mais elles devront supporter des charges plus lourdes, a signalé Usa Lerdsrisuntad, directrice de programmes à la Women Foundation. En cas de divorce ou de séparation, en augmentation en Thaïlande, c'est surtout sur les femmes que retombe la responsabilité de l'éducation des enfants. Le Bureau National de Statistiques signale que 30 % des enfants de familles monoparentales sont exclusivement à la charge de leur mère. Il est à craindre que beaucoup de femmes s'accrochent à

* « Enfants atteignant ... » selon la procédure "1" à la p. 209.
1 Direction du Développement National, Économique et Social. Disponible sur : <www.nesdb.go.th/Portals/0/eco_datos/economic/eco_state/4_51/Press_Eng4-2551.pdf>.
2 Ibid.

3 Centre de Recherche Kasikorn. Voir : <www.kasikornresearch.com/portal/site/KResearch/rsh_d/?id=19586&cid=3>.
4 Ministère du Travail. Voir : <www.mol.go.th/info_Mar0409_2.html>.

des relations abusives pour minimiser les difficultés économiques pour leurs familles. Il est aussi probable que le manque de soutien de l'État pour l'éducation des enfants, ajouté à une économie affaiblie, pousse plus de femmes vers l'industrie du sexe et/ou d'emplois à l'étranger obtenus par le biais d'organisations de trafic humain.

Étant donné que les enfants sont l'un des groupes les plus vulnérables de la société, ils sont les victimes finales de toute crise, qu'elle soit économique, sociale ou politique, a assuré Chettha Munkong de Children Foundation. La désertion scolaire augmente puisque les élèves doivent travailler pour aider leurs familles. Pour ceux qui peuvent rester à l'école, les défenseurs des droits des enfants craignent que la crise ait déjà atteint la qualité de leur enseignement. De plus en plus de maîtres passent moins de temps à l'école et plus de temps à la recherche de revenus supplémentaires.

La rapidité de l'expansion économique des dix dernières années, liée à une moindre capacité de subsister grâce aux ressources naturelles, a jeté un nombre croissant de minorités ethniques vers la main d'œuvre informelle. La communauté des gitans de la mer, par exemple, est graduellement entrée dans les services de l'hôtellerie et du tourisme, mais maintenant que le tourisme a baissé de 20 %, les emplois sont en train de disparaître. Sans éducation formelle et avec une concurrence plus grande, les conséquences pour cette communauté et pour d'autres communautés marginales peuvent être plus persistantes.

Réponse du Gouvernement

En janvier 2009 le Gouvernement a lancé une série de mesures économiques d'un montant de 4,5 milliards d'USD comprenant des exonérations d'impôts, l'élargissement de l'enseignement gratuit, des subventions pour les transports en commun et les services publics et des primes en espèces pour les salariés qui touchent les revenus les plus faibles. Deux séries de mesures similaires sont prévues avant la fin de l'année 2009. En dépit de cette prompt réponse, l'orientation de la politique ainsi que sa mise en œuvre ont généré beaucoup d'inquiétude dans la société.

La remise unique de 2.000 THB (57 USD) en espèces aux employés publics et privés dont le revenu mensuel est inférieur à 14.000 THB (397 USD) a été l'une des mesures les plus polémiques. Les bénéficiaires de la mesure eux-mêmes l'ont critiquée en la qualifiant de populisme éhonté, sans la considérer comme une relance significative. Par exemple, la plus grande partie des travailleurs qui se trouvent dans cette catégorie appartient au secteur informel et n'a donc pas droit de toucher cette somme. Ceci pose le problème de la discrimination de genre puisque ce sont les femmes qui composent la majeure partie du secteur des travailleurs informels.

Les activistes sociaux comme Bundit, de la Fondation Arom Pong-pangan, critiquent également la structure verticaliste et le manque de transparence de l'administration de ces fonds, qui laisse le terrain libre à la corruption. Par exemple, les 7 milliards THB (presque 199 millions d'USD) destinés à des cours de recyclage pour 240.000 travailleurs ne seront pourvus qu'aux organismes publics – sans trop d'obligation de rendre des comptes – et non pas aux administrations locales ni aux associations professionnelles communautaires qui travaillent en contact plus étroit avec les chômeurs.

Pour compléter son plan de relance de l'économie, le Gouvernement travaille aussi sur une importante restructuration de la régulation des marchés financiers. Cependant, contrairement à beaucoup de pays qui ont établi plus de garanties pour protéger les consommateurs et leurs économies, la Thaïlande marche vers une forte dérégulation et libéralisation du marché des capitaux pour augmenter son rôle dans le développement de l'économie. On craint que cette initiative, dont plusieurs des personnes qui ont participé à la crise de 1997 recherchant exclusivement des profits à court terme sont à l'origine, ouvre la voie à une nouvelle crise à peine le pays remis sur pied.

Les groupes de la société civile signalent que la plus grande faille dans la politique de relance économique du gouvernement est le manque de stratégie cohérente. Il n'existe pas de vision de la façon dont la Thaïlande pourrait utiliser les ressources de la relance économique pour aborder certaines des causes de l'inégalité et des difficultés sociales et économiques persistantes que subit la plus grande partie de la population. Surichai Wankao, directeur du Social Research Institute, à l'Université de Chulalongkorn, signale que la série de mesures économiques n'offre pas de gouvernail à la politique économique, qui depuis bien longtemps a été à la merci de la demande multinationale, laissant le pays dans une situation de vulnérabilité face à la volatilité des marchés internationaux. A bien des égards, cette série de mesures économiques ressemble à des programmes similaires appliqués pendant les années 30 : projets de travail subventionné et programmes d'assistance qui ne font qu'offrir un assistantat temporaire sans permettre de renforcer l'économie ni la société.

Pour construire une économie plus résistante le pays doit mettre en place des stratégies qui renforcent la consommation interne des produits nationaux. Les défenseurs de ces stratégies s'appuient sur le succès connu ces dernières années par l'industrie du tourisme qui s'est penchée vers le tourisme national pour compenser la baisse de la demande du tourisme étranger. Cependant un meilleur point de départ serait celui de soutenir la sécurité alimentaire. Avec un secteur agricole aussi fort et encore plus décentralisé, les politiques, les incitations et les réglementations visant la production d'aliments organiques auraient des effets importants sur l'économie nationale et la santé publique. L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) considère que si l'utilisation de produits chimiques est réglementée et les produits qui en contiennent sont interdits, la Thaïlande obtiendrait immédiatement un avantage compétitif sur les importations. Beaucoup d'agriculteurs thaïlandais utilisent déjà des méthodes organiques simplement comme moyen de réduire le coût des intrants, mais n'ont qu'un très faible accès aux grands réseaux de distribution où leurs produits pourraient obtenir des prix supérieurs.

La réforme agraire est aussi un sujet clé pour aider les producteurs des zones rurales. Actuellement 90 % de la terre thaïlandaise appartient à 10 % de la population. Il faut au moins mettre en place une structure fiscale fortement progressive pour taxer la propriété de la terre et procurer une aide aux acheteurs qui en achètent pour la première fois, spécialement dans le milieu agricole. Ces programmes pourraient être mis en rapport avec les politiques d'agriculture organique de façon à encourager les nouveaux propriétaires de terres à adopter ces cultures de grande valeur.

L'énergie est un autre sujet que le pays doit analyser. Presque 90 % du pétrole de la Thaïlande est importé, ce qui consomme jusqu'à 10 % de son PIB. Ceci représente beaucoup d'argent et d'emplois qui pourraient faire partie d'un programme de carburants alternatifs si les mesures nécessaires pour le soutenir étaient prises. Il faudrait également stimuler les technologies nationales de production d'énergies alternatives et encourager une utilisation plus sage de l'énergie, pour mettre fin à la course du pays vers l'achat de centrales nucléaires et la construction d'usines à charbon.

Le Gouvernement doit travailler pour promouvoir des ressources nationales d'énergie plus propres en tant que partie intégrante d'un plan qui prenne en compte les défis que le changement climatique pose. Des scientifiques et des économistes thaïlandais renommés ont démontré que la catastrophe s'approche à grands pas et que le moment de réagir est venu. Les organismes publics doivent acquérir l'expertise et les technologies qui leur permettent de mieux comprendre les changements que le pays expérimentera ainsi que les stratégies d'adaptation nécessaires pour que l'économie et la société puissent se développer dans un avenir au climat changeant.

Le secteur agricole est fondamental pour cette préparation. La sécheresse est déjà un problème qui se répète avec fréquence. De plus, avec les changements substantiels des rythmes des précipitations prévus, les agriculteurs doivent avoir des alternatives pour les cultures, pour les méthodes de récolte et pour les techniques agricoles. L'encouragement de la recherche nationale, l'essai et l'application de ces nouvelles approches doit être une priorité pour assurer la viabilité du secteur.

Les efforts visant à renforcer l'économie ne doivent pas être le seul objectif du pays pour faire face à la crise actuelle. L'évolution du niveau de vie et du bien-être a tout autant d'importance. Après le succès de l'assistance sanitaire universelle des années 1990, les groupes thaïlandais de la société civile considèrent qu'il est temps de penser aux bénéfices de la retraite pour la plus grande partie de la population, aussi bien pour les travailleurs du secteur formel que pour ceux du secteur informel.

Opportunité

Si la crise économique actuelle a du bon, c'est parce qu'elle offre l'occasion d'observer avec attention les facteurs qui l'ont provoquée ainsi que les stratégies à déployer pour éviter qu'elle se répète. Les exonérations fiscales, la formation professionnelle et la dérégulation des marchés peuvent être des stimulants de grande valeur, mais seulement si l'objectif va au-delà de la récupération à court terme. Le changement devra venir d'un mouvement social régénéré comptant sur le soutien des intellectuels et du patronat. La Thaïlande connaît déjà ce genre de mouvements qui ont établi la Constitution du Peuple – un fait marquant de la réforme politique démocratique et la première dans le pays à avoir été rédigée par une assemblée élue – en 1997. Cependant la question qui se pose est si ce mouvement peut agir avec la célérité nécessaire pour avoir quelque influence dans la réponse du gouvernement face à la crise actuelle. ■

Une démocratie pas si participative que ça



Dans un contexte à forte polarisation politique, la discussion sur l'impact de la crise économique mondiale dans le pays a été reportée. Une série de mesures impulsées par le Gouvernement essaient d'assurer la sécurité alimentaire, l'accès universel aux systèmes de santé, au logement et à l'éducation. Cependant, il reste des problèmes quant à la distribution des aliments, les réductions des couvertures sociales et la réponse insuffisante face à la demande de logements. C'est dans le domaine de l'éducation que les résultats obtenus sont les plus proches des résultats espérés.

Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (Provea)
Rafael Uzcátegui

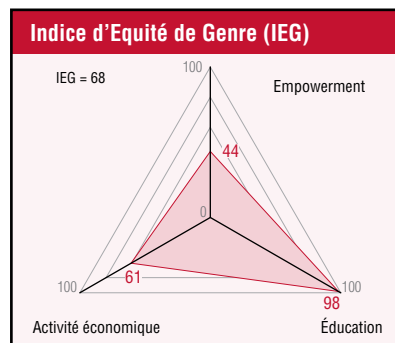
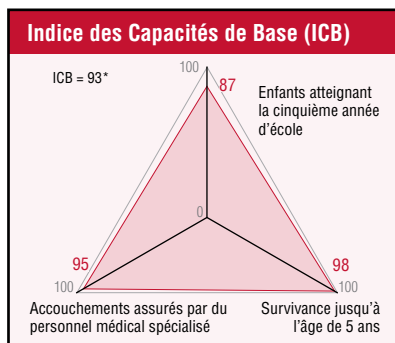
Après avoir acquis la ratification pour un second mandat présidentiel en décembre 2006, le chef d'État Hugo Chávez a pu faire approuver, en février 2009, un Amendement Constitutionnel qui lui permettrait une réélection indéfinie. Ce processus électoral a généré une vaste polémique et a revitalisé la polarisation existante dans la société vénézuélienne.

Le climat électoral a reporté la discussion concernant les possibles conséquences de la crise économique mondiale pour le pays¹. Malgré une forte dépendance de l'exportation des hydrocarbures, le président Chávez s'est montré optimiste face à l'impact de la récession globale: « Vous pourriez mettre le prix du pétrole à zéro que le Venezuela ne subirait pas la crise² ». L'augmentation des prix du pétrole brut a généré des recettes considérables et des excédents monétaires, ce qui a eu des répercussions sur la hausse continue des importations et généré une augmentation du niveau de l'endettement public. La prospérité pétrolière elle-même a rendu possible le développement de différents programmes sociaux – appelés « missions » – et la réduction des indices de pauvreté.

D'après la Loi du Budget pour l'Année Fiscale 2009³, les recettes pétrolières représentent 46,5 % des sources de financement du pays. 12,5 % du budget total est consacré aux programmes et aux missions sociales. Bien que cette planification mette l'accent sur l'investissement de nature sociale, on estime à 15 % l'inflation qui a sévi pendant cette période – quatre points au dessus de l'inflation stipulée pour 2008, dont le taux inflationniste réel s'est situé à 30,9 %, le plus élevé de la région pour la troisième année consécutive⁴.

Sécurité alimentaire

En 2004, le Décret Présidentiel n° 3118 a créé le Ministère de l'Alimentation, dont la mission était de promouvoir la mise en place des réserves opératrices et stratégiques d'aliments qui garantiraient la sécurité alimentaire de la



population. La mission alimentaire qui a vu le jour en 2003 avec le Réseau de Marchés d'Aliments CA-MERCAL a été mise sous sa tutelle ainsi que la Fondation Programme des Aliments Stratégiques et 1.000 centres alimentaires implantés en 2004 et qui atteignent maintenant, d'après les chiffres du Ministère, un nombre de 5.963 actifs, 65 non-opérationnels et 47 inactifs⁵.

Les aliments ont fait partie des produits les plus sensibles à l'inflation. Des statistiques de la Banque Centrale du Venezuela signalent qu'entre mars 2007 et mars 2008 leur prix a augmenté de 42,6 %, la plus haute variation de ces 11 dernières années. Cette tendance se maintient jusqu'à présent, avec une hausse constante des prix pour le consommateur. Certaines autres variables vont à l'encontre des efforts de l'État pour garantir le droit à l'alimentation des populations les plus vulnérables. Depuis 2006 le pays s'est vu atteint par une situation fluctuante de désapprovisionnement alimentaire, celle-ci ayant atteint son niveau de plus forte intensité entre fin 2007 et début 2008, époque pendant laquelle 13 des aliments du panier de base de la ménagère ont souffert de problèmes de pénurie.

Malgré un discours en faveur de la souveraineté alimentaire, le Gouvernement a eu recours à des importations croissantes. Le Ministre de l'Alimentation a reconnu que MERCAL, un programme social qui distribue des produits subsidiaires dans les zones populaires du pays, importait 70 % des produits qu'il offrait. Pour l'année 2008 on calcule que 45,6 % des 2.460 calories en moyenne qui ont été consommées quotidiennement au Venezuela provenaient d'aliments achetés à l'étranger. Cette même année MERCAL a bénéficié 9.642.170 personnes, en obtenant la vente de 1.297.506 tonnes d'aliments. Le mois de janvier 2008 a vu la création de la Productrice et Distributrice d'Aliments (PDVAL), une industrie filiale de Pétroles du Venezuela

dans le domaine agricole. Le ministre du Pouvoir Populaire pour l'Énergie et le Pétrole, Rafael Ramírez, a annoncé qu'il s'agirait d'un réseau alimentaire à l'échelle nationale permettant un accès aux aliments à un prix régulé par l'État. Actuellement PDVAL agit en parallèle et selon des modalités similaires à celles du réseau MERCAL, avec une distribution estimée à 755.000 tonnes à niveau national pour l'année 2009.

En 2007, le niveau général de consommation des vénézuéliens et des vénézuéliennes a augmenté de 20 %, une hausse due à l'amélioration de leur pouvoir d'achat. D'après des chiffres révélés par le président Chávez, la consommation quotidienne de calories avait augmenté de 23 %, passant de 2.202 à 2.717 calories⁶. Les indices de pauvreté eux-mêmes se sont vus diminuer grâce aux effets de la prospérité économique, conséquence des recettes pétrolières et fiscales élevées. Des informations correspondant au second semestre de l'année 2007 ont estimé que la pauvreté des revenus concernait 33 % de la population, alors que la pauvreté extrême avait diminué à 9,6 %⁷. De son côté, l'Indice de Développement Humain a atteint 0,8263, chiffre supérieur au 0,7793 de la décennie antérieure. En outre, l'Institut National de Nutrition a établi l'Indice de Prédominance de Malnutrition pour l'année 2006 à 6 %, dont la projection respecterait l'objectif du millénaire relatif à l'éradication de la faim pour 2015. Cependant, la hausse des prix diminua les salaires de la population. Pour janvier 2009, le coût du panier alimentaire s'est situé autour de 750 USD⁸, l'équivalent de deux salaires minimums (371,73 USD).

Le Venezuela ne repose pas encore sur une stratégie intégrale de sécurité alimentaire caractérisée par sa

* « Enfants atteignant ... » selon la procédure "1" à la p. 209.
 1 En novembre 2008 se sont réalisées également dans tout le pays les élections des gouverneurs et des maires.
 2 Ministère du Pouvoir Populaire pour la Communication et l'Information (2008). *Même avec le prix du pétrole à zéro dollars, le Venezuela ne subirait pas la crise.*
 3 Le Président de la République a ordonné la vérification des montants de ce budget ; cependant à la date de clôture de ce rapport le budget corrigé pour 2009 n'était pas publié.
 4 Banque Centrale du Venezuela, indice de prix. Décembre 2008.

5 Statistiques du Ministère du Pouvoir Populaire pour l'Alimentation. Le 25 février 2009.

6 Ministère du Pouvoir Populaire pour la Communication et l'Information (2008). *La consommation d'aliments par personne a augmenté et l'extrême pauvreté a diminué.*
 7 Service Intégré des Indicateurs Sociaux du Venezuela.
 8 Centre de Documentation et d'Analyse des Travailleurs.

systématique, comme le suggère l'Observation Générale N° 12 du Comité des Nations Unies des Droits Économiques, Sociaux et Culturels. S'il est vrai que la distribution d'aliments à bas prix a atteint des niveaux de réussite significatifs, d'autres aspects, comme l'accroissement de la production agricole nationale, se trouvent beaucoup moins développés.

Le droit à l'éducation

C'est dans l'accomplissement du droit à l'éducation que le Venezuela présente ses chiffres les plus positifs. Pour la campagne mondiale en faveur de l'éducation le pays présente quelques-uns des meilleurs indicateurs d'Amérique Latine en la matière, et d'après le *Mémoire et Compte-Rendu* de 2008, délivré par le président à l'Assemblée Nationale le 9 janvier 2009, 7,5 millions de vénézuéliens et vénézuéliennes étaient inscrits dans les divers niveaux du cursus scolaire. Mieux encore, il s'est avéré que le niveau d'analphabétisme était descendu à 0,4% grâce à l'implantation de la mission Robinson ; et dans la mission Robinson II plus de 437.000 étudiants, dont 81.000 sont indigènes⁹, ont été diplômés. D'autre part, 345.000 bourses d'étude ont été remises à des personnes à faibles revenus, tandis que 67.000 personnes ont été formées pour pénétrer sur le marché du travail. Ces nombres coïncident avec ceux du Ministère de l'Éducation qui a informé que la disponibilité des établissements éducatifs avait augmenté de 2,8 %, avec la construction de 726 nouveaux centres scolaires. Entre le 1^{er} et le 6^{ème} degré (entre le CP et la 6^{ème}) le taux de redoublement est de 5,1 %, alors que l'assiduité scolaire ne cesse de s'améliorer : sur cent étudiants qui s'inscrivent en 1^{er} degré, soixante-six arrivent au 9^{ème} degré (3^{ème}), soit trois de plus que pendant la période précédente et vingt-deux de plus que pendant l'année scolaire 1999-2000.

Droit à la santé et au logement

S'il est vrai qu'on a pu noter une avancée des réalisations dans les domaines de l'éducation et de l'alimentation, on a constaté des stagnations ou des régressions concernant d'autres droits (économiques, sociaux et culturels). En matière de santé, des avancées normatives dans la propre Constitution ainsi que les efforts de promotion du gouvernement n'ont pas suffi à surmonter les problèmes structurels de ce secteur.

A partir de décembre 2003, le pouvoir exécutif a mis en marche la Mission Barrio Adentro (Mission à l'Intérieur des Quartiers) comme un moyen d'améliorer les soins de base dans les zones populaires. A court terme de fortes avancées ont été enregistrées, en partie grâce à la participation de 14.345 coordinateurs et médecins et la construction de différents modules d'assistance dans tout le pays. Cependant, un ralentissement de cette politique sanitaire a été constaté en 2008 et les plaintes déposées pour fermeture de modules et réduction du nombre de médecins se sont multipliées—on estime à 8.500 le nombre de professionnels et de coordinateurs présents dans la Mission¹⁰ cette année-là. Cette stratégie s'est développée

parallèlement et selon des modalités similaires au réseau hospitalier national et les principaux centres sanitaires présentent encore de graves déficiences. Ce manque de coordination s'est approfondi à cause du retard de 9 ans, de la part de l'Assemblée Nationale, pour promulguer une Loi Organique de Santé.

Quant à l'application du droit au logement, le Gouvernement n'a pu atteindre en 10 ans ses propres objectifs dans ce domaine. En 2008, d'après des informations officielles parues dans les médias de communication, 23.223 nouveaux logements ont été construits. Le Ministère du Logement a estimé le déficit habitational du pays à 2.800.000 logements—un million concernant de nouvelles familles, 800.000 maisons « ranchos » (habitations très précaires dans les campagnes) qui doivent être remplacées et un million de maisons situées à flanc de colline, dans des vallons et des zones à haut risque. On calcule que 200.000 logements annuels doivent être construits pour amortir le déficit en 10 ans. L'année 2007 a connu le chiffre le plus élevé atteint par le Gouvernement Bolivarien avec un total de 61.512 nouveaux logements¹¹. En 2005, le pouvoir exécutif a fait monter le bureau chargé des politiques de construction de logements à un rang ministériel, une mesure entravée par la fragilité institutionnelle du secteur. Pour la seule année 2008, quatre fonctionnaires différents au total, trois hommes et une femme¹², ont été désignés comme ministres du Logement et de l'Habitat, une rotation élevée des postes de direction qui n'a pas facilité la continuité des politiques en la matière. Quant à l'année 2009, l'instabilité du Ministère se poursuit à la suite de la fusion, en février, du Ministère du Logement et de l'Habitat avec celui des Infrastructures en un nouvel organisme dénommé Ministère du Pouvoir Populaire pour les Travaux Publics et le Logement.

Droit à la vie et à la sécurité citoyenne

Dans le domaine des droits du travail, le taux de chômage a continué de baisser, atteignant 7,2 %. Pour la 5^{ème} année consécutive l'économie informelle décroît, 43,2 % en septembre 2008, face à l'économie formelle, calculée à 56,8 % pour la même date. Cependant, le pourcentage de personnes qui ont un emploi sans pouvoir bénéficier des divers avantages des travailleurs établis dans les lois vénézuéliennes est encore élevé. D'autre part, le procédé des engagements collectifs dans le secteur public s'est encore vu paralysé, réduisant ainsi la possibilité des travailleurs de faire face à l'inflation. L'augmentation d'homicides enregistrés dans le cadre de conflits du travail associés au droit à l'emploi constitue une grave régression. L'affrontement entre syndicats du secteur de la construction et du pétrole pour le contrôle des postes de travail a atteint en 2007 son nombre le plus élevé, 48 leaders syndicaux exécutés par des tueurs à gage. En 2008, 21 dirigeants ont été assassinés.

En fait, la violence est devenue l'un des principaux problèmes. D'après les chiffres du Corps d'Investigations Scientifiques, Pénales et Criminalistiques (CICPC), 10.606

homicides par armes à feu ont été enregistrés dans tout le pays entre janvier et septembre 2008. À Caracas on estime à 130 le nombre d'homicides pour 100.000 habitants, un des taux les plus élevés du continent. Pendant l'année 2008 on note une augmentation des vols de 8 %, un accroissement des homicides de 11 % et une hausse alarmante des enlèvements de 101 %. En 2008, Proeva a enregistré 247 cas de violations du droit à la vie, les trois corps policiers qui accumulent les plaintes les plus importantes étant le CICPC (18,6 %), la Police de l'état de Lara (12,55 %) et la Police de l'état d'Anzoátegui (7,2 %).

Les hauts niveaux de violence concernent différents secteurs et conflits. D'après le rapport 2008 de l'Observatoire Vénézuélien des Prisons, la population pénitentiaire du pays comptait 23.457 individus. Pendant cette année-là, 422 reclus et recluses sont décédés pour cause de violence. Sans oublier les 854 hommes et femmes blessés par armes à feu et objets pénétrants. D'autre part, sept leaders paysans ont été assassinés dans des affrontements liés à des combats pour des terres en 2008. D'après des estimations diffusées par Braulio Alvarez, député et coordinateur du Front Paysan Simón Bolívar, 214 paysans¹³ ont été assassinés depuis que la Loi des Terres et du Développement Agricole a été décrétée.

Criminalisation de la société civile

Pendant les années de gestion du président Hugo Chávez, la participation populaire a été encouragée dans le cadre de la construction de la dénommée démocratie participative. Cependant, l'impact de celle-ci a été limité par une tendance à l'exclusion de vastes secteurs sociaux pour des raisons politiques ou idéologiques. Des pressions sur les fonctionnaires publics ont été dénoncées pour participer à des actions prosélytistes et pour la constitution de réseaux clientélistes dans les zones populaires qui excluent les non-partisans du Chef de l'État. Dans la même dynamique, la militarisation progressive des organisations populaires et son incorporation dans des emplois de sécurité citoyenne inquiète, ce qui pourrait donner lieu à de potentielles violations des droits de l'Homme. A un autre niveau, la tendance à la criminalisation de la protestation continue. En 2008, 1.763 manifestations ont été enregistrées dans tout le pays, dont 83 ont été réprimées, interdites ou entravées par les organismes de sécurité de l'État. Au moins 89 manifestants ont été soumis à des procès judiciaires pénaux pour leur participation aux protestations. Parallèlement, trois personnes ont été assassinées par des policiers pendant les manifestations.

De sérieuses difficultés d'accès à l'information publique se font de plus en plus évidentes, ce qui fragilise, entre autres, le droit des citoyens à exercer les tâches de contrôle social. En conclusion, le travail des Organisations Non Gouvernementales pour les Droits de l'Homme du pays continue d'être entravé et criminalisé, divers porte-paroles du Gouvernement les accusant d'avoir des objectifs de déstabilisation et de faire partie d'un agenda défini par Washington. Dans ce sens-là, l'approbation d'une Loi de Coopération Internationale a été établie comme une priorité, celle-ci réglementerait une série de filtres et de contrôles sur le travail des organisations de la société civile. ■

13 Radio Nationale du Venezuela. « Des mouvements populaires unissent leurs efforts pour affronter les tueurs à gages à la campagne »

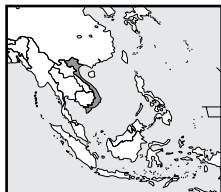
9 Dans la Mission Robinson des volontaires enseignent à des adultes à lire et à écrire ainsi que l'arithmétique. Robinson II permet aux gens d'obtenir des certificats d'enseignement primaire et/ou des formations pour des travaux spécifiques.

10 Programme vénézuélien d'Éducation Action pour les Droits de l'Homme (2008). *Rapport Annuel octobre 2007-septembre 2008 sur la situation des droits de l'Homme au Venezuela*.

11 Ministère du Pouvoir Populaire pour le Logement et l'Habitat (2008). *Rapport et Compte-Rendu 2007*.

12 Le 5 janvier 2008 Le Lieutenant Colonel Jorge Pérez Prado a été désigné titulaire du MINPOPOVIH. Le 12 mars 2008, Edith Gómez l'a remplacé. Le 11 juin 2008 Ramón Carrilez a été nommé, alors qu'il occupait le poste pour la seconde fois. Le 19 juin 2008, l'architecte Francisco Sesto a été désigné titulaire du bureau du logement.

Le progrès national menacé par les crises mondiales



Le Vietnam a mis en œuvre les principes socialistes et a atteint la plupart des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) bien avant la date butoir. Le pays n'en est pour autant pas moins immunisé contre les multiples crises mondiales. Le fossé s'élargit entre les riches et les pauvres et l'augmentation du niveau de la mer, due au changement climatique, commence déjà à avoir des effets négatifs. Si les organisations de la société civile ne sont pas encore très présentes dans le pays, quelques groupes ont tout de même pris l'initiative de répondre collectivement à ces problèmes.

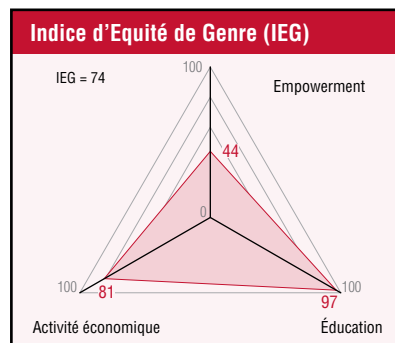
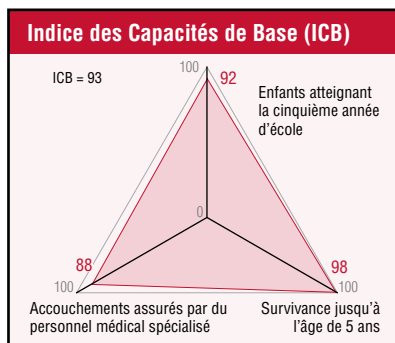
ActionAid International
Oxfam Great Britain

En 2008, lorsque la crise mondiale a commencé à se faire sentir, le Vietnam avait, pour le mois de février, un taux d'inflation de 14,1 % – un pic historique en Asie orientale – soit pratiquement le double de celui de l'Indonésie (7,4 %), et plus de deux fois celui de la Chine (6,5 %). Cela a conduit à une hausse de 24 % du prix des aliments par rapport à la même période en 2007, et une augmentation de 17 % pour l'électricité, l'eau et l'essence, par rapport à l'année antérieure¹. Peu avant le *Têt* (le nouvel an vietnamien), en 2008, le prix du riz oscillait entre 5.000 VND et 7.000 VND (environ 0,30 USD et 0,40 USD respectivement) le kilo. Depuis, cette valeur a augmenté à plus de 10.000 VND (0,60 USD). L'Indice des prix du consommateur a atteint un niveau record de 28,9 % en décembre 2008, malgré une stabilisation au cours des quatre premiers mois de 2009, pour se situer actuellement à 11,6 %.

Au cours du premier trimestre 2009, la croissance économique a été relativement importante (3,4 %), bien qu'elle ait été largement inférieure aux prévisions pour l'année. Les principaux secteurs d'exportation (l'agriculture, la confection et le textile) ont été les plus touchés. Cela a augmenté la pression exercée sur la macro-économie et notamment sur les groupes rémunérés les plus vulnérables. La baisse de la demande affecte les industries et le chômage augmente. Nguyen Phu Diep, directeur du Département de Gestion du Travail des Parcs Industriels (PI) de Hanoï et des Zones de Traitement des Exportations (ZTE), a informé que 19 entreprises ont supprimé 4.300 emplois, ce qui représente près de 20 % des postes dans ce secteur. On estime que 10.000 personnes travaillant dans le PI de Thang Long perdront leur emploi en 2009. La baisse du pouvoir d'achat entraîne les familles à diminuer leurs dépenses pour des services essentiels, comme la santé ou l'éducation ; le taux actuel des dépenses de santé à titre privé s'élève à environ 62,8 %.

Causes et impacts de la crise

Au cours des dix dernières années, le Vietnam a été un exemple de développement ; le pays a sorti des millions de personnes de la pauvreté tout en tentant de s'assurer dans le même temps que les bénéficiaires



de son économie de marché vigoureuse soient distribués de façon juste et équitable dans l'ensemble de la société, afin de maintenir la vision socialiste du Gouvernement. Cependant l'objectif de réduction de la pauvreté continue de représenter un défi, en raison notamment du clivage entre les riches et les pauvres. Selon la Banque Mondiale, la consommation de 20 % des personnes les plus riches de la population représente 43,3 % des dépenses totales du pays, tandis que les 80 % restants sont plus modestes dans leurs dépenses. Cette situation a créé deux groupes très disparates : une minorité disposant d'une « voix », représentée par les capitalistes émergents, et une majorité muette composée des communautés rurales, des travailleurs salariés, des petits exploitants agricoles et de ceux qui finissent hors de la compétition.

Pauvreté et dynamique rurale-urbaine

Depuis 2005, le Vietnam connaît un grand essor des zones industrielles et urbaines, avec plus de 190 zones industrielles et conglomérats construits sur des terres récupérées sur plus de 100.000 terrains privés. Cela entraîne une limitation des ressources et des moyens de subsistance en zone rurale. Environ 90 % des pauvres dépendent de la production agricole – qui est distribuée de façon relativement équitable. Seul 4 % des foyers ruraux manque de terres agricoles propres, ce qui peut être considéré comme un avantage permettant d'assurer la sécurité alimentaire du foyer².

On estime que deux tiers des foyers déplacés bénéficient de meilleures possibilités d'emplois et de la disponibilité de l'argent en liquide de leurs terrains. L'égalité des droits sur la propriété de la terre est devenue un sujet très important en raison de l'existence de stéréotypes de genre encore très enracinés. Malgré l'existence de lois qui favorisent l'accès équitable à la terre pour les femmes, leur mise en œuvre reste très limitée. Et donc les femmes sont les plus affectées par les transitions. De nombreuses personnes tentent leur chance dans les villes. Rien qu'à Hanoï, la croissance démographique annuelle est de 3 %. On estime que d'ici 2010, entre 120.000 et 130.000 personnes émigreront vers la capitale.

Un rapport d'ActionAid de 2008 a révélé que les pauvres, les émigrants urbains et les consommateurs nets ont été les plus touchés par la montée des prix. Ils ont également été les premiers et les plus affectés par la récente crise économique. Une majorité des émigrants travaille sous contrat à durée déterminée ; ils constituent le groupe le plus vulnérable pendant la récession économique qui affecte le secteur de l'emploi. Selon le Ministère du Travail, des Handicapés de Guerre et des Affaires Sociales, en janvier 2009, environ 67.000 travailleurs, et surtout des émigrants, avaient perdu leur emploi. Ce chiffre devrait monter à 150.000 d'ici fin 2009. Étant donné que les chômeurs ne bénéficient d'aucune assurance sociale, cette crise met les émigrants ruraux en situation très délicate.

Agriculture

Le Vietnam est le deuxième exportateur de riz au monde, ce qui a largement soutenu le taux de croissance annuelle de 4 % du secteur agricole des vingt dernières années. C'est cela qui a principalement contribué à éviter que le pays soit touché par la crise

1 Voir : <http://tintuc.timhnh.com/kinh_te/20080225/35A7142E>.

2 ActionAid Vietnam (s/f). "Food Security for the Poor in Vietnam in the Context of Economic Integration and Climate Change". Disponible sur : <http://www.isgmard.org.vn/Information%20Service/Report/Plenary%20Meeting%20Report%2017-11-2008/Group%203/Bao%20cao%20tham%20luan%20AAV-En.doc>.

économique de 1997. Presque 70 % de la main d'œuvre travaille dans le secteur agricole. Le Comité Central du Parti Communiste vise à industrialiser et moderniser le pays, et réduire la main d'œuvre agricole à 30 % d'ici 2020. Cependant, la crise actuelle rend difficile l'atteinte de ces objectifs, malgré l'introduction de divers programmes de modernisation dans le secteur. Plus de 75 % de la main d'œuvre n'a encore aucune formation professionnelle, et l'éducation des adultes a besoin d'être largement renforcée.

L'entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a élargi les possibilités de croissance économique du Vietnam, mais a également introduit de nombreux défis dans le secteur agricole. En raison de l'impulsion de la production commercialisée et de l'importance croissante des forces du marché, ainsi que de l'accumulation de capital, les agriculteurs pauvres se retrouvent actuellement face à un sévère risque d'appauvrissement. Dans le même temps, l'augmentation de l'utilisation de fertilisants et de pesticides chimiques provoque d'ores et déjà de sérieux préjudices sur l'environnement et ébranle le savoir indigène de l'économie locale. Les agriculteurs sont plus vulnérables pendant la transition, en particulier en l'absence d'une Loi sur l'Agriculture, en raison du manque de disponibilité de crédits formels et d'assurances pour les protéger. Il existe un aspect plus positif en ce sens que les agriculteurs ont introduit des techniques plus avancées et variées de cultures intensives qui ont contribué à augmenter la production.

Changement climatique, sécurité alimentaire et développement humain

Le changement climatique affectera sévèrement le pays. Une grande partie de la population vit dans les zones côtières basses et est particulièrement vulnérable à l'augmentation du niveau de la mer³. Au cours d'un séminaire sur le changement climatique organisé par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural en janvier 2008, le ministre Cao Duc Phat a reconnu que 73 % de la population, notamment les pauvres, souffre déjà des impacts négatifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Les statistiques montrent qu'en 2007, les tempêtes, les glissements de terrains et les inondations ont produit des dommages qui se sont élevés à plus de 1 % du Produit National Brut (PNB) du pays.

Une étude menée par ActionAid et les experts du Centre de Développement Rural de l'Institut de Politiques et de Stratégies pour le Développement Agricole et Rural offre des preuves solides de l'impact du changement climatique et des catastrophes naturel-

les dans la Province de Ha Tinh, où la productivité des aliments a atteint une réduction de 40 % dans certaines communes. Les foyers pauvres sont les plus affectés en raison du manque de diversité dans leurs modèles de cultures. L'étude a également révélé que la communauté locale a développé pro-activement ses propres mécanismes afin de s'adapter au changement climatique, avec par exemple la modification des modèles de culture et des structures de l'élevage de bétail. Ces instruments d'adaptation mis en place au niveau local n'ont cependant reçu aucun appui de la part du Gouvernement ou des donateurs.

Bien que les indicateurs de développement humain aient montré une progression spectaculaire pendant les 15 dernières années, le changement climatique constitue une menace imminente pour la réalisation des OMD, en particulier dans la région du Delta Mekong. Le rapport sur la pauvreté du Programme des Nations Unies pour le Développement montre combien les catastrophes naturelles constituent une cause importante de pauvreté et de vulnérabilité dans le pays. La stratégie de soulagement de la pauvreté requiert une réduction de la vulnérabilité du secteur rural et agricole face à ces phénomènes, par l'inclusion sur le plan national de stratégies de réduction des risques pendant les catastrophes naturelles.

Réponses et engagements politiques

Dès le début de la crise mondiale, le Gouvernement a mis en application d'importantes mesures économiques pour combattre l'inflation et maintenir une croissance durable. L'accent a été mis principalement sur des questions fondamentales comme l'application d'une politique financière rigoureuse, l'augmentation de la production et de l'exportation et la réduction des importations excessives. Avec une crise économique de plus en plus grave, le Gouvernement s'est engagé à garantir les droits des groupes vulnérables à l'aide de mécanismes appropriés de protection sociale. Ce sujet a lui aussi été au cœur de la mobilisation pour la réalisation des OMD. Cependant, en tant que signataire de la plupart des conventions internationales sur les droits humains, le Gouvernement est tenu de garantir autant que possible une conformité au Pacte International sur les Droits Civils et Politiques et le Pacte International sur les Droits Économiques, Sociaux et Culturels, afin de protéger, par des politiques appropriées et des programmes au niveau local, les droits de la population affectée.

Tandis que le Gouvernement aborde le sujet de façon énergique, avec l'adoption d'un plan de relance économique d'1 milliard d'USD (1,1 % du PIB), la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement (ADB en anglais) et le Fonds Monétaire International ont publié une analyse sur les taux de croissance prévus pour 2009. Si l'ADB est la plus prudente – 4,5 % – elle situe tout de même le Vietnam

à une meilleure place que la plupart des économies asiatiques malgré la baisse globale. Quant au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, ils prévoient respectivement une croissance de l'ordre de 4,75 % et 5,5 %.

Le rôle de la société civile

Malgré une présence encore faible des organisations de la société civile (OSC) au Vietnam, quelques groupes ont pris l'initiative d'une réponse collective à la crise. Ainsi, en réponse à l'Appel à l'Action du sud-est asiatique, les OSC ont élaboré un rapport sur la crise alimentaire et l'ont présenté au cours du Forum Populaire de l'Association des Nations du Sud-est Asiatique qui a eu lieu à Bangkok en février 2009.

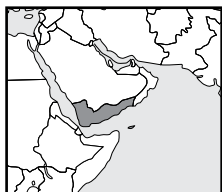
D'autre part, l'Académie du Vietnam pour les Sciences Sociales est actuellement en train de collecter des preuves de l'impact de la crise financière sur le plan social. Les conclusions seront présentées à l'Assemblée Générale, dont les membres devront débattre des stratégies à court et long terme afin de faire face à la fluctuation économique et à ses impacts sociaux. Les OSC ont eu la possibilité de participer à cet exercice grâce à l'incorporation de consultations de l'OMC à ce processus.

Conclusion

Les gouvernements devraient saisir l'occasion offerte par la crise économique mondiale actuelle pour parer à d'autres crises – y compris l'alimentaire, le changement climatique, l'emploi et la pauvreté – et développer des stratégies de solutions durables à long terme. La crise mondiale devrait être abordée en tant qu'ouverture possible pour le développement d'une économie mondiale durable qui respecte et conserve les biens communs mondiaux, qui prévoit le réchauffement de la planète et assure un environnement durable, sûr et propre pour les générations à venir. ■

3 IHDP. *IHDP Update: Magazine of the International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change*. No. 2, octobre 2007. International Human Dimensions Programme. Disponible sur : <www.ihdp.unu.edu/file/public/IHDP+Update+2_2007>.

Le pétrole ne suffit pas



Avec une économie qui dépend des exportations du pétrole, et des réserves qui commencent à donner des signes d'épuisement, le Yémen mise sur les hausses du prix international du pétrole pour financer son budget. Dans ce pays, qui se place dans les derniers rangs quant au développement, les politiques sociales officielles ne sont pas basées sur des études économiques profondes et leur mise en pratique est de plus en plus chaotique. Une minorité corrompue joue avec les ressources de l'État et la richesse ne parvient pas aux secteurs qui en ont le plus besoin.

Centre d'Information et de Formation des Droits de l'Homme (HRITC)
Le Forum Social Démocratique
Observatoire Yéménite des Droits de l'Homme

La Constitution de la République du Yémen considère la *charia*, le code musulman de moralité et des règles de conduite comme source principale des législations. Elle établit la séparation des pouvoirs – législatif, exécutif et judiciaire – et le principe de pluralité des partis politiques. Il y a des élections parlementaires tous les six ans et des élections municipales tous les quatre ans. Aussi bien la décentralisation du gouvernement que la séparation des pouvoirs, consacrées dans la Constitution, laissent apparaître des faiblesses lors de leur mise en pratique.

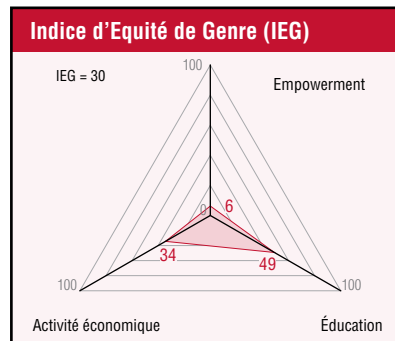
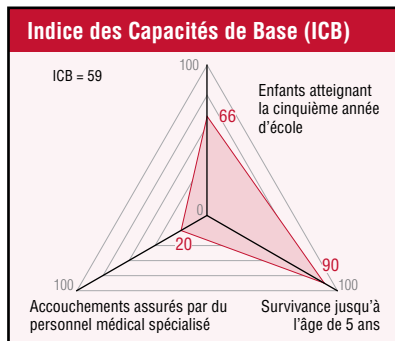
L'Islam est la religion officielle de l'État. Il y a une minorité juive concentrée notamment dans les gouvernorats de Saadah et Amran. Les musulmans sont partagés entre les croyances *chafite* et *zaydite*, et la minorité ismaélite. Tous jouissent de la liberté religieuse. La société yéménite se consacre aux activités agricoles. Elle est gouvernée par des mœurs communautaires dans la plupart des régions.

La Constitution met l'accent sur le principe d'égalité entre les citoyens, et en ce sens, les lois sont ressenties comme positives, excepté quelques unes qui sont clairement discriminatoires à l'égard des femmes, telles que les lois sur les biens personnels et les sanctions. Le plus grand problème est constitué par leur mise en pratique en raison du manque d'indépendance réelle des organismes judiciaires.

Droits civils et droits politiques

Au cours de l'année 2008 les organisations internationales travaillant sur les Droits de l'Homme et plus spécialement sur la liberté d'opinion et d'expression ont durement critiqué ce pays. Des journaux appartenant à des partis politiques, comme *Atauri* (Le révolutionnaire) et *Al-Uahdaui* (L'unioniste), et des journaux indépendants comme *Al Aïam* (Les jours) publié à Adan, affrontent une série de procès. D'après les activistes, ces procès portent atteinte de façon continue et préméditée contre la liberté d'opinion et d'expression.

Quant à la lutte contre la corruption, les rapports de « Transparence Internationale » ont signalé une régression évidente du Yémen, malgré le pas en



avant que la signature de la convention des Nations Unies a signifié en 2005¹, tout comme la formation en juillet 2007 de l'Organisme National Supérieur de la Lutte contre la Corruption comme instrument indépendant.

La société civile travaille en coopération étroite avec l'organisme officiel du gouvernement afin de sensibiliser davantage la société sur les dangers de la corruption et sur le besoin de contrôle social concernant les programmes du budget général et le renforcement de la transparence et de l'intégrité.

En ce qui concerne les élections, malgré quelques avancements importants – trois élections parlementaires consécutives en 1993, 1997 et 2001, des élections municipales et des présidentielles directes en 2006 – le conflit existant entre le parti au pouvoir et les partis d'opposition a retardé de deux ans les élections qui auraient dû avoir lieu en avril 2009.

Situation économique et sociale

L'économie du Yémen a été faible depuis la naissance de la République, en 1990. Depuis lors, le pays a connu des crises économiques successives : depuis la guerre du Golfe en 1991, qui a provoqué le retour des ressortissants partis en Arabie Saoudite et dans le Golfe alors qu'ils étaient la source principale de revenus en devises étrangères, jusqu'au conflit de Saadah², au nord, toujours en vigueur en 2008.

Le rial, la devise officielle, subit une baisse de son pouvoir d'achat en raison de l'affaiblissement de l'économie. La valeur d'un dollar américain est arrivée à près de 200 rials, alors que son prix ne dépassait pas 20 unités au début des années 1990.

En 2007 la hausse des prix du pétrole a entraîné une amélioration du revenu national. Cependant, la baisse du prix international à partir de mi-2008 a eu un impact négatif. Un coup dur puisque le pays n'a pas fait d'épargnes quand il pouvait en faire. Le gouvernement a annoncé une réduction de 50 % des dépenses destinées au bâtiment et à l'infrastructure, ce qui aura de graves répercussions sur les services et les revenus aussi bien nationaux qu'individuels en 2009. Le budget général de l'État est tributaire des extractions de pétrole. Le probable épuisement des réserves, dont le rendement est en baisse continue – de 420 mille barils par jour en 2005 à moins de 350 mille actuellement – met le budget général en danger. Par conséquent, le Yémen ne peut miser que sur la hausse du prix international du pétrole.

La culture du *khat*, une plante stimulante et euphorisante, considérée comme un fléau économique parce qu'elle gaspille plus de vingt millions d'heures de travail par jour, occupe plus de la moitié de la superficie cultivée et absorbe d'importantes quantités d'eau souterraine ainsi qu'un quart de la main d'œuvre. On en estime le coût à 7 millions d'USD par jour.

Ces raisons entre autres, expliquent pourquoi 42 % des Yéménites vivent sous le seuil de pauvreté, selon des estimations du programme d'alimentation de l'année 2006. On estime que ce pourcentage continuera de s'accroître moyennant la hausse des prix des aliments en 2009, notamment du blé. Il faut rappeler que la moyenne du revenu individuel annuel

1 ONU (2003). *Convention des Nations Unies contre la corruption*. Voir : <www.cinu.org.mx/prensa/especiales/2003/corruccion/docs/convencion_contra_corruccion.pdf>.

2 En 2004 un groupe armé mené par le religieux zaydite Hussein Badreddin al-Houthi s'est soulevé contre le gouvernement du Yémen.

au Yémen était de 930 USD en 2007. Selon le rapport du gouvernement, la croissance de l'économie a diminué de 5,6 % en 2005 à 3,6 % en 2007. Le chômage est monté à plus de 35 % selon la Banque Mondiale, mais le Gouvernement l'estime à 17 %.

Le Yémen se trouve parmi les pays ayant les pires indices de développement : 157^{ème} sur 175 dans le rapport international de développement humain publié par les Nations Unies concernant l'année 2007, et 131^{ème} dans le rapport de Transparence Internationale de la même année³.

Effets des accords de commerce

Le Yémen a suivi les programmes du FMI et de la Banque Mondiale et a complètement libéralisé son propre commerce en 1985. La baisse des tarifs de 5 % à 25 % a rendu impossible la production de nombreux produits alimentaires. À l'heure actuelle les importations d'aliments représentent 33 % de la totalité des importations et elles jouent un rôle important aussi bien dans la balance commerciale que dans celle des paiements. L'industrie nationale est faible et l'investissement privé ne fait que diminuer. La moyenne de la majoration de l'inflation, qui d'après les estimations du gouvernement s'approchait de 17 % en 2006, a signifié une baisse du niveau de vie et des revenus et a aggravé la pauvreté et le chômage. Installé dans cette réalité, le Yémen prétend faire partie de l'Organisation Mondiale du Commerce, qui le considère toujours non apte.

Le grand fossé entre les genres

La participation générale des femmes, qui représentent 25,7 % de la main d'œuvre, continue de montrer

Étape	Taux d'hommes	Taux de femmes
Éducation primaire	100 %	74 %
Éducation secondaire	61 %	30 %
Éducation supérieure	14 %	5 %

Source : Banque Mondiale.

une chute importante. Le fossé entre les genres est important dans le domaine de l'éducation. L'analphabétisme féminin, de 65 %, se trouve parmi les plus élevés des pays en développement. La grille suivante montre le fossé existant entre les genres d'après les statistiques de 2005.

En ce qui concerne la santé, les statistiques montrent que 366 sur 100.000 femmes enceintes ou parturientes meurent à cause des complications de l'accouchement et du manque de soins sanitaires.

55 % de ces femmes ne reçoivent aucun soin pendant leur grossesse ou l'accouchement, notamment dans les zones rurales.

Malgré la croissance de leur participation dans la vie politique en tant qu'électrices puisque les femmes constituent plus de 42 % des listes électorales, leur participation en tant que candidates et élues lors des élections parlementaires (1993, 1997 et 2003) et des élections communales parvient à peine à 0,5 %.

Même en ayant approuvé la convention CEDAW, le fossé entre les genres continue d'être important. Plusieurs lois discriminant les femmes sont toujours en vigueur. De nombreuses organisations de la société civile, des personnalités et des leaders font des efforts appréciables en vue de sensibiliser et de promouvoir des changements précis tels que l'adoption du principe du quotient électoral pour les femmes lors des élections et des nominations.

Jouir des droits sociaux

Éducation

Le taux d'accès des enfants à l'éducation primaire est estimé à 56 % à peine. Cela signifie laisser 2,9 millions d'enfants sans accès à l'enseignement. On compte 1,9 millions de petites filles dans cette situation.

D'après le troisième rapport sur le développement humain du pays, l'efficacité de l'enseignement est marginale. Les taux d'abandon scolaire et de redoublement augmentent, on constate le manque de respect du quota obligatoire de l'horaire scolaire et une forte concentration d'enseignants dans les zones urbaines en opposition aux manques d'enseignants en milieu rural. Les méthodes d'enseignement et les stages sont déficients et ne s'accompagnent pas de méthodes d'éducation modernes allant de pair avec les besoins du marché du travail. Le rapport du développement humain estime que les méthodes ou les styles d'enseignement en usage ne stimulent ni le développement ni la pensée critique.

Santé

Les services sanitaires ne sont pas à même d'apporter des solutions aux besoins de plus en plus importants issus de l'accroissement démographique à la suite de reculs dans l'utilisation des méthodes contraceptives. On constate une mauvaise distribution des postes sanitaires, un déficit dans l'équipement, une insuffisante organisation administrative des ressources humaines, c'est-à-dire de la formation et de la qualification des travailleurs ; il faut ajouter à cela une fragilité du milieu sanitaire et une régression de la sensibilisation.

Bien que les habitants des milieux ruraux constituent 75 % de la population, leur couverture maladie ne doit pas dépasser 30 % et on ne consacre à la santé en milieu rural que 3,5 % ou 4 % du budget général. Le rapport de l'Organisation Mondiale de

la Santé indique que 60% des habitants vivent dans des régions exposées au paludisme et on estime que trois millions de personnes tombent malades par an. Selon un rapport établi par la Commission de l'Eau et de l'Environnement du parlement, autour de 12 millions d'habitants souffrent de maladies liées à la contamination de l'eau.

Travail

La Constitution et les lois du travail et du service civil respectent les conventions internationales approuvées par le droit naturel au travail de chaque citoyen et à un niveau de vie digne moyennant un salaire juste. Cependant, l'orientation du gouvernement pendant les dernières années décèle l'abandon de ces engagements.

La sécurité sociale couvre la totalité des fonctionnaires et 70.000 travailleurs du secteur privé, si bien que plus de 4 millions de travailleurs se trouvent en marge du régime de la sécurité sociale. Il n'existe jusqu'à présent aucun régime d'assurance-maladie dans ce pays. Il faut préciser que l'augmentation de la pauvreté a causé l'éloignement de plus de 500 mille enfants de l'enseignement primaire. La plupart d'entre eux vont aider leurs parents pour les travaux agricoles et le pâturage, une autre partie tombe dans la mendicité et une autre partie est conduite illégalement dans les pays voisins pour y pratiquer la mendicité ou pour les travaux domestiques.

La société civile et les droits de l'homme

Il y a autour de 6.000 organisations civiles inscrites, dont plus de 75 % font de la charité et sont chargées de distribuer des aides aux familles pauvres et d'offrir plusieurs services. Les organisations traitant des droits de l'homme sont peu nombreuses et peu spécialisées si bien que la même organisation s'occupe des droits des femmes, des enfants et des droits civils, politiques et économiques. Malgré leur nombre insuffisant et leur manque de spécialisation du travail de sensibilisation sur les droits de l'homme, elles ont organisé de nombreux cycles de stages, des conférences, des activités et des débats sur divers problèmes en zone rurale. Bien qu'il ne se soient pas produits de grands changements, il y a eu des améliorations progressives concernant la problématique des femmes, des enfants et des handicapés. On a obtenu de même la sanction de nombreuses lois portant sur la transparence et la lutte contre la corruption.

Ces derniers temps on assiste au développement de nombreuses alliances et réseaux visant à s'engager dans l'activisme et le lobbying dans des domaines divers, aussi bien politiques que civils, sociaux, économiques et intellectuels. ■

3 Human Development Report 2007/2008 – Fighting Climate Change: Human Solidarity in a Divided World. New York : Palgrave Macmillan. <hdr.undp.org/en/media/HDR_20072008_EN_Complete.pdf >.

Le Gouvernement refuse d'accepter la réalité



L'effondrement économique mondial affecte déjà gravement la Zambie en raison de sa grande dépendance des prix du cuivre et de sa production, qui constitue sa principale exportation. Bien que pendant les 45 dernières années les politiciens aient promis de diversifier la production avec d'autres produits, pratiquement rien n'a été fait sur ce plan. La réaction du gouvernement vis-à-vis des effets de la crise a été aussi prévisible que décevante. Le budget national 2009 est complètement en dehors de la réalité mais le parlement n'y attache aucune importance.

Women for Change
Prof. Michelo Hansungule

La Zambie a été l'une des premières victimes de l'effondrement mondial de l'économie. Le cuivre constitue 90 % des revenus nationaux. En septembre 2008 les prix se sont effondrés à la Bourse des Métaux de Londres. Alors que pendant la période d'essor le cuivre atteignait de 9.000 à 10.000 USD par tonne, on en paye moins de 4.000 à l'heure actuelle. Cependant hormis les habitants de Luanshya et de la province de Copperbelt, qui ont été directement lésés par la fermeture de mines ou par la réduction de leur personnel, la plupart des citoyens n'est pas informée de la situation. L'information est donnée à contre cœur et maladroitement conformément à l'article 20 de la Constitution¹. Elle constitue un privilège auquel seuls les professionnels et une poignée de « chanceux » faisant partie du gouvernement ont accès.

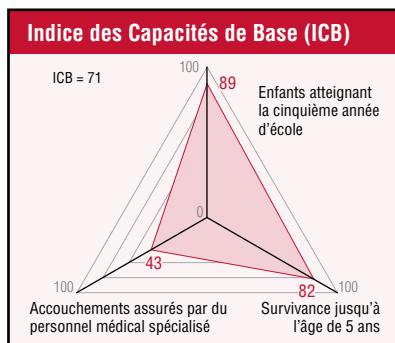
Souvent la radio et la télévision locales, et plus particulièrement la radio transmise à des millions de zambiens pauvres et pour la plupart analphabètes, ne transmettent pas dans les langues autochtones les mêmes informations qu'en anglais, langue que beaucoup d'habitants ne comprennent pas.

Au centre de la crise

La Zambie subit la crise mondiale de tous les côtés : énergie, alimentation, eau, environnement et bien évidemment, système financier². La chute des prix du cuivre s'aggrave à cause des fermetures de mines et du fait que depuis le retrait des investisseurs de Konkala Deep en 2002, leurs propriétaires quittent le pays en raison de la baisse de la demande provoquée par la diminution de la consommation dans les pays asiatiques et occidentaux. Le resserrement du crédit sur les marchés principaux du cuivre a fait fuir les acheteurs, des milliers de mineurs ont été licenciés et on prévoit que d'autres le seront dans un avenir proche.

1 Plutôt que de protéger le « droit à l'information », l'article numéro 20 protège la « liberté d'expression », y compris le « droit de ne pas avoir d'empêchements pour jouir de la liberté de recevoir des idées et des informations sans interférences ». Voir : <www.thezambian.com/wikis.constitution/constitution/of-zambia-1996.aspx>. Voir : <www.norad.no/items/988/38/9645826131>.

2 Chongo, A. (s/f). "Business Review: Genesis of Global Financial Meltdown". *Times of Zambia*. Voir : <www.times.co.zm/news/viewnews.cgi?category=12&id=1230108046>.



Contrairement aux États-Unis et à d'autres pays qui ont fait face à la débâcle de l'économie en destinant de nouveaux fonds aux banques et aux principales industries en faillite afin de garantir leur survie, le président Rupiah Banda n'a pas aucune ressource à distribuer.

Alimentation: flambée des prix

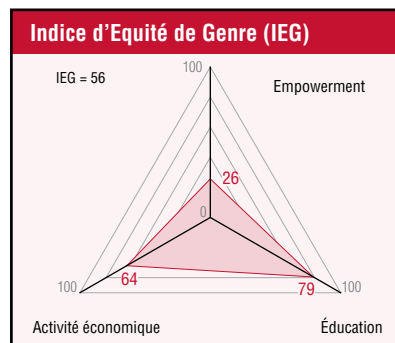
Les prix des aliments flambent. Bien que les prix élevés des aliments et la crise économique ait une portée mondiale, l'absence d'innovation des politiques économiques et de l'agriculture ont exacerbé le problème. Le secteur fermier qui produisait plus de 9.000 tonnes métriques de maïs pendant les bonnes années, en produit 6.000³ à l'heure actuelle.

Pendant la campagne électorale de 2008 le président Banda a politisé l'échec de l'agriculture et la famine subie par la population. Quant à la pauvreté, il a annoncé avec émotion qu'il réduirait le prix de la semoule de maïs (aliment de base) ainsi que des engrais. Cela lui a permis de rassembler des votes, mais il n'a pas pour autant tenu ses promesses. Bien au contraire en janvier 2009 le panier de base de la ménagère établi par le Centre Jésuite pour la Réflexion Théologique de Lusaka montre d'importantes hausses des prix des produits essentiels: semoule de maïs, haricots blancs, *kapenta*, (petits poissons frais ou desséchés), légumes, lait, huile, etc. Tous les prix flambent⁴.

Il y a eu également d'importantes hausses des prix des produits essentiels non alimentaires comme le charbon de bois, le savon, l'électricité, l'eau, l'as-

3 Voir : <www.norad.no/items/988/38/9645826131>.

4 JCTR. "Basic Needs Basket, Lusaka". Jesuit Centre for Theological Reflection (JCTR), janvier 2009. Voir : <www.jctr.org.zm/bnb/BNB%20Jan09%20-%20Lusaka.pdf>.



sainissement et le logement. Le prix de la paraffine, qui constitue la principale source d'énergie chez les pauvres hormis le bois, est monté en flèche.

La hausse du prix de l'essence et du gasoil a augmenté le coût des moyens de transport, qui est déjà hors de portée pour la population, la plupart étant au chômage. Les Zambiens n'ont pas bénéficié de la récente chute des prix mondiaux du pétrole, qui reste toujours l'un des plus élevés de la région. Ceci a été l'un des principaux facteurs qui ont conduit à la faillite la ligne d'aviation privée *Zambian Airways*: les lignes aériennes étrangères volent à Lusaka ou à Livingstone avec du carburant qu'elles ont rempli sur leur base d'opérations ou dans d'autres pays voisins, afin d'éviter de l'acheter dans le pays⁵.

Bien évidemment ces informations n'apparaissent pas sur le site web du gouvernement. Il en est de même pour l'information de notoriété publique, comme quoi les prix du cuivre se sont effondrés et que les acheteurs asiatiques refusent d'acheter depuis lors.

Dans la "Déclaration faite par le Vice-Président sur la situation générale des inondations dans la Province occidentale"⁶, on ne fait allusion à l'aide alimentaire que dans le contexte des inondations qui ont frappé Shangombo dans la Province occidentale. Le parlement ne s'est occupé ni de la crise alimentaire ni de la crise dans « la ceinture de cuivre », et les représentants élus par le peuple n'ont pas exigé de réponses de la part de leurs ministres.

5 En janvier 2009, *Zambian Airways* a annoncé la suspension des opérations dû notamment aux frais élevés du carburant. En février, le Gouvernement a annoncé son intention d'intenter une poursuite contre la ligne aérienne afin de récupérer l'argent qu'il doit à plusieurs entreprises.

6 Voir : <www.parliament.gov.zm>.

Pour sa part le Rapport de Progrès 2008 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) du gouvernement revendique les réussites de ses politiques économiques et déclare que le pays est sur la bonne voie en ce qui concerne presque tous les objectifs⁷. Le rapport, qui dépend du cinquième Plan de Développement National (PDN), fait l'éloge de son excellente « performance ». Il ne fait cependant pas mention du fait que plusieurs acteurs clés, parmi lesquels quelques représentants de l'opposition, ont remis en question la légitimité du plan ainsi que sa rédaction à travers une large consultation. Seules une ou deux brèves séances ont eu lieu en dehors du gouvernement afin de chercher des initiatives apportées par la population, dont on a à peine tenu compte dans le rapport définitif.

D'après le PDN la Zambie atteindra probablement tous les ODM en 2015, excepté l'un d'eux. Il admet également, sans en expliquer la cause, que l'environnement durable constitue l'exception. Cette exception a été confirmée par des sources fiables, dont le Programme des Nations Unies pour le Développement⁸. Les experts ont démontré l'existence d'un lien étroit entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement : la plupart de la population pauvre n'a pas d'autre possibilité que d'exploiter les ressources naturelles telles que le bois pour la consommation d'énergie.

La pauvreté et l'accroissement démographique, ainsi que l'incapacité de la Corporation d'Approvisionnement d'Électricité de Zambie à fournir de l'électricité à plus de 50 % des pauvres, conduisent à l'usage généralisé du bois comme combustible. Bien que la Zambie ait l'électricité la moins chère de la région, les pauvres n'y ont absolument pas accès. Pour sa part, le ministre Félix Mutati a reconnu de fortes hausses des tarifs. Lors d'une interview M. Moutati a dit à des investisseurs chinois potentiels, que les tarifs rendaient difficiles les investissements⁹.

Le rapport des avancements des OMD annonce aussi des réussites spectaculaires concernant l'objectif de la parité entre les sexes. Cependant la réalité montre une histoire bien différente. Les nouvelles de la Fondation des Ressources Légales rapportent de façon documentée plusieurs cas où les femmes ont été l'objet de discrimination en raison de lois ré-

pressives et d'attitudes et pratiques traditionnelles¹⁰. L'article 23 de la Constitution défend la discrimination contre les femmes, mais dans la pratique cela ne s'est pas traduit par des résultats positifs pour celles-ci.

Politiques économiques libérales

Malgré les éloges du monde occidental sur les politiques économiques libérales de la Zambie, la réalité montre que 64 % des Zambiens, la plupart habitant les zones rurales, est encore piégé dans la pauvreté. Ces mêmes politiques signifient des taux élevés des intérêts et des déficits budgétaires permanents drainant véritablement la main d'œuvre. Dans son Rapport de Progrès des ODM le gouvernement fait l'éloge de sa conduite de l'économie et de son engagement en faveur de politiques visant à assurer la réduction de la pauvreté, qui ont conduit le pays à se trouver à la tête des Pays Pauvres Très Endettés (PTE). Le gouvernement affirme également que cela influence négativement les niveaux de pauvreté et la plupart des indicateurs sociaux. En d'autres termes, le Gouvernement déclare qu'il est en train de gagner la guerre contre la pauvreté et l'injustice sociale. Cependant dans la pratique, les faits visent une direction tout à fait différente : très peu de foyers, voire aucun, ont bénéficié de l'argent reçu par la Zambie au moment de son nomination au point culminant des PTE¹¹.

Le budget 2009

Le budget annoncé par le Ministre actuel des Finances, M. Situmbeko Musokowane en 2009, en plus d'admettre que « comme résultat de l'affaiblissement de la demande mondiale, l'économie mondialisée influencera négativement sans aucun doute notre économie et limitera nos efforts pour réduire la pauvreté », a annoncé « un taux de croissance de 5 %, une réduction de l'inflation de 10 % et une réduction des emprunts privés de 1,8 % du PIB »¹².

Il n'y a aucune stratégie fiable pour qu'elle atténue les effets de la débâcle mondiale qui touche déjà la population. Le noyau du budget de Musokowane est basé sur l'investissement étranger, qui a disparu à cause de la crise économique mondiale. Bien que la Zambie ait décrété en 2006 la Loi d'Autonomisation Économique des Citoyens, qui visait à autonomiser la population locale en leur offrant certaines possibilités financières, le budget 2009 met à sa

disposition un capital initial d'à peine 10 milliards de ZMK, ce qui représente une somme infime à tout point de vue.

Diversification par rapport au cuivre

Le Dr. Kapil Kapoor, directeur national de la Banque Mondiale en Zambie et président du Groupe d'Associés Coopérants, a remarqué que « la diversification concernant le cuivre a été un objectif souvent signalé par les leaders zambiens pendant plusieurs années. »¹³. Mais il met l'accent sur le fait que « cela n'a pas été atteint, et que plus de 70 % des bénéfices du marché de devises provient encore du cuivre », rendant le pays vulnérable aux fluctuations des prix. On n'a pas fait de véritables efforts pour réduire la dépendance du cuivre, malgré sa mauvaise performance. Le cuivre est exploité par une industrie intensive du point de vue technologique. La plupart des usines de transformation dépendent de la disponibilité d'énormes sommes de devises étrangères afin que l'industrie ne se limite pas à être le producteur principal mais qu'elle soit également le consommateur le plus important.

Le crédit s'épuise sur les marchés monétaires, et les acheteurs des produits en cuivre¹⁴ se retirant des marchés, il n'est pas difficile de voir de gros nuages s'accumuler sur la Zambie. D'aucuns diraient que l'orage a déjà éclaté. ■

7 République de Zambie. *Millennium Development Goals Progress Report 2008*.

8 Voir : Sooka, M. "Energy Statistics: The Case of Zambia". Rapport présenté lors d'un atelier ayant abordé des statistiques sur les environnements, qui a eu lieu du 16 au 20 juillet 2006 à Addis Abeba, en Éthiopie. Voir aussi : UNDP. *The Human Development Report for Zambia 1998*. Lusaka: Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

9 Xinhua. "Interview: Minister Says High Electricity Tariffs in Zambia Hinder Investment". *China Wire*, le 17 mai 2008. Voir : <www.china-wire.org/2006/05/interview-minister-says-high-electricity-tariffs-in-zambia-hinder-investment-2/>.

10 Par exemple, un agent de police a frappé sa petite amie avec une telle force, qu'elle a complètement perdu la vue d'un œil, et une femme âgée de 25 ans, qui a perdu un œil à la suite d'une blessure reçue pendant qu'elle travaillait dans une ferme, n'a été indemnisée que de 100.000 ZMK (20 USD) par son patron.

11 République de Zambie, *op. cit.*

12 Musokowane, S. (2009). Discours sur le budget du Ministre des Finances et Planification Nationale devant l'Assemblée Nationale, le 30 janvier 2009.

13 *The Post*. "Adhere to Governance Agenda, Cooperating Partners Urge Government." Le 31 mars 2009. Voir : <www.postzambia.com/content/view/6837>.

14 Toovey, L.M. (2008). "Declining Asian Consumption and a Diving US Dollar Battle Copper Prices". *Copper Investing News*, le 16 juillet 2008. Voir : <www.copperinvestingnews.com/?s=declining+asian+consumption&x=0&y=0>.

◎ **LE PROGRÈS VERS LES
OBJECTIFS TRACÉS**

Scénario fragmenté

Références

SITUATION ACTUELLE (dernière donnée disponible)

- Meilleure situation
- Au-dessus de la moyenne
- Au-dessous de la moyenne
- Pire situation

ÉVOLUTION RÉCENTE (Entre la donnée disponible et la précédente)

- Avancée significative
- Légère avancée
- || Stagnante
- ← Recul
- ← Recul important

Tableau complet sur : www.socialwatch.org/statistics2009

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	POIDS INSUFFISANT À LA NAISSANCE (%)	MALNUTRITION CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (insuffisance de poids, %)	Valeur
→	Afghanistan (46)		33	33
→	Afrique du Sud (89)	15	10	13
→	Albanie (96)	7	6	7
→	Algérie (96)	6	3	5
	Allemagne (99)	7		7
→	Angola (58)	12	26	19
	Antigua-et-Barbuda (94)	5		5
→	Arabie saoudite (95)	11		11
→	Argentine (98)	7	2	5
	Arménie (99)	8	4	6
	Australie (99)	7		7
	Autriche (99)	7		7
←	Azerbaïdjan (96)	12	8	10
	Bahamas (99)	7		7
→	Bahreïn (99)	8		8
→	Bangladesh (56)	22	41	32
	Barbade (98)	13		13
	Bélarus (100)	4	1	3
	Belgique (98)	8		8
→	Belize (92)	6		6
→	Bénin (77)	16	18	17
→	Bhoutan (79)	15	14	15
→	Birmanie/Myanmar(73)	15		15
→	Bolivie (79)	7	5	6
→	Bosnie-Herzégovine (98)	5	1	3
→	Botswana (90)	10	11	11
→	Brésil (90)	8	4	6
	Brunei Darussalam (99)	10		10
	Bulgarie (97)	10		10
→	Burkina Faso (71)	16	32	24
→	Burundi (61)	11	35	23
→	Cambodge (66)	11	28	20
→	Cameroun (77)	11	16	14
	Canada (98)	6		6
	Cap-Vert (93)	13		13
←	Chili (99)	6		6
→	Chine (94)	2	6	4
←	Cisjordanie et Gaza (—)	7		7
→	Colombie (94)	9	5	7
	Comores (79)	25		25

REMARQUE :

1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à réévaluer les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : *inférieur à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.*

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : $(\text{valeur 2009} - \text{valeur 2008} / \text{valeur 2008}) * 100$.

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCE :

UNICEF (www.unicef.org/sowc09).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009.

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Poids insuffisant à la naissance estimé (%) : Pourcentage de nouveaux-nés avec un poids inférieur à 2.500 grammes, mesuré dans les premières heures de vie avant que la perte de poids post-natale substantielle n'ait lieu. En raison des changements dans la méthodologie des sources, la construction de séries de données présente des problèmes de comparaison.

Malnutrition chez les moins de 5 ans, insuffisance de poids (%) : Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans dont le poids par âge est inférieur à moins de 2 de l'écart type de la moyenne pour la référence de population internationale d'âges compris entre 0 à 59 mois. La référence de population adoptée par l'OMS en 1983 est basée sur les enfants des États-Unis, qui sont présumés être bien alimentés.

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	POIDS INSUFFISANT À LA NAISSANCE (%)	MALNUTRITION CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (insuffisance de poids, %)	Valeur
→	Congo (76)	13	11	12
←	Costa Rica (93)	7		7
→	Côte d'Ivoire (74)	17	16	17
←	Croatie (100)	6		6
←	Cuba (99)	5		5
	Danemark (100)	5		5
→	Djibouti (90)	10	24	17
	Dominique (96)	10		10
→	Égypte (89)	14	5	10
→	El Salvador (80)	7	6	7
←	Émirats arabes unis (100)	15		15
→	Équateur (86)	16	6	11
→	Érythrée (60)	14	35	25
	Espagne (100)	6		6
	Estonie (99)	4		4
→	États-Unis d'Amérique (98)	8	1	5
→	Éthiopie (53)	20	33	27
←	Fédération de Russie (99)	6		6
	Fidji (93)	10		10
	Finlande (100)	4		4
	France (99)	7		7
→	Gabon (82)	14	8	11
→	Gambie (73)	20	16	18
→	Géorgie (96)	7	2	5
→	Ghana (76)	9	13	11
	Grèce (99)	8		8
	Grenade (92)	9		9
→	Guatemala (68)	12	18	15
→	Guinée (68)	12	22	17
→	Guinée Équatoriale (58)	13		13
→	Guinée-Bissau (60)	24	15	20
→	Guyana (84)	13	10	12
→	Haïti (—)	25	18	22
→	Honduras (82)	10	8	9
	Hongrie (99)	9		9
→	Îles Cook (98)	3		3
	Îles Marshall (93)	12		12
←	Îles Salomon (—)	13	16	15
→	Inde (68)	30	43	37
→	Indonésie (85)	9	23	16
→	Iran (95)	7		7
→	Iraq (88)	15	6	11
	Irlande (100)	6		6
	Islande (98)	4		4
	Israël (100)	8		8
	Italie (100)	6		6
→	Jamaïque (94)	12	3	8
	Japon (100)	8		8

REMARQUE :

1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à rééchelonner les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : *inférieur à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.*

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : $(\text{valeur 2009} - \text{valeur 2008} / \text{valeur 2008}) * 100$.

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCE :

UNICEF (www.unicef.org/sowc09).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009.

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Poids insuffisant à la naissance estimé (%) : Pourcentage de nouveaux-nés avec un poids inférieur à 2.500 grammes, mesuré dans les premières heures de vie avant que la perte de poids post-natale substantielle n'ait lieu. En raison des changements dans la méthodologie des sources, la construction de séries de données présente des problèmes de comparaison.

Malnutrition chez les moins de 5 ans, insuffisance de poids (%) : Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans dont le poids par âge est inférieur à moins 2 de l'écart type de la moyenne pour la référence de population internationale d'âges compris entre 0 à 59 mois. La référence de population adoptée par l'OMS en 1983 est basée sur les enfants des États-Unis, qui sont présumés être bien alimentés.

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	POIDS INSUFFISANT À LA NAISSANCE (%)	MALNUTRITION CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (insuffisance de poids, %)	Valeur
←	Jordanie (99)	12	12	12
	Kazakhstan (99)	6	4	5
→	Kenya (71)	10	16	13
→	Kirghizistan (98)	5	2	4
→	Kiribati (89)	5		5
→	Koweït (100)	7		7
→	Lesotho (72)	13		13
	Lettonie (99)	5		5
←	Liban (96)	6		6
→	Libéria (61)		23	23
→	Libye (99)	7	4	6
	Lituanie (99)	4		4
	Luxembourg (100)	8		8
	Macédoine (—)	6	2	4
→	Madagascar (59)	17	36	27
←	Malaisie (97)	9		9
→	Malawi (62)	13	15	14
→	Maldives (91)	22		22
→	Mali (67)	23	27	25
	Malte (99)	6		6
→	Maroc (81)	15	9	12
→	Maurice (99)	14		14
→	Mexique (95)	8	3	6
←	Micronésie (—)	18		18
→	Mongolie (93)	6	5	6
→	Monténégro (—)	4	2	3
→	Mozambique (66)	15	20	18
→	Namibie (89)	14		14
	Népal (58)	21	39	30
←	Nicaragua (70)	12		12
→	Niger (55)	13	39	26
→	Nigéria (66)	14	24	19
	Norvège (100)	5		5
	Nouvelle-Zélande (97)	6		6
→	Oman (98)	8	13	11
→	Ouganda (59)	12	16	14
→	Ouzbékistan (93)	5	4	5
→	Pakistan (71)	19	31	25
	Palaos (96)	9		9
→	Panama (93)	10	6	8
	Papouasie-Nouvelle-Guinée (62)	11		11
→	Paraguay (95)	9	3	6
→	Pérou (88)	11	6	9
→	Philippines (78)	20	21	21
	Pologne (99)	6		6
	Portugal (99)	8		8
←	Qatar (95)	10		10
→	République arabe syrienne (95)	9	9	9

REMARQUE :

1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à rééchelonner les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : *inférieur à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.*

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : *(valeur 2009-valeur 2008/valeur 2008) * 100.*

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCE :

UNICEF (www.unicef.org/sowc09).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009.

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Poids insuffisant à la naissance estimé (%) : Pourcentage de nouveaux-nés avec un poids inférieur à 2.500 grammes, mesuré dans les premières heures de vie avant que la perte de poids post-natale substantielle n'ait lieu. En raison des changements dans la méthodologie des sources, la construction de séries de données présente des problèmes de comparaison.

Malnutrition chez les moins de 5 ans, insuffisance de poids (%) : Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans dont le poids par âge est inférieur à moins 2 de l'écart type de la moyenne pour la référence de population internationale d'âges compris entre 0 à 59 mois. La référence de population adoptée par l'OMS en 1983 est basée sur les enfants des États-Unis, qui sont présumés être bien alimentés.

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	POIDS INSUFFISANT À LA NAISSANCE (%)	MALNUTRITION CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (insuffisance de poids, %)	Valeur
→	République centrafricaine (65)	13	24	19
	République de Corée (100)	4		4
←	République de Moldavie (—)	6		6
→	République dém. du Congo (75)	12	28	20
→	République dém. pop. lao (58)	14	31	23
←	République dominicaine (87)	11		11
→	République pop. dém. de Corée (87)	7	18	13
	République tchèque (99)	7		7
→	République-Unie de Tanzanie (73)	10	17	14
←	Roumanie (98)	8	4	6
	Royaume-Uni (99)	8		8
→	Rwanda (53)	6	18	12
	Sainte-Lucie (98)	12		12
	Saint-Kitts-et-Nevis (95)	9		9
	Saint-Vincent-et-les Grenadines (95)	5		5
	Samoa (97)	4		4
→	Sao Tomé-et-Principe (83)	8	7	8
→	Sénégal (68)	19	14	17
→	Serbie (—)	5	1	3
→	Sierra Leone (59)	24	25	25
	Singapour (100)	8	3	6
	Slovaquie (99)	7		7
	Slovénie (99)	6		6
→	Somalie (48)	11	32	22
→	Soudan (70)	31		31
→	Sri Lanka (96)	22	23	23
	Suède (100)	4		4
	Suisse (99)	6		6
→	Suriname (82)	13	7	10
→	Swaziland (80)	9	5	7
→	Tadjikistan (89)	10	14	12
→	Tchad (44)	22		22
→	Thaïlande (96)	9	7	8
→	Timor-Leste (53)	12		12
→	Togo (68)	12	22	17
	Tonga (96)	3		3
←	Trinité-et-Tobago (95)	19		19
←	Tunisie (95)	7		7
→	Turkménistan (88)	4	8	6
←	Turquie (92)	16		16
	Tuvalu (89)	5		5
←	Ukraine (98)	4		4
←	Uruguay (98)	8		8
	Vanuatu (87)	6		6
←	Venezuela (93)	9		9
→	Viet Nam (93)	7		7
→	Yémen (59)	32	42	37
→	Zambie (71)	12	15	14
→	Zimbabwe (77)	11	12	12

REMARQUE :

1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à réévaluer les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : inférieure à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : (valeur 2009-valeur 2008/valeur 2008) * 100.

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCE :

UNICEF (www.unicef.org/sowc09).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009.

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Poids insuffisant à la naissance estimé (%) : Pourcentage de nouveaux-nés avec un poids inférieur à 2.500 grammes, mesuré dans les premières heures de vie avant que la perte de poids post-natale substantielle n'ait lieu. En raison des changements dans la méthodologie des sources, la construction de séries de données présente des problèmes de comparaison.

Malnutrition chez les moins de 5 ans, insuffisance de poids (%) : Pourcentage d'enfants âgés de moins de 5 ans dont le poids par âge est inférieur à moins 2 de l'écart type de la moyenne pour la référence de population internationale d'âges compris entre 0 à 59 mois. La référence de population adoptée par l'OMS en 1983 est basée sur les enfants des États-Unis, qui sont présumés être bien alimentés.

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Scénario fragmenté

Le concept de sécurité alimentaire évoque le niveau d'accès des personnes à une alimentation suffisante, inoffensive et nutritive pour subvenir à leurs besoins énergétiques et à leurs préférences alimentaires quotidiennes afin de mener une vie active et en toute santé¹. Il s'agit d'un concept complexe qui suppose, au moins, trois grands volets à prendre en compte : la disponibilité en aliments, la possibilité de la population d'y accéder, et l'utilisation finale, c'est-à-dire, leur impact sur la santé des personnes.

Il est difficile de compter sur des indicateurs comparables pour un grand nombre de pays provenant de sources fiables et mises à jour périodiquement. De plus, ces indicateurs devront représenter la situation de la population, destinataire finale de l'effort. L'existence d'aliments et la possibilité d'y accéder ne sont pas des paramètres clairs indiquant leur distribution réelle.

Compte tenu de ce qui a été mentionné ci-dessus, Social Watch a sélectionné, parmi l'information disponible, trois indicateurs concernant le dernier volet. Il est clair que ce qui est véritablement important pour pouvoir évaluer si une alimentation est adéquate et si elle répond convenablement aux standards internationaux de comparaison, c'est sans doute l'impact final sur la santé de la population.

La proportion de personnes sous-alimentées, celle des enfants avec un faible poids à la naissance et celle des enfants de cinq ans n'atteignant pas le poids approprié pour leur âge, sont des indicateurs directs sur la situation sanitaire de chaque pays. De plus, ces aspects sont étroitement liés aux difficultés de la population pour exercer le droit de libre accès à une alimentation adéquate.

L'évolution globale

L'an 2009 n'a pas présenté de variations du « faible poids à la naissance » (pourcentage de nouveaux nés avec un poids inférieur à 2.500 grammes). De sorte que les variations entre 2008 et 2009 ne peuvent être attribuées qu'à une variation de la proportion d'enfants de moins de cinq ans présentant une insuffisance pondérale (malnutrition).

En 2009, 15 % des enfants, dans le monde entier, souffraient de malnutrition, et 1 sur 10 a présenté un poids faible à la naissance (Tableau 2). En matière de malnutrition, il existe un indicateur avec de nouvelles informations : si l'on compare 2008 et 2009, la moitié des enfants ont des problèmes de nutrition (la chute de la valeur moyenne a atteint 64,7 %). De plus, il s'agit d'une problématique pour laquelle l'amélioration enregistrée a été générale : seuls l'Azerbaïdjan et la Roumanie (qui ont évolué de 7 % à 8 % et de 3 %

GRAPHIQUE 1. Situation actuelle en s. alimentaire suivant les régions (nombre de pays)

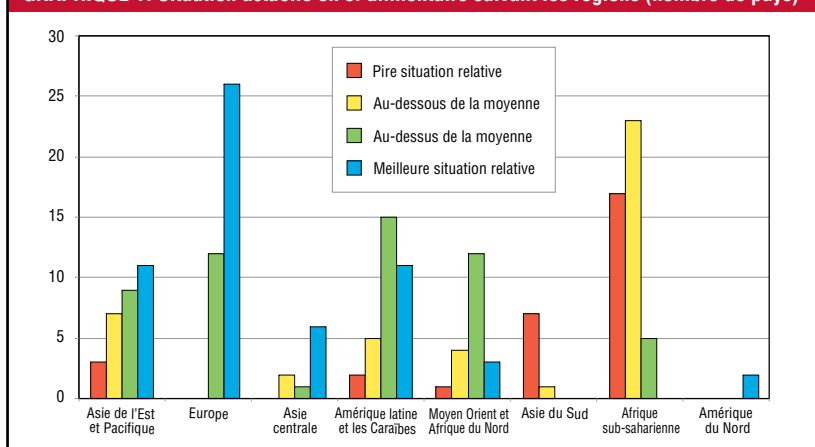


TABLEAU 1. Situation actuelle suivant l'évolution en s. alimentaire (nombre de pays)

	←	↩		→	➔	Total
Pire situation	1	0	2	1	26	30
Au-dessous de la moyenne	5	1	4	2	30	42
Au-dessus de la moyenne	9	0	23	1	21	54
Meilleure situation	8	0	29	0	22	59
Total général	23	1	58	4	99	185

TABLEAU 2. Moyennes par indicateur des pays dans la pire et dans la meilleure situation dans le secteur de la sécurité alimentaire

		Poids insuffisant à la naissance (%)	Malnutrition des moins de cinq ans, insuffisance pondérale (%)
Pire situation relative	Moyenne	21,4	33,9
	Nombre de pays	26	18
Meilleure situation relative	Moyenne	5,0	3,8
	Nombre de pays	48	32
Total	Moyenne	10,4	15,0
	Nombre de pays	184	95

à 4 %, respectivement) ont montré une détérioration en valeurs absolues (pays appartenant à l'Asie centrale et à l'Europe respectivement).

Même dans le groupe de pays se trouvant dans la pire des situations relatives, l'évolution moyenne a atteint 13,9 % (avec une évolution de 38,6 % à 33,9 % entre 2008 et 2009). Naturellement, parmi les pays en meilleure situation relative, la chute de l'indicateur a été supérieure ; il a été quatre fois moindre (de 15,1 % à 3,8 % ce qui représente une variation négative de 297,4 % entre 2008 et 2009).

Accès par régions

Comme on peut l'observer pour d'autres volets, les régions à plus forte réduction de la malnutrition sont l'Amérique du Nord (100 % dans la meilleure situation relative) et l'Europe (68,4 % dans la meilleure situation relative et 31,6 % au-dessus de la moyenne) ; il faut pourtant signaler que dans ces régions il n'y a pas de pays dans la pire des situations relatives ou au-dessous de la moyenne (Graphique 1).

En Asie centrale, qui ne présente pas de pays dans la pire situation relative, deux pays sur dix sont au-dessous de la moyenne (22,2 %) et sept sur dix (77,8 %)

se trouvent au-dessus de la moyenne (11,1 %) ou dans la meilleure situation relative (66,7 %).

L'Asie orientale et le Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, le Moyen Orient et le Nord de l'Afrique, ont montré un comportement similaire : ces régions se caractérisent par une proportion majoritaire de pays (66,7 %, 78,8 % et 75 %, respectivement) se trouvant au-dessus de la moyenne (30 %, 45,5 % et 60 %, respectivement) ou dans la meilleure situation relative (36,7 %, 33,3 % et 15 %, respectivement). Mais dans ces régions il y a aussi des pays situés dans la pire des situations relatives (10 %, 6,1 % et 5 %, respectivement) ou au-dessous de la moyenne (23,3 %, 15,2 % et 20 %, respectivement).

L'Afrique sub-saharienne n'est pourtant pas la région qui occupe la dernière place en matière de sécurité alimentaire. Bien que certains pays de la région soient au-dessus de la moyenne (11,1 %), la plupart se situent au-dessous de celle-ci (51,1 %) et presque 4 sur 10 se trouvent dans la pire des situations relatives (37,8 %).

La région présentant la situation la plus compliquée est finalement l'Asie méridionale : presque neuf pays sur dix sont dans la pire des situations relatives (87,5 %) et un sur dix n'a pas atteint la moyenne (12,5 %). ■

1 Jakob Skoet y Kostas Stamoulis. *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2006*. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Direction de l'Économie Agricole et du Développement, Publication électronique de la Direction d'Information de la FAO, Rome, Italie (ISBN 92-5-305580-4) : <www.fao.org/docrep/011/a1474e/a1474e13.htm>.

Les écarts se creusent

Références

SITUATION ACTUELLE
(dernière donnée disponible)

- Meilleure situation
- Au-dessus de la moyenne
- Au-dessous de la moyenne
- Pire situation

ÉVOLUTION RÉCENTE
(Entre la donnée disponible
et la précédente)

- ➔ Avancée significative
- ➔ Légère avancée
- || Stagnante
- ➔ Recul
- ➔ Recul important

Tableau complet sur : www.socialwatch.org/statistics2009

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	ALPHABÉTISATION (15-24 ans, %)	TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (net, %)	ENFANTS QUI ARRIVENT EN 5 ^e ANNÉE DE PRIMAIRE (%)	TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (net, %)	TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (brut, %)	Valeur
➔	Afghanistan (46)	34	91 ➔	82	25,9 ➔	1,3	20
➔	Afrique du Sud (89)	95 ➔	93,6	89,9	73,4 ➔	15,4	71
➔	Albanie (96)	99	96	96	72,8	19,1	75
➔	Algérie (96)	92 ➔	99,8	98,4	66,3	24 ➔	75
➔	Allemagne (99)		82,1 ➔	98,5	71,8 ➔	9,9 ➔	66
	Andorre (93)		95,3 ➔	97,1	80,8	2,9 ➔	37
	Angola (58)	72	74			4,6 ➔	69
➔	Anguilla (—)		97		81	21,2	74
➔	Antigua-et-Barbuda (94)		84,6 ➔		73 ➔	30,2 ➔	71
➔	Antilles néerlandaises (—)	98	99	96	78,3	67,1 ➔	88
➔	Arabie saoudite (95)	97 ➔	93,9 ➔	90,5	85	34,2 ➔	81
	Argentine (98)	99	99,6	96,7	82,5 ➔	33,1 ➔	82
➔	Arménie (99)	100	97,2	98,6	87,9 ➔	75,1 ➔	90
➔	Aruba (—)	99	97,4	98,1		51,1 ➔	82
➔	Australie (99)		95,4 ➔	98,7	83 ➔	15,2 ➔	78
➔	Autriche (99)		91,2 ➔	98,1	86,3 ➔		92
➔	Azerbaïdjan (96)	100	99,4 ➔	98,9	93,4 ➔	32,1 ➔	85
	Bahamas (99)	100 ➔	89,6	54,8 ➔	40,7	7,2 ➔	53
	Bahreïn (99)	72 ➔	97 ➔	94,4 ➔	90,2 ➔	53,1 ➔	84
➔	Bangladesh (56)		90,2	99,5	86,9 ➔	68,5 ➔	89
➔	Barbade (98)		98,3	96,3	87,1 ➔	62,5	86
➔	Bélarus (100)	100	99,7	87,3 ➔	67,1 ➔	2,6	64
	Belgique (98)		82,8 ➔	71,5 ➔	17,1	5,1 ➔	46
➔	Belize (92)	52 ➔	92,7 ➔	89,8		18,8 ➔	67
➔	Bénin (77)		88,4 ➔	93,2 ➔	45,4 ➔	5,3 ➔	61
➔	Bermudes (—)	74	95	73 ➔			84
➔	Bhoutan (79)		95	83,3 ➔	69,9 ➔	40,6	78
	Birmanie/Myanmar(73)	95	95			36,9	68
	Bolivie (79)	99 ➔	84,1 ➔	82,5 ➔	55,9 ➔	5,1	64
➔	Bosnie-Herzégovine (98)	100	93,5 ➔	75,6 ➔	77	30 ➔	75
➔	Botswana (90)	94	96,5 ➔	99,3	89,1 ➔	15,4 ➔	80
	Brésil (90)	98 ➔	96,3 ➔	94,1	87,9 ➔	49,5 ➔	85
➔	Brunei Darussalam (99)	100 ➔	59,2 ➔	79,6 ➔	14,1 ➔	3 ➔	39
➔	Bulgarie (97)	97 ➔	81,3 ➔	66,2 ➔		1,9 ➔	56
➔	Burkina Faso (71)	39 ➔	89,4 ➔	62,2 ➔	34,1 ➔	5,3 ➔	55
➔	Burundi (61)	73		84,3 ➔		7,2 ➔	46
➔	Cambodge (66)	86 ➔	99,5			62,4	81
➔	Cameroun (77)		85,2 ➔	92,2	60,7 ➔	8,9 ➔	69
	Canada (98)	97	94,5 ➔	97,9 ➔	85,3	52,1 ➔	86
	Cap-Vert (93)	99	99			22,9 ➔	61
➔	Chili (99)	99	99,3	99,9	95,1 ➔	36,2 ➔	86
➔	Chine (94)	99			88,6 ➔	46,2 ➔	78
➔	Chypre (100)	100	90,9 ➔	88,3 ➔	67,4 ➔	31,8 ➔	75
➔	Cisjordanie et Gaza (—)	99	55,5	80,3		2,3	57
➔	Colombie (94)	98	58,5 ➔	66,3		3,7	43
➔	Comores (79)	89					
➔	Congo (76)						

SOURCES :

UNESCO Banque de Données sur site web (www.uis.unesco.org),
Alphabétisation (15-24 ans, %) : Banque Mondiale
(www.worldbank.org), Taux d'inscription en enseignement
primaire (net, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).Enfants qui arrivent en 5^e année d'enseignement primaire (%) :
UNESCO (www.uis.unesco.org), Taux d'inscription en
enseignement secondaire (net, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org), Taux d'inscription en enseignement supérieur
(brut, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).Pour information plus détaillée sur les années de référence
des données voir tableaux complets sur :
www.socialwatch.org/statistics2009
Définition des indicateurs à la fin du tableau.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	ALPHABÉTISATION (15-24 ans, %)		TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (net, %)		ENFANTS QUI ARRIVENT EN 5 ^e ANNÉE DE PRIMAIRE (%)		TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (net, %)		TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (brut, %)		Valeur
⇌	Costa Rica (93)	98	⇌			87,6	→			25,3	⇌	70
←	Côte d'Ivoire (74)	61	⇌	56	→	78,3	←	19,8	⇌	7,9	→	45
→	Croatie (100)	100	⇌	98,9	→	99,8		86,5	→	45,8	→	86
→	Cuba (99)	100	⇌	99,2	→	97	⇌	84,4	←	122,4	→	101
→	Danemark (100)			96,1	⇌	100	→	89,6	←	80,3	⇌	91
→	Djibouti (90)			45,3	⇌	89,9	→	24,4	→	2,6	→	41
←	Dominique (96)			82	←	89,3	←	81	←			84
⇌	Égypte (89)	85	⇌	97,6	→	96,8	→	80	←	34,7	⇌	79
→	El Salvador (80)	94	→	93,6	⇌	73,7	→	54,4	⇌	21,7	→	67
→	Émirats arabes unis (100)	95	←	98,3	→	100	→	82,6	→	22,9	←	80
←	Équateur (86)	95	←	99,3	→	81,7	→	59,2	→	35,3		74
→	Érythrée (60)	78		42,3	←	59,9	←	25,1	→	1	⇌	41
→	Espagne (100)	100	⇌	99,8	⇌	99,8	⇌	94,8	→	68,9	→	93
⇌	Estonie (99)	100	⇌	96,8	→	96,9	←	89,9	⇌	65	←	90
→	États-Unis d'Amérique (98)			93,7	→	95		88,1	⇌	81,7	⇌	90
→	Éthiopie (53)	50	⇌	72,3	→	64,4		24	←	2,7	→	43
⇌	Fédération de Russie (99)	100	⇌							74,7	→	87
←	Fidji (93)			94,2	⇌	83,1	←	79,1	←	15,4	⇌	68
⇌	Finlande (100)			96,5	←	99,9	⇌	96,9	→	93,8	→	97
⇌	France (99)			99,2	⇌	98	⇌	98,5	⇌	55,6	⇌	88
→	Gabon (82)	97	→	89,5	→	69,3	⇌					85
→	Gambie (73)			69,3	←	73		40,1	←	1,1	⇌	46
→	Géorgie (96)			94,5	→	100	→	81,9	→	37,3	←	78
→	Ghana (76)	78	→	73,3	→	88,6	→	44,9	→	5,8	→	58
⇌	Grèce (99)	99	⇌	99,8	⇌	98,5	⇌	91	⇌	90,8	⇌	96
←	Grenade (92)			78,7	←	79	⇌	78,8	⇌			79
→	Guatemala (68)	85	→	96,8	→	68	⇌	38,1	→	17,7	→	61
→	Guinée (68)	47	⇌	75,1	→	83	→	30,1	→	5,3	→	48
←	Guinée équatoriale (58)	95	⇌	69,4	←	33	→	25,3	⇌	2,7	⇌	45
⇌	Guinée-Bissau (60)			45,3	⇌			8,7	⇌			27
→	Guyana (84)					64	⇌			12,3	→	38
→	Honduras (82)	94	→	93,9	⇌	83	→			17,2	⇌	72
→	Hong Kong (—)			94,9	→	100	⇌	78,6	→	33,8	→	77
→	Hongrie (99)	99	⇌	93	→			89,4	⇌	69,1	→	88
→	Îles Caïmans (—)	99	⇌	83,9	→	78	⇌	95,6	⇌	18,8	⇌	75
→	Îles Cook (98)			68,8	←	96		70,1	→			78
←	Îles Marshall (93)			66,5	←			44,9	←	17	⇌	43
⇌	Îles Pitcairn (—)			91,7								92
←	Îles Salomon (—)			61,8	←			27,3	⇌			45
⇌	Îles Vierges (RU) (—)			97,1	→			83,9	←	75,5	⇌	85
→	Inde (68)	82	→	94,3	→	66	←			11,8	→	64
→	Indonésie (85)	97	←	98	→	93	→	67,5	→	17,5	→	75
←	Iran (95)	97	⇌	93,7	←			77,3	⇌	31,4	→	75
⇌	Iraq (88)	85	⇌	88,6	⇌	81	⇌	38,4	⇌	15,8	⇌	62
→	Irlande (100)			96	→	99	⇌	88,2	→	61,1	→	86
⇌	Islande (98)			97,5	⇌	94	←	90,7	→	73,4	→	89
⇌	Israël (100)			97,2	⇌	99	⇌	87,6	←	60,4	→	86
←	Italie (100)	100	⇌	99,4	⇌			93,6	→	68,1	→	90
⇌	Jamaïque (94)	94		86,7	←			76,3	←	19	⇌	69
⇌	Japon (100)			99,8	⇌			98,2	←	58,1	→	85
→	Jordanie (99)	99	⇌	92,9	→	99	→	86,6	→	39,9	⇌	83
⇌	Kazakhstan (99)	100	⇌	99	→			85,6	←	47	←	83
→	Kenya (71)	80	⇌	87	→	83	⇌	44,8	→	3,5	→	60
→	Kirghizistan (98)	100	⇌	92,4	→			80,5	⇌	42,8	⇌	79
→	Kiribati (89)			99,7	→	82	⇌	68,3	→			83
→	Koweït (100)	98	←	94,1	→	100	→	79,9	→	17,6	←	78
⇌	Lesotho (72)			72,7	←	74	⇌	23,9	⇌	3,6	→	44
→	Lettonie (99)	100	⇌	92,2	→	98				71,3	←	90

SOURCES :
UNESCO, Banque de Données sur site web (www.uis.unesco.org).
Alphabétisation (15-24 ans, %) : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Taux d'inscription en enseignement primaire (net, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).

Enfants qui arrivent en 5^e année d'enseignement primaire (%) : UNESCO (www.uis.unesco.org).
Taux d'inscription en enseignement secondaire (net, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).
Taux d'inscription en enseignement supérieur (brut, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur :
www.socialwatch.org/statistics/2009
Définition des indicateurs à la fin du tableau.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	ALPHABÉTISATION (15-24 ans, %)	TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (net, %)		ENFANTS QUI ARRIVENT EN 5 ^e ANNÉE DE PRIMAIRE (%)	TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (net, %)		TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (brut, %)	Valeur			
→	Liban (96)	99	84,1	→	92	→	73,5		54,1	→	81	
←	Libéria (61)	72	→	30,9	←		17,1		15,6		34	
	Libye (99)	99							55,8		77	
→	Liechtenstein (—)		89,3	→			65,2		31,2	→	62	
	Lituanie (99)	100		93,6	→		90,9	←	75,6	←	90	
→	Luxembourg (100)		98,8	→	99	→	84,6	→	10,2	←	73	
	Macao (—)	100		93	←	100		77,6		57		86
→	Macédoine (—)	99		94,2	→		81,3		35,5	→	78	
→	Madagascar (59)	70		99,3	→	42	←	21,2	→	3,2	→	47
←	Malaisie (97)	98		97,5	←	92	←	68,7	←	30,2	←	77
→	Malawi (62)	83	→	87,6	←	43	→	23,9	→			59
→	Maldives (91)	98		97		92		69	→			89
→	Mali (67)	39	→	63	→	81	←		4,4	→	47	
→	Malte (99)	98	→	91,3	→	99		86,6	→	31,6		81
→	Maroc (81)	75	→	89,3	→	84	→	34,5		11,3		59
	Maurice (99)	96	→	95,4		99	→	81,5		14	←	77
→	Mauritanie (68)	66	→	81	→	64	→	16,8	→	4	→	46
→	Mexique (95)	98		99,2	→	95	→	72,1	→	26,9	→	78
	Micronésie (—)								14,1		14	
→	Mongolie (93)	95	←	97,6	→	84		81,1		47,7	→	81
←	Montserrat (—)		96,2		90		95,6				94	
→	Mozambique (66)	53	→	76		64	→	2,6	←	1,5		39
→	Namibie (89)	93		88,1	→	98	→	49,6	→	6,4	→	67
→	Nauru (76)		72,3		31						52	
←	Népal (58)	79	→	80		62	←	42		11,3	→	55
→	Nicaragua (70)	87		97,1	→	47	←	45,5	→	18,1		59
→	Niger (55)	37	→	45,5	→	72	→	9	→	1	←	33
→	Nigéria (66)	87	→	65,2	→	83	→	27	→	10,2	→	54
	Norvège (100)		98,7		100		96,8	→	76,2	←	93	
	Nouvelle-Calédonie (—)	99									99	
	Nouvelle-Zélande (97)		99,3				91,9		79,8	←	90	
→	Oman (98)	98		75	→	98	←	78,6	→	25,5	→	75
→	Ouganda (59)	86	→	94,7		49		18,9	→	3,5		50
→	Ouzbékistan (93)	99		93,6				91,7		9,8	←	74
→	Pakistan (71)	69	→	65,6	←	70		32,2	→	5,1	→	48
	Palaos (96)		96,4						40,2		68	
←	Panama (93)	96		77,4	←	90	→	64,2		44,9	→	74
→	Papouasie-Nouvelle-Guinée (62)	64	←	99							81	
←	Paraguay (95)	99	→		88	→	57,4		25,5	→	67	
→	Pays-Bas (100)		98,6		99		88,6	→	60,3	→	87	
→	Pérou (88)	97		94,9	←	93	→	76,2	→	35,1	→	79
→	Philippines (78)	94	←	99	→	76,8	→	61,3	→	28,5	→	72
→	Pologne (99)	99		95,7	←	98	←	93,8		66,9	→	91
	Porto Rico (—)		98,3								98	
→	Portugal (99)	100		99	→			87,7	→	56	→	86
→	Qatar (95)	99	→	98,5	→	87		92,6	→	15,9	←	79
→	République arabe syrienne (95)	94	→	97,3	→	92		65,7	→		87	
→	République centrafricaine (65)	59		56,3		59			1,1	←	44	
→	République de Corée (100)				100		96,9	→	94,7	→	97	
	République de Moldavie (—)	100					80,6	→	41,2	→	74	
→	République dém. du Congo (75)	70							4,1	→	37	
→	République dém. populaire lao (58)	84	→	86,3	→	61	←	35,9		11,6	→	56
→	République dominicaine (87)	96	→	80,7	→	68		59,5	→	34,5		68
→	République tchèque (99)		92,5		98				54,8	→	82	
←	République-Unie de Tanzanie (73)	78		98		87	→	25,8		1,5	→	58
	Réunion (—)		90								90	
→	Roumanie (98)	97		96,6	→			73	←	58,3	→	81
←	Royaume-Uni (99)		98,4				91,4	←	59,1		83	

SOURCES :
UNESCO, Banque de Données sur site web (www.uis.unesco.org).
Alphabétisation (15-24 ans, %) : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Taux d'inscription en enseignement primaire (net, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).

Enfants qui arrivent en 5^e année d'enseignement primaire (%): UNESCO (www.uis.unesco.org).
Taux d'inscription en enseignement secondaire (net, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).
Taux d'inscription en enseignement supérieur (brut, %) : UNESCO (www.uis.unesco.org).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009
Définition des indicateurs à la fin du tableau.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	ALPHABÉTISATION (15-24 ans, %)		TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT PRIMAIRE (net, %)		ENFANTS QUI ARRIVENT EN 5 ^e ANNÉE DE PRIMAIRE (%)		TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SECONDAIRE (net, %)		TAUX D'INSCRIPTION EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (brut, %)		Valeur
→	Rwanda (53)	78	⇐	94	→	46	⇐			2,6	⇐	55
→	Sainte-Lucie (98)			99	→	94	⇐	81,8	→	8,6	→	71
←	Saint-Kitts-et-Nevis (95)			90,4	⇐	87	⇐	84,5	⇐			87
→	Saint-Vincent-et-les Grenadines (95)			93,9	→	88	→	63,9	⇐			82
→	Samoa (97)	99	⇐	99,1	→	94	⇐	66	⇐	7,5	⇐	73
→	Sao Tomé-et-Principe (83)	95	⇐	99,7	→	79	→	38,1	→			78
→	Sénégal (68)	51	→	73,1	→	65	⇐	22,2	→	7,7	→	44
	Serbie (—)			97,1								97
⇐	Seychelles (99)	99	⇐	99,5	⇐	99	⇐	94,3	⇐			98
→	Sierra Leone (59)	54	→					22,8		2,1	⇐	26
→	Singapour (100)	100										100
→	Slovaquie (99)			92,1	⇐	97,9				50,8	→	80
→	Slovénie (99)	100	⇐	97,2	→	98,9		88,8	⇐	85,5	→	94
	Somalie (48)							9,8				10
←	Soudan (70)	77	⇐	44	→	70	⇐			6,2	⇐	49
⇐	Sri Lanka (96)	97	→	96,7	⇐	93						96
←	Suède (100)			94	⇐	100	⇐	99,7	⇐	75,2	⇐	92
→	Suisse (99)			93,5	→			82	⇐	47	→	74
→	Suriname (82)	95	⇐	94,2	⇐	80		67,7	⇐	12,4	⇐	70
→	Swaziland (80)	88	⇐	87,2	→	82	→	29,2	⇐	4,2	⇐	58
→	Tadjikistan (89)	100	⇐	97,5	⇐			81,3	→	19,8	→	75
→	Tchad (44)	44	→	60,4	⇐	37,7	→	10,4	⇐	1,2	⇐	31
→	Thaïlande (96)	98	⇐	95,1	⇐			80,9	→	48,3	→	81
←	Timor-Leste (53)			63	⇐			22,8	⇐	9,6	⇐	32
←	Togo (68)	74	⇐	78,9	→	54	⇐	22,1	⇐	5,2	→	47
⇐	Tonga (96)	100	⇐	98,5	→	92	→	60,4	⇐	6	⇐	71
→	Trinité-et-Tobago (95)	100	⇐	97,1	→	91	⇐	73,2	→	11,4	⇐	75
⇐	Tunisie (95)	96	→	96,6	⇐	96	⇐	64,5	⇐	30,8	→	77
⇐	Turkménistan (88)	100	⇐									100
→	Turks-et-Caïcos (—)			80,7	→			70,2	⇐			75
→	Turquie (92)	96	⇐	92,3	→	97	⇐	69,5	→	36,3	→	78
⇐	Tuvalu (89)					70	⇐					70
→	Ukraine (98)	100	⇐	89,9	⇐			84,5	⇐	76,4	→	88
→	Uruguay (98)	99	⇐	97,6	→	94	→	67,8	→	64,3	→	85
→	Vanuatu (87)	92	⇐	87,7	⇐	72	⇐	38,1	⇐	4,8	⇐	59
→	Venezuela (93)	98	⇐	92,1	→	90,5	⇐	69,5	→	52	→	80
←	Viet Nam (93)			94	→	92	→	61,9	⇐	9,5	⇐	64
→	Yémen (59)	80	→	75,4	→	66	⇐	37,4	→	9,4	⇐	54
→	Zambie (71)	75	→	95,4	→	89	⇐	40,9	→	2,3	⇐	61
→	Zimbabwe (77)	91	⇐	88,4	→	70	⇐	37,1	→	3,6	⇐	58

SOURCES : UNESCO Banque de Données sur l'école (www.uis.unesco.org); **Alphabétisation (15-24 ans, %)** : Banque Mondiale (www.worldbank.org); **Taux d'inscription en enseignement primaire (net, %)** : UNESCO (www.uis.unesco.org); **Taux d'inscription en enseignement supérieur (brut, %)** : UNESCO (www.uis.unesco.org); **Enfants qui arrivent en 5^e année d'enseignement primaire (%)** : UNESCO (www.uis.unesco.org); **Taux d'inscription en enseignement secondaire (net, %)** : UNESCO (www.uis.unesco.org); **Taux d'inscription en enseignement supérieur (brut, %)** : UNESCO (www.uis.unesco.org); **Définition des indicateurs à la fin du tableau.**

REMARQUE :

1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à rééchantillonner les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : *inférieur à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.*

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : $(\text{valeur 2009} - \text{valeur 2008} / \text{valeur 2008}) * 100$.

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Alphabétisation (15-24 ans, %) : Pourcentage de personnes entre 15 et 24 ans qui peuvent lire et écrire un énoncé simple sur la vie quotidienne et effectuer des calculs mathématiques simples.

Taux d'inscription en enseignement primaire (net, %) : Nombre de filles et de garçons inscrits à l'école primaire qui appartiennent au groupe d'âges qui correspond officiellement à l'enseignement primaire, comme pourcentage de la totalité de la population du même groupe.

Enfants qui arrivent en 5^e année d'enseignement primaire (%) : Pourcentage des enfants qui commencent l'école primaire et arrivent en 5^e année (4^e année si la durée de l'école primaire est de quatre ans).

Taux d'inscription en enseignement secondaire (net, %) : Nombre de filles et de garçons inscrits en enseignement secondaire qui appartiennent au groupe d'âges qui correspond officiellement à l'enseignement secondaire, comme pourcentage de la totalité de la population du même groupe.

Taux d'inscription en enseignement supérieur (brut, %) : Totalité des personnes inscrites en institutions d'enseignement supérieur comme pourcentage de la population appartenant au groupe quinquennal d'âge consécutif à l'âge de sortie du niveau d'enseignement secondaire. L'éducation supérieure normalement exige, comme condition minimum d'admission, la finalisation du cycle secondaire d'éducation.

ÉDUCATION

Les écarts se creusent

L'amélioration de la qualité de l'éducation, la couverture des différents niveaux et la réduction de 50 % du nombre d'adultes analphabètes – objectifs fixés dans la plupart des pays du monde – se profilent à l'horizon de l'année 2014 ou 2015, selon le cas, et méritent une surveillance permanente. C'est pourquoi Social Watch effectue un suivi de quelques indicateurs essentiels qui, indépendamment de leur participation dans d'autres indices, ont une valeur spécifique et requièrent une attention isolée.

L'évolution globale

Même si la proportion des pays qui ont marqué un recul (15,9 %) a été plus importante que celle enregistrée en 2008 (5 %), plus de 6 pays sur 10 ont réussi à progresser légèrement (36,4 %) ou de façon significative (27,2 %). En 2008, à peine 15,8 % des pays avaient enregistré une avancée significative (Tableau 1).

On assiste donc à une nette polarisation, puisque la moyenne par indicateur – sauf en ce qui concerne l'enseignement supérieur (qui passe de 4 % à 4,8 %) – a diminué dans les pays qui se trouvent dans une pire situation relative et s'est accrue dans ceux qui se trouvent dans une meilleure situation relative. A mesure que l'on considère les indicateurs enregistrant un niveau éducatif plus élevé, il apparaît clairement que les conditions et la proportion dans lesquelles s'exprime la dégradation, de 2008 à 2009, diminuent dans les pays qui se trouvent dans une pire situation relative et s'améliorent dans ceux qui se trouvent dans une meilleure situation relative. Les pays qui se trouvent dans une pire situation – qui sont chaque fois moins nombreux – mettent en évidence un moindre niveau de couverture éducative et ceux qui se trouvent en meilleure situation – et qui chaque fois sont plus nombreux – enregistrent de meilleurs niveaux de couverture. Qui plus est, les écarts s'accroissent dans les indicateurs qui mesurent des niveaux inférieurs d'instruction, quant aux premiers, et dans les indicateurs qui mesurent de plus grands niveaux d'instruction, quant aux seconds. Pour le reste des indicateurs, le nombre de pays qui se situent dans la pire situation relative a diminué, mais moins sensiblement que l'augmentation du nombre de pays qui se trouvent dans une meilleure situation relative¹.

Accès par régions

En chef de file des régions les mieux situées quant à l'accès de leurs populations à l'éducation se trouvent l'Amérique du Nord et l'Asie centrale, qui ne comportent pas de pays en situations inférieures à la moyenne. L'Europe, qui ne comporte pas de pays se trouvant dans une pire situation relative, comprend

GRAPHIQUE 1. Situation actuelle pour l'éducation selon les régions (quantité de pays)

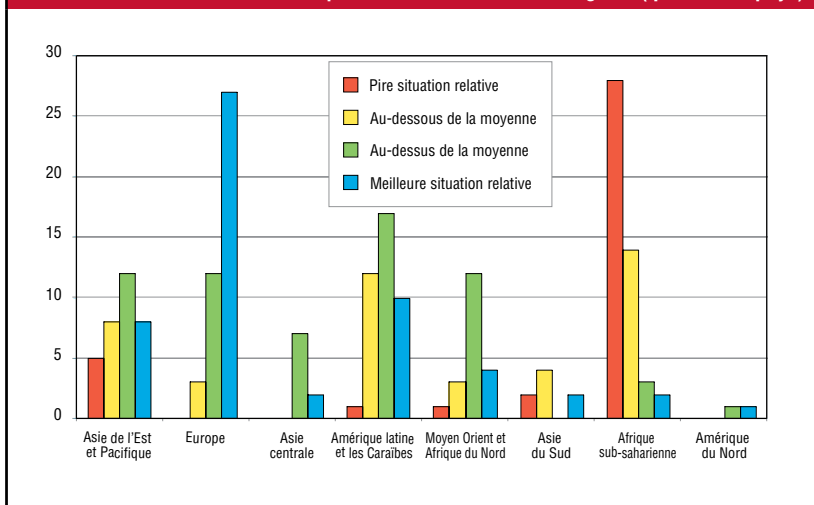


TABLEAU 1. Situation actuelle selon l'évolution en éducation

	←	↔		→	→	Total
Pire situation	6	3	4	4	19	36
Au-dessous de la moyenne	7	2	7	16	12	44
Au-dessus de la moyenne	2	6	10	30	15	63
Meilleure situation	1	4	19	21	7	52
Total général	16	15	40	71	53	195

TABLEAU 2. Moyennes par indicateur des pays en pire et meilleure situation en éducation

		Alphabétisation (15-24 ans, %)	Taux d'inscription en enseignement primaire (net, %)	Enfants qui arrivent en 5 ^e année de primaire (%)	Taux d'inscription en enseignement secondaire (net, %)	Taux d'inscription en enseignement supérieur (brut, %)
Pire situation relative	Moyenne	51,2	56,7	56,3	21,5	4,8
	Nombre de pays	16	21	26	31	56
Meilleure situation relative	Moyenne	99,2	98,0	98,5	89,9	72,9
	Nombre de pays	61	70	51	52	34
Total	Moyenne	88,5	88,4	84,4	64,8	30,6
	Nombre de pays	139	181	152	162	171

cependant 3 pays en dessous de la moyenne (7,1 %), 12 pays en dessus de la moyenne (28,6 %) et 27 dans la meilleure situation relative (64,3 %).

L'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que le Moyen Orient et le Nord de l'Afrique, offrent une distribution analogue : la plupart de leurs pays ont dépassé la moyenne (67,5 % et 80 %, respectivement), la proportion de pays se trouvant dans la pire situation relative (2,5 % et 5 %, respectivement) restant marginale.

D'autre part, en Asie orientale et dans le Pacifique les pays en situation intermédiaire forment la majorité, le solde cependant est positif : presque 4 pays sur 10 se trouvent dans la pire situation relative (15,2 %) ou

au-dessous de la moyenne (24,2 %), alors que 6 pays sur 10 ont dépassé la moyenne (36,4 %) ou se trouvent dans la meilleure situation relative (24,2 %).

A l'opposé, l'Asie méridionale ne comprend pas de pays au-dessus de la moyenne et 7 pays sur 10 se trouvent dans la pire situation relative ou au-dessous de la moyenne (20 % et 50 %, respectivement), et elle représente pour autant la région la plus polarisée.

Mais la zone géographique la plus mal située, c'est l'Afrique sub-saharienne où 9 pays sur 10 se trouvent dans la pire situation relative (59,6 %) ou au-dessous de la moyenne (29,8 %) et 1 seul pays sur 10 s'est situé au-dessus de la moyenne (6,4 %) ou dans la meilleure situation possible (4,3 %). ■

1 On observe que le nombre de pays concernés diminue entre 2008 et 2009 dans les indicateurs qui ont le plus nettement empiré leurs niveaux de couverture (Alphabétisation parmi ceux qui ont entre 15 et 24 ans, Taux net d'inscription dans l'enseignement primaire et des enfants qui arrivent en 7^e), alors qu'il augmente pour les autres (Taux net d'inscription dans l'Enseignement secondaire et Taux brut d'inscription dans l'Enseignement supérieur).

L'écart le plus accéléré

Références

SITUATION ACTUELLE
(dernière donnée disponible)

- Meilleure situation
- Au-dessus de la moyenne
- Au-dessous de la moyenne
- Pire situation

ÉVOLUTION RÉCENTE
(Entre la donnée disponible et la précédente)

- Avancée significative
- Légère avancée
- Stagnante
- Recul
- Recul important

Tableau complet sur : www.socialwatch.org/statistics2009

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	UTILISATEURS D'INTERNET (sur 1.000 personnes)	ORDINATEURS PERSONNELS (sur 1.000 personnes)	LIGNES TÉLÉPHONIQUES (sur 1.000 personnes)	DÉPENSE EN TIC (% du PIB)	DÉPENSE EN R&D (% du PIB)	Valeur
←	Afrique du Sud (89)	83 ←	85	97 ←	9,7 ←	0,9 →	55
→	Albanie (96)	149 →	38 →	89			92
→	Algérie (96)	103 →	11 →	91 →	2,5 →	0,1	42
→	Allemagne (99)	723 →	656 →	653 ←	6,2	2,5	408
→	Andorre (93)	718 →		455 ←			587
→	Angola (58)	29 →	7 →	6 →			14
→	Antigua-et-Barbuda (94)	707 →	208	447 ←			454
←	Antilles néerlandaises (—)	11 ←		449 ←			230
←	Arabie saoudite (95)	264 →	148 ←	165	4,7 →		145
→	Argentine (98)	259 →	90 →	240 →	6 ←	0,5 →	119
→	Arménie (99)	57 →	98 →	197 →		0,2 ←	88
	Aruba (—)	238	99	383			240
←	Australie (99)	681 ←	603 ←	464 ←	6,6 →	1,8 →	351
→	Autriche (99)	674 →	607	410 ←	5,6 →	2,5 →	340
→	Azerbaïdjan (96)	108 →	24 →	146 →		0,2 ←	70
←	Bahamas (99)	362 →	124	401 ←			296
→	Bahreïn (99)	332 →	183 →	263 ←			259
→	Bangladesh (56)	3 →	22 →	7 ←	8 →		10
←	Barbade (98)	548 ←	137 ←	462 ←			382
←	Bélarus (100)	290 ←	8	378 →		0,7 →	169
→	Belgique (98)	655 →	417 →	439 ←	5,8 ←	1,8 ←	304
←	Belize (92)	105 ←	148 →	112 →			122
←	Bénin (77)	17 ←	7 →	12 →			12
←	Bermudes (—)	750 →	225 ←	904 →		0,1 →	470
→	Bhoutan (79)	61 →	26 →	45 ←			44
←	Birmanie/Myanmar(73)	1 ←	9 →	11 →		0,2	5
→	Bolivie (79)	105 →	24 →	71	5,8 →	0,3 →	41
←	Bosnie-Herzégovine (98)	280 →	64	282 →			209
←	Botswana (90)	53 →	48 →	73 ←		0,4	44
→	Brésil (90)	352 →	161 →	206 ←	5,8 ←	0,8 ←	145
→	Brunei Darussalam (99)	417 →	88 →	210 ←			238
→	Bulgarie (97)	309 →	89 →	300 ←	7,7 →	0,5 ←	141
→	Burkina Faso (71)	6 →	6 →	7 ←		0,2 →	5
→	Burundi (61)	7 →	8 →	4 →			6
→	Cambodge (66)	5 →	4 →	3 →		0	3
→	Cameroun (77)	20 →	11 →	10 →	5 ←		12
→	Canada (98)	728 →	943 →	553 ←	6,4 →	2 →	446
→	Cap-Vert (93)	70 →	130 →	138 ←			113
→	Chili (99)	311 →	141	208 ←	4,2 ←	0,7 →	133
→	Chine (94)	161 →	57 →	277 →	7,9 →	1,4 ←	101
←	Chypre (100)	380 ←	383 →	449 ←		0,4 →	303
→	Cisjordanie et Gaza (—)	96 →	56 →	94 ←			82
→	Colombie (94)	275 →	80 →	180 →	4,4 ←	0,2 →	108
→	Comores (79)	34 →	9 →	31 →			25
→	Congo (76)	19 →	5 →	4 →			9
→	Costa Rica (93)	336 →	231	322	3,9	0,4	179
→	Côte d'Ivoire (74)	16 →	17 →	14 ←			16
→	Croatie (100)	447 →	180 ←	416 ←		0,9 ←	261

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	UTILISATEURS D'INTERNET (sur 1.000 personnes)		ORDINATEURS PERSONNELS (sur 1.000 personnes)		LIGNES TÉLÉPHONIQUES (sur 1.000 personnes)		DÉPENSE EN TIC (% du PIB)		DÉPENSE EN R&D (% du PIB)		Valeur
→	Cuba (99)	116	→	36	→	93	→		0,5	←	61	
→	Danemark (100)	807	→	549	←	517	←	5,8	←	2,4	←	376
	Djibouti (90)	13	→	24		13	←					17
	Dominique (96)	366	→	182		293						280
→	Égypte (89)	140	→	49	→	149	→	5,8	→	0,2	→	69
→	El Salvador (80)	111	→	52	→	158	→			0,1	→	80
→	Émirats arabes unis (100)	518	→	330	→	317	→	5,1	→			293
→	Équateur (86)	132	→	130	→	135	→	6,1	→	0,1	→	81
→	Érythrée (60)	25	→	8		8	←					14
→	Espagne (100)	513	→	393	→	453	→	5,5	→	1,2	→	273
→	Estonie (99)	637	→	522	→	369	→			1,2	→	382
→	États-Unis d'Amérique (98)	735	→	805	→	541	←	7,5	←	2,6	←	418
→	Éthiopie (53)	4	→	7	→	11	→			0,2	←	6
→	Fédération de Russie (99)	211	→	133	→	311	→	4,1	→	1,1	←	132
→	Fidji (93)	96	→	61	→	146	→					101
→	Finlande (100)	788	→	500	→	329	←	5,2	←	3,4	←	325
→	France (99)	512	→	652	→	564	←	5,7	←	2,1	←	347
→	Gabon (82)	62	→	36	→	20	←					39
→	Gambie (73)	59	→	33	→	45	→					46
→	Géorgie (96)	82	→	54	→	126	←			0,2	←	66
→	Ghana (76)	38	→	6	→	16	→					20
→	Grèce (99)	329	→	94	→	537	←	5,4	→	0,5	→	193
←	Grenade (92)	218	→	153	→	262	←					211
←	Groenland (—)	916	→			408	←			0,7		442
←	Guam (—)	386				402	←					394
→	Guatemala (68)	101	→	21	→	104	→					75
→	Guinée (68)	5	←	5		5	→					5
→	Guinée équatoriale (58)	16	→	19	→	21	→					19
←	Guinée-Bissau (60)	22	→	2		3	←					9
→	Guyana (84)	257	→	39	→	149	→					148
→	Haïti (—)	104	→	52		11	←					56
→	Honduras (82)	60	→	20	→	113	→	11,2	→			51
→	Hong Kong (—)	572	→	686	→	596	→	4,7	←	0,7	→	372
→	Hongrie (99)	519	→	256	→	323	←	5,9	←	1	→	221
→	Îles Caïmans (—)	411				918						665
→	Îles Féroé (—)	775	→			464	→					620
→	Îles Marshall (93)	39	→	91	→	83	→					71
→	Îles Salomon (—)	17	→	47	→	16	→					27
←	Îles Vierges (EU)(—)	277		28		660	→					322
→	Inde (68)	72	→	33	→	35	←	5,6	←	0,7	←	29
→	Indonésie (85)	58	←	20	→	79	→	3,9	→			40
→	Iran (95)	324	→	106	←	336	→	3,5	→	0,6	←	154
→	Irlande (100)	561	→	582	→	484		5,9	→	1,3	→	327
←	Islande (98)	650	←	527	→	600	←			2,8	←	445
←	Israël (100)	279	←	242	←	426		6,5	←	4,5		192
→	Italie (100)	539	→	367		456	→	5,8	→	1,1	←	274
→	Jamaïque (94)	561	→	68	→	136	→	6,6	←	0,1	→	154
←	Japon (100)	690	→	407	←	401	←	7,2	←	3,4	→	302
←	Jordanie (99)	197	→	67	→	102	←	9,3	→	0,3		75
→	Kazakhstan (99)	123	→			209	→			0,3	→	111
→	Kenya (71)	80	→	14	→	7	←	8,2	→			27
→	Kirghizistan (98)	143	→	19	←	92	→			0,2		64
←	Kiribati (89)	21	→	11	→	43	←					25
→	Koweït (100)	338	→	237		199	←	4,5	→	0,2		156
←	Lesotho (72)	35	→	3		27	→			0,1	→	16
→	Lettonie (99)	550	→	327	→	283	←			0,7	→	290
→	Liban (96)	383	→	104	→	170	←					219
→	Libéria (61)	5	→			1	←					3

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	UTILISATEURS D'INTERNET (sur 1.000 personnes)	ORDINATEURS PERSONNELS (sur 1.000 personnes)	LIGNES TÉLÉPHONIQUES (sur 1.000 personnes)	DÉPENSE EN TIC (% du PIB)		DÉPENSE EN R&D (% du PIB)		Valeur
→	Libye (99)	43 →	22 ←	144 →					70
	Liechtenstein (—)	652 →		555 →					604
→	Lituanie (99)	492 →	183 →	237 →			0,8 →		228
→	Luxembourg (100)	758 →	673 →	517 →			1,5 ←		487
←	Macao (—)	496 →	402 →	371 →			0,1		317
→	Macédoine (—)	273 →	368 →	228 ←			24,8 →		223
→	Madagascar (59)	6 →	5	7 →			0,2 →		5
→	Malaisie (97)	557 →	231 →	164 →		6,8	0,6 ←		192
→	Malawi (62)	10 →	2 →	13 →					8
→	Maldives (91)	108 →	200 →	108 →					139
→	Mali (67)	8 →	8 →	6 →					7
→	Malte (99)	447 →	229 →	562 →			0,5 →		310
→	Maroc (81)	214 →	36 →	78 →		8,3 →	0,7 →		67
→	Maurice (99)	270 →	176 →	286			0,4 →		183
→	Mauritanie (68)	10 →	46 →	13 →					23
	Mayotte (—)			62					62
→	Mexique (95)	227 →	144 →	188		4 →	0,5 →		113
←	Micronésie (—)	135 →	55	78 ←					89
	Monaco (—)	612		1049					831
→	Mongolie (93)	123 →	139 →	61			0,3		81
	Monténégro (—)	467		588					528
→	Mozambique (66)	9 →	14 →	3 ←			0,5 ←		7
→	Namibie (89)	49 →	240 →	66 →					118
→	Népal (58)	14 →	5 →	25 →					15
	Nicaragua (70)	28 →	40 ←	45 →			0		28
→	Niger (55)	3 →	1 →	2 →					2
→	Nigéria (66)	68 →	8 →	11 →		3,4 →			23
→	Norvège (100)	848 →	629 →	423 ←		4,4 ←	1,5 ←		381
←	Nouvelle-Calédonie (—)	335 →	171	248 →					251
→	Nouvelle-Zélande (97)	692 →	526 →	413 →		5,7 ←	1,2 →		328
→	Oman (98)	131 →	71 →	103					102
→	Ouganda (59)	25 →	17 →	5 →			0,2 ←		12
←	Ouzbékistan (93)	45 →	31	68 →					48
→	Pakistan (71)	108 →	5 →	30 ←		5,6 ←	0,4 →		30
	Palaos (96)	273		370					322
→	Panama (93)	223 →	46	148 →		5,9 ←	0,3 ←		85
←	Papouasie-Nouvelle-Guinée (62)	18 ←	64	9 ←					30
→	Paraguay (95)	87 →	78	64 →			0,1		57
→	Pays-Bas (100)	842 →	912 →	448 →		6,6 →	1,7 ←		442
→	Pérou (88)	274 →	103 →	96 →		3,9 ←	0,1		95
→	Philippines (78)	60 →	73 →	45 →		5,7 ←	0,1 ←		37
→	Pologne (99)	440 →	169 →	271 ←		6 →	0,6 →		177
→	Polynésie française (—)	286 →	110	207					201
←	Porto Rico (—)	254 →	8	265 ←					176
→	Portugal (99)	401 →	172 →	395 →		5,7 →	0,8 →		195
→	Qatar (95)	420 →	191 →	284 →					298
→	République arabe syrienne (95)	174 →	90 →	174 →					146
→	République centrafricaine (65)	3 →	3 →	3 →					3
→	République de Corée (100)	759 →	576 →	462 ←		7,1 →	3,2 →		361
→	République de Moldavie (—)	184 →	111 →	284 →			0,8		145
→	République dém. du Congo (75)	4 →					0,5		2
→	République dém. populaire lao (58)	17 →	18 →	16 →					17
←	République dominicaine (87)	172 →	35	93 →					100
→	République pop. dém. de Corée (87)			50 →					50
→	République tchèque (99)	483 →	274 →	233 ←		7,1 →	1,5 →		200
→	République-Unie de Tanzanie (73)	10	9	4					8
→	Roumanie (98)	239 →	192 →	198 →		5,3 →	0,5 →		127
→	Royaume-Uni (99)	717 →	802 →	552 →		6,7 →	1,8 →		416

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	UTILISATEURS D'INTERNET (sur 1.000 personnes)		ORDINATEURS PERSONNELS (sur 1.000 personnes)		LIGNES TÉLÉPHONIQUES (sur 1.000 personnes)		DÉPENSE EN TIC (% du PIB)	DÉPENSE EN R&D (% du PIB)		Valeur	
→	Rwanda (53)	11	→	3		2	←				5	
→	Sainte-Lucie (98)	655	→	160		321					379	
→	Saint-Kitts-et-Nevis (95)	307	→	234		532					358	
←	Saint-Marin (—)	510	←	800	←	689	←				666	
→	Saint-Vincent-et-les Grenadines (95)	474	→	138	→	191	→		0,2		201	
→	Samoa (97)	44	→	23	→	109	→				59	
←	Samoa américaine (—)					168	←				168	
←	Sao Tomé-et-Principe (83)	146	→	39		48	→				78	
←	Sénégal (68)	66	→	21	←	22	←	10,9	→	0,1	24	
→	Serbie (—)	203		244	→	406	→			1,7	→	214
→	Seychelles (99)	376	→	212	→	267	→			0,4	→	214
→	Sierra Leone (59)	2	→			5	→				4	
→	Singapour (100)	657	→	740	→	406	←	6,5	←	2,4	→	362
→	Slovaquie (99)	559	→	514	→	213	←	6	→	0,5	←	259
→	Slovénie (99)	526	←	425	→	425	→	4,7	→	1,6		276
→	Somalie (48)	11		9	→	11	←				10	
→	Soudan (70)	91	→	112	→	9	←			0,3		53
→	Sri Lanka (96)	39	→	37	→	137	→	6	→	0,2	→	44
→	Suède (100)	797	→	881	→	602	←	6,4	←	3,8	→	458
→	Suisse (99)	763	→	918	→	653	←	8	→	2,9	→	469
→	Suriname (82)	96	→	44	←	179					106	
→	Swaziland (80)	37	→	37	→	39	→				38	
→	Tadjikistan (89)	72	→	13		50	→			0,1	34	
→	Tchad (44)	6	→	2	→	1	←				3	
→	Thaïlande (96)	210	→	70	→	110		6,1	→	0,3	→	79
→	Timor-Leste (53)	1				2					2	
→	Togo (68)	50	→	30		15	→				32	
→	Tonga (96)	82	→	59	→	206	→				116	
→	Trinité-et-Tobago (95)	160	→	132	→	231	←			0,1	←	131
→	Tunisie (95)	168	→	75	→	125		6		1	→	75
→	Turkménistan (88)	14	→	72		92	→				59	
←	Turquie (92)	165	←	60	→	246	←	5,5	←	0,8	→	95
→	Ukraine (98)	215	→	45	→	276	→	7,1	←	1	←	109
→	Uruguay (98)	291	→	136	→	290	←	6	←	0,3	→	145
→	Vanuatu (87)	75	→	14	←	39	→				43	
→	Venezuela (93)	208	→	93	→	188	→	3,9	→	0,2	←	99
→	Viet Nam (93)	210	→	96	→	335	→	6,1	←	0,2	→	129
→	Yémen (59)	14	→	28	→	45	→				29	
→	Zambie (71)	42	→	11	→	8	←			0	←	15
←	Zimbabwe (77)	101	→	65	←	26	→	3,5	←		49	

REMARQUE :

1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à rééchantillonner les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : *inférieure à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieure à 5 : recul important.*

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante :
(valeur 2009-valeur 2008/valeur 2008) *100.

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCE : Development Indicators, Banque Mondiale (www.worldbank.org).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur :
www.socialwatch.org/statistics2009

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Utilisateurs d'Internet (sur 1.000 personnes) : Personnes ayant accès à Internet sur 1.000 personnes.

Ordinateurs personnels (sur 1.000 personnes) : Ordinateurs personnels sur 1.000 personnes.

Lignes téléphoniques (sur 1.000 personnes) : Lignes téléphoniques qui connectent l'équipement du client au réseau téléphonique public commuté. Les données se présentent pour le pays entier sur 1.000 personnes.

Dépense en Technologie d'Information et de

Communications (% du PIB) : Dépenses pour acquisition de produits de technologie de l'information (dépense 'tangibile' de produits de technologie de l'information acheté à d'autres par entreprises, ménages, gouvernements et institutions éducatives), dépenses pour adaptation de programmes, dépréciation de capital et autres (dépense 'intangibile') et dépenses en télécommunications et autres équipements de bureau associés. Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (PIB).

Dépense en recherche et développement (% du PIB) :

Dépenses courantes et de capital (publics et privés) en activités créatives systématiques réalisées dans le but d'augmenter le contenu des connaissances, y compris la connaissance de l'humanité, la culture et la société, et l'utilisation des connaissances pour de nouvelles applications. Recherche et développement (R&D) recouvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le travail de développement expérimental. Exprimé en pourcentage du produit intérieur brut (PIB).

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

L'écart le plus accentué

Comme dans d'autres indices, le trait commun est la polarisation croissante – à savoir, l'augmentation continue de la distance entre les pays et les régions qui se trouvent dans une meilleure ou une pire situation relative. Ainsi observe-t-on, en examinant l'évolution des pays en termes de leur situation relative (Tableau 1), une chute vertigineuse pour les pays qui se trouvent dans une pire situation relative et un accroissement très significatif parmi ceux qui se trouvent en meilleure situation relative.

Dans le monde entier, la proportion de personnes qui bénéficient des avancées technologiques a varié substantiellement, d'année en année. De même, on observe une variation substantielle dans le pourcentage des aides nationales en matière de financement et de politiques publiques de la recherche et du développement (Tableau 2). En 2008 aucun recul n'avait été enregistré, ni léger ni sévère, et seulement 6 % des pays qui se trouvent dans une pire situation relative ou au-dessous de la moyenne n'ont pas connu d'amélioration. En 2009, en revanche, seulement 2 % des pays sont restés stables, alors que pratiquement 20 % ont reculé de manière légère ou sévère (4,1 % et 15,3 %, respectivement) et presque 80 % ont progressé de manière légère ou significative (4,1 % et 74,5 %, respectivement).

Les différences les plus importantes, tant dans les pays qui se trouvent dans une pire situation relative, qui s'expriment à la baisse, que dans les pays en meilleure situation relative, qui s'expriment à la hausse, concernent la dépense en Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) et en Recherche et Développement (R&D). Alors que parmi les pays qui se trouvent dans la pire situation relative la dépense moyenne en TIC s'est réduite de moins de la moitié entre 2008 et 2009 (elle est passée d'une moyenne de 5 % du PBI à une moyenne de 3,9 %), la dépense en R&D a tout simplement disparu (elle est passée de 0,3 % du PBI en 2008 à 0 % en 2009). Parmi les pays qui se trouvent dans une meilleure situation relative la dépense moyenne en TIC s'est accrue de 24,3 % (elle est passé d'une moyenne de 7 % du PBI à une moyenne de 8,7 % du PBI) et la dépense en R&D a presque quadruplé (avec une augmentation nette de 278,9 %, elle est passée de 1,9 % du PBI en 2008 à 7,2 % en 2009).

Cette évolution de la dépense s'est accompagnée, dans les pays qui se trouvent dans la pire situation relative, d'un processus d'élitisation de l'accès aux différentes technologies de la communication moderne. Ainsi, le nombre de personnes ayant une ligne téléphonique (un habitant sur 1000) a diminué de 157,8 %, c'est-à-dire qu'elle a chuté à presque un tiers (elle est passée de 58 à 22,5, entre 2008 et 2009 ; 38,8 % de moins qu'en 2008). Le nombre de personnes ayant un ordinateur personnel a diminué de 31,1 % (de 27 habitants sur 1000 en 2008 à 20,6 en 2009). De plus, il y a aujourd'hui un tiers d'utilisateurs d'Internet en moins par rapport à 2008 (28,9 % de moins, passant de 37 utilisateurs pour 1000 personnes à 28,7).

En revanche, dans les pays qui se trouvent dans une meilleure situation relative, la situation emboîte le pas à l'évolution favorable de la dépense évoquée antérieurement. Dans ces pays il y a 8,9 % de personnes de plus ayant une ligne téléphonique qu'en 2008 (on est passé de

GRAPHIQUE 1 : Situation actuelle en TIC selon les régions (nombre de pays)

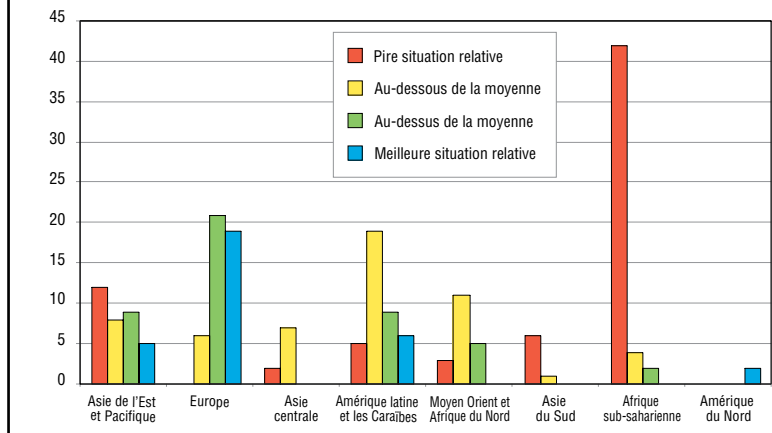


TABLEAU 1. Situation actuelle selon l'évolution en TIC (nombre de pays)

	←	↔		→	→	Total
Pire situation	5	2	0	0	48	55
Au-dessous de la moyenne	11	2	1	2	28	44
Au-dessus de la moyenne	7	0	1	5	16	29
Meilleure situation	7	4	2	1	54	68
Total général	30	8	4	8	146	196

TABLEAU 2. Moyennes par indicateur des pays en pire et meilleure situation en TIC

		Utilisateurs d'Internet (sur 1000 personnes)	Ordinateurs personnels (sur 1000 personnes)	Lignes téléphoniques (sur 1000 personnes)	Dépense en TIC (% du PIB)	Dépense en R&D (% du PIB)
Pire situation relative	Moyenne	28,7	20,6	22,5	3,9	0,0
	Nombre de pays	68	77	67	17	46
Meilleure situation relative	Moyenne	668,8	678,4	562,9	8,7	7,2
	Nombre de pays	41	23	35	11	6
Total	Moyenne	258,8	167,9	217,2	6,0	1,1
	Nombre de pays	201	186	203	74	107

517 pour 1000 habitantes à 562,9). Le nombre de personnes ayant un ordinateur personnel a augmenté de 21,1 % (de 535 personnes pour 1000 habitants en 2008 à 678,4 en 2009).

Il faut également signaler que, à une extrémité du spectre, entre 3 % et 5 % de la population dispose d'un accès aux moyens de communication de l'information. Alors qu'à l'autre extrémité du spectre, cette participation oscille entre 56 % et 68 %. S'il est vrai que la généralisation des nouvelles technologies, et en particulier de celles qui permettent une communication horizontale et symétrique avec le reste du monde, est un facteur qui permet d'augmenter les garanties et les droits des "citoyens à l'information", alors ces différences reflètent, plus qu'aucune autre, la polarisation croissante et par conséquent l'exclusion du monde moderne.

Accès par régions

Les régions les mieux placées sont l'Amérique du Nord, n'ayant aucun pays dans une situation au-dessous de la moyenne, et l'Europe, dont aucun pays ne se retrouve dans une pire situation relative – mais qui a tout de même 6 pays au-dessous de la moyenne, 21 au-dessus de la moyenne et 19 dans la meilleure situation relative.

L'Amérique latine et les Caraïbes, de même que le Moyen Orient et l'Afrique du Nord, présentent une situation similaire : la plupart de leurs pays se sont classés dans des situations intermédiaires (71,8 % et 84,2 %, respectivement), tandis que la proportion de pays se trouvant dans la pire situation est restée marginale (12,8 % et 15,8 %, respectivement).

L'Asie orientale et le Pacifique, quant à eux, ont formé la région la plus hétérogène – avec un solde négatif très net – 35,3 % des pays se trouvent dans la pire situation relative, 23,5 % au-dessous de la moyenne, 26,5 % au-dessus de la moyenne et 14,7 % dans la meilleure situation relative.

En revanche, l'Asie méridionale ne comprend aucun pays dépassant la moyenne, ni de pays dans la meilleure situation relative et 85,7 % se trouvent dans la pire situation.

Mais la zone géographique la plus mal située est l'Afrique sub-saharienne où non seulement on n'enregistre aucun pays dans la meilleure situation relative, mais où presque 9 pays sur 10 (87,5 %) se trouvent dans la pire situation relative. De plus, 8,3 % se sont classés au-dessous de la moyenne et seulement 4,2 % se sont situés au-dessus de la moyenne. ■

Toujours plus loin des engagements pris

TENDANCES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (% PNB) ^A											
Aide publique au développement net des pays développés (CAD) et organisations multilatérales aux pays en développement											
	1989-1990 MOYENNE ^B	1994-1995 MOYENNE	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	0,42	0,32	0,27	0,27	0,27	0,28	0,28	0,36	0,36	0,37	0,38
Australie	0,36	0,34	0,27	0,25	0,26	0,25	0,25	0,25	0,30	0,32	0,34
Autriche	0,16	0,22	0,23	0,34	0,26	0,20	0,23	0,52	0,47	0,50	0,42
Belgique	0,46	0,35	0,36	0,37	0,43	0,60	0,41	0,53	0,50	0,43	0,47
Canada	0,44	0,40	0,25	0,22	0,28	0,24	0,27	0,34	0,29	0,29	0,32
Danemark	0,94	0,99	1,06	1,03	0,96	0,84	0,85	0,81	0,80	0,81	0,82
Espagne	0,17	0,26	0,22	0,30	0,26	0,23	0,24	0,27	0,32	0,37	0,43
États-Unis d'Amérique	0,18	0,12	0,10	0,11	0,13	0,15	0,17	0,23	0,18	0,16	0,18
Finlande	0,64	0,31	0,31	0,32	0,35	0,35	0,37	0,46	0,40	0,39	0,43
France	0,60	0,58	0,30	0,31	0,37	0,40	0,41	0,47	0,47	0,38	0,39
Grèce	—	—	0,20	0,17	0,21	0,21	0,16	0,17	0,17	0,16	0,20
Hongrie	—	—	—	—	—	0,03	0,07	0,11	0,13	0,08	0,07
Irlande	0,16	0,27	0,29	0,33	0,40	0,39	0,39	0,42	0,54	0,55	0,58
Islande	—	—	0,10	0,13	0,15	0,17	0,18	0,18	0,27	0,27	—
Italie	0,36	0,21	0,13	0,15	0,20	0,17	0,15	0,29	0,20	0,19	0,20
Japon	0,31	0,28	0,28	0,23	0,23	0,20	0,19	0,28	0,25	0,17	0,18
Luxembourg	0,20	0,38	0,71	0,76	0,77	0,81	0,83	0,86	0,90	0,91	0,92
Norvège	1,11	0,94	0,76	0,80	0,89	0,92	0,87	0,94	0,89	0,95	0,88
Nouvelle-Zélande	0,22	0,23	0,25	0,25	0,22	0,23	0,23	0,27	0,27	0,27	0,30
Pays-Bas	0,93	0,79	0,84	0,82	0,81	0,80	0,73	0,82	0,81	0,81	0,80
Pologne	—	—	0,02	0,02	—	0,01	0,05	0,07	0,09	0,10	0,08
Portugal	0,24	0,29	0,26	0,25	0,27	0,22	0,63	0,21	0,21	0,22	0,27
République de Corée	—	—	0,04	0,06	0,05	0,06	0,06	0,10	0,05	0,07	0,09
République tchèque	—	—	0,03	0,05	0,07	0,11	0,11	0,11	0,12	0,11	0,11
Royaume-Uni	0,29	0,30	0,32	0,32	0,31	0,34	0,36	0,47	0,51	0,35	0,43
Slovaquie	—	—	0,03	0,04	0,02	0,05	0,07	0,12	0,10	0,09	0,10
Suède	0,93	0,86	0,80	0,77	0,84	0,79	0,78	0,94	1,02	0,93	0,98
Suisse	0,31	0,35	0,34	0,34	0,32	0,39	0,41	0,44	0,39	0,37	0,41
Thaïlande	—	—	—	—	—	—	—	—	0,04	—	—
Turquie	—	—	0,04	0,04	0,04	0,04	0,11	0,17	0,18	0,09	—
TOTAL CAD	0,32	0,28	0,22	0,22	0,23	0,25	0,26	0,33	0,31	0,28	0,30

REMARQUES : A : Déboursements nets en prix et taux de change courants. B : y compris remise de dettes associées à l'AOD en 1990, exception faite de la totalité de la CAD. C : Ce tableau incorpore les données de 2008, ainsi que les modifications effectuées par la source pour les années précédentes.

SOURCE : OCDE, banque de données sur site web août 2009 (www.oecd.org).

Aide Publique au Développement (% del INB) : Déboursements nets de prêts et de subventions accordés aux pays et aux territoires qui figurent dans la partie I de la Liste de Récepteurs d'Aide du Comité d'Aide au Développement (CAD) (a) effectués par le secteur public, (b) dans le but fondamental de promouvoir le développement économique et le bien-être, (c) accordés en termes financiers d'octroi (s'il s'agit d'un prêt, au moins avec 25% de composant de subvention). Elle comprend, en plus des flux financiers, la Coopération Technique. Sont exclus les subventions et les prêts à des fins militaires. Les paiements par virements à des particuliers (par exemple, retraites, réparations ou paiements d'assurances) ne sont généralement pas inclus. Exprimé en pourcentage du produit national brut (PNB).

Depuis la décennie des années 1970 les pays développés se sont engagés à destiner un quota fixe à l'Aide publique au développement (APD), engagement ratifié dans la déclaration finale de la Réunion mondiale sur le développement social à Copenhague en 1995. L'Aide publique au développement a été fixée par un pourcentage (0,7 %) du Produit National Brut (PIB) des pays donateurs de l'APD de l'OCDE. De même, dans le cadre des Objectifs de Développement du Millénaire il a été proposé de promouvoir une association mondiale pour le développement, en conservant l'engagement d'aide financière pris par les pays les plus développés et la responsabilité pour les pays destinataires de l'attribuer au développement social, en particulier à la réduction de la pauvreté.

En 2008, l'aide internationale s'est située à 0,28 % du Produit National Brut des pays donateurs, marquant une

tendance à la baisse ces dernières années et s'éloignant toujours plus des engagements pris. Les seuls pays qui ont respecté les objectifs de développement des Nations Unies et qui ont dépassé la barre de 0,7 % du produit national brut, sont le Danemark, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas et le Luxembourg. Ces pays, bien que dans un ordre différent, avaient déjà représenté les cinq pays ayant consacré au développement la plus grande proportion de leur produit national brut en 2007.

Alors que la Suède (bien que loin devant le pays suivant), le Danemark, le Luxembourg et l'Irlande, ont accru leur engagement (taux différentiels : 5,1 %, 1,2 %, 1,1 % y 5,2 %, respectivement), les Pays-Bas et la Norvège ont diminué leur aide en 2008 (taux différentiels : -1,3 % et -8 %, respectivement). Parmi les pays qui ont le plus augmenté leur aide nette on retrouve aussi le

Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, la Finlande et la Suisse.

Quoi qu'il en soit, les pays dont l'accroissement du taux différentiel a été le plus important ont été la République de Corée et la Grèce, qui sont passés de 0,07 % à 0,09 % et de 0,16 % à 0,2 %, représentant des taux différentiels de 22,2 % y 20 %, respectivement.

En revanche, ceux qui ont le plus diminué leur aide ont été la Pologne, l'Autriche et la Hongrie, qui sont passés de 0,1 % à 0,08 %, de 0,5 % à 0,42 % y de 0,08 % à 0,07 %, respectivement, c'est-à-dire à des taux différentiels de -25 %, -19 % et -14,3 %, respectivement.

Il faut surveiller particulièrement des cas comme ceux de la Norvège et de l'Autriche qui, dans le cadre d'une fluctuation très importante de leurs apports annuels, tendent de toutes façons à une diminution notable de leur effort. ■

Le fossé se creuse

Références

SITUATION ACTUELLE
(dernière donnée disponible)

- Meilleure situation
- Au-dessus de la moyenne
- Au-dessous de la moyenne
- Pire situation

ÉVOLUTION RÉCENTE
(Entre la donnée disponible et la précédente)

- ➔ Avancée significative
- ➔ Légère avancée
- || Stagnante
- ➔ Recul
- ➔ Recul important

Tableau complet sur : www.socialwatch.org/statistics2009

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	POPULATION AYANT ACCÈS A L'ASSAINISSEMENT (%)	POPULATION AYANT ACCÈS AUX SOURCES D'EAU AMÉLIORÉE (%)	Valeur	Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	POPULATION AYANT ACCÈS A L'ASSAINISSEMENT (%)	POPULATION AYANT ACCÈS AUX SOURCES D'EAU AMÉLIORÉE (%)	Valeur
←	Afghanistan (46)	30	22	26	→	El Salvador (80)	86	84	85
←	Afrique du Sud (89)	59	93	76	←	Émirats arabes unis (100)	97	100	99
→	Albanie (96)	97	97	97	←	Équateur (86)	84	95	90
→	Algérie (96)	94	85	90	←	Érythrée (60)	5	60	33
	Allemagne (99)	100	100	100		Espagne (100)	100	100	100
	Andorre (93)	100	100	100	←	Estonie (99)	95	100	98
→	Angola (58)	50	51	51		États-Unis d'Amérique (98)	100	99	100
←	Anguilla (—)		60	60	←	Éthiopie (53)	11	42	27
←	Antigua-et-Barbuda (94)		91	91		Fédération de Russie (99)	87	97	92
	Arabie saoudite (95)		93	93		Fidji (93)	71	47	59
	Argentine (98)	91	96	94		Finlande (100)	100	100	100
→	Arménie (99)		98	98		France (99)		100	100
	Aruba (—)		100	100		Gabon (82)	36	87	62
	Australie (99)	100	100	100		Gambie (73)	52	86	69
	Autriche (99)	100	100	100		Géorgie (96)	93	99	96
→	Azerbaïdjan (96)	80	78	79	←	Ghana (76)	10	80	45
	Bahamas (99)	100	97	99		Grèce (99)	98	100	99
←	Bangladesh (56)	36	80	58		Grenade (92)	97	95	96
	Barbade (98)	99	100	100	→	Guadeloupe (—)		98	98
→	Bélarus (100)	93	100	97		Guam (—)		100	100
→	Belize (92)		91	91	←	Guatemala (68)	84	96	90
←	Bénin (77)	30	65	48	→	Guinée (68)	19	70	45
←	Bhoutan (79)	52	81	67	←	Guinée équatoriale (58)	51	43	47
→	Birmanie/Myanmar(73)	82	80	81	←	Guinée-Bissau (60)	33	57	45
←	Bolivie (79)	43	86	65	→	Guyana (84)	81	93	87
	Bosnie-Herzégovine (98)	95	99	97	→	Guyane française (99)		84	84
→	Botswana (90)	47	96	72	←	Haïti (—)	19	58	39
→	Brazil (90)	77	91	84	←	Honduras (82)	66	84	75
	Bulgarie (97)	99	99	99	→	Hongrie (99)	100	100	100
	Burkina Faso (71)	13	72	43		Îles Cook (98)	100	95	98
→	Burundi (61)	41	71	56	→	Îles Mariannes du Nord (—)		99	99
→	Cambodge (66)	28	65	47	→	Îles Marshall (93)		87	87
	Cameroun (77)	51	70	61		Îles Salomon (—)	32	70	51
	Canada (98)	100	100	100		Îles Vierges (RU)(—)		100	100
→	Cap-Vert (93)		80	80	←	Inde (68)	28	89	59
→	Chili (99)	94	95	95	←	Indonésie (85)	52	80	66
→	Chine (94)	65	88	77	→	Iran (95)		94	94
	Chypre (100)	100	100	100	←	Iraq (88)	76	77	77
→	Cisjordanie et Gaza (—)	80	92	86		Islande (98)	100	100	100
←	Colombie (94)	78	93	86		Israël (100)		100	100
→	Comores (79)	35	85	60	→	Jamaïque (94)	83	93	88
←	Congo (76)	20	71	46		Japon (100)	100	100	100
→	Costa Rica (93)	96	98	97	←	Jordanie (99)	85	98	92
←	Côte d'Ivoire (74)	24	81	53	→	Kazakhstan (99)	97	96	97
	Croatie (100)	99	99	99		Kenya (71)	42	57	50
	Cuba (99)	98	91	95	→	Kirghizistan (98)	93	89	91
	Danemark (100)	100	100	100	←	Kiribati (89)	33		33
←	Djibouti (90)	67	92	80		Lesotho (72)	36	78	57
→	Dominique (96)		97	97		Lettonie (99)	78	99	89
←	Égypte (89)	66	98	82	→	Liban (96)		100	100

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS		POPULATION AYANT ACCÈS A L'ASSAINISSEMENT (%)		POPULATION AYANT ACCÈS AUX SOURCES D'EAU AMÉLIORÉE (%)		Valeur		Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS		POPULATION AYANT ACCÈS A L'ASSAINISSEMENT (%)		POPULATION AYANT ACCÈS AUX SOURCES D'EAU AMÉLIORÉE (%)		Valeur	
	(Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)									(Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)							
→	Libéria (61)			64		64		64		République dominicaine (87)	79	→	95		87		
	Libye (99)		97		71		84		→	République pop. dém. de Corée (87)			100		100		
	Luxembourg (100)		100		100		100			République tchèque (99)	99	→	100		100		
←	Macédoine (—)		89		100		95		←	République-Unie de Tanzanie (73)	33	←	55		44		
←	Madagascar (59)		12	←	47		30		←	Roumanie (98)	72		88		80		
	Malaisie (97)		94		99		97			Royaume-Uni (99)			100		100		
	Malawi (62)		60	←	76		68		←	Rwanda (53)	23	←	65		44		
	Maldives (91)		59		83		71		→	Sainte-Lucie (98)			98		98		
	Mali (67)		45	←	60		53			Saint-Kitts-et-Nevis (95)	96	→	99		98		
	Malte (99)				100		100		←	Samoa (97)			88		88		
	Maroc (81)		72	←	83		78			Samoa américaine (—)	100				100		
	Maurice (99)		94		100		97			Sao Tomé-et-Principe (83)	24	←	86		55		
←	Mauritanie (68)		24	←	60		42		←	Sénégal (68)	28	←	77		53		
→	Mexique (95)		81	→	95		88		←	Serbie (—)	92		99		96		
←	Micronésie (—)		25	←	94		60			Seychelles (99)			88		88		
	Monaco (—)				100		100		←	Sierra Leone (59)	11	←	53		32		
←	Mongolie (93)		50	←	72		61			Singapour (100)			100		100		
←	Monténégro (—)		91		98		95			Slovaquie (99)	100	→	100		100		
	Montserrat (—)				100		100		←	Somalie (48)	23	←	29		26		
←	Mozambique (66)		31	←	42		37		→	Soudan (70)	35	→	70		53		
→	Namibie (89)		35	→	93		64			Sri Lanka (96)	86	←	82		84		
←	Népal (58)		27	←	89		58			Suède (100)	100		100		100		
	Nicaragua (70)		48	→	79		64			Suisse (99)	100		100		100		
←	Niger (55)		7	←	42		25		←	Suriname (82)	82	←	92		87		
←	Nigéria (66)		30	←	47		39		→	Swaziland (80)	50	→	60		55		
	Niue (94)		100		100		100		→	Tadjikistan (89)	92	→	67		80		
	Norvège (100)				100		100			Tchad (44)	9		48		29		
	Nouvelle-Zélande (97)				97		97		←	Thaïlande (96)	96	←	98		97		
←	Oman (98)				82		82		→	Timor-Leste (53)	41	→	62		52		
←	Ouganda (59)		33	←	64		49		←	Togo (68)	12	←	59		36		
→	Ouzbékistan (93)		96	→	88		92		→	Tokélaou (—)			88		88		
	Pakistan (71)		58	←	90		74			Tonga (96)	96		100		98		
←	Palaos (96)		67	←	89		78		←	Trinité-et-Tobago (95)	92	←	94		93		
	Panama (93)		74	→	92		83			Tunisie (95)	85		94		90		
→	Papouasie-Nouvelle-Guinée (62)		45	→	40		43		→	Turkménistan (88)			72		72		
←	Paraguay (95)		70	←	77		74		→	Turks-et-Caïcos (—)			100		100		
	Pays-Bas (100)		100		100		100			Turquie (92)	88		97		93		
→	Pérou (88)		72	→	84		78			Tuvalu (89)	89	←	93		91		
→	Philippines (78)		78	→	93		86		←	Ukraine (98)	93	←	97		95		
→	Polynésie française (—)				100		100			Uruguay (98)	100		100		100		
	Portugal (99)		99		99		99		→	Vanuatu (87)			60		60		
	Qatar (95)		100		100		100		→	Venezuela (93)			83		83		
→	République arabe syrienne (95)		92	→	89		91		→	Viet Nam (93)	65	→	92		79		
→	République centrafricaine (65)		31	→	66		49		→	Wallis-et-Futuna (—)			100		100		
	République de Corée (100)				92		92		→	Yémen (59)	46	→	66		56		
→	République de Moldavie (—)		79	→	90		85		←	Zambie (71)	52	←	58		55		
→	République dém. du Congo (75)		31	→	46		39		←	Zimbabwe (77)	46	←	81		64		
→	République dém. pop. lao (58)		48	→	60		54										

REMARQUE :

1. **Évolution** : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à rééchelonner les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : *inférieur à -5* : avancée significative ; *entre -5 et -1* : légère avancée ; *entre -1 et 1* : stagnante ; *entre 1 et 5* : recul ; *supérieur à 5* : recul important.

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : $(\text{valeur 2009} - \text{valeur 2008} / \text{valeur 2008}) * 100$

2. **Valeur atteinte par l'Indice** : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. **Évolution stagnante** : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent

au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCE : UNICEF (www.unicef.org/sowc09).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Population ayant accès à l'assainissement (%) : Pourcentage de la population totale qui a accès aux moyens sanitaires d'élimination des excréments humains, dans le foyer ou à une distance raisonnable de celui-ci. Les installations améliorées vont des simples latrines aux WC. Pour être efficaces, les installations doivent être correctement construites et entretenues.

Population ayant accès aux sources d'eau améliorée (%) : Pourcentage de la population ayant un accès amélioré à n'importe quel type de sources d'eau potable cités après : connexions dans la demeure, sources publiques, puits perforés, puits creusés protégés, sources naturelles protégées et réservoirs d'eau de pluie. L'accès amélioré se définit comme la disponibilité d'au moins 20 litres par jour et par personne d'une source située à un kilomètre maximum du domicile.

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Le fossé se creuse

Suivant l'OMS, en 2000, 1,1 milliard de personnes (17 % de la population mondiale) manquaient d'approvisionnement amélioré en eau potable. Presque les deux tiers vivent en Asie. En Afrique sub-saharienne, quatre personnes sur dix manquent d'approvisionnement amélioré en eau potable. Pour ce qui est des services améliorés d'assainissement, en 2002, 2,6 milliards de personnes n'en avaient pas, presque 1,5 milliard d'entre elles habitant en Chine et en Inde. En Afrique sub-saharienne, seulement 36 % des personnes disposaient de ces services. Ces carences sont liées à des maladies telles que la diarrhée et le paludisme, l'acariase, la tricuriasi et l'ankylostomiase¹ et l'hépatite A.

Mais cela montre également l'existence de ressources hydriques polluées par de l'arsenic et du fluorure. Tout ceci amène à redoubler d'efforts ciblés afin de détecter des sources alternatives de provision d'eau et/ou pour la mise en œuvre de processus et de technologies permettant son extraction et garantissant une consommation saine².

En bref, voilà les véritables dimensions garantissant le développement durable, qui tient compte des conditions de base de l'existence et de la santé. Et non seulement s'agissant de la conservation de la vie, qui est en soi une fin suffisante et urgente, mais aussi parce qu'il s'agit du degré affectant les capacités individuelles et les conditions d'existence : comme dans le cas de la malnutrition, la pollution de l'eau implique des altérations et des diminutions des capacités physiques et cognitives pour d'importants secteurs de la population.

Dans l'ensemble, le manque d'eau et d'assainissement n'affectent plus toutes les régions du monde. Ni en Europe ni en Amérique du Nord il n'y a eu de pays placés au-dessous de la moyenne mondiale. En fait, l'énorme majorité de ces pays a occupé une meilleure situation relative. Par contre, en Afrique Sub-saharienne et en Asie méridionale, 9 pays sur 10 sont placés au-dessous de la moyenne mondiale.

L'Asie Orientale et le Pacifique, l'Amérique Latine et les Caraïbes, le Moyen Orient et l'Afrique du Nord et l'Asie Centrale ont montré un comportement similaire. Tout d'abord, ces pays ont eu tendance à se placer majoritairement au-dessus de la moyenne mondiale (63,9 %, 81,6 %, 83,3 % et 88,9 %, respectivement). De plus certains pays ont réussi à se placer dans la meilleure situation relative : 36,8 % en Amérique Latine et les Caraïbes, 27,8 % au Moyen Orient et en Afrique du Nord, 22,2 % en Asie Orientale et Pacifique, et 21,7 % en Asie Centrale.

1 Il y a presque 2 millions de morts à cause des maladies diarrhéiques – y compris le choléra – 1,3 million de morts à cause du paludisme (dans les deux cas, 90 % sont des enfants de moins de cinq ans) et 133 millions qui souffrent des helminthiases intestinales aux conséquences graves, provoquant 9.400 morts par an (source : "Eau, assainissement et santé", OMS. Disponible sur : <www.who.int/water_sanitation_health/publications/facts2004/es/index.html>).

2 Les principales stratégies d'atténuation consistent à exploiter l'eau des profondeurs marines, à utiliser l'eau douce, à construire des réservoirs et à en extraire les composants nuisibles (source : "Eau, assainissement et santé", OMS).

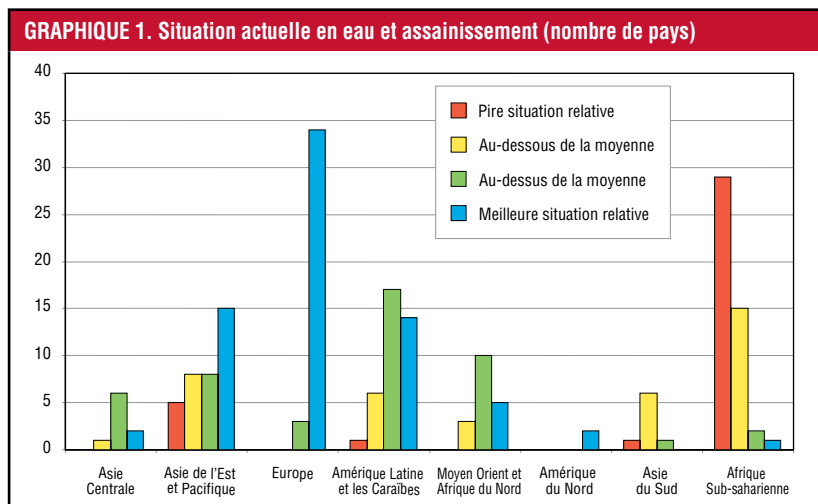


TABLEAU 1. Situation actuelle suivant l'évolution de la couverture en eau et en assainissement (nombre de pays)

	←	↔	↔	→	→	Total
Pire situation	18	5	5	4	4	36
Au-dessous de la moyenne	7	9	11	5	7	39
Au-dessus de la moyenne	4	9	12	11	11	47
Meilleure situation	1	6	48	10	7	72
Total général	30	29	76	30	29	194

TABLEAU 2. Moyennes par indicateur des pays dans la pire et dans la meilleure situation en couverture d'eau et d'assainissement

		Population ayant accès à l'assainissement (% et nombre de pays)	Population ayant accès à des sources d'eau améliorées (% et nombre de pays)
Pire situation relative	Moyenne	24,7	53,0
	Nombre de pays	39	33
Meilleure situation relative	Moyenne	97,5	99,1
	Nombre de pays	55	75
Total	Moyenne	67,3	84,9
	Nombre de pays	156	193

Situations particulières

Les quatre pays placés en pire situation sont le Niger, l'Éthiopie, l'Erythrée et le Ghana – pas nécessairement du fait de la place qu'ils occupent quant à l'Indice Eau et Assainissement, mais en raison des valeurs relatives de chacun de leurs indicateurs et de leur évolution récente. Il s'agit de pays ayant montré des reculs sévères (Niger, Erythrée et Ghana) ou un léger recul (Éthiopie). Certains parmi eux ont eu une évolution démographique vertigineuse : Le Niger est passé de 7,7 millions d'habitants en 1990 à 10,1 millions en 2000 et à 14,2 millions en 2007, l'Éthiopie de 53,5 millions en 1994 à 73,9 millions en 2000 et à 83,5 millions en 2008 et le Ghana est passé de 17 millions en 1995 à 18,4 millions en 2005 et à 23,5 millions en 2007 (l'Erythrée à 4,9 millions d'habitants mais il n'y a pas de données sur l'évolution de la population)³.

Au-delà des similitudes déjà signalées, il faut distinguer deux situations différentes. Le Niger et l'Éthiopie montrent, entre 2008 et 2009, une chute sensible de la proportion de la population ayant accès à l'assainissement (de 13 % à 7 % et de 13 % à 11 %, respectivement) Dans les deux cas, et à partir de conditions déjà alarmantes, seulement 42 % de la population peut accéder, à ce jour, à l'eau issue de sources améliorées. Il s'agit de pays notamment agricoles, ayant une espérance de vie de 56 et de 52 ans, et une population rurale de 83 % et 84 % respectivement.

L'Erythrée et le Ghana sont des cas quelque peu différents. Il s'agit également de pays nettement agricoles, mais possédant des gisements de minéraux (notamment le Ghana avec des gisements d'or, de diamants et de manganèse). Ils ont tous les deux une espérance de vie plus élevée (de 57 et 60 ans respectivement) et leur population rurale est moins nombreuse, notamment au Ghana. Dans ces deux pays, la majorité de la population peut accéder à des sources d'eau améliorées (60 % en Erythrée et 80 % au Ghana). ■

3 Information statistique publiée par l'UNESCO, Institute for Statistics (UIS) sur : <stats.uis.unesco.org/unesco/TableViewer>.

Amélioration inégale

Références

SITUATION ACTUELLE
(dernière donnée disponible)

- Meilleure situation
- Au-dessus de la moyenne
- Au-dessous de la moyenne
- Pire situation

ÉVOLUTION RÉCENTE
(Entre la donnée disponible
et la précédente)

- Avancée significative
- Légère avancée
- || Stagnante
- ← Recul
- ← Recul important

Tableau complet sur : www.socialwatch.org/statistics2009

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	TUBERCULOSE (cas sur 100.000 personnes)	PERSONNES ATTEINTES DE VIH/SIDA (15-49 ans, %)	MORTALITÉ CHEZ LES ENFANTS (cas sur 1.000 nés vivants)	MORTALITÉ CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (sur 1.000 nés vivants)	Valeur
←	Afghanistan (46)	168,3 →		165	254 →	196
←	Afrique du Sud (89)	948,2 →	18,1 ←	46 →	69	270
→	Albanie (96)	16,9 →		13 →	16 →	15
→	Algérie (96)	56,6 →	0,1 ←	33	34 →	31
←	Allemagne (99)	5,9 ←	0,1 ←	4	4	4
←	Andorre (93)	18,9 ←		3	3	8
←	Angola (58)	286,5 →	2,1 →	116 →	243 →	162
→	Antigua-et-Barbuda (94)	5,5 →		10	10 →	9
→	Antilles néerlandaises (—)	7,5 →				8
→	Arabie saoudite (95)	46,3 →		20 →	23 →	30
→	Argentine (98)	30,8 →	0,5 ←	15 ←	15 →	15
→	Arménie (99)	72,3 →	0,1 →	22 →	21 →	29
→	Australie (99)	6,2 →	0,2 ←	5 →	5 →	4
←	Autriche (99)	12,4 ←	0,2 ←	4	4 →	5
→	Azerbaïdjan (96)	77,1 →	0,2 ←	34 →	84 →	49
←	Bahamas (99)	44,2 ←	3 ←	12 →	12 →	18
→	Bahreïn (99)	40,5 →		9	11 ←	20
→	Bangladesh (56)	222,5 →		47 →	65 →	112
→	Barbade (98)	3,6 →	1,2 →	11	12	7
→	Bélarus (100)	61 →	0,2 →	12	7 →	20
←	Belgique (98)	11,8 ←	0,2 ←	4	5 ←	5
→	Belize (92)	40 →	2,1	22 ←	14 →	20
→	Bénin (77)	90,9 →	1,2 →	78 →	149	80
→	Bermudes (—)	3,7 →				4
←	Bhoutan (79)	246 ←	0,1 ←	56 →	65 →	92
=	Birmanie/Myanmar(73)	170,9 →	0,7 →	74	104	87
→	Bolivie (79)	154,6 →	0,2 ←	48 →	60 →	66
→	Bosnie-Herzégovine (98)	51,1 →	0,1 ←	13	12 →	19
←	Botswana (90)	731,4 ←	23,9 →	33 →	119 →	227
→	Brésil (90)	48 →	0,6 ←	20 ←	18 →	22
→	Brunei Darussalam (99)	59 →		8	8 →	25
←	Bulgarie (97)	38,8 →		10 →	12 →	20
→	Burkina Faso (71)	226,2 →	1,6 →	104 →	203	134
→	Burundi (61)	367 →	2 →	108	175 →	163
→	Cambodge (66)	495,1 →	0,8 →	70 ←	75 →	160
→	Cameroun (77)	191,7 →	5,1 →	87	142 →	106
←	Canada (98)	5,1 ←	0,4 ←	5	5 →	4
→	Cap-Vert (93)	150,5 →		24 →	32 →	69
→	Chili (99)	12,3 →	0,3 ←	8	8 →	7
→	Chine (94)	98,3 →	0,1 ←	19 →	27 ←	36
→	Chypre (100)	4,9 →		3	3 →	4
←	Cisjordanie et Gaza (—)	19,9 →		24 ←		22
→	Colombie (94)	35,4 →	0,6 ←	17	17 →	18
→	Comores (79)	42 →	0,1 →	49 →	63 →	39
→	Congo (76)	403,1 →	3,5 →	79	121 →	152
→	Costa Rica (93)	11 →	0,4 ←	10 →	11 →	8
→	Côte d'Ivoire (74)	420,5 →	3,9 →	89 →	106 →	155
→	Croatie (100)	40,3 →	0,1 ←	5	6	13

SOURCES :
Tuberculose : Banque Mondiale
(www.worldbank.org)
Personnes ayant VIH/SIDA :
Banque Mondiale (www.worldbank.org)

Mortalité chez les enfants : UNICEF
(www.unicef.org/sowc09)
Mortalité chez les moins de 5 ans :
UNICEF (www.unicef.org/sowc09)

Pour information plus détaillée
sur les années de référence
des données voir tableaux complets sur :
www.socialwatch.org/statistics2009

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	TUBERCULOSE (cas sur 100.000 personnes)	PERSONNES ATTEINTES DE VIH/SIDA (15-49 ans, %)		MORTALITÉ CHEZ LES ENFANTS (cas sur 1.000 nés vivants)		MORTALITÉ CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (sur 1.000 nés vivants)		Valeur	
→	Cuba (99)	6,4	→	0,1	←	5		6	→	4
←	Danemark (100)	8,1	←	0,2	←	4		4	→	4
→	Djibouti (90)	812,5	→	3,1	→	84	→	112	→	253
→	Dominique (96)	13,3	→			9	→	14	→	12
←	Égypte (89)	21	→			30	→	33	→	28
→	El Salvador (80)	39,6	→	0,8	→	21	→	23	→	21
→	Émirats arabes unis (100)	15,8	→			7	→	7	→	10
→	Équateur (86)	101,3	→	0,3	←	20	→	21	→	36
→	Érythrée (60)	95,4	→	1,3	→	46	→	68	→	53
←	Espagne (100)	29,6	←	0,5	←	4		4		10
→	Estonie (99)	38,1	→	1,3	←	4	→	4	→	12
←	États-Unis d'Amérique (98)	4,2	←	0,6	←	7	←	7	→	5
→	Éthiopie (53)	378,2	→	2,1	→	75	→	113	→	142
→	Fédération de Russie (99)	110,4	→	1,1	←	13	→	13	→	34
→	Fidji (93)	20,7	→	0,1	→	16		17	→	13
←	Finlande (100)	5,9	←	0,1	←	3		3	→	3
←	France (99)	13,9	←	0,4	←	4		4		6
→	Gabon (82)	406,4	→	5,9	→	60		80	→	138
→	Gambie (73)	258,4	→	0,9	→	82	→	106	→	112
→	Géorgie (96)	84,3		0,1	→	27	→	31	→	36
→	Ghana (76)	202,9	→	1,9	→	73	→	118	→	99
←	Grèce (99)	17,8	←	0,2	←	4		4		7
→	Grenade (92)	4,2	→	0,4		15	→	16	→	9
	Guam (—)	34								34
→	Guatemala (68)	63,5	→	0,8	→	29	→	41		34
→	Guinée (68)	287,4	→	1,6	←	93	→	161		136
→	Guinée équatoriale (58)	255,9	→	3,4	←	124		206		147
→	Guinée-Bissau (60)	219,9	→	1,8	→	118		200		135
→	Guyana (84)	121,8	→	2,5	←	45	→	62		58
→	Haïti (—)	305,6	→	2,2	→	57	→	80		111
→	Honduras (82)	59,4	→	0,7	→	20	→	27		27
	Hong Kong (—)	61,9								62
→	Hongrie (99)	16,7	→	0,1	←	6		7		7
→	Îles Caïmans (—)	3,7								4
→	Îles Cook (98)					16				16
	Îles Mariana du Nord (—)	58,3								58
←	Îles Marshall (93)	215,2	←			49	→	56		107
→	Îles Salomon (—)	127,8	→			53	→			90
	Îles Vierges (EU)(—)	10,1								10
→	Inde (68)	167,8	→	0,3	→	54	→	76		75
→	Indonésie (85)	228	→	0,2	←	25	→	34		72
→	Iran (95)	21,7	→	0,2	←	29	→	35	→	21
→	Iraq (88)	56	→			36	→	47	→	46
←	Irlande (100)	13,2	←	0,2	←	4		4	→	5
←	Islande (98)	3,6	←	0,2	→	2		3		2
→	Israël (100)	7,5	←	0,1		4		5		4
←	Italie (100)	7,4	←	0,4	←	3	→	4		4
=	Jamaïque (94)	6,5	→	1,6	←	26		32	→	17
←	Japon (100)	21,1	→			3		4		9
←	Jordanie (99)	7,4	←			21		25		18
→	Kazakhstan (99)	129	→	0,1	→	28	←	29		47
←	Kenya (71)	352,6	←			80	→	121		185
→	Kirghizistan (98)	121,3	→	0,1	→	34	→	41		49
→	Kiribati (89)	365,1	→			46	→	64		158
→	Koweït (100)	23,6	→			9		11		15
←	Lesotho (72)	636,6	←	23,2	→	68	→	132		215
→	Lettonie (99)	53	→	0,8	←	7	→	9		17
←	Liban (96)	18,6	←	0,1	→	26		31	→	19
→	Libéria (61)	277,1	→	1,7		93	→	235		152

SOURCES :
Tuberculose : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Personnes ayant VIH/SIDA : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Mortalité chez les enfants : UNICEF (www.unicef.org/sowc09).
Mortalité chez les moins de 5 ans : UNICEF (www.unicef.org/sowc09).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics/2099.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	TUBERCULOSE (cas sur 100.000 personnes)	PERSONNES ATTEINTES DE VIH/SIDA (15-49 ans, %)	MORTALITÉ CHEZ LES ENFANTS (cas sur 1.000 nés vivants)	MORTALITÉ CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (sur 1.000 nés vivants)	Valeur
→	Libye (99)	17,2 →		17	18	17
→	Liechtenstein (—)			2		2
←	Lituanie (99)	68 ←	0,1 →	7	9	21
	Luxembourg (100)	12,2 ←	0,2 →	2	4	5
	Macao (—)	62,6				63
→	Macédoine (—)	29,3 →	0,1 ←	15		15
→	Madagascar (59)	250,8 →	0,1 →	70	115	109
→	Malaisie (97)	103,3 →	0,5 ←	10	12	31
←	Malawi (62)	345,7 ←	11,9 →	71	120	137
→	Maldives (91)	46,9 →		26	30	34
→	Mali (67)	318,9 →	1,5 →	117	217	164
→	Malte (99)	6 ←	0,1 →	4	6	4
←	Maroc (81)	91,6 ←	0,1 ←	32	37	40
→	Maurice (99)	22,4 →	1,8 ←	13	15	13
→	Mauritanie (68)	317,7 →	0,8 ←	75	125	130
→	Mexique (95)	20 →	0,3 ←	29	35	21
→	Micronésie (—)	97,1 →		33	41	57
←	Monaco (—)	2,3 ←		3	4	3
←	Mongolie (93)	205,4 ←	0,1 ←	35	42	71
→	Monténégro (—)	32,4 →		9	10	17
→	Mozambique (66)	431,3 →	12,5 →	115	138	174
←	Namibie (89)	766,8 ←	15,3 →	47	61	223
→	Nauru (76)			25	30	28
→	Népal (58)	173 →	0,5 ←	43	59	69
→	Nicaragua (70)	48,7 →	0,2 →	28	36	28
→	Niger (55)	17,3 →	0,8 →	83	253	89
→	Nigéria (66)	310,7 →	3,1 →	97	191	150
→	Niue (94)				42	42
←	Norvège (100)	5,5 ←	0,1 ←	3	4	3
→	Nouvelle-Calédonie (—)	21,6				22
→	Nouvelle-Zélande (97)	7,1 →	0,1 ←	5	6	5
→	Oman (98)	12,8 →		11	11	12
→	Ouganda (59)	329,6 →	5,4 →	82	134	138
→	Ouzbékistan (93)	112,6 →	0,1 →	36	44	48
→	Pakistan (71)	181,3 →	0,1 ←	73	97	88
←	Palaos (96)	60,2 ←		9	11	27
←	Panama (93)	47,4 ←	1 ←	18	23	22
→	Papouasie-Nouvelle-Guinée (62)	249,5 →	1,5 →	50	73	94
→	Paraguay (95)	58,3 →	0,6 ←	24	22	26
←	Pays-Bas (100)	7,5 ←	0,2 ←	4	5	4
→	Pérou (88)	125,9 →	0,5 →	17	25	42
→	Philippines (78)	290 →		23	26	113
→	Pologne (99)	25,2 →	0,1 ←	6	7	10
	Polynésie française (—)	27,1				27
	Porto Rico (—)	4				4
←	Portugal (99)	29,6 ←	0,5 ←	3	4	9
→	Qatar (95)	69,9 →		12	11	31
←	République arabe syrienne (95)	23,6 ←		15	13	17
→	République centrafricaine (65)	345,1 →	6,3 →	113	174	160
→	République de Corée (100)	89,6 →	0,1 ←	4		31
←	République de Moldavie (—)	141	0,4 →	16		52
→	République dém. du Congo (75)	391,7 →		108	193	231
→	République dém. populaire lao (58)	151,1 →	0,2 ←	56	75	71
→	République dominicaine (87)	69,3 →	1,1 ←	31	29	33
←	République pop. dém. de Corée (87)	344,4 ←		42	53	146
←	République tchèque (99)	8,8 →		3	4	5
→	République-Unie de Tanzanie (73)	297,4 →	6,2 →	73	118	124
→	Roumanie (98)	114,9 →	0,1 ←	13	16	36
←	Royaume-Uni (99)	15,3 ←	0,2 ←	5	6	7

SOURCES :
Tuberculose : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Personnes ayant VIH/SIDA : Banque Mondiale (www.worldbank.org).

Mortalité chez les enfants : UNICEF (www.unicef.org/sowcio99).
Mortalité chez les moins de 5 ans : UNICEF (www.unicef.org/sowcio99).

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	TUBERCULOSE (cas sur 100.000 personnes)	PERSONNES ATTEINTES DE VIH/SIDA (15-49 ans, %)	MORTALITÉ CHEZ LES ENFANTS (cas sur 1.000 nés vivants)	MORTALITÉ CHEZ LES MOINS DE 5 ANS (sur 1.000 nés vivants)	Valeur	
→	Rwanda (53)	397 →	2,8 →	109 ←	160 =	167	SOURCES : Tuberculose : Banque Mondiale (www.worldbank.org). Personnes ayant VIH/SIDA : Banque Mondiale (www.worldbank.org). Mortalité chez les enfants : UNICEF (www.unicef.org/sowc09). Mortalité chez les moins de 5 ans : UNICEF (www.unicef.org/sowc09). Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009.
→	Sainte-Lucie (98)	14,3 →	0,6 →	14 ←	14 =	11	
→	Saint-Kitts-et-Nevis (95)	9,3 →		16 →	19 =	15	
←	Saint-Marin (—)	6,2 ←		4 ←	3 =	4	
→	Saint-Vincent-et- les Grenadines (95)	24,7 →		17 =	20 =	21	
→	Samoa (97)	18,8 →		22 →	28 =	23	
	Samoa américaine (—)	5				5	
→	Sao Tomé-et-Principe (83)	101,1 →		64 ←	96 =	87	
→	Sénégal (68)	271,5 →	1 ←	59 →	116 =	112	
→	Serbie (—)	32,4 →	0,1	7 =	8 =	12	
→	Seychelles (99)	32,4 →		12 =	13 =	19	
→	Sierra Leone (59)	573,9 →	1,7 ←	155 →	269 =	250	
←	Singapour (100)	26,5 ←	0,2 ←	2 =	3 =	8	
→	Slovaquie (99)	16,6 →	0,1 ←	7 =	7 →	8	
→	Slovénie (99)	12,9 →	0,1 ←	3 =	4 =	5	
→	Somalie (48)	248,7 →	0,5 →	88 →	145 =	121	
→	Soudan (70)	243,3 →	1,4 →	69 ←	89 =	101	
←	Sri Lanka (96)	60,5 →		17 ←	13 =	30	
←	Suède (100)	6 ←	0,1 →	3 =	4 ←	3	
←	Suisse (99)	6,1 ←	0,6 ←	4 =	5 =	4	
←	Suriname (82)	116,3 ←	2,4 ←	27 →	39 =	46	
←	Swaziland (80)	1198 ←	26,1 →	66 →	164 =	364	
→	Tadjikistan (89)	230,7 →	0,3 →	57 ←	68 =	89	
→	Tchad (44)	298,7 →	3,5 ←	124 =	204 →	158	
→	Thaïlande (96)	142,3 →	1,4 ←	6 →	8 =	39	
→	Timor-Leste (53)	322 →		77 ←	55 =	151	
→	Togo (68)	429,2 →	3,3 ←	65 →	107 =	151	
→	Tonga (96)	24 →		19 →	24 =	22	
→	Trinité-et-Tobago (95)	11,2 ←	1,5 →	31 →	38 =	20	
→	Tunisie (95)	26 →	0,1 →	18 →	23 =	17	
→	Turkménistan (88)	68,5 →	0,1 ←	45 =	51 =	41	
→	Turquie (92)	29,6 →		21 →	26 =	26	
→	Tuvalu (89)			30 →	38 =	34	
→	Ukraine (98)	101,5 →	1,6 ←	20 =	24 =	37	
→	Uruguay (98)	22,3 →	0,6 ←	12 ←	15 ←	12	
←	Vanuatu (87)	77,1 ←		28 →	36 =	47	
←	Venezuela (93)	33,6 →		17 →	21 =	24	
→	Viet Nam (93)	171,2 →	0,5 ←	13 →	17 =	50	
→	Yémen (59)	76,5 →		55 →	100 =	77	
→	Zambie (71)	506,1 →	15,2 →	103 =	182 =	202	
←	Zimbabwe (77)	782,1 ←	15,3 →	59 →	85 →	235	

REMARQUE :

1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à rééchelonner les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : *inférieur à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.*

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : $(\text{valeur 2009} - \text{valeur 2008} / \text{valeur 2008}) * 100$

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent

au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Tuberculose (cas sur 100.000 personnes) : Cas de tuberculose notifiés à l'OMS, sur 100.000 personnes. Est considéré comme cas de tuberculose tout patient atteint de tuberculose confirmée par un laboratoire bactériologique ou diagnostiquée par un médecin.

Personnes atteintes de VIH/SIDA (15-49 ans, %) : Pourcentage estimé d'adultes entre 15 et 49 ans qui sont atteints du VIH/SIDA.

Mortalité chez les enfants (sur 1.000 nés vivants) : Nombre d'enfants, sur 1.000 nés vivants, qui meurent avant d'avoir atteint leur première année.

Mortalité chez les moins de 5 ans (sur 1.000 nés vivants) : Nombre d'enfants, sur 1.000 nés vivants, qui meurent avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans.

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

Amélioration inégale

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) est l'autorité responsable de la direction et de la coordination de l'action sanitaire au sein du système des Nations Unies. Elle est chargée, parmi d'autres objectifs, de fixer des normes, de fournir un soutien technique aux pays et de surveiller les tendances en matière de santé mondiale. Dans son Rapport sur la santé dans le monde 2007, l'OMS souligne que « la sécurité sanitaire mondiale dépend, maintenant plus que jamais, de la coopération internationale et de la volonté de tous les pays d'agir efficacement pour faire face aux menaces nouvelles et émergentes »¹.

Depuis la conférence d'Alma-Ata, tenue en septembre 1978 en URSS, l'accent a été mis sur les soins de santé primaires (APS-Associations des professionnels de la santé). Ces dispositifs montrent, de plus en plus fermement, un instrument qui assure, en réponse aux défis sanitaires actuels, l'équité, la solidarité et la justice sociale, par le biais d'une meilleure qualité sanitaire pour tous². La mise en œuvre d'un système d'APS exige une organisation sanitaire nationale stable et des politiques publiques focalisées sur le développement et la durabilité, de sorte que la mesure du niveau ou la proportionnalité de certaines maladies ou des taux de mortalité spécifiques permettent de faire de bonnes évaluations, non seulement vis-à-vis de l'état sanitaire d'un pays et des besoins de support international, mais aussi des priorités et des modèles de développement sanitaire qui y sont en vigueur.

Pour cette raison, Social Watch a sélectionné, parmi un grand éventail d'indicateurs disponibles, trois indicateurs de maladies liés au manque de stratégies préventives et d'une éducation sanitaire appropriée, deux d'entre eux tenant compte de la mortalité dans des situations de haute vulnérabilité face à une prise en charge et à une prévention de la santé déficientes : la mortalité infantile et la mortalité des moins de 5 ans.

L'évolution globale

Dans l'ensemble, la situation s'est améliorée. Si l'on estime qu'aujourd'hui 2 % de la population mondiale de 15 à 49 ans est atteinte du VIH-SIDA, cela veut dire qu'aucun changement ne s'est opéré (ce qui suppose un arrêt de sa tendance expansive). La mortalité infantile enregistre une chute de 9,6 % (entre 2008 et 2009, on est passé de 39 à 35,6 morts avant l'âge d'un an sur 1.000 enfants nés vivants), la mortalité chez les moins de 5 ans diminué aussi (on est passé

1 OMS. Le rapport sur la santé dans le monde 2007 – un avenir plus sûr. Protection de la santé publique mondiale au XXI^e siècle. Disponible sur : <www.who.int/whr/2007/es/>.

2 Rapport de la conférence internationale sur les soins de santé primaires, Alma-Ata. Organisation Mondiale de la Santé, Conférence internationale sur les soins de santé primaires, URSS, du 6 au 12 septembre 1978 : <www.who.int/whr/2008/overview/es/index.html>.

GRAPHIQUE 1. Situation actuelle de la santé suivant les régions (nombre de pays)

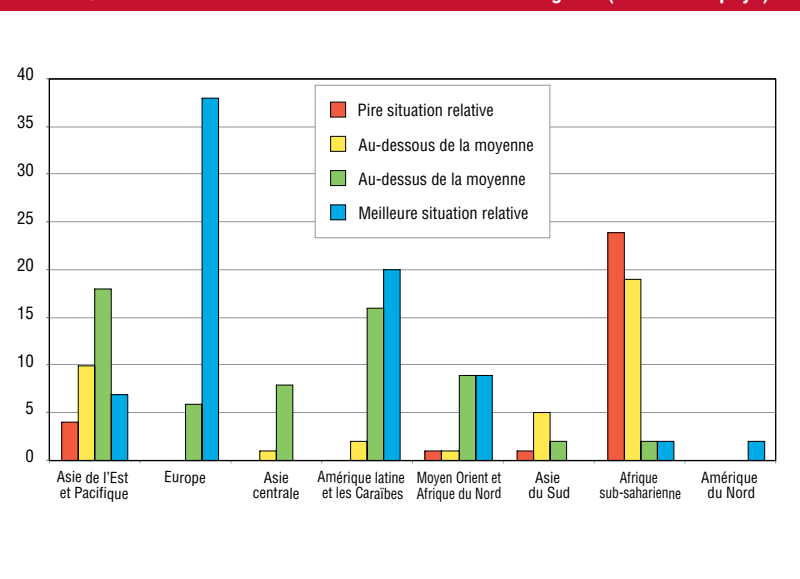


TABLEAU 1. Situation actuelle d'après l'évolution en matière de santé (nombre de pays)

	←	↶		→	↷	Total
Pire situation	7	1			22	30
Au-dessous de la moyenne	3	1	1		31	36
Au-dessus de la moyenne	10	2		3	42	57
Meilleure situation	21	8	2	6	35	72
Total général	41	12	3	9	130	195

TABLEAU 2. Moyennes par indicateur des pays dans la pire et la meilleure situation en matière de santé

		Tuberculose (sur 100.000 personnes)	Individus avec VIH/SIDA (15-49 ans, %)	Mortalité infantile (sur 1.000 nés vivants)	Mortalité chez les moins de 5 ans (sur 1.000 nés vivants)
Pire situation relative	Moyenne	561,5	17,9	102,5	188,5
	Nombre de pays	21	9	28	24
Meilleure situation relative	Moyenne	15,9	0,0	6,7	8,3
	Nombre de pays	85	73	70	75
Total	Moyenne	136,5	2,1	35,6	54,3
	Nombre de pays	202	141	194	188

de 56 à 54,3 morts sur 1.000 enfants nés vivants. Ceci représente une évolution de -3,1 %), et d'après les données en 2009, les cas de tuberculose sont passés de 199 à 136,5 cas déclarés auprès de l'OMS sur 100.000 (soit, une réduction de 45,8 % en comparaison avec l'information disponible en 2008).

Or, en analysant la performance de ces indicateurs parmi les pays ayant une meilleure ou pire situation relative, il existe des différences dont l'entité représente un des éléments principaux de réflexion à partir des données recensées en 2009 (Tableau 2).

En effet, dans les pays ayant une meilleure situation relative, l'évolution est favorable pour tous les indicateurs (variation entre la valeur de l'indicateur en 2008 et 2009 : Tuberculose = -157,9 % ; VIH/SIDA varie de 0,3 % à 0,0 % ; Mortalité Infantile =

-79,1 % ; et, Mortalité à 5 ans = -68,7 %). Par contre, parmi les pays ayant une pire situation relative, on vérifie de très légères améliorations mais uniquement par rapport à la tuberculose et à la mortalité infantile (variation de la valeur de l'indicateur : Tuberculose = -0,6 % ; et, Mortalité Infantile = -5,4 %). En revanche, il y a des réductions significatives par rapport, notamment, à l'expansion du VIH/SIDA, mais aussi en matière de mortalité des enfants de moins de 5 ans (variation de la valeur de l'indicateur : VIH/SIDA = 49,7 % ; et, Mortalité à 5 ans = 7,7 %).

En ce qui concerne l'évolution relative des différents pays, les disparités signalées, et la régression enregistrée dans certains indicateurs et pour certains pays, expliquent le comportement inégal et polarisé enregistré parmi les données de 2008 et 2009 (Tableau 1). ■

Une question de vie ou de mort

Références

SITUATION ACTUELLE
(dernière donnée disponible)

- Meilleure situation
- Au-dessus de la moyenne
- Au-dessous de la moyenne
- Pire situation

ÉVOLUTION RÉCENTE
(Entre la donnée disponible et la précédente)

- ➔ Avancée significative
- ➔ Légère avancée
- || Stagnante
- ➔ Recul
- ➔ Recul important

Tableau complet sur : www.socialwatch.org/statistics2009

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	FEMMES DE 15 À 49 ANS VUES PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ AU MOINS UNE FOIS PENDANT LA GROSSESSE (%)	ACCOUCHEMENTS ASSISTÉS PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ (%)	UTILISATION DE MÉTHODES CONTRAÇONCEPTIVES PARMI LES FEMMES VIVANT EN COUPLE DE 15 À 49 ANS (%)	Valeur
➔	Afghanistan (46)	52	14	33	33
➔	Afrique du Sud (89)	89	92	91	91
➔	Albanie (96)	81	100	91	91
➔	Algérie (96)	79	95	87	87
	Allemagne (99)		100	100	100
➔	Angola (58)		45	45	45
➔	Antigua-et-Barbuda (94)		100	100	100
➔	Arabie saoudite (95)		93	93	93
➔	Argentine (98)		99	99	99
➔	Arménie (99)	93,2	98	96	96
	Australie (99)		100	100	100
➔	Azerbaïdjan (96)	70	97	73	73
	Bahamas (99)		99	99	99
	Bahreïn (99)		99	99	99
➔	Bangladesh (56)	48,7	20	42	42
➔	Barbade (98)	89	100	95	95
➔	Bélarus (100)		100	100	100
	Belgique (98)		99	99	99
➔	Belize (92)		91	63	63
	Bénin (77)	88	74	60	60
➔	Bhoutan (79)		51	43	43
➔	Birmanie/Myanmar(73)		68	68	68
➔	Bolivie (79)	79,1	60,8	70	70
➔	Bosnie-Herzégovine (98)	99	100	100	100
➔	Botswana (90)	99	99	99	99
➔	Brésil (90)		97	97	97
	Brunei Darussalam (99)		100	100	100
➔	Bulgarie (97)		99	99	99
➔	Burkina Faso (71)	72,8	54	63	63
➔	Burundi (61)	93	34	64	64
➔	Cambodge (66)	69,3	43,8	57	57
➔	Cameroun (77)	83,3	63	73	73
	Canada (98)		100	100	100
➔	Cap-Vert (93)		89	89	89
➔	Chili (99)		100	79	79
➔	Chine (94)		98	91	91
	Chypre (100)		100	100	100
➔	Colombie (94)	93,5	96	95	95
➔	Comores (79)		62	62	62
➔	Congo (76)	86,8	83	63	63
➔	Costa Rica (93)		94	94	94

REMARQUE :
1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à relier les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : inférieur à -5 ; avancée significative : entre -5 et -1 ; légère avancée : entre -1 et 1 ; stagnante : entre 1 et 5 ; recul : supérieur à 5 ; recul important.

2. Valeur atteinte par l'indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.
3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCES :
Femmes de 15 à 49 ans vues par du personnel spécialisé au moins une fois pendant la grossesse (%) : OMS (www.who.int/dl0a/atlas).
Accouchements assistés par du personnel spécialisé (%) : OMS (www.who.int).
Utilisation de méthodes contraceptives parmi les femmes vivant en couple de 15 à 49 ans : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Définition des indicateurs à la fin du tableau.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	FEMMES DE 15 À 49 ANS VUES PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ AU MOINS UNE FOIS PENDANT LA GROSSESSE (%)	ACCOUCHEMENTS ASSISTÉS PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ (%)	UTILISATION DE MÉTHODES CONTRACEPTIVES PARMIS LES FEMMES VIVANT EN COUPLE DE 15 À 49 ANS (%)	Valeur
→	Côte d'Ivoire (74)	84	57		71
→	Croatie (100)		100		100
→	Cuba (99)		100	77,1 →	89
→	Djibouti (90)		93		93
→	Dominique (96)		99		99
→	Égypte (89)	71,3	74		73
→	El Salvador (80)		69		69
=	Émirats arabes unis (100)		100		100
←	Équateur (86)	56	80		68
→	Érythrée (60)	70,3	28		49
=	Estonie (99)		100		100
→	États-Unis d'Amérique (98)		100		100
→	Éthiopie (53)	28	6		17
→	Fédération de Russie (99)	96	100		98
→	Fidji (93)		99		99
=	Finlande (100)		100		100
→	France (99)		99		99
→	Gabon (82)	94	86		90
→	Gambie (73)	92	57		75
→	Géorgie (96)	91	92		92
→	Ghana (76)	91,9	50		71
→	Grenade (92)		100		100
→	Guatemala (68)	86	41		64
→	Guinée (68)	82,2	38		60
=	Guinée équatoriale (58)		63		63
→	Guinée-Bissau (60)	89	39		64
=	Guyana (84)	88	94	34,2 ←	72
→	Haïti (—)	84,5	26		55
=	Honduras (82)	91,7	67	65	75
=	Hongrie (99)		100		100
=	Îles Cook (98)		100		100
→	Îles Marshall (93)		95		95
→	Îles Salomon (—)		43		43
=	Inde (68)	65	47		56
→	Indonésie (85)	91,5	66	61,4 →	73
→	Iran (95)		97		97
→	Iraq (88)		89		89
=	Irlande (100)		100		100
→	Italie (100)		99		99
→	Jamaïque (94)		97		97
→	Japon (100)		100		100
=	Jordanie (99)	98,6	100	57,1 →	85
→	Kazakhstan (99)	82	100		91
→	Kenya (71)	88,1	42		65
→	Kirghizistan (98)	88	98		93
→	Kiribati (89)		90		90
→	Koweït (100)		100		100
→	Lesotho (72)	90,4	55		73
=	Lettonie (99)		100		100

REMARQUE :
1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à réajuster les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : inférieur à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.
Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : (valeur 2009-valeur 2008)/valeur 2008 * 100

2. Valeur atteinte par l'indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.
3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCES :
Femmes de 15 à 49 ans vues par du personnel spécialisé au moins une fois pendant la grossesse (%) : OMS (www.who.int/globalAtlas).
Accouchements assistés par du personnel spécialisé (%) : OMS (www.who.int).
Utilisation de méthodes contraceptives parmi les femmes vivant en couple de 15 à 49 ans : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Définition des indicateurs à la fin du tableau.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	FEMMES DE 15 À 49 ANS VUES PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ AU MOINS UNE FOIS PENDANT LA GROSSESSE (%)	ACCOUPEMENTS ASSISTÉS PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ (%)	UTILISATION DE MÉTHODES CONTRACEPTIVES PARMI LES FEMMES VIVANT EN COUPLE DE 15 À 49 ANS (%)	Valeur
→	Liban (96)		98		98
→	Libéria (61)		51		31
	Libye (99)		100		100
	Lituanie (99)		100		100
	Luxembourg (100)		100		100
→	Macédoine (—)		98		98
→	Madagascar (59)	79,9	45		62
	Malaisie (97)		100		100
→	Malawi (62)	93,1	54		74
→	Maldives (91)	98	84		91
	Mali (67)	53	41		34
	Malte (99)		100		100
→	Maroc (81)	67,8	63		65
→	Maurice (99)		99		99
→	Mauritanie (68)	63	53		58
→	Mexique (95)		94		94
→	Micronésie (—)		88		88
→	Mongolie (93)		99		99
	Monténégro (—)		99		99
→	Mozambique (66)	84,5	48		66
→	Namibie (89)	85	76		72
	Nauru (76)		100		100
←	Népal (58)	69,7	19		44
→	Nicaragua (70)	85	67		75
→	Niger (55)	46,1	18		32
→	Nigéria (66)	61	35		48
	Niue (94)		100		100
	Nouvelle-Zélande (97)		95		95
→	Oman (98)		98		98
→	Ouganda (59)	94,1	42		68
→	Ouzbékistan (93)		100		100
→	Pakistan (71)		54		42
→	Palaos (96)		100		100
	Panama (93)		91		91
→	Papouasie-Nouvelle-Guinée (62)		38		38
→	Paraguay (95)		100		100
→	Pays-Bas (100)		100		100
→	Pérou (88)	85	73		76
	Philippines (78)	87,6	60		66
	Pologne (99)		100		100
	Portugal (99)		100		100
→	Qatar (95)	62	100		81
→	République arabe syrienne (95)		93		93
→	République centrafricaine (65)		54		54
→	République de Corée (100)		100		100
→	République de Moldavie (—)	98	100		99
→	Rép. démocratique du congo (75)		61		61
	Rép. démocratique populaire lao (58)	44	19		32
→	République dominicaine (87)	98,3	96		89

REMARQUE :
1. Évolution : L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à réajuster les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : inférieur à -5 : avancée significative ; entre -5 et -1 : légère avancée ; entre -1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.
Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : (valeur 2009-valeur 2008)/valeur 2008 * 100.

2. Valeur atteinte par l'Indice : Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.
3. Évolution stagnante : Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la totalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCES :
Femmes de 15 à 49 ans vues par du personnel spécialisé au moins une fois pendant la grossesse (%) : OMS (www.who.int/GlobAbites).
Accouchements assistés par du personnel spécialisé (%) : OMS (www.who.int).
Utilisation de méthodes contraceptives parmi les femmes vivant en couple de 15 à 49 ans : Banque Mondiale (www.worldbank.org).
Définition des indicateurs à la fin du tableau.

Résumé : SITUATION ACTUELLE (couleur) ÉVOLUTION RÉCENTE (symbole)	PAYS (Valeur de l'Indice des Capacités Fondamentales, 0 à 100)	FEMMES DE 15 À 49 ANS VUES PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ AU MOINS UNE FOIS PENDANT LA GROSSESSE (%)	ACCOUACHEMENTS ASSISTÉS PAR DU PERSONNEL SPÉCIALISÉ (%)	UTILISATION DE MÉTHODES CONTRACEPTIVES PARMI LES FEMMES VIVANT EN COUPLE DE 15 À 49 ANS (%)	Valeur
→	Rép. populaire démocratique de Corée (87)	98	100	97	98
→	République tchèque (99)		100	100	100
→	République-Unie de Tanzanie (73)	94,3	46	46	70
→	Roumanie (98)	89	98	98	94
→	Royaume-Uni (99)		99	99	99
→	Rwanda (53)	94,3	28	28	61
=	Sainte-Lucie (98)		100	100	100
→	Saint-Kitts-et-Nevis (95)		100	100	100
→	Saint-Vincent-et- les Grenadines (95)		100	100	100
→	Samoa (97)		100	100	100
→	Sao Tomé-et-Principe (83)	91	81	81	86
→	Sénégal (68)	87,4	52	52	70
→	Serbie (—)		99	99	99
→	Sierra Leone (59)	82	43	43	63
→	Singapour (100)		100	100	100
=	Slovaquie (99)		100	100	100
=	Slovénie (99)		100	100	100
→	Somalie (48)		33	33	33
→	Soudan (70)		49	49	49
←	Sri Lanka (96)		97	68	83
=	Suisse (99)		100	100	100
→	Suriname (82)	91	71	71	81
→	Swaziland (80)		74	50,6	62
=	Tadjikistan (89)	75	83	38,3	65
→	Tchad (44)	42,6	15	15	29
→	Thaïlande (96)		97	97	97
→	Timor-Leste (53)		19	19,8	19
→	Togo (68)	78	62	62	70
→	Tonga (96)		99	99	99
→	Trinité-et-Tobago (95)	96	98	98	97
→	Tunisie (95)		90	90	90
→	Turkménistan (88)	87	100	100	94
→	Turquie (92)	67	83	83	75
=	Tuvalu (89)		100	100	100
=	Ukraine (98)	90	100	66,7	86
→	Uruguay (98)		100	100	100
→	Vanuatu (87)		92	92	92
→	Venezuela (93)		95	95	95
→	Viet Nam (93)	70	88	88	79
→	Yémen (59)	34	20	27,7	27
→	Zambie (71)	93,3	43	43	68
→	Zimbabwe (77)	94,2	69	69	82

REMARQUE :

1. **Évolution :** L'évolution des indicateurs s'obtient à partir d'un procédé qui consiste à réajuster les valeurs résultantes du taux de variation relative entre les gammes suivantes : inférieur à 5 : avancée significative ; entre 5 et 1 : légère avancée ; entre 1 et 1 : stagnante ; entre 1 et 5 : recul ; supérieur à 5 : recul important.

Ce taux s'obtient à partir de la formule suivante : (valeur 2009 - valeur 2008) / valeur 2008 * 100

2. **Valeur atteinte par l'Indice :** Présente la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes dans chaque dimension divisée par le nombre total de dimensions avec donnée.

3. **Évolution stagnante :** Les indicateurs qui présentent une évolution stagnante dans la réalité de ses valeurs répondent au manque d'actualisation de celles-ci, reproduisant les valeurs consignées en 2008.

SOURCES :

Femmes de 15 à 49 ans vues par du personnel spécialisé au moins une fois pendant la grossesse (%) : OMS (www.who.int/GlobAltas).

Accouchements assistés par du personnel spécialisé (%) : OMS (www.who.int).

Utilisation de méthodes contraceptives parmi les femmes vivant en couple de 15 à 49 ans : Banque Mondiale (www.worldbank.org).

Définition des indicateurs à la fin du tableau.

DÉFINITION DES INDICATEURS :

Femmes de 15 à 49 ans vues par du personnel spécialisé au moins une fois pendant la grossesse (%) : Pourcentage de femmes ayant entre 15 et 49 ans qui pendant la grossesse ont été vues au moins une fois par du personnel de santé spécialisé (médecins, infirmières ou sages-femmes).

Accouchements assistés par du personnel spécialisé (%) : Pourcentage des accouchements assistés par du personnel spécialisé (médecins, infirmières, sages-femmes et personnel qualifié de dispensaires médicaux ou sages-femmes traditionnelles qualifiées).

Utilisation de méthodes contraceptives parmi les femmes vivant en couple de 15 à 49 ans (%) : Pourcentage de femmes vivant en couple ayant entre 15 et 49 ans qui utilisent habituellement des méthodes contraceptives.

Notes méthodologiques et guide pour lire les tableaux à la fin de la section.

Pour information plus détaillée sur les années de référence des données voir tableaux complets sur : www.socialwatch.org/statistics2009

SANTÉ REPRODUCTIVE

Une question de vie ou de mort

Le terme « santé reproductive » a été utilisé pour la première fois lors de la Conférence Internationale des Nations Unies sur la Population et le Développement tenue au Caire en 1994. Il définit un état complet de bien-être physique, mental et social dans toutes les fonctions et tous les processus liés au système reproductif.

D'après le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), une femme meurt à l'accouchement toutes les minutes pour des causes évitables, et pour chaque décès il y en a 20 ou plus qui subissent des troubles de santé permanents à la suite de l'accouchement. Cela équivaut à dire que, chaque année, plus de cinq cent mille femmes meurent et plus de dix millions perdent toute possibilité de mener une vie pleine. Cette situation est extrêmement inquiétante dans les pays pauvres, où se présentent la plupart des grossesses non désirées, des avortements dans de mauvaises conditions, des infections de VIH/Sida, des décès et des lésions maternelles permanentes.

La prévention vise à éviter la grossesse chez les adolescentes, au début des rapports sexuels et à l'utilisation de méthodes contraceptives. Les soins, à leur tour, sont focalisés sur les infections de transmission sexuelle, notamment le VIH/SIDA, l'assistance professionnelle de la grossesse et de l'accouchement, et les soins et le suivi des complications dérivées de l'accouchement chez les femmes et les nouveaux-nés.

L'évolution globale

En 2008, alors qu'un peu plus de 2 pays sur 10 sont restés stables (23,8 %), 7 sur 10 (70,7 %) ont fait des progrès (6,6 %), la plupart d'entre eux ont même fait des progrès significatifs (64,1 %). Par contre, 8 pays ont enregistré un certain recul (4,4 %) et 2, un recul sévère (1,1 %), ce qui représente à peine 5,5 % du total des pays (Tableau 1). Dans l'ensemble, ceci représente un résultat positif qui, malgré tout, doit être relativisé par les niveaux enregistrés dans les pays situés dans des positions extrêmes (Tableau 2)¹.

Dans le cas de l'indicateur « Femmes de 15 à 49 ans prises en charge par des praticiens au moins une fois lors de la grossesse (%) », bien qu'il n'ait pas subi de changements, il évolue favorablement. Ceci découle de l'analyse de la proportion de femmes de 15 à 49 ans qui, vivant en couple, utilisent des méthodes de contraception ou de la proportion d'accouchements à la charge de personnel spécialisé (qui sont passés de 80,7 %, 44,9 % et 79,1 % en 2008 à 80,7 %, 47,9 % et 79,6 % en 2009, respectivement).

1 Suivant la méthodologie, les pays sont classés à partir de deux procédures différentes, qui sont en fait combinées. Le recul ou le progrès montrent des différences vis-à-vis du taux différentiel relatif. Par contre, la position relative est établie par la standardisation basée sur le quotient entre les différences des moyennes et l'écart standard de la distribution. Pour cette raison, des positions relatives différentes peuvent correspondre à un progrès ou à un recul sur le taux de majoration : un pays très bien situé qui, d'une année sur l'autre, a enregistré une chute de la valeur de ses indicateurs, peut appartenir au groupe de pays ayant une meilleure situation relative et à ceux ayant subi un fort recul.

GRAPHIQUE 1. Situation actuelle de la santé reproductive suivant les régions (nombre de pays)

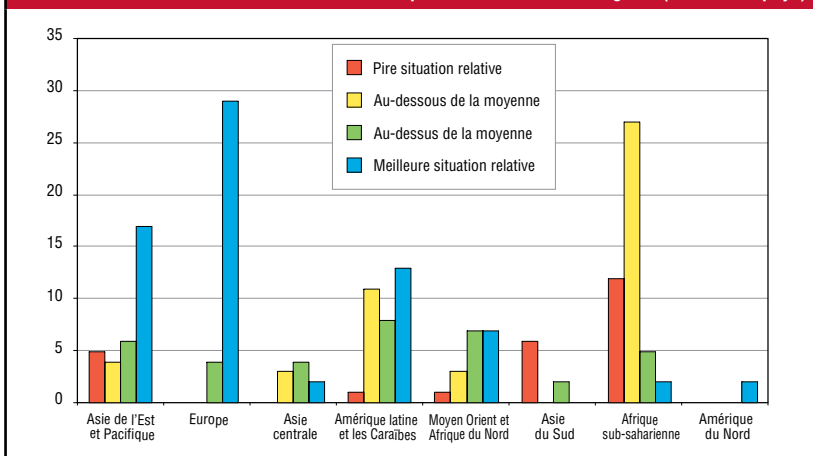


TABLEAU 1. Situation actuelle d'après l'évolution en matière de santé reproductive (nombre de pays)

	←	↔		→	→	Total
Pire situation		2	3	3	17	25
Au-dessous de la moyenne	2	3	6	7	30	48
Au-dessus de la moyenne		3	4	2	27	36
Meilleure situation			30		42	72
Total général	2	8	43	12	116	181

TABLEAU 2. Moyennes par indicateur des pays dans la pire et la meilleure situation en matière de santé reproductive

		Femmes de 15 à 49 ans prises en charge par des praticiens au moins une fois lors de la grossesse (%)	Utilisation de méthodes de contraception chez les femmes en couple de 15 à 49 ans (%)	Accouchements soignés par du personnel spécialisé (%)
Pire situation relative	Moyenne	48,0	15,4	32,4
	Nombre de pays	11	5	30
Meilleure situation relative	Moyenne	94,3	72,3	99,6
	Nombre de pays	27	8	80
Total	Moyenne	80,7	47,9	79,6
	Nombre de pays	79	27	181

Malgré tout, ce progrès cache une polarisation significative. Parmi les pays ayant une pire situation relative, on vérifie une chute de toutes les valeurs moyennes des indicateurs (ils sont passés de 67,2 %, 17,1 % et 37,9 % en 2008 à 48 %, 15,4 % et 32,4 % en 2009, respectivement). Par contre, pour les pays ayant une meilleure situation relative, il en est autrement : une hausse de leurs valeurs moyennes est mise en évidence (93,9 %, 64,5 % et 98,9 % en 2008 et 94,3 %, 72,3 % et 99,6 %, respectivement).

Situation par régions

Ni l'Europe ni l'Amérique du Nord n'enregistrent de pays se trouvant au-dessous de la moyenne; la proportion des pays situés dans la meilleure situation relative est notamment majoritaire, (87,9 % et 100 %, respectivement).

En Asie centrale, s'il est vrai que la plupart des pays se trouve dans des situations proches de la moyenne (au-dessous de 33,3 % et au-dessus de 44,4 %), il n'y a pas de pays situés dans la pire des situations relatives et 2 d'entre eux se trouvent dans la meilleure situation relative (22,2 %).

En Asie orientale et le Pacifique, en Amérique latine et les Caraïbes et aussi au Moyen Orient et en Afrique du Nord, les pays situés au-dessus de la moyenne (18,8 %, 24,4 % et 38,9 %, respectivement) ou dans la meilleure situation relative (53,1 %, 39,4 % et 38,9 %, respectivement) l'emportent. Cependant, ces régions présentent aussi bien des pays au-dessous de la moyenne (12,5 %, 33,3 % et 16,7 %, respectivement), que des pays dans la pire des situations relatives (15,6 %, 3 % et 5,6 %, respectivement).

L'Asie méridionale est la région la plus polarisée, où 3 pays sur 4 se trouvent dans la pire des situations relatives (75 %) et 1 sur 4, au-dessus de la moyenne (25 %).

Cette région n'enregistre pas non plus de pays situés dans la meilleure situation relative, ni légèrement au-dessous de la moyenne.

Finalement, l'Afrique sub-saharienne semble être la région la plus défavorisée : presque 9 pays sur 10 (84,8 %) sont dans la pire situation relative ou au-dessous de la moyenne (26,1 % et 58,7 %, respectivement), 1 sur 10 se trouve au-dessus de la moyenne (10,9 %) et seulement 4,3 % dans la meilleure situation relative. ■

RATIFICATIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'OIT

Jusqu'en juillet 2009

C 87 : Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

C 98 : Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

C 100 : Convention sur l'égalité de rémunération, 1951.

C 105 : Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957.

C 111 : Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

C 138 : Convention sur l'âge minimum, 1973.

C 182 : Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Pays qui ont ratifié toutes les Conventions mentionnées :

Afrique du Sud ; Albanie ; Algérie ; Allemagne ; Angola ; Antigua-et-Barbuda ; Argentine ; Arménie ; Autriche ; Azerbaïdjan ; Bahamas ; Barbade ; Bélarus ; Belgique ; Bêlice ; Bénin ; Bolivie ; Bosnie-Herzégovine ; Botswana ; Bulgarie ; Burkina Faso ; Burundi ; Cambodge ; Cameroun ; Chili ; Chypre ; Colombie ; Comores ; Congo ; Costa Rica ; Côte D'Ivoire ;

Croatie ; Danemark ; Djibouti ; Dominique ; Égypte ; Équateur ; El Salvador ; Espagne ; Estonie ; Éthiopie ; Fédération de Russie ; Fidji ; Finlande ; France ; Gambie ; Georgie ; Grèce ; Grenade ; Guatemala ; Guinée ; Guinée équatoriale ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Hongrie ; Indonésie ; Irlande ; Islande ; Israël ; Italie ; Jamaïque ; Kazakhstan ; Kirghizistan ; Lesotho ; Lettonie ; Lituanie ; Luxembourg ; Lybie ; Macédoine ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Malte ; Maurice ; Mauritanie ; Mongolie ; Moldavie ; Monténégro ; Mozambique ; Nicaragua ; Niger ; Nigéria ; Norvège ; Ouganda ; Pays-Bas ; Pakistan ; Panama ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; Paraguay ; Pérou ; Philippines ; Pologne ; Portugal ; République centrafricaine ; République démocratique du Congo ; République dominicaine ; République tchèque ; Roumanie ; Royaume-Uni ; Rwanda ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Saint-Marin ; Saint-Vincent-et-Grenadines ; Sao-Tomé-et-Principe ; Sénégal ; Serbie ; Seychelles ; Slovaquie ; Slovénie ; Sri Lanka ; Suède ; Suisse ; Swaziland ; Syrie ; Tadjikistan ; Tanzanie ; Tchad ; Togo ; Trinité-et-Tobago ; Tunisie ; Turquie ; Ukraine ; Uruguay ; Vénézuela ; Yémen ; Zambie ; Zimbabwe.

PAYS QUI N'ONT PAS RATIFIÉ TOUTES LES CONVENTIONS MENTIONNÉES	LIBERTÉ SYNDICALE ET NÉGOCIATION COLLECTIVE		ÉLIMINATION DU TRAVAIL FORCÉ	ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE L'EMPLOI ET LA PROFESSION			ÉLIMINATION DU TRAVAIL DES ENFANTS	PAYS QUI N'ONT PAS RATIFIÉ TOUTES LES CONVENTIONS MENTIONNÉES	LIBERTÉ SYNDICALE ET NÉGOCIATION COLLECTIVE		ÉLIMINATION DU TRAVAIL FORCÉ	ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE L'EMPLOI ET LA PROFESSION			ÉLIMINATION DU TRAVAIL DES ENFANTS
	C 87	C 98		C 100	C 111	C 138			C 182	C 87		C 98	C 105	C 100	
Afghanistan	☐	☐	■	■	■	☐	☐	Koweït	■	■	■	☐	■	■	■
Arabie saoudite	☐	☐	■	■	■	☐	■	Lao, RDP	☐	☐	☐	■	■	■	■
Australie	■	■	■	■	■	☐	■	Liban	☐	■	■	■	■	■	■
Bahreïn	☐	☐	■	☐	■	☐	■	Libéria	■	■	■	☐	■	☐	■
Bangladesh	■	■	■	■	■	☐	■	Malaisie	☐	■	●	■	☐	■	■
Birmanie/Myanmar	■	☐	☐	☐	☐	☐	☐	Maroc	☐	■	■	■	■	■	■
Brésil	☐	■	■	■	■	■	■	Mexique	■	☐	■	■	■	☐	■
Canada	■	☐	■	■	■	☐	■	Namibie	■	■	■	☐	■	■	■
Cap-Vert	■	■	■	■	■	☐	■	Népal	☐	■	■	■	■	■	■
Chine	☐	☐	☐	■	■	■	■	Nouvelle-Zélande	☐	■	■	■	■	☐	■
Cuba	■	■	■	■	■	■	☐	Oman	☐	☐	■	☐	☐	■	■
Émirats arabes unis	☐	☐	■	■	■	■	■	Ouzbékistan	☐	■	■	■	■	■	■
Érythrée	■	■	■	■	■	■	☐	Qatar	☐	☐	■	☐	■	■	■
États-Unis d'Amérique	☐	☐	■	☐	☐	☐	■	République de Corée	☐	☐	☐	■	■	■	■
Gabon	■	■	■	■	■	☐	■	Sainte-Lucie	■	■	■	■	■	☐	■
Ghana	■	■	■	■	■	☐	■	Sierra Leone	■	■	■	■	■	☐	☐
Guinée-Bissau	☐	■	■	■	■	■	■	Singapour	☐	■	■	■	☐	■	■
Îles Salomon	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐	Somalie	☐	☐	■	☐	■	☐	☐
Inde	☐	☐	■	■	■	☐	☐	Soudan	☐	■	■	■	■	■	■
Iran	☐	☐	■	■	■	☐	■	Suriname	■	■	■	☐	■	☐	■
Iraq	☐	■	■	■	■	■	■	Thaïlande	☐	☐	■	■	☐	■	■
Japon	■	■	☐	■	☐	■	■	Timor-Leste	☐	■	☐	☐	☐	☐	■
Jordanie	☐	■	■	■	■	■	■	Turkménistan	■	■	■	■	■	☐	☐
Kenya	☐	■	■	■	■	■	■	Vanuatu	■	■	■	■	■	☐	■
Kiribati	■	■	■	■	☐	■	■	Vietnam	☐	☐	☐	■	■	■	■

Source : ILOLEX. Banque de données sur le Site Web de l'OIT (www.ilo.org)

- Convention ratifiée
- ☐ Convention en attente de ratification
- Convention dénoncée

RATIFICATIONS DES TRAITÉS INTERNATIONAUX SUR LES DROITS DE L'HOMME

Jusqu'en juillet 2009

- A :** Pacte International relatif au Droits Économiques, Sociaux et Culturels, 1966. Entrée en vigueur le 3 janvier 1976.
B : Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques, 1966. Entrée en vigueur le 23 mars 1976.
C : Convention Internationale sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination Raciale, 1965. Entrée en vigueur le 4 janvier 1969.
D : Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'égard des Femmes, 1979. Entrée en vigueur le 3 septembre 1981.
E : Convention contre la Torture et Autres Peines ou Traitements Cruels Inhumains ou Dégadants, 1984. Entrée en vigueur le 26 juin 1987.
F : Convention sur les Droits de l'Enfant, 1989. Entrée en vigueur le 2 septembre 1990.
G : Convention pour la Prévention et la Répression du Crime de Génocide, 1948. Entrée en vigueur le 12 janvier 1951.
H : Convention/Protocole relatif au Statut des Réfugiés, 1951/1967. Entrée en vigueur le 22 avril 1954/4 octobre 1967.
I : Convention Internationale sur la Protection des Droits des Travailleurs Migrants et des Membres de leur Famille, 1990. Entrée en vigueur le 1er juillet 2003.

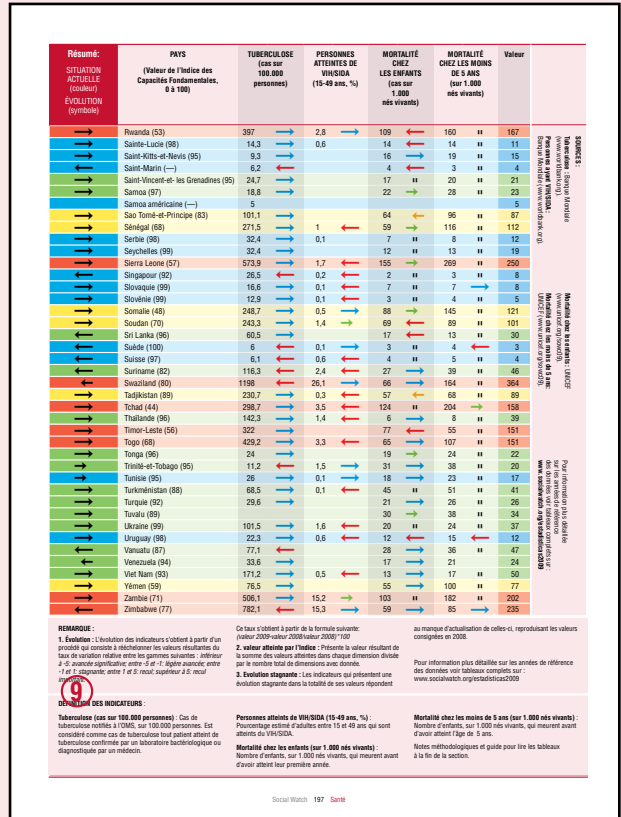
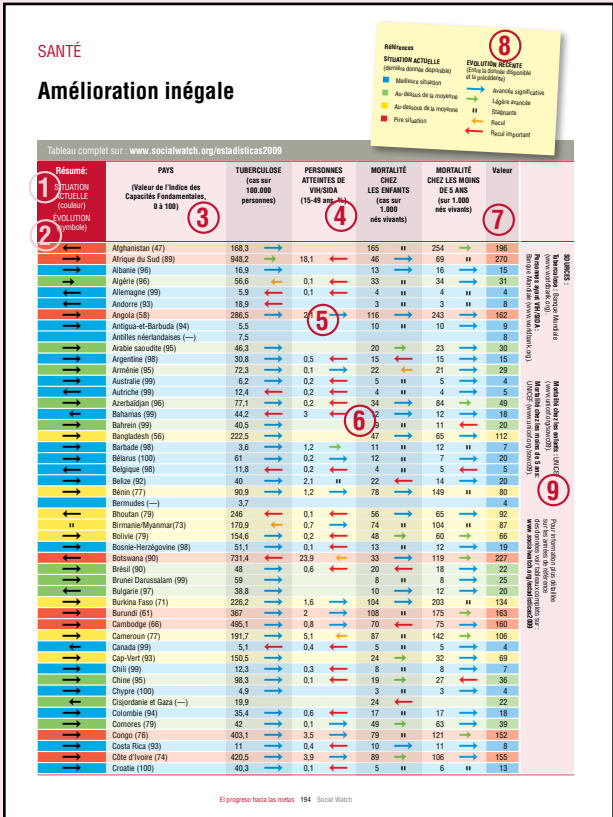
	Membre de l'ONU depuis	A	B	C	D	E	F	G	H	I		Membre de l'ONU depuis	A	B	C	D	E	F	G	H	I	
Afghanistan	1946	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Croatie	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Afrique du Sud	1945	○	●	●	●	●	●	●	●	●	Cuba	1945	○	○	●	●	●	●	●	●	●	
Albanie	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Danemark	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Algérie	1962	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Djibouti	1977	●	●	○	●	●	●	●	●	●	
Allemagne	1973	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Dominique	1978	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Andorre	1993	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Égypte	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Angola	1976	●	●	●	●	●	●	●	●	●	El Salvador	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Antigua-et-Barbuda	1981	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Émirats arabes unis	1971	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Arabie saoudite	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Équateur	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Argentine	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Érythrée	1993	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Arménie	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Espagne	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Australie	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Estonie	1991	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Autriche	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	État de la Cité du Vatican		●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Azerbaïdjan	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	●	États-Unis d'Amérique	1945	○	●	●	○	●	○	●	●	●	
Bahamas	1973	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Éthiopie	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Bahréïn	1971	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Fédération de Russie, Fed.	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Bangladesh	1974	●	●	●	●	●	●	●	●	○	Fidji	1970	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Barbade	1966	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Finlande	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Bélarus	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	France	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Belgique	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Gabon	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○
Belize	1981	○	●	●	●	●	●	●	●	●	Gambie	1965	●	●	●	●	○	●	●	●	●	
Benin	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	○	Géorgie	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Bhoutan	1971	●	○	●	●	●	●	●	●	●	Ghana	1957	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Birmanie/Myanmar	1948	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Grèce	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Bolivie	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Grenade	1974	●	●	○	●	●	●	●	●	●	
Bosnie-Herzégovine	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Guatemala	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Botswana	1966	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Guinée	1958	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Brésil	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Guinée équatoriale	1968	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Brunei Darussalam	1984	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Guinée-Bissau	1974	●	○	○	●	○	●	●	●	●	○
Bulgarie	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Guyana	1966	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○
Burkina Faso	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Haïti	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Burundi	1962	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Honduras	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Cambodge	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	○	Hongrie	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Cameroun	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Inde	1945	●	●	●	●	○	●	●	●	●	
Canada	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Indonésie	1950	●	●	●	●	●	●	●	●	●	○
Cap-Vert	1975	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Îles Cook		●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Chili	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Îles Marshall	1991	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Chine	1945	●	○	●	●	●	●	●	●	●	Îles Salomón	1978	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Chypre	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Iran	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Colombie	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Iraq	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Comores	1975	○	○	●	●	○	●	●	●	○	Irlande	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Congo	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	○	Islande	1946	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Congo, RD	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Israël	1949	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Coreé, RPD	1991	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Italie	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●	
Costa Rica	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Jamaïque	1962	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Côte d'Ivoire	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●	Japon	1956	●	●	●	●	●	●	●	●	●	

	Membre de l'ONU depuis	A	B	C	D	E	F	G	H	I		Membre de l'ONU depuis	A	B	C	D	E	F	G	H	I	
Jordanie	1955	●	●	●	●	●	●	●														
Kazakhstan	1992	●	●	●	●	●	●	●	●			Qatar	1971			●	●	●	●			
Kenya	1963	●	●	●	●	●	●		●			République arabe syrienne	1945	●	●	●	●	●	●	●		●
Kirghizistan	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	●		République centrafricaine	1960	●	●	●	●		●	●	●	
Kiribati	1999				●			●				République de Corée	1991	●	●	●	●	●	●	●	●	
Koweït	1963	●	●	●	●	●	●	●				République de Moldavie	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	
Lao, RDP	1955	●	○	●	●		●	●				République dominicaine	1945	●	●	●	●	○	●	○	●	
Lesotho	1966	●	●	●	●	●	●	●	●	●		République tchèque	1993	●	●	●	●	●	●	●	●	
Lettonie	1991	●	●	●	●	●	●	●	●			République-Unie de Tanzanie	1961	●	●	●	●		●	●	●	
Liban	1945	●	●	●	●	●	●	●				Roumanie	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	
Libéria	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	○		Royaume-Uni	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	
Libye	1955	●	●	●	●	●	●	●		●		Rwanda	1962	●	●	●	●		●	●	●	●
Liechtenstein	1990	●	●	●	●	●	●	●	●			Sainte-Lucie	1979			●	●		●			
Lituanie	1991	●	●	●	●	●	●	●	●			Saint-Marin	1992	●	●	●	●	●	●			
Luxembourg	1945	●	●	●	●	●	●	●	●			Samoa	1976		●	●	●					●
Macédoine	1993	●	●	●	●	●	●	●	●			San Cristóbal y Nevis	1983			●	●		●		●	
Madagascar	1960	●	●	●	●	●	●		●			San Vicente y Granadinas	1980	●	●	●	●	●	●	●	●	
Malaisie	1957				●		●	●				Sao Tomé-et-Principe	1975	○	○	○	●	○	●		●	○
Malawi	1964	●	●	●	●	●	●		●			Sénégal	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Maldives	1965	●	●	●	●	●	●	●				Serbie	2000	●	●	●	●	●	●	●	●	○
Mali	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Seychelles	1976	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Malte	1964	●	●	●	●	●	●		●			Sierra Leone	1961	●	●	●	●	●	●		●	○
Maroc	1956	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Singapour	1965				●		●	●		
Maurice	1968	●	●	●	●	●	●					Slovaquie	1993	●	●	●	●	●	●	●	●	
Mauritanie	1961	●	●	●	●	●	●		●	●		Slovénie	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	
Mexique	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Somalie	1960	●	●	●	●	●	○			
Micronésie	1991				●		●					Soudan	1956	●	●	●		○	●	●	●	
Monaco	1993	●	●	●	●	●	●	●	●			Sri Lanka	1955	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Mongolie	1961	●	●	●	●	●	●	●				Suède	1946	●	●	●	●	●	●	●	●	
Monténégro	2006	●	●	●	●	●	●	●	●	○		Suisse	2002	●	●	●	●	●	●	●	●	
Mozambique	1975		●	●	●	●	●	●	●			Suriname	1975	●	●	●	●		●		●	
Namibie	1990	●	●	●	●	●	●	●	●			Swaziland	1968	●	●	●	●	●	●		●	
Nauru	1999		○	○		○	●					Tadjikistan	1992	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Népal	1955	●	●	●	●	●	●	●				Tchad	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	
Nicaragua	1945	●	●	●	●	●	●		●	●		Thaïlande	1946	●	●	●	●	●	●			
Niger	1960	●	●	●	●	●	●		●	●		Timor-Leste	2002	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Nigéria	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Togo	1960	●	●	●	●	●	●	●	●	○
Norvège	1945	●	●	●	●	●	●	●	●			Tonga	1999			●			●	●		
Nouvelle-Zélande	1945	●	●	●	●	●	●	●	●			Trinité-et-Tobago	1962	●	●	●	●		●	●	●	
Oman	1971			●	●		●					Tunisie	1956	●	●	●	●	●	●	●	●	
Ouganda	1962	●	●	●	●	●	●	●	●			Turkménistan	1992	●	●	●	●	●	●		●	
Ouzbékistan	1992	●	●	●	●	●	●	●	●			Turquie	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Pakistan	1947	●	○	●	●	○	●	●				Tuvalu	2000				●		●		●	
Palaos	1994						●					Ukraine	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	
Panama	1945	●	●	●	●	●	●	●	●			Uruguay	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1975	●	●	●	●	●	●	●	●			Vanuatu	1981		●	●	●		●			
Paraguay	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Venezuela	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Pays-Bas	1945	●	●	●	●	●	●	●	●			Vietnam	1977	●	●	●	●		●	●		
Pérou	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Yémen	1947	●	●	●	●	●	●	●	●	
Philippines	1945	●	●	●	●	●	●	●	●	●		Zambie	1964	●	●	●	●	●	●		●	
Pologne	1945	●	●	●	●	●	●	●	●			Zimbabwe	1980	●	●	●	●		●	●	●	

Source : Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (www2.ohchr.org).

- Ratification, adhésion, approbation, notification ou succession, acceptation, consentement à être lié ou signature définitive.
- Signature non encore ratifiée.

Comment lire les tableaux de Social Watch ?



Les tableaux par secteurs thématiques présentent les informations statistiques disponibles pour chaque indicateur.

1. Situation actuelle dans la zone : Présentation de la situation actuelle des pays dans la zone, il s'agit d'une mesure résumée qui évalue les pays en fonction du comportement d'ensemble vis-à-vis des indicateurs inclus pour lesquels on dispose d'informations (voir tableau "Notes méthodologiques : Tableaux thématiques"). Les catégories sont indiquées en couleur (voir 7). Les catégories sont les suivantes : Meilleure situation relative, Au-dessus de la moyenne, Au-dessous de la moyenne, Pire situation relative.

2. Évolution récente dans la zone : Présentation de l'évolution des pays comme leur évolution moyenne sur les indicateurs pour lesquels on dispose d'une information suffisante dans la région (voir tableau "Notes méthodologiques : Tableaux thématiques"). Les catégories sont indiquées par des symboles (voir 7). Les catégories sont : Recul sévère, Recul, Stagnation, Légère avancée, Avancée significative.

3. Taux de Capacités basiques (ICB) : Présentation de la valeur sur l'ICB pour chaque pays, une mesure mise au point par Social Watch et qui donne la situation du pays par rapport aux conditions de base du développement – pour plus d'informations, se reporter à "Notes techniques : Elaboration de l'ICB par pays" dans l'article de ce Rapport "Taux de Capacités Basiques 2008". Les pays classés en tête sont les mieux situés par rapport à l'ICB.

4. Indicateur : Pour chaque thème, on a inclus des indicateurs pertinents en vue de leur évaluation et pour lesquels on dispose de suffisamment d'informations sur un grand nombre de pays. Ceci permet d'afficher la situation de chaque pays et de comparer les écarts entre ceux-ci. Les définitions de chaque indicateur se trouvent sur la droite ou au bas du tableau (voir 8).

5. Situation actuelle : Présentation de l'information la plus récente pour chaque pays, conformément à la source consultée. Ces données permettent d'évaluer et de comparer la situation présente

des différents pays. Étant donné que l'information la plus récente est dans la plupart des cas peu mise à jour, il est important de prendre en compte la période concernée par la donnée.

6. Évolution récente : Sur la base de la donnée actuelle et de la donnée initiale¹, on calcule le rythme de progression ou de recul de chaque pays sur la période, par rapport à l'évolution d'ensemble des pays pour cet indicateur (voir tableau "Notes méthodologiques : Tableaux thématiques"). Le résultat est présenté graphiquement (voir 7) ce qui facilite la lecture et l'évolution de l'indicateur sur cette période. Les catégories sont : Recul sévère, Recul, Stagnation, Légère avancée, Avancée significative.

1 Donnée initiale ou point de départ : Informations disponibles autour de 1990 (année prise comme point de départ dans les engagements internationaux qui prévoient des objectifs quantitatifs sur différents aspects du développement social). Pour certains indicateurs, l'année de référence est postérieure car on ne dispose pas de suffisamment d'informations pour 1990.

7. Valeur atteinte sur l'indice : Présentation de la valeur résultant de la somme des valeurs atteintes sur chaque dimension et de la division de cette somme par le nombre total des dimensions avec donnée.

8. Références : Indication des catégories de la Situation actuelle d'un pays dans la zone et son Évolution récente, ce que soit pour chaque indicateur ou pour toute la zone considérée dans son ensemble. Ces variables sont construites par Social Watch afin de permettre l'évaluation des pays de chaque région sur la base des informations disponibles (voir tableau "Notes méthodologiques : Tableaux thématiques").

9. Définitions, notes et sources : En bas ou sur la droite du tableau, il est possible d'accéder à la définition de chaque indicateur ainsi qu'à la ou aux sources des données utilisées. Concernant les indicateurs, les informations sont obtenues auprès des organismes internationaux reconnus qui recueillent les statistiques élaborées par les pays. Sont également ajoutées des notes comprenant d'autres informations importantes pour la lecture du tableau.

Notes méthodologiques : tableaux thématiques





Situation actuelle

La situation dans laquelle se trouve un pays selon un indicateur est donnée en fonction de la dernière valeur disponible.

On attribue à chaque pays une couleur en fonction de la distribution des valeurs de l'indicateur¹ puis on fait la moyenne de ces valeurs pour tous les indicateurs de la zone. De cette façon on obtient un classement auto-référencé des pays dans cette dimension, indépendamment de la distance par rapport aux objectifs ou aux niveaux spécifiques définis conceptuellement.

Ce classement s'applique seulement aux pays pour lesquels on dispose d'informations pour au moins la moitié des indicateurs intégrant le secteur thématique correspondant.

Afin d'éviter les fausses précisions, on procède à un rééchelonnement de ces moyennes en établissant quatre catégories de pays :

<i>Pays dans la meilleure situation</i>	
<i>Pays au-dessus de la moyenne</i>	
<i>Pays au-dessous de la moyenne</i>	
<i>Pays dans la pire situation</i>	






On signale aussi les pays pour lesquels on ne dispose pas de données suffisantes pour les intégrer dans le classement (Pays avec des informations insuffisantes pour établir le résumé de la région).

Evolution récente

On évalue l'évolution des pays par rapport à chaque indicateur en comparant la dernière donnée disponible avec la donnée antérieure. Cette procédure évalue les niveaux de départ et final entre les deux derniers rapports de chaque pays. Le rythme du changement est la part relative de variation par rapport à la dernière donnée disponible, il s'agit donc d'un taux de variation (taux d'accroissement sur base 100).

Les valeurs de cette vitesse sont également rééchelonnées par tranches (à une échelle de référence de 1 à 5), elles sont représentées sur les tableaux dans une colonne située à droite de la valeur actuelle de l'indicateur. On utilise un ensemble de symboles qui recueillent cette transformation, en étant attentif à simplifier la lecture et à abandonner la fausse précision que donnerait une valeur numérique.

Les catégories correspondantes à ce rééchelonnement sont :

	<i>Avancée significative</i>
	<i>Légère avancée</i>
	<i>Stagnation</i>
	<i>Recul</i>
	<i>Recul sévère</i>

Avancée significative s'applique aux pays dont le progrès se produit à des vitesses supérieures à la moyenne des pays en progrès.

Légère avancée s'applique aux pays dont le progrès se produit à des vitesses inférieures à la moyenne des pays en progrès.

Stagnation s'applique aux pays dont l'indicateur ne connaît pas de changements (ou qui sont quantitativement insignifiants) sur la période enregistrée.

Recul s'applique aux pays dont le recul se produit à des vitesses inférieures à la moyenne des pays en recul (ils reculent moins vite).

Recul sévère s'applique aux pays dont le recul se produit à des vitesses supérieures à la moyenne des pays en recul (ils reculent plus vite).

En même temps, on établit une moyenne des avancées et des reculs de chaque pays dans la dimension correspondante et en fonction des indicateurs pour lesquels on dispose d'informations quant à cette évolution. Cette moyenne est présentée dans la colonne Avancée et reculs dans la région, on procède aussi au rééchelonnement des valeurs pour obtenir les cinq catégories déjà mentionnées. ■

¹ Pour ce faire, on a normalisé la variable (en ôtant la moyenne et en divisant par la déviation standard) puis on a calculé la moyenne des valeurs positives et négatives de l'indicateur standardisé. Les quatre catégories s'organisent en fonction des valeurs au-dessus et au-dessous de la moyenne des valeurs positives et négatives des indicateurs standardisés.

Indice des Capacités de Base (ICB) et Indice d'Équité de Genre (IEG)

ICB

L'indice des Capacités de Base est un indice-résumé, développé par Social Watch¹, qui compare et répertorie les pays en fonction de leur progrès en matière de développement social. Il a été conçu comme un outil pratique de contrôle de l'évolution des indicateurs fondamentaux et dans le but d'établir des comparaisons à l'intérieur et entre les pays. L'ICB évalue la situation dans laquelle se trouvent les sociétés nationales par rapport à certaines capacités fondamentales minimales qui offrent des conditions de démarrage indispensables pour garantir aux personnes une qualité de vie adéquate.

L'indice identifie des situations de pauvreté à partir de trois variables : la survie jusqu'à l'âge de cinq ans, le pourcentage d'enfants qui terminent leurs études primaires et le pourcentage d'accouchements assistés par des professionnels de la santé qualifiés. Ces indicateurs font état de différentes dimensions abordées par les objectifs de développement convenus internationalement (éducation, santé des enfants et santé sexuelle).

D'autre part, contrairement à d'autres indicateurs de pauvreté, comme ceux utilisés par la Banque Mondiale – qui prennent en compte le nombre de personnes vivant avec moins d'un ou deux dollars par jour – ou le classement développé par le PNUD basée sur l'Indice du Développement Humain – qui combine des chiffres de revenus et des indicateurs de santé et d'éducation –, l'ICB, basé sur la dernière information disponible pour chaque pays, est plus facile à élaborer et il peut être appliqué au niveau régional et municipal sans qu'il soit besoin d'entreprendre des enquêtes délicates dans les ménages comme c'est le cas pour les variables basées sur les revenus.

En n'utilisant pas le revenu comme un indicateur, l'ICB – suite à une définition de pauvreté basée sur le niveau de développement des capacités de la

personne et sur la possibilité plus ou moins grande de l'exercice et de la jouissance personnelle des droits de l'Homme – a montré son étroite corrélation avec la mesure d'autres capacités humaines relatives au développement social des pays.

Grâce à cet indicateur on peut assigner une valeur à chaque pays et, ensuite, le comparer aux autres ou évaluer sa propre évolution dans le temps. Les indicateurs de l'ICB atteignent leur valeur maximale quand toutes les femmes reçoivent lors de l'accouchement l'assistance de professionnels de la santé qualifiés, quand aucun enfant, garçon ou fille, n'abandonne l'école avant la fin du primaire et quand la mortalité des enfants se réduit au minimum possible, soit cinq morts de moins de cinq ans sur mille enfants nés vivants. Ces indicateurs s'associent étroitement aux capacités que les intégrants d'une société doivent avoir et qui se consolident mutuellement pour permettre un plus grand développement individuel et collectif. Ils se réfèrent en particulier aux capacités qui réussissent à intégrer les plus jeunes de leurs membres, renforçant ainsi le futur développement des pays.

Il convient de préciser qu'une valeur de l'ICB proche de 100 *n'implique pas nécessairement un niveau élevé* de développement social. Il signifie tout juste que le pays a atteint la couverture universelle quant aux *exigences essentielles minimum requises* pour pouvoir avancer vers un bien-être plus large. Il s'agit là d'un point de départ et non pas d'arrivée.

IEG

Social Watch a développé l'Indice d'Équité de Genre dans le but de rendre visibles et mesurables les situations d'inégalité entre les sexes, ainsi que leur évolution dans le temps pour les différents pays. L'IEG se base sur l'information disponible et comparable au niveau international et permet de positionner et de répertorier des pays en fonction d'une sélection d'indicateurs relatifs à l'inégalité entre les sexes dans les domaines de l'éducation, de la participation économique et de l'autonomisation.

L'IEG permet de comparer facilement les pays entre eux, à partir d'une lecture directe et déductive.

Pour assurer les moyens de mesure, des rapports de proportionnalité, ou des résultats liés au sexe qui permettent de déduire la structure des chances ayant trait à l'inégalité entre les sexes ont été établis.

L'indice mesure le fossé creusé entre les femmes et les hommes, pas leur bien-être. Ainsi, par exemple, un pays dans lequel les jeunes des deux sexes ont pareillement accès aux études universitaires reçoit une valeur 100 dans cette variable, et un pays dans lequel aussi bien les filles que les garçons se retrouvent dans l'impossibilité de terminer leurs études primaires atteindrait aussi la valeur 100. Ceci n'implique pas que la qualité de l'enseignement soit adéquate, juste que les filles ne souffrent pas d'inégalité de participation.

Cette méthode de calcul répond au besoin de refléter toute situation défavorable pour la femme. Pour cela, face à la présence d'un rapport proportionnel qui désavantage la femme vis-à-vis de l'homme, l'IEG est incapable d'atteindre sa valeur maximum (100 points). De sorte que la valeur finale atteinte dépend du degré d'inégalité négative pour les femmes dans un pays ou une région déterminée (en la reflétant de manière inversement proportionnelle : plus l'inégalité est grande, plus faible est la valeur, et vice-versa).

Indépendamment du fait qu'il existe des inégalités positives pour les femmes, aucun indicateur ne peut dépasser les 100 points (égalité parfaite dans la participation)². Cette caractéristique asymétrique fait en sorte que l'IEG ne peut et ne doit être lu comme un pourcentage de participation de la population en termes de rapports entre les sexes, puisque la participation proportionnelle peut être finalement très différente si dans un des indicateurs elle est favorable aux femmes. ■

1 L'ICB est né à partir de l'Indice de la Qualité de la Vie développé par l'organisation non gouvernementale Action for Economic Reforms-Philippines, dérivé de la Mesure de Pauvreté des Capacités proposée par le professeur Amartya Sen et popularisée par l'Indice du Développement Humain du PNUD.

2 On divise la participation relative des femmes dans une situation sociale déterminée (par exemple « professionnels universitaires », dimension Autonomisation) par la participation relative des hommes. Le résultat obtenu est multiplié par 100. Si la valeur obtenue est supérieure à 100 – quand la participation féminine est supérieure à la masculine – on prend 100 comme valeur pour éviter que des participations relatives favorables aux femmes dans des situations particulières ne cachent, dans la valeur finale de l'indice, des participations négatives dans d'autres situations.

NOTES MÉTHODOLOGIQUES POUR L'ICB

Procédure 1. Le pays n'offre pas de données dans l'un des indicateurs de l'indice pour la période actuelle, mais en fournit pour la précédente. Pour calculer sa valeur actuelle d'ICB les données de l'indicateur ont été formalisées (en soustrayant la moyenne et en divisant par l'écart type), ensuite on a calculé la moyenne de ses valeurs positives et négatives pour former quatre catégories (meilleure situation, en dessus de la moyenne, en dessous de la moyenne et pire situation). On a placé le pays dans la catégorie correspondante conformément à la valeur de l'indicateur dans la période précédente et on lui a appliqué la moyenne de l'indicateur du groupe, maintenant sur la base des données de la période actuelle. C'est-à-dire que, pour cet indicateur, on le suppose en situation « moyenne » vers l'intérieur du groupe.

Procédure 2. Le pays n'offre pas de données dans au moins un des indicateurs de l'indice, ni pour la période actuelle, ni pour l'antérieure. Pour calculer sa valeur actuelle d'ICB on a calculé la moyenne des indicateurs pour lesquels le pays fournissait des données (I1+I2, I1+I3 ou I2+I3, selon le cas correspondant), dans sa région d'appartenance. On a normalisé la variable résultante, pour ensuite remonter au-dessus ou redescendre en dessous de la moyenne normalisée suivant les quatre catégories générées, plaçant le pays dans cette catégorisation et lui appliquant la donnée manquante correspondant à la limite inférieure de celle-ci. ■



Cette publication est financée par l'Union européenne et Oxfam Novib.



SÉNÉGAL : La crise environnementale issue du réchauffement de la planète entraîne une diminution de la pêche (...). La pêche constitue une importante source de revenus pour le secteur primaire et un des principaux apports en protéines pour la population.

PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT : Les pauvres dépensent plus de 50 % de leurs revenus en alimentation ; les plus pauvres dépensent 80 % ou plus. La hausse des prix des aliments a provoqué l'augmentation, non seulement de la pauvreté, mais aussi de la faim.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE : ... les femmes continuent à être les premières au chômage et sont chaque fois plus restreintes aux activités informelles de vente de légumes à petite échelle comme moyen de subsistance.

CHANGEMENT CLIMATIQUE : Les pays moins développés (PMD), qui ont moins contribué à la pollution, seront ceux qui en souffriront davantage. De nombreux petits pays insulaires en voie de développement pourraient tout simplement disparaître de la planète.

PAYS LES MOINS AVANCÉS : La crise alimentaire sans précédent provoquée par l'impressionnante hausse des prix a engendré des « émeutes de la faim » qui ont ébranlé plus de 30 PMA dans lesquels les travailleurs et les habitants des campagnes ne peuvent plus acheter les aliments de base pour survivre.

RÉGION ARABE : ... qu'en raison de la crise, ce sont environ 31 millions de personnes dans les pays arabes qui souffrent de la faim (environ 10 % de la population totale).

BÉNIN : ... hausse généralisée du prix (...) du maïs, le produit le plus consommé, est grimpé à 220 %.

CAMBODGE : Plus de 90 % des travailleurs licenciés sont des femmes provenant des communautés rurales ...

CANADA : ... que les femmes se contentent des emplois précaires ou à temps partiel et sont fréquemment les premières à être licenciées.

GHANA : Parmi les premiers affectés, la réduction des exportations et des transferts de fonds de l'étranger ainsi qu'une dévaluation soutenue.

INDE : ... la croissance en prêts personnels, en prêts à la consommation et à la production a été freinée.

MALAISIE : ... que la récession pourrait être pire que celle de 1997.

NICARAGUA : ... plus de 400.000 enfants pourraient mourir pour des causes qui sont évitables.

PÉROU : ... perte de 200.000 postes de travail et un effondrement du pouvoir d'achat du salaire et de l'épargne des péruviens.

ÉTATS-UNIS : ... beaucoup de chanceux, propriétaires d'un logement, ont tout perdu ou grande partie de leur capital, ou sont pris au piège dans des hypothèques qui dépassent actuellement de loin la valeur de leur maison.

POLOGNE : ... que le développement de l'économie au noir affecte davantage les femmes que les hommes, ce sont elles qui sont embauchées sur les emplois faiblement rémunérateurs, en particulier dans le secteur des services privés.

Social Watch est un réseau international d'organisations de citoyens qui luttent pour éliminer la pauvreté et les causes de la pauvreté ainsi que pour assurer une répartition équitable des richesses et le respect des droits de l'homme. Social Watch s'engage à assurer la justice sociale, économique et en matière de genre, et souligne le droit de toutes les populations à la richesse.

Social Watch exige des gouvernements, du système des Nations Unies et des organisations internationales qu'ils soient responsables de la réalisation des engagements nationaux, régionaux et internationaux en vue de l'élimination de la pauvreté.